



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel n° 05 | Session ordinaire 2021-2022

Grands projets d'infrastructure	p. 199	Sommaire des séances publiques n°s 15 à 17	p. 239	15 ^e séance	Mardi 30 novembre 2021
Bien-être chez les enfants	p. 208	Sommaire des questions parlementaires	p. Q55	16 ^e séance	Mercredi 1 ^{er} décembre 2021
Chômage de longue durée	p. 226			17 ^e séance	Jeudi 2 décembre 2021

M. Fernand Etgen et Mme Nancy Arendt ont dressé le bilan de la Commission des Pétitions pour l'année écoulée

Le nombre de pétitions a presque doublé

« C'est une année record », a affirmé la Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Nancy Arendt. Sur la période allant de juillet 2021 à juillet 2022, quelque 428 pétitions publiques ont été introduites par le biais du site www.petitionen.lu, contre 271 un an auparavant sur une même période.



M. Fernand Etgen et Mme Nancy Arendt ont présenté le bilan des pétitions.

Ces chiffres font partie d'un ensemble de données sur le traitement des pétitions et les débats publics qui en ont découlé, présentées aux journalistes à l'occasion de la conférence de presse annuelle dressant le bilan des pétitions. Elle a eu lieu le 20 juillet 2022 à la Chambre des Députés.

Les enjeux de société les plus abordés

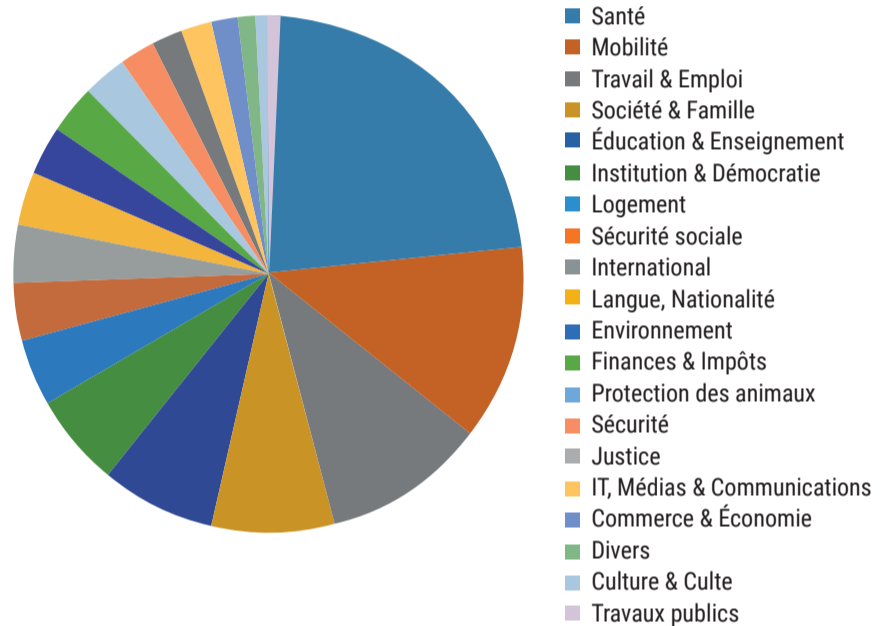
Parmi les éléments présentés figurait la répartition des pétitions par thème. Les sujets les plus représentés étaient la santé (20 %), la mobilité (15 %), le travail et l'emploi (10 %) et les thèmes de

la société et de la famille (10 %). La Présidente de la Commission des Pétitions a cependant tenu à nuancer ces chiffres en citant l'exemple d'une pétition sur le prix du carburant qui serait classée dans le domaine de la mobilité plutôt que dans celui des finances des ménages. Elle a affirmé qu'un travail était en cours afin d'affiner ce classement.

Les pétitions sont comme un baromètre de l'opinion des citoyens

Plus globalement, le Président de la Chambre des Députés a souligné que « les pétitions sont le reflet

Demandes de pétition publique déposées entre le 1^{er} juillet 2021 et le 30 juin 2022



des inquiétudes des citoyens sur ce qui se passe dans notre pays et au-delà de nos frontières ». M. Fernand Etgen a affirmé que, pour cette raison, les pétitions faisaient désormais partie intégrante de notre démocratie et contribuaient à une participation citoyenne moderne et active. Il a ajouté que des

efforts avaient également été faits pour mieux cadrer les débats publics, notamment en ce qui concerne le respect des temps de parole. Le pétitionnaire sera désormais également mis en avant et devra présenter sa pétition et ses conclusions lui-même.

Rapport spécial de l'Ombudsman et l'OKaJu sur l'Unisec

Échange de vues sur les problèmes constatés au sein de l'Unité de sécurité

Une ambiance actuellement tendue à l'Unité de sécurité (Unisec), pas assez d'agents de sécurité, une confusion quant aux rôles et missions des éducateurs et des agents de sécurité, pas de plan de crise, une tendance vers une durée excessive de mesures prises dans le cadre d'enquêtes judiciaires et un manque de responsabilisation des jeunes : ce sont quelques constats dans le rapport présenté le 20 juillet 2022 par l'Ombudsman, Mme Claudia Monti, et l'Ombudsman pour enfants et jeunes (OKaJu), M. Charel Schmit, aux députés de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de la Commission de la Justice. Opérationnelle depuis le 1^{er} novembre 2017, l'Unisec est une unité fermée pour mineurs destinée à accueillir jusqu'à 12 jeunes pensionnaires.

Dans les années 2017 à 2021, 75 jeunes résidents et 32 non-résidents étaient placés à l'Unisec, dont presque la moitié étaient de nationalité luxembourgeoise. Le rapport critique le fait que les jeunes ne connaissent pas la durée de leur séjour ni la fin précise de leur période de privation de liberté. Il préconise entre autres de miser davantage sur la diversion et des alternatives au placement, une préparation de sortie dès l'entrée dans l'Unisec et un suivi plus intensif après la sortie. La suspension de l'enseignement ne devrait en aucun cas être une mesure disciplinaire. Le nombre de jeunes placés devrait être réduit et, en ce qui concerne le cadre légal, le rapport préconise la détention préventive et une modification du régime disciplinaire.



Mme Claudia Monti et M. Charel Schmit ont présenté le rapport spécial sur l'Unisec.

Des députés se sont montrés consternés par l'ampleur des problèmes soulevés dans le rapport et ont demandé des actions rapides. L'intervention d'une firme de sécurité privée a fait l'objet de discussions : les agents auraient les mêmes droits en matière de légitime défense que tout autre citoyen, a expliqué la Ministre de la Justice Sam Tanson, tandis qu'un député de l'opposition était d'avis que leurs interventions semblaient dépasser le cadre tracé.

La question des mineurs non accompagnés a également été abordée : le rapport recommande la création d'un cadre juridique spécifique pour les mineurs non accompagnés et de les intégrer dans les foyers d'aide à l'enfance. En ce qui concerne les critiques par rapport aux infrastructures de l'Unisec, la Mi-

nistre a précisé que des réflexions pour les améliorer étaient en cours. Beaucoup de problèmes trouveraient par ailleurs une réponse avec la nouvelle législation sur les jeunes qui est en cours d'élaboration. La réforme de la protection de la jeunesse entraînera la séparation entre les volets protection de la jeunesse et droit pénal pour mineurs (projets de loi n° 7991 et n° 7992).

Lorsque les dispositions de la nouvelle législation seront en vigueur, le Centre socio-éducatif de l'État pourra être renforcé et le volet « prévention » accru, a expliqué le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, M. Claude Meisch. À l'avenir, l'Unisec devrait se trouver sous la tutelle du Ministère de la Justice.

L'Administration parlementaire recrute :

2 RÉDACTEURS-CORRECTEURS (m/f)

pour le service du compte rendu (réf. CHD88S)

(CDD 12 mois/tâche complète)

Votre profil :

Vous êtes soit titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant 5 ou 3 années d'études dans le domaine linguistique, de préférence couvrant les filières « Luxemburgistik » ou « Germanistik », ou de tout autre diplôme de niveau Master ou Bachelor en relation avec le poste, soit détenteur d'un baccalauréat et vous pouvez obligatoirement vous prévaloir d'au moins 5 ans d'expérience dans une fonction similaire.

La date limite de remise des candidatures est fixée au **vendredi 9 septembre 2022** au plus tard.

En cas d'intérêt, prière de scanner le code QR suivant ou de consulter le site public de la Chambre des Députés :



9^e Parlement francophone des jeunes (PFJ)

Une jeunesse engagée face à des défis touchant toutes les générations

Du 25 au 31 juillet 2022, une soixantaine de jeunes venant des cinq régions de la Francophonie se sont donné rendez-vous à Tirana, en Albanie, pour participer à la 9^e édition du PFJ. La section luxembourgeoise a été représentée par deux étudiantes : Sara Gabrielli et Ghislaine Nouemsi Kamsu. Le député et président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), M. Gusty Graas, a participé en tant qu'expert à la Commission des affaires parlementaires, guidant ainsi les jeunes dans la rédaction de leur résolution.

Les démocraties parlementaires face à la désinformation

Ayant tenu une intervention au sujet de la désinformation, M. Gusty Graas a abordé la problématique en revenant sur les divers types de menaces telles que la défiance envers les médias traditionnels et les institutions démocratiques, l'atteinte à la démocratie, le négationnisme et révisionnisme historique ou encore l'ingérence étrangère. Il a également avancé des solutions servant de pistes de réflexion aux jeunes. À cet égard, l'éducation aux médias, le soutien d'un journalisme indépendant ou encore le service public de contrôle et de vérification des informations propagées ont été présentés. Il a finalement illustré ces exemples à l'aide de récentes législations adoptées ou initiatives prises au Luxembourg. Ainsi, la loi portant sur le régime d'aides en faveur du journalisme professionnel, la loi portant sur le « Média de service public 100,7 », la convention conclue entre CLT-UFA, RTL Group et l'État luxembourgeois ou encore le Service national de la jeunesse proposant un site Internet dédié à l'utilisation sûre des technologies de l'information, à savoir « Bee Secure », ont été évoqués.

L'inclusion des jeunes dans les résolutions adoptées

Les jeunes représentants ont délibéré des stratégies à déployer par les démocraties parlementaires pour contrer la désinformation, de l'implication des jeunes dans la lutte contre les changements climatiques, du retour des bien culturels à leur pays d'origine respectif et de l'abolition de la peine de mort dans l'espace francophone. Ces discussions ont abouti à l'adoption de quatre résolutions respectives, qui seront intégrées dans les travaux des commissions de l'APF. La première traitant des stratégies à retenir pour promouvoir l'information crédible invite les jeunes à développer un esprit critique en démultipliant les sources d'information, recommande aux gouvernements de réguler en la matière tout en veillant à respecter la liberté d'expression et incite les États à soutenir les projets de recherche menés sur le phénomène. Dans la seconde, ayant trait à la participation des jeunes à la lutte contre les changements climatiques, il est fait appel aux États et gouvernements d'ajouter des éléments de sensibilisation dans les programmes scolaires et universitaires, et l'Organisation internationale de la francophonie



Mme Ghislaine Nouemsi Kamsu, M. Gusty Graas et Mme Sara Gabrielli dans le hall du Parlement albanais (de gauche à droite)

(OIF) est invitée à dédier la dernière semaine du mois de mars à l'urgence climatique. Le patrimoine dispersé au sein de l'espace francophone est abordé dans la troisième résolution. Les jeunes ont insisté sur le caractère inaliénable des biens culturels, même dans des circonstances de violences coloniales, impérialistes ou génocidaires, et ont préco-

nisé que l'OIF « se saisisse officiellement de la question ». Dans la dernière résolution relative à la peine de mort, les États observant un moratoire sont priés de commuer ces peines en peines de prison. De plus, les jeunes ont revendiqué un renforcement de l'indépendance et de l'impartialité des systèmes judiciaires des États appliquant la peine de mort.

M. Max Hahn nommé rapporteur du budget 2023

La Commission des Finances et du Budget, réunie le 18 juillet 2022, a désigné M. Max Hahn (DP) comme rapporteur du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023.



La liste des rapporteurs de budget de la législature - M. André Bauler (DP), M. Yves Cruchten (LSAP), M. François Benoy (déi gréng) et M. Dan Biancalana (LSAP) - est ainsi complétée par M. Max Hahn.

Les travaux parlementaires sur le budget se déroulent toujours entre début octobre et mi-décembre. La Ministre des Finances, Mme Yuriko Backes, déposera le projet de loi la semaine de la rentrée parlementaire alors que le débat et le vote auront lieu en séance plénière à la mi-décembre. Entre-temps, le rapporteur du projet de loi chapeaute les travaux liés au budget au sein des différentes commissions parlementaires. Les membres de la Commission des Finances et du Budget auront une série d'échanges de vues avec les acteurs externes tandis que les autres commissions examineront les points budgétaires qui les concernent.

Le budget est la loi qui établit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses prévisionnelles de l'État pendant une année. Il s'agit en quelque sorte d'un « acte d'autorisation » qui est établi selon toutes les règles de la procédure législative en cas d'initiative gouvernementale.

M. Max Hahn sera le rapporteur du budget 2023.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. Margulan Baimukhan, Ambassadeur du Kazakhstan

NOUVELLES LOIS

Accessibilité à tous

7346 - Projet de loi portant sur l'accessibilité à tous de lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs

Le présent projet de loi vise à garantir l'« accessibilité à tous », notion qui trouve son origine dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées, et contribue ainsi à rapprocher prescriptions matérielles en ce domaine aux normes internationales et nationales en matière des droits et libertés des personnes handicapées.

L'objectif principal consiste dès lors à instaurer cette accessibilité en précisant les obligations auxquelles les lieux ouverts au public, les bâtiments d'habitation collectifs et les voies publiques devront se conformer dorénavant, ainsi que les modalités de la mise en conformité, les dérogations ou solutions d'effet équivalent possibles. Le projet de loi détermine, finalement, les procédures afférentes au contrôle de conformité et à l'aide financière prévue, ainsi que les sanctions que les contrevenants aux présentes dispositions risquent d'encourir.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 27.07.2018
Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président : M. Max Hahn) :

- 13.11.2019 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et analyse de l'avis du Conseil d'État
- 04.12.2019 Présentation et analyse des amendements relatifs au projet de loi
- 08.03.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État et des amendements
- 16.11.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.12.2021

Loi du 7 janvier 2022

Mémorial A : 2022, n° 26, page 1



www.chd.lu

Protection contre les disparitions forcées

7374 - Projet de loi portant

1° approbation de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, faite à New York, le 20 décembre 2006 ;

2° modification du Code civil ;

3° modification du Nouveau Code de procédure civile ;

4° modification du Code pénal ;

5° modification du Code de procédure pénale

Le projet de loi n° 7374 a pour objet d'approuver la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, faite à New York, le 20 décembre 2006, ci-après la « Convention », et signée par le Luxembourg en date du 6 février 2007.

La Convention vise à lutter contre les disparitions forcées. La disparition forcée est définie à l'article 2 de la Convention comme « l'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'État ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'État, suivi du déni de la reconnaissance de la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, la soustrayant à la protection de la loi ».

Le projet de loi a pour objet de modifier certaines dispositions du Code civil, du Nouveau Code de procédure civile, du Code pénal et du Code de procédure pénale afin de mettre en œuvre la Convention. En effet, certaines dispositions de la Convention font peser sur les États signataires une obligation de légiférer en la matière en vue de rendre pleinement effective la Convention.

La loi en projet met en œuvre les dispositions de la Convention qui concernent la révocation d'une adoption qui trouve son origine dans une disparition forcée au sens de la Convention.

L'article 4 de la Convention oblige les États parties à ériger la disparition forcée en infraction pénale autonome au niveau national.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2018

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

17.03.2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

27.10.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

10.11.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.12.2021

Loi du 17 décembre 2021

Mémorial A : 2021, n° 920, page 1

Reclassement de la voirie et reprise de chemins vicinaux

7423 - Projet de loi concernant le reclassement partiel de la voirie et la reprise par l'État d'une série de chemins vicinaux et portant modification de l'article 6bis de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

La voirie de l'État comprend la grande voirie (autoroutes et voies réservées à la circulation automobile), la voirie normale (routes nationales et chemins repris), les chemins étatiques encore sans statut ainsi que les pistes cyclables du réseau national. Complètement, la voirie communale se compose des voies publiques dépendant des communes, dont les chemins communaux, les chemins ruraux et les chemins vicinaux, ainsi que les pistes cyclables communales.

Les routes nationales, en abrégé « N », sont ouvertes à tous les véhicules (excepté d'éventuelles restrictions) et leur construction, leur entretien et leur exploitation sont à charge de l'État. Les chemins repris, en abrégé « CR », désignent les anciennes voies communales reprises par l'État.

Le présent projet vise une actualisation de la voirie et fait partie d'une petite série de lois similaires élaborées depuis la fin du 19^e siècle et le développement du trafic routier. Ainsi, les trois dernières lois concernant un reclassement partiel de la voirie datent des années 1897, 1958 et 1995 et furent à chaque fois précédées par de minutieux travaux préparatoires des administrations concernées.

L'objectif de ces lois est de moderniser, de compléter et de régulariser les tronçons de la voirie publique tout en précisant le classement hiérarchique de chaque élément de voirie, en clarifiant le cas échéant la propriété et en attribuant les frais y relatifs soit à l'État soit aux communes.

Avec l'entrée en vigueur de la « loi du 22 décembre 1995 concernant le reclassement partiel de la voirie et la reprise par l'État d'une série de chemins vicinaux », la longueur de la voirie de l'État, profondément modernisée et agrandie au cours des décennies précédentes, devenait - outre les chemins de halages - la suivante (dossier parlementaire n° 3963) :

Routes : 798,010 km

Chemins repris : 2.022.790 km

À noter également que les autoroutes ont été déterminées par la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 19.03.2019

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

23.01.2020 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

17.06.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

28.10.2021 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

18.11.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30.11.2021

Loi du 15 décembre 2021

Mémorial A : 2021, n° 878, page 1

Commercialisation et utilisation de précurseurs d'explosifs

7730 - Projet de loi portant modification de

1° la loi du 5 mai 2017 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs ;

2° la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Un grand nombre de substances chimiques sont employées quotidiennement dans un large éventail de processus industriels et d'activités professionnelles. Certaines de ces substances sont susceptibles d'être utilisées à mauvais escient pour la fabrication d'explosifs artisanaux.

Depuis 2014, le règlement (UE) 98/2013, d'application directe, encadre la commercialisation et l'utilisation de ces précurseurs d'explosifs. L'objectif principal de ce règlement européen est de réduire l'accès du grand public aux produits chimiques à haut risque lorsque ceux-ci présentent des niveaux de concentration les rendant aptes à être aisément détournés pour la fabrication artisanale d'explosifs.

Ce règlement européen a été mis en œuvre au Grand-Duché de Luxembourg par la loi du 5 mai 2017 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs, et son règlement grand-ducal d'exécution du 5 mai 2017.

Or, la menace représentée par les explosifs artisanaux est restée élevée et a évolué. Le règlement (UE) 2019/1148 du 20 juin 2019 relatif à la commercialisation et à l'utilisation de précurseurs d'explosifs, qui abroge le règlement (UE) 98/2013 avec effet au 1^{er} février 2021, vise à répondre à cette menace persistante.

Le présent projet de loi met en application en droit luxembourgeois ce nouveau règlement européen en modifiant la loi du 5 mai 2017. Les modifications requises découlent des obligations avec lesquelles le règlement (UE) 2019/1148 charge les opérateurs économiques, le grand public, les États membres et la Commission européenne.

Le règlement (UE) 2019/1148 interdit aux membres du grand public à acquérir, introduire, détenir ou utiliser certains précurseurs d'explosifs à des concentrations supérieures à certaines valeurs limites. En revanche, ils sont autorisés à acquérir, introduire, détenir ou utiliser certains précurseurs d'explosifs à des concentrations supérieures à ces valeurs limites sous la condition de détenir une licence à cet effet.

L'octroi de licences n'est plus autorisé que pour un nombre limité de précurseurs d'explosifs pour lesquels il existe un usage légitime par les membres du grand public.

Le règlement oblige le fournisseur de précurseurs d'explosifs réglementés d'informer l'acheteur que la mise à disposition de ces substances auprès des membres du grand public de même que leur introduction, détention ou utilisation par les membres du grand public sont soumises au règlement. Le fournisseur doit conserver des données de transaction afin de faciliter la détection et la poursuite des infractions pénales commises avec des explosifs artisanaux. Il doit également s'assurer que son personnel de vente sait quels sont les produits qui contiennent des précurseurs d'explosifs réglementés parmi ceux mis en vente.

Le règlement s'applique également aux opérateurs économiques qui exercent leurs activités en ligne. Les places de marché en ligne ne relèvent pas de la définition d'un opérateur économique. Elles sont toutefois soumises à certaines obligations spécifiques.

Le règlement (UE) 2019/1148 rend obligatoire la mise en place d'un point de contact national disponible 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Ce point de contact est censé recevoir le signalement des transactions importantes, ainsi que les disparitions importantes et les vols importants. Au Luxembourg, la Police grand-ducale demeure le point de contact national.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 07.12.2020

Rapporteuse : Mme Francine Cloener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Présidente : Mme Francine Cloener) :

30.09.2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

18.11.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30.11.2021

Loi du 14 décembre 2021

Mémorial A : 2021, n° 871, page 1

Facturation électronique

7750 - Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession

Le présent projet de loi vise à rendre obligatoire pour les opérateurs économiques d'émettre et de transmettre toute facture aux pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices en tant que facture électronique. Il devient également obligatoire d'utiliser un même réseau de livraison commun pour tous les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices concernant la réception automatisée de factures électroniques.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation, le 20.01.2021

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

(Président : M. Guy Arendt) :

02.07.2021 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

22.11.2021 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.12.2021

Loi du 13 décembre 2021

Mémorial A : 2021, n° 869, page 1

Modifications au Code de procédure pénale

7785 - Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale

Le projet de loi n° 7785 prévoit toute une série de modifications au Code de procédure pénale, qui n'ont pas de lien direct entre elles :

- Extension des règles de compétence territoriale internationale des juridictions pénales ;

- Extension du délai de détention à l'issu duquel un prévenu doit être présenté devant le juge d'instruction dans les affaires pour lesquelles une instruction préparatoire a été ouverte ;

- Droit pour le juge d'instruction de recourir à des moyens de télécommunication audiovisuelle dans le cadre des expertises ;

- Introduction du dossier électronique en matière pénale ;

- Ordre de prise de parole lors du procès pénal ;

- Composition des chambres correctionnelles du tribunal d'arrondissement ;

- Élargissement des conditions dans lesquelles il peut être recouru à l'ordonnance pénale ;

- Élargissement de la liste des infractions pénales commises contre des mineurs pour lesquelles le point de départ de la prescription de l'action publique est retardé. Il s'agit d'une modification visant à assurer une transposition complète de la directive 2011/93 UE.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 09.03.2021

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

10.03.2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

21.04.2021 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

27.10.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État

10.11.2021 Présentation et examen d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.12.2021

Loi du 9 décembre 2021

Mémorial A : 2021, n° 861, page 1

CGID : Troisième poste de commissaire du Gouvernement adjoint

7809 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant :

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État ;

4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État ;

5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois ;

6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration ;

et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire ;

2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; et

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

Le projet de loi vise la création d'un troisième poste de commissaire du Gouvernement adjoint auprès du commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire. De plus, le commissariat du Gouvernement est doté de son propre cadre personnel afin de ne plus dépendre d'agents détachés d'autres administrations.

En outre, des adaptations ponctuelles sont faites à la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et

modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et à la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spéciale transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois. Le projet de loi prévoit que les articles qui concernent ces adaptations ponctuelles produisent leurs effets rétroactivement au 1^{er} août 2018.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 23.04.2021
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Gusty Graas) :
07.10.2021 Présentation du projet de loi
27.10.2021 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
17.11.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02.12.2021
Loi du 15 décembre 2021
Mémorial A : 2021, n° 876, page 1

Modification du Code de la consommation

7818 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de :

1° la directive (UE) 2019/770 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques ;

2° la directive (UE) 2019/771 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, modifiant le règlement (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE et abrogeant la directive 1999/44/CE

Ce projet de loi modifie le Code de la consommation afin de transposer deux directives. L'une, relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, l'autre relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques.

La première, la directive 2019/770 du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques propose d'introduire une protection similaire à celle établie en matière de vente de biens meubles corporels, pour les contrats de fourniture de contenus numériques et services numériques, ainsi que leurs mises à jour. Cette directive apporte des réponses aux lacunes juridiques en couvrant des contrats variés, techniques et de plus en plus complexes. Ainsi, une nouveauté prévoit que les consommateurs peuvent fournir des données à caractère personnel en tant que contrepartie de la fourniture d'un service numérique.

La seconde, la directive 2019/771 du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, s'applique à tous les contrats de vente, à distance ou en face à face, et instaure un régime juridique unique pour les contrats de vente de biens meubles corporels entre vendeurs et consommateurs. Elle intègre des dispositions spécifiques concernant les biens comportant des éléments numériques, c'est-à-dire des biens qui intègrent un contenu numérique ou un service numérique ou qui sont interconnectés à un élément numérique. Ces biens bénéficient du même régime juridique que les biens « classiques » ainsi que de règles spécifiques concernant leurs mises à jour afin de respecter les critères objectifs de conformité.

Ces deux directives font suite à la stratégie pour un marché unique numérique. Leur objectif principal est de favoriser la création d'un véritable marché numérique en éliminant les principaux obstacles liés au droit des contrats qui entravent le commerce transfrontière.

Le projet de loi transpose fidèlement ces deux directives en réformant, d'une part, les règles relatives à la conformité des biens meubles corporels du Code de la consommation, tout en introduisant des dispositions spécifiques pour les biens comportant des éléments numériques (les « smart goods ») et réformant les recours et leurs modalités en cas de non-conformité des biens.

D'autre part, le projet introduit des nouvelles dispositions concernant les contrats de fourniture de contenus numériques ou de services numériques. Dans le même contexte, il met en place une obligation de fourniture des contenus numériques ou des services numériques ainsi qu'un recours en cas de défaut de fourniture, de non-conformité ou en cas de modification des contenus numériques ou des services numériques.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, le 29.04.2021
Rapporteuse : Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :
10.06.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
17.06.2021 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.10.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18.11.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30.11.2021
Loi du 8 décembre 2021
Mémorial A : 2021, n° 844, page 1

Émission de lettres de gage

7822 - Projet de loi relative à l'émission de lettres de gage, et portant :

1° transposition de la directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant les directives 2009/65/CE et 2014/59/UE ;

2° mise en œuvre du règlement (UE) 2019/2160 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant le règlement (UE) 575/2013 en ce qui concerne les expositions sous forme d'obligations garanties ; et

3° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

d) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties (ci-après « la directive (UE) 2019/2162 ») et de mettre en œuvre le règlement (UE) 2019/2160 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant le règlement (UE) 575/2013 en ce qui concerne les expositions sous forme d'obligations garanties (ci-après « le règlement (UE) 2019/2160 »).

La directive (UE) 2019/2162 crée un cadre européen afin d'harmoniser le traitement des obligations garanties dans l'Union européenne. L'émission des lettres de gage est régie au Luxembourg par la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Les dispositions de la loi du 5 avril 1993 déjà en vigueur sont similaires aux dispositions de la directive (UE) 2019/2162. La directive (UE) 2019/2162 détermine des règles visant à protéger les investisseurs en ce qui concerne les exigences relatives à l'émission d'obligations garanties, les caractéristiques structurelles des obligations garanties, la surveillance publique des obligations garanties et les obligations en matière de publication en ce qui concerne les obligations garanties.

En premier lieu, le projet de loi vise à faire coexister le régime luxembourgeois existant des lettres de gage avec le nouveau régime des obligations garanties régies par la directive (UE) 2019/2162, de sorte que les obligations garanties réglementées au niveau européen

constituent une sous-catégorie de lettres de gage luxembourgeoises qui respectent des conditions supplémentaires découlant de la directive. Actuellement, l'émission des lettres de gage est régie par le cadre juridique luxembourgeois qui est déjà substantiellement proche de la directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil. Les auteurs du projet de loi visent donc à garantir la continuité avec les lois existantes.

Le deuxième apport majeur du projet de loi est d'introduire une approche dite « produit ». L'émission des lettres de gage sera, en raison de l'approche « produit », soumise aux dispositions d'une loi séparée, entièrement dédiée à l'émission des lettres de gage. Par ailleurs, il est prévu d'ouvrir, dans le respect de conditions strictes, l'émission des lettres de gage aux établissements de crédit « universels ». L'émission des lettres de gage est limitée à présent aux seuls établissements d'émission de lettres de gage « spécialisés ». À noter également que l'ouverture aux établissements de crédit luxembourgeois de type banque universelle n'aura pour autant pas comme effet d'abroger le régime des établissements d'émission de lettres de gage « spécialisés ».

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.05.2021
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
31.05.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
22.10.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
22.11.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30.11.2021
Loi du 8 décembre 2021
Mémorial A : 2021, n° 845, page 1

Fondation Kräizbiërg à Dudelange

7843 - Projet de loi relative à l'extension et à la rénovation des bâtiments de la Fondation Kräizbiërg à Dudelange

Le projet de loi sous rubrique comprend trois articles qui ont comme objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à l'extension et à la rénovation des bâtiments de la Fondation Kräizbiërg à Dudelange pour un montant maximal de 49 millions d'euros TTC imputables sur le Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux. Ce montant correspond à la valeur 845,51 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} octobre 2020.

Cette autorisation du législateur est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution et de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État - depuis sa modification par la loi du 29 mai 2009 - qui exige une loi de financement pour des dépenses d'investissement dépassant le seuil de 40 millions d'euros.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 11.06.2021
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Président : M. Carlo Back) :
18.11.2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
22.11.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 30.11.2021
Loi du 10 décembre 2021
Mémorial A : 2021, n° 865, page 1

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitiounen
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
**d'Pétitions publiques an
d'Pétitions ordinaires.**



Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique**
- M. Fernand Etgen, Président
- 2. Communications**
- M. Fernand Etgen, Président
- 3. Ordre du jour**
- M. Fernand Etgen, Président
- 4. Dépôt d'une motion par M. Léon Gloden**
- Exposé : M. Léon Gloden
- 5. Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler**
Question urgente n° 5312 de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen concernant le stock de vaccins contre la Covid-19
- Exposé : M. Claude Wiseler
- 6. 7730 - Projet de loi portant modification de :**
1° la loi du 5 mai 2017 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs ;
2° la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS
- Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closener
- Discussion générale : M. Laurent Mosar - Mme Semiray Ahmedova - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (intervention de M. Fernand Kartheiser)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7. 7818 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de :**
1° la directive (UE) 2019/770 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques ;
2° la directive (UE) 2019/771 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, modifiant le règlement (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE et abrogeant la directive 1999/44/CE
- Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Tess Burton
- Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Gusty Graas - Mme Semiray Ahmedova - M. Fernand Kartheiser - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 8. Question urgente n° 5312 de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen concernant le stock de vaccins contre la Covid-19 (suite)**
- Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
- 9. Question élargie n° 113 de M. Jeff Engelen au sujet du transport public**
- M. Jeff Engelen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- 10. Ordre du jour (suite)**
- M. Fernand Etgen, Président
- 11. Motion de M. Jeff Engelen relative à la suppression de toute forme de discrimination liée à l'âge dans le Code de la route**
- Exposé : M. Jeff Engelen
- Discussion générale : M. Serge Wilmes
- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- Discussion générale (suite) : M. Carlo Back - M. Jeff Engelen
- Vote sur la motion (rejetée)
- 12. Motion de M. Jeff Engelen relative à l'introduction de la flèche verte dans le Code de la route**
- Exposé : M. Jeff Engelen
- Discussion générale : M. Serge Wilmes
- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- Discussion générale (suite) : M. Sven Clement - M. Carlo Back
- Vote sur la motion (rejetée)
- 13. 7895 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État**
- Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary (dépôt de la motion 1)
- Débat : M. Aly Kaes - M. Claude Lamberty - Mme Cécile Hemmen - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen
- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- Vote sur la motion 1 (adoptée)
- 14. 7822 - Projet de loi relative à l'émission de lettres de gage, et portant :**
1° transposition de la directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant les directives 2009/65/CE et 2014/59/UE ;
2° mise en œuvre du règlement (UE) 2019/2160 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant le ré-

- glement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les expositions sous forme d'obligations garanties ; et**
3° modification de :
a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de
d) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
- Discussion générale : M. Laurent Mosar - Mme Josée Lorsché - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - 15. 7423 - Projet de loi concernant le reclassement partiel de la voirie et la reprise par l'État d'une série de chemins vicinaux et portant modification de l'article 6bis de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes**
- Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
- Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen
- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - 16. 7843 - Projet de loi relative à l'extension et à la rénovation des bâtiments de la Fondation Kränzberg à Dudelange**
- Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
- Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - Mme Semiray Ahmedova - M. Jeff Engelen
- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, Mme Corinne Cahen, Mme Paulette Lenert et M. Franz Fayot, Ministres.**

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

- **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?
- **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre.**- Nee, Här President.

2. Communications

- **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten a vun den Ännerungsvirschléi zum Chambersreglement, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 30 novembre 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7908 - Projet de loi portant modification de l'article 55 du Code civil et prolongeant le délai des déclarations de naissance

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 08.11.2021

7913 - Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 18.11.2021

7914 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la mission de service public en matière de télévision, radio et activités digitales confiée à CLT-UFA et RTL Group pour les exercices 2024 à 2030 inclus

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 23.11.2021

7916 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 24.11.2021

7917 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 24.11.2021

7918 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 24.11.2021

7919 - Projet de loi portant réforme de la médiation en matière civile et commerciale et portant modification :

- 1) du Nouveau Code de procédure civile ;
- 2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 24.11.2021

7920 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, le 26.11.2021

3) La proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

7915 - Proposition de modification des Annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt : M. Fernand Etgen, Député, le 24.11.2021

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2109 - Demande de pétition publique : Participation de l'État aux frais vétérinaires pour tous les animaux de compagnie et non

Dépôt : Maurizio Schena, le 15.11.2021

2110 - Demande de pétition publique : Einführung der Wahrnehmungspflicht beider Elternteile mit dem geteilten Sorgerecht und dem geteilten Erziehungsrecht des Kindes für 25 Jahre, unabhängig von Alimentenzahlungen, zum Wohle des Kindes, ohne dass ein Elternteil sich von der Verantwortung entziehen kann

Dépôt : Maria Tzanidakis, le 15.11.2021

2111 - Demande de pétition publique : Télétravail/Obliger les sociétés d'intégrer deux jours par semaine

Dépôt : Massimo Regno, le 16.11.2021

2112 - Demande de pétition publique : Interdire les publicités dans les boîtes aux lettres

Dépôt : Léo Benkel, le 17.11.2021

2113 - Demande de pétition publique : Pétition contre la mise en quarantaine de nos enfants qui ne peuvent plus exercer leurs activités sportives dû à un contact Covid-19

Dépôt : Christian Mais, le 17.11.2021

2114 - Demande de pétition publique : Booster oder zousätzlech Impfung fir Leit ab 70 Joer solle bei sech doheem gemaach ginn. Domat mussen d'Leit sech net méi hin an hier deplacéieren.

Dépôt : Alain Gales, le 18.11.2021

2115 - Demande de pétition publique : Tout employeur qui impose le CovidCheck généralisé 3G à ses employés doit également fournir à l'ensemble de ses employés (vaccinés et non-vaccinés) la possibilité de faire des tests gratuits certifiés dans un espace réservé à cette occasion avant de débiter leur travail et de rentrer dans la zone de CovidCheck

Dépôt : Fabienne Di Marco, le 18.11.2021

2116 - Demande de pétition publique : Covid/Prime de risque

Dépôt : Georges Leuck, le 19.11.2021

2117 - Demande de pétition publique : Fir de gesonde Mënscheverstand, fir e séchert Lëtzebuerg

Dépôt : André Flammang, le 19.11.2021

2118 - Demande de pétition publique : Alternative für Erlangung eines Genesenzertifikats

Dépôt : Christian Gerald Santos Miltgen, le 20.11.2021

2119 - Demande de pétition publique : Keng Hausaufgabe méi doheem

Dépôt : Nadine Offermann, le 21.11.2021

2120 - Demande de pétition ordinaire : Réintégration des jeunes dans le sport suite à une pause de longue durée

Dépôt : Etienne Bayenet, le 20.11.2021

2121 - Demande de pétition publique : Frisches Essen für unsere Jüngsten

Dépôt : Isabel Homa, le 19.11.2021

2122 - Demande de pétition publique : Adapto - fir eng besser Organisatioun am Sënn vu Leit mat enger Behënnerung / Adapto - für eine bessere Organisation im Sinne der Personen mit einer Behinderung / Adapto - pour une meilleure organisation en faveur des personnes avec un handicap

Dépôt : Pierrot Joseph Léon Feltgen, le 23.11.2021

2123 - Demande de pétition publique : Non au vaccin des enfants de 5-11 ans

Dépôt : Roberta Puddu, le 25.11.2021

2124 - Demande de pétition publique : Sauver des vies animales sur les autoroutes

Dépôt : Antoine Pieri, le 27.11.2021

2125 - Demande de pétition ordinaire : Pour la sécurité des enfants du Kannercampus de Belval

Dépôt : Eric et Cécile Donyo, le 26.11.2021

2126 - Demande de pétition ordinaire : Gesondheet - Lëtzebuurger am Ausland

Dépôt : Romain Walch, le 27.11.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une motion par M. Léon Gloden

Ech géif dann d'Wuert un den honorabelen Här Léon Gloden gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **M. Léon Gloden (CSV), auteur.**- Merci, Här President. Ech deposéieren hei am Numm vun der CSV-Fraktioun, ënnerschriwwen vu fënnf Kolleegen a Kolleeginnen, eng Motioun, datt een an der Police kann automatesch ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Hei, wannechgelift!

■ **M. Léon Gloden (CSV), auteur.**- ... vun der C1- an d'B1-Karriär goen.

Ech erënneren drun, datt dëse Mount, ëm de 15., 16., 17. November, eng ganz Rei Urteeler ergaange sinn um Tribunal administratif, wou d'ailleurs och eng vun eise Kolleeginnen hei aktiv war, wou gesot ginn ass, si kéinten deenen Demanden net nokommen, faute de base légale. An deenen Urteeler gëtt och eng Kéier déi fréier Staatssekretärin fir d'Force publique zitéiert, wou se sech engagéiert hat am Numm vun der Regierung ze kucken, datt déi Leit géife vum C1 an de B1 kommen.

Ech weess och, datt en Avant-projet de loi deposéiert ginn ass an datt den aktuelle Policeminister net wëll dee Projet de loi deposéiere mam Argument, et géif net am Koalitionsaccord stoen.

Här President, dat ass keen Argument, well dës Regierung huet Saachen op de Wee bruecht, déi net am Koalitionsaccord stinn, a bréngt Saachen net op de Wee, déi awer am Koalitionsaccord stinn.

Duerfir fuerdere mer d'Regierung op, ouni weideren Delai dee Projet de loi ze deposéieren, fir datt déi Leit am C1 mam Diplom kënnen automatesch an de B1 eropklammen.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- *vu les lois modifiées (i) du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et (ii) du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;*

- *vu les jugements du tribunal administratif (n° du rôle 42846, 42861, 42862, 42866, 42905 et 42944) à la base desquels se trouvent des recours contre des décisions du Ministre de la Sécurité intérieure en matière de promotion ;*

- *considérant que dans toutes ces affaires, le tribunal administratif est venu à la conclusion qu'il n'existait pas de base légale pour le reclassement automatique des fonctionnaires du groupe de traitement C1 du cadre policier de la Police, détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires classiques, d'un diplôme de fin d'études secondaires générales, voire d'un diplôme équivalent, dans le groupe de traitement B1 ;*

- *rappelant pourtant les promesses en ce sens formulées en public par l'ancien Ministre de la Sécurité intérieure et la Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure à diverses occasions ;*

- *que ces déclarations ont fait naître des attentes légitimes au sein du corps policier et plus particulièrement auprès des fonctionnaires concernés,*

invite le Gouvernement

- *à permettre le reclassement automatique des fonctionnaires du cadre policier du groupe de traitement C1 susmentionné dans le groupe de traitement B1 et à saisir la Chambre des Députés d'un projet de loi afférent.*

(s.) Léon Gloden, Diane Aehm, Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar, Serge Wilmes.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Gloden.

5. Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler

Question urgente n° 5312 de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen concernant le stock de vaccins contre la Covid-19

Da géif ech d'Wuert un den Här Claude Wiseler ginn, an och fir den Depot vun enger Motioun. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **M. Claude Wiseler (CSV), auteur.**- Merci, Här President. Ech wëll haut eng Motioun deposéieren, well mer beobachten, datt an deene leschten Deeg an den Impfzenteren haaptsächlech ganz vill lass ass. Eng grouss Zuel vu Leit sinn do an deene leschten Deeg present. An et ass eis och zu Ouere komm, datt net méi jiddweree bäikënn, haaptsächlech déi Leit, déi kee Rendez-vous hunn. Notamment de Moien an dem Victor Hugo konnten net all déi Leit, déi wollte geimpft ginn, geimpft ginn, well einfach esou vill Undrang war. Wat jo a sech eng positiv Saach ass, wat och explikabel ass duerch de Fait, datt op där enger Säit déi normal Impfung lafen, datt op där anerer Säit och déi anonciéiert Moosname warscheinlech eng Rei Leit un d'Denke kritt hunn, a se och decidéiert hunn, sech awer impfen ze loosse. A well och d'Boosterimpfungen, op Rendez-vous an ouni Rendez-vous, elo parallell lafen, well och den AstraZeneca vu sechs Méint op véier Méint erfogusat ginn ass, wat alles Incitatioun sinn, fir sech impfen ze loosse. Dat ass jo alles positiv.

Mee fir eis ass et wichteg, datt d'Leit, déi wëllen, och schnellstens bäikommen. A wann dat net méi an deem Mooss, wéi mer et als richtig empfangen, garantéiert ass, dann ass et wichteg, datt d'Regierung higeet an déi Accessibilitéit erëm garantéiert, a fir jiddweree garantéiert an och regional iwwerall esou garantéiert, datt an all Géigend vum Land d'Leit kënnen bäikommen, an dofir déi regional Zentren, déi schonn eng Kéier op waren, respektiv eventuell och neier opmécht, fir där gréisserer Demande bäizekommen. Dofir ginn ech eng Motioun of.

Motion

La Chambre des Députés,

- *considérant que la vaccination contre le Covid-19 reste à ce jour le moyen le plus efficace pour freiner la propagation du virus sous ses différents variants et pour protéger contre l'évolution grave d'une infection ;*

- *notant que le nouveau variant connu sous la désignation « Omicron » a été qualifié de « préoccupant » par l'Organisation mondiale de la santé (OMS/WHO) ;*

- *notant que les centres de vaccination actuellement ouverts se voient confrontés à un afflux accru depuis la mise en place de l'offre d'une injection de rappel dite « booster » ;*

- *considérant que les nouvelles mesures de lutte contre la propagation du virus Covid-19 annoncées par le Gouvernement pourraient inciter davantage de citoyens jusqu'à présent réticents à se faire vacciner,*

invite le Gouvernement

- *à ouvrir respectivement à rouvrir des centres de vaccination dans toutes les régions du pays afin de répondre à la demande grandement accrue et de permettre à tous les habitants du pays de se faire vacciner les plus rapidement et le plus confortablement possible.*

(s.) Claude Wiseler, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Marc Spautz.

An ech wollt och nach hannendrun, vu datt d'Ministesch schonn hei ass, déi Fro stellen, déi drëm geet, ob mat deem groussen Uwuess un Impfung, dee mer elo Gott sei Dank kennen, och genuch Impfstoff do ass, fir kënnen an där Zäit, wou d'Leit et wëllen, dann ze impfe mat deem Impfstoff, wéi d'Leit et wëllen. Dat heescht, ob éischtens genuch do ass an ob och d'Leit nach de Choix behale vun deem Impfstoff, dee se wëilten hunn.

Ech wär frou, wa mer do och kéinten am Laf vun Dag eng Kloerstellung driwwer kréien.

An déi aner Fro, dat ass, ob et net och méiglech ass, vu datt mer en Abaissement vu sechs op véier Méint beim AstraZeneca gemaach hunn a vu datt mer gesi bei aneren Impfstoffer, datt et och esou ass, datt aner Länner scho méi fréi wéi sechs Méint déi drëtt Impfung, d'Boosterimpfung, zouloossen, ob et net sënnavoll wär, dat och eng Kéier medezinesch ze iwwerpräieren, ob eng méi schnell Boosterimpfung bei aneren Impfstoffer wéi AstraZeneca net a) Sënn géif maachen a b) och techesch méiglech wär hei zu Lëtzebuerg.

Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wiseler.

6. 7730 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi du 5 mai 2017 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs ;

2° la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7730, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Veermaartung an d'Benotze vu Précurseurs d'explosifs. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, an dat ass déi honorabel Madamm Francine Closener.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

■ **Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice.**- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Projet de loi, deen ech lech elo d'äerf presentéieren, geet et ëm den Émgang mat de sougenannte „précurseurs d'explosifs“. Erlaabt mer, lech fir d'éischt duerch e kuerzen Historique ze féieren, fir dann op de Projet selwer anzugeen.

Zanter 2014 gëtt et d'EU-Reglement 98/2013, wat d'Benotzen an d'Kommerzialisierung vu Précurseurs d'explosifs legal encadréiert. An éischter Linn goug a geet et drëm ze verhënnere, datt artisanal Cocktaile kënnen produzéiert ginn, déi eng Explosioun kéinten auslösen, respektiv ze verhënnere, datt besonnesch terroristesch Reseau l'icht Spill hätten, fir esou Cocktaile ze produzéieren.

Duerfir ass den Accès zu de verschiddene cheemesche Substanze staark ageschränkt ginn, déi eebe fir d'Produktioun vun explosivem Geméisch néideg sinn. Et gëtt dobäi zwee konkret Hiewelen am Reglement. Éischtens: D'Vente fir de Grand public vun dëse cheemesche Substanzen ass verbueden, soubal eng gewësse Konzentratioun iwwerschratt gëtt. Wann een iwwert dës Konzentratioun eraus wëll kafen, muss een eng Lizenz hunn, déi een natierlech nëmme da vun enger Administration kritt, wann et duerfir och e legitime Grond gëtt. Zweetens: All Transaktioun ronderëm eng Vente vu cheemesche Substanzen, déi suspekt oder geklaut ginn ass, muss deklaréiert ginn.

D'Modalitéiten aus dësem EU-Reglement, déi iwwert déi national Gesetzgebung muss gekläert ginn, betreffen d'Recherche an d'Constatatioun vun Infraktiounen, d'Kontrollbefugnisse an déi penal Sanktiounen.

Lëtzebuerg huet mam Gesetz vum 5. Mee 2017 dat gemaach, déi Modalitéiten also festgeluecht. De Prinzip vun de Lizenzen ass zu Lëtzebuerg net praktizéiert ginn. Hei am Land gëllt vill méi e Verbuet vun enger bestëmmter Konzentratioun un.

Firwat steet elo de Projet vun haut, de 7730, zum Vott? Ma ganz einfach: Well dat neit EU-Reglement 2019/1148 dat néideg gemaach huet. Duerch dësen neien Text gëtt dat aalt Reglement gestärkt an d'Harmoniséierung gëtt virgedriwwen.

Sou gëtt et beispillsweis elo zwou Definitiounen vun de Précurseurs d'explosifs. Et sinn dat éischtens d'„précurseurs d'explosifs réglementés“. Heimat sinn alleguerten d'Substanzen aus der Annex I an II gemengt an och all Cocktail, wou eng vun deene Substanzen dran ass. Zweetens: d'„précurseurs d'explosifs faisant l'objet de restrictions“. Dëst betrëfft nëmme d'Substanzen aus der Annex I, wou de Seuil maximal vun der Konzentratioun iwwerschratt ass. Och hei sinn d'Cocktaile an der Definitioun abegraff. A béiden Annexe si par rapport zu 2014 och nei Substanze bäikomm, zum Beispill den Acide sulfurique an den Nitrate d'ammonium an der Annex I.

Fir bestëmmt Substanze gëtt de System vun de Lizenzen ofgeschaaft, ganz einfach, well de Grand public se net brauch. Wéi gesot, dee System hate mer zu Lëtzebuerg souwiso net praktizéiert.

Doriwwer eraus gëtt preziséiert, datt de Verkeefer dem Keefer d'Obligatiounen vun deem EU-Reglement muss matdeelen. Heibäi spillt et keng Roll, ob de Keefer eng Entreprise ass oder eng Privatpersoun. Dës Informatiounspflicht kann och iwwer en Etiquette agehale ginn. De Verkeefer, den „opérateur économique“, ass verpflichtet, d'Donnéeën iwwert d'Transaktioun ze halen, de Client ze identifizéieren. Onlineplattforme ginn heibäi zwar net als Opérateur économique gesinn, trotzdem si se verpflichtet, suspekt Transaktiounen vu Substanzen aus der Annex II ze mellen. Sollten esou Substanze verschwannen oder geklaut ginn, ass den Opérateur économique verpflichtet, dëst bannent 24 Stonnen un déi zoustänneg Autoritéite weiderzeginn. Zu Lëtzebuerg ass dat d'Police.

Beispillsweis gëtt och d'EU-Kommissioun obligéiert, Leitinnen erauszeginn, wéi een de séchere Stockage vun de jeeweilige Substanze mécht.

Fir dat neit EU-Reglement ëmzesetzen, gëtt also mam Projet de loi vun haut d'Gesetz vum 5. Mee 2017 adaptéiert. Wat d'Acteuren ugeet, ännert sech nëischt Grondleeëndes. Den Haut-Commissariat à la protection nationale bleift d'Autoritéit, fir d'EU-Reglement ëmzesetzen. D'Police bleift de Point de contact national. D'Douane ass en charge, fir Infraktiounen feststellen. An déi penal Sanktiounen ginn net weider verschäerft.

Wat zur Vollstännegkeet nach ze soe bleift, ass, datt ronn d'Hallschent vun de Memberstaaten e System mat Lizenzen applizéiert, déi aner Hallschent net. Dat ass also ganz ausgeglach.

An hirem Avis vum 14. Mee 2021 approvériert d'Chambre de Commerce de Projet de loi. De Staatsrot fir säin Deel huet a sengem Avis vum 6. Juli nëmme eng Rei redaktionell Observatiounen formuléiert. Deenen huet d'Chamberskommissioun all Rechnung gedroen. An am Avis complémentaire vum 7. Oktober (veuillez lire: vum 26. Oktober) vun dësem Joer mécht de Staatsrot weider keng Observatiounen méi.

Fir méi Detailler, Här President, verweisen ech op de schrëftleche Rapport a ginn zu dësem Projet den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Villmools merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools der Madamm Rapportrice, der Madamm Closener.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen.

Discussion générale

■ **M. Laurent Mosar (CSV).**- Merci, Här President. Merci och der Rapportrice fir deen exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et ass e ganz interessant Reglement, dat mer hei transposéieren, dat och am schrëftleche Rapport explizit erkläert ginn ass.

Mir bleift just hei nach, den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et un där honorabeler Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Semiray Ahmedova (déi gréng).**- Merci, Här President. Jo, et ass schonn zimmlech vill gesot ginn am Rapport. Och direkt e grouse Merci un d'Rapportrice fir de schrëftlechen, awer och hei fir den explizite mëndleche Rapport.

Ech wëll einfach begrëssen, dass duerch dat Gesetz den Zougang zu cheemesche Substanzen, déi verkaf ginn an déi kënnen genotzt ginn, wéi et scho gesot ginn ass, fir eventuell terroristesch Zwecker, fir terroristesch Bomben ze bauen, besser cadréiert gëtt.

Déi Demarche, déi mer heimat an Zukunft wëllen agoen, ass schonn déi richteg Demarche: nämlech beim Verkaf a beim Kaf vun esou Substanzen, datt een dat soll bannent 24 Stonnen un déi zoustänneg Autoritéit och mellen.

Wat och wichteg ass, datt e Vol, deen hei stattfënt - an och ass e Vol eppes illegales, dat heescht, et kann ee sech gutt virstellen, datt hannendrun och eppes illegales domadder geschitt -, datt dat soll natierlech och gemellt ginn. An doduerjer gëtt einfach séchergestallt, datt séier kann op eng potenziell Gefor reagéiert ginn.

Wat mer och weider begrëssen, ass natierlech, datt Onlineverkeef op dem sougenannten Darknet och ënnert d'Reglement falen.

Dat gesot, merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn natierlech den Accord vun eiser grénger Fraktioun. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Ahmedova. An da wier et un honorabelen Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Här President, merci. Ech wëll mech och dem Merci uschlëssen.

Ech hätt vläicht eng Fro un d'Regierung: ob si eis ka soen, wéi e Volumen un Transaktiounen iwwerhaupt hei zu Lëtzebuerg betraff ass an deene leschte Joren, ob mer do iwwerhaupt kënnen en lwwerbléck kréien, wéi vill déi Substanzen hei zu Lëtzebuerg ausgemaach hunn am Commerce. Dat wär interessant, déi Informatioun ze hunn.

Eng zweet Saach ass vläicht eng Bemierkung allgemeng. Hei huet d'Madamm Closener als Rapportrice och gesot, et géing ëm artisanal Cocktaile goen. Also ech mengen, do muss ee sech einfach och bewusst sinn, datt et extrem einfach ass, mat ganz einfache Mëttele esou Saachen hierzestellen. Et muss een net onbedéngt Précurseurs chimiques aus dem Handel hunn. Et kann een aus enger Kichen doheim scho ganz schéi Saache maachen, mat engem enormen Impact! An dofir muss ee sech einfach bewusst sinn, datt et awer Grenze gëtt an der Effikasitéit vun esou Dispositiounen.

Dat gesot, ass et natierlech gutt, datt mer se hunn. Well mat Saachen, déi am Handel ze kréie sinn, kann

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

een natierlech nach vill méi eng grouss devastatrice Wirkung erzile wéi mat deene méi einfache Mëttele, déi praktesch jiddereen awer doheem huet.

Et ass also gutt, dass esou e Gesetz kënn. Wéi gesot, et muss ee sech awer och bewosst sinn, dass dat net dee ganze Problem aus der Welt ka schafen. Dat eent ass also d'Einfachheet vun der Accessibilitéit vu Produiten, déi ee ka gebrauchen. Dat Zweet ass natierlech och d'Vitess, mat där een et ka maachen. Tëschent dem Kaf an dem Asaz läit net vill Zäit, wann dat eeben esou ass. Dofir muss een och, mengen ech, e realistesch Bléck hunn op esou Fristen, wa se da festgeluecht ginn.

Mee dat gesot, mir ënnerstëtzen dat hei ganz gär. Précurseurs chimiques ass e grousst Thema, e wichtegt Thema, an dofir gi mer och gär den Accord vun der ADR. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Merci och der Rapportrice fir deen extensive Rapport vun engem dach e bësse méi dréchenen a schwierigen Thema. Et geet jo u sech just drëm, d'Kaderkonditiounen fir en EU-Reglement vun 2019 och zu Lëtzebuerg ze transposéieren. Dat gouf laang a breet erkläert.

Dofir wäerte mer och zoustëmmen, wéi mer dat üblecherweis bei Transpositione maachen.

Ech wollt awer nach umierken, dass mir ee besonnesche Punkt um Häerz läit bei deem heite Projet, an dat ass, dass d'Police och en Onlineformulaire wäert zur Verfügung stellen, fir eebe suspekt Transaktiounen oder iwwerhaapt Suspiciounen ze mellen. Ech mengen, dass dat eng nidderschwellig Offer ass, fir eeben am Fall vu Problemer oder am Fall vun Doute kënnen einfach ze mellen, ouni direkt mussen op engem Policebüro virstelleg ze ginn. Dat begreisse mir an dofir wäerte mir och eisen Accord nach eng Kéier ginn. Ech soe Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ministesch ..., nee, den Här Minister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Jo, dat hei ass den Ekonomiesministère, net de Gesondheitsministère.

(Hilarité)

Ech géif lech gären alleguerter Merci soe fir den Debat, och haaptsächlech der Rapportrice fir hire ganz gudden an exhaustive Rapport.

Fir op dem Deputéierte Kartheiser seng Fro anzegeen ..., wou ech mat Interêt notéieren, dass e verschidde Connaissancë schéngt ze hunn als Artificier oder mat Explosiven; ech huelen dat mat enger gewëssener Beonrouegung zur Kenntnis. Mee bon, dat ass awer interessant.

(Brouhaha et hilarité)

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wësst Der, ech sinn Offizéier vun der Arméi. Ech hunn déi Saache misse léieren!

■ **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - D'accord, d'accord. Très bien.

Fir lech op Är Fro ze äntweren: Zanter 2017 ass et am Ganze just een Dossier ginn an deem Beräich. Et ass also net esou, dass et hei extreem vill där Fäll do gëtt. Et ass, wéi gesot, een Dossier do traitéiert ginn, wou och deemools d'Police natierlech aktiv war.

Merci fir den Accord zu deemem Projet.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7730. Den Text steet am Document parlementaire 7730⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7730 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen bei kenger Géigestëmmung uegoholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7730 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Aehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Octavie Modert), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Jo.

(Interruptions)

Mir notéieren dat. Alles ass notéiert.

7. 7818 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de :

1° la directive (UE) 2019/770 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques ;

2° la directive (UE) 2019/771 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, modifiant le règlement (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE et abrogeant la directive 1999/44/CE

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 7818, eng Ofännerung vum Konsumenteschutzgesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapportrice vun deemem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

■ **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren lech haut de Rapport vum Projet de loi 7818 iwwert d'Transposition vum zwou Direktiven, déi Modifikatiounen am lëtzebuergesche Code de la consommation aféieren. Dëse Projet de loi ass den 28. Abrëll 2021 (veuillez lire: den 29. Abrëll 2021) vun der Ministesch fir de Konsumenteschutz an der Chamber deposéiert ginn.

Èm wat geet et an dësen zwou Direktiven? Déi zwou Direktiven, bekannt als SGD, Sales of Goods Directive, an DCD, Digital Content and Digital Services Directive, solle parallel transposéiert ginn, net nëmmen, well se allen zwou zu enger Verbesserung vum Bannemarché vun der Europäescher Unioun bäidroen, mee haaptsächlech, well se sech inhaltlech ergänzen.

D'Haaptzil vun dësen Direktiven ass et, engersäits déi schon existéierend Rechter bezüglech Garantie vu Verbrauchergidder ze stäerken an anersäits de Schutz vun de Konsumenten an enger digitaliséierter Consumatioun vu Servicer an Inhalter nei ze garantéieren.

Et ginn aktuell Ënnerscheeder tëschent de Legislatiounen an de verschidde Memberstaaten, déi déi ursprénglech Direktiv vun 1999 iwwert d'Garanties de biens, déi eng sougenannt „Harmonisation-minimale-Direktiv“ ass, transposéiert hunn. Dëst huet eng Fragmentatioun um reglementaresche Plang mat sech bruecht an och eng gewësse juristesche Onsicherheit, déi souwuel dem Konsument an och dem professionnelle Verkeefer d'Liewen am Bannemaart net einfach mécht.

Déi nei Direktiv SGD ersetzt d'Direktiv vun 1999 an et sollen elo Verbesserungen agefouert ginn, well se op eng maximal Harmonisatioun setzt an esou och zu enger Erhéijung vum grenziwwergräifende Commerce wäert féieren.

Här President, de Projet de loi gesäit verschidden Ännerunge vir. Éischtens: d'Konformitéit am Kontext vum Verkauf vu „biens meubles corporels“, also vu Géigestänn. D'Prinzipie vum Code bleiwen onverännert an d'Konformitéit muss deemno fir zwou Joer nom Verkauf garantéiert ginn.

Déi grouss Neierungesinn déi explizitt a spezifesche Dispositiounen fir d'Venter vu Smart Goods, dat heescht vu Géigestänn oder Bienen, déi digital Elementer enthalen. Dorënner falen zum Beispill d'Smartphon, d'Smartwatches oder elektronesch Tabletten. Spezifesch fir d'Smart Goods ass ervirze-

strächen, dass d'Konformitéit eng Obligatioun fir Informatiounen iwwert d'Aktualiséierung mat sech dréit an och, fir esou d'Mise-à-jouren ze liwweren.

An dëser Partie gesäit de Projet de loi och nach Mëtzel am Fall vun enger Netkonformitéit vun engem Bien vir. D'Dispositiounen applizéiere sech souwuel op Kontrakter, déi à distance ofgeschloss gi sinn, an dat heescht natierlech och online, oder déi face à face an engem Buttek stattfannen.

Zweetens gesäit de Projet de loi legal Dispositiounen fir Kontrakter vu Liwwerunge vun digitale Servicer oder Inhalter vir. En digitale Service kann e Rotschlo oder eng Konzeption am informatesche Beräich sinn. Et kënnen och Onlinestockage oder Cloudservicer sinn, déi dem Konsument ugebuede ginn, oder awer och d'Inscriptioun op sozialen Netzwerker, en Abonnement fir e Streaming-service, wéi zum Beispill bei Musek oder Filmer.

En digitale Contenu ass zum Beispill de Kaf vun engem E-Book, Videospiller, Applikatiounen op engem Smartphone, eng CD, en USB-Stick oder eng Memorycard. Natierlech gëtt et och hei Modalitéiten iwwer eng obligatoresch Aktualiséierung vun den ugebuedene Servicer souwéi och Mëtzel am Fall vun enger Netkonformitéit vun den Inhalter oder deenen ugebuedene Servicer. Dëst ass d'selwecht wéi bei de Kontrakter fir Saachgéigestänn, déi mat engem digitalen Element verbonne sinn, also Smart Goods.

Nei ass, dass an deemem Kontext och déi Kontrakter viséiert ginn, an deenen e Konsument als Konterpartie zu engem digitale Service seng perséinlech Donnée liwwert. Esou Kontrakter gëtt et ëmmer méi an dësen Zäiten, wou d'Digitalisatioun eist Liewen ëmmer méi beaflosst. Dofir ass et wichteg, dass eis Gesetzeslag, besonnesch wat de Schutz vun Konsument ueget, mam techneschen Developement mathält. Bei dësen Dispositiounen geet et och ëm eng Verstärkung vun eisem nationale Kader, fir, wéi ech virdrun erwäant hunn, der Fragmentatioun op europäeschem Niveau entgéintzewierken an d'Rechter vun de Konsumenten an domadder och d'Spillreegele fir déi Professionnell ze harmoniséieren.

Här President, wat gesäit de Projet de loi elo konkret vir? Dëse Projet de loi hei gesäit verschidde wichteg Delaie vir. Do wier eng Kéier den Delai vun der Garantie légale de conformité vun engem Bien. Dësen Delai bleift onverännert bei zwou Joer. Dat heescht, de Professionnell ass fir all Défait de conformité vum geliiwwerte Géigestand fir zwou Joer responsabel a muss de Konsument op déi eng oder aner Aart a Weis entscheidegen. Mee dozou kommen ech gläich nach eng Kéier méi am Detail.

Wann e Bien net konform ass, dann entsprécht e senger normaler Fonctionnalitéit net oder ass vun enger mannerwäerteger Qualitéit wéi de Modell oder den Echantillon, op deen de Konsument sech beim Kaf verlooss huet, oder wéi déi, déi ee sech normalerweis vun engem Bien géif erwaarden. Anescht ausgedréckt: De Bien weist e Mangel op.

Elo stellt sech d'Fro vun der Preuve fir dësen Défait. Bis haut ass et esou, dass déi éischt sechs Méint no der Liwwerung vum Bien de Konsument keng Beweiser muss virleéen. Et gëtt automatesch uegoholl, dass den Défait de conformité schon existéiert huet. Et gëtt deemno eng sougenannt „présomption“ en faveur vun Konsument. Dësen Delai gëtt duerch dëse Projet de loi hei vu sechs op zwielef Méint verduubelt.

Während deem éischte Joer nom Kaf vun engem Bien spillt also automatesch d'Garantie légale de conformité zum Konsument senger Gonschten. Während dem zweete Joer, wou d'Garantie légale weiderleeft, muss de Konsument da selwer Beweiser bréngen iwwert de Mangel, fir dem Professionnelle seng Responsabilitéit ze engagéieren. Den nammlechten Delai, dee fir kllassesch Biene gëllt, gëllt och fir Bienen, déi digital Elementer hunn, wéi eeben e Smartphone oder eng Smartwatch.

Fir Occasionssaache kënnen d'Parteie vum Verkaufskontrakt sech anerwäerts eens ginn an en Délat de garantie légale virgesinn, dee méi niddreg wéi zwou Joer ass, ouni dass en dierf manner wéi ee Joer sinn.

Ech ënnersträchen hei nach, dass den Délat de conformité vun zwou Joer sech natierlech och op digital Contenuen oder Servicer bezitt respektiv, wann et sech ëm e Service continue handelt, op déi ganz Durée vun deemem Service.

Fir d'Entscheidung vum Konsument an esou engem Fall gëtt et verschidde Méiglechkeeten. Fir d'éischt gëtt gekuckt, ob de Bien ka reparéiert oder émgotosch ginn. Wann dëst net méiglech ass oder de Professionnell net innerhalb vun engem gewëssenen Delai seng Obligatiounen erfëllt, kann de Konsument de Vertrag opléisen oder eng proportionell Reduktioun vum Präis froen.

Mee dat ass alles schon am Code virgesinn. Wat elo ännert, ass den Zäitraum, an deem eng Reparatur oder en Ersatz vun engem net konforme Bien muss gemaach ginn. Et sinn dräi Konditiounen:

Éischtens dierfe keng Fraise fir de Konsument dobäi opkommen. Zweetens dierf et keen „inconvenient majeur“ duerstellen. An drëtten muss de Professionnelle seng Obligatioun vun engem Mise en conformité an engem „délai raisonnable“ erfëllen. Bis elo war dësen Delai am Code définéiert als ee Mount.

Firwat elo dës Ännerung a wat ass domat gemengt? Déi nei gewielten Artikulatioun ass an der Direktiv virginn a stellt deemno eng konform Émsetzung duer. Et ass esou, dass den Term „raisonnable“ definitiv produktafhängeg misst gesi ginn. Esou ka bei enger klenger Reparatur en Délat raisonnable bei weinigen Deeg leien, woubäi et bei anere warscheinlech knapp ass mat just e puer Wochen. Änlech, wann de Vendeur de Bien op Stock huet, ass et net rasonabel, dass de Konsument muss bis zu engem Mount op en Echange waarden. Et wier dofir net am Konsument sengem Sënn, fir dee selwechten Delai fir all Typ vu Bien ze applizéieren. D'Notioun vun engem Délat raisonnable erlaabt domat souwuel dem Konsument wéi och dem Professionnelle eng gewëssen objektiv Flexibilitéit.

D'Krittäre sinn och kloer festgehalen: d'Komplexitéit an d'Fonctionnalitéit vum Bien, den Eescht zum Defekt an den Effort, deen noutwendeg ass, fir eng Reparatur duerchzuführen oder en Ersatz virzugesinn. Voilà, dëst zum Contenu vun deemem Projet de loi.

Da géif ech elo nach gäre ganz kuerz op d'Avisen agoen, déi mer zu deemem Projet hei erakritt hunn. Deen éischten Avis koom vun der ULC. D'ULC schreift an hirem Avis, dass si net d'accord ass mat dem Delai vun zwou Joer fir d'Responsabilitéit vun engem Professionnelle fir den Défait de conformité vun engem Saach. Si hätt deen Delai gäre verlängert. Doniewent fuerdert d'ULC, dass de Projet de loi, amplaz en Délat raisonnable anzeféieren, weiderhin ee Mount soll virgesi fir d'Reparatioun. Si ënnersträicht och, dass de Konsument op kee Fall d'Frais droen dierf, fir e Bien ersat oder desinstalléiert ze kréien. Si schreift an hirem Avis och, dass den Droit à la réparation wichteg wier, grad an der haiteger Zäit, wou d'Économie circulaire promovéiert soll ginn.

D'Chambre des Salariés ralliéiert sech haaptsächlech an hirem Avis de Critique vun der ULC.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics weist sech iwwerrascht, dass de Projet de loi nâischt iwwert de Schutz vu mannerjärege Konsumente vun digitale Servicer virgesäit, virun allem wat d'gratis Servicer ueget. Wat den Délat de garantie vun der Konformitéit ueget, ass d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics der Meenung, dass een do och misst déi Saache beuechten, déi eng normal Liewensdauer vu méi wéi zwou Joer hunn. Hei wier et da logesch, dass de Professionnelle och fir eng méi laang Dauer wéi zwou Joer fir d'Konformitéit vun engem Bien responsabel ass.

D'Chambre des Métiers werft an hirem Avis d'Fro op, wéi esou et keng Obligatioun fir de Konsument gëtt, no där de Konsument de Professionnelle iwwer en eventuelle Defaut informéiere misst, an dat an engem Zäitraum vun zwou Méint no der Feststellung vum Defaut.

D'Chambre de Commerce weist sech virun allem zefridden, dass d'Auteurs d'Direktiv eent zu eent émsätzen.

D'CNPD rappelléiert an hirem Avis, dass de professionnelle Verkeefer muss d'Sécherheetsmesuren anhalen, déi vum RGPD virgesi ginn. Wann de Sous-traitant oder de Responsable de traitement déi Mesuren net géif anhalen, wier dat en Défait de conformité. Donieft regrettéiert d'CNPD och, dass et elo méiglech ass, privat Donnéeën als Konterpartie ze ginn. Well dës Donnéeën ënnert den RGPD a seng Reegele falen, ass si der Meenung, dass een déi Informatiounen net mat Geld oder engem Präis vergläiche kann. Si bemierkt och, dass et net ganz kloer ass, unhand vu wéi engen Elementer de Konsument d'Netkonformitéit vun sengem Kontrakt mat den RGPD-Reegele feststelle kann. Dat misst an deemem Projet méi detailléiert festgehal ginn.

De Staatsrot hat a sengem Avis kritiséiert, dass keng Dispositioun déi genee Entrée en vigueur vum Projet de loi virgesäit, wat zu engem Vide juridique bei verschidde Kontrakter féiere kéint. Dëst hu mer an der Kommissioun ergänzt an och nach verschidde Verweiser op eis national Gesetzer preziséiert, andeems mir nach zwou Amendementer nogereecht hunn.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi ass wichteg. D'Transposition vun dësen zwou Direktiven dréit dozou bäi, de Konsument an enger sech ëmmer méi schnell entwëckelender technologescher Welt besser ze schützen an ze encadréieren. Jiddweree vun eis huet haut ëmmer méi mat Kontrakter ze dinn, déi digital Inhalter oder Servicer hunn oder ubidden. Den Droit de la consommation muss sech dofir weiderentwëckelen. An ech mengen, dass dat mat deemem Projet de loi hei geschitt ass.

Eis Zäit ass awer gepräagt duerch Theeme vum Ëmweltschutz a vun der Consommation responsable. Mat der SGD-Direktiv an dem verlängerten Delai bei der ëmgekierter Beweislaascht, wann e Bien net konform ass, gi mer, mengen ech, och e Schrëtt an déi richteg Richtung, wat d'Durabilitéit vun de Produkter ugeet. Och dat ass ze begrëssen, gradesou wéi d'Annonce vun der Europäescher Kommissioun, an den nächsten zwou Wochen eng Proposition de directive op den Dësch ze leeën, déi dem Verbraucher zousätzlech Informatiounen gëtt, wéi zum Beispill zur Reparabilitéit vun engem Produkt, an datt et esou erméiglecht gëtt, déi „transition verte“, vun där am „Nouvel agenda du consommateur“ geschwat gëtt, aktiv ze féerden.

Här President, Dir gesitt, et deet sech eppes am Verbraucherschutzrecht an Europa. An dat kënn besonnesch engem Land wéi Lëtzebuerg zegutt, wou souwuel d'Konsumente wéi d'Entreprisë sech net duerch déi national Grenzen an hirem Bewegungsrayon aschränke loosse. Duerfir sinn ech frou, datt mir dës Direktiven transposéieren, d'Vebraucherrechter stärken a Rechtssécherheet fir déi Professionell heimat schafen.

Zum Schluss wëll ech de Leit aus dem Konsumentenschutzministère, der Madamm Ries, der Madamm Jeanpierre an der Madamm Phillips villmools Merci soe fir hir Disponibilitéit an der Kommissioun, awer och fir d'Beantwortung vu menge Froen bezüglech dem Contenu vun dësem dach heiansdo e bësse méi komplizéiert Projekt de loi.

Voilà. An domadder géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an hoffen natierlech op eng grouss Zoustëmmung heibanne fir dësse Projet de loi.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Rapportrice Tess Burton.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Aehm ageschriwwen. Madamm Aehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **Mme Diane Aehm (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëllt ech der Rapportrice e grouss Merci soe fir dee Rapport, dee se elo hei virgedroen huet. Ech mengen, Dir hutt alleguer gemierkt: Et ass relativ komplizéiert, dat Ganzt. Mee si huet et awer fäerdigbruecht, fir eis de richtegen EU-Kader ze setzen a fir dat Ganzt och nach an de Lëtzebuurger Kontext ze setzen. Duerfir e grouss Merci un d'Rapportrice.

Här President, während dem Confinement waren d'Butteker net nëmme bei eis am Land zou, mee och an den Nopeschlänner. Et war awer esou, dass gläichzäitig den Teletavail agefouert ginn ass, Homeschooling ass agefouert ginn. Jo, an d'Leit, déi hu misse kucken, dass se dann iergendwéi d'Material erbäikritt hunn. An dat waren dann och deelweis eebe Laptops, Smartphones a sou weider, wou och nach Inhalter derbäi waren, déi sougenannt Smart Goods. A méi wéi een huet sech d'Fro gestallt: „Wat geschitt an Zukunft, wann ech iergende Problem sollt hunn, wann ech dat doten dann online kafen?“

Mat dem Gesetzesprojekt, dee mir haut stëmmen, gëtt et eng ganz Partie Äntwerten op vill vun deene Froen, déi gestallt gi sinn. Et geet, wéi d'Rapportrice scho gesot huet, drëm, fir zwou europäesch Direktiven ëmzesetzen. Engersäits schafe mer een eenzege juristesche Kader fir Verkafskontrakter vun de sougenannte „biens meubles corporels“, egal ob dës Kontrakter à distance gemaach ginn oder ob se souzesoen en présentiel gemaach ginn. An et ginn och spezifesch Dispositiounen geschaf, wann nëmme numeresch Servicer oder Inhalter verkaaft ginn.

Des Weidere geet et awer och ëm d'Liwierung vun numereschen Inhalter oder Servicer. An dës ginn an Zukunft änlech behandelt wéi wann et sech ëm e Bien meuble corporel handelt.

De Gesetzesprojekt vun haut verbessert also weesentlech de juristesche Kader, an deem ee sech beweegt, wann een an Zukunft online akeeft respektiv wann een numeresch Inhalter oder Servicer keeft.

Mir stëmmen dann haut eng Ofännerung vum Code de la consommation, fir deenen neie Realitéit vum de Verbraucher Rechnung ze droen. Mir begrëssen dëst ausdrécklech, well dem Verbraucher seng Rechter mam Gesetzesprojekt vun haut weesentlech verstärkt ginn.

Mir verstinn an deem Zesammenhang och, dass souwuel d'Union luxembourgeoise des consommateurs wéi och d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics kritesch Avisen ofginn hunn. Mee d'Rapportrice huet eis assuréiert, dass si nach eng Kéier mat hinne geschwat huet an dass schlussendlech eng Léisung fonnt ginn ass, mat där all Mënsch zefridden ass. A mir sinn eis awer och an der Kommissioun eens ginn, dass e gewëssenen Zäitdruck besteet, fir déi

ganz Gesetzeslag nach virum 1. Januar 2022 unzepassen.

Ofschléissend soen ech lech Merci fir Äert Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Aehm. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. D'Europäesch Unioun gëtt jo nawell ëmmer gären negativ duergestallt. Mee et gëtt awer och emol Momenter, wou awer gewise gëtt, datt et gutt ass, wa mer eng effikass Europäesch Unioun hunn. An ech mengen, grad dës Gesetzesprojekt beweist, wéi wichteg et ass, datt een och um Niveau vun de Rechter vun dem Konsument sech eng gemeinsam Linn gëtt, och eng gemeinsam legislativ Struktur, fir, wéi gesot, de Konsument beschtméiglech ze schützen.

Et dierf een net vergiessen, dass den digitale Bannemarché en immens grouss Potenzial huet. Deen entwéckelt sech och ëmmer méi. D'Akafsgewunnechte vum Bierger ännere sech permanent. Net nëmme ënnert der Covidkris, mee och an deene leschte Jore spiert ee jo ëmmer méi - an ech ginn dovun aus, datt och bal jiddwereen heibannen dat och esou gesäit an och mécht -, datt ee vill Akeef iwwert den Onlineweé mécht. Dat ass eng Realitéit. Ob dat elo gutt oder schlecht ass, dat sief dohigestallt, mee et ass eng Realitéit, déi mer natierlech net kënnen verdrängen.

De Marché numérique gouf jo vun der Juncker-Kommissioun 2015 geschafen. Entre-temps hu mer jo och nach eng Rei aner där Marchéen. A wéi komplex u sech déi ganz Matière ass, an där mer eis hei beweegen, kann een op Basis vun enger Ausso aus engem franséische Rapport gesinn. Dat war d'franséisch Kommissioun fir auseopolitesch Theemen, déi den 8. Oktober 2013 Follgendes geschriwwen huet: « Aborder la question du numérique, c'est ouvrir la boîte de Pandore, tant est vaste l'éventail des projets couverts, qu'ils soient de nature culturelle, juridique, industrielle ou fiscale. » An do-wéinst ass et awer trotzdeem wichteg, datt ee maximal legislativ Verännerunge mécht.

D'Relatioun Vendeur/Konsument gëtt jo heiduerch och verbessert. An et ass jo hei schonn e puermol ugeschnidde ginn, datt d'Sécherheet, virun allem vum Konsument, awer hei dee Moment erhéicht gëtt. Well et ass jo u sech net egal, wann ech eppes an engem Land kaf hunn, engem vun de 27 EU-Staaten, an ech weess net vu virer an, wéi meng Rechter vis-à-vis vun do sinn, wa Problemer optauchen. Wann ech awer elo weess, datt et e gesamte Kader gëtt, da gëtt dat engem vill méi eng grouss Sécherheet.

Wat och gutt ass, ass, datt déi numeresch Produkter hei och gläichgesat gi mat deene klassische Produkter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weesentlechen Aspekt vun dësem Projet de loi ass och d'Transmissioun vun den Données personnelles. Ech mengen, dat ass eppes, wat eng ganz kritesch Saach ass, iwwert déi mer eis och ëmmer méi Gedanke maachen. Et muss ee sech eebe bewusst sinn, wann een iwwert den digitale Wee kommunikiert, datt een automatesch natierlech och eng ganz Rei Donnéeën vu sech selwer präisgëtt.

Wat och wichteg ass, datt sinn natierlech déi Recoursméiglechkeeten, déi fir de Konsument bestinn. Ech denken un déi zwee Méint, wéi gesot, an deenen de Konsument ka reklaméieren, wann eng Onnormalitéit op där kaafter Wuer entsteet.

Diskussiounen gouf et jo ëm den Délai de garantie oder Délai de conformité. Ech mengen, besonnesch d'ULC war jo der Meinung, datt den Délai net laang genuch ass. Doriwwer kann een diskutéieren, mee et ass awer ganz schwéier, hei uniform eppes ze reglementéieren, well e Produit ass jo net e Produit. Datt elo Lëtzebuerg sech hei der Direktiv uschléisst, dat kann een also trotz allem awer novollzéien.

Positiv ass och, datt duerch déi Direktiven déi einzel EU-Staaten awer nach gewësse Fräiraum hunn, fir dernieft nach kënnen aner legislativ Schrëtt ze goen. Wat een hei och nach soll ënnersträichen, ass, datt u sech dee ganze legislative Kader hei net nëmme exklusiv fir de klassische Konsument geduecht ass, mee doriwwer eras och fir d'ONGen an d'PMEen.

Insgesamt muss ee soen, datt hei e gudden Equiliber fonnt gëtt zwëschen den Interesse vum Verkeefer an de Rechter vum Konsument. Natierlech wäert et och an Zukunft nach vill Divergenze bei den Interpretatiounen ginn an d'Gerichter wäerte jo och net manner Aarbecht kréien. Ech denken zum Beispill hei un den Artikel 212-8. Do geet et ëm déi proportional Reduktioun vum Präis, wann en Defaut festgestallt gëtt, fir do ze soen, wéi de Präis war zu deem Zäitpunkt, wéi festgestallt ginn ass, datt en Defaut beim Produkt war an esou weider. Ech mengen, dat wäert natierlech och nach eng Rei Diskussiounen an der Praxis mat sech bréngen.

Ech wëll ofschléissend awer och nach soen, datt et wichteg ass, datt mer de Konsument och drop hiweisen, wat elo fir Neierunge kommen. Et soll ee sech jo kengen Illusiounen higinn: Dat hei si Gesetzesprojeten, sou wichteg se och sinn, déi awer a priori dobausse warscheinlech net direkt de groussen Echo fannen. Dowéinst wier ee gutt beroden als zoustännege Ministère, awer och elo déi néideg Informatiounscampagne dobaussen ze maachen, datt de Konsument beschtméiglech informéiert gëtt.

Selbstverständlech bréngen ech och den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi, soen awer och der Madamm Burton nach e ganz grouss Merci fir hir verschidde Rapporten. Si huet dat och op eng exzellente Manéier presentéiert.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova.

■ **Mme Semiray Ahmedova (déi gréng).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Fir d'alleréischte natierlech e grouss Merci un d'Rapportrice fir de wierklech gudder méndlechen, awer och de schréftleche Rapport, dee mer an der Kommissioun kruten.

Mir hunn et hei mat der Transpositioun vun zwou EU-Direktiven am Konsumenteschutz ze dinn, gréisstendeels nom Prinzip vun der Harmonisation maximale. Duerch d'Transpositioun vun dësen Direktive wäert de Konsumenteschutz net just gestärkt, mee och op ganzem EU-Niveau harmoniséiert ginn. Dat férdert ee fir d'Entreprises attraktiven EU-Bannemarché, wat natierlech och ze begrëssen ass.

D'Konsumenterecht ass awer an éischer Linn net onbedéngt dofir do, fir de Bannemarché ze stärken, mee virun allem, fir d'Konsumenten a Konsumentinnen ze schützen.

Dat, wat ech a menger leschter Ried zum Thema gesot hunn, géllt och natierlech am Kontext vun dësem Projet de loi an et ass relativ relevant: De Consommateur ze schützen, grad an dësen Zäiten, ass immens wichteg. Mir hunn zwar haut méi Accès zu Informatiounen, mir si wierklech gutt informéiert, vläicht besser informéiert, mee et gëtt awer eng grouss Flut un Informatiounen, u Reklammen, u Produiten. An oft ass et schwéier, sech do en toute connaissance de cause ze entscheiden.

D'Konsumenterecht ass och eng Stellschrauf fir e méi nohalte Konsum a fir eng méi ressourcëschonend Economie ze stärken. En Usaz ass zum Beispill den Delai vun der Garantie. Eng méi laang Garantie heescht, datt d'Entreprisë müssen d'Produiten esou konzipéieren, datt se méi laang halen; dat och am Kader vum Kampf géint d'Obsolescence programmée.

Dës Direktiv gëtt de Memberstaaten d'Méiglechkeet, iwwert den aktuellen Delai vun deenen zwee Joer eras zugeen. D'Regierung huet decidéiert, dat net ze maachen, mat der Begrënnung, dass mer als klengt Land hei net kënnen e „first mover“ sinn a souzesoen en Alenggang maachen.

Et ass eng verpasste Chance, datt d'EU hei net méi Courage hat a méi wäit gaangen ass. Wann déi ganz EU sech géif streng Reegele ginn, da géife sech och schonn d'Entreprises dorun halen an upassen. Domadder hätt ee kënnen e grouss Schratt a Richtung Kreeslafwirtschaft maachen. Dëst gouf a sämtlechen Avisen zum Projet de loi och opgeworf.

D'Reparatioun dem Remplacement virzéien: D'Gesetzgebung kéint zur Kreeslafwirtschaft bäidroen, andeems eng gutt Reparabilitéit hei ënnerstëtzt géif a manner contraignant wier. No deenen neien Direktiven ass d'Prozedur net obligatoresch, Produiten ze flécken, mee déi ginn éischer ersat. De Wirtschaftsmodell, deen drop baséiert, kuerzliweg Produiten ze konsuméieren, déi séier futti ginn an dann ersat musse ginn an och net onbedéngt weiderverwendbar sinn, ass immens ressourcenintensiv a guer net nohalte an deem Sënn. Virun allem ass en net zukunftsfaeg. An de Modell ass och iwwerlief a mir müssen en iwwerwannen!

Als Politik musse mir dofir och iwwert de Konsumenteschutz eras e gesetzleche Kader schafen, deen d'Kreeslafwirtschaft promouvéiert. Mir brauchen dofir staark Signaler aus der EU. Mee och als Lëtzebuerg kënnen mir schonn elo positiv Mesuren huelle wéi d'Null-Offall-Strategie - dat Gesetz ass am gaangen iwwerschaaft ze ginn - a Kreeslafwirtschaftsstrategien, déi eng Rei Pisten och offréieren, zum Beispill e gesetzleche Kader fir den Droit à la réparation oder weider d'Reduktioun vun der TVA op Reparaturen, déi och esou am Koalitionsaccord virgesi sinn.

Dat alles gesot, merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn och den Accord vun eiser grénger Fraktioun fir dësse Gesetzesprojekt.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Ahmedova. An den nächsten ageschriw-

wene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools merci, Här President. Ech wëllt och ufänken, fir der Madamm Burton Merci ze soe fir deen exzellente Rapport, deen si eis hei gemaach huet.

Et ass wierklech e wichteg Gesetz, fir de Konsumenteschutz ze stärken. An et ass och drop higewise ginn, datt jo och d'Akafsverhale vun de Leit sech geännert huet. Ech mengen, et ass flott ze gesinn, datt och zu Lëtzebuerg elo esou eng Akafsplattform existéiert. Dat ass eeben och eng Upassung vun eiser Geschäftswelt un dat verännert Akafsverhale vun de Leit. An et ass och gutt, datt dat vun offizieller Säit ënnerstëtzt gëtt.

Elo hu mer awer hei e Gesetz virleien - eeben eng Iwwersetzung vun europäesche Reglementer an eist Recht -, dat de Konsumenteschutz stärkt. An hei wëllt ech just drop hiweisen, datt awer en Ënnerscheid ka bestoen tëschent Recht hunn a Recht kréien. Dat ass eeben déi aner Fro. An do musse mer kucken am Laf vun der Zäit, zesumme mat der ULC, zesummen och mam Konsumenteschutzministère an aneren, wéi dann elo d'Leit hiert Recht kënnen afuerderen.

Op grouss Plattformen ass dat relativ einfach, wou ee Modeller huet, wéi ee ka reklaméieren, wéi ee ka Saachen ersat kréien. Mee dat ass net fir all Ubidder um Internet de Fall! Einzelner hu sech déi techesch Méiglechkeete vläicht net ginn. Bei aneren ass de Gebrauch vun deene Plattformen ze vill komplizéiert. An ech mengen, et sollt ee wierklech eng Kéier kucken, wéi dann de Schutz vun de Konsumenten och ënner deem Aspekt gestalt ass. Dat heescht: Wéi kënnen se hir Rechter realiséieren?

An dat ass wierklech, mengen ech, déi nächst Etapp, déi mer sollte kucken, an och déi nächst Etapp: wou mer vläicht legislativ oder och duerch aner Mëtelen d'Leit kënnen ënnerstëtzen, wa se Angscht hu virun esou Prozeduren. Fréier wor et fir déi meescht Leit ganz einfach, an e Geschäft ze goen, an deem se eppes kaf haten, an do ze reklaméieren. Haut ass dat fir vill Leit eeben um digitale Wee komplizéiert ginn. An et ass, mengen ech, och eng Aufgab fir d'Politik fir ze kucken: Wou kënnen mer hëllefen? Wou kënnen mer ënnerstëtzen?

Dat gesot, ginn ech och ganz gär den Accord vun der ADR fir dëst Gesetz. Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Merci, Här President. Deen heite Projet de loi ass an eisen Ae virun allem eng verpasste Chance. Mir bedauern, datt d'Regierung net de Courage hat, fir méi wäit ze goe bei der Transpositioun an dem Konsumenteschutz a wichteg Aspekter eebe weider auszubauen.

D'ULC an d'CSL hu jo an hire jeeuweiligen Avisen dorobber higewisen, datt do ënner aneren am Beräich vun de Garantië ganz vill sënnavoll Fortschrétt méiglech gewiescht wäeren. D'Regierung geet hei de Wee vun der minimaler Transpositioun aus Rücksicht op d'Entreprises an huet och déi betreffen Interesseverbänn am Konsumenteschutz net am Virfeld consultéiert. Dat fanne mir schued!

Neanmoins gesi mir awer och ganz wichteg Fortschrétt an den Direktiven a wäerten de Projet de loi dofir an matstëmmen. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, sou wéi schonn duergestallt, soll dëst Gesetz zwou Verbraucherschutzdirektiven ëmsetzen. Et geet drëms, fir op europäeschem Niveau eng gewëssen Harmonisatioun, wat déi sougenannt Smart Goods ubelaangt, ze errechen.

Wéi bei all Direktiv huet d'Land eng gewësse Marge de manœuvre, wat d'Ëmsetzen ugeet. Aner Länner si bei dësen Direktiven dann och definitiv e gudder Krack méi wäit gaange wéi Lëtzebuerg, grad wat de Konsumenteschutz a wat d'Nohaltegkeet ugeet. Dëst hunn d'ULC, d'CHFEP an d'CSL kloer an hiren Avisen an an hirem Bréif un d'Madamm Rapportrice kritiséiert an eng Nobesserung gefuerdert.

D'Belsch, zum Beispill, huet d'Garantie op fënnf Joer eropgesat. Mir, mir bleiwe bei zwee Joer. A Frankräich ass festgehalde ginn, datt de Konsument net nëmme d'Recht huet, säin Artikel gefléckt ze kréien, mee datt en, wann en e flécke léisst, kéint weider sechs Méint vun enger Garantie profitéieren, also enger Garantie op dem gefléckte Produkt. Och dat gouf zu Lëtzebuerg net gemaach!

Do dernieft hu mer aus engem klengen Delai vun engem Mount, an deem ee säin Artikel muss gefléckt oder remplacéiert kréien, elo déi vag Formulierung vum „délai raisonnable“ gemaach. Och dat fanne mir Piraten net gutt. Dëst Gesetz sollt u sech e Schrëtt no vir sinn, wat de Konsumenteschutz ugeet, a keen Op-der-Plaz-Trëppelen.

Dëst Gesetz ass fir eis Piraten also eng verpasste Chance! Hei hätt ee kënnen de Verbraucherschutz nohalte gestalten a stäerker. Et ass jo am Interêt vum Klimaschutz an dem Ressourcëspueren, datt d'Leit hir Apparater net reegelméisseg austauschen, mee en Apparat, virun allem ee mat enger gudder Energieklass, sou laang wéi méiglech halen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, well et sech bei dësem Projet jo ëm eng EU-Direktiv handelt, déi d'Chamber muss ëmsetzen, wäerte mer och net géint dëse Projet stëmmen. Mee e geet eis bei Wäitem net wäit genuch an dofir wäerte mir eis enthalten.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Konsumentenschutzministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs.** - Merci, Här President. Virop e grouse Merci un d'Rapportrice fir dee ganz ausféierleche Rapport, an och fir déi wäitgeënd Zoustëmmung zum Projet.

Ech wéilt just ganz kuerz drop hiweisen, dass den Avis vun der ULC ganz fréi komm ass an och der Chamberskommissioun virlooch, wéi mer fir d'éischt eng Kéier Diskussiounen haten, soudass et net richtege an der Duerstellung ass, dass deem net Rechnung gedroe ginn ass. Mir hunn e fréi gehat a konnten eis och an enger éischer Ronn driwwer ausloossen. Den zweeten Avis huet u sech näischt Neies zu der Diskussioun bruecht, op alle Fall näischt Neies par rapport zu där Diskussioun, wéi se déi éischte Kéier geféiert ginn ass.

Et ass an eisen Aen e grouse Schrëtt a Richtung Konsumenteschutz. An och, fir eng Kéier op déi Kriticken anzugehen, déi komm sinn: Et dierf een eis geografesch Lag hei zu Lëtzebuerg net vergiessen. Wa mir méi wäit gi wéi déi meescht Nopeschlänner, ass dat en Desavantage fir eise Standuert hei. Mir sinn e kleng wirtschaftleche Standuert an deemno ganz séier oninteressant fir Betriber, wa se hei méi héich Oplagen hu wéi anerwärts. Dat ass am Fong geholl d'Raison d'être, firwat mer eis do an eng minimal Transposition gehalen hunn.

Ech hunn u sech den Ausféierungen näischt méi bäizefügen. Et ass ganz ausféierlech gewiescht an ech géif Merci soe fir d'Zoustëmmung, déi dëse Projet hat.

Här President, ech wollt just nach, wann Der erlaabt, d'Fro stellen, ob ech soll zu der Question parlementaire urgente Séance tenante Stellung huelen. Dat ass mer méiglech.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir maachen dat nom Vott dann.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs.** - Jo.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Nom Vott vum Gesetz komme mer dann op d'Question urgente.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs.** - Da waarden ech dorop.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Fein, merci. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7818. Den Text steet am Document parlementaire 7818¹¹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7818 et dis-pense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Mir kommen dann zum Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Aehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Octavie Modert), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par M. François Benoy), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus: MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. Question urgente n° 5312 de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen concernant le stock de vaccins contre la Covid-19 (suite)

Da kéime mer zur Question urgente, déi vum Här Wiseler gestallt ginn ass an deen déi schonn deelweis virgedroen hat. Da géif ech dann der Madamm Ministesch d'Wuert gi fir ze äntweren.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Déi éischt Fro ass: Wivill Impfdosisse vu wéi enge Vaccine sinn op den Dag vun haut bei eis am Land op Stock? Dat sinn der vun Johnson & Johnson 10.000, vu Moderna 50.000 a vu Pfizer/BioNTech 50.000. De Rapport hebdomadaire, deen Der sécherlech kennt entretemps, gétt eng Vue op d'Livraisounen, falls dat lech och interesséiert.

Déi zweet Fro ass: Ass garantéiert, dass all d'Leit, déi an deenen nächste Wochen a Méint Urecht op eng Boosterimpfung hunn, dës Impfung kënnen kréien? Et ass e ganz groussen Undrang, a garantéiert op Méint kann ech mech net ausloossen, wäert ech mech net ausloossen, well mer déi ganz Zäit iwwer tributaire vu Liwwerunge sinn. Mir wëssen, wat mer bestallt hunn. Mir hu ganz vill bestallt. Wat geliwert gëtt, do hu mir net ëmmer den Daum drop, do musse mer eis no deem béien, wat erakënn.

Kuerzfristeg ass vill do. Allerdéngs si mer mat engem ganz groussen, wéi Der richtege gesot hutt, Undrang konfrontéiert. D'Leit waarden och op mech, dass ech zrëckkommen, fir dass mer do kënnen Decisiounen huele fir ze kucken, wéi mer dat kënnen optimal ëmsetzen. Mir sinn amgaangen ze iwwerleeën, wéi mer dat kënnen optimal maachen a Fonction vum de Stocken, vun den Demanden. Et ass sécher, dass d'Situatioun, wéi se elo de Moie war, wou laang Waardeschlaange waren, net ideal ass. Do musst Der eis just eng Chance ginn, dass mer eis kënnen zesummesetzen haut an dann eppes decidéieren. Mee do si mer schonn amgaang driwwer nozedenken, wéi een dat kann optimiséieren.

Déi drëtt Fro ass: Wäerten d'Leit de Choix hunn, mat wéi engem Vaccin se sech wëllen impfe loos-sen? Dat bezitt sech op d'Boosteren. Den CSMI huet virgesinn, dass een en mRNA-Vaccin soll ginn. Mir huele prioritär de Moderna elo fir d'Boosteren, well deen déi beschte Resultater huet am Boosteren a well de Pfizer/BioNTech fir d'Primo-vaccination am Émlaf ass an och an de Praxisse bei den Dokteren an esou weider, soudass beim Booster net onbedéngt de Choix garantéiert ass. Do huele mer sécher mRNA, sou wéi et virginn ass, awer elo preferenziell Moderna. Dat awer och aus der Consideratioun eraus, dass do dee beschten Effet ass opgrond vun den Etüden, déi kommen, wat de Boostereffekt ugeet.

Voilà. Dat waren déi dräi Froen. Ech mengen, déi wären domadder beäntwert.

Vläicht och e Wuert zu der Motioun (ndlr: motion déposée par M. Claude Wiseler en début de séance), wann Der erlaabt.

Ech mengen, déi wäert net haut drukommen, huelen ech un, mee och do stelle mer eis natierlech d'Fro permanent. Mir hunn am Moment all Dag Reunione mam Groupe Vaccin fir ze kucken, wéi mer kënnen optimiséieren. Dat ass ëmmer eng Ofschätzung vum Asetze vun de Ressourcen: Wat ass méiglech? Wat ass op Stock? Wéi ass den Undrang? Och dat ass um Dësch, grad haut elo leeft dat fir ze gesinn, wéi mer dat kënnen optimiséieren. Ech kann dat net garantéieren.

Ech kann lech garantéieren, dass mer eis Ressourcen zu all Moment beschtméiglech a flexibel opmaachen, zoumaachen, ausbauen. Dat ass eng Evaluatioun, déi mer dagdeeglech maachen. Awer mech op eng Solutioun festleeën, dat kann ech haut net, well dat, wéi gesot, wierklech am dagdeegleche Rhythmus gekuckt gëtt, a Fonction vum deem, wat um Terrain ass.

Et ass awer och net ausgeschloss, dass et Sënn mécht, effektiv zousätzlech Impfzentere opzemaachen. Dat musse mer kucken. Mir hu jo och Stocken, déi bei d'Doktere ginn. Eis Suerg ass, dass keng Stocken ongebraucht bleiwen. Dat evaluéiere mer am Moment och: Wivill Dosisse leien elo zum Beispill an de Praxisse an esou weider? Da kommen d'Apdikten. Dat wäert nach e bësselchen daueren. Bei deem Projet waarde mer haut op den Avis vum Staatsrot, oder an där nächster Zäit hoffentleche.

(Interruption)

Dat ginn alles nei Donnéeën, soudass et fir mech net méiglech ass, elo eppes zouzesoen. Maache mer en Zousazimpfzentrum op oder net? Ech ka mech just engagéieren, dass mer do déi beschtméiglech Solutioun wäerten huelen a Fonction vum de Moyenen, déi mer hunn, an dat dann och deementsprechend kommunikéieren.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch. Ech géif da proposéieren, datt mer déi Motioun dann den Donneschdeg op den Ordre du jour huelen, wa mer och den Avis vum Staatsrot iwwert d'Gesetz hunn. Well dann ass d'Madamm Ministesch jo erëm hei. A mir haten och bei där Motioun jo elo keng Zäit, fir se am Detail ze analyséieren.

9. Question élargie n° 113 de M. Jeff Engelen au sujet du transport public

Da kéime mer elo zur erweiterter Fro Nummer 113 vum Här Jeff Engelen iwwert den Ausbau vum RGTR-Reseau. Den Auteur vun der Fro huet fénnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Här Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss vum der leschter Legislaturperiode ass an der Chamber d'Broschür „Modu 2.0 - Strategie fir eng nachhalteg Mobilitéit“ virgestallt ginn, déi uschléissend och publizéiert respektiv regional virgestallt gouf.

An der Broschür goufen eng Rei gréisser verkéierspolitesch Restrukturierungen ugekënnegt, déi bis 2025 solle stufeweis ëmgesat ginn. Elo si mer ongeféier op der Hallschent vun dëser Ëmsetzung. Aus Zäitgrënn wëll ech haut net op enzel Linnen agoen. Dat gouf ewell vun Einzelnen iwwer Question-parlementaire oder Question-élargie gemaach. Wa mer dee Volet eleng géife kucken an analyséieren, da bräichte mer e ganzen Nomëtteg, an ech mengen, dat ass haut net de But vun der Saach.

Ech wëll mech op e puer weesentlech Punkte konzentréieren. Éischtens: Den Undeel vu Passagéier am öffentlechen Transport sollt duerch den Ausbau vum Reseau vun den CFL an och vun den RGTR-Linnen ëm 50 % gesteigert ginn, vum Joer 2017 u gekuckt bis an d'Joer 2025.

Iwwer wéi vill Linne verfüügt d'RGTR-Netz aktuell? Wéi vill sinn der säit 2017/2018 nei entstanden? Wéi verdeelen dës Neierunge sech regional? Wéi presentéiere sech d'Passagéierzuele vun deenen neie Linnen?

Dobäi hu mer och festgestallt, datt eng Rei vun neie Linnen, déi déi lescht Joren agefouert goufen, erëm ofgeännert goufen. An der Äntwert op meng schrëftlech parlamentaresch Fro mat der Nummer 4760 hat den Här Minister eng ganz ausféierlech Opstellung vun de geplangte Moderniséierung an Neibauprojete vu Gare an Strecken am Zuchverkéier presentéiert, dëst bis d'Joer 2030. Duerfir e grouse Merci.

Kéint awer den Här Minister hei nach preziséieren, wéi eng vun deene Projete bis 2025 fäerdeggestallt ginn? An déi nämmleche Prezisiounen och, wann et méiglech ass, fir d'Busgare an -arrëten.

Wéi vill Passagéier hunn den öffentlechen Transport am Joer 2017 insgesamt geholl? Wéi héich war domadder d'Auslaaschtung vum öffentlechen Transport, a Prozenter ausgedréckt?

Kann den Här Minister elaboréieren, wéi vill Biergerreklamatiounen géint déi enzel Projete bis dato agaange sinn? Wéi vill sinn der dovunner beäntwert ginn, positiv oder negativ? Wat waren d'Ursachen, firwat verschidde Reklamatiounen onbeäntwert gelooss gi sinn?

Dann deen zweete Volet: D'Zuel vun den Zich, déi ausfallen, sollt vun 1 vu 40 am Joer 2017 op 1 vun 100 am Joer 2025 reduzéiert ginn. Wat bedeit dës Gréisstenerdnung an absoluten Zuelen? Wéi vill Zich sinn am Joer 2017 ausgefall? Wéi huet déi Zuel sech säitdem entwéckelt? Kann den Här Minister soen, wéi vill Passagéier ongeféier vun dësen Ausfall betraff waren?

An der Äntwert op meng schrëftlech parlamentaresch Fro mat der Nummer 4760 hat den Här Minister geschriwwen, datt déi ronn 3.800 Zich, déi 2019 bei den CFL wéinst Mangel an asazbereitem Rullmaterial ausgefall sinn, just 35 % vun de Gesamtausfall entsprach hunn. 2020 louch déi Zuel bei 1.852 an hat 33 % vun den Ausfall entsprach. Kann den Här Minister presentéieren oder preziséieren, wéi eng weider Ursachen an deene genannte Jore fir d'Ausfall verantwortlech waren?

Zweetens: D'Zuel vun den Zich, déi eng Verspéidung vu sechs Minutten oder méi hunn, sollt bis 2025 ëm 25 % vis-à-vis vun 2017 reduzéiert ginn. Wéi héich war d'Zuel vun dëse Verspéidungen

2017 an absoluten Zuelen? Wéi hunn dës Zuele sech säitdem entwéckelt? Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Passagéier ongeféier vun dëse Verspéidunge betraff waren?

Drëtte Volet: All Farplang ass ëmmer nëmmen esou gutt, wéi seng Transparenz a Verständlechkeet fir d'Leit et weist. Iwwer wéi eng Méiglechkeete verfügen d'Leit, fir sech iwwert déi bestoend Offer ze informéieren? Internet jo, mee et muss een och wëssen, datt vill Leit net iwwert dës Méiglechkeet verfügen. Ass op de Gare an öffentlechen Arrëten en Aushank? Wéi gëtt dësen à jour gehalen a wien ass heifir responsabel?

Wéi vill Zäit vergeet am Normalfall - extreem Situatoun wéi d'Héichwaasser ausse vir gelooss - zwëschen deem Moment, wou d'CFL wëssen, datt en Zuch ausfällt, bis zu deem Moment, wou d'Leit sech op den digitale Servicer doriwwer kënnen informéieren? Wéi presentéieren déi entsprecheend Delaie sech fir d'elektronesch Anzeigen an d'Lautsprecherannoncen op de Gare? A wéi presentéieren déi entsprecheend Delaie sech allgemeng fir d'Bussen?

Do ass mer och zu Ouere komm, datt, wann en Zuch Verspéidung huet an deemno wéi vill Minutten, da waarden d'Bussen net, bis datt deen Zuch eran ass. Da fueren déi virun der Zäit fort an da mussen d'Leit jee nodeem eng hallef Stonn oder eng Stonn waarden, fir deen nächsten Zuch oder Bus ze huelen. Ech mengen, och do misst een e bësse méi flexibel sinn an dat mat den Delaien och berücksichtegen.

Ech mengen, meng Zäit ass ofgelaf. Ech géif lech da Merci soe fir Är Opmierksamkeet, Här President, an ech géif dem Här Minister en hærzleche Merci soe fir seng Äntwerten.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engelen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci, Här President. An och merci dem Här Engelen fir seng vill Froen. Ech wëll vläicht ufänke mat dem RGTR-Reseau an him verdäitlechen, wat fir en immensen Effort mer gemaach hunn, fir datt en och deem entsprécht, wat mer am Modu 2.0 ugekënnegt haten. Ech wëll awer direkt virausschécken, datt den neie Reseau nach net komplett fäerdeg ass. Den neie Reseau ass fäerdeg am Juli 2022, datt heescht also d'nächst Joer, wou ech awer direkt wëll derbäi betounen: „fäerdeg“ heescht net „a Bëton gegoss“.

E Busreseau leeft souwisou vun der Entwécklung vum Land an natierlech musse mer permanent Adaptatiounen maachen, respektiv, vu datt mer esou eng grouse Reform gemaach hu wéi déi heiten, ass et sécherlech noutwendeg, ëmmer erëm Saachen ze hannerfroen. Well bei villem, wat ee sech schéin ausgeduecht huet, stellt sech herno an der Praxis natierlech ëmmer erëm eraus, datt et net grad esou fonctionéiert, wéi een et geduecht huet. An duerfir muss een da flexibel genuch sinn, fir duerno och drunzegoen. An zweetens huet natierlech och d'Entwécklung vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, vun den Awunner, eng wansinneg Dynamik an et ass och net ëmmer alles virauszegesinn.

Ech kann lech awer soen: Mir hunn eleng 292 verschidden Iddien an de Projet afléisse gelooss, déi vun Avise komm si vu Gemengen. An an den Avise vun de Gemenge waren och ganz vill Doleancé vun de Bierger mat dran. Duerfir kann ech lech elo schwéier soen, wéi vill dat der an der Zuel waren, mee et waren der vill! Well 292 Iddien ... Do koume Saachen derbäi, déi vun de Gemenge selwer gefrot gi sinn, mee och vun de Bierger.

Dann hu mer awer och natierlech eng Hotline, respektiv eng Mailadress, wou d'Leit eis kënnen schreiwen, wou systematesch Saachen erakommen an déi mer och souwäit wéi méiglech ëmmer kucken an op alle Fall beäntwerten. Et ka mol virkommen, datt eng Äntwert vläicht e bëssen Zäit brauch, dat ginn ech gar zou. Ech schléissen och net aus, datt emol eng Kéier eng Mail vläicht verluer geet. Mee am Prinzip ass et awer net de Fall, well ech kréie se all virgeloucht, an dat sinn der relativ vill, kann ech lech soen, wou mer de Leit äntwerten. Et geet jo drëms, datt mer e Busreseau maachen am Interessi vun de Leit!

D'Passagéierzuele vum Bus - an dat nämmleche trifft natierlech och duerno fir den Zuch zou an och fir den Tram -: Et ass natierlech relativ schwierig, datt elo schonn alles am Detail ze erklären. Ech ginn lech awer herno e puer Zuelen, haaptsächlech elo vun dësem Joer. Firwat? Ma natierlech: 2020 war en extreem speziell Joer, et war Lockdown, et war Homeoffice nach ganz, ganz staark bis an de Summer. Elo gëtt iwwerens erëm méi Homeoffice gemaach. Elo geet et erëm an eng aner Richtung, huelen ech un.

Dat heescht, mir haten am Joer 2020 natierlech eng Baisse an allen öffentleche Verkéiersmittel logescherweis, well éischtens vill manner Leit gefuer sinn a souguer de Reseau eng Zäit laang ausge-déint gi war, well jo quasi guer näischt gelaf ass. An d'Leit ware souwisou am Ufank och zimlech zrëckhalend, bis verschidde Saache gekläert waren

an och d'Konditioune geschafte waren, wéi se haut sinn, fir datt si sech méi ofgeséchernt konnte mam effentlechen Transport deplacéieren.

Dann dierf een och net vergiessen, datt de Busreseau natierlech nach ëmmer permanent ännert, am Sënn, datt e jo och en Afloss huet am Zesummespill mam Tram, awer och mam Zuch. Dat heescht, alles wat fäerdeg gëtt an deenen nächste Joren - Dir hutt et zu Recht gesot, bis 2025 sinn nach ganz grouss Infrastrukturprojeten, déi kommen, ech wäert der och nach e puer opzielen - huet natierlech en Afloss.

Och do e Beispill: Et ass logesch, datt, wéi den Tram bis op d'Gare komm ass, dat natierlech en Afloss op de Busreseau hat an och verschidde Linnen erëm reorganiséiert gi sinn a Funktioun vum Tram, wou e grad fiert. An dat wäert och nach eng Rei Joren esou bleiwen, och an Zesammenhang mam Zuch, soudatt et ganz schwierig ass, haut scho kënnen e Bilan ze zéien. Dat wär absolutt ze fréi! Dee kann een eréischt zéien, géif ech soen, een oder zwee Joer nodeems déi grouss Projete fäerdeg sinn an dat Zesummespill a sengem groussen Deel bis ofgeschloss ass.

Et ass awer esou, datt den Tram elo och nach weider evolueert. Mir wäerten d'nächst Joer am September déi nächst Statioune opmaachen. Dat heescht, da si mer schon uewen zu Bouneweg. Dat huet erëm en Afloss. Do kommen zum Beispill all déi Bussen, déi dann natierlech vu Réimech, also aus engem Deel vum Oste kommen, déi wäerten dann do déi Gare usteieren, op den Tram direkt. Dat gëtt fir d'Reesend éischter e Gewënn, well se natierlech vill méi einfach kënnen emsteigen, wéi dat haut de Fall ass. Bon, dono kënn d'Cloche d'Or an da kënn de Kierchbiere, virum Findel, wou de Park & Ride gebaut gëtt, wou jo och en neie Pôle d'échange gebaut gëtt. Alles dat huet natierlech e groussen Afloss.

Zu den Zuele kann ech lech awer soen, et gëtt ee Verkéiersmëttel, wou mer zimmlech prezis Zuele vun de Reesenden hunn: Dat ass den Tram. Firwat? Ma well am Tram haut schon - am Bus kënn dat awer elo mat där neier Busflott - all Reesende gezielt gëtt. Dat heescht, do ass eng Fotozell an den Dieren agebaut a mir wësse genau, wéi vill der eran- an erausklammen. Mir kennen och genau d'Zuele vun den Arrêten, wat fir Arrêten am meeschte besicht sinn, wou also am meeschte Leit eran- an erausklammen. Dat ass zum Beispill den Hamilius-Arrêt, an dann natierlech d'Gare centrale.

Mee zum Beispill wësse mer beim Tram: Wéi mer de gratis effentlechen Transport agefouert hunn, hate mer e Peak, deen ass dunn eropgaangen - an déi Zäit ass e jo nach net op d'Gare gefuer - op 31.000 Reesend. Bon, dono ass et natierlech immens erofgaangen, op ënner 5.000 am Lockdown. Mee elo, zënter datt et erëm normal leeft, gi mer quasi vu Rekord zu Rekord! Mir sinn elo schon déck an déi 70.000 Passagéier pro Dag. Dat heescht, et gesäit een immens, wéi dat zouhëlt an datt dat Zesummespill och ëmmer besser fonctionéiert.

Dann zu Äre Froen am Zesammenhang mat den CFL, wou Der gefrot hutt: Wat sinn déi nächst Saachen, déi kommen? Enn 2022 sinn de 5. a 6. Quai fäerdeg vun der Gare Lëtzebuerg. Dat ass e ganz, ganz wichtige Projet! Da sinn nach eng Rei Saachen ze maachen: Gleisbau op deenen zwou Säiten, an da wäert fir de Farplangwiessel am Dezember 2023 d'Gare Lëtzebuerg vill méi Capacitéit hunn.

Dann hu mer och Duerchgangsgleiser, wat eis aner Méiglechkeete gëtt, fir d'Zich erëm nei ze organiséieren. Da kënnen zum Beispill méi Zich, soen ech lo mol, direkt vun Ettelbréck op Péiteng fueren oder op Esch fueren. Déi halen natierlech an der Gare Lëtzebuerg, mee et ginn an der Gare Lëtzebuerg dann Duerchgangsziel.

Dann hu mer natierlech eng ganz Rei Garen, wou d'Aarbechten amgaange sinn. D'Gare Ettelbréck zum Beispill ass eng dovunner. Mee et sinn am Ganze 25 grouss Garen, wou Aarbechte sinn! D'Gare Rodange ass am Bau, de Park & Ride zu Rodange, mee och d'Gare selwer. D'Gare Miersch ass am Bau. Déi wäert bis Enn d'nächst Joer fäerdeg sinn. D'Gare Waasserbëlleg ass am Émbau. Dat wäert och bis Mëtt 2023 fäerdeg sinn. Dat heescht, déi Projete lafen all zimmlech gutt. Bei der Beetebuenger Streck hu mer liicht Verspéidung kritt, awer net vill. Och déi wäert awer relativ séier an deenen nächsten zwee Joer kënnen benotzt ginn, wat erëm e Capacitéitssprung mat sech bréngt, wa mer do véier Gleiser hunn amplaz déi zwee vun haut.

An dat nämmelecht betrëfft och Infrastrukturen, wéi Der och gefrot hutt, fir d'Informatioun vun de Reesenden. Den Auris-System, dee geduecht ass, fir déi Reesend an Echtzäit iwwer alles ze informéieren - dat ass jo elo automatiséiert -, ass souwäit ofgeschloss. Enn des Joers gëtt dee ganz ofgeschloss. Da sinn op de grouss Garen - an den ekipéierten Zich souwisou - och d'Anzeigen an Echtzäit.

Mir hunn e Riseprogramm vu Suppressioun vum Passages à niveau, déi an der Aarbecht sinn zum Deel, mee wou der och nach vill wäerten derbäikommen.

An et ass och esou, datt ech kucken ... Dir hutt och elo gefrot, fir nach méi detailléiert Zuelen ze kréie fir déi lescht Joren. Ech hat eng Keier op eng Question parlementaire geäntwert, ech weess net méi, wat fir e Joer, ech mengen, et war 2018 oder 2019, wou mer genau festgeluecht haten, wéi vill Verspéidungen et bei den Zich ginn an och d'Ursachen an a Funktioun vun den Objektiv, wat mer nach alles wëlle maachen. Ech hunn déi Zuelen natierlech elo net hei, mee ech liwweren lech déi awer gär no. Dat ass kee Problem. Ech kucken, datt ech se zesummestelle loosse an da schécken ech alleguer den Deputéierten déi no. Dann huet d'Chamber och do den Detail dervun.

Dann ass et esou, datt de Plan national de mobilité 2035 nach ëmmer falsch verstane gëtt. Dat ass elo net eppes Neits. Dat ass elo net, datt mer, soen ech mol, do en neie Modu-Plang géife bréngen. De Modu ass am Fong zum groussen Deel, ech wëll net soen dat Theoreetescht, mee d'Planungsinstrument, wat mer eis ginn hunn, déi nei Approche. Do waren och eng Rei Infrastrukturen dran. An de Plan national de mobilité 2035 ass am Fong déi praktesch Émsetzung dovunner. Do wäert Der gesinn, dat huet e puer Kapitelen. Dat wäert Enn Januar, wéi ech et versprach hunn, och ofgeschloss sinn. Da kommen ech selbstverständlech der Chamber dat och virstellen. An do ass dann natierlech och erëm e ganzen Deel vun neien Infrastrukturen, souwuel am schinnegebonnene Verkéier, d'Extensioune vum Tram, mee och vum Zuch - do kommen eng ganz Rei interessant Saachen, wäert Der gesinn, déi mer wäerte presentéieren -, a selbstverständlech och de Stroossereseau.

Also dee ganze Beräich ass, kann ee bal soen, e Chantier, dee ganze Mobilitéitsberäich. Dat ass iwwerengs virun allem op der Schinn, mee net nëmmen, et ass en général de grouss Problem, dee mer hu mat de Verspéidungen, déi mer de Moment natierlech logescherweis selwer verursaachen. Well wa geschaff gëtt, geet et net esou gutt wéi wann net geschaff gëtt! Dat ass logesch. Mee ech mengen, mir sinn eis all eens: Mir mussen dat awer maachen, fir datt mer endlech op en anere Wee kommen.

An de Plang 2035 huet genau zum Zil, datt mer och net méi hannendurafen, datt mer iergendwann eng Keier mol op de Punkt kommen, datt parallel zu der Entwécklung d'Infrastrukturen do si respektiv déi néideg Mobilitéitsinstrumenter geschafte gi sinn.

Merci op alle Fall fir Är Froen. An déi Zuele wäert ech lech gäre schréfflech noliwweren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

10. Ordre du jour (suite)

Op Ufro vun der Regierung gëtt proposéiert, dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, de Projet de loi 7822, no vir ze réckelen, soudatt en direkt no der Orientierungsdebatte iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Staat drükent. Ass d'Chamber mat där Ofännerung vum Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

11. Motion de M. Jeff Engelen relative à la suppression de toute forme de discrimination liée à l'âge dans le Code de la route

(Motion déposée en séance publique n° 10 du 10 novembre 2021 - à consulter au compte rendu n° 3/2021-2022 en page 100)

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënn d'Motioun vun Här Jeff Engelen iwwert d'Ofschaffung vun all Form vun Altersdiskriminatioun am Code de la route. An ech géif d'Wuert dem Auteur vun der Motioun ginn, dem Här Engelen.

Exposé

■ **M. Jeff Engelen (ADR), auteur.** - Merci. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a leschter Zäit heefe sech d'Fäll vu Leit, déi net verstinn, fir wat si mat 75 Joer hire Führerschäin an de Kategorien C an D net méi däreife verlängert kréien. Ech mengen, ech hat lech déi Motioun schonn deelweis virgestallt, ech wëll duerfir net nach eng Keier op all Detail agoen. Mee op alle Fall waren do eng Rëtsch Führerschäiner, déi dunn hir Gëltegkeet verluer hunn op deem Dag, egal wéi fit a wéi gesond een nach war. An den direkten Nopeschlänner Frankräich an Däitschland ass dat net esou. An ech mengen, duerfir ass och de Leit opgefall, datt se am Ausland nach de Führerschäin géife behalen an hei net!

Ech mengen, dat betrëfft haaptsächlech Leit, déi Gefierer hu wéi Campingcaren. Dat gëtt jo déi lescht Zäit ëmmer méi beléift bei de Leit. An et gëtt awer och Sammler vun historiesche Gefierer, déi am Fong geholl dovunner betrëfft sinn, wa se zum Beispill u Kommemoratiounsveranstaltungen oder anere Saache wëllen deelhuelen. Da geet dat net, well se kee Führerschäin méi hunn.

An zu dëser Problematik goufen och zwou QPe gestallt: eng vum mengem Kolleeg, dem Här Roy

Reding, an eng vum Här Michel Wolter. Bei der Äntwert op d'QP vum Här Roy Reding hat den Här Minister duerchblécke gelooss, dank dem medezinesche Fortschritt géif hie fir déi nächst Ännerung beim Code de la route proposéieren, fir des Altersgrenz opzehiewen, soulaang wéi de Gesondheitszustand natierlech vun där betroffener Persoun déist zouléisst.

Mee bei dëser Äntwert huet den Här Minister den Zäitpunkt net definéiert. Mir sinn awer der Meenung, datt des Altersdiskriminatioun awer sollt ... Bon, mir hate schonn am November oder am Oktober gesot gehat, si sollt bis Enn des Joers gestrach ginn. Ech mengen, dat geet elo net méi esou séier, dat ass jo ganz kloer. Mee et wier awer gutt, wa mer do eng Zouso kréichen, fir et relativ esou séier wéi méiglech ze maachen.

An dat ass och eng Fro, déi nach opsteet: Wéi soll déi Altersdiskriminatioun retroaktiv gëlle fir déi Leit, déi de Führerschäin aus Altersgrënn net méi verlängert kruten an de leschte Joren? Och do wäert mer frou, wa mer Auskunft géife kréie vum Här Minister.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engelen.

Als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen.

Discussion générale

■ **M. Serge Wilmes (CSV).** - Villmools merci, Här President. Jo, den Här Engelen hat et och schonn elo grad erwäant, de Fraktiounskolleeg, de Michel Wolter, hat och Enn Juli eng änlech Fro gestallt, déi an déi selwecht Richtung gaangen ass wéi déi vun dem Här Reding - ech mengen, dee war dat dann dee Moment jo. An den Här Minister huet am August och dorobber geäntwert gehat an effektiv jo duerchblécke gelooss, datt en da géif bei der nächster Ännerung vum Code de la route virschloen, datt een dann déi Altersgrenz vu 75 Joer bei de Kategorien C an D vum Führerschäin kéint ophiewen. Da géif eeben de Gesondheitszustand gekuckt ginn, soudatt, wann een apte ass, dat nach ze maachen, de Führerschäin dann och ka verlängert ginn.

An der Motioun selwer ass just ee Saz, nämlech den Haaptsaz herno, d'Opfuerderung - do steet dran, datt „all Forme vun Altersdiskriminatioun“ sollen opgehuewe ginn -, fir eis net kloer genuch, well hei schwätze mer jo iwwert de konkrete Fall vun de Leit, déi mat 75 Joer dann eeben am Moment net méi kënnen C an D kréien. Do ass jo elo duerchblécke gelooss ginn, datt een dat vläicht kéint ophiewen.

Mee wat fir aner Forme vun Altersdiskriminatioun gëtt et dann nach am Code de la route? Mir hunn elo net den Iwwerbléck doruwwer. Dofir ass dat e bëssen dat Wuert, dat eis stéiert dodraner, well mer net kloer gesinn, wat dat dann alles nach soss fir Bedeitungen oder Konsequenzen huet. Bon, vläicht huet de Minister dorobber Äntwerten. Mee mir hätten u sech net elo e Problem, se matzedroen, wann dat op d'mannst géif preziséiert ginn; well mir kënnen eis net e kloer Iwwerbléck dovunner maachen, wat dat nach alles géif bedeiten.

Op jidde Fall, bei dem C an D hu mer jo selwer eng Fro gestallt. Do ass jo elo eng Äntwert komm, mat där mer kéinte liewen. Domadder wäere mer averstanen. Mee wat soss nach alles um Dësch géif leien, dat géife mer fir d'éischt emol gär eng Keier wëssen, ier mer eis dann och kéinten allgemeng zu där Motioun äusseren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Wilmes.

Dann huet den Här Mobilitéitsminister François Bausch d'Wuert gefrot.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Jo, merci och hei dem Här Engelen an och dem Här Wilmes fir hir Interventiounen. A wéi den Här Wilmes zu Recht gesot huet um Schluss, hat ech am Juli bei där Question parlementaire vum Här Wolter gesot, datt ech seng Meenung géif absolutt deelen an datt ech dat och wéilt änneren. A wann ech eppes soen, da maachen ech dat och an den Text ass souwäit fäerdeg.

Et ass awer esou: Ech hat dat deemools an der Fro beäntwert, ech sot, mir géifen net elo fir dat doten en eenzelnen Text maachen, well mir ware souwisou amgaangen, eng ganz grouss Reform ze mache vum Code de la route. Also déi war och schonn souwäit ofgeschloss, net ofgeschloss, mee de groussen Deel war fäerdeg am Juli, an ech hat net méi spéit wéi virun zwou Woche mat menge Leit eng lescht Sëtzung. Dat heescht, ech wäert de Gesetzesprojet fir déi gesamt Reform, wou dat hei mat dran ass, Enn Dezember oder am Laf vum Januar an der Chamber deposéieren.

An duerfir ass meng Meenung no déi Motioun och superfetatoire. Am Fong ginn ech hei an enger Motioun zu eppes opgefuehert, wou ech schonn am

Numm vun der Regierung geäntwert hunn, datt mer et souwisou maachen an amgaange sinn ze maachen. Bei allem Respekt, an et ass natierlech jiddwerengem säi Recht, eng Motioun ze stellen, mee ech hoffe jo net, datt mer elo andauernd Motiounen hei stëmmen an der Chamber par rapport zu Saachen, déi souwisou lafen. Well da kann ech lech nach honnert Iddie ginn! Ech kann lech nämlech nach eng Rei Gesetzesprojete soen, déi ech amgaange sinn ze maachen, da kënnen mer do och nach Motiounen hei stëmmen. Mee ech mengen net, datt dat jo awer de Sënn ass vun der parlamentarescher Aarbecht. Also wéi gesot: Dat leeft!

Et ass och esou, datt déi Dispositioun schonn zënter 1992 esou am Code de la route steet. Also et ass net esou, datt ech déi erfionnt hätt. Déi gëtt et schonn éiweg! Et huet bis elo effektiv - wéi et och an der Fro vum Michel Wolter zu Recht opgeworf ginn ass - ni ee béreiert: net nëmme well d'Leit, wéi soll ech soen, elo méi fit sinn, wa se am Alter sinn, mee well natierlech déi Fro vun de Mobilhomen an de Campingcaren, wat ech och flott fannen, elo ganz in ass, haaptsächlech bei pensionéierte Leit, an dat huet enorm zougeholl. An doduerjer sinn déi Froen och elo méi opkomm.

Mee wéi gesot, et ass awer ganz berechtigt a mir maachen dat ganz sécher! Dir wäert gesinn, wann den Text kënn, entweeder nach Enn dëst Joer oder spëtstens am Januar d'nächst Joer, da wäerte mer dat natierlech esou maachen, datt och alleguer déi Leit, déi dann iwwer 75 sinn ... Natierlech muss se d'gesondheetlech Bedingungen erfëllen! Si mussen awer ... Dat wëll ech awer dobäi betounen, mir wäerten net elo einfach verlängeren. Et muss ee schonn en Examen médical maachen. An da wäerten natierlech déi Leit allegueren de Führerschäin kréien oder en ermëkreien oder verlängert kréien, wéi dat sech gehéiert, fir datt se da kënnen mat hirem Campingcar doruechter fueren.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bausch.

An dann huet den honorabelen Här Carlo Back d'Wuert gefrot.

Discussion générale (suite)

■ **M. Carlo Back (déi gréng).** - Jo. Merci, Här President. Merci och fir déi Motioun do vum Här Jeff Engelen. Natierlech ass dat och fir eis ee Souci. Altersdiskriminatiounen, all Zort vun Diskriminatiounen si fir eis Gréng e Problem, Här Engelen. An och déi heiten ass fir eis e Problem.

An ech mengen, de Minister huet gesot, e géif de Code de la route änneren. E mécht dat jo reegelméisseg. An dat soll dann och geschéien. De Projet de loi schéngt jo fäerdeg ze sinn, soudatt mir der Meenung sinn, datt mer ... déi gréng huelen déi hei Motioun net un. Mir stëmmen do dergéint.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Back. Et ass kang weider Wuertmeldung méi do. Oder nee, nach den Här Engelen, als Auteur vun der Motioun.

■ **M. Jeff Engelen (ADR), auteur.** - Jo. Mir haten déi hei Motioun deponéiert opgrond vun der Äntwert op dem Här Roy Reding seng Question parlementaire, wou am Fong geholl den Datum opstoe blouf, wéini datt dat da géif emgesat ginn. Do war net preziséiert ginn, wéini. Et war just preziséiert gi „bei der nächster Ofännerung vum Code de la route“. Ass dat a sechs Méint? Ass dat an engem Joer? Oder an zwee, dräi Joer? An doduerjer hate mir déi Motioun hei deponéiert.

Dat war am Fong geholl de Sënn an den Zweck vun där Motioun, an net fir elo d'Regierung hei an do ... Mee et goung just drëm, datt mer déi Saach wollte kloerstellen. Dat war am Fong geholl de Sënn an Zweck vun där Motioun, wéi mer se deponéiert hunn.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Engelen. Haalt Der drop, datt déi Motioun zur Ofstëmmung kënn?

■ **M. Jeff Engelen (ADR), auteur.** - Jo.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Jo. Da kënnen mer zum Vott kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 22 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 4 voix pour, 33 voix contre et 23 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Georges Mischo);

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

12. Motion de M. Jeff Engelen relative à l'introduction de la flèche verte dans le Code de la route

(Motion déposée en séance publique n° 10 du 10 novembre 2021 - à consulter au compte rendu n° 3/2021-2022 en page 100)

Dann als nächste Punkt komme mer zur Motioun vum Här Jeff Engelen iwwert d'Aféierung vum grénge Feil am Code de la route. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **M. Jeff Engelen** (ADR), auteur.-Merci, Här President. Mir haten dës Motioun scho virgestallt, ech mengen, wann ech mech gutt kann erënneren, dee leschte Mount. Et geet drëm, fir dee grénge Feil an de Code de la route anzeféieren. Ech wëll net méi op all Detail vun dëser Motioun agoen, ech hat lech se ewell virgestallt. Ech wëll lech dat erspue- ren.

Mee et geet drëm am Fong geholl, datt ee bei enger Rouder Luucht ënner verschiddene Bedéngunge kann no riets oder och, deemno wéi de Fall läit, no lénks ofbéien, wat an ënnerschiddlecher Form an och bei ënnerschiddleche Gesetzeslagen ewell besteet, an zwar am Ausland: an Däitschland, Polen, Frankräich an esou weider. An et sinn eng Rëtsch Kräizungen, déi sech géife fir eng Rietsof- béiung ganz gutt eegenen.

De grénge Feil hätt och eng Rëtsch Virdeeler: datt de Verkéier méi flësseg géif ginn hei am Land, de Stau kéint reduzéiert ginn, och d'CO₂-Emissionen. De Chauffeur dierf sech awer nëmmen an déi Richtung vum Feil beweegen, déi uginn ass, nodeem e sech vergewëssert huet, datt och näischt vun där anerer Säit kéint an d'Kräizung fräi ass. De blénkende Feil kann nëmmen an den Asaz kommen, wann et rout ass. An dat war am Fong geholl de Sënn an Zweck, firwat mir dee grénge Feil deemools wollten hunn. Mir hunn lech dat och proposéiert.

Mir sinn ons och bewosst, datt en erhéichten Acci- dentsrisiko duerch d'Aféierung vum grénge Feil net besteet, well de Chauffeur muss verschidde Reegelen anhalen, fir kënnen trotz Rouder Luucht ofzébéien.

Mir haten awer och gesot, op zwou Plaze wéilte mer kee grénge Feil. Dat ass op Kräizungen, déi op engem Schoulwee leien. Do solle keng gréng Feiler installéiert ginn, well hei, obschonn de Chauffeur op d'Foussgänger oppasse muss, de Risiko besteet, datt hien een oder méi Schüler, déi sech net un d'Ver- kéiersreegelen halen, méiglecherweis iwwersäit an et esou eventuell zu engem Accident kéint kommen. Och bei Kräizunge mat Zuchverkéier wëlle mer kee grénge Feil.

An dat war am Fong geholl dat, wat mir gefrot hunn. Ech hunn lech dat och deemools deponéiert. A mir sinn der Meenung als ADR, datt mer dës Iddi vum grénge Feil an de Code de la route sollen ophuelen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Engelen.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen.

Discussion générale

■ **M. Serge Wilmes** (CSV).- Villmools merci, Här President. Also mir ënnerstëtzen déi heite Motioun net, well an deem heite Fall dee grénge Feil eng falsch Sécherheet gëtt a well en nämlech zu Konflikter awer féiert.

Et ass ganz kloer: Wann een ofbéit, riets oder lénks, riskéiert een, a Konflikt ze komme mat deenen, déi am vulnerabelste sinn, déi ze Fouss ginn oder mam Vélo fueren. An dofir geëtt et jo och hautdesdaags schonn d'Méiglechkeet - an deem Sënn ass orange

besser wéi gréng an deem heite Fall -, well et deen orangé Clignotant ass.

(Brouhaha général)

Nämlech deen orangé Clignotant, bei deem ass et jo haut scho méiglech, datt ee kann dann dee Mo- ment, wann een oppasst - et huet een net dann d'Prioritéit, et huet een net einfach Virfaart -, scho riets oder lénks ofbéien. Mir hunn dat selwecht och agefouert mat mat de vel'OH!en. Dat ass dee selwechte Prinzip, och déi clignotéieren, mee och déi sinn orange Clignotanten an net einfach gréng geschalt, fir kënnen op Kräizungen ofzébéien, eebe fir opzepasst, fir net déi Konflikter erbäizeféiere mat deene Vulnerabelsten.

Dowéinst si mir net fir déi heite Motioun, mee esou wéi et am Moment eebe gehandhaabt gëtt, dat fanne mer eng gutt Aart a Weis.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Wilmes.

An da ginn ech d'Wuert un de Mobilitéitsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn e bëssen an engem Dilemma. Normalerweis misst ech jo ganz sécher fir e grénge Feil sinn, deen d'Richtung ugëtt oder virgëtt.

(Interruptions et hilarité)

Mee an deem heite Fall fillen ech mech schwéieren Häerzeng gezwongen, fir deen orangé Feil ze sinn.

(Exclamations)

An den Här Engelen weess schonn, op wat ech eraus wëll. Duerfir wëll ech dat och virausschécken, datt ech dat hei keng gutt Iddi fannen. Mee ech wëll em awer och Argumenter ginn, Spaass bäisäit.

Et gëtt eng Rei Argumenter, zemoos zu Lëtzebuerg, fir hei net derfir ze sinn. Den Här Wilmes huet schonn e puer Sécherheitsargumenter virbruecht. Mee et gëtt och nach anerer zu Lëtzebuerg, och praktescher Natur. Well wann een dat dote wëllt maachen, oder respektiv déi Länner an déi Stied oder Géigenden, wou et gemaach ginn ass, do muss ee gewësse Configuratiounen hu vu Kräizun- gen, déi dat doten och sécher erlaben. Wann een déi awer net huet, an dat ass zu Lëtzebuerg bei deene meeschten de Fall, dann ass dat extreem problematesch.

Dat Zweet ass: Mir hunn zu Lëtzebuerg eng aner Traditioun - ob een déi elo ëmmer berechtigt a gutt fënn, dat ass eng aner Saach -, dat ass, datt mir op Kräizungen oft Ofbéispueren hunn. Dat heescht, dee Problem, dee jo hei soll behuewe gi fir d'Fluidi- téit vum Trafick, dee stellt sech duerfir bei eis an deem Mooss manner. Ech wëll net soen, datt et keng Kräizung gëtt, wou et en net gëtt.

Dann hutt Der nach e Problem, dat ass och ee vu Kultur. Dir musst wëssen, dat heite bedeit, datt déi Autofuerer, also d'Autofuerer en général, eng immens Respekt-Kultur mussen hunn. Well wann dann een do kéint an dee béit net of an e bleift stoen - e muss souwisou stoe bleiwen, well och an der Reegel wéi se am Ausland ass, do wou et se gëtt, dierf en net einfach duerchfueren, e muss eng kéier stoe bleiwen, kucken, an dann dierf en eréischt fueren, dat ass emol schonn déi éischt Reegel -, do muss ee sech dru winnen.

Ech weess, an de Vereenegte Staaten, do kënnen se bei ganz ville Kräizunge stoe bleiwen, well och an der Reegel wéi se am Ausland ass, do wou et se gëtt, dierf en net einfach duerchfueren, e muss eng kéier stoe bleiwen, kucken, an dann dierf en eréischt fueren, dat ass emol schonn déi éischt Reegel -, do muss ee sech dru winnen.

Ech weess, an de Vereenegte Staaten, do kënnen se bei ganz ville Kräizunge stoe bleiwen, well och an der Reegel wéi se am Ausland ass, do wou et se gëtt, dierf en net einfach duerchfueren, e muss eng kéier stoe bleiwen, kucken, an dann dierf en eréischt fueren, dat ass emol schonn déi éischt Reegel -, do muss ee sech dru winnen.

Ech weess, an de Vereenegte Staaten, do kënnen se bei ganz ville Kräizunge stoe bleiwen, well och an der Reegel wéi se am Ausland ass, do wou et se gëtt, dierf en net einfach duerchfueren, e muss eng kéier stoe bleiwen, kucken, an dann dierf en eréischt fueren, dat ass emol schonn déi éischt Reegel -, do muss ee sech dru winnen.

An dann ass natierlech de Problem: Wann ee kéint, deen iwwerhaapt net wëllt ofbéien, deen awer an där Spuer firt, da bleift deen natierlech stoen. An da kéint deen hannendrun, dee wëllt awer, da fänkt deen u mat tuten. An da kritt Der där Konflikter. Also dat ass net eng immens gutt Léisung, wëll ech lech soen.

Da kommen nach eng Rei aner Konflikt- a Gefore- potenzialer derbäi, déi ech lech net wëll opzielen. An ech wëll lech och soen, déi Stied oder déi Regione, déi et agefouert haten, déi sinn éischer um Réckzuch. Dir hutt lech referéiert zum Beispill op Hamburg. Ech hunn dat nokucke gelooss: Tëschent 2001 an 2016 ass d'Zuel vun de Grünpfeile zu Hamburg vun 360 op 202 erofgesat ginn. An dat huet dermat ze dinn och, well et an Däitschland vill Etüde gi sinn, déi einfach beluecht hunn, datt et net ganz gutt ass, also datt wierklech eis Stroosereiseuen duerfir net adequat sinn. An d'Sécherheet, mengen ech, muss awer ëmmer nach virgoen.

A wéi ech virdu gesot hunn, well mir en plus vill Ofbéispueren extra hunn an d'Fluiditéit hei och net schrecklech vill dobäi géif wannen, géif ech derfir plädéieren, datt d'Chamber dat heite géif ofleenen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Bausch.

Den Här Sven Clement freet d'Wuert.

Discussion générale (suite)

■ **M. Sven Clement** (Piraten).- Merci, Här President. Merci och dem Minister fir d'Erklärungen. Ech ka mech deene quasi uschlëssen. Ech wollt vläicht och eis Positioun dozou kloermaachen.

Op den éischte Bléck klängt jo eppes, wat de Ver- kéier méi flëssend soll gestalten, gutt. D'Fro ass also: Gestalt dat heiten de Verkéier méi flëssend?

An do gëtt et eng Studie, déi net grad vum enger Verkéierslobby, mee vum der „Unfallforschung der Versicherer“ an Däitschland an Optrag gi gouf. Déi hunn Honnerte vu Kräizungen, Dausende vun Acci- denter gekuckt. Dat ass definitiv net dee progres- siivste Veräin, mee si sinn zum Schluss komm, datt et keng nennenswäert Virdeeler fir de Verkéiers- floss gëtt. Dat heescht, d'Zil, de Verkéier méi flëssend ze maachen, dat gëtt net erfëllt.

Wat se awer fonnt hunn, ass, datt et zu méi Konflik- ter, wann och net zu enger Heefung vun den Acci- denter, mee awer zu méi Konflikter a „Bal-Acciden- ter“ tëscht eeben dem motoriséierte Verkéier a gläichzäitig Foussgänger a Vélosfuerer kéint.

Wa mer also wëssen, datt mer gläichzäitig wëllen eng Mobilité douce féerden an op där anerer Säit hei géifen nei Konflikter schafen, déi net musse sinn, dann ass fir mech ganz kloer, datt mer déi heite Motioun net kënnen matdroen, well si erfëllt d'Zil net a gläichzäitig schaaft se nei Konflikter, déi net musse sinn. An domadder ass se u sech fir eis net matzedroen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Clement. An da geet d'Wuert un den hono- rabelen Här Carlo Back.

■ **M. Carlo Back** (déi gréng).- Jo, merci. All déi Argumenter, déi ech bis elo héieren hunn an deem heite Kontext, sinn äusserst zrëckhalend, wann net negativ, fir dee grüne Pfeil hei anzeféieren. Den Här Minister huet op déi Saach zum Beispill vun Hamburg higewisen, wat schonn länger beschwat gouf. An den Här Clement huet och nach Argumen- ter ugefouert.

Also mir als déi gréng kënnen eis deem nëmmen uschlëssen. A mir recommandéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

■ **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Back. Da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëm- men. Mir kommen dann zum Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

13. 7895 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Deen nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infra- strukturprojete vum Staat. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. A Rapportrice ass déi hono- rabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

■ **Mme Chantal Gary** (déi gréng), rapportrice.- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi Dir wësst, geet et bei der järelecher Orienté- rungsdebatt zu de Grands projets, déi mer haut de Mëtte féieren, em de Financement vun de grouse staatlechen Infrastrukturprojeten, déi d'Regierung am Laf vun den nächste Jore wëllt ëmsetzen.

Fir déi deementspriechend Etüde kënnen ze ver- déiwen an d'Projete kënnen weiderzedreiwen, muss d'Chamber fir d'éischt hiren Accord de principe dozou ginn.

Engersäits kréien d'Deputéiert domat méi Informa- tioun a Matsproocherecht beim Plange vun neien Infrastrukturprojeten, anerersäits geet et awer och drëms, méi Transparenz an de finanzielle Suivi vun all Projet ze bréngen, esou wéi et vun der Budgets- kontrollkommissioun 2005 an 2006 festgehalé gi war.

Ënnert dës Prozedur falen zanter dem Joer 2009 sämtlech Projeten, déi viraussichtlech e Käschte- punkt vun 9 (veuillez lire: vun 10) Milliounen Euro oder méi erreeche wäerten. Doriwwer eraus muss dann awer bekanntlech och nach fir all Projet, deen de Seuil vu 40 Milliounen Euro iwwerschreit, an engem spéidere Stadium e speziell Finanzé- rungsgesetz ausgeschafft ginn, mat deem sech d'Chamber dann am Detail auserneesetze muss.

D'Mobilitéitskommissioun ass all Joers fir d'Prepara- tioun vun dësem Débat d'orientation zoustänneg souwéi fir eng éischt Analys vun de viséierte Pro- jeten, an d'Chambersplenië, wéi gesot, ass zou- stänneg fir den Accord de principe duerch d'Unhuele vun enger Motioun, an dat am Prinzip ëmmer am Vir- feld zum Vott vum Staatsbudget Enn des Joers.

D'Budgetskontrollkommissioun ass duerno fir de fi- nanzielle Suivi vun de groussen Infrastrukturprojeten zoustänneg. Dat bedeit, datt den zoustänneg Mi- nister der Kommissioun all sechs Méint e Rapport iwwert déi finanziell Evolutioun vun all Projet muss presentéieren, deen am Kader vun dese Grands- jets-Debaten accordéiert ginn ass.

Esou vill schon emol zur parlamentarescher Pro- zedur, déi elo - just mat lichten Upassungen - zënter 15 Joer esou besteet.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Här President, haut de Mëtte geet et hei am Debat em den Accord de principe fir weider 26 Infrastruk- turprojeten. 16 dovunner leien an der Verantwor- tung vu Bâtiments publics, 7 an där vu Ponts et chaussées an 3 gehéieren an de Beräich vun der Eisebunn, woubäi dës kéier ee vun de Projeten, nämlech d'Ewechhuele vun engem Passage à niveau, souwuel e Volet fir de Fonds des routes ewéi fir de Fonds du rail beinhalt.

An der Kommissioun vun der Mobilitéit an den öffentleche Bauten hu mer dës Projeten an der Sëtzung vum 7. Oktober 2021 vun den Administra- tioune vu Bâtiments publics a Ponts et chaussées souwéi vun de CFL virgestallt kritt.

Wa mer eis déi Lëscht méi genee ukucken, stelle mer fest, datt de Spektrum vun de Projete wéi ëmmer ganz breet ass. Dat geet vu Moderniséie- rungsaarbechten un enger Zuchstreck an dem klas- sesche Brécken-, Stroossen- a Vélospistebau iwwer ganz variéiert Strukturen fir den öffentlechen Déngecht, zum Beispill fir d'Police, d'Douane, de Kadaster oder Sites et monuments; oder och vum Ausbau vun de Capacitéite fir Mineuren zu Dräibuer a fir den Accueil vu Flüchtlinge beim Rond-point ler- gäertchen bis zu engem neie Gebai fir den ECG, d'École de Commerce et de Gestion, an dem gene- relle Reamenagement vum Schoulcampus Gees- seknäppchen hei an der Stad.

Et geet awer och em den Ënnerhalt vu Strukturen, déi e bëssen an den Alter komm sinn, wéi dem Centre Ullysse oder dem Staatsparking ënnert der Clairefontainesplaz; em de weideren Ausbau vu modernen a multimodalen Transportinfrastruktu- ren, genee wéi och em Projeten zur Verkéiersbe- rouegung um Briddel oder em d'Ewechhuele vun engem Zuchiwergang zu Mutfert.

An zu gudder Lescht geet et em d'Ëmgestaltung vun enger wichteger öffentlecher Plaz, déi aktuell leider haaptsächlech als Auto- a Busparking ame- nagéiert ass, der Plaz ronderëm d'Gëlle Fra.

Et geet deemno em weider Milliouneninvestitiounen an d'Zukunft vun eisem Land, em Investitioune fir modern staatlech Servicer an adequat Strukturen zum Wuel vun all den Awunner, inklusiv deene schwächsten, genee wéi och fir d'Frontalieren, d'Vi- siteuren an d'Touristen; Investitioune fir eng besser Mobilitéit duerch méi Multimodalitéit, Verkéiersbe- rouegung, e séchere Verkéiersfloss a geziilten In- vestissementer an d'Velospisteninfrastruktur; ge- nee wéi och fir e reduzierten Energieverbrauch an eng besser Klimabilanz vun de staatleche Gebaier.

Deemno alles Projeten, déi eng sénnvoll Weiderent- wécklung vun eisen öffentlechen Infrastrukturen duerstellen an déi zu engem gudder Fonctionne-

ment vum Staat a vum Land an zur Liewensqualitéit vun alle Biergerinnen a Bierger wäerte bäidroen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, genee wéi déi lescht Jore wäert ech lech dës 26 Projekte mëndlech just a gekierzter Form virstellen. Déi weider Detailer konnt Der a mengem schrëftleche Rapport an doriwwer eraus an de Presentationsdokument vum de Verwaltungen noliesen.

Ech fänken u mat de 16 Projekte vu Bâtiments publics, an der selwechter Reiefolleg, wéi se am schrëftleche Rapport opgefouert sinn.

Déi éischt Projeten (veuillez lire: éischt 8 Projeten) dovunner ginn iwwert de Fonds d'investissements publics administratifs financéiert, 3 weider Projeten iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires, den 12. an den 13. Projet iwwert de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux an déi 3 lescht iwwert de Fonds d'entretien et de rénovation.

Beim éischte Projet geet et ëm d'Renovatioun vum Gebai, wou d'Administratioun vum Kadaster an der Topografie dran ass, an der Avenue Gaston Diderich an der Stad. Hei soll eng Mise en conformité gesech, eng Sanéierung vum Gebai souwéi en Assainissement énergétique vun der aler Villa Leclerc an hiren Extensiounen. D'Annexe sollen ewechkommen, déi de Moment och net wierklech zu dësem historesche Gebai passen, an dat neit administratiivt Gebai soll gebaut ginn. D'Iddi ass, datt de Kadaster komplett regroupéiert vun deem heite Site aus schaffe kann an net méi op verschidde Plaze verdeelt soll sinn.

Den zweete Projet ass zu Réiden. Hei geet et ëm den Terrain, wou de Service technique vun der Gemeng war, vis-à-vis vum Lycée. D'Konstruktioun vun engem neie funktionellen an operationellen Administratiionsgebai soll et erméiglechen, direkt e puer öffentlech Verwaltungen a Servicer lokal ze regroupéieren, nämlech den SNJ, de Steierbüro, d'Ponts et chaussées, d'regional Schouldirektioun an den Office national de l'enfance. Virun allem wäert et awer och dem Policekommissariat en Dräieroulement erméiglechen, fir datt en effikasse Police-déngscht an dëser Regioun garantéiert ka ginn.

Beim drëtten Projet geet et ëm den aktuelle Centre douanier, deen de Moment zu Gaasperech/Houwald ass. Duerch den Développement vum Site „Midfield“, mee och weinst de Stroosseninfrastrukturen a well mer hei an der Entwécklung vun engem Quartier urbain sinn, ass et evident, datt d'Gebai vun der Administration des douanes et accises delocaliséiert muss ginn. Allerdéngs muss nach gekuckt ginn, wou deen neie Centre douanier definitiv implantéiert soll ginn.

Beim nächste Projet geet et ëm en neit Policegebai zu Miersch, dat e Regruppement vun de momentan verspreete Policelokalitéiten zu Miersch soll erlaben. Déi aktuell Lokalitéiten entsprechen och net méi den Ufuerderungen un e moderne Policeservice a bidden net genuch Capacitéit. Och hei gëtt e Fonctionnement mat dräifachem Roulement viséiert. Op der Mierscher Gare, Rue Agrocenter, sinn zwee Loten disponibel. An hei muss nach gekuckt ginn, wéi ee Lot am beschten adaptéiert ass.

Beim fënnefte Projet komme mer zréck an d'Stad an d'Avenue Emile Reuter, bei de „Royal Arsenal“, do wou de Ministère de la Famille dra war a wuer a priori och de Ministère de la Famille nees zréckkënn. Den Ament ass d'Gebai also eidel. Et ass vun 1992 an hei musse Renovatiionsaarbechte gemaach ginn, eng Mise en conformité souwéi en Assainissement énergétique. En vue sinn 12.800 m² fir e Volume vu 40.750 m³ mat Büroen, Reuniounssäll, sozialen an technesche Raimlechkeeten, Archive souwéi engem Parking.

Am sechste Projet geet et ëm déi zwee Gebaier, wou soss de Laboratoire national de santé dra war an elo de Service des sites et monuments respektiv den zukünftigen INPA drakomme sollen. Dat eent Gebai staamt aus dem fréien 20. Joerhonnert an dat anert aus den 1950er-Joren. Als kuerz Explikatioun: Mam neie Gesetz iwwert de Patrimoine culturel, wou d'Aarbechten an der Kulturkommissioun bal finaliséiert sinn, wäert an noer Zukunft aus dem Service des sites et monuments den Institut national du patrimoine architectural ginn. Dëst neit Institut soll weider an nei Missiounen kréien, wat mat sech bréngt, datt d'Unzuel vum Personal weider wäert an d'Luucht goen an déi aktuell Lokalitéiten de Besoinen net méi entsprechen. Déi zwee Gebaier ginn och renovéiert: Eng Mise en conformité gëtt gemaach souwéi en Assainissement énergétique.

Beim siwente Projet si mer zu Dräibuer. Hei ass d'Unisec implantéiert. Dëse Projet gesäit eng Konstruktioun vun enger weiderer Struktur an der Géigend vun der Unisec vir. Hei handelt et sech ëm eng Projetsännerung. Ufanks sollt de Projet vum Educatiounsministère, deen lech scho presentéiert gouf, hei realiséiert ginn. Mëttlerweil ass dës Site awer fir de Justizministère virgesinn, fir hei noutwendeg complementaire Infrastrukturen an der Unisec ze realiséieren.

Den aachte Projet ass nees an der Stad: d'Place de la Constitution, bei der Gëlle Fra also. Hei war e Concours lancéiert ginn, dee leider duerch de Covid e bëssen hannendra gerode war. Mëttlerweil ass en awer ofgeschloss. Prinzipiell geet et drëms, dës flott Plaz méi foussgängergerecht a méi interessant ze gestalten. Bei dëser historesch wichtiger Plaz, déi en plus nach vum Site hier fantastesch läit an eng onbeschreiblech schéi Panoramavue bitt, ass virgesinn, fort vun der Notzung als Autoparking ze kommen. Mëttlerweil gëtt et do jo schonn en Autos- respektiv e Parkverbuert, wann - ganz aktuell - de Chrëschtmaart zum Beispill ass oder de Baurenhaff an der Stad oder soss Projeten do stattfannen. Och gëtt driwwer diskutéiert, fir eng Liaison tëscht der Uewerstad an dem Péitrusdall per Lift ze schafen.

Den néngte Projet, an den éischte Projet, deen iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires financéiert gëtt, befénnt sech um Campus Geesseknäppchen. Hei soll eng nei Struktur fir eng École européenne agréée hikommen, an zwar fir de Cycle inférieur mat Plaz fir 19 Schouklasse an 20 Schüler, insgesamt fir 380 Schüler a Schülerinnen also. Dës nei Konstruktioun gëtt am nordöstlechen Deel vum Campus Geesseknäppchen, direkt nieft dem Conservatoire geplangt a soll doduerch och Synergië mam Conservatoire vun der Stad Lëtzebuerg, zum Beispill fir Solfègekursen, erlaben.

Beim zéngte Projet geet et ëm den ECG, deen sech jo och um Campus Geesseknäppchen befénnt a wou d'Lokalitéiten net méi dem aktuelle Besoin vum Lycée entsprechen. Den ECG huet nei Missiounen a weider Formatiounen ginn hei offéiert, wéi zum Beispill e Bachelor an der Kontabilitéit a Fiskalitéit. Den Ament huet de Lycée eng Capacitéit vu 508 Schüler a Schülerinnen, mee e brauch an Zukunft genuch Plaz, fir 1.192 Schülerinnen a Schüler plus zousätzlech Personal ze accueilléieren. Duerfir gesäit dës Projet vir, dem ECG um Kierchbiereg - um Site vun alen IST - en neit Doheem ze schafen, esou datt den ECG an d'Uni um nämmlechte Site implantéiert wäeren.

Beim nächste Projet si mer nach eemol um Campus Geesseknäppchen. Dëse komplette Campus erstreckt sech op 25 Hektar, dovunner sinn der 18, déi dem Staat gehéieren. Wäinst der enormer Gréisst vum Campus ass de Plan directeur an dräi Phasen opgedeelt. Haut geet et ëm d'Phas 2. Dat ass am Fong d'Partie Est vum Campus. Hei sollen déi verschidden Infrastrukturen, déi sech an deem Deel situéieren, ënnerierdesch wéi och iwwerierdesch renovéiert ginn. Déi zwou Busgaré solle méi un d'Peripherie vum Site geluecht ginn an ëstlech soll en neit Gebai hikommen, wat och d'Haaptentrée vum Campus duerstelle soll.

Mam zwielefte Projet komme mer da bei den éischte vun zwee Projeten, déi iwwert de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux financéiert ginn. Deen éischte Projet gesäit eng Structure d'hébergement d'urgence fir Refugiéen, déi zu Lëtzebuerg eng Asyldeemande gemaach hunn, op 3,6 Hektar an der Géigend vum Findel beim Rond-point Iergäertche vir, mat als Haaptzil, d'SHUK, d'Struktur an der Luxexpo, à terme kënnen komplett ze ersetzen. Ënner anerem ass eng Structure durable semi-ouverte mat enger Capacitéit vun 200 Leit geplangt, fir d'SHUK, wéi gesot, ze ersetzen, genee wéi och eng Maison retour semi-ouverte mat enger Capacitéit vun 250 Leit, eng Structure à sécurité renforcée mat enger Capacitéit vu 35 Leit, sechs Klassen, dann nach Structure-commune fir Aktivitéiten, fir Services médicaux a Services psychosociaux, da Salles de jeux a Sportsinfrastrukture souwéi administrativ Servicer.

Beim zweete Projet vun dësem Fong, an dem 13. Projet am Ganzen, geet et ëm eng Structure fermée fir Refugiéen mat Besoins spécifiques, deenen hir Asyldeemande ofgeleent gouf, déi nieft dem Centre de rétention um Findel implantéiert soll ginn. D'Struktur gesäit vir, alengstoend Fraen ze accueilléieren, Famille mat Kanner, Persounen à mobilité réduite, Mineuren, déi aleng sinn, all aner Mënsche mat engem spezielle Besoin souwéi schwanger Fraen, eeler oder krank Leit.

Beim 14. Projet, an dem éischte vun dräi Projeten, déi iwwert de Fonds d'entretien et de rénovation financéiert ginn, geet et ëm de Centre Ulysse zu Bouneweg. Dëst Gebai gëtt vu Caritas accueilt et solidarité als Structure d'accueil d'urgence de nuit fir Obdachloser geréiert. Scho säit iwwer 20 Joer hu Persounen sans domicile fixe hei eng Iwweruechtungsméiglechkeet. Allerdéngs huet sech a leschter Zäit ëmmer méi erausgestallt, datt d'Openthalter à court terme erfoginn, mee datt d'Leit sech ëmmer méi laang do installéieren.

Déi national Strategie géint de Sans-abrisme huet sech adaptéiert an d'Konzept „Housing First“ huet sech entwéckelt, fir dem Besoin um Terrain engtënzekommen. Et geet also drëms, fir dëst Gebai ëmzestrukturéieren, y compris ze renovéieren, fir aus dëser Struktur e Logement privatif de longue durée ze maachen. De Programm gesäit ënner anerem vir, 10 Duebelzëmmeren, 16 Einzelzëmmeren, 3 Zëmmerer fir Persounen à mobilité réduite, Openthaltsraim, administrativ Büroen, e Cabinet médical,

en Espace sanitaire an nach weider Raimlechkeeten anzerichten.

De 15. Projet ass méi en technesche Projet. Hei geet et ëm de Parking Clairefontaine an der Stad, deen 1988 gebaut gouf an deemno schonn 33 Joer um Bockel huet. Hei musse virun allem technesch Installatiounen, Sëcherheitsinstallatiounen an deelweis och Renforcementer vun der Statik ënnerholl ginn. Och wäert d'Entrée reamenagéiert ginn an d'Unzuel u Parkplaze fir Elektroautoe wäert drastesch an d'Luucht goen souwéi och u Park- an Opluedméiglechkeete fir de Vélo. 193 Parkplaze sinn am Ganze geplangt, vun deenen der 60 fir Elektroautoe virgesi sinn an 48 Emplacementer fir de Vélo.

Beim leschte Projet vun Bâtiments publics geet et ëm de Centre pour le développement des compétences relatives à la vue zu Bartreng. D'Lokalitéit sinn hei net méi un déi aktuell Besoinen adaptéiert, soudatt eng komplett Renovéierung vun Gebai néideg ass. Verschidde Säll a Büroe fir Diagnostic, Conseil a Suivi si virgesi souwéi Raim fir de Service psychologie an d'Reeducatioun, Reuniounssäll, Büroe fir d'Sekretariat vun der Direktioun, Plaz fir de Service technique, de Service informatique souwéi Konferenzsäll.

Da fueren ech weider mat siwe Projekte vum Fonds des routes. Beim éischte Projet vun de Ponts et Chaussées, de 17. Projet also an der Lëscht, geet et ëm d'Vélospasserell op der Beetebuenger Gare. Den nationale Vélospistereseau gëtt komplett ronderëm d'Beetebuenger Gare densifiéiert an d'Gare gëtt un d'PC6 an d'PC8 ugebonnen. An da komme jo och nach d'PC37 an de Véloexpresswee derbäi.

D'Beetebuenger Gare wäert e wichtegt Dréikräiz fir Cycliste ginn. Am Kader vum Reamenagement vun der Beetebuenger Gare kënn also mat dësem Projet eng multifunktional Passerell derbäi, fir d'national Vélospist PC6 geséichert iwwert d'Gleiser ze féieren. Et gëtt e Kofinanzement vum Fonds des routes, wat d'Vélospisten ubelaangt, d'Gemeng Beetebuerg ass och mat engem klengen Deel bedeelegt an déi gréisst Part kënn vun de CFL.

Beim 18. Projet an der Lëscht geet et ëm eng multimodal Liaison tëscht dem Kuebeberg a Laangfur. Et geet drëms, eng performant Accessibilitéit tëscht dësen zukünftige Quartieren ze garantéieren. Dëse multimodale Korridor soll eng aktiv Mobilitéit souwéi e Passage fir den öffentlechen Transport erméiglechen, voire den Tram mat der zukünftiger Linn K2, an esou dës zukünftige urban Quartiere mam Kierchberg an deem sengen Transportinfrastrukture verbannen.

Als kleng Sidenote kann een hei nach erwänen, datt dës Bréck iwwer eng Natura-2000-Zon geet, hei am Virfeld awer och scho Studie gemaach gi sinn, déi awer mëttlerweil ofgeschloss sinn, an datt dem Bau vun dëser Liaison eigentlech näischt méi am Wee steet.

Da komme mer zum 19. Projet, dem Reamenagement vun der Traversée um Briddel, der Entlaaschtung vun der N12. Dës Traversée ass bekannt fir hiren héijen Trafick, virun allem an de Spëtzezeiten, an eng sécher a komfortabel Méiglechkeet fir d'Mobilitéit douce ass hei inexistente. D'nämmlechte ass d'Qualitéit de vie ronderëm dës Strooss staark duerch de motoriséierten Trafick beanträchtegt. Zesumme mat der Gemeng ass gekuckt ginn, fir hei e gemeinsame Projet ze maachen, soudatt de Saiteraum vun de Stroosse méi foussgängerfrëndlech amenagéiert gëtt an urban méi kohärent. Amenagementer fir Persounen à mobilité réduite si geplangt. Op deene Plazen, wou de Gabarit et hiergëtt, soll eng Bande de stationnement kommen an et solle Beem do geplanz ginn. Verschidde kommunal Stroosse sollen un d'N12 raccordéiert ginn. Eng Busspuer, déi dem Bus Prioritéit gëtt, ass geplangt. An e Raccordement un d'national Vélospist PC1 wier och eng Méiglechkeet.

Deen nächste Projet, den 20., ass e gedeelte Projet: e Volet Schinn an e Volet Strooss. De Kader setzt hei den nationale Programm fir d'Ewechhuele vun de Passages à niveau, also de Schinnenüwergäng. D'Suppressioun vum Iwwergang Nummer 60 op der N2 zu Mutfert, wou aktuell just eng eenzeg Gleisstreck vu Sandweiler aus a Richtung Eiter geet, wäert mat engem Ouvrage d'art realiséiert ginn. An Zukunft soll dann den Zuch iwwert dës Bréck fueren an den Autostrafick genee wéi d'Foussgänger an d'Véloen ënner der Bréck erduerchgefouert ginn. Am Kader vun der Moderniséierung vun dëser Zuchlinn wäert à terme hei en zweet Gleis bäikommen an den Ouvrage d'art muss dat deemno och scho virgesinn.

De Punkt 21 ass eng Suite vum zukünftigen Ausbau vum Tram. Mat der geplangter Ubannung vun der Cloche d'Or an der Arrivée vum séieren Tram aus Richtung Esch ass et sënnavoll, schonn elo méi genee ze analyséieren, awéiwäit d'N4, datt heescht d'Escher Strooss an der Stad, eng méi direkt Verbindung tëscht dem Pôle d'échange Cloche d'Or, dem neien Hollerecher Quartier an dem Pôle d'échange vun der Gare respektiv souguer aner Verbindunge vun dem Pôle d'échange Hollerech an d'Uewerstad kéint erlaben.

De Projet Nummer 22 betrëfft de Reamenagement vun der Nationalstrooss N13 mat separater Integritioun vun der nationaler Vélospist PC6 queesch duerch d'Fréisenger Gemeng, vun Helleng iwwer Fréiseng op Uespelt. D'Haaptzil vun dësem Projet, deen a Kooperatioun mat der Fréisenger Gemeng entsteeft, ass et, de Verkéier ze berouegen, de Stroosseraum méi sécher an attraktiv fir Vélofuerer a Foussgänger ze gestalten an och d'Duerfpasagen nei ze amenagéieren. De Staat iwwerhëlt heibäi de Reamenagement vun der Strooss, de Bau vun der Vélospist, d'Setze vun de Bordüsteng an d'Asphaltéierungsarbeiten. An d'Gemeng ass hirersäits zoustänneg fir de Reamenagement vun den Trottoiren a fir déi betraffe kommunal Infrastrukturen a Leitungen am Buedem.

De leschte Projet vum Fonds des routes betrëfft den Ausbau vun der nationaler Vélospist PC21 am Éislek tëscht Clierf an Elwen. D'PC21, déi momentan vun Eitelbréck aus iwwer Elwen (veuillez lire: iwwer Feelen), Welschent, Buerschent, Kautebaach, Lellge bis bei de Clierfer Lycée geet, ass e wichtegt Verbindungsstück am nationale Vélosreseau. Si soll d'Verbindungen zu de Piste PC7, PC7a, PC15, PC18, PC20, PC21a, PC22, PC25 an och iwwert d'Grenz eraus un d'Belsch Vennbahn garantéieren.

Mam 24. Projet komme mer elo bei déi dräi Projekte vun dësem Joer, déi iwwert de Fonds du rail lafen. A mir kommen och nees zréck op d'Beetebuenger Gare, wou ech jo och schonn de Projet vun der Vélospasserell iwwert d'Gare erwänt hunn. Bei dësem 24. Projet geet et elo ëm de Bau vun enger Foussgängerpasserell, fir en zousätzlechen Accès op d'Quaie vun der Beetebuenger Gare ze erméiglechen. Domadder kréien och d'Personnes à mobilité réduite schonns direkt e besseren Accès mat Lifter, ouni duerfir op d'Ëmsetzung vum Moderniséierungsprojekt vun der ganzer Gare mussen ze waarden.

Dëse Projet war 2018 eng éischte Kéier an den Investitiionsprogramm opgeholl ginn, allerdéngs nach fir e Käschtel ënner 10 Milliounen. Opgrond vu Projetsuppassungen, der Ausschreiwung, der Präisdeierecht am Bau an de Virbereedungsarbeiten, déi schonns Enn 2020 ugefaangen hunn an och scho bal fäerdeg sinn, gëtt de Käschtel punkt elo op 13 Milliounen Euro geschat. De Projet gouf duerfir der Chamber am Kader vun dësem Debat iwwert d'Grands projets virgeluecht.

Beim 25. Projet geet et ëm d'Sanéierungsarbeiten un de Gleiser vun der Zuchstreck Suuffgen-Lëtzebuerg, a méi prezis ëm eng komplett Gleisenerneuerung iwwer 3.000 Meter tëscht Bierchem an der Stad. Dozou gehéiert nieft de Gleiser selwer och d'Erneuerung vun der ganzer Plattform inklusiv Drainage, dem Remplacement vun den ale Schlaken duerch nei Natursteng a vun den ale Holzschwellen duerch Bëtonselementer. Hei ginn d'Käschten op ronn 16,5 Milliounen Euro geschat.

De leschte Projet fir haut betrëfft dann nees de Gleisüwergang Nummer 60 op der N2 zu Mutfert. Mir hu scho beim Punkt 20 gesinn, datt dësen Zuchiwwergang duerch en Ouvrage d'art ersat gëtt, wou den Zuchtrafick soll driwwer gefouert an d'Au-toen, d'Véloen an d'Foussgänger sollen ënnerdrënner erduerchgefouert ginn. D'Käschte fir den Deel vum Fonds du rail goufen an der Kommissioun op 15 Milliounen beziffert.

Souvill zu de 26 Projekte vun der Grands-projets-Lëscht fir d'Sessioun 2021/2022. D'Kommissiounsmemberen hunn an der Sëtzung vum 28. Oktober hiren Aval zum virleiende Rapport ginn a proposéieren och der Plenièr, der Regierung d'Zoustëmmung zum weideren Ausschaffe vun dëse 26 Projeten ze ginn.

An deem Sënn iwwerreechen ech lech, Här President, déi üblech Motioun, mat där d'Chamber hir Zoustëmmung zu dëse Projekte ka ginn. Wannechgelift.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci.

Motion 1

« Grands projets d'infrastructure réalisés par l'État »

La Chambre des Députés,

vu, d'une part,

- la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure ;

- vu la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics ;

vu, d'autre part,

- l'avis de la Cour des comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001 ;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 adoptée suite à la présentation de l'avis précité ;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre ;

vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « Grands projets d'infrastructure Travaux publics » du 23 octobre 2008 ;

considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002 ;

vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros ;

vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD), présentée lors de la réunion du 7 octobre 2021 de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics ;

considérant que, suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, la Commission de la Mobilité et des Travaux publics a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée ;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2022 afin de garantir les objectifs suivants :

A. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs :

- Rénovation du bâtiment de l'Administration du cadastre et de la topographie, Luxembourg-Belair (1)
- Nouveau bâtiment de Police et administratif, Rédange (2)
- Nouveau Centre douanier, P&R Sud (3)
- Nouveau bâtiment de Police, Mersch (4)
- Rénovation du bâtiment Royal Arsenal, Luxembourg (5)
- Réaménagement de l'ancien Laboratoire national de santé pour le Service des sites et monuments nationaux, Luxembourg (6)

• Nouvelle infrastructure de placement pour mineurs, Dreibern (7)

• Réaménagement de la Place de la Constitution, Luxembourg (8)

B. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires :

- École européenne agréée au Campus Geesseknäppchen, Luxembourg (9)
- Nouvelle construction pour l'École de Commerce et de Gestion, Luxembourg (10)

• Réaménagement du Campus Geesseknäppchen - Phase 2, Luxembourg (11)

C. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux :

- Structure d'hébergement d'urgence pour DPI, Iergäertchen (12)
- Structure fermée pour personnes déboutées à besoins spécifiques, Findel (13)

D. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'entretien et de rénovation :

- Réaménagement du Centre Ulysse, Luxembourg (14)
- Parking Clairefontaine, Luxembourg (15)

• Rénovation du Centre pour le développement des compétences relatives à la vue, Bertrange (16)

E. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds des routes :

- Passerelle cyclable enjambant la Gare de Bettembourg (17)

• Pont sur le Märtesgronn pour couloir multimodal entre Langfur et Kuebebieng, Luxembourg-Kirchberg (18)

• Réaménagement de la traversée de Bridel (apaisement N12) (19)

• Suppression du passage à niveau PN60, Moutfort (20)

• Réaménagement de la route d'Esch (N4) dans le cadre du prolongement de la ligne de tramway Holle-rich/Stadion, Luxembourg (21)

• Réaménagement de la N13 et de la PC6 entre Hel-lange, Frisange et Aspelt (22)

• Construction de la PC21 Clervaux-Cinqfontaines-Troisvierges (23)

F. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail :

• Gare de Bettembourg : Passerelle piétonne avec accès aux quais (24)

• Ligne Zoufftgen-Luxembourg : Renouvellement de l'assainissement, de la plateforme et de la voie courante entre les P.K. 10,400 et 13,400 (25)

• Ligne Luxembourg-Wasserbillig : suppression du passage à niveau PN60 (26)

(s.) Chantal Gary, Jeff Engelen, Marc Goergen, Cécile Hemmen, Aly Kaes, Claude Lamberty.

■ **Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice.** - Dès Motioun ass vu sechs Fraktiounen a politesche Sensibilitäten heibannen ënnerschriww ginn a fuerdert d'Regierung op, déi néideg Planungs-schritt ze lancieren, fir datt déi ernimmt Projekte kënnen ëmgasat ginn.

Ech ginn elo net op den Detail vun dëser Motioun an. Bis op d'Lëscht vun de Projeten ass et déi nämmleche Motioun, déi all Joer hei erëmkënn.

Ech wëll zum Schluss awer och dervu profitieren, fir alle bedeelegte Beamten an den Administratione vu Bâtiments publics, vun de Ponts et chaussées a vun de CFL e grouse Merci fir d'Preparation a virun allem d'Presentation vun de Projeten an eiser Kommissioun ze soen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat schléissen ech mäi Rapport of an ech ginn och direkt den Accord vun der grénger Fraktioun fir d'Motioun. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och der Madamm Rapportrice.

An den éischte Riedner ass den Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ **M. Aly Kaes (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech emol der honorabeler Madamm Chantal Gary villmools Merci soe fir deen exzellente schréffleche Rapport an deen engagéierte mëndleche Rapport. Deem ass effektiv direkt näischt bäizefügen.

D'Madamm Gary huet scho gesot, datt sämtlech Fraktiounen dat hei ënnerstëtzen ...

(Interruption)

... mat Ausnam vun enger - wollt ech grad soen -, mat Ausnam vun enger ënnerstëtze sämtlech Fraktiounen dat.

Ech wëll da ganz kloer soen, datt selbstverständlech d'Fraktioun vun der CSV dat ënnerstëtzt. An ech wëll och net verpassen, fir der Regierung, jo, ze felicitieren fir all déi wichteg a gutt Projeten, déi hei virgesi sinn. Et sinn der 26, d'Madamm Gary huet et gesot. Ech wäert elo net nach eng kéier déi 26 Projeten am Detail analysieren. Ech wëll trotzdem eng Rei Iwwerleeunge maache respektiv eng Rei Froen zu eenzelne Projekte stellen. Dat sollen awer selbstverständlech konstruktiv Froen sinn.

Fir d'éischt wëll ech emol soen, datt ech am Numm vu menger Fraktioun et extreem wichteg a richtig fannen, datt sougutt zu Miersch wéi zu Réiden eng adequat Police-Infrastruktur realiséiert gëtt, wou et fir d'Police méiglech ass, an deene Regionnen optimal ze schaffen. Ech mengen, dat muss ee ganz kloer soen.

Doriwwer eraus ass et jo och nach esou, datt zu Réide gläich fënnef aner Strukturen, Verwaltungen, en Ënnerdaach kréien, dat heescht, dat gëtt also e Gebai, wou insgesamt sechs verschidde Beräicher dra behandelt ginn.

Ech wëll da ganz kloer soen, datt, wa mer eng nei Infrastruktur an och en neien Terrain siche fir d'Douane, well einfach d'Douane aneren Iwwerleeunge muss wäichen an do, wann ech dat richtig verstanen hunn, nach keen definitiven aneren Terrain do ass, da muss ee sech d'Fro stellen, ob dat net dee gudd Moment wier - och weider am Beräich vun deenen Iddien an deem, wat jo schonn ëmgasat ginn ass, datt verschidde Verwaltungen dezentraliséiert ginn, Här Minister -, fir datt och hei vläicht un eng Dezentralisation vun der gesamter Douane géif geduecht ginn, datt zum Beispill am Osten oder am Norden en idealen Terrain fonnt kéint ginn, fir dann déi Verwaltung opzehuelen. Ech wier frou, wann Der e puer Wiederer zu esou enger Iwwerleeung kéint hei verlieren.

Da wollt ech ganz kloer soen, datt et eng ganz gutt Saach ass, datt de fréiere Laboratoire national de santé och ëmgebaut gëtt, datt do Sites et monuments nei adequat Infrastrukture kréien. Bon, et

sinn eng honnert Aarbechtsplazen oder honnert Plaze virgesinn, déi a sech kënnen an deem neie Gebai beluecht ginn. Ech hoffe just - ech muss dat hei soen, an déi, déi gemengt sinn, déi wëssen dat -, ech hoffen, datt dat fir deen een oder deen aneren, an ech wëll elo hei net déi Verwaltung an net de Service des sites et monuments kritisieren, mee ech wëll eenzelne Leit soen, datt dat dann hoffentlich wäert derzou féieren, datt se erëm e bësse méi Motivatioun géifen un den Dag leeën a vläicht eng Rei Saachen domadder méi schnell kéinte viruedriwwen ginn.

Dat gesot, wollt ech awer och eppes zu Dräibuer soen. Dräibuer, do ass et jo esou, datt elo eng weider Dependenz realiséiert gëtt. Do war jo eppes virgesinn, dat heescht, fir Infrastrukturen am Kader vum Placement vun der Jugend ze realisieren, déi ënner de Ministère de l'Éducation et de la Jeunesse falen. Dat ass fale gelooss ginn, an et ass elo e Projet, dee wéi gesot ënner d'Justiz fällt. Och dat ass richtig. Wichtig ass awer, datt een op där anerer Säit net vergësst, datt wierklech an deem Land hei eng ganz Rei Defiziter besti fir Jugendlecher, déi vu Geriichts weegen aus der Famill erausgeholl ginn, well ganz einfach déi Famillje Problemer duerstellen, wat fir enger Aart och ëmmer. Ech mengen, et geet net drëm, hei am Detail dorop anzegoen, mee mir wësse ganz kloer, datt do Defiziter sinn.

Ech weess, vu wat ech do schwätzen. Et gëtt de Moment esou eng Infrastruktur a menger Gemeng realiséiert. An ech weess ganz kloer, datt nach eng ganz Rei esou Infrastrukture missten zousätzlech realiséiert ginn. An duerfir sollen, an dat ass jo virgesinn, Projeten op anere Plazen am Land realiséiert ginn. Et soll op jidde Fall net vergiess ginn, well et ass ganz, ganz wichteg, datt mer och eppes fir déi Jugendlecher maachen, wa mer se gären zurzäit opfänken a se konstruktiv an dat dach komplizéiert Liewen entloossen.

Da wollt ech soen: De Centre Ulysse ass natierlech e ganz wichtige Projet. Och déi Leit hunn d'Recht, mënschwerdegegennerdaach ze kommen. An och dat kënnen mir als Fraktioun nëmmen ënnerstëtzen. Iwwerhaupt, all déi sozial Projeten, och déi ganz DPI-Saach, déi hei ausféierlech opgefouert ginn ass, op déi ech net nach méi am Detail wëll agoen, och do ass et ganz wichteg, datt mer déi néideg Infrastrukturen hunn, fir datt déi Leit fir déi Zäit, déi se hei an dem Land sinn, och ganz kloer adequat ënnerdaach kommen.

Da wollt ech awer vläicht eppes soen zum Briddel ganz speziell. Ben, Dir gesitt, datt ech net nëmmen Dossiere kucken, déi méi no Norde sinn. Mee et sinn der ganz vill aus dem Norden, déi grad iwwert de Briddel an d'Stad fueren, a fir déi Leit - an ech si jorelaang selwer dohinner gefuer, ech fuere mëttlerweil doduerch, datt eng Autobunn besteet, en anere Wee - ass et wierklech eng Corvée, wann déi dat moies oder zu Spëtzenzäiten, net nëmmen moies, mee zu Spëtzenzäiten, müssen iwwer sech ergoe loossen. A wa mer kënnen do eng besser Situatioun schaffen, mengen ech, dann ass dat absolutt richtig a wichteg.

Da wollt ech awer och nach eng kéier op de Projet vun der Place de la Constitution kommen. Jo, et ass eng wonnerschéi Plaz, déi et derwäert ass - fir d'Leit aus der Stad, fir den Tourismus, jee, generell fir eis alleguerten -, se esou schéi wéi méiglech ze gestalten. Et ass och esou, datt a sech jo duerfir e Concours ausgeschriwwen ginn ass. Mee dee Concours war effektiv net fäerdeg, wéi mer an der Kommissioun iwwert déi ganz Projeten diskutéiert hunn, an duerfir gëtt et awer och dozou eng ganz Rei Froen.

Se soll méi un d'Mobilité douce ugebonnen ginn. Do ass eng Fro: Wéi gesäit dat aus? Déi zweet Saach ass de Boulevard Franklin Roosevelt: Kënnen duerno nach Autoen do zirkulieren? Oder gëtt dat eventuell effektiv direkt esou un d'Foussgängerzonen ugebonnen, datt do d'Zirkulation vun Autoen net méi oder schwierig oder just nach ganz beschränkt méiglech ass?

Da muss ee ganz kloer soen, datt et eng gutt Saach ass, datt do op der Plaz selwer op jidde Fall kee Stationnement méi ass, an datt et och eng gutt Saach ass, datt e Lift realiséiert gëtt, mat deem een erof an de Péitrusdall ka fueren. Weider muss ee ganz kloer soen, datt et ganz wichteg a ganz kloer ass, datt mer a sech fir eng Plaz, déi d'Plaz vum Souvenir ass, dat heescht, déi un déi méi batter Zäiten erënnert, déi Lëtzebuerg matgemaach huet, datt mer fir déi alles sollen drusetzen, fir se wierklech beschtméiglech an där Hisiicht ze gestalten. Duerfir wier ech awer frou, wann ech, oder wa mir eng Äntwert géife kréien, wou dee Concours drun ass an ob do d'Leit nach matagebonne ginn, fir vläicht ze kucken - do hunn der jo méi matgemaach -, wien dann do de schéinsten oder de beléiftsten, soe mer mol esou, de beléiftste Projet presentéiert huet. Och do wier ech frou, Här Minister, wann Der kéint dorop äntwerten.

An dee leschte Projet, op deen ech wëll agoen - wéi kéint et awer do anescht sinn? -, ass e Projet aus

dem Norden, ganz uewen aus dem Norden, an do geet et ëm déi Vëlospist tëschent Clierf an Ëlwen. Also keng Diskussioun, mir si frou, d'Ënnerstëtzung ze ginn duerfir.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Oder mir ginn och déi Ënnerstëtzung zu all de Vëlosweeër, déi nëmmen kënnen realiséiert ginn. Ben, et ass vun der Madamm Gary hei gesot ginn, dat geet vun Ettelbréck - an ech fänken elo net nach eng kéier un, se all opzezielen - iwwer Kautebaach bis op Clierf, an da vu Clierf soll et eeben op Ëlwe goen. Wat och, mengen ech, ganz wichteg ass, dat ass, datt et en Uschloss un e ganz flotten Eck an der Belsch gëtt, deen ech relativ gutt kennen, duerfir kann ech dat och roueg soen: Dat ass déi ganz Venn-Bunn, wat e ganz flotten Eck ass. Alles dat ass ganz gutt.

Schued ass just, datt mer awer e Stéck vun där Vëlospist dann herno laanscht d'Eisebunn hunn, wou a sech deen Terrain reservéiert war, fir eng Zweegleisegkeet vun der Eisebunn ze realisieren, an datt mer déi Zweegleisegkeet awer doduerch riskéiere wäit zréckstellen, wa se dann iwwerhaupt nach an der Zukunft méiglech ass. Dat ass awer och schued! Wa mer wëllen an den öffentlichen Transport investieren, da gehéiert ganz einfach och eng wäitméiglechste Zweegleisegkeet vun der Nordstreck dozou. An duerfir wier et awer gutt, wa mer nach eng kéier kéinten doriwuer nodenken. Hei ass jo a sech d'Basis, fir iwwerhaupt Projeten ze developpieren, dat heescht, et ass nach ëmmer net ze spéit, fir driwwer nozedenken, ob mer net definitiv en anere Wee fanne wéi laanscht d'Schinne mam Vëlo. Dat wier eng ganz, ganz gutt Saach.

Dat gesot, mengen ech, hunn ech elo laang genuch geschwat. An ech géif da Merci soen, datt Der mer esou laang nogelauschert hutt, an natierlech den Accord vu menger Fraktioun ginn zu deene 26 entspreche Projeten. Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kaes. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Claude Lamberty (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, trotz sanitärer Kris net bei wichtige Projeten ze spueren, mee weider an d'Zukunft vum Land ze investieren, dat war der DP hir Astellung vun Ufank un an dëser Pandemie. Och wann d'Kris viles an eisem dagdeegleche Liewen op d'Kopp geheit huet, muss mer eis Efforten, d'Land ze modernisieren, awer konsequent virufieren. Dat huet virun anerhallwem Joer gegollt, dat géllt och haut. An ech hunn och d'Gefill, dass dat nach eng ganz Zäitchen esou wäert gellen.

Déi lescht Méint, déi waren net einfach, net fir d'Leit, net fir d'Betriben, an och op eis Staatsfinanzen hat d'Pandemie natierlech en Impakt. Mee trotzdem dierfe mir dowéinst elo net op falsche Plaze spueren, well dat géif op Käschte vun den nächste Generationen goen.

Noutwendeg Investitioune mussen weider gemaach ginn. Lëtzebuerg muss weider op d'Erausfuerrung vun haut a vu muer preparéiert ginn. Alles anescht wär kontraproduktiv. Wa mer dat nämlech haut net maachen, da verlieren mer déi Zäit muer duebel an dräifach. An da gëtt et eis eng vill, vill méi deier, wéi et eis haut kascht. All Euro, dee mir haut a muer an eis Infrastrukture kënnen stiechen, ass e Stéck Liewensqualität méi fir muer a fir iwwermuer. An d'Land steet nach ëmmer viru ganz groussen Erausfuerrungen.

Eng effikass a komfortabel Mobilitéit ass a bleift en Haaptuleies vun de Leit, grad och am Zesammenhang mam Klimawandel, wou d'Urgence ëmmer weider zouhëlt.

E soziaalt Netz, dat kee fale léisst, egal a wéi eng Situatioun een am Liewe geréit, dat setzt virus, dass de Staat sech och déi néideg Moyene gëtt, fir de Leit ze hëllefen, erëm op d'Been ze kommen. A fir eis als DP ass et immens wichteg, eise Kanner eng qualitativ Ausbildung ze ginn, déi hire Besoinen entsprécht, fir hinnen déi beschtméiglech Zukunftschancen ze garantieren. Dofir brauche mer gutt an och modern öffentliche Infrastrukturen. Mir brauche Strukturen, déi un d'Besoinen net just vun haut, mee och scho vu muer an iwwermuer ugepasst sinn.

Et géllt, zukünfteg Tendenzen an Entwécklungen ze anticipieren. Nëmmen esou kënnen mer sécherstellen, dass et sech zu Lëtzebuerg och an Zukunft gutt liewe léisst an dass mer och an Zukunft en dynamesch, modernt an attraktiv Land sinn a bleiwen.

Agieren am plaz ze reagieren, elo d'Jalone setzen, fir net duerno der Realitéit müssen nozelafen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Claude Lamberty (DP).** - Dës Regierung brauch sech op alle Fall net de Virworf gefalen ze loosse, si géif dat net maachen! Dat gesi mer ëmmer erëm bei dësen Debatten, wou mer all Joer iwwer eng ganz Panoplie vu Projeten diskutieren, sief dat an

der Mobilität, an der Bildung, am soziale Bereich, bei der Police an nach bei villem méi.

Tatsächlich ass net méi spéit wéi haut e weidere Projet um Ordre du jour, wou d'Regierung an de sozialen Tissu, an d'Solidaritéit an an d'Chancgläichheit investéiert. Ech mengen domat natierlech d'Extensioon vun den Ateliers protégés vun der Fondatioun Kräizbiere. Dass mer dat zu Lëtzebuerg kënnen maachen, esou an eis Gesellschaft ze investéieren, dat ass net selbstverständlech. Et ass d'Resultat vun enger responsabeller Finanzpolitik, an dat schonn iwwer Joren, esou dass et déi Margen och gëtt, fir kënnen dës Investissementer ze maachen. Et ass d'Resultat vun enger Gestioon, duerch déi mer bis elo - a mir hoffen, et bleift esou - besser wéi vill aner Länner duerch dës Kris komm sinn an déi eis et erméiglecht, eis Politik vun der Moderniséierung weiderzeféieren.

Et ass e politesche Choix, geziilt an d'Zukunft ze investéieren, net mat der Strenz, mee do, wou et néideg ass, fir d'Land fit ze maache fir déi nächst Joren a Joerzénkten.

Här President, d'Mobilitéit ass och 2021 eng vun de gréissten Erausforderungen hei am Land. Den Télétravail ass duerch de Corona mëttlerweil vill méi verbreet wéi virduen, an dat ass och gutt esou. Als DP wëlle mer dese Modell an Zukunft weider stärken, zesumme mat enger genereller Dezentraliséierung, déi Wunnen a Schaffen erëm nees méi no beie-nee ka bréngen, Stéchwuert Liewensqualität.

Mee dat ass just déi eng Säit vun der Medail. Den Homeoffice ass e wichteg Stéck vun Puzzle, mee nach laang net d'Allheilmittel, fir eis Problemer an deem Beräich all ze léisen. Dat ass jo och guer net den Usproch. Mobilitéit ass e Grondbedierfnes an enger moderner Gesellschaft. Esou séier wéi méiglech, esou einfach et geet, a virun allem, esou klimafreundlech, wéi mer kënnen, vun A op B ze kommen, ass hautdesdaags onverzichtbar fir jiddwer Einzelnen a fir d'Gesellschaft insgesamt.

An do hu mir weiderhin Nohuelbedarf. Mir gesinn dat alleguerten nees all Moien am Berufsverkéier un de laange Stauen. Mir sinn do längst nees op engem Prependamieniveau ukomm. E Retard am Beräich vun Infrastrukturen opzehuelen ass alles anescht wéi einfach a scho guer net schnell ëmsetzen, trotz de ganz, ganz groussen Efforten, déi dës Regierung an de leschte Jore scho gemaach huet. D'Investitiounen an d'Schinn, an déi duuss Mobilitéit, mee och an d'Upassung vun der Stroosseninfrastruktur si konstant héich bliwwen a wäerten et och an Zukunft bleiwen. An dat ass gutt esou!

Huele mer virop déi duuss Mobilitéit. Et ass kee Geheimnis, dass grad hei eng gutt Infrastruktur den A an den O ass, wa mer d'Leit wëlle motivéieren, méi op de Vélo ze klammen. Op engem getrennte Véloswee ze fueren ass natierlech eppes ganz anescht wéi am normale Stroosseverkéier tëscht den Autoen. Dat ass e Paradebeispill dofir, wéi ausschlaggebend d'Infrastruktur ass, fir d'Verhale vun de Leit ze beaflossen. Et gëtt ëmmer nees Leit, déi mengen, mir géife Vélospiste just fir e puer passionéiert Cycliste bauen. Ech soen lech, et ass genee de Géigendeel. D'Offer schafft hir eegen Demande! A wa bis genuch flott a sécher Weeër do sinn, da klammen och méi Leit, nach méi Leit, op de Vélo, vläicht et esouguer déi, déi wierklech bis elo richtig gezéckt hunn.

Um Pabeier hu mer zu Lëtzebuerg e ganz flotten nationale Vélospisteseau, deen iwwer 1.000 Kilometer queesch duerch d'Land geet. Mee d'Theorie ass dat eent, d'Praxis ganz oft dat anert. A bis déi Vélospistekilometeren och an der Realitéit ëmgesat sinn, brauch dat natierlech erëm eppes, wou mer ganz ongedéleg ëmmer heibanne sinn: Zäit!

Ech weess, dass de Ministère do ganz fläisseg dru schafft an dass och den Här Minister genesou ongedéleg ass wéi mir, fir an deem Dossier weider virunzuekommen. Déi verschidde Projeten, wéi de Reamenagement vun der N13 en faveur vun der duusser Mobilitéit, d'Konstruktioun vun enger Vélosbréck zu Beetebuerg oder de Bau vun der PC21 tëscht Clierf an Elwen, kënnen mer an deem Kader hei nëmme begréissen.

Als DP hu mer eis ëmmer fir d'Förderung vun der aktiver Mobilitéit ausgeschwat. An och wann et haut nëmme ëm eenzel Deeler geet, esou muss een dann awer dee ganze Gesamtkontext betruechten. All Schrëtt an déi richteg Richtung ass wichteg. All Projet, dee realiséiert gëtt, dréit zu engem Mentalitéitswessel bäi, bei deem net just op den Auto gesat gëtt, mee d'Multimodalitéit am Vierdergrond steet.

Dese Paradigmewissel, an doriwier si mer frou, ass generell bei de Projete vun Staat feststellen. Kucke mer just d'Verkéiersbauuegung vun der Hauptstrooss um Briddel oder d'Bréck iwwer de Märtessgronn. Hei gëtt vu vieren déi aktiv Mobilitéit konsequent matageplangt an dee ganze Projet an där Hisiicht konzipéiert. Dat kléngt elo fir Verschidder vläicht ganz banal, mee et ass awer en elementar wichtige Punkt.

Ech wëll dat eng kéier soen: Wa mer wëlle fortomme vun enger Mobilitéitsplanung vum leschte

Joerhonnert, déi just eleng op den Auto fokusséiert war, a wa mer e wierkleche Paradigmewissel bei de Leit wëllen hikréien, da geet et net duer, heiansdo eppes fir de Vélo ze maachen, mee da muss dat Ganz gekuckt ginn. Da brauche mer eng global Approche, déi mer konsequent uwenden, mat enger iwwergeuerdener Strategie, no där mer eist Land lues a lues weider ëmmodelléieren. An et ass jo och dat, wat geschitt.

Beim Projet Briddel geet et awer net eleng ëm de Vélo. Et geet virun allem drëm, den Trafick op deser villbefuenerer Streck ze berouegen an domadder d'Liewensqualität vun de Leit, déi do an der Gemeng wunnen a bei deenen dagan, dagauss Dausende Gefierer virun der Hausdier vu verschidde laanschtfueren, ze verbessern.

Den Duerchgangverkéier ass a ganz villen Dierfer am Land eng schwéier Belaaschtung fir d'Nerven, fir d'Liewensqualität an och fir d'Gesondheet vun de Leit. Domat zielen ech heibannen elo kengem eppes Neits. Dofir ass et och wichtig, dass déi verschidde Contournement séier kommen.

Ech huelen elo hei just stellvertriedend d'Beispill - den Här Minister verzeit mer et - vum Contournement Hesper. Den Dossier ass hoffentlech a senger nächster Phas. E kënn hoffentlech geschwënn. Laang Joren ass vill geschwat, vill geplangt, vill diskutéiert ginn. Et gouf och schonn Entrevuen. Den Här Minister hat fir Enn des Joers weider Informatiounen ugekënnegt. Dee Contournement ass einfach wichteg - an e steet stellvertriedend fir vill aner - fir all déi Leit, déi aus dem südlechen Deel an d'Haaptstad erakommen. Vlächtt kann den Här Minister eis haut do nach déi eng oder aner nei Informatioun mat op de Wee ginn, wéi et mam Contournement Hesper steet.

Här President, ech hunn elo scho vill iwwer d'Mobilitéit geschwat. Ier ech op verschidde aner Projeten aginn, wollt ech kuerz eppes zu der Zuchbarriär, oder zu den Zuchbarriäre soen, déi zum Beispill zu Mutfert oder Waasserbëlleg fortgeholl ginn.

Dir kënn lech bestëmmt erënneren, wéi et virun e puer Méint, am Juli, zu engem Tëscheffall op de Gleiser zu Bartreng komm ass, bei deem en Zuch en Auto matewechgeholl huet. Et steet ausser Fro, dass dësen Incident hätt kënnen evitéiert ginn! Mee et weist awer och, dass et trotz - trotz! - alle Sécherheetsmesuren, déi et gëtt, ni eng 100%eg Sécherheet gëtt an dass et ëmmer nees zu Accidenter ka kommen. An an dem Kader vun deem Incident war d'Ausso gefall: „Dee beschte Passage à niveau, ma dat ass deen, deen et net gëtt!“ Dat ënnerschreibe mir voll a ganz an dowéinst si mer frou fir all Barriär, déi ewechgeholl gëtt. An nieft dem Sécherheetsaspekt ass et natierlech och eng Saach vun der Zäit, déi een da ka spueren, wann een net virun enger zouener Barriär muss stoen.

E weidere wichtige Beräich, an deem de Staat investéiert, ass den öffentlechen Déngscht. Wéi all Joer hu mer och hei eng ganz Rei Projeten. Dat geet dës kéier vun neie Policekommissariater zu Réiden a Miersch iwwer den neie Centre douanier bis bei d'Renovéierung vun enger ganzer Partie Gebaier, fir zum Beispill Kadaster, Sites et monuments oder och de Familjeministère.

Lëtzebuerg wiisst, Lëtzebuerg entwéckelt sech, och an der Pandemie. An et ass evident, dass d'Fonction publique mat deser Entwécklung Schritt hale muss. E gudden Déngscht um Bierger ze garantéieren geet net ouni déi néideg Infrastrukturen. Fir d'Demokratesch Partei ass e performanten öffentlechen Déngscht eng vun eisen ieweschte Prioritéiten. An dowéinst hätte mer natierlech och gären, dass déi Leit och déi Ressourcen a Moyene kréien, déi se brauchen, fir eng gutt Aarbecht kënnen ze maachen.

Och an der Educatioun stinn dës kéier erëm e puer Projeten op der Lëscht: en neit Gebai fir de Cycle inférieure vun der Europaschoul um Geesseknäppchen, eng nei Konstruktioun fir den ECG an déi zweet Phas vun Reamenagement vum Campus Geesseknäppchen. D'Bildung vun eise Kanner, si op d'Zukunft ze preparéieren, ass eng vun den allerwichtigsten Aufgaben, déi d'Politik huet. Grad fir eis Liberal war eng gutt Ausbildung nach ëmmer en zentraalt Uleies. Et ass schliesslech de Schlüssel schlechthin, fir sech kënnen fräi ze entfalten an am Liewen ze reusséieren.

An der aktueller sanitärer Situatioun ass et fir eis als DP ëmsou méi wichteg, de Kanner eng gutt Ausbildung kënnen ze ginn, d'Schoulen opzehalen a weider an d'Educatioun ze investéieren.

An den nächst Jore sinn net manner wéi 1,3 Milliarde virgesinn am schoulesche Beräich, fir kënnen Projeten ze realiséieren. Derbäi kommen och ronn 40 Projeten, déi aktuell schonn an der Realisatioun sinn. Do gesäit ee ganz gutt: Dës Regierung investéiert an d'Kanner, si investéiert an hir Zukunft an domadder och an d'Zukunft vun Land. Als Demokratesch Partei sti mir do natierlech voll a ganz derhannert. Grad elo ass dat och esou wichteg wéi vlächtt nach ni.

Här President, ier ech ganz zum Schluss kommen, wëll ech awer nach eng kéier kuerz op d'Investitiounen am soziale Beräich ze schwätze kommen. Mir dierfe keen am Ree stoe loossen. Dat huet seng Richtegkeet während der Pandemie, mee och onofhängeg vun der Pandemie.

Als DP wëlle mir e soziaalt Netz, dat esou enk gestréckt ass, dass jidderee gehollef ka kréien, deen dat och wëllt. De Staat muss déi Leit, déi an eng schwierig oder souguer an eng ganz schwierig Situatioun geroden, opfänken an hinnen hëllefen, nees kënnen op déi eegen zwee Been ze kommen. Dowéinst begrësse mer, dass de Centre Ulysse zu Bouneweg reamenagéiert gëtt an och e ganz neit Konzept kritt. A mir kënnen dee Projet nëmme ennerstëtzen.

Här President, ech sinn elo an deene leschten 13 Minuten net op all eenzelne Projet agaangen, mee dat Wichtigst ass, dass d'DP hannert all dese Projete steet. D'Coronakris stellt eng grouss Erausforderung fir eist Land duer. Mir sinn an der glécklecher Situatioun, dass mer mat zolitte Staatsfinanzen an dës Kris eragaange sinn an och besser wéi gefaart bis elo derduerchkomm sinn. Dowéinst hu mer d'Capacités, fir weider ze investéieren, fir weider d'Zukunft vun Land ze preparéieren. An et ass genee dat, wat dës Regierung och mécht.

Als DP ennerstëtze mer dat voll a ganz an dowéinst stëmme mer och d'Motioun mat. Dat gesot, wëll ech net vergiessen, der Rapportrice Chantal Gary e ganz grouse Merci ze soe fir hiren exzellente schrëftlechen an nach bessere mëndleche Rapport. An ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschtren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Lamberty. An als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen agedroen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Här Minister, de Budget 2022 ass „e Budget vun der Relance“, sou huet mäi Kollege an och Budgetsrapporter, den Dan Biancalana, de Budgetsprojete de 17. November an engem Interview op RTL Radio beschriwwen.

Effektiv sinn d'Investitiounen, déi 2022 virgesi sinn, op engem ganz héijen Niveau. Mee wa vum Ausgabe geschwat gëtt, da ginn awer meeschtens ëmmer déi grouss an déi deier Projeten an d'Vitrinn gestallt, wéi zum Beispill den Ausbau vun der Tramsstreck, den Nordstad-Lycée oder awer nach de Bau vum Centre pénitentiaire Uerscherhaff an esou weider. Mee an deem Zesammenhang ginn dann awer och gären eng Rei vu méi klengen Ausgabe vergiess, déi awer och hir Wichtigkeet hunn.

D'Rapportrice, d'Madamm Chantal Gary, där ech och op deser Plaz e grouse Merci soen, huet déi 26 Projeten hei kuerz virgestallt. Ech wäert dann natierlech net op déi Projeten all eenzel ze schwätze kommen, mee ech wäert der awer e puer ervirhiewen, déi mir perséinlech an awer och eis als LSAP wichteg sinn. Dorënner sinn eng Rei Projeten am soziale Beräich souwéi awer och eng Rei Projeten an Initiativen am Beräich vun der Mobilitéit.

Déi nei Struktur zu Dräibuer: Deen éischte vun dese Projeten ass déi nei Infrastruktur fir Mannerjäreger, déi zu Dräibuer virgesinn ass. Spéitstens säit de Medieberichter aus dësem Fréijore misst et jo jiddwerengem kloer sinn, dass déi aktuell Unisec ganz einfach net duergeet. Do ass jo aktuell Plaz fir zwielf Jugendlecher. A wéi een aus der Press héieren a liese konnt, ass et awer elo e puermol zu Fäll komm, wou e Mannerjäreger, deen eng schwéier Strofdot begaangen huet an dobäi erwécht ginn ass, net konnt an der Unisec ennerbruecht ginn, an dat, well eebe just zwielf Plazen do sinn an dat einfach net duergeet.

Mee et gëtt awer och nach eng aner, eng baulech Ursach. An esou erkläert ee Responsabelen an engem Artikel, deen op wort.lu publizéiert ginn ass, dass een heiansdo verschidde Zelle guer net besetze kann, an dëst, well d'Unisec aus véier sougenannte „Statioune“ mat dräi Zelle besteet a well verschidde Jugendlecher, déi zesummen eng Strofdot begaangen hunn, mussen a bestëmmte Fäll och ausernegehele ginn, respektiv d'Meedercher mussen vun de Jonge getrennt ginn. An dofir sinn heiansdo Zelle ganz einfach eidel an natierlech dann och net disponibel.

Dës Situatioun ass engem Land wéi Lëtzebuerg einfach net wierdeg, well wa keng Plaz disponibel ass, stinn déi zoustänneg Autoritéite vun der Justiz virun engem onméigleche Choix: entweder de Jonken op fräiem Fouss loossen oder en awer an den Erwuesseneprisong op Schraasseg bréngen. An ech brauch hei net laang ze erklären, dass weeder déi eng nach déi aner Méiglechkeet eng akzeptabel Léisung duerstellt.

Als LSAP schwätze mir eis kloer dergéint aus, dass Mannerjäreger, och wa se eng Strofdot begaangen hunn, enner engem Daach mat Erwuessenen agepaart ginn. Mee et ass awer och kloer, dass d'Ge-

sellschaft viru Leit, déi besonnesch gewalttätig sinn, an dorënner sinn och effektiv heiansdo Mannerjäreger, muss beschützt ginn.

Mee et ass awer net just eng Fro vu Schutz vun der Gesellschaft, et muss och d'Méiglechkeet bestoen, fir dass sech adequat mat dese Mannerjäreger auserneegesat gëtt, well och si mussen eng zweet Chance kréien. An dat geet nëmme duerch e perséinleche Suivi mat professionellem Personal. An dofir brauch et niewent dem Personal, dat sécherlech keng einfach Aufgab huet, och déi entsprechechend Raimlechkeeten. Et ass keng Optioun, déi Persounen einfach falen ze loossen. Dat wier morallesch net vertretbar an zweetens géif et fréier oder spéider op d'Gesellschaft zrëckfalen, déi de Präis dofir misst bezuelen.

Dofir begrësse mir et als LSAP ausdrécklech, dass an dësem Dossier eppes geschitt, a mir ennerstëtzen och all Initiativ, déi an déi Richtung geet, fir Infrastrukturen ze schafen, déi eng Aarbecht op individueller Basis mat de betraffene Mannerjäreger erméiglechen, an déi d'Viraussetzung ass, fir jonk Leit, déi eng schwéier Strofdot hanneru sech hunn, erëm an d'Gesellschaft kënnen ze integréieren.

De Kollege Claude Lamberty huet och kuerz vum Centre Ulysse Bouneweg geschwat. Och dat ass e Projet, deen ech hei wollt ervirhiewen, an zwar de Reamenagement vun dësem Centre Ulysse. A virun allem si mir als LSAP frou, dass sech hei net just eppes un de Gebailechkeeten deet, mee dass mat dësen Aarbechten och d'Konzept vun „Housing First“ ëmgesat gëtt. Den Housing First ass jo e wichtige Bestanddeel vun der Stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement. Dobäi geet et drëms, Leit, déi op der Strooss liewen, als Éischt emol kënnen an Daach iwwer dem Kapp ze garantéieren, fir och domadder dee wuel gréisste Problem, dee sech fir si stellt, an zwar d'Fro, wou si hir nächst Nuecht kënnen verbréngen, ze léisen. An domadder hu mer och schonn e Wee tracéiert, fir hinnen eng gewësse Stabilitéit ze ginn.

Et ass awer dann an enger zweeter Phas, wou soll probéiert ginn, mat där Persoun zesummen op déi aner Problemer anzegoen, déi sech stellen, wéi zum Beispill de progressive Retour an d'Aarbechtswelt, oder awer, de Fall gesat natierlech, och op hir Addictioun anzewierken. An dat alles natierlech och, fir hoffentlech laangfristeg déi Persoun erëm an d'Gesellschaft ze integréieren.

D'Situatioun um Wunnengsmarché ass elo awer esou, dass et fir Persounen, wa se bis op der Strooss sinn, ëmmer méi schwierig gëtt, erëm eng Wunneng um normale Marché ze fannen, och wa si selwer emol probéieren, fir alles do ze maachen. Dofir sti mir als LSAP och voll a ganz hannert dem Effort, fir och Wunnengen ze schafen, an deene Leit iwwer méi e laangen Zäitraum kënnen wunne bleiwen.

Dozou dann awer och nach vlächtt eng kleng méi allgemeng Remark: Et muss een d'Problematik vum Sans-abrisme natierlech op nationalem an awer och op regionalem Niveau kucken. Stéchwuert: Dezentralisatioun.

Ech si frou, dass am Kader vun de Mesurë géint d'Drogekriminalitéit, déi jo Enn Oktober presentéiert gi sinn, och festgehale gouf, dass eng Annex vun der Stëmm vun der Strooss soll am Norde vum Land entstoen. Et brauch definitiv méi esou Strukturen, déi am Land verdeelt sinn. A wann ech och frou sinn, dass et dese Projet fir de Foyer Ulysse elo gëtt, sou wier et awer och wichteg, dass zum Beispill zu Esch Bewegung an d'Spill géif kommen, well do ass de Foyer Abrisud zënter 2007 nach ëmmer an de Container ennerbruecht, déi am Ufank jo och just als Provisorium geduecht waren.

Structure d'hébergement fir d'DPI Iergärtchen: E weidere Projet, deen och a mengen Ae ganz wichteg ass, dat ass dee vun enger neier Struktur fir d'Flüchtlingen. Dës wäert déi sougenannt SHUK, also d'Structure d'hébergement d'urgence um Kierchbierg ersetzen. Et ass eng Struktur, op déi mir als Lëtzeburger nu wierklech net ganz houfreg kënnen sinn. Dës Struktur, déi jo nuets zou ass, besteet graff resuméiert aus Better an Zelter, déi an Hale vun der Luxexpo opgestallt goufen. Wéi dës Struktur an der Urgence als Noutopnam no der sougenannter Flüchtlingskris vun 2015 opgericht ginn ass, war dat jo nach nozevollzéien. Mee haut, sechs Joer méi spéit, ass dat awer vill manner de Fall. Den nationale Flüchtlingsrot hat am Juni 2019 an enger Matdeelung mam Titel « SHUK : Pour que le provisoire ne dure pas ! » och schonns op dës Problematik opmierksam gemaach an huet ennerstrach, dass d'Liewenskonditiounen fir déi Persounen, déi do ennerbruecht sinn, alles mee net optimal sinn.

Dobäi geet et natierlech net just ëm de Confort, well et duerf een net vergiessen, dass déi Leit, déi an der SHUK ennerbruecht sinn, sech an enger emotional ganz schwieriger Situatioun befannen. Dobäi handelt et sech zum Deel ëm Leit, déi aus sougenannte „sécher Länner“ kommen an dofir hei keng Aussicht op eng Asylgeneemegung hunn. Betreff sinn awer och sougenannt „Dubliner“. Dat si Leit, déi schonns eng Asylufro an engem aneren

EU-Land gemaach hunn, ier se iwwerhaupt zu Lëtzebuerg ukomm sinn, a fir déi eis Verwaltung deemno dann net méi zoustänneg ass. Deemno ginn dann dës Persounen nees an dat Land zréckgeschéckt, wou si hir éischt Demande gemaach hunn.

Wéi dës Struktur 2017 der Press offiziell virgestallt ginn ass, war an engem Artikel am „Wort“ ze liesen, dass déi betraffe Leit am Duerchschnitt 31 Deeg, also ee Mount, an der SHUK wunnen. Ech mengen, do ka jiddweree sech ausmolen, wat dat bedeit, 31 Deeg mussen an engem Zelt an der Luxexpo mat frieme Leit zesummenzeliewen.

Dofir si mir als LSAP frou, dass elo eng Léising konnt fonnt ginn, fir dës Struktur duerch eng nei ze ersetzen. An ech hei mussen mir als Solidargemeinschaft derfir suergen, dass dës Leit enner wierdege Konditiounen hei ennerbruecht kënnen sinn, och wa kloer ass, dass se herno fort mussen.

Structure fermée pour personnes déboutées à besoins spécifiques: Dat ass och eng Iwwerleung, déi eis gefält. An zwar ass dat hei eng nei zoue Struktur, déi och um Findel virgesinn ass, an aneschters wéi déi beim Iergäertchen, déi ech elo just ugeschwat hunn, ass dat heiten awer eng komplett zoue Struktur. Si ass fir Persoune virgesinn, deenen hir Asyl Demande vu Lëtzebuerg ofgeleent ginn ass an déi erëm an hiert Ursprungsland zréck mussen, wou awer e Risiko besteet, dass se deem net nokomme wäerten.

Et gëtt jo och schonns esou eng Struktur um Findel. Mee wann elo eng zweet gebaut gëtt, da fir d'Méiglechkeet ze bidden, dass Persounen, déi méi vulnerabel sinn, wéi zum Beispill Famillje mat Kanner, wéi Mannerjäreger oder awer och Fraen, déi eleng ennerwee sinn, do kënnen en Ennerdaach fannen. Dat ass sécher guer keng einfach Situatioun, wann ee Leit muss zréckschécken, déi em Hëllef froen. Mee et gëtt nun emol en nationaalt an och en internationaalt Recht, an dat ee sech muss halen. An dofir ass et wichteg, dass dann op d'mannst d'Gebäilechkeeten do sinn, dass se duerch déi schwierig Lag, an där se sech befannen, net nach riskéieren, an nach méi e schlimme Prozess eranzeeroden an dass se an där vulnerabler Situatioun, an där se sinn, net och nach riskéieren, op Persounen ze treffen, déi se ausnotzen.

Da wollt ech op vläicht méi lëschteng a méi schéi Projeten ze schwätze kommen, zum Beispill déi vum Reamenagement vum Place de la Constitution, also der sougenannter Plaz ronderëm d'Gëlle Fra. Wuel sinn do d'Pläng vum der Ëmgestaltung nach net ganz bekannt, mee et fret mech awer, dass d'Philosophie, déi derhannert stécht, ganz flott ass, nämlech déi, dass aus der aktueller Park-plaz eng Plaz ginn, déi fir Foussgänger a fir d'Mobilité douce reservéiert gëtt. Well et muss ee jo soen, dass et awer traureg ass, dass eng vun eise schéinste Aussichtsplazen aus der Stad mat Bléck op de Pont Adolphe an dat historescht Spuerkeessgebaai just als Parkplaz sollt benotzt ginn.

Shared-Spacë wéi zu Bartreng oder och zu Diddeleung weisen, dass et och ganz aneschters geet an dass den Auto net zwangsleefeg ëmmer muss am Zentrum stoen. An esou kréien d'Awunner an och d'Visiteure souzesoen hir Plaz zréck hei an der Stad a virun allem wäert dat och dem Monument du souvenir, eiser Gëllener Fra, endlech e méi würdege Kader ginn, wéi mussen iwwer Stoussstaangen an Auspuffreier ze trouwen.

■ **Une voix.** - Ganz richtig!

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - E weidere Projet, deen ech uschwätze wollt, ass d'Integratioun vum der Vëlospist, der PC6, op der Dräikantonsstrooss tëschent Helling an Uespelt. Och dat ass e gudder Projet, deen d'Mobilité douce wäert férdere. Dovunner ass de Mëtten och scho geschwat ginn. Mee do wéilt ech awer ennersträchen, dass et wierklech néideg ass, dass dës Vëlospist och esou ugeluecht gëtt, dass se méiglechst getrennt a gutt geschützt vum der Fuebunn op der Strooss ass, an dës virun allem um Deel vum der Strooss, deen iwwert d'Land geet, well et sech do em eng laang a relativ riicht Streck handelt, op där d'Vitesslimitatioun wuel net ëmmer agehale ginn.

Mee onofhängeg vum der erlaabter Vitess muss d'Vëlospist ëmmer an iwwerall och e gewëssent Sécherheetsgefill ausstralen, wa mer wëllen, dass duerno vu méiglechst ville Leit dës Vëlospist och genotzt gëtt. Vill Vëlosfuereger soen engem jo, dass et net duergeet, just gestrécht Linnen um Bord vum der Strooss ze molen. Dofir brauch ee schonn e bësselche méi. An ech denken, dass dat op d'mannst op deene Passagen iwwert d'Land an dësem Fall och misst machbar sinn.

Da wollt ech och vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir de Minister eventuell d'rop unzschwätzen, ob et net méiglech wier oder ugeduecht wier, fir och vu Fréiseng a Richtung Haaptstad eng sécher, dat heescht eng ofgetrennte Vëloverbinding hierstellen. Ech weess, dass et do och e kleng Bierg gëtt, mee dat kéint een awer als flott Alternativ ugesi fir Leit, déi zum Beispill mat engem E-Bike ennerwee sinn.

An dann a Richtung Norde wollt ech och nach de Projet vum der Vëlospist tëschent Clierf an Ëlwen uschwätzen. Sécherlech och e ganz flotte Projet, mee deen huet awer fir eis e kleng Bäigeschmaach, dës well d'Pist zum Deel wäert laanscht déi besteend Zuchstreck féieren. Un der Vëlospist ass u sech jo guer näischt aussetzen, tout au contraire: Et ass ganz gutt, dass se gebaut gëtt. Si steet jo och schonns länger an der Diskussioun. Mee ech erënnere drun, dass mir als LSAP ëmmer fir en Ausbau vum der Nordstreck plädéiert hunn an am léifsten en zweegleisegen Ausbau vum der Streck hätten, zumindest do, wou et méiglech ass.

An enger Äntwert op eng Question parlementaire vu mengem Kolleeg, dem Yves Cruchten, huet den Här Mobilitéitsminister am März 2021 geäntwert, dass de Bau vum der Vëlospist PC21 eng eventuell zukünfteg Verdueblung vum de Gleiser net a Fro stellt, mee dass een d'Pist, de Fall gesat, d'Zuchstreck géif ausgebaut ginn, dann och ëmleede kéint. An dat berouegt eis natierlech, well och, wann et aktuell net op der Dagesuerdnung ass, wäerte mir eis weiderhi fir en Ausbau vum Schinnetz am Norde vum Land staarkmaachen.

Dat gesot, kënnen mir awer selbstverständlech mat dem Projet vum der Vëlospist liewen, déi den Norde wäert am Sënn vum der Mobilité douce matenee verbannen.

Zum Schluss wollt ech dann nach eemol ennersträchen, dass mir als LSAP der Meenung sinn, dass all dës Projete gutt Projete sinn, an dass mir déi och dowéinst ennerstëtzen. An dobäi sinn ech nach net op déi Projeten agaan, déi fir d'Schoule virgesi sinn, nottament déi um Campus Geesseknäppchen, déi och schonn hei vu mengem Virriedner ugeschwat gi sinn.

Zefridde si mir och, dass vill vun dëse Projeten, wéi de Foyer Ulysse zum Beispill, eng kloer sozial Ausrichtung hunn. An dat weist, dass de roude soziale Fueedem an dëser Koalitioun ass.

Mee och d'Investitiounen an d'Mobilité douce weisen, dass et an déi richteg Richtung geet, dass d'Zeeche vum der Zäit erkannt goufen. Deemno sinn ech frou, d'Ennerstëtzung vum der LSAP fir all dës Projete kënnen ze ginn, andeems mer d'Motioun selbstverständlech och matdroen.

An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hemmen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken der Madamm Rapportrice, der Madamm Chantal Gary, en härezeche Merci fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport, deen eis e gudden Iwwerbléck vermittelte huet iwwert dat, wat hei u groussen Infrastrukturprojeten usteet.

Als ADR wäerte mir dës Projete selbstverständlech matstëmmen. Et kann een allerdéngs och soen: Mir hu keen anere Choix, wéi se matzestëmmen. Et kann een déi Projete vum haut nämlech onméiglech beschwätzen, wann een net och eng Debatt iwwert de Wuesstum hei matintegriert. Dat eent kann ee vun deem aneren net lasskoppelen. Dat war scho viru Joren déi fest Iwwerzeegung vu mengem Kolleeg, dem Gast Gibéryen, an et ass och haut nach ons Iwwerzeegung. Iwwert déi eenzel Projeten ass scho vill Sënnvolles gesot ginn a mir droen, wéi gesot, dës Projete mat.

Erlaabt mer awer, e puer méi grondsätzlech Iwwerleungen ze formuléieren, wat d'Investitiounen an eis Infrastrukturen ueget.

Eist Land huet an de leschte Joren e Rekordwuesstum erlieft, virun allem demografesch. Wann ee bedenkt, dass an de leschte Joren am Schnëtt all Joer zu Lëtzebuerg esou vill Leit bäikomm si wéi zweemol d'Gemeng Dikrech, da muss een net laang no Grënn sichen, firwat mer eis Infrastrukture permanent mussen upassen. All déi opgelëschte Projete sinn duerfir sënnvoll an noutwendeg. Et muss een awer och kloer am Bléck behalen, dass vill vun eisen Infrastrukturen haut schonn iwwerbelascht sinn. Mir gesinn dat permanent un de Leit, déi hei wunnen a schaffen. Et erlieft een et all Dag: Stauen, déi sech onennerbrach vum eise Grenze bis an d'Balungszentren - virun allem an d'Stad - zéien, sinn all Dag eng Realitéit. Et ass keng Seelenheet, dass d'Leit all Dag bis zwou, dräi Stonnen am Verkéierschaos verléieren. D'Liewensqualität bleift op der Streck!

Et bleift duerch de Rekordwuesstum awer net nëmmen d'Liewensqualität vum de Leit op der Streck, mee och d'Auswierkungen op eis ekonomesch a finanziell Situatioun zu Lëtzebuerg sinn deelweis bedenklech. Mir hunn als Land keng aner Méiglechkeet, wéi eis Infrastrukturen duerch milliounen, an an der Gesamtzomm souguer milliardeschwéier Projeten auszubauen an unzepassen. Dës ass a priori näischt Aussergewöhnlech, well all Land dat maache muss.

Speziell zu Lëtzebuerg stellt sech awer d'Fro: Packe mer dës Investitiounen op laang Dauer oder lafe mer just den Entwécklungen hannendrun, ouni se kënnen anzefänken? Et ass eng Realitéit, dass vill Projeten, wa se fäerdeg sinn, schonn net méi den Entwécklung vum der Géigewaart ugepasst sinn. Eist Land wüsst demografesch esou séier, dass mer schonn den Ufuerderunge vum der Géigewaart net nokommen.

Als Norddeputéierten denken ech hei zum Beispill un eis Nordstrooss. Dee vum der Regierung geplangten Ausbau géif och d'Verkéierssituatioun vum haut net léisen. Wéi soll dat dann eréischt an der Zukunft sinn, wann nach all Dag méi Verkéier bei eis erakënt?

Den Här Jean-Claude Juncker hat an den 80er-Joren eng Ausso gemaach, déi all Joer méi un Aktualitéit gewënnt. Hie sot schonn deemools, dass de stramme Wuesstum net genuch Recetten an d'Staatskeess bréngt, fir iwwerhaupt d'Nofollgekäschte vum Wuesstum ze finanzéieren. All Infrastrukturen, déi de Mënsch a sengem Liewe brauch, ugefaange bei der Maternité an opgehale bei der Morgue, mussen matwuessen. Mir sinn also gezwongen, ëmmer méi séier an ëmmer méi ze investéieren, ouni dass d'Friichte vum Wuesstum dës Investitiounen zefriddestellend ausgläiche kënnen. Et kann duerfir net sinn, dass d'Regierung weider op Rekordwuesstum setzt, quasi als eenzeg Patentléisung fir all eis Problemer.

Wa mer de Pensioonsystem, esou wéi en elo funktionéiert, erhalte wëllen a wëssen, dass mer all Joer fir all Pensionär zwee an en hallwen Aktiver brauchen, bräichte mer an noer Zukunft scho wäit iwwer eng Millioun Aktiver. An da missten der all Joer 30.000 an nach méi derbäikommen.

Ech denken, et ass kloer, dass mir dat, grad wat eis Infrastrukturen ueget, net packen, et sief dann, mir wëllen eist Land änlech wéi Tokio mat Héichhaiser zoubauen. Mee och da kréie mer eng Rei Quittungen. Och dat soll gesot sinn!

D'Wuesstumsdebatt ass keng einfach Debatt. D'ADR hat zwar besonnesch bei de leschte Walen eng ganz Rei vu Pisten opgezielt, wéi een de Wuesstum besser kontrolléiere kann, et bleift awer onémgängelech, dass d'Leit zesumme mat der Politik iwwerhaupt emol mussen bereet sinn, iwwert dës Problem ze diskutéieren. Eis Regierung klammert dës Problematik ëmmer méi aus.

Dës waren also elo e puer grondsätzlech Gedanken zu der Entwécklung vum eise Land. Et fällt do an dësem Projet, dee mer haut beschwätzen, op, dass den Norde relativ weineg ernimmt gëtt. Esou wéi mir dat als ADR ëmmer gemaach hunn, appelléiere mer och an dësem Kontext un d'Regierung, d'Dezentraliséierung eescht ze huelen an den Norden an den Oste vum Land net ze vergiessen.

An de leschte Joren ass awer dacks de Contraire geschitt, Servicer ginn ofgebaut oder zentraliséiert: Konnt ee soss - fir dat Beispill ze huelen - op Clierf an den Enregistrement goen, mussen haut d'Leit, déi am Enregistrement schaffen, wéi och hir Klienten elo all Dag op Dikrech jauen.

Wa mer awer wëllen déi méi kleng Stied wéi Clierf, Housen, Wolz oder Ëlwe lieweg an attraktiv behalen, därefer mer net op de Wee goen, fir Servicer weiderhi monter ofzebauen. Dës ass ëmsou méi schlëmm, wann ee bedenkt, dass vill vun deene Servicer ganz oder zum groussen Deel a staatlecher Hand sinn. Hei soll de Staat senger Verpflichtung nokommen a Liewensqualität et fir de ländleche Raum héichhalen.

Besonnesch begrëisse mer och bei dëse Projeten den Ausbau vum Vëlosweg Clierf-Pafemillen-Ëlwen. Als President vum Wëntger Tourismussyndikat weess ech, wéi wichteg et ass, dass den Norden an eist Land iwwerhaupt als Touristen- a Fräizäitregioun gefërdert solle ginn.

Besonnesch an deem Kontext mussen mer awer och de Rekordwuesstum kritisches gesinn. Wa mer eeben net Tokio wëlle ginn, mee eng Regioun, wou och de ländleche Charme nach seng Plaz huet, ass et elo un der Zäit, d'Wuesstumsdebatt unzegoen, ier et ze spéit ass a mer eis an engem Hamsterrad beweegen, wat eis zu ëmmer méi Wuesstum zwéngt.

Mir sinn eis, denken ech, heibannen all eens, a wat fir engem schéine Land dat mer liewen. Kommt, mer suergen derfir, dass et och an Zukunft schéin a liewenswäert bleift fir all d'Bierger hei am Land a fir eis Gäscht.

An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engelen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Merci, Här President. Här President, ech wëll fir d'éischt emol e puer Wieder zu den zwee Projeten am Immigrationsberäich soen, déi eis hei virgestallt goufen, nämlech déi nei Structure d'urgence fir Mënschen op der Flucht um Iergäertchen an deem zweete Centre de rétention um Findel.

Et ass evident, dass mir nei Strukture brauchen. Déi provisoresch Structure d'urgence an der eeemoleger Luxexpo um Kierchberg ass eng Zoumuddung - an dat gouf och hei scho gesot -, déi eise Land net würdeg ass. Hei gi jo virun allem Mënschen ennerbruecht, fir déi laut den EU-Regelen en anert Memberland zoustänneg soll sinn. Fir déi Leit soll also elo um Iergäertchen eng Structure semi-ferme gebaut ginn.

Ech wëll elo hei net ze vill dorobber agoen, well dat eng Fro vum der Asyl- an Immigrationspolitik ass. Mee fir eis ass déi ennerschiddlech Behandlung vum de sougenannten „Dubliner“ an aneren DPI problematesch. Et gouf jo och schonn erkläert, wat Dubliner sinn. Hei gëtt op zimmlech expeditiv Manéier en Ennerscheid gemaach tëschent gudden a schlechten Demandeurs d'asyle mat ganz ennerschiddlecher Behandlung.

Donieft soll en zweete Retentionszentrum gebaut ginn, wou Fraen a Kanner virun hirer Expulsioun agespaart ginn. Mir sinn eis bewusst, dass dat wäert e Fortschritt bedeuten zur aktueller Situatioun, wou Fraen a Kanner an de selwechte Centre de rétention komme wéi d'Männer. Mee Dir kennt eis Position dozou, déi iwwerregens déi selwecht ass wéi déi vu sämtlechen UN-Organisatiounen an deem Beräich: Kanner اسپären op Basis vum Immigrationsstatus vum den Elteren ass fir eis ganz einfach inakzeptabel, och wann et nëmme fir eng Woch ass. Agespaart ass agespaart, an dat bedeit traumatesch Sequellë bei de Kanner. D'Kanner kënnen iwwerregens näischt fir hir Elteren. A fir eis ass eng Immigratioun keng Strofdot!

Ech erënnere dorunner, dass mir dozou jo och eng Proposition de loi deposéiert hu mat Alternativen. Bei dësen zwee Infrastrukturprojete gëtt et dofir an eisen Aen nach ganz vill Gesprächs- a Klärungsbedarf.

Här President, den zweete Projet, op deen ech wëll agoen, ass d'Gestaltung vum öffentleche Raum ronderëm d'Gëlle Fra. Datt dës schéi Plaz soll nei gestalt ginn, ass eng ganz gutt Saach a mir hunn dat och ëmmer ennerstëtzt. Mee et ass awer ee Punkt an der Beschreiwung vum Projet, deen eis licht stutzeg gemaach huet, an zwar: „relier la place à l'hyper-centre“.

Wéi Der wësst, leeft tëschent der Gëlle Fra an dem Zentrum de Boulevard Roosevelt duerch mat dräi Spueren, déi op si fir den Individualverkéier. Wéi 2019 de Reamenagement vum Boulevard Roosevelt diskutéiert gouf, hate mir als déi Lénk e Konzept proposéiert, fir deen Deel tëschent dem Helleg Gescht an dem Boulevard Royal fir de motorisierten Individualverkéier ze spären. Et hätt een do kënnen eng Zort Shared Space maachen, wou just nach Busser fueren a wou dee ganze Beräich quasi an eng Promenade verwandelt gëtt, souwuel fir d'Awunner wéi awer och fir d'Touristen. Dat wär eng modern urbanistesche Politik gewiescht.

Decidéiert gouf awer eppes anescht, nämlech d'Bäibehale vum deenen dräi Autosspuere mat just enger besserer Vëlospist, déi allerdéngs nach ëmmer op sech waarde léisst. An dofir si mir mol ganz gespaant drop, wéi dann elo d'Plaz effektiv fir d'Foussgänger mam Zentrum soll verbonne ginn. Ech mengen, et ass keng Gemeng am Land, déi jee-mools bereit huet, am Zentrum vum enger Uertschaft eng verkéiersberouegt Zon ageriicht ze hunn. Heiansdo muss een och emol de Courage hunn, fir um Terrain Fakten ze schafen!

An deem Kontext nach zwee Wieder zu de Vëlospisten: Innerhalb vum den Uertschaften ass d'Uleeë vu Vëlospiste jo, wéi mer wëssen, gréisstendeels eng Gemengekompetenz, mee et stellt sech awer d'Fro, ob een dat net emol misst mat engem nationale Gesetz encadréieren. Do kann den Här Minister eis jo vläicht eppes dozou soen.

Fir eis ass eppes kloer: E Stréich op der Strooss ass keng Vëlospist! Eiser Meenung no misst et och kloer Virgabe vum Staat ginn, wéi eng Vëlospist auszegesinn huet a wéi net. Dat géif souwuel der Sécherheet dénge wéi och d'Mobilité douce promovéieren a weiderbréngen.

An dat Zweet, wat ech dozou wëll soen, ass, dass mir d'Uleeë vu Vëlospisten tëschent den Uertschaften endlech emol mussen seriö ugoen! Déi méi touristesch Vëlosweg, wéi déi geplangt Streck vu Clierf op Ëlwen, fanne mir immens gutt a mir ennerstëtzen dat. Mee de Vëlo ass net nëmmen eng Fräizäitbeschäftegung. E muss och alltagstauglech sinn! Wa mer separat Vëlospiste laanscht d'Landstroossen hätten, wéi dat vill an Holland de Fall ass, da kéint een och emol mam Vëlo an d'Nopeschduer fueren, fir seng Baguette anzekafen, an et kéint een den SUV doheemloossen an da wieren och manner Stauen an da bräicht et och manner Contournementen.

Här President, de leschte Volet, deen ech wëll uschwätzen, betrëfft den Tram. Am Rapport geet jo rieds vum Etüden, déi solle gemaach ginn, fir den Tram vum der Cloche d'Or iwwert d'Escher Strooss op Hollerech ze kréien. Ech muss soen, dass ech bei all deene projetéierten Trassen net méi richteg no-

kommen. Bei fréiere Projektione sollt den Tram nach hannen iwwer Zéisseng erof op de Bouillon goen an dann déi aner Säit erëm erop bei den CHL. Elo geet rieds vun enger Trass iwwer d'Escher Strooss, fir méi schnell op d'Gare ze kommen an eventuell an den Zentrum, an dat iwwer e Pôle d'échange zu Hollerech - woubäi ech mir dann awer wierklech d'Fro stellen, firwat een dann de Südtram net direkt vun Esch op de Pôle d'échange zu Hollerech féiere kéint.

Mee vläicht kréie mer jo do och eng Äntwert, well mir sinn net an der Mobilitéitskommissioun an et gëtt och bestëmmt Grënn, déi zu deene Planungen do gefouert hunn. Vlächicht kéint den Här Minister eis duerno erklären, wat d'Iwwerleeungen eebe sinn.

Mir hunn och mat zimmlechem Erstaunen d'lescht Woch déi Erklärung vun engem héije Beamten am „Tageblatt“ gelies, datt den Tram just gutt ass fir déi urban Mobilitéit innerhalb vun der Stad an zu Esch an datt déi Verbindung tëschent deenen zwee urbane Raim eng Ausnam soll bleiwen. Also wa mer elo just nach Tramsstrecken innerhalb vun der Stad bauen an all déi aner Géigende ronderëm just nach solle mam Bus ofdecken, do froe mir eis awer wierklech, wéi mer d'Mobilitéitsproblemer ausserhalb vun der Stad iergendwa wëllen an de Grëff kréien!

Et ass jo schéin a gutt, wa mer innerhalb vun der Stad e funktionéierenden öffentlechen Transport hunn, mee dat ass an eisen Ae keng iwwerzeegend Léisung, fir den alldéegleche Chaos op den Autobunnen an den Zoufaartsstroossen iergendwa kënnen ze léisen.

Wa mer wëllen eis Ziler am Mobilitéits- an Ëmweltberäich errechen, muss mer de Mënschen eng Alternativ bidden, déi besser ass wéi den Auto, net nëmme innerhalb vun der Stad, mee och op nationalem Niveau! A fir eis ass de Schlëssel vun enger moderner nohalteger Mobilitéitspolitik d'Schinn, sief et Eisebunn, S-Bunn oder Tram. Am Ausland fanne mer genuch Beispiller, déi immens gutt funktionéieren.

Ganz zum Schluss dann nach kuerz e Wuert zur Elektromobilitéit: Also mir fannen et immens luewenswäert, datt beim Ëmbau vun engem net öffentleche Parking ënnert der Clairefontaine-Plaz vun deenen 193 Plazen der 60 solle fir d'Elektroautoen ausgerüst ginn. Dat wäeren 31 % vun de Plazen, déi fir d'Elektroautoen adaptéiert wäeren, wat jo scho bal un de Prozentsaz vu 40 % erukënn, dee mer fir 2030 am Fierpark viséieren. Obwuel ee jo awer kéint mengen, datt een, wann de Staat säin eegene Fierpark ëmännert, jo nach vlächicht kéint méi wäit goen an datt dann déi Plazen do d'office scho vlächicht guer net méi duerginn.

De Problem ass, datt et sech och bei deemem Projet bis elo ëm en Einzelfall handelt. Leider! Bei allen anere Parkingen am Land gëtt et just ganz vereenzelt e puer Bornen. Um Glacis zum Beispill ginn et bei 1.000 Parkplaze grad emol 32 Steckeren. Wann d'Regierung also wëll de Fierpark op Elektro ëmstelle fir d'Bierger, da muss mer och dofir nei, néideg Ramebedéngunge setzen, an net nëmme mat Subventiounen fir Leit, déi eng Garage hunn, mee och fir déi Leit, déi eebe keng Garage hunn an hiren Auto mussen am Espace public parken. Ech mengen, do wier nach e bëssen Nohuelbedarf.

Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Cecchetti. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Et gehéiert zur gudder Traditioun, dass mer all Joer déi grouss Infrastrukturprojeten ënnert d'Lupp huelen, an déi de Staat wäert vill Milliounen Euro investéieren. Wéi all Joer wäert ech a menge kuerzen zéng Minutten net op all eenzelne Projekt agoen, mee mer eenzelner eraussichen.

Ugefaange mat den neie Policebüroen zu Réiden an zu Miersch, déi mir begrëissen. Mir si ganz averstannen, dass d'Poliziste méi Presenz op der Strooss mussen weisen. Si mussen gutt Bürogebäier kréien, fir hirer Aarbecht effikass nozegoen. Mee fir eis ass awer och gradesou wichteg, dass och an den Uertschaften e Kommissariat ze fannen ass, op dat d'Bierger - jo, och ze Fouss, ouni Auto - sech deplacéiere kënnen.

Während an anere Géigende Policebüroen opmaachen, goufen an de leschte Jore Kommissariatier och leider zougemaach an op aner Plaze verluecht. Ech huelen d'Beispill vu Käerjeng, wou d'Kommissariat mat deem vu Péiteng zesummegeleucht ginn ass. Dat ass an eisen Aen net dee richtige Wee, virun allem net a gréisser Gemengen a virun allem net, wann ee weess, dass e Projet um Dësch läit zu Lénger, fir e ganz neit Policekommissariat ze bauen, wat genau an der Mëtt wär tëschent Käerjeng a Péiteng, deen awer elo schon zënter véier Joer am Tirang läit a vu Regierungssäit net wierklech weiderkënn. Wat wierklech schued ass, well och am Süde bräichte mer déi nei Policekommissariatier, grad do am Dräilännereck!

E ganz wichtige Dossier fir eis ass och de Jugend- a Kannerschutz: d'Erweiterung vun der Unisec zu Dräibuer. Et ass wichteg a richtig, an dese Projet weider ze investéieren, well et ka jo awer net sinn, dass Jugendlecher mat erwuessene Verurteelte mussen zesummen ënnerbruecht ginn, well de Staat et net fäerdigbruecht huet, genuch Infrastrukturen ze schafen!

Ganz positiv hu mer fonnt, dass op der Gare Beetebuerg - an ech hat dat an der Kommissioun och ugeschwat - eng nei Passerell kënn, virun allem, fir dass Leit, déi eng Behënnerung hunn, vill méi einfach kënnen op den Zuch goen. Do hat ech de Minister och extra drop ugeschwat, well souwuel de Minister wéi och ech haten den Test gemaach mam OGB-L, fir mat engem Rollstull ze fueren, an do si ganz vill Problemer opgetaucht. Dofir hat ech de Minister och gefrot, dass déi Distanzen, déi elo zu Beetebuerg wäerten ugewannt ginn, net ze grouss sollte sinn. An do war d'Äntwert ganz zefriddestellend: dass also op déi Distanze géif opgepasst ginn, fir dass eebe Leit mat enger reduziéierter Mobilitéit och zu Beetebuerg kënnen zimmlech einfach den Zuch huelen.

Frou si mer och iwwer den Ausbau vu verschidene Schoulgebäier hei am Land, sief dat den ECG oder de Geesseknäppchen. Et ass nëmme logesch, dass mer mam Bevëlkerungswuesstum och d'Schoule matwuessen dinn.

Eng gutt Saach ass och de Bau vu weidere Flüchtlingsfoyeren um Findel, well et feelt hei och aktuell u ville Plazen, well vill DPlen ënnert der aktueller Logementskris eebe keng eege Wunneng konnte fannen an deemno ëmmer manner Plazen am Foyer fräi sinn.

Eng weider Iwwergangsléisung, déi awer gradesou wichteg ass, ass den Ëmbau vum Centre Ulysse zu Bouneweg, wou Caritas jo bekanntermoossen zënter Joren deene vulnerabelste Mënschen aus eiser Gesellschaft en Daach iwwer dem Kapp bitt. Allerdéngs däerf een net driwwer ewechgesinn, dass e puer Honnert Meter weider, wou grad d'Schinne fir den Tram geluecht ginn, och den Abrigado steet an d'Zoustänn sech do, wéi mir aus eischter Hand zougedroe ginn ass, immens verschlechtert hunn, virun allem fir Drogenofhänger.

Mir Piraten bleiwe bei eiser Linn, dëst ze dezentraliséieren an dass mussen méi Opfaangstrukturen och ronderëm an duerch d'ganz Land entsto. Well et bréngt dese Mënschen näischt, nëmme ganz vill Frustrat, wa se aus dem ganze Land, aus der ganzer Groussregioun souguer zesummekommen, fir sech am Abrigado an der Stad ze treffen. Esou kréie mer des Leit net aus dem Milieu eraus.

Deemno kéint et och en Thema an der Groussregioun sinn an nieft den Investissementer an d'Mobilitéit kéinte mer mat eisen Noperen emol kucken, dass mer Hëllefstrukture sur place bei hinne matfinanzéieren. An da wär och ze kucken, dass mir hei am Land nieft der Stad an Esch an och der Nordstad weider dezentral Ulafstellen opbauen, fir dese Mënschen ze hëllef.

Ganz positiv - an ech mengen, mir Piraten hunn et scho länger gesot gehat - ass, dass de Parking Clairefontaine endlech seng Elektroborne kritt, well wa mir als Chamber déi ganzen Zäit iwwer Elektromobilitéit schwätzen an déi gréng och nach an der Verantwortung sinn, mat am Bureau, a mir awer nëmme zwou mini Elektroparkplazen hunn, dann ass et elo endlech Zäit, dass mer dann déi 60 Elektroparkplazen och am Parking Clairefontaine kréien, fir endlech déi Elektromobilitéit och esou mat an d'Chamber ze bréngen.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Här President, des Projeten hunn eis gutt gefall. Virun allem ass eng sozial Linn ze erkennen. Wa mer an deem Land wëlle weiderkommen, da muss mer och d'Ongläicheeten an deser Gesellschaft opléisen.

D'Infrastruktur ass e wichtegt Element, fir dat ze errechen. All Euro, deen an d'Chancéglicheit investéiert gëtt, ass e gutt investéierten Euro. Dofir wäerte mir och haut des Motioun matstëmme an eisen Accord ginn. A merci dem Chantal Gary fir den exzellente Rapport. Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir öffentleche Infrastrukturen a Mobilitéit, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Här President, ech wollt allen Deputéierte Merci soe fir hir Beiträg an och natierlech fir déi enorm héich Zoustëmmung, déi mer hei kréie fir déi Projeten alleguer. Ech wollt natierlech och der Rapportrice Merci soe fir hire gudd schréfflechen a mëndleche Rapport. Ech wollt mech duerfir op eng Rei Froe beschränken, déi gestallt gi sinn, respektiv Remarken allgemenger

Natur, déi gemaach gi sinn zu eenzele Projeten oder zu Projeten, déi am Zesammenhang sti mat deem, wat mer haut diskutéieren.

Fir d'éischt emol déi Fro zu der Dezentralisatioun, déi den Här Kaes opgeworf huet, an en huet d'Beispill ginn hei vun der Douane. Ech hat mam Buergermeeschter vu Gréiwemaacher schonn eng Kéier eng Diskussioun hei an der Chamber an deen huet mer esou eng Iddi ginn, déi mir perséinlech net schlecht gefall huet. De Finanzminister ass och elo just agelaf. Ech mengen, dat muss een eng Kéier mat dem Finanzminister diskutéieren. Mee a priori gëtt et sécherlech och nach verschidde Saachen, déi mer kënnen dezentraliséieren. An deem do Beräich wär et ganz sécher sënnvoll, well do och schonn eng Rei Saachen dezentraliséiert sinn. Ech mengen, et ass sécherlech derwäert, datt mer dat diskutéieren.

Dann zu der Place de la Constitution, déi vu ville Leit hei ugeschwat ginn ass. Ech mengen, dat ass e Projet, dee mir perséinlech immens um Häerz läit. Ech sinn och frou, datt ech dee Projet ka begleeden als Minister. Dat war vill schonn ... Déi Zäit, wéi ech am Schafferot an der Stad war, huet dee Projet mer uewe geleee. Do war ech ëmmer e bësse frustriert, well dat eng staatlech Plaz war an ee kee richtige Afloss drop hat.

Ech muss och soen, mir hunn hei eng ganz gutt Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg an et ass esou, wéi déi meescht et hei beschriwwen hunn a sech et och gewünscht hunn: Do si mer eis och mat der Stad Lëtzebuerg eens, datt mer do wëllen e flotten Espace schafen, dee fir d'Mënsche soll do sinn. Dat ass d'Haaptobjektiv. Déi Plaz soll autofräi ginn, busfräi ginn, an da muss ee kucken, wéi een och dee ganze Stroosseraum do gestalt. Do gëtt et jo dee Concours. Deen ass ofgeschloss. Do gëtt et eng Rei Projeten, déi dobäi erauskomm sinn. Et ass wéi ëmmer bei deene Projeten: Et gëtt der, déi fënn ee gutt, besser. Et fënn ee keen 100% gutt an am léifste géif een heiansdo verschidde zuesammeschmelzen.

Mir wäerten och nach mat der Stad Lëtzebuerg fir d'éischt elo nach eng - also dat ass op alle Fall mäi Wunsch - gemeinsam Sëtzung maachen. Ech géif soen, an der éischer Hallschent vum Januar, well de Concours, wéi gesot, ass jo ofgeschloss, d'Projete si fäerdeg, an da wëlle mer eis mat der Stad Lëtzebuerg fir d'éischt nach ofschwätzen. An dann hoffen ech, datt mer eis eens ginn op entweeder ee vun deene Projeten oder ee vun deene Projeten, déi mer vlächicht nach zousätzlech amendéieren, wat och ëmmer.

Mee an der Grondrichtung, der Grondausrichtung si mir eis eens, wat mer wëlle maachen. Dat ass dat Wichtigst. An da wäerte mer duerno - dat ass op alle Fall mäi Wunsch - och eng Kéier, wéi dat sech gehéiert bei esou engem Concours, eng Ausstellung maachen, all Projet virstellen, an natierlech och deen, deen da Laureat ass, an eventuell weisen, mat wat fir enge Verännerungen datt mer e wëllen ëmsetzen.

Also, wéi gesot, dat ass e Projet, dee wierklech och vun historescher Bedeitung ass. Ech mengen, et huet jiddwereen et ënnerstrach. Ech fannen et eigentlech traureg, datt esou eng historesch wichteg Plaz, déi esou e schéinen Ausbléck huet mat der Gëlle Fra drop, wou och vill national Kommemoratiounen alljoers sinn, eigentlech eng Parkplaz ass. Ech mengen, et ass zwar gutt: D'Stad Lëtzebuerg benotzt se elo schon oft, fir aner Saachen drop ze organiséieren. Ech fannen dat eng ganz gutt Saach. De Moment ass jo de Chrëschtmaart drop. An ech mengen, et gesäit een och, datt d'Leit Loscht hunn, op déi Plaz ze goen, an duerfir ass et wichteg, datt mer dee Projet do relativ séier weiderbréngen.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Da ware Froe gestallt ginn zu der Vélospist Ëlwe-Clierf. Ech wëll nach eng Kéier betounen, datt bei där Vélospist, wann déi gebaut gëtt, d'Zweegleisegkeet guer keen Ofstréch mécht, dat behënnert déi also guer net. Et ass esou, datt am aktuellen Zéngjoresplang vun den CFL deen Ausbau do nach net virgesinn ass, well dat och net déi gréisst Prioritéit am Moment ass, well déi gréisst Enkpäss a Problemer hu mer net do um Reseau. Déi hu mer do, wou elo déi vill Chantiere sinn. Mee natierlech soll ee sech déi Capacitéit halen. Et geet jo ëm Capacitéit op der Streck an datt mer, wa mer eng Kéier nach méi mussen eropgoen, wat mer jo all hoffen, och dat do kënnen bauen.

Dat ass iwwerhaupt kee Problem, well wann dat geschitt, da mussen d'CFL jo eng Entretienpist bauen, sou wéi Der dat de Moment och zu Beetebuerg gesitt. A wat mengt Der, wat mer zu Beetebuerg wäerte maachen op där Entretienpist, déi elo do ass? Do kënn déi Expressvélospist vu Beetebuerg an d'Stad herno drop. Also d'CFL si schonn zum Deel amgaangen, se ëmzebauen, fir dann déi Expressvélospist draus ze maachen. An hei géif et dann d'nämmlecht goen. Da kréie mer vlächicht eng Transitivionsphas, an där et e bësse méi kompli-

ziert gëtt fir de Vélo. Dat ass ganz evident, bis dat gebaut ass, mee mir réckelen einfach e bëssen eriwier. An do wou d'Chantierspist ass, do kënn dann d'Velospist.

Also, wéi gesot, do brauch kee sech Suergen ze maachen. Et ass absolutt méiglech, de Capacitéitsausbau zwëschent Clierf an Ëlwen duerno ze maachen. A wann et sech sollt erginn, datt et muss gemaach ginn, da wäert et och gemaach ginn!

Da war et den Här Lamberty. Dir hutt mer eng Fro gestallt iwwer de Contournement vun Hesper. An ech gesinn, de Buergermeeschter ass och hei. Duerfir wëll ech dann hei profitéieren, fir hinnen déi freedeg Nouvelle ze ginn, datt ech den Avis kritt hu vum Environnement, an zwar d'lescht Woch. An ech hunn en och schonn u meng Servicer weiderginn. D'Ponts et chaussées sinn amgaang, nach e klengen Avis complémentaire dozou ze maachen, well et sinn e puer Saachen dran - déi awer net dramatesch sinn -, zu deene mer eng direkt Ausso maachen, well mer jo e kompletten Dossier ofgi wëllen.

Mir sinn awer an engems amgaangen, den Dossier fäerdeg ze maachen an an der drëtter Woch vum Januar wäerte mer en dann deposéieren op der Gemeng, also de ganze Bataklang. An da muss mer jo kucken, zesumme mat der Gemeng natierlech déi Consultation publique ze maachen, déi offiziell virgesinn ass an der Prozedur. Also dat ass um gudden Wee. Duerfir kann ech hinnen haut do eng ganz gutt Nouvelle an deem Sënn ginn.

Da sinn eng Rei Froe gestallt ginn zum Ausbau vum Tram. D'Madamm Cecchetti huet sech d'Fro gestallt, firwat datt mer elo hei d'Escher Strooss dräi schreiwene. Bon, si huet et gesot, si ass net an der Kommissioun, duerfir huet se vlächicht net all d'Informatiounen. Mir wäerte souwisou am Kader vum Plan national de mobilité 2035, dee mer an der Chamber jo wäerten elo Enn Januar virstellen ... Do ass den Tram natierlech e wichtige Deel dran an do wäert de ganze Reseau och dra sinn.

Dat, wat Der ugeschwat hutt, ass natierlech alles virgesinn, dorun huet näischt geännert. Dat hei ass en Zousatztracé. An herno muss ee jo verstoen, wann de schnellen Tram vun Esch kënn an deen op der Cloche d'Or ukënn, da gëtt et jo zwou, fir net ze soe souguer dräi Méiglechkeeten: Et kënnen Leit op de Kierchbiereg wëllen, et kënnen Leit bei deen Eck Centre hospitalier/Stäreplaz wëllen, et kënnen awer och Leit op d'Gare oder an den Zentrum wëllen. Am Fong brauch een dann déi zwou Trassen, wann een dat alles wëllt de Leit als Méiglechkeet ginn, ouni dass se mussen permanent ëmklammen, well dat soll jo dann do d'Zil sinn. Et kann een natierlech och ëmklammen. Herno gëtt et ganz polyvalent, wat fir eng Méiglechkeeten datt een do huet.

An da kënn dat Zweet derbäi, dat ass déi ganz Route d'Esch, do kënn eng enorm Bebauung! Dat ass zwar och de Virdeel, well do huet d'Stad Lëtzebuerg an hirem PAG och deen néidege Recul virgesinn, fir datt den Tram ka gebaut ginn. Dat ass alles kee Problem. Duerfir ass dat scho wichtig an duerfir ass et awer och wichteg, datt een eng zousätzlech Achs do kritt. Déi géif och net laanscht d'Hollerecher Gare fueren, well dat gëtt oft ...

Bon, ech mengen, dat kann ee sech de Moment nach net virstellen, well dat anert nach net gebaut ass, mee um Paul-Wurths-Areal, do kënn jo e Boulevard drop an dee gëtt net fir d'Autoen, mee just fir Véloen, fir Foussgänger a fir den Tram an nach eventuell Bussen - dat muss een nach gesinn -, mee virun allem fir den Tram reservéiert. Dat ass och alles esou mat deene Promoteuren do ..., déi sinn och selwer Demandeur, fir dat ze maachen, well den Autosverkéier gëtt iwwer eng aner Strooss do éischer derlaanschtgeleet. An da géif deen Tracé - an dat ass am Fong deen Tracé, deen natierlech dann och bei Zéisseng fiert, also bei d'Lyceëen do -, deen neien Tracé op d'Escher Strooss gesitt, dann iwwer de Boulevard eropkommen. Dat heescht, et géif net iwwer d'Escher Strooss goen. Déi ass jo elo relativ nei gemaach. Mee do soll éischer méi berouegt ginn op der Hollerecher Strooss, wéi se haut ass. Duerfir: Dat hânt zesummen an dat wäerte mer och an deem Ganzen esou virstellen.

Dann zu der Fro mam Vélo an dem Stellwäert an datt de Staat méi Virgabe soll ginn. Och do wäert am Plan national de mobilité 2035 viles kommen, well dee Plang wäert aus e puer Dealer bestoen. Do ass een Deel, dat ass Infrastruktur, dat sinn nei Infrastrukturen, déi mer wëlle bauen: Schinnen, wat och ëmmer. An da kënn e ganzen Deel dran, datt sinn och Recommandatiounen, Richtlinnen, déi mer wëlle ginn un d'Gemengen, un d'Allgemengheet, wéi mer solle verschidde Stroossen zich plangen, wéi d'Uertskäre sollen ausgesinn, Verkéiersberouegung, wéi dat sech haut gehéiert - also e bëssen d'Stied zu de Mënschen zréckbréngen. An do ass och ganz vill fir de Vélo dran.

Firwat kritt de Vélo e grouse Stellwäert? Mee well am éischen Deel vun deem Plang vill Zuelematerial dran ass, do sinn Analyse gemaach ginn, Verkéiersanalyse gemaach ginn. Mir hu Statecs-Donnéeë verschafft, mir hunn Donnéeë verschafft vum Aménagement du territoire, wéi Lëtzebuerg sech ent-

wéckelt. Bon, an do kommen dann natierlech och Projektiounen dran an och Detailanalysen. An eng, zum Beispill, kann ech lech scho soen, déi wëll ech schonn erauszéien, dat ass: 40 % vun den Autosbeweegungen zu Lëtzebuerg sinn Autosbeweegungen ënner 5 Kilometer. An ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, datt den Auto net erfonden ginn ass fir esou kuerz Distanzen. Dat sinn Distanzen, déi sech natierlech enorm gutt eegne fir de Vélo.

Duerfir huet de Vélo och zu Lëtzebuerg e ganz groust Potenzial! A villes, wat mer an der Vergaangenheet nach un Nodeeler haten, topografischer, dat gëtt et eigentlech haut net méi an deem Mooss. Éischtens kann een och Infrastrukturen do bauen, fir déi Topografie ze iwwerwannen. Mee virun allem mam Pedelec, mat der Assistance électrique fir de Vélo, gëtt et eigentlech keng Contrainte méi, och net méi am Alter. Jiddweree kann haut um Vélo fueren. Dat Eenzege, wat feelt, dat ass eeben e konsequenten, kohärenten nationale Véloseseau. An net, wéi Der et richteg gesot hutt, einfach mat Strécher op der Strooss, mee mat wierklech ofgetrennte flotte Pisten, mindestens op deenen Hauptachsen, géif ech emol soen, an dann natierlech och innerorts, dat heescht, datt d'Zesummespill mat de Gemenge gutt fonctionéiert. An do wäerten och Richtlinnen am Plan national de mobilité dra sinn, déi ech da wäert virstellen.

Insgesamt, wéi gesot, e grouse Merci fir déi breet Zoustëmmung. Ech mengen, mir ginn hei deem gerecht, wat och de Finanzminister bei sengem Budget gesot huet: „D'Investissementen sollen héich bleiwen.“ Dat maache mer, natierlech och, fir d'Ekonomie ze stimulieren, mee mir maachen et awer och, well dat heiten alles Investissementen sinn, déi Lëtzebuerg wëlle weider fit halen a fit maache fir d'Zukunft, datt dat Land sech nach ka weiderentwéckelen. Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Minister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir kommen nach zur Ofstëmmung iwwert d'Motion, déi bei dëser Diskussioun deponéiert ginn ass.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vot ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentionen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), M. Emile Eicher (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Octavie Modert), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Le saviez-vous ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

14. 7822 - Projet de loi relative à l'émission de lettres de gage, et portant :

1° transposition de la directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant les directives 2009/65/CE et 2014/59/UE ;

2° mise en œuvre du règlement (UE) 2019/2160 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les expositions sous forme d'obligations garanties ; et

3° modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

d) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Mir kommen dann elo bei de Projet de loi 7822 iwwert d'Ausgab vu Pandbréiwer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an ech géif direkt d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, an dat ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

■ **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif alleguer, d'Finanzwelt bleift net stoen. Mat enger enormer Vitess kommen nei Technologien op de Maart. Et ginn nei Finanzprodukte konzipéiert - de Choix gëtt also méi grouss. De Legislateur - dat si mir - ass gefuerdert, fir derfir ze suergen, datt de gesetzleche Kader zu all Moment dësen Entwécklung Rechnung dréit.

Et gëtt och Produiten, déi schonn zanter Joerzénge, wann net Joerhonnerte bestinn. „Lettres de gage“, op Däitsch bekannt ënner „Pfandbriefe“, a wéi de President ganz richtig sot, op Lëtzebuergesch „Pandbréiwer“, gëtt et zum Beispill zënter dem 18. Joerhonnert. Et handelt sech ëm e Scholdinstrument, erausgi vun enger Bank, dat duerch Aktive gedeckt ass. D'Legislatioun ronderëm dëst Finanzinstrument muss ugepasst ginn.

An deem Kader presentéieren ech lech haut de Rapport zum Projet de loi 7822 iwwert d'Lettres de gage. De Projet ass am Fréijoer, an zwar genee de 7. Mee dëst Joer, deposéiert ginn. Et geet éischtens drëm, fir déi europäesch Direktiv 2019/2162 vum 27. November 2019 iwwert d'Lettres de gage an d'effentlech Kontroll vun den Obligations garanties a Lëtzebuerg Recht ëmzesetzen. Zweetens gëtt d'europäesch Reglement 2019/2160 vum 27. November 2019 iwwert d'Obligations garanties ëmgesat.

D'Zil vun dësem Gesetzesprojekt ass et, fir déi uestrieffte Harmonisatioun vun den Normen, déi d'Emissioun vun Obligations garanties an der Europäescher Unioun reegelen, an nationaalt, a Lëtzebuerg Recht ëmzesetzen. Doriwwer eraus gëtt eng Approche „Produit“ an dësem Projet proposéiert. Schlussendlech limitéiert sech mat dësem Text d'Emissioun vun de Lettres de gage net just op spezialiséiert Etablissementen, mee den Accès gëtt ënner strenge Bedingungen op all Bank ausgeweit.

D'Lettres de gage si Scholdinstrumenter, déi vun engem Kreditinstitut ausgestallt ginn. Dës Lettres de gages ginn iwwer gewëssen Aktive vun dësem Kreditinstitut gedeckt. E wichtege Aspekt ass den, datt den duebele Recours gëllt, dat heescht, datt d'Investisseuren d'privilegiéiert Recht op d'Aktiven hunn, déi als Garantie hannerluecht goufen. Wann dës Aktiven net duerginn, fir d'Schold géint iwwer den Investisseuren ze begläichen, dann hunn d'Investisseuren nach e Recht op dat, wat een nennt „masse restante“, d'Masse restante vun der Bank selwer, awer just als „chirographaire Creancieren“. Wat si chirographaire Creancieren? Dat si Creancieren, déi weeder e Privileeg nach eng Hypothék hunn. D'Lettres de gage gëlle generell als sécher Finanzierungsquellen, souguer a Krisenzäiten.

Wéi de Finanzministère der Finanz- a Budgetkommissioun op Nofro hi preziséiert huet, waren an der Period vun Enn 2018 bis Mëtt 2021 zwee spezialiséiert Etablissementen fir d'Lettres de gage registriert, dovunner eent aktiv an eent am sougenannte „run-off“. Am Joer 2022 wäert dat lescht Etablissement dann och mat sengen Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ophalen, well de Grupp sech nei strukturéiert.

Déi europäesch Direktiv 2019/2162 vum 27. November 2019 iwwert d'Erausgi vun den Obligations garanties an d'effentlech Kontroll dovunner

schaaft en harmoniséierte Kader fir d'Obligations garanties an der Europäescher Unioun. Bis haut gëtt d'Emissioun vun de Lettres de gage iwwert d'ofgeännert Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsektor gereegelt. Et ass gutt ze wëssen, datt d'Dispositiounen vum Gesetz vum 5. Abrëll 1993 scho relativ no un den Dispositiounen vun der Direktiv 2019/2162 sinn. Déi Direktiv gesäit Reegelen zu den Obligations garanties vir, Reegelen, déi d'Investisseuren schützen, hir strukturell Eegeschaften definéieren, déi effentlech Kontroll virgesinn a Verflüchtungen fir d'Veröffentlechung virschreien.

De Staatsrot huet an dësem Kontext e puer formell Oppositionen formuliert, déi integral am Text iwwerholl goufen. Et goufen och eng ganz Rei zousätzlech Ännerungen vum Staatsrot ugeholl. D'Virschléi vun der héijer Kierperschaft goufen awer net all mat iwwerholl, well d'Zil vum Gesetzesprojekt net just dorop begrenzt ass, fir déi europäesch Texter ëmzesetzen. Zousätzlech soll eng gewësse Kontinuitéit mam ofgeännerte Gesetz vum 5. Abrëll 1993 bestoe bleiwen.

De Gesetzesprojekt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, dee mer hei virleien hunn, gesäit zwou Hauptännerunge vir. Éischtens soll de Lëtzebuerg Regim vun de Lettres de gage gläichzäitig mam neien europäesche Regim vun den Obligations garanties an engem Text koexistéieren, dat heescht, datt d'Obligations garanties als Souskategorie vun de Lettres de gage, vun de Pandbréiwer, gesi ginn. Bis elo gëtt et just de Lëtzebuerg gesetzleche Kader, den awer scho ganz no un der Direktiv ass.

Zweetens gëtt eng Approche „Produit“ agefouert. D'Emissioun vun de Lettres de gage gëtt also iwwert e separat Gesetz gereegelt. D'Emissioun vun de Lettres de gage gëtt deemno erweidert. Et kënnen also an Zukunft net just spezialiséiert Etablissementen, sougenannt „banques d'émission de lettres de gage“, mee och klassesch Bankinstitute, wéi mir et dacks soen: „Universalbanken“, Lettres de gage erausginn, dëst natierlech ënner strenge Bedingungen. Dat heescht awer net, datt de Regim vun de spezialiséierten Etablissementen ofgeschaaft gëtt.

De Gesetzesprojekt ass a verschidde Kapiteln ënnerdeelt. Dat éischt Kapitel reegelt d'Emissioun, also d'Erausgi vun de Lettres de gage. Virun allem gëtt definéiert, wéi eng Konditiounen ze erfëlle sinn, fir datt eng Lettre de gage als „obligation garantie européenne“ oder „obligation garantie européenne de qualité supérieure“, wéi am Text steet, gëllt. Zousätzlech ginn d'Garantien erkläert, vun deenen d'Investisseuren profitéieren. Ech ziele se kuerz op: den duebele Recours, d'Präferenzrecht, Ufuerderunge ronderëm d'Couverture, d'Masse de couverture, d'physisch Aktiven, déi als Sécherheet benotzt ginn, an d'Liquiditéitsufuerderungen.

De Gesetzesprojekt gesäit keng verlängerbar Echeance vir. Dës Optioun gouf also net aus der Direktiv 2019/2162 iwwerholl, ausser am Fall vun der Insolubilitéit vum Kreditinstitut.

Dat zweet Kapitel reegelt d'Virschreften, deenen d'Kreditinstitut ënnerläit, dat eeben d'Lettres de gage, d'Pandbréiwer, erausgëtt. Méi prezis geet et also drëm, wéi d'Autorisatioun fir e Lettres-de-gage-Programm erausgi gëtt a wéi d'Aschreiwung vun de sougenannten „actifs de couverture“ am Gage-Regëster virgeholl gëtt. Et geet och ëm déi obligatoresch Kommunikatioun an d'CSSF an un d'Investisseuren an et geet ëm d'Kontroll vum agreéierten a spezialiséierten Réviseur d'entreprise.

Dat drëtt Kapitel erkläert d'Kontroll vun de Lettres de gage. D'CSSF gëtt als Autoritéit uginn, déi d'Respektiere vum Gesetz iwwerwaacht. D'CSSF kritt also, wéi esou dacks, och hei Pouvoire fir ze iwwerwaachen, ze enquêtéieren an ze sanktionéieren.

Dat véiert a lescht Kapitel schützt d'Bezeechnunge „lettre de gage“, „obligation garantie européenne“ an „obligation garantie européenne de qualité supérieure“.

Fir zousätzlech Erklärungen verweisen ech op de Commentaire des articles.

Elo wëll ech awer nach kuerz op d'Avisen, déi mer erakuten, agoen. De Staatsrot hat säin Avis den 28. September dëst Joer erausginn. De Staatsrot ënnerstëtzt d'maximal Limitt vun der Emissioun vun de Lettres de gage, well se d'juristesche Sécherheet an d'Sécherheet vun de Creancieren vum Kreditinstitut erhéicht. Dës Limitt soll jo - fir datt ee besser versteet - fir Gläichgewiicht, en Equiliber tëscht de Rechter vun den Deposanten an anere Creancieren suergen.

De Staatsrot huet verschidde formell Oppositionen ausgeschwat, notament fir derfir ze suergen, datt d'Ëmsetzung méi no un der Direktiv soll bleiwen. Zousätzlech huet déi héich Kierperschaft nach eng Rei Prezisioune gefrot. A sengem Avis complémentaire huet de Conseil d'État d'Amendementen guttgeheescht.

An hirem Avis vum 12. Juli 2021 huet d'Chambre de Commerce dëse Projet begréisst. Virun allem sinn

d'Ouverture fir d'Emissioun vu Lettres de gage op all Kreditinstitut an d'Harmonisatioun um europäesche Plang vu Virdeel fir de Secteur. D'Handelskummer huet d'quantitativ Limitt vun 20 % kritiséiert - ënner anerem géife Prezisioune feelen. D'Handelskummer gëtt hiren Accord zu dësem Projet, awer sous réserve, datt d'Fro vun der quantitativer Limitt gekläert gëtt. Iwwerdeems wier déi administrativ Amende ze héich ugesat.

Fir Detailler verweisen ech hei op déi respektiv Avisen.

Ech wëll lech op dëser Plaz Merci soe fir Är Opmierksamkeit, an e besonnesche Merci un den Här Finanzminister an un den zoustännige Beamten aus dem Ministère fir déi exzellente Zesummenaarbecht am Kader vun dësem Projet. An am Numm vu menger Fraktioun géif ech dann och hei den Accord zu dësem Gesetzesprojekt ginn. Villmools merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen dem Här Rapporteur André Bauler villmools Merci a ginn d'Wuert un den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, merci, Här President. Ech wëilt och ufänke mat engem ganz grouse Merci un eise Rapporteur, den eis dee Projet net nëmmen am Detail erkläert huet, mee den och nach e klengen Historique gemaach huet an eis och nach eng Kéier juristesche erkläert huet, wat eng Lettre de gage ass. An ech hu mech 40 Joer méi jonk gefillt, Här Rapporteur: Wéi ech nämlech am éischte Joer Droit war, war ëmmer de Gage um Programm an et war ëmmer eng Fro, déi mer immens gefaart hunn, well et war eng komplizéiert Fro. Duerfir merci fir mir och dee flotte Moment do ginn ze hunn.

Ech wëilt zum Projet soen, an Dir hutt dat erkläert: Fir d'éischt geet et hei ëm eng Transpositioun vun enger Direktiv, eng Harmonisatioun. Doniewent gëtt awer och eng nei Zort vu Produit agefouert. An Dir wësst - an do adresséieren ech mech éischer un de Finanzminister -, datt ech mech jo oft hei méi kritesch mat Transpositiounen vun Direktiven auserneesetzen, well ech fannen, datt mer am Moment amgaange sinn, um europäeschen Niveau awer vläicht heiansdo e bësselchen ze vill ze reguléieren.

Dat hei, muss ech awer soen, ass eigentlech eng Direktiv, déi äusserst positiv ass, déi och der Finanzplaz wierklech eppes bréngt, well et hei u sech zu enger Harmonisatioun kënn an engem Beräich, wou ech mengen, datt d'letzebuergesch Finanzplaz wierklech e ganz groussen Knowhow scho säit Joren huet. An ech mengen duerfir och, datt dat heite Gesetz sech wierklech och wäert ganz positiv fir déi Finanzplaz auswirken.

Duerfir wäert ech hei mat engem ganz grouse Pleséier och den Accord vu menger Fraktioun ginn. Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Mosar. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Villmools merci, Här President. Ech hu mech zwar elo net vill méi jonk gespiert, mee dat ass awer elo net esou wichtig. Ech wëilt dem Här Bauler Merci soe fir säi gudde Rapport an deen interessanten Historique, den awer wierklech flott nozelauschtere war. Domat den Accord.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert un den Här Georges Engel.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, merci och dem Här Bauler fir déi ganz gutt Explikatiounen. Merci och fir de Rapport. An ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Engel. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech mengen, Här President, dat Wichtigst, wat een hei elo ka soen, dat ass, dem Här Bauler villmools Merci ze soen, well en huet alles gesot, wat vum Contenu hier ze maachen ass. Also villmools merci! A mir ginn och den Accord als ADR.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, villes gouf scho gesot. E Merci och un de Rapporteur fir dee ganz extensive Rapport. Dat gouf nach net vun alle gesot. Dofir soen ech nach eng Kéier Merci, a mir ginn och eisen Accord heizou.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech si frou, dass dese Projet esou eng grouss Zoustämmung kritt. Dat ass och de Verdéngscht vum Rapporteur André Bauler, deen dat effektiv ganz gutt gemaach huet. An ech wäert och dofir elo net ze vill an den Detail goen, well hien huet alles gutt erkläert. Loost mech just e puer komplementar Informatiounen ginn.

Dat hei ass e Projet de loi, dee gutt ass fir eis Finanzplaz, fir déi ze diversifizéieren. An dat hat och den Haut comité de la place financière erkannt an en hat jo och recommandéiert, dass mer an déi Richtung solle goen. Mir hunn um nationale Plang iwwert déi lescht Joren hei legiferéiert, fir déi Lettres de gage kënnen méi ze gebrauchen, an du koom dann och des Direktiv 2019, déi de Cadre juridique vergréissert a méi breet mécht.

Et geet dréms, eng Harmonisatioun ze maache vun der Emissioun a vun der Surveillance vun de Lettres de gage, an och doréms, de richtegen Equilibre ze fannen, wéi den Deputéierten André Bauler richteg gesot huet, vun der Protektioun vun den Investisseuren a Lettres de gage op där enger Säit an traditionellen a klaseschen Deposanten op där anerer Säit.

Mir haten zu Lëtzebuerg e Cadre juridique, deen en fait limitéiert huet, wien esou Lettres de gage kéint erausginn. Dat ware spezialiséiert Banken a soss keen! An dat ass e Modell, deen en fait amgaangen ass auszefallen an deene meeschte Länner. An d'Innovatioun, déi des Direktiv bréngt, ass, dass all Typ vu Bank dat maache kann, wa se natierlech verschidde Konditiounen respektéiert. An déi Obligation garantie, wéi d'Wuert et seet, „garantie“ ass natierlech dat, wat drénner läit: de Gage, den Objet, dee garantéiert gëtt. An domadder ass dat heiten natierlech och eng Kontributioun un d'Finanzstabilitéit, net nëmme vun den Investisseuren, mee en fait vun der ganzer Kreditwelt.

Et ass esou, dass mer dann elo zu Lëtzebuerg déi Spezialitéit, déi mer haten - dat waren auslännesch Banken, déi spezialiséiert waren an de „Pfandbriefe“, dat waren oft däitsch Banken, oder „Lettres de gage“ op Franséisch -, dass mer déi awer bäibehalen. Dat sinn da spezialiséiert Banken. An do dernieft gëtt et dann déi europäesch Direktiv, déi dann elo hei an den Asaz kënn, wou een dann als Universalbank, als Generalistebank, dat heiten och ka maachen, wann ee verschidden Oplagen op sech hält.

Dat wäert eis hëllefen, eng Gamm Produiten op de Marché ze bréngen, déi et soss net gouf. Mir hunn 2018 - an dat ass mäi leschte Punkt, deen nach net erwaant ginn ass - d'Lettres de gage justement gebraucht, fir Energie-renouvelablen ze finanzéieren. Dat heescht, dat hei ass e Produit, dee préteiert sech gutt fir d'Finance soutenable, an dat begrëssen ech an ech mengen, dat ass och fir d'Zukunft eppes Wichteges. A mat dësem Gesetz wäert ee kënnen Lettres de gage fir Energies renouvelables oder aner klimafreundlech Produite maachen, finanzéieren an och refinanzéieren. De Refinanzement war bis elo net méiglech.

Ech freeë mech och, dass mer dat konnten an den néidegen Delaie maachen. Et ass eng komplizéiert Direktiv, wou d'Kommissioun de Länner e Bësch méi Zäit ginn hunn. Mir sinn hei gutt an der Zäit, an dofir allen Acteuren, déi hei dru geschafft hunn, villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7822. Den Text steet am Document parlementaire 7822².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7822 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno komme mer zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Aehm), Félix Eischen, Paul Gales, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Georges Mischo) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves

Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

15. 7423 - Projet de loi concernant le reclassement partiel de la voirie et la reprise par l'État d'une série de chemins vicinaux et portant modification de l'article 6bis de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Mir kommen elo zum Projet de loi 7423 iwwert de Reklassement vu verschiddene Stroossen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

■ **M. Carlo Back** (déi gréng), *rapporteur*.- Här President, Kolleginnen a Kollegeen, Här Minister, hei geet et dréms, eis Gesetzgebung un d'Ännerung vum Stroossennetz unzepassen, déi zanter dem leschte Voiriesgesetz gemaach goufen. An dat sinn der zimmlech vill, vu datt et sech hei ëm d'Gesetz vum 22. Dezember 1995 handelt. Dobäi muss een awer och erwänen, datt et fir d'Autobunne mat der Loi modifiée vum 16. August 1967 e separat Gesetz gëtt.

Contournement goufe gebaut, Nationalstroosse goufen aus- oder ëmgebaut, d'Gemenge froe reegelméisseg och op Staatsstroossen, déi duerch hir Uertschafte ginn, Verkéiersberouegungsnoosname bis hin zu 30er-Zonen oder Zone-de-rencontres. An et gëtt och Fonctionnements- oder Prioritéitsännerunge vu Stroossentranchen, en fonction vum wuessenden oder ofhuelenden Trafick an och en fonction vum Ausbau vum ëffentlechen Transport.

Dat alles virausgesat, geet et also elo generell doréms, en effikassen nationale Stroossennetz ze garantéieren, dee méiglechst à jour ass an de Besoinen vun haut a vu muer a puncto Persounen- a Giddertransport gerecht gëtt.

A ganz konkret geet et hei am Projet de loi ëm follgend dräi Aspekter: éischtens, no all den Ännerungen, déi an deene leschte Jore virgeholl goufen, elo nees eng kloer Hierarchie vun eisem Stroossennetz ze etabléieren; zweetens, ze garantéieren, datt d'Stroosse richteg ënnerhalte ginn, an eng Harmoniséierung vun de Stroossenamenagement op nationalem Niveau ze garantéieren; an drëtens, Stroossen en fonction vun den Nutzungsännerungen an de leschte Joren nei anzuklasséieren. Gemengestroosse ginn zum Beispill dem Staat iwwerdroen als Chemin repris.

All des Ännerungen hu virun allem och zum Zil fir ze klären, wien zoustänneg ass fir all des Weeër ze ënnerhalen an och ze amenagéieren, wann do e Besoin ass, soudass des Weeër an engem gudden Zoustand benotzt kënnen ginn. Dat sinn Aufgaben, déi dem Staat zoufaleen oder de Gemengen.

Fir dëst ze illustréieren, ginn ech d'Beispill vum Contournement vu Jonglënster. No dem Bau vum Contournement vu Jonglënster gëtt d'N11 op dem Stéck, dat duerch Jonglënster geet, e Chemin repris, CR. An de Contournement vu Jonglënster kënn dann natierlech nei an de Programme des contournements d'agglomérations et tronçons de route derbäi. Dat kënn Der am Artikel 10 vum Projet de loi noliesen.

Insgesamt gi mat dësem Projet follgend Ëmklasseierung gemaach: 1.535 Meter Chemins repris a 4.505 Meter Chemins vicinaux, also Feldweeër, ginn zu Nationalstroossen. 25.173 Meter Feldweeër ginn zu Chemins repris ëmklasseiert. 4.951 Meter Nationalstrooss ginn zu CR erofgestuut. 46.208 Meter Chemins repris ginn zu Chemins vicinaux erofgestuut a falen deemno nees an d'Kompetenz vun de jeeeweilege Gemengen. An 31.616 Meter Strooss waren nach guer net aklasseiert a gi mat dësem Projet zu ronn zwee Drëttel als Nationalstrooss aklasseiert an zu engem Drëttel als Chemins repris.

Do dernieft änneren och nach eenzel Nimm vun Nationalstroossen an CRen. Et gëtt och eenzel Ofriedunge vun ëffentlechem Raum, deen un d'Stroosse gebonnen ass, vum Staat un d'Gemengen, zum Beispill d'Cessation de places publiques.

Insgesamt kritt de Staat mat all dese Changementen ronn 4.662 Meter Stroossen zousätzlech ze ënnerhalen, a mam Akraaftriede vum Gesetz wäert de staatleche Stroossennetz genee 850 Kilometer Nationalstroossen an 1.882 Kilometer Chemins repris beinhalten. All des Ännerunge sinn am Detail an och mat de jeeeweils betraffe Gemengen an den eefle Tabloen an der Annex vun dësem Projet de loi festgehalen.

Da kommen ech zum Avis vum Staatsrot. De Projet de loi ass den 12. März 2019 deposéiert ginn. Am éischten Avis vum 2. Juli 2019 hat de Staatsrot just Froen opgeworf a legistesche Remarken zu deem Projet de loi gehat, mee hat awer keng Opposition formelle zum Projet de loi gemaach.

De Staatsrot huet awer eng Remark an de Considérations générales gemaach am Sënn, datt dese Projet de loi nëmme géif d'Reprise an de Klassement vun der Voirie communale an der Voirie étatique virgesinn, an dëst och vice versa. Et géif an deem Sënn hei och dréms goe fir festzeleeën, wien zoustänneg ass fir den Entretien an d'Gestioun vun de jeeeweilege Stroossen, ouni datt awer d'Propriétéit géif änneren. Wann een en Transfert vun der Propriétéit vum Domaine public de l'État an den Domaine public vun de Gemengen envisagéiert hätt, da misst dat am Projet de loi präziséiert ginn. Dëst huet dann zu engem Mëssverständnis tëschent dem Conseil d'État an der Regierung gefouert. Et koom zu engem Amendement parlementaire, wou versicht ginn ass, dësen éischte Bemierkunge vum Conseil d'État Rechnung ze droen.

Dësen Amendement war da folgendermoosse formuléiert: « L'État abandonne aux communes la pleine propriété de la plate-forme des tronçons de routes nationales et places publiques énumérés à l'annexe, tableaux III et X. »

De Staatsrot konnt awer des Amendements parlementaires net positiv aviséieren an huet zwou Oppositions formelles gemaach wéinst Insécuritées juridiques, wat och zu enger Reunion am Staatsrot selwer vum President vun der Chamberskommissioun, dem Conseil d'État an de Beamte vun der Regierung gefouert huet, fir den Dossier eng Kéier zuesammen am Detail durchzediskutéieren an d'Mëssverständnisse opzeklären.

Eng vum Staatsrot sengen zwou Oppositions formelles ass aus dem Avis complémentaire a war folgendermoosse motivéiert, an ech liesen dat op Franséisch, well dat ass e Bësch komplizéiert soss: « Le Conseil d'État donne encore à considérer que le projet de loi sous examen ne concerne qu'une portion relativement réduite de la voirie publique, de sorte que la propriété de la plus grande partie du réseau resterait soumise à l'ancien régime juridique. Il en découlerait une dualité de régimes qui risque d'être source de nouvelles difficultés. Si les solutions jurisprudentielles dégagées de longue date ne donnent pas satisfaction, il est nécessaire d'élaborer une législation réglant le régime de propriété de l'ensemble du réseau routier, faute de quoi l'on risquerait d'aboutir à une pluralité de règles différentes applicables à un réseau qui, pourtant, est continu. »

Dat heescht, de Conseil d'État huet derfir plädéiert, datt, wann een net just den Entretien, mee och d'Propriétéit vum Terrain wéilt transferéieren, da géif dat zwar goen, mee et misst een dat awer da fir dee ganze Stroossennetz maachen, also am Kader vun engem globale Gesetz, fir datt een eng Pluralitéit vu Reegelen um selwechte Stroossennetz kéint vermeiden.

Dëst huet derzou gefouert, datt eis Kommissioun dunn am Accord mam Ministère awer dovunner ofgesinn huet, fir och d'Stroossepropriétéit ze transferéieren, a mat engem weideren Amendement nees zur originaler Approche zrëckkomm ass. Dese leschten Amendement gouf dann och an engem weideren Avis complémentaire positiv vum Staatsrot aviséiert, wat och erkläert, datt dese Projet de loi esou laang duerch d'Prozedur gebraucht huet.

Et gouf kee weideren Avis zu dësem Projet de loi. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn domat och den Accord vun der grénger Fraktioun.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools dem Här Rapporteur Carlo Back. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Serge Wilmes** (CSV).- Merci, Här President. Ech hale mech ganz kuerz. Ech soe Merci dem Här Back fir säi Rapport an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun dozou.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Wilmes. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn.

■ **M. Max Hahn** (DP).- Ech wäert probéieren, dat genausou séier ze maache wéi de Serge Wilmes.

(Hilarité)

Well dat net méiglech ass, probéieren ech, et nach e bëssen erauszezögen. Ech wollt just de Mi-

nister nach eng Kéier ënnerstëtzen an där Approche oder deem Versprieche, wat en eis gemaach huet, fir an Zukunft vläicht méi oft déi heite Gesetzter stëmmen ze loossen; ech mengen, de Rapporteur huet et virdu gesot, et war 1996, wann ech mech richteg erënnere. Wéi gesot, mer solle kucken, dat e Bësch méi zäitno ze maachen, well et ass einfach e risegen Avantage, besonnesch fir déi Stroossen, déi d'Gemenge kréien, well se einfach vill méi fräi sinn, fir do verkéiersberouegend Mesuren ze maachen. Well et ass awer natierlech e Bësch méi en zéie Prozess, wann dat iwwert d'Verwaltung muss goen, wéi wann eng Gemeng dat ka maachen, well d'Strooss an hirem Besëtz ass.

Dëst gesot, dem Rapporteur villmools merci fir seng zwee Rapporten, a mir ginn och eisen Accord, also ech ginn den Accord vun der demokratescher Fraktioun. Merci.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Hahn. An da wier et um Här Dan Biancalana.

■ **M. Dan Biancalana** (LSAP).- Merci, Här President. Ech schlësse mech mengem Virriedner un, soen dem Rapporteur Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport a ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Biancalana. An elo ass den Här Jeff Engelen scho prett.

■ **M. Jeff Engelen** (ADR).- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Carlo Back en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot, et brauch net nach ergänzt ze ginn oder bäigefléckt ze ginn. Ech géif him Merci soe fir säi Rapport a mir ginn d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetzesprojekt.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Engelen. An da wier et un der Madamm Myriam Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk).- Jo, also bei eis ass dat elo net esou. De Reklassement vun der Voirie zwësche Gemeng a Staat géife mir ganz gäre matstëmmen. Mee eis stéiert e klengen, e ganz klitzekleenge Projet dran, dat ass de Contournement vu Käerjeng, deen och drasteet, well deen nach net gebaut ass. Duerfir wéilt mir eis hei enthalten.

A mir fannen déi Aktioun, déi haut stattfonnt huet, dee Moratoire zwëschent der Biergerinitiativ an deenen dräi nationalen Associatiounen, nämlech dem Mouvement écologique, Natur an Ëmwelt a Youth for Climate immens flott. Dat beweist nämlech, datt dat keng NIMBY-Aktioun méi sinn, mee datt et hei ëm méi geet. Et muss ee wëssen, datt mir um 15. Oktober (veuillez lire: um 15. Februar) dëst Joer schon den Overshootday haten - mir waren op Plaz zwee hanner Katar -, dat heescht, wou mir theoretesch eis Rohstoffverbraucht haten, déi an engem Joer kënnen nowuesen. Mir sinn och dat Land, wat am meeschten zersidelt ass an zerschnitten ass hei a ganz Europa.

A mir wëssen och, datt mir an dem Plan sectoriel « Transports » minus 50 % musse packe par rapport zu 2019, bis 2030. An 2030, soen ech ëmmer, dat ass muer, dat ass en Zil, dat ass ganz héich. An dat erreche mer bestëmmt net, andeems mer nei Strossen a Contournementen bauen, wou mer Beem ëmhaen, wou mer CO₂-Emissiounen geréieren, well d'Baggere kommen. Wou och iwwregens den Här Wolter - nee, net den Här Michel Wolter, mee den Här Frank Wolter -, Direkter vun der ANF, an enger Zeitung gesot huet, datt den Impakt vum Klimawandel elo esou staark ass, datt Kompromisse a Prioritéiten néideg sinn. D'Gesondheitsrisiko fir d'Veerjüngungsmoosname vum Bësch sinn esou grouss, datt d'Krounddiecher vun de Wälder onbedéngt musse geschlosse bleiwen, soss riskéieren d'Wälder ofzestierwen. Dat heescht, mir musse probéieren, esou mann wéi méiglech Bëscher ofzesholen.

A wann een e Contournement baut wéi deen zu Käerjeng, da gëtt ofgeholzt an dat ginn da Lächer an de Bësch, an da stierft deen of. A wann eis Bëscher ofstierwen, da verléiere mir alles, sou den Här Wolter. An et ass immens wichtig, jee no Alter, jee no Bamaart, jee no Bedingungen, wéi vill CO₂-Emissiounen gespuert ginn. Dee Bësch ass en ale Bësch, deen huet ganz vill CO₂-Emissiounen gespuert!

A fir deen, dee mengt, ech géif hei Blödsinn zielen: De Roger Schauls huet op YouTube Filmer gesat, déi si ganz kuckenswäert! Déi kënn Der kucke goen, och op der Biergerinitiativ hirem Site. Well d'Beem sinn haut nach net gefällt, mee wann dat bis geschitt, da kënnen mer net méi zrëckgoen. Dofir, wannheglift, iwwerleech lech et gutt!

Mir kënnen net jäizen, datt de Reebësch ofgeholzt gëtt, datt de Bolsonaro dat net richteg mécht, a mir hei am Lëtzebuurger Land, mir holzen of a mir wëllen dann nei Beem op eng Agrarwiss setzen. Déi brauche mer och! Agrarflächen, déi nohalte bewirtschaft ginn, brauche mir der immens vill. Dofir kommt, mir bündelen dach alleguer eis Energien heibannen an eis Iddien a setzen eis fir eng besser

Liewensqualität an Duerf an, awer ouni d'Ofholze vum Bësch, well dee brauche mer och fir eis Liewensqualität.

D'Ofholze vum Bësch muss en Tabu sinn. Mir geheien och net an der Stad d'Chamber ëm, fir iergendeppes aneschters ze bauen. Dat ass och en Tabu. Mir hunn hei den Tram installéiert, an dat ass eng super Saach. Mir sollen einfach zesumme kucken, wéi mer kënnen all déi Contournementen - an do, fannen ech, och dee vun Hesper - evitéieren an zesummen heibanne Léisunge fannen. Well et geet wierklech ëm d'Zukunft vun eis an eise Kanner!

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Och merci dem Carlo Back fir säi gudden Rapport. Och mir Piraten wäerten d'Zoustëmmung ginn. Ech mengen, ech si jo doënne aus deem Eck. Mir Piraten stinn och zum Käerjenger Contournement.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir öffentlech Infrastrukturen a Mobilitéit, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Här President, ech soen der Chamber Merci fir déi breet Zoustëmmung.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7423. Den Text steet am Document parlementaire 7423⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7423 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7423 ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

16. 7843 - Projet de loi relative à l'extension et à la rénovation des bâtiments de la Fondation Kräizbiereg zu Dudelange

Als leschte Punkt vum Ordre du jour vum haut komme mer zum Projet de loi 7843 iwwert d'Extension an d'Renovatioun vun de Gebaier vun der Fondatioun Kräizbiereg zu Diddeleng. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt elo de Rapporteur vun deemem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

■ **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, an deemem Projet geet et ëm e Finanzéierungsgesetz

an dofir war d'Prozedur och, wéi üblech, zimmlech schnell an ouni Awänn vum Staatsrot.

Konkreet geet et ëm de Finanzement vun enger Extension an enger Renovatioun respektiv Sanéierung vun de besteeënde Gebaier um Site vun der Fondatioun Kräizbiereg zu Diddeleng. De Montant maximum à ne pas dépasser ass fir dese Projet 49 Milliounen Euro, mam Bauindex 845,51 vum 1. Oktober 2020. An d'Ausgabe lafen iwwert de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux.

Dir wësst et all: Op deem Terrain, dee bis 1978 der ARBED gehéiert huet a wou de fréieren Direkter Emile Mayrisch a seng Famill Ufank vum leschte Joerhonnert eng Rëtsch Jore gewonnen hunn, ass haut d'Fondatioun Kräizbiereg implantéiert.

Dës Fondatioun ass zanter Joerzénge e wichtege Acteur a bitt um Diddelenger Kräizbiereg eng wuessend Palett vun Aktivitéiten a Servicer fir Leit mat Behënnerungen un. De bekanntste Volet sinn hei warscheinlech hir Ateliers protégés, déi separat als Société coopérative organiséiert sinn. Dës Ateliere bidde ville Leit mat Handicap eng Aarbechtsplaz ënnert dem Statut vum Travailleur handicapé a ginn hinnen domat d'Méiglechkeet, sech kënnen am Berufsliewen ze integréieren. Iwwert de Site vum Kräizbiereg eras verwalt d'Fondatioun mëttlerweile awer och schonn eng ganz Rëtsch spezifesch Logementsstrukturen op anere Plazen am Land.

Fir d'Aktivitéit vun der Fondatioun kënnen um Kräizbiereg auszubauen, brauch dese Site awer souwuel eng gréisser Renovatioun wéi eng Adaptatioun an en Ausbau vun de besteeënden Infrastrukturen a Capacitéiten.

Dese Projet de loi geet u sech bis op d'Joer 2010 zréck, wou d'Fondatioun Kräizbiereg dem Familljenan Integratiounsministère proposéiert hat, um Site vum Kräizbiereg nei Infrastrukturen ze bauen an nei Ateliers protégés anzeriichten.

De Moment ginn do all Dag 112 Salariés à handicap opgeholl, wou nach 24 Schüler aus enger Berufsschoul derbäikomme souwéi och 26 Usagers vun engem Centre d'accueil de jour. 160 Persoune ginn do all Dag betreit. De Projet vun der Extension vun den Ateliere gesäit vir, 110 Postes de travail supplémentaires anzeriichten. 270 Persoune mat engem Handicap kéinten also all Dag do opgeholl ginn, wann dese Projet fäerdeggestallt ass.

Dee ganze Site huet bal 5 Hektar a begräift aktuell sechs Gebaier: déi al Residence vum Emile Mayrisch, de fréiere Pärdsstall, d'al Villa mat der Administratioun, d'Ateliere, d'Zären an déi fréier Dréckerei.

Déi besteeënd Gebaier ginn all sanéiert a renovéiert, ausser der fréierer Dréckerei an der Administratiounsvilla - déi ginn ofgerappt. Nei gebaut géife véier Gebaier: déi nei Ateliere, ee Verbindungsgebaier, dat soll d'Pärdsstall an déi aktuell Ateliere baulech matenee verbannen, eng Stockagehal an eng temporaire Struktur an der Mëtt vum Site, déi just fir d'Dauer vum Chantier noutwendeg ass, fir déi besteeënd Gebaier kënnen eidel ze maachen. Zukünftegt Haaptgebaier respektiv representatiivt Gebaier mat der Administratioun gëtt déi nei renovéiert Mayrisch-Residenz.

Erlaabt mer, och nach kuerz op e puer Detailler vum Projet anzegoen. Dee ganze Site an d'Gebaier ginn evidenterweis esou amenagéiert a matenee verbannen, datt Persoune mat Handicap sech kënnen fräi an ongehënnert iwwert de Site deplacéieren. D'Aktivitéit vum Site gi während der Bauzäit vu véier Joer bäibehalen. De Projet setzt och op erneierbar Energien. D'Waarmwaasserproduktioun soll op Holzpellets baséieren. D'Gebaier ginn all per Nahwärmenetz an eng nei Chaudière ugeschloss. An et solle ronn 150 Kilowatt-Peak Fotovoltaikpannoen installéiert ginn.

Den Agencement vum ganze Site wäert liicht änneren. Et kënn e Shared Space an zwee nei Accésen op de Site wäerte geschafe ginn, fir den Accès bei déi nei Ateliere an a fir d'Livraisonen vu Wueren, lesswueren an esou weider, ze garantéieren.

D'Nettosurface an de Gebaier wäert och mat de geplangten Aarbechte vun aktuell 6.000 op ongeféier 12.000 Meterkaree verduebelt ginn. An d'Capacitéit a puncto Leit um Site, also fir d'Personal a fir d'Notzer respektiv fir d'Travailleur handicapés wäert op ronn 444 eropgoen.

All weider technesch, urbanistes och funktionell Detailler aus dem Dossier vum Projet wëll ech lech awer elo hei erspueren. Déi kënn Der a mengem schrëftleche Rapport an am deposéierten Dossier vun der Regierung noliesen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Carlo Back villmools Merci a ginn d'Wuert un deen éischten ageschriwwene Riedner. An dat ass den honorabelen Här Aly Kaes.

Discussion générale

■ **M. Aly Kaes (CSV).**- Merci, Här President. Merci un den honorabelen Här Carlo Back fir de schrëft-

lechen a mëndleche Rapport. Deem ass net allze vill bäizefügen.

Ech mengen awer, datt ech ka soen, datt meng Fraktioun och dese Projet ginn gären ënnerstëtzt, well et hei erëm eng Kéier ëm eng bestëmmt Populatioun vun eiser Gesellschaft geet, wou et wichtege ass, datt mer och si beschméiglech encadréieren. Dat ass ganz sécher an deenen adaptéierten an erweiderten Ateliere an Zukunft, wéi et elo grad vum Här Back gesot ginn ass, méiglech. Do wëll ech awer nach soen, datt d'Wunnstrukturen, déi op verschidde Plaze sinn, jo schonn adaptéiert gi sinn an datt et sech hei eenzeg an aleng natierlech - den Här Back huet et gesot - ëm Ateliere an ëm all dat, wat dozu gehéiert, handelt.

Ech mengen, datt ech dofir ganz gären den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi ginn. Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kaes. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Här President. Nom Debat virrun iwwert d'Grand-Projet-d'infrastructure stëmme mer elo nach e weidere wichtege Infrastrukturprojet: d'Renovéierung an den Ausbau vun den Ateliere vun der Fondatioun Kräizbiereg zu Diddeleng. Dës ass méi wéi just e weidere Projet. Et ass e ganz wichtege Projet, dee mat ganz vill Spannung um Terrain och erwaart gëtt.

Am Virfeld vun den Diskussiounen war ech zesumme mat menger Kolleegin, dem Carole Hartmann, op Diddeleng op d'Plaz selwer, op de Kräizbiereg, fir eis de Site unzékucken. Mir hunn d'Pläng an der Kommissioun presentéiert kritt, mir hunn d'Chiffere presentéiert kritt. Mir wollten awer nach eng Kéier op den Terrain goen, fir eis e Bild op der Plaz heivun ze maachen.

An, abee, ech kann lech soen, mir sinn op d'Plaz gaangen, fir Gebaier ze kucken, a mir hu Mënschen do fonnt! Mir ware komm, fir d'Ateliere ze kucken, fir eis de Site weisen ze loosse, den aktuellen Zoustand a wat do genau ännere soll, a mir hu virop Leit begéint, déi mat vill Freed a mat ganz vill Begeescherung a Motivatioun do schaffen. An ech kann lech soen, dat huet eis wierklech beréiert.

D'Mataarbechter, déi mer do begéint hunn, souwuel déi mat enger Behënnerung wéi och déi ouni Behënnerung, déi engagéiere sech do mat Härzer a Séil. An den Austausch, dee mir mat hinnen haten, war eng ganz, ganz grouss Freed a Beräicherung an huet mer sécherlech och an der Preparatioun vun deser Diskussioun vill gehollef. An ech wëll hinnen dowéinst nach eng Kéier villmools Merci dofir soen, dass mer déi Geleeënheet kruten.

Firwat, léif Kolleegen, ass dee Projet hei esou wichtege? Am Kader vun eiser Visitt op der Plaz ass eng Ausso gemaach ginn, déi ech wierklech ganz gutt fannen an déi de Sujet an en anert Liicht réckelt, wéi der vläicht vill hei driwwer denken. Et ass gesot ginn: „An enger idealer Welt géif et des Ateliere guer net ginn.“ Wéi ass dat ze verstoen?

Ma an enger idealer Welt sinn eis Infrastrukturen, eisen Aarbechtsmarché, d'Wunnengen esou konzepéiert, dass se accessibel fir jiddere sinn! Et ass net deen eenzelne Mënsch, dee behënnert ass. Et ass villméi esou, dass de Mënsch behënnert gëtt duerch säin Ëmfeld, duerch d'Aart a Weis, wéi eis Gesellschaft konzepéiert ass, dass verschidde Leit eeben ausgeschloss ginn, dass Barriären opgeriicht ginn, déi et hinnen net erlaben, um - ënner Guillemeten - „normale“ gesellschaftleche Liewen deelzehuelen.

An deem Sënn kann ee soen: D'Ëmfeld schafft Behënnerung. A genausou kann d'Ëmfeld och Inklusioun schafen. Leider liewe mir net an enger idealer Welt! Mënsche mat enger Behënnerung sinn dacks nach ëmmer ausgeschloss an op speziell Strukturen ugewisen, wou hire spezifesch Besoine Rechnung gedroe gëtt.

Et ass eng vun de Prioritéiten vun der Regierung, dass d'Inklusioun an eiser Gesellschaft och am Alldag geléift gëtt. Sou gi grouss Efforte gemaach, fir Barriären ofzebauen an d'Accessibilitéit fir jiddereen ze garantéieren. En immens wichtege Schrëtt an déi Richtung ass dat neit Accessibilitéitsgesetz, dat mer den Donneschdeg wäerte stëmmen. Ech wëll deenen Diskussiounen net ze vill virgräifen, mee ech wëll just esou vill soen, dass dat eent mat deem aneren en direkte Lien huet an hei op méi Plaze muss geschafft ginn an och geschafft gëtt.

Här President, ech konnt mech op der Plaz vun der Noutwendegkeet vun deemem Projet iwwerzeegen. D'Gebaier plätzen aus allen Néit. Et feelt u Stockageméiglechkeete fir Material, verschidde Beräicher si wierklech an iwwerhaupt guer kengem gudden Zoustand méi. Fir et an de Wieder vun enger Mataarbechterin mat Behënnerung ze soen, déi mer hei begéint hunn: „Et ass bal méi Plaz fir d'Maschinen am Atelier wéi fir d'Leit.“

D'Leit op der Plaz waarden op dese Projet mat Spannung, an dat och zanter enger Zäitchen. Tat-

sächlech ass schonn 2008 e Besoin fir weider Capacitéiten identifizéiert ginn. Dir kënn lech also gutt virstellen, wéi d'Situatioun haut, also 13 Joer méi spéit, op der Plaz ass. D'Demande huet an där Zäit net ofgeho, éischer am Géigendeel.

Dofir si mer als DP natierlech immens frou, dass mam Vott vun deemem Gesetzesprojet eng weider wichtege Etapp geholl gëtt, fir d'Situatioun um Terrain ze entlaaschten an nei Capacitéiten ze schafen. D'Capacitéite wäerten effektiv mat deemem Projet souguer verduebelt ginn. Et kommen nei Gebaier derbäi, nei Ateliere, nei Stockageméiglechkeeten. Déi bestoend Gebaier ginn zum Deel ofgerappt, zum Deel gi se sanéiert, woubäi och op d'Nohaltegkeet e ganz grouss Wäert geluecht gëtt. An dat kënnen mer natierlech just begreissen.

Ech brauch net méi op den Detail heivun anzegoen, well dat huet de Rapporteur op eng ganz flott Aart a Weis gemaach, de Carlo Back, deem ech dann op deser Plaz och gäre géif Merci soe fir seng zwee Rapporten, säi schrëftleche wéi och säi mëndlechen. An ech mengen, mir wieren eis alleguer heibannen eens, dass déi 49 Milliounen, déi hei investéiert ginn, ganz gutt investéiert ginn.

Dës gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn dann hei och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratiescher Partei.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- An ech soen dem Här Max Hahn villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech huelen dann haut fir eis Fraktioun Stellung zu deemem Projet de loi iwwert d'Finanzéierung vun der Renovatioun a vum Ausbau de Gebaier vum Kräizbiereg zu Diddeleng; de Kräizbiereg, e Lieu de mémoire.

D'Baumoosnamen an hiren Zweck, déi si jo scho vum Rapporteur, vum Carlo Back, erkläert ginn. An ech wëll him och hei vun deser Plaz aus Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Wann den Numm „Kräizbiereg“ haut mat der Fondatioun mam selwechten Numm associéiert gëtt, huet de Kräizbiereg awer schonn eng besonnesch Roll gespilt, ier déi aktuell Ateliere do waren a respektiv och deenen Ausbau stattfënn. D'Geschicht vum Kräizbiereg ass enk mat där vun der Stolindustrie verbannen. Um Site stoung nämlech vun 1912 un d'Residenz vun der Famill vum Emile Mayrisch. An hie war jo säit 1897 Direkter vun der Schmelz zu Diddeleng a sollt jo och spéider bekanntlech Generaldirekter vun der ARBED ginn, déi hir Wéi zu Diddeleng huet.

An der Villa vun der Famill Mayrisch ass awer net just iwwer Eisen a Stol geschwat ginn, mee et war och e Lieu, wou iwwert d'Literatur an d'Konscht geschwat gouf. A keen anere wéi d'Aline Mayrisch huet och eng ganz Rei franséisch Schrëftsteller op de Kräizbiereg komme gelooss, notamment den André Gide, wou de Cercle de Colpach och gegrennt gouf. A wéi och natierlech d'Famill Mayrisch 1920 op Kolpech geplënnert ass, sollt och iwwert deen dote Wee en neit Kapitel kënnen opgeschloe gi fir effektiv de Kräizbiereg, mat enger sozialer Ausrichtung, déi e bis haut nach gehalen huet.

Den 1. Februar 1921 ass um Site eng „Maison des enfants“ opgaangen, dat Ganzt ënnert der Leedung vun der ARBED an der Gesellschaft Terres-Rouges, soudatt d'Kanner vun Personal vun deenen zwou Gesellschaften do betreit gi sinn. Dës Struktur war fir Kanner vu schwacher Konsistenz geduecht respektiv déi a Konvaleszenz waren oder nach deenen hir Elteren eng ustiechend Krankheet haten. An et war ganz oft d'Tuberkulos.

No an no ass awer och de Site weiderentwéckelt ginn. Et gouf e Sanatorium gebaut an och e Quarantäengebaier - ech mengen, en Term, deen haut erëm ganz aktuell ass - fir eeben déi Kanner, déi Tuberkulos haten, awer och ab 1938 eng Zort Schoul an och e Gebai, fir Puppelcher opzehuelen.

1921 an 1922 sinn 276 Kanner um Kräizbiereg betreit ginn, virun allem wéinst Tuberkulos. Dank awer de Fortschreiter vun der Medezinn an effektiv och engem bessere Liewensstandard huet och erëm e Wiessel stattfonnt. Also ass de Site 1977 zougemaach ginn, mee 1978 iwwerholl gi vun der Ligue pour l'aide aux infirmes moteurs cérébraux, an dat mat Hëllef vum Staat, dee jo de Site opkaaft huet. An effektiv, du sollt dat nächste Kapitel an der Geschicht vum Kräizbiereg geschriwwen ginn.

Eng Schoul an Ateliere fir Persoune mat Behënnerung sinn no an no opgeriicht ginn. 1994 ass dann d'Fondatioun Kräizbiereg, esou wéi mer se haut kennen, gegrennt ginn. An effektiv, haut ass jo dann de Moment komm, fir e weidert Kapitel an deser Geschicht ze schreiwen. Sou huet awer och 2015 punktuell - punktuell - de PAG vun der Stad Diddeleng missen ëmgeännert ginn, fir grad deenen Ausbau vun den Ateliere hei um Kräizbiereg ze erméiglechen. Deemools ass een awer och nach do-

vunner ausgaangen, datt de Projet ënnert dem Seuil vun deene 40 Milliounen Euro wär, an den Diskussiounen, déi mer mat de Responsabelen a mam Ministère haten. En huet awer weider evoluéiert, sou datt haut hei eng Enveloppe virläit vun 49 Milliounen Euro, fir an dese Site ze investéieren.

Dat ass gutt investéiert Geld, well mer jo weiderhin déi Efforte verfollegen, fir zu enger méiglechst inklusiver Gesellschaft ze ginn. Dat geet nëmmen, wann och jiddwerengem kann eng sënnavoll Aktivitéit an och domadder eng Perspektiv gebuede ginn. An ech mengen, dat fënnt um Site vum Kräizbiere ganz kloer statt. Déi Leit, déi do beschäftegt sinn a ginn, an awer och hir Familjen effektiv droen dozou bäi, datt si en Deel vun dëser Gesellschaft sinn.

Et muss een awer och soen, duerch déi grouss Ouverture, duerch dat villt Engagement, dat de Kräizbiere huet, huet en haut och eng ganz grouss Beléiftheet, well vill Ministären, vill Gemengen, vill Veräiner, vill Privatleit op seng Servicer, op seng Atelier-protégéen zréckgräifen. An dat steet am komplette Géigesaz zum Ursprung vum Kräizbiere, well deemools war d'Villa vum Direkter Mayrisch, trotz sengen Aktivitéiten, komplett ofgeschott vum Rescht vun der Stad Diddeleng. An net nëmmen dat! De Site en tant que tel war guer net bis ganz wéineg visibel an och guer net esou einfach accessibel, wéi dat haut de Fall ass. Also zwou verschidde Realitéiten.

Um Kräizbiere, wou haut also dagdeeglech bis zu 160 Persounen empfaange ginn, ginn effektiv hei Konditiounen geschaaft fir 110 méiglech nei Leit, déi kënnen dohinnergoen. An domadder erfëllt de Kräizbiere iwwer seng lokal Roll wäit eraus awer och eng regional an national.

A wat, mengen ech, zum Schluss och nach hei ervirzesträichen ass: de Kräizbiere, e Lieu de mémoire. Mir hunn do eng Villa, déi um Inventaire supplémentaire ass, déi en Temoin ass vum Jugendstil, vum Art Nouveau. Och hei gëtt dra renovéiert an ech mengen, och dat ass e ganz, ganz positiivt Zeechen.

An dofir bréngen ech hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Biancalana. An deen nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Semiray Ahmedova (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech mengen, den Accord ass scho vum menger grénger Fraktioun gi ginn. Mee ech wollt awer e puer Wuert dozou soen, als gudden Diddelenger.

De Kräizbiere ass net nëmmen eis Diddelenger e Begrëff, mee dem ganze Süden, fir net ze soen dem ganze Land, an zwar net oder net nëmme wéinst

dem flotten Areal mat sengem grouse Sequoia-Bam a sengen historesch geprägte Gebailecheeten, déi eng enk Relatioun natierlech mat eiser Kultur hunn a mat eiser Geschicht vun der Stolindustrie a vum Stolwierk verbonne sinn. Dee ganzen Areal huet nämlech emol der ARBED gehéiert an d'Haaptvilla gouf deemools fir den Direkter vun der ARBED, den Här Emile Mayrisch, gebaut, bis datt si op Kolpech geplënnert sinn.

D'Famill verléisst Diddeleng 1920 an d'Haus gouf duerno ëmgewandelt an e Kannerheem. Dëst Heem huet ursprénglech physesch schwaach Kanner opgeholl a gouf du spéider ausgebaut, fir och weider tuberkuloskrank Kanner kënnen opzehuelen. Dëst Kannerheem gouf eréischt 1977 zougemaach, an de Site huet dee Moment nach ëmmer der ARBED gehéiert. E gouf weiderverkaaft un d'Ligue pour l'aide aux infirmes moteurs cérébraux, ofgekierzt Ligue IMC.

Mat Hëllef vum Staat gouf dunn den Zentrum fir beruflech Reeducatioun fir Leit mat kierperlecher Behënnerung hei gegrennt an 1979 eng Berufsschoul och fir déi selwecht Leit opgemaach. Aus dëser Ligue IMC ass dunn 1982 fir d'éischt d'„Fondation IMC Kräizbiere“ ginn an zënter 1994 heescht et just nach „Fondation Kräizbiere“. An ech mengen, mir kennen dat och esou haut.

An et ass haut virun allem wéinst dëser Fondatioun hiren Aktivitéiten, wou de Site Kräizbiere eng wichteg Fonctioun fir eis Gesellschaft erfëllt, am ganze Land bekannt ass an och zu engem wichtege a ganz positiven Aushängeschëld fir eis Stad Diddeleng ginn ass. D'Aktivitéitsfeld vun der Fondatioun Kräizbiere a speziell och hir Atelier-protégéë bidden eng richteg an eng wichteg Plus-value fir vill Jonker an Erwuessener mat Handicap, awer och fir hir Familjen an hiren Entourage.

D'Ateliere Kräizbiere sinn net nëmmen eng Aarbechtsplaz an e kreativen Uert, mee si bidden eng sënnavoll Ausbildung a Beschäftegung, wou een och derfir bezuelt gëtt, a virun allem si se och eng Plaz vun der Inklusioun a vun der Gemeinschaft mam Zil, de betraffene Persounen eng méiglechst wäitgeend Integratioun an d'Berufsliewen unzebidden. Momentan gëtt et zum Beispill Ateliere am Beräich Dréckerei, Multimedia, Gäertnerei, Keramik, awer och an der Kontabilitéit, fir der nëmmen e puer ze nennen.

De Kräizbiere bitt dofir niewent enger grousser Diversitéit vun Ateliere an den néidege psychosozialen a medezinneschen Encadrement. Dank der gudder Aarbecht vum Kräizbiere, dank der inklusiver Formatiounsoffer, de spezifesche Foyeren an de Logementer, déi d'Fondatioun op méi Plazen am Land geréiert, an natierlech och dank der Prise en charge iwwert den Dag vu Persounen mat Polyhandicap, fir déi d'Ateliere vläicht heiansdo net a Fro kommen, gëtt hei ganz ville Leit mat Handicap erlaabt, méi aktiv un der Gesellschaft deelzuehuelen.

An et ass mir immens wichteg, datt mer dese Matmënschen hir Aarbecht an Efforte wäertschätzen a si och valoriséieren. Nëmmen esou kënnen mer eng Verbesserung vun hire Liewensbedéngungen an hiren Liewensqualitéit an eng sozial Inklusioun erreechen. Et geet mat dësem Projet haut de Mëten also indirekt och ganz grondsätzlech ëm d'Förderung vum Respekt a vun der Dignitéit vun deene behënnerter Leit hei zu Lëtzebuerg.

D'Offer u Méiglechkeeten ass iwwert d'Jore stänneg ausgebaut ginn an dat soll och weider an déi Richtung goen. Dofir brauch de Site eng gréisser Renovatioun an en Ausbau, fir aner Capacitéiten kënnen opzehuelen. A genee dat erreeche mer haut de Mëten, andeems mer dese Projet de loi natierlech matvotéieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Ahmedova. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der ADR dem Här Carlo Back en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, vu menge Virriedner ass alles gesot, vum Historique bis zur Zilsatzung, wat alles soll do gemaach ginn. Mir begreifen dee Projet an ech bréngen d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Projet. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engelen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir öffentlech Aarbechten, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci, Här President. Ech wëll hei och dem Rapporteur Merci soe fir dee gudden mëndlechen a schrëftleche Rapport, an och allen Deputéierten, déi ënnerstrach hunn, datt dat hei e ganz wichtege Projet ass fir eng agesiessen an awer ganz wichteg Institutioun am Süde vum Land, déi an deem ganze soziale Beräich do eng extreem wichteg Aarbecht leescht. An d'firer sinn ech frou, datt dee Projet haut ka gestëmmt ginn. Merci!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7843. Den Text steet am Document parlementaire 7843².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7843 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Mir kommen elo zum Vote par pro-

curation. Et feelen der nach e puer. Elo ass de Vott ofgeschloss.

De Projet de loi 7843 ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmege uegholl.

■ **Une voix.** - Nee, nee, et kann net sinn, ech hat der jo zwee, déi net ...

(Concertation interne)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Géigestëmme uegholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7843 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen (par M. Jean-Paul Schaaf), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Marc Lies), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Georges Mischo), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt (par M. Gusty Graas), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Dan Biancalana), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.48 heures.)

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du bien-être chez les enfants

- Exposé : M. Serge Wilmes (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Mars Di Bartolomeo et M. Gilles Roth) (dépôt des motions 1 à 4)

- Débat : Mme Françoise Hetto-Gaasch

3. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Françoise Hetto-Gaasch

- Exposé : Mme Françoise Hetto-Gaasch

4. Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du bien-être chez les enfants (suite)

- Débat (suite) : Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Gilles Baum - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Djuna Bernard - M. Fred Keup - M. Gilles Baum (dépôt de la motion 5) - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen - Mme Francine Closener

- Prises de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch

- Motion 1 : M. Gilles Baum - M. Marc Goergen

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

- Motion 2 : M. Gilles Baum - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) - M. Serge Wilmes - M. Fred Keup - M. le Ministre Claude Meisch (intervention de M. Sven Clement)

- Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)

- Motion 3 : M. Gilles Baum - M. Serge Wilmes

- Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (adopté)

- Motion 4 : M. Gilles Baum - M. Serge Wilmes - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur le renvoi de la motion 4 en commission (adopté)

- Motion 5 : M. Fred Keup - M. Serge Wilmes - M. Sven Clement

- Vote sur la motion 5 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du bien-être chez les enfants

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Deen eenzege Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Serge Wilmes iwwert d'Wuelbefanne vun de Kanner. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeleucht. An et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch, den Här Gilles Baum, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Djuna Bernard an den Här Fred Keup, den Här Marc Goergen an d'Madamm Simone Asselborn-Bintz. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **M. Serge Wilmes (CSV), interpellateur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Wann et de Leit gutt geet, da geet et och dem Land gutt“, dat war d'Konklusioun vun onser Debatt, déi mer am Januar/Februar d'lescht Joer iwwert de PIBien-être hei an der Chamber zesumme gefouert hunn.

Am Mëttelpunkt vun der Politik soll de Mënsch stoen, ons Matbierger an hir Besoinen, hire Bien-être, hiert Wuelbefannen, an net aleng de wirtschaftleche Wuesstum, d'Quantitéit. Dat soll op

d'mannet net deen eenzege Kritär sinn, mat deem mer moossen, wéi et ons geet, well en net alles ausseet.

Mir waren ons eens, datt de PIBien-être soll méi benotzt ginn, fir Politik ze maachen, fir d'Wuelbefanne vun onse Matbierger, ons all ze stäerken. Dat war kuerz éier d'Coronapandemie an Europa ukomm ass. An dës Kris huet ons u sech brutal virun Ae gehalen, wéi wichteg onst Wuelbefannen, d'Qualitéit vun onsem Liewen ass, besonnesch ons Gesondheet an och déi mënschlech Kontakter, d'gesellschaftlecht Liewen, d'Zesummeliewen, d'Zesummenhalen.

D'Notioun vu Wuelbefanne krut Réckeward, eng nei Dimensioun doduerjer.

Um europäeschen Niveau huet de Charles Michel, de President vum Europäesche Rot, dese Mee um Sommet zu Porto d'Bedeutung vum Bien-être fir d'Europäesch Unioun betount. En huet gesot: « La boussole européenne est le bien-être de chaque citoyen. »

Wéi staark onst Wuelbefanne vun der Pandemie betraff ass a wie vun ons ganz besonnesch dovunner getraff ginn ass, dat weisen e puer Etüden: am November d'lescht Joer de Statec mat sengem aktualiséierte Rapport iwwert de PIBien-être, dëst Joer eng Rei Etüden, eng vun der Uni Lëtzebuerg an eng vun der Unicef, iwwert d'Konsequenze vum Covid op d'Kanner, a virun zwou Wochen de Rapport vum Charel Schmit, dem Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher. Et ass nämlech virun allem de Bien-être vun de Kanner an deene Jonken, deen d'Pandemie am meeschte getraff huet.

Natierlech hat keen Erfahrung am Émgang mam Virus. An natierlech huet och misse séier reagéiert ginn. An natierlech huet och jiddweree säi Beschta gemaach. An emgens hunn d'Kanner an déi Jonk en héije Präis bezuelt, fir datt mer als Gesellschaft de Coronavirus an de Grëff kréien. An och bal zwee

Joer duerno impaktéiert de Virus hiert jonkt Liewen nach ëmmer ganz staark.

Kuckt emol eng Kéier, aleng wivill Kanner a Jonker elo grad nees mussen a Quarantän respektiv Isolatioun goen, Tester matmaachen, Masken undoen, well d'Zuel vun de positive Fäll nees amgaangen ass, an d'Luucht ze goen an net genuch Erwuesener sech impfe loosson an domadder deene vulnèrabelste Persounen aus onser Gesellschaft - an dozou gehéieren d'Kanner an déi Jonk - hiert Liewen nees schwéier maachen.

An dobäi gouf hiert Wuelbefannen, hir Entwécklung schonn déi leschten 19 Méint duerch physesche Distanz an allgemeng d'Limitatioun vun de Kontakter, datt se eng ganz Zäitche souguer bis op hir Elteren, Geschwëster soss keng Familljemembere konnte gesinn, immens getraff.

Sozial a psychotherapeutesch Servicer ware während der Pandemie net esou disponibel wéi virdrun. D'Kris huet déi sozial Inegalitéiten tëschent de Kanner nach verstärkt. Kanner, déi scho virun der Kris a prekäre Situatiounen geléift hunn, waren der Kris nach méi staark ausgesetzt. Besonnesch Kanner, déi an Heemer a Fleegefamillje wunnen, konnten während dem Confinement zum Beispill guer kee Besuch vu bausse méi kréien.

Bei deene Jonken allgemeng schwätzt den Ombudsman fir Kanner a Jugenlecher a sengem Rapport souguer vun enger kollektiver Erfahrung vu massivem Verloscht un Autonomie.

(Brouhaha)

Här President, kéint Der soen: „E bësse méi roueg!“?

■ **M. Fernand Etgen** (Président). - Hei wannechgelift, d'Sitzung ass schonn amgaang! Ech wëll lech just dorobber hiweisen. An da wier et och gutt, wann et a bësse méi roueg heibanen wier.

■ **M. Serge Wilmes** (CSV), *interpellateur*. - Villmools merci! Well ech mengen, de Sujet huet dat wirklech verdéngt!

An engens gëllen déi meescht vun dese Constaten och scho fir déi Zäit virum Covid. Wichteg ass et nämlech, net alles op de Virus an den Émgang domadder ze reduzéieren. Et ass eng Welt virdru ginn an et wäert och eng Welt duerno nees ginn.

Esou huet sech ons Gesellschaft an deene leschte Joerzénge schonn immens verännert. An déi Verännerung huet eppes mat onsem Liewen an deem vun onse Kanner, de Jonken, gemaach. Dobäi gi mer ons als Land, als Gesellschaft jo gäre kannerfrëndlech. Mee si mer dat och wierklech? Op den éischte Bléck vläicht. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg vill gemaach fir d'Kanner, fir déi Jonk. Et gëtt vill Strukturen, Hëllef, engagéiert a gutt ausgebildete Personal, fir sech ëm ons Kanner a Jonker ze bekümmern, si ze begleeden, hinnen an hiren Elteren ze hëllefen.

Op den zweete Bléck gesäit d'Situatioun allerdéngs manner gutt aus. Déi selwecht Persounen, déi an hirem Alldag mat Kanner a Jonken ze dinn hunn, wéi Enseignanten, Educateuren, Kannerdokteren, Psychologen, Psychotherapeuten an natierlech och déi meescht Elteren, kréien all Dag mat, wéi vill Kanner ewell leiden a Problemer hunn. De Verband vun de Kannerdokteren zum Beispill war ufanks 2020, also nach virun der Coronakris, immens beonrouegt, wollt eng öffentlech Konferenz, eng Debatt organiséieren. Beonrouegt, well déi grouss Verännerung vun onsem Liewen déi lescht 20 Joer onse Kanner net guttdeet.

De Constat, dee se gemaach hunn, ass deen hei: Ëmmer méi Kanner wuessen net gutt op. Ëmmer méi Kanner hu Stéierungen an hiren Entwécklung. Ëmmer méi Kanner mussen wéinst Verhalensproblemer bei de Kannerdokter, Logoped, Psycholog, Psychomotoriker, Psycho- oder Ergotherapeut. Si si gestresst, kënnen sech net méi konzentréieren, hu Problemer mam lessen, Iwwergewicht, der Sprooch, der Motorik, schlofen net gutt, ginn hir Energie net lass, kréie se net kanaliséiert, sinn iwwerstimuléiert, hu keng Zäit fir ze raschten, fir ze spillen oder fir sech emol ze langweilen.

(Brouhaha)

Onse Kanner gëtt och net méi genuch nogelauschert. Déi meescht vun hinne sinn ewell an der Woch vu moies bis owes fort vun doheem, ënnerwee. Si ginn ëmmer méi zu passive Konsumente vun engem Programm, dee moies um 7.00 Auer ufänkt an owes um 7.00 ophält.

Bei dëst Ganzt kënn awer déi paradoxal Situatioun derbäi, datt ons Kanner haut zwar ganz vill sozial Relatiounen hunn, awer bal keng fest Relatiounen, keng sozial Stabilitéit méi hunn.

Der Unicef no ass all véiert Kand hei am Land net zefridde mat sengem Liewen. D'Unicef seet och, datt mer als Gesellschaft mol fir d'éischt akzeptéiere mussen, datt verschidden Zuelen, déi ons Kanner an déi Jonk betreffen, esou schlecht sinn! Soss kënnen mer och näischt drun änneren.

Wat sinn d'Ursaache fir dës generell Problemer? Datt sech d'Relatioun tëschent den Elteren a Kanner dra-

matesch verännert huet. An hei si sech ewell déi meescht Experten eens: Et gëtt kaum nach Kanner, déi déi éischt Jore vun hirem Liewen doheem an der Famill grouss ginn. Meeschtens ginn - a mussen dat - d'Elteren allen zwee schaffen an d'Kanner sinn dee ganzen Dag a Strukture baussent hiren Famill, soss kréien déi meescht Elteren net méi alles ënnert een Hutt. Konkret bedeit dat, Aarbecht a Famill ënnert een Hutt bréngen, wat natierlech enorme Stress, enorm Flexibilitéit, Organisatioun vun den Eltere verlaangt a si vill Zäit an Energie kascht - Zäit an Energie, déi si awer net méi hu fir hir Kanner.

An derbäi kënn dann och nach d'Omnipresenz an den iwwerméissege Konsum vun den neien Technologien, déi zum groussen Deel en negativen Impakt op onst a virun allem och onse Kanner, onse Jonken hiert Liewen hunn.

All dës sozial an technologesch Verännerunge ginn op d'Käschte vun der Qualitéit vun der Relatioun tëschent Elteren a Kanner, vun onse Kanner hirem Bien-être, vun hiren Entwécklung.

Wat maache mer als Politik? Mir versichen nach allze dacks, d'Kandheet esou ze organiséieren, datt se de Besoine vun ons, deenen Erwuesenen, gerecht gëtt. Méi wichteg wier et awer, datt mer ons froen, wéi mer eis als Gesellschaft organiséieren, fir datt d'Grondbesoine vun de Kanner befriddegt sinn, si hir sozial Kompetenzen entwéckelen, hiert Potenzial entfalten a staark Perséinlechkeete kënnen ginn.

■ **Une voix**. - Très bien!

■ **M. Serge Wilmes** (CSV), *interpellateur*. - An dofir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mussen mer d'Kanner an de Mëtelpunkt vun onser Politik setzen, wa mer wierklech eng gesond, eng stabill Gesellschaft wëlle bleiwen, wa mer wierklech eng Zukunft wëllen hunn. Well d'Kanner si jo ons Zukunft! Esou gëtt emol op jiddwer Fall ëmmer gesot.

Ëmmer méi vun onse Matbierger maache sech awer Gedanken ëm d'Zukunft vun de Kanner. Am leschte Politmonitor hunn 61 % vun deenen, déi gefrot gi sinn, sech Gedanken ëm d'Zukunftschancë vun onse Kanner gemaach. Dat ass ewell déi zweet Prioritéit fir ons Matbierger.

Mir schwätzen hei vun engem Sechstel vun onser Bevëlkerung! Ronn 134.000 Kanner a Jonker tëschent 0 an 19 Joer wunnen zu Lëtzebuerg laut dem Statec sengen Zuelen, sinn also alles anescht wéi eng Quantitéit négligeable. Ganz am Géigendeel!

An dofir, an dat ass awer och ganz wichteg ze betounen, begrësse mir et och absolutt als CSV an dat ass fir ons e ganz grouse Schrëtt no vir, datt d'Kannerrechter endlech an d'Verfassung stoe kommen, ...

■ **Une voix**. - Très bien!

■ **M. Serge Wilmes** (CSV), *interpellateur*. - ... iwwer 30 Joer nodeems mer d'UNO-Konventioun vun de Kannerrechter matënnerschriwwen hunn. Am Kapitel 2 vun der Verfassung iwwert d'Rechter an d'Fräiheet wäert am Artikel 11 ënnert anerem drastoe kommen: « L'État veille à faire bénéficier chaque enfant de la protection, des mesures et des soins nécessaires à son bien-être et son développement. »

(Brouhaha)

■ **Une voix**. - Et ass net méi dran?

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Dat ass dat, wat geännert huet.

■ **M. Serge Wilmes** (CSV), *interpellateur*. - Ass dat net méi dran?

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Dat ass geännert ginn.

■ **M. Serge Wilmes** (CSV), *interpellateur*. - Ass dat erausgeholl ginn?

■ **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP). - Et ass net dee leschten Text.

(Brouhaha et interruptions diverses)

■ **Une voix**. - D'Iddi ass dran.

(Interruptions)

■ **M. Serge Wilmes** (CSV), *interpellateur*. - Dann hunn ech net déi aktuellst Versioun. Mee bon, wann d'Iddi dran ass, dat ass dat Wichtegst op jiddwer Fall. Merci.

(Brouhaha)

■ **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP). - Et sinn e puer Reporteren, si hunn nach eppes Besseres fonnt!

■ **M. Serge Wilmes** (CSV), *interpellateur*. - Ech hu mech un den Text gehalen, deen op dem Chamberdénge stoung.

■ **M. Gilles Roth** (CSV). - Dat ass guer kee Problem, et ass alles an der Rei.

■ **M. Serge Wilmes** (CSV), *interpellateur*. - Op jiddwer Fall ass et e grouse Schratt no vir, datt déi Rechter drakommen an datt mer ...

(Interruption)

... ganz kloer och domadder de Kanner e Recht ginn, sech kënnen ze entwéckelen, an op hiert Wuelbefannen.

■ **Une voix**. - Très bien! Et ass genau dat!

■ **M. Serge Wilmes** (CSV), *interpellateur*. - Voilà. Ech mengen, dat ass et, wat d'Essenz ass vun deem Text, wou mer eis jo och sollen allegueren driwwer eens sinn, well wéi fir all Mënsch ass eeben och hire Bien-être, hir Liewensqualitéit e wichteg Zil u sech. D'Kanner mussen sech unerkannt, berücksichtegt an ënnerstëtzt spieren, fir kënnen positiv Erwaardungen ze entwéckelen, Erwaardungen u sech selwer an un dat, wat se am Liewe maachen.

D'Kannerrechter an d'Verfassung ze schreiwen ass wuel ee Schrëtt, mee dat geet natierlech aleng nach net duer, well doraus ergëtt sech da virun allem och eng Verflüchtung: eng Verflüchtung vum Staat, fir alles ze maachen, fir datt dës och garantéiert ginn. An do bleift awer nach vill Loft no uewen, wann ee bedenkt, datt aleng d'Notioun vum Bien-être, dem Wuelbefannen am Allgemengen an dem PIBien-être als Instrument, fir et ze moossen, emol nach net iwwerall am politeschen Alldag ukomm sinn.

Mir bedauern et zum Beispill als CSV immens, datt, nodeems mer, wéi ech hei virdru gesot hunn, ufanks 2020 an der Chamber eis allegueren eens waren iwwert d'Bedeutung an den Notze vum Bien-être a vun engem PIB vum Wuelbefannen, dës gläichzäiteg an der wichtegster politescher Ried vum Joer feelen! An dat ass se, dem Premierminister seng Ried zur Lag vun der Natioun, et ass dës wichtegst vum Joer. Eng Ried, déi en am Numm vun der ganzer Regierung, der ganzer aktueller Parlamentsmajoritéit mécht. An an där Ried gëtt nach ëmmer kee Wuert gesot iwwer eng nei Approche, fir net all politesch Mesure aleng um PIB ze orientéieren, mee och a ganz besonnesch um Moosse vum Bien-être vun onse Matbierger.

Op d'mannst sot de Premierminister dëst Joer op enger Plaz: „D'Wuelbefanne vun eise Kanner däerf eis net egal sinn.“ Dat ass en Ufank - mee éischter e ganz bescheidenen Ufank vun engem Ufank! An et ass nach e ganz gutt Stéck ewech vu Proposen, déi och vu Majoritéitspolitiker gemaach gi sinn, wéi dem Kolleg Yves Cruchten, deen d'Wuelbefanne vun onse Matbierger an de PIBien-être, fir dëst ze moossen, absolutt zu Recht an de Mëtelpunkt vu sengem Budgetsrapport fir d'Joer 2020 gesat hat.

A fir et nach eng Kéier mat enger anerer Stëmm op de Punkt ze bréngen, ëm wat et geet: « La dégradation de la qualité de vie résulte du primat du quantitatif dans l'organisation et la conduite de notre société, donc de nos vies, où le calcul traite comme objet mesurable tout ce qui est humain et, aveugle à tout ce qui est individuel, subjectif et passionnel, ne voit que PIB, statistiques, sondages, croissance économique. Je pense [...] que la convivialité est un élément capital de la qualité de vie », schreift zum Beispill de franséische Philosoph a Soziolog Edgar Morin dëst Joer a sengem neiste Buch.

Mir brauchen also endlech en neie Primat vum Qualitativen, iwwert dat rengt Quantitatiivt, vun deem, wat de Mënsch wierklech ausmécht a wat e frou an net krank mécht, virop bei eise Kanner a Jonken.

Ons Kanner an ons Jonk sinn awer nach ëmmer déi grouss Onbekannt, well mer ganz wéineg Donnéeën iwwer si hunn, déi ons soen, wéi et hinne wierklech geet. Eng Aschätzung, déi vum Statec-Direkter gedeelt gëtt, well och am aktuelle PIBien-être gëtt et u sech keng Indicateuren, fir de Bien-être vun de Kanner respektiv deene Jonken ze moossen. Déi feelen do nach.

Et ass awer och e Constat, dee vun aneren Acteuren gedeelt gëtt, wéi dem OKaJu, der Unicef oder der Universitéit. Ouni konkret a fiabel Donnéeën wësse mer éischters net, wéi dat objektiivt an dat subjektiivt Wuelbefanne vun de Kanner a Jonken ass, an zweetens wësse mer net, ob déi eenzel politesch Mesuren, déi do scho geholl gi respektiv déi misste geholl ginn, d'Wuelbefanne vun de Kanner a Jonke stärken oder net. Esou politesch Mesurë kënnen dem Zil awer nëmme gerecht ginn, wa se sech op zolidd Donnéeën stäipen.

Fir d'OECD, déi zënter Jore grouss Efforte mécht, fir mat Hëllef vu Recherchen Indicateuren, Recommendationen de Bien-être vun den Awunner vun hire Memberlänner an de Mëtelpunkt vun der Politik ze setzen, mussen dës Donnéeën déi verschidden Aspekter an Dimensionen vum Wuelbefanne vun de Kanner belichten, dat heescht déi physesche a mental Gesondheet, sozial, emotional, kulturell Aspekter, d'Léieren, d'schoulesch Resultater, d'materiell Situatioun. Si mussen de Liewensdauer vun de Kanner berücksichtegen, wéi d'Famill, d'Schoul, d'sozial Kontakter, d'Plaz, wou se wunnen a liewen, an hiren Entwécklung an domadder hirem Alter, de verschiddenen Etappe vun der Kandheet an de spezifesche Besoinen, déi dorunner hänken, Rechnung droen an d'Meenungen an d'Perspektive vun de Kanner berücksichtegen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et wuel e puer Etüden iwwert d'Kanner an déi Jonk, wéi déi zum Beispill, déi ech scho genannt hat, vun der Unicef, vun der Uni.lu oder déi vum LISER, déi amgaangen ass, gemaach ze ginn. Mee och dës ginn net duer, fir am Kader vum PIBien-être Indicateuren ze schafen, mat deene mer kënnen de Bien-être vun de Kanner da moossen. Do mussen nach neier derbäikommen a si mussen virun allem allegueren och da reegelméissege gemaach a vum Staat och ënnerstëtzt ginn.

An dat ass ons éischt grouss Recommendation vum d'Regierung: sech dann och déi Moyenen ze ginn, fir datt déi Donnéeën kënnen gesammelt ginn, Etüde gemaach ginn an datt mer op Basis dovunner och kënnen Indicateure schafen, déi an de PIBien-être afléissen an déi d'Wuelbefanne vun de Kanner an deene Jonken dann och kënnen moossen.

Wou awer fänke mer u mat dem Bien-être vun de Kanner? Et ass wëssenschaftlech bewisen, datt et wichteg ass, bei Kanner vu Klengstem un e stabill Fundament opzebauen, well et schonn zu deem Moment och ka sozio-emotional Detressé ginn. Dofir mussen mer fir ons als CSV den Akzent op d'Petite enfance, also de Klengkannerberäich, leeën: déi éischt 1.000 Deeg, vun do un, wou d'Elteren d'Kand nach erwaarden, a bis zum drëtten Liewensjoer.

Haut wësse mer, datt déi dräi éischt Joer vum Liewen net nëmme entscheidend si fir d'Entwécklung vun Kand, mee och vu senger Gesondheet, senger Perséinlechkeet als Erwuesenen, deen et enges Daags wäert sinn.

D'Unicef huet dofir 2017 d'Konzept vun den 1.000 éischten Deeg lancéiert. Et geet drëms, dat bescht Ëmfeld fir d'Kand a seng Elteren ze schafe fir d'Zäit vun der Schwangerschaft, der Gebuert an de Joren duerno, d'Wuelbefanne vun der Famill ze verbesseren, ze stärken, also all Kand dee beschten Depart an d'Liewen ze bidden.

Zu Lëtzebuerg hunn d'Mammen d'Chance, datt se virun, während an no der Gebuert medezinesch gutt versuergt ginn an datt e ganz enke Suivi gemaach gëtt. Et gëtt och nach niewendru vill Offere während der Schwangerschaft, wou een als Mamm, als Eltere begleet a preparéiert gëtt. Et ass awer fir vill Eltere ganz schwéier, sech en Iwwerbléck iwwert déi ganz Hellewull vun Offeren ze verschafen, déi et gëtt. Et gëtt net wierklech eng kohärent Approche, keng zentraliséiert Offer. Versicht emol eng Kéier selwer, déi Recherchen ze maachen, da verléiert Der ganz séier den Iwwerbléck a gitt souguer zum Deel och vun den Informatiounen bal erschloen. Dat geet och net anescht an anere Länner. Um Site vun der Santé gëtt zwar versicht, eeben en Iwwerbléck vun Informatiounen ze ginn, mee et gëtt awer net esou vill Referenzen op déi verschidden Hëllef oder Offeren, déi et gëtt.

An dozou passt och, datt hei zu Lëtzebuerg dat Konzept vun deenen éischten 1.000 Deeg vun der Regierung nach net emol opgegraff oder ëmgesat ginn ass. Am Géigesaz zu Frankräich: Hei huet déi franséisch Regierung 2019 déi 1.000 éischt Deeg zu enger politescher Prioritéit gemaach. Dësen Hierscht sinn e Site, eng Applikatioun „1000-premiers-jours“ an eng Campagne lancéiert ginn.

Mir sollten eis als Land e Beispill u Frankräich huelen. An allgemeng iwwert déi 1.000 Deeg, wéi wichteg datt dat ass, dorop wäert och nach meng Kolleegin, d'Françoise Hetto, elo gläich nach weider agoen. Mir sollen eis, wéi gesot, e Beispill do huelen u Frankräich a wierklech och als Éischt déi éischt 1.000 Deeg zu enger politescher Prioritéit maachen an zweetens Informatiounen, Hëllef, Begleedungen op engem Site vum Staat zentraliséieren, also den Elteren eng zentral Offer, en Iwwerbléck, ubidden, fir hinnen an domadder hirem Kand vun Ufank un d'Liewen esou einfach wéi méiglech ze maachen.

An dozou géif ech gären och eng Motioun deposéieren.

■ **Mme Martine Hansen** (CSV). - Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- notant que la grossesse et la naissance du bébé interrogent les habitudes de vie des parents ;

- sachant que le concept des « 1.000 premiers jours » - qui va de la conception aux deux premières années de l'enfant - lancé par Unicef permet d'envisager une approche globale de la santé de la mère et de l'enfant et du rôle du père pour promouvoir des environnements favorables au développement harmonieux du fœtus, du nouveau-né respectivement du nourrisson ;

- considérant que dès, pendant et après la grossesse l'entourage immédiat des parents ainsi que les professionnels de santé et de la petite enfance jouent un rôle essentiel au sein des familles ;

- constatant que selon des enquêtes menées en France les nouveaux parents se voient confrontés à une multitude d'informations tout en ayant l'impression de manquer d'accompagnement et de soutien ;

- constatant que la France, suite aux conclusions d'une commission d'experts se composant de 18 membres qui a mené une analyse scientifique dans ce contexte, a adopté en 2019 le concept des « 1.000 premiers jours » dans le cadre d'une nouvelle politique de santé publique de la petite enfance avec la mise en place de plusieurs outils destinés aux familles comprenant une campagne d'information, le livret de nos 1.000 premiers jours qui est envoyé à tous les futurs parents dès la réception de leur déclaration de grossesse ainsi que le site internet 1000-premiers-jours.fr et l'application numérique téléchargeable ;

- notant que le site internet 1000-premiers-jours.fr facilite le regroupement et le partage d'informations et de conseils et propose des réponses claires, accessibles et bienveillantes aux questions que se posent les futurs et jeunes parents,

invite le Gouvernement

- à suivre l'exemple français et à mettre en place un site internet central (avec application numérique) qui regroupe les données, les conseils et les informations axés autour du bien-être de l'enfant dès la grossesse afin d'accompagner au mieux les (futurs) parents.

(s.) Serge Wilmes, Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden, Laurent Mosar, Marc Spautz.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Wilmes.

■ **M. Serge Wilmes (CSV), interpellateur.** - An där selwechter Logik kréien a Frankräich Persounen, déi Eltere ginn, bei der Deklaratioun vun der Schwangerschaft schonn e Bichelchen iwwert déi 1.000 éischt Deeg mat op de Wee. An anere Länner, wéi zum Beispill an Däitschland a verschiddene Bundesländer, gëtt et sougenannt Eltern-Kind-Briefe. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et och an deem Sënn scho privat Initiativen. A mir proposéieren, datt och hei eng staatlech Offer gemaach gëtt an all Elteren an zukünfteg Elteren esou Elteren-Kanner-Bréiwer geschéckt kréien: Bréiwer mat allméiglechen Informatiounen, Begleedungen an Offeren iwwert d'Gesondheet an d'Entwécklung vum Kand, an dat bis et 18 Joer al ass.

An ech géif och gären dozou eng Motioun deposéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- sachant que dans la plupart des cas le processus de « devenir parent(s) » inclut une profonde flexion des futurs parents sur le fait de donner vie à un enfant ;

- consciente qu'à partir de la naissance chaque parent cherche à construire sa place auprès de son enfant et que ce processus ne va pas toujours de soi ;

- constatant que durant la grossesse et la petite enfance il s'avère tout particulièrement important de veiller au bon développement physique et psychique de l'enfant ;

- rappelant que pour garantir l'accompagnement des (futurs) parents certains pays¹ leur font parvenir de façon régulière (de la grossesse jusqu'à la majorité des enfants) des « Eltern-Kind-Briefe » comprenant des informations pratiques au sujet du bon développement du bébé/de l'enfant,

invite le Gouvernement

- à initier les « Eltern-Kind-Briefe » au Luxembourg afin de renforcer l'accompagnement des (futurs) parents en leur fournissant des informations et des conseils pratiques en fonction de l'âge de leur(s) enfant(s) au sujet de questions de santé, de leur développement et/ou de leurs compétences sociales ;

- à envoyer ces courriers de façon gratuite et régulière dans différentes langues aux parents et aux futurs parents à partir de la grossesse et jusqu'à ce que les enfants aient atteint l'âge de 18 ans.

(s.) Serge Wilmes, Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden, Laurent Mosar, Marc Spautz.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **M. Serge Wilmes (CSV), interpellateur.** - Verschiede Gemengen hei am Land bidden, an Zesummenaarbecht mat ASBLen, déi als d'utilité publique unerkannt sinn, konkret Hëllef u fir Elteren, déi e Kand erwaarden, respektiv wann d'Kand bis op der Welt ass: Hëllef vun Hiewammen, Pedagoginnen oder anere Professionnelle vun der klenger Kandheet. Hëllef, fir de Lien tëschent Elteren a Kand ze ënnerstëtzen. Vun Ufank un de Bien-être vum Kand, vun der Famill ze stäerken. Mir proposéieren, sou eng Zort Servicier an alle Gemengen am Land anzeféieren an ze generaliséieren. An dozou hunn ech och eng Motioun. Wannechgelift.

■ **Une voix.** - Très bien!

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant que bon nombre de communes ont mis en place des programmes contribuant au bien-être des familles et à leur accompagnement pour bien réussir le début de la vie familiale ;

- sachant que pendant la grossesse ainsi que pendant les premiers mois de vie de l'enfant, il est important d'être épaulé et conseillé ;

- notant qu'à l'heure actuelle, huit communes offrent le service « BabyPLUS » qui constitue une source d'information et de conseil importante pour les parents pendant cette nouvelle étape de leur vie ;

- constatant que les équipes se composent de sages-femmes, pédagogues et d'autres professionnels qualifiés de la petite enfance ;

- sachant que les futurs parents peuvent bénéficier de plusieurs rendez-vous gratuits auprès d'un spécialiste dans le cadre de l'accompagnement parental,

invite le Gouvernement

- à procéder à l'introduction généralisée des services gratuits du genre BabyPLUS, ALUPSE et autres comme sources d'information et de conseil pour (futurs) parents dans toutes les communes du pays.

(s.) Serge Wilmes, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar, Marc Spautz.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Wilmes.

■ **M. Serge Wilmes (CSV), interpellateur.** - D'CSV hat 2016 respektiv 2019 eng ganz Rei Virschléi a Form vu Motiounen a Gesetzesproposen gemaach. Déi si gemaach gi vun der Madamm Hetto a vum Här Spautz, wou mer nach eng Kéier den Akzent drop geluecht hunn, datt een den Eltere soll de Choix loosse, wéi se hiert Kand betreie wëllen, respektiv hinnen nach méi Zäit ginn, fir sech besonnesch bannent den éischte Liewensjore kënnen selwer doheem ëm hir Kanner ze këmmen. Mir stinn nach ëmmer zu dësen Proposen.

Goufen och deemools all ons Motiounen hei an der Chamber verworf, sou sinn awer d'Gesetzesproposen op déi legislativ Prozedur gaangen. Bei zwou vun hinnen, där iwwer eng nach méi grousse Flexibiliséierung vum Congé parental an där iwwert d'Aféierung vun enger Allocation complémentaire fir Famillje mat méi wéi zwee Kanner an der Reindexierung vum Kannergeld si Rapporten amgaang, gemaach ze ginn. Dat wäert also och geschwënn iergendwann eng Kéier, hoffe mer op jidde Fall, och hei an de Plenum kommen, fir datt mer driwwer kënnen diskutéieren, respektiv driwwer ofstëmmen.

Zum Choix, wéi ech mäi Kand betreie wëll, gehéiert fir ons als CSV och, datt all Betreuungsforme gläichwäerteg ënnerstëtzt ginn. An dozou ziele fir ons och d'Dagesmammen! Et gëtt der ewell ronn 680 hei am Land, déi zesummen eng ronn 3.000 Kanner betreien. Dagesmamma bidden e familiären, flexibele Kader un, an deem maximal fënnf Kanner d'äerfe betreit ginn. Meeschtens sinn dat och méi oder manner homogeen Gruppen. An engems bedeelegt sech de Staat bei den Dagesmamma just mat 3,75 Euro pro Kand pro Stonn un de Fraisen a bei der Crèche mat 6 Euro pro Kand pro Stonn.

Dësen Ënnerscheid gouf gemaach weinst de Fraisen, well zemools d'Crèchen méi Fraisen hätten. Mee Fraisen, där hunn och d'Dagesmammen. Och si mussen investéieren an eng adequat Arichtung, Spiller, pedagogesch Material, lessen, Botzen a sou weider. A bei de meeschte geet et, wann et gutt geet, null vun null op. Et kënn nach derbäi de Statut vum Independant, dee bei hinnen zu ganz villen Diskussiounen féiert.

An dat ass virun allem dee wichtigste Punkt: Fir ganz vill Dagesmammen ass et einfach esou, datt se d'Gefill hunn, datt se eeben net eng gläichwäerteg Unerkennung kréie fir déi Aarbecht, déi geneesou wäertvoll ass an der Betreierung vun de Kanner wéi all déi aner Betreuungsstrukturen, net déi selwecht Unerkennung vum Staat, déi si awer an hiren Aen - a mir ginn hinne Recht - verdéngt hätten. Dat ass de sprangende Punkt! An dofir fuerdere mer, datt d'Dagesmamma genee esou unerkannt gi wéi d'Crèchen, d'Foyeren an d'Maison-relais. An datt d'Tarifikiatioun op de Leescht geholl gëtt, sou wéi et och am Koalitiounsvertrag jo steet, an datt déi bei den Dagesmamma soll no uewen ugepasst ginn.

Parallél zu enger Upassung no uewe vum der Tarifikiatioun kéint dann och eng Basisformatioun, déi eeben elo 120 Stonne bedréit, an d'Luucht gesat ginn. Do kommen zwar och nach eng Kéier all Joer 20 Stonnen obligatoresch Formatioun mat derbäi. A wat hinnen och ganz wichteg wier, wier eng besser Vernetzung ënnert hinnen, woubäi se frou wieren, wa se och vum Staat géife gestäipt ginn. An dowéinst wëll ech och gären an deem Sënn eng Motioun deposéieren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

Motion 4

La Chambre des Députés,

- notant que l'activité d'assistance parentale, dont le cadre légal remonte à 2007, fait partie intégrante des activités d'accueil extrafamiliales et extrascolaires des enfants de 0 à 12 ans ;

- consciente qu'à l'instar des services d'éducation et d'accueil pour enfants (crèches, foyers de jour et maisons relais), l'assistance parentale constitue un maillon indispensable dans la chaîne des différentes structures d'éducation et d'accueil pour enfants, dont l'envergure ne va guère diminuer ;

- notant qu'actuellement, quelque 680 personnes exercent cette activité ;

- notant qu'alors que la participation étatique maximale pour les crèches est de 6 euros par enfant et par heure pour les crèches, elle n'est que de 3,75 euros par enfant et par heure pour les assistants parentaux ;

- rappelant que l'activité d'assistance parentale assure une flexibilité accrue souvent revendiquée par les parents ;

- notant que l'assistance parentale s'inscrit aussi dans une « démarche qualité » qui concerne l'ensemble des services d'éducation et d'accueil pour enfants et des services pour jeunes ;

- constatant une diminution constante du nombre d'assistants parentaux agréés au cours des dernières années,

invite le Gouvernement

- à procéder à une réévaluation de la tarification de l'activité d'assistance parentale ;

- à lancer une campagne de sensibilisation pour contribuer à l'attractivité de l'activité d'assistance parentale.

(s.) Serge Wilmes, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar, Marc Spautz.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **M. Serge Wilmes (CSV), interpellateur.** - A wa mer bei de Betreuungsstrukturen sinn an dem Choix vun den Elteren: Mir deelen d'Meenung vum Staatsrot iwwert d'gratis Mëttegiessen an de Betreuungsstrukturen. Fir net falsch verstanen ze ginn: Mir sinn derfir, an datt d'Kanner aus prekäre Verhältnissen solle kënnen e gratis Mëttegiessie kréien. Mee datt déi Gratuitéit bei véiermol dem soziale Mindestloun, also ongeféier 8.800 Euro de Mount, plafonéiert gëtt, datt kann een net méi als prekär Situatioun bezeechen. Dann ass et net méi eng reng sozial Mesure.

An et ass erëm eng Mesure, wouvun och ganz kloer déi Famillje wäerte profitéieren, déi hir Kanner a Betreuungsstrukturen ginn an umellen, a keng Unerkennung an Ënnerstëtzung fir déi Elteren, deenen hir Kanner nach doheem iesse respektiv bei de Grouselteren. Si kréie keng Hëllef a keng Unerkennung. An och dës Unerkennung wier wichteg, datt de Staat hinne se géif ginn, an iergendenger Form. An et gëtt ganz vill Matbierger, deenen dat ganz uewe läit. Wann ech aleng kucken, wéi séier d'Petitioun 2061, déi genau dat dote fuerdert, 4.500 Ënnerschräfte krut, fir hei kënnen an der Chamber diskutéiert ze ginn, da solle mer eis dat zu Häerzen huelen an dat och mat consideréieren.

(Interruption)

Wat bei dëser Mesure nach derbäikënn, ass déi vill Aarbecht, déi elo och nach eng Kéier op d'Gemengen duerkënn, well si et sinn, déi dës Mesure mussen hëllef mat ëmsetzen. Eng Mesure, déi awer net mol vun hinne gefrot ginn ass, respektiv wou se net matagebonne goufen, an dobäi muss se scho ganz vill investéieren an de Bau vu Crèchen, Maison-relais, Foyer-scolaires, Schoulen, ouni datt de Staat se vläicht finanziell esou dobäi ënnerstëtzt, wéi se missten ënnerstëtzt ginn a systematesch méi Aarbecht an och Depensé fir d'Gemengen op d'Gemengen ofdréckt.

An dobäi sinn awer d'Gemengen decisiv Acteuren, wann et ëm d'Schaffen an d'Ënnerhale vun engem Ëmfeld geet, dat de Bien-être vun ons all a besonnesch vun de Kanner an deene Jonke stäipt respektiv stäerkt, andeems d'Gemengen, niewent de Strukturen, déi se bauen, och derfir suergen, datt mer mat effentleche Plazen, Parken, Spillplazen, déi attraktiv sinn, wou mer eis gären ophalen, ons begéine kënnen, datt mer gutt ze Fouss kënnen goen, mam Vélo fueren, effentlechen Transport fueren, datt mer eng Natur hunn, déi erhale gëtt a geschützt gëtt. Domadder schafe mer en Ëmfeld, fir de Bien-être vun de Kanner a vun ons allegueren och ze stäerken. Also sinn et ganz wichteg Acteuren, déi een och muss, wéi gesot, do deementsprechend ënnerstëtzen.

Nach ee Wuert zum Ëmfeld an dem Bien-être: d'Work-Life-Balance. Dat ass en Usaz, fir Aarbecht a Privatlieue mat enger ganzer Rei vu Mesuren esou openeen ofzestëmme, datt mer am ideale Fall Zäit fir alles hunn. Dat ass op den éischte Bléck jo och een Usaz, deen een ënnerstëtze kann. Op en

zweete Bléck awer gesäit ee kloer, datt een u sech Aarbecht a Privatlieuen eent deem anere géigeniwwerstellt, wéi wa se net Deel vun engem Ganze wieren, an zwar vun deem selwechte Mënsch an deem sengem Liewen. An drëtens veréit en ons, datt et virun allem awer de Bléck ass aus enger wirtschaftlecher Perspektiv. Well Aarbecht kënn fir d'éischt an dann eréischt Life, also d'Privatlieuen.

An dofir wier et u sech besser, mir géifen dësen Usaz, dës Dialektik eng Kéier iwwerwannen. Iwwerwannen, fir zu deem ze kommen, wat ons gerecht gëtt. Nämlech zu engem equilibrierte Liewen, engem equilibrierte Mënsch. An dat vu Klengem un.

An da si mer nees bei dem Bien-être vun onse Kanner an de Jonken. Dëse vun Ufank un an de Mëtelpunkt vun onser Politik ze stellen an ze stärke wäert - an dovunner ass d'CSV iwwerzeegt - op laang Siicht dozou féieren, datt mer erwuesse Mënsche kréien, déi equilibriert Perséinlechkeeten entwéckele wäerten. Erwuesse Mënschen, déi no Equiliber an hirem Liewen an no deem vun hire Matmënsche striewe wäerten. An dofir muss mer ons net nëmmen eens sinn, datt wann et de Leit gutt geet, et dann och dem Land gutt geet, mee fir ons als CSV muss onbedéngt derbäikommen, datt wann et onse Kanner gutt geet, da geet et onsem Land och an Zukunft gutt.

Ech soen lech villmools Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wilmes.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Françoise Hetto-Gaasch agedroen. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mäi Kolleeg, de Serge Wilmes, elo grad betount huet, spilen an där ganzer Diskussioun ronderëm de Bien-être, also d'Wuelbefanne vum Kand, d'Facteuren Zäit a Qualitéit vum Encadrement eng ganz wichteg Roll. Dës zwee Facteure sinn et, déi ganz weesentlech derzou bäidroen, dass d'Klengkand eng staark a sécher Bindung kann opbauen an domadder déi richtig Basis geschaf gëtt, fir déi sozial, emotional a kognitiv Kompetenzen ze entwéckelen.

D'Zäit, déi d'Kanner mat hiren Eltere verbréngen an engem liewegen, opmierksamen Austausch, wou een op deen anere lauschtert, wou ee sech fir deen aneren interesséiert, an engem richteger Mateneen an net an engem Niefteneen.

Op där anerer Säit dann d'Qualitéit vum Encadrement, sief et an enger Crèche, enger Maison relais oder an der Schoul an am Lycée, ass deen zweete wichtige Facteur. Et geet wierklech net duer, massiv Personal opzestoken, wann dat Personal net iwwert déi néideg Ressourcen a Kompetenze verfüügt, déi et brauch, fir mat Kanner a Jonken ze schaffen. Wat mir brauchen, sinn engagéiert pedagogesch, psychologesch ausgebildete Leit a Stabilitéit an der Ekip, déi ronderëm d'Kand ass.

Wat mir zousätzlech brauchen, sinn Infirmiären, Assistent-socialen, Psychologen a Pedagoginnen, déi d'Kanner séier an onbürokratesch kënnen opfänken an hinnen hëllef, ouni dass mussen am Virfeld x Rapporten geschriwwen ginn a wou wäertvoll Zäit verluer geet, bis dann endlech Hëllef beim Kand ukënn!

Dës Pool u Leit soll, wannechgelift, disponibel sinn, idealerweis an der Schoul selwer. Gegebenfalls dann, oder beschtefalls fir e puer Sitte gläichzäiteg.

Kierzlech hu mer an der Petitiounskommissioun d'Educatoren héieren, déi sech agesat hu fir hire Berufsstand a ferm Problemer domadder hunn, dass de Minister elo e Pilotprojet lancéiert, mat deem een de Beruff vum Educateur ka bannent engem Joer léieren. Ganz éierlech, Här Minister, bei allem Respekt, dat kann et net sinn!

Mir schwätzen hei vun der Ausbildung vun deene Persounen, déi am Alldag déijéineg betreien, déi ganz besonnesch gutt a professionell mussen encadréiert sinn, sief et Kanner an der Maison relais, de Crèchen oder Kanner mat speziellen Defiziter, mat engem Handicap oder verhaltenskreativ Kanner. Et ka wierklech net sinn, dass et net méi noutwendeg ass, iwwer vill Wochen e Stage ze maachen, fir um Terrain ze gesinn, wéi ee muss mat dëser Populatioun schaffen, wéi wichteg et ass, pedagogesch suedfest ze sinn, wéi wichteg et ass, déi noutwendeg Sensibilitéit an Knowhow ze hunn, fir dacks schwierreg Alldagssituatiounen ze meeschteren.

Jo, mir brauche ganz kloer méi Personal, mee virun allem brauche mer Personal, dat topp ausgebild ass. Personal, dat Freed u senger Aarbecht huet, éierlechen Interessi un de Kanner, empathesch ass, gutt kann observéieren, nolauschteren, sech interesséiert a reagéiert, gären hëllef an teamfäeg ass. An Teamfäegkeet léiert ee wuel am beschten an de Stagen.

¹ Allemagne (la Hesse, la Bavière), Suisse, France (Livret de nos 1000 premiers Jours, envoyé à tous les futurs parents dès la réception de leur déclaration de grossesse)

Nieft kognitive Fäegkeete brauch de gudden Erzéier a sengem Bagage awer och eethesch, sozial, emotional, motivational a verhaltensbezunne Kompetenzen. Dat muss ee sech uneegnen a léiert een definitiv net bannent engem Joer. Dofir, wannech gelift, dëse Beruff net bradéieren. Et steet ze vill um Spill!

Dass d'Qualitéit vum Personal en ausschlaggebende Facteur ass, an dass d'Zäit, déi d'Elteren zesumme mat hire Kanner verbréngen, weesentlech zur Entwécklung vum Kand bäidroen, abee, zu dëser Konkusioun kommen ech och a mengem Rapport, deen ech fir de Conseil de l'Europe gemaach hunn: „Intérêt supérieur de l'enfant et politiques pour assurer l'équilibre entre vie privée et professionnelle“.

An dësem Rapport hunn ech gekuckt, wat an deenen eenzele Länner an deem Kontext ugebuede gëtt a puncto Congé parental, flexibel Aarbechtszäiten, Begleedung vun den Elteren, déi verschidde Modes de garde, an deenen d'Virdeeler, awer och d'Lucunnen ze fanne sinn. Ech ginn elo net op de Rapport weider an, mee ech wëll awer drop verweisen, dass aus de Recommandatiounen kloer ervirgeet, dass d'Conciliation vie professionnelle/vie familiale nimmols däerf op d'Käschte vum Bien-être vum Kand goen.

De wichtigste Appell besteet doranner, dass d'Enjeun, wéi de Kolleg Serge Wilmes et och gesot huet, d'« Politique des 1.000 premiers jours », sou wéi se elo a Frankräich als Prioritéit vum Président Macron an als Pakt fir d'Enfance dekretéiert gouf, vum Comité des ministres soll an déi nächst „Stratégie relative aux droits de l'enfant et dans les travaux innovants sur les racines de la pauvreté“ integréiert ginn.

D'Länner hirersäits ginn derzou opgeruff, d'Servicer fir d'Santé mentale vun de Kanner a Jonken ze stäerken, rigouréis op d'Qualitéit am Accueil vum de Kanner ze setzen, gratis Informatiounen fir d'Elteren unzébiden, d'Monoparentaux ganz besonnesch ze ënnerstëtzen, d'Roll vun de Grousselteren net ze ënnerschätzen, de Risiko vum iwwerméissegem Notze vum Ecranen an Tablets richteg anzuschätzen - dorobber kommen ech nach ze schwätzen - an en permanence d'Familljepoliticken ze evaluéieren an ze reviséieren.

Dëse Rapport mat senger Recommandatiounen a senger Resolutioun ass déi lescht Woch zu Roum à l'unanimité ugeholl ginn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Den Dréin-Aangelpunkt vum dem Bien-être vu Kanner sinn d'Famill, d'Schoul an d'Maison relais. De Bien-être vum de Kanner a Jonken ass ganz enk verlinkt mam Bien-être vun den Enseignanten, den Educateuren an den Elteren. Wann et hinnen net gutt geet, da kënnen si hirer Aufgab och net gerecht ginn.

Éischtens: d'Enseignanten an d'Erzéier, déi selwer Suergen hunn. Enseignanten an Erzéier, déi einfach debordéiert si vun allen Ufuerderungen, déi u si gestallt ginn. Och si brauche Réckendeckung. Och si brauchen eng Ulafplaz, wou se gehollef kréien, wou se gestärkt ginn. An d'Fro stellt sech och, ob hir Ausbildung deem gerecht gëtt, wat haut vun hinne gefuerdert gëtt.

Zweetens: d'Elteren, déi mat hirer Eltereroll dacks iwwerfordert sinn an Ënnerstëtzung vu bausse brauchen. Ech verweisen do op der CSV hire Walprogramm, wou mer draosten haten, dass d'Maison-relais sollte reegelrecht Familljenzentre ginn, wou d'Eltere sech kënnen Hëllef siche goen a sech mat Fachleit austauschen.

Elteren, déi zum Deel aus aneren, patriarchalesche Kulturkreesser kommen a mussen léieren ze akzeptéieren, dass hir Kanner et vläicht méi wäit kënnen bréngen wéi si selwer, ouni dass si als Eltere sech dofir mussen schummen. Elteren, déi finanziell Suergen hunn, d'Aarbecht verluer hunn, Alkohol- oder Drogeproblemer hunn. Elteren, déi awer och net eens ginn an eisem System, déi aus anere Länner kommen an net verstinn, dass wann een aus engem waarme Land op Lëtzebuerg kënnt, zum Beispill muss léiften. Dass et hei zu Lëtzebuerg wichteg ass, säi Kand an d'Schoul ze schécken.

Ech kéint lech do eng ganz Geschicht driwwer verzielen. Mee déi Zäit hu mer net. Elteren, déi déi vill Informatiounen, déi se kréien, iwwerhaapt emol net verstinn an dofir an hirem Doheim konkret Ënnerstëtzung vu Professionelle sur place brauchen.

Wa si also alleguer hirer Roll net kënnen gerecht ginn, da repercutéiert sech dat natierlech ganz kloer op d'Kand. Dofir ass et weesentlech, dass mer souwuel fir d'Eltere wéi awer och fir d'Enseignanten an d'Erzéier Ulafplazen hunn, déi si ënnerstëtzen. Ganz onbürokratesch, onkomplizéiert an esou séier wéi méiglech.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi seet d'Directrice vun der Unicef? Mir mussen alleguer zesummen handelen, fir d'mental Gesondheet haart unzeschwätzen - « briser le silence autour de la santé mentale ». Mir mussen d'Elteren ënnerstëtzen a mir mussen an de Schoulen e richteg

Vertrauensklima schafen. Wa mir d'Aen zoumaache virun der mentaler Gesondheet vun de Kanner, da setze mer hir Capacitéit fir ze léieren, fir ze schafen, Relatiounen opzebaue ferm op d'Spill.

Wa mir d'Aen zoumaache virun der mentaler Gesondheet vun den Elteren, den Enseignanten an den Erzéier, da privéiere mer si vun der Ënnerstëtzung, déi si blutnéideg hunn, fir sech an hirer jeeeweiliger Aufgab ëm d'Kanner ze bekëmmern.

An da kommen ech, dréttens, zu de Kanner selwer. Vill Kanner kapituléiere virun deem ganze Schoulprogramm, deen se mussen bewältegen an iwwert deen mer schonn als CSV méi wéi eemol gesot hunn, dass mer eise System mat sengen Inhalter mussen op de Leescht huelen an un eis Zäit adaptéieren, Plaz maache fir nei Kompetenzen, déi d'Kand soll léieren: sozial Kompetenzen, Respekt, Deseskalationstechniken - alles Kompetenzen, déi vläicht hautdesdaags méi wichteg si wéi e Passé simple oder e Subjonctif plus-que-parfait.

De Lockdown, Homeschooling hu ganz kloer gewisen, dass et fir d'Kanner immens wichteg ass, mat de Kolleegen zesummen an d'Schoul ze goen. Nieft deem reellen Enseignement ass et nämlech och weesentlech, de soziale Kontakt oprechtzuerhalen, richteg vis-à-vis vun engem ze setzen, an der realer Welt ze schnëssen an net just en Austausch iwwer den Ecran ze hunn.

All Kand kënn awer och mat sengem perséinleche Bagage vun doheim an d'Schoul a muss domadder eens ginn. Jee nodeem, wéi d'Familljesituatioun ass a wéi iwwerfordert seng Eltere sinn, huet d'Kand méi e schwéiere Pak ze droen. E Pak, deen et wierklech dacks ganz eleng muss schleeften. An hei muss ugesat ginn. Et mussen Ulafplaze geschafft ginn, wou d'Kand sech vertrauensvoll kann hiwenden an Hëllef sichen.

Hei kënn dem Enseignant eng ganz, ganz wichteg Roll zou - eng verantwortungsvoll Aufgab, bei där een awer selwer och muss staark sinn, fir déi ze bewältegen -, awer och allen Erzéier, mat deenen d'Kand am Laf vum Dag zesummekënn. Si alleguer spillen eng Schlësselroll an der Entwécklung vum Kand, wa si him wëllen hëllef, net ënner senger schwéierer Laascht anzubriechen.

Mobbing an de Schoulen, zum Beispill, ass ëmmer erëm en Thema. An hei ass besonnesch den Enseignant, den Educateur gefuerdert, deen dat muss erkennen an och da soll intervenéieren.

Dir gesitt, hei gëtt ganz vill vun deenen einzelen Acteuren erwaart: vum Enseignant, vum Educateur, awer och vum Kand selwer.

3. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Françoise Hetto-Gaasch

An dofir si mir als CSV der Meenung, dass mer am Fundamental, gradewéi mer et an de Lycéeen hunn, e SPOS brauchen. Also e SePAS, dee sou wéi de Pompjee direkt intervenéiert, wann et brennt an net eréischt, wann alles bis ofgebrannt ass. An deem Sënn iwwerrechen ech och hei eng Proposition de loi, an där mer genee dat fuerderen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Hetto.

Exposé

■ **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV), auteure.** - Ech ginn och kuerz op d'Proposition an. Wouréms geet et? Ma, mir wëssen alleguer, dass d'Kanner haut ganz dacks mat komplexe Problemer konfrontéiert sinn: d'Scheedung vun den Elteren, Migration, Placement, Krankheet, Trauma-Erliednesser. Vill vun hinne sinn och Zeie vun haislecher Gewalt, hu psychesch Problemer. Et si Kanner, déi verno-léissseg ginn, entweder physesch oder och psychesch - alles enorm Suergen, déi d'Kanner eleng net gemeeschert kréien.

Si kommen, wéi ech dat elo grad beschriwwen hunn, mat dësem Bagage vu grousser Belaaschtung an d'Schoul a sollen dann, wannech gelift, do fonctionéieren. Engersäits gi se quasi erdréckt vun deene Problemer, déi se mussen mat sech erëmshleefen, an anerersäits mussen se awer gläichzäitig den Erwaardungsdruck vun der Schoul meeschteren.

D'Schoul huet haut als Missioun net méi just eng reng Wëssensvermittlung, mee huet och eng Verantwortung, wat d'Wuelbefanne vum Kand ubelaangt. Et ass un der Schoul, d'Kanner ze begleeden, ze ënnerstëtzen, fir dass si et packen, déi richteg Choixen ze maachen. Choixen, déi dacks Repercussiounen op hiert ganz Liewen hunn. Et geet deemno dréms, d'Kanner esou ze stäerken an ze leeden, dass si kënnen hir sozial Kompetenzen, hir emotional Kompetenzen, hiert Wëssen an hiert Verhalten esou entfalten, dass se déi néideg Resilienz entwéckelen, fir am spéidere Liewe staark jonk Mënschen ze ginn.

Duerfir mussen d'Kanner genee do Hëllef ugebuede kréien, wou se vill Zäit verbréngen an dat ass an der Schoul. Geneesou wéi an de Lycéee froe mir als CSV e Service psycho-social et d'accompagnement scolaires fir de Fundamental. Eng Plaz, wou d'Kan-

ner kënnen psychologisch Berodung an therapeutesch Begleedung kréien, jee no Besoin. An och d'Léierpersonal ka sech hei berode loosse, wann et a sengem Alldag u seng Grenze stéisst.

Geneesou soll dëse Service mat den Elteren zesummeschaffen, wa si mat an de Prozess ronderëm hiert Kand sollen agebonne ginn. Mir als CSV sinn der Meenung, dass dëse Service an der École fondamentale ...

(Interruption)

... muss esou séier et geet op d'Bee gestallt ginn, fir de Kanner déi Ënnerstëtzung ze ginn, déi se dréngend brauchen. An zwar zu deem Moment, an deem se se brauchen.

An ech denken, eis Proposition de loi misst am Fong geholl och vun der LSAP matgedroe ginn, well ech erënnere mech drun, dass d'Madamm Francine Closener - si ass zwar elo grad net heibannen - an engem Radiointerview ganz kloer gesot huet, ech ginn hei hir Wieder erëm, e Psycholog an enger Schoul wier kee Luxus. Och an der Grondschoul misst esou een op d'mannst deelweis present sinn.

7921 - Proposition de loi portant modification de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

4. Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du bien-être chez les enfants (suite)

Débat (suite)

Da kommen ech bei déi Jugendlech. Laut engem ganz rezente Rapport vun der Unicef, dee sech mam mentale Wuelbefanne vun de Jonken téschent 10 an 19 Joer beschäftegt, steet, dass hei zu Lëtzebuerg 16,5 %, dat ass ee vu sechs, an dëser Alterskategorie mental onstabil sinn; liicht e bësse méi Meedercher wéi Jongen. Dat ass enorm! An dat soll eis och ze denke ginn. Angschtzoustänn, Depressiounen, Suicidedanke bis hin zu Suicide. Mir brauchen eng Ursachefuerschung, fir kënnen adequat ze reagéieren.

Ech hat déi grouss Chance, mat enger ganzer Partie jonke Leit zu dësem Sujet ze diskutéieren. An ech muss lech éierlech soen, dass hir Temoignagé mech zudéifst beréiert hunn. An ech wëll lech dat hei erëmginn, wat se mer matgedeelt hunn. Quasi alleguer hu se de Wonsch geäussert, dass si sech an de Schoule Vertrauenspersounen wënschen, un déi se sech wende kënnen, wann et hinnen net gutt geet.

An dat sinn net nëmmen eleng d'SePASen. Si wënsche sech och Regenten, Profen déi Verständnis fir si hunn, hinnen nolauschten a sech fir si interesséieren. Net all Enseignant huet eng deementsprechend Ausbildung oder bréngt och vläicht dat richteg Gespier mat. Duerfir vläicht hei e klengen Appell, dëst an de Formatiounen, an de Formationcontinuen matanzubauen, fir dass si als wichteg Bezugspersonen och mat der néideger Sensibilitéit kënnen reagéieren. Vlächtt sinn d'Enseignante sech och net ëmmer bewusst, wéi eng wichteg Roll si ze spillen hunn an dass hiren Apport muss iwwert d'reng Wëssensvermittlung erausgoen.

Déi Jonk wënsche sech awer och Suergeskëschten, wou och déi sech kënnen matdeelen, déi net direkt e perséinlecht Gespréich sichen, mee vlächtt just e Rot, eng Adress, wou se weidergeholfen kréien.

An dësem Austausch, deen ech mat deene jonke Leit hat, gouf och op d'Wichtigkeet vun de Jugendhaiser higewisen, an deene vill Jonker net just mat de Kolleegen kënnen flott Mëtteger verbréngen, mee wou se och d'Personal ronderëm sech hunn, dat op si lauschtert a si leet, wann et noutwendeg ass. Vill vun hinnen hunn Angschtgefiller ausgedréckt, well se gemobbt ginn a sech einfach net ze hëllef wëssen. Och heifir brauche mer Erzéier an Enseignanten, déi dat iwwerhaapt matkréien an och reagéieren.

En Deel vun deene Jonken huet gesot, dass et fir si immens wichteg ass, owes mat den Elteren iwwer hiren Dag schwätzen ze kënnen. Si hunn et och begréisst, dass an den ieweschte Klasse vun Zäit zu Zäit Externe bei si an de Lycée komm sinn, fir mat hinnen iwwer verschiden Thematiken a Problematiken ze diskutéieren. A si hunn et bedauert, dass dëst net och op deene ganz ieweschte Klasse stattfënt.

Ech wëll op dëser Plaz och dem Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher seng Propos opgräifen, fir an de Schoule Vertrauenspersounen ze hunn, un déi Jonker sech kënnen wenden, wa se Suergen hunn - e sougenannten „child protection officer“.

A wat mer och nach brauchen nieft de Jugendhaiser, ass d'Méiglechkeet, an de Schoulen iwwert d'Schoulstonnen eraus kënnen betreit ze ginn. Zumindest an den éischte Klassen am Lycée.

Ech wëll awer op dëser Plaz och nach eng Kéier op eis Interpellatioun agoen iwwert de Suicide. Wéi sou? Ma ganz einfach, well, laut dem neiste Rapport vun der Unicef, de Suicide an Europa déi zweetheefegst Doudesursaach ass bei deene

Jonken téschent 15 an 19 Joer, no den Accidenter op der Strooss. Bei den 10- bis 14-Järege sinn et souguer 41 %. Dräi Jonker stierwe pro Dag an Europa, well se sech d'Liewen huelen.

Wéi mer déi Interpellatioun haten, hunn ech gefrot, dass mer eng seriö Ursachefuerschung vun dësem Mal-être géife maachen. Well ouni d'Ursachen ze kennen, mécht een eng Navigation à vue.

Wat ass bis elo geschitt? Wéi gesäit et méttlerweil mat Therapieplazen aus? Gëtt et méttlerweil eng Formatioun op der Uni an der Psychiatrie infantile? Gëtt et méttlerweil eng Filière psychiatrique an der Urgence? Wéi gesäit et aus mam Congé social fir déi Leit, déi sech benevoll engagéieren, zum Beispill bei SOS Détresse? Wéi gesäit et aus mam Suivi?

Abee, mir waren eis heibanne quasi all eens, dass mer genau op deenen dote Plaze missten den Hiewel usetzen. Dat ass entre-temps ganz genee eelef Méint hier. Ech géif just gäre wëssen, wat d'Regierung do méttlerweil konkret ënnerholl huet.

A wann ech elo nees un déi jonk Mënschen denken, deenen ech elo kierzlech begéint sinn an déi mech richteg traureg an nodenklech gemaach hu mat hiren Aussoen, hiren Ängschten, hire Suergen, da froen ech lech alleguer heibannen: Wat muss dann an Ären Ae passéieren, fir dass endlech eppes geschitt?

An deem Kontext muss ech dann och den Accès zur Psychotherapie uschwätzen. Mir wëssen, wéi wichteg et ass, de Jonken Accès zu professioneller Hëllef ze erméiglechen. Mir brauche genuch Psychotherapeuten, Psychiateren, Psychologen, déi deene jonke Mënschen, deenen et net gutt geet, zur Sait stinn, si beroden an och begleeden. Dësen Accès dierf net just fir déijéineg reservéiert sinn, déi sech et leeschte kënnen.

An ech si wierklech frou, dass de Minister Schneider kierzlech ugekënnegt huet, dass ab Januar de Remboursement vun der Psychotherapie soll Realitéit ginn. Wann een awer elo, e puer Deeg méi spéit, dem Här Oberlé vun der CNS nogelauschtert huet, da wäert dat wuel net am Januar sinn. Et huet op alle Fall net esou geklungen. De Minister schéngt also voller guddem Wëllen ze sinn, mee wéi et schéngt ass d'CNS en Électron libre, dee grad mécht, wat him an de Krom passt.

(Interruption)

An duerfir géif ech de Minister bidden, seng Autoritéit a seng Position wierklech esou anzusetzen, dass d'CNS dee Blockage ännert.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Da kann en nämlech och säi Versprieche anhalen, an zwar, dass all Mënsch, deen et brauch, Zougang zur Psychotherapie kréie kann.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Wa mer d'Thematik vun der mentaler Gesondheet wëllen eescht huelen, da mussen mer eis och d'Moyene ginn, fir dat ze finanzéieren. Mir brauche Professionelle, déi a Krisensituatiounen intervenéieren, a mir brauchen der, fir duerno de Suivi ze maachen. Och hei ass d'Politik gefuerdert, fir dëse Beruff ze promovéieren a fir och am preventive Beräich massiv ze investéieren.

Ech kommen dann op déi sozial Medien ze schwätzen. D'Geforen, déi vun de soziale Medien ausginn, sinn net ze ënnerschätzen. Rezent war dozou e ganz interessante Bättrag op der Televisioun ze gesinn. E Bericht, deen een am Fong geholl richteg nodenklech gestëmmt huet. An ech mengen, dass mir eis alleguer als Erwuessener net ëmmer bewusst sinn, wéi vill eis Kanner a wéi vill eis Jugendlecher sech an där Welt do beweegen, sech do beaflosse loosse, ënner Drock sette loosse an zum Deel ganz, ganz schlëmm gemobbt ginn.

Dofir ass et wichteg, dass schonn am Fundamental op dës Geforen higewise gëtt an d'Kanner geliert ginn, domadder richteg ëmzegoen a sech ze schützen.

Eng aner Gefor ass d'Surexpositioun. An ech schwätzen hei elo net nëmme vun där vun de Kanner, mee och vu villen Elteren, déi - an dat ass lech bestëmmt och schonn opgefällt -, souguer wa se mat der Kutsch spadséiere ginn, vill op hiren Handy kucken an et verpassen, op hir Kanner anzugeen. Dat soen awer net ech, mee dat soe klinesch Psychologen, Kannerdokteren, neurologesch Wëssenschaftler, déi am „Figaro“ eng Hellewull un Artikelen publizéiert hunn. Am Resümee: D'Kanner brauche reell Interaktiounen, fir hir kognitiv Capacitéiten ze entwéckelen, an net just Echangé mat engem Ecran an och net Elteren, déi ze vill un hirem Ecran pechen.

D'Jeanne Siaud, eng klinesch Psychologin, seet, dass Elteren als hyperconnectéiert anzestufe sinn, wa si dee Moment, deen eigentlech hire Kanner sollt gëllen, vun hirem Ecran gefesselt sinn. Fir d'Kanner deemno eng Illusioun vu Presenz, déi zu emotionaler Onsicherheit féiert, wat sech senger-säits nees negativ op hiert Léierverhalten auswirkt.

Wat d'Unzuel u familiären Interaktiounen méi erfroeg, also manner Bléckkontakt, manner Schwätze mateneen, wat dem Kand seng Sprooch-entwécklung, seng Konzentratioun, säi Gediechtnes, seng Attentioun a seng schoulesch Reusite méi impaktéiert ginn. An da schwätze mer vum Bien-être vum Kand. Do ass et ganz kloer, dass et deene Kanner do net gutt geet an och spéider net wäert gutt goen. Ech sinn iwwerzeegt, dass ganz vill Eltere sech d'äers Ganzen net bewusst sinn. Mir brauchen duerfir kloer Messagen u d'Elteren, fir si op dës Geforen hinzeweisen, eng reegelrecht Campaigne de sensibilisation! A Moosse consomméieren, selwer d'Kontroll behalen an op tatsächlech, reell Interaktiounen setzen, heiansdo och emol erëm mat de Kanner e Spill maachen.

Reell Interaktiounen huet e Kand awer och zum Beispill am Sport. Kanner, déi reegelméisseg Sport maachen, si méi ausgeglach. Si kënnen hire Beweegungsdrang ausliewen an hir motoresch Fäegkeete schoulen. En plus profitéieren hiert Selbstbewusstsein an hir geeschtig Entwécklung dovunner.

Donieft léieren d'Kanner, Defaitten ze meeschteren, sech awer trotzdeem fir deen nächste Match nees zesummenzerappen. An e Kand, dat Sport mécht, léiert reflektéieren, verstoen, wéi deenen anere Leit hir Erwaardunge seng eege Leeschtungen an Entschéedunge beaflossen. Sport dréit also ganz kloer zum Bien-être vum Kand bái a verdéngt déi néideg Ënnerstëtzung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer vum Bien-être schwätzen, da komme mer net derlaanscht, och iwwer d'Maltraitance ze schwätzen. Mee d'Maltraitance, mengen ech, verdéngt op dëser Plaz eng Kéier en eegenen Debat.

Dëst Thema läit mer ganz besonnesch um Häerz. Kanner, déi mëssbraucht ginn: Ech mengen, do brauche mer kaum vum Bien-être ze schwätzen. An et gëtt der vill! An et gëtt och vill Forme vu Maltraitance: physisch, psychologesch a sexuell Gewalt. Mee och d'Vernoléisseg fält ënner Maltraitance.

Et gëtt vill Servicer hei zu Lëtzebuerg, déi op dësem Gebitt wäertvoll Aarbecht leeschten. D'Alupse ass een dovunner. Déi verschidde Servicer vum der Alupse haten, laut dem Rapport vum 2018, all Hänn voll ze dinn: Kriseninterventiounen an de Familljen, medezinesch Consultatiounen vu ganz klengen Patienten, individuell a Familljetherapie. Wéi wëllt Der aus engem klengen Kand, dat schonn als Puppelche Gewalt erlieft, e staarke jonke Mënsch maachen, deen, wa méiglech, Resilienz entwéckelt a sech herno tipptopp an eiser Gesellschaft zurechtfindt? Dofir och hei den Appell, dës Servicer, déi an dësem Domän schaffen an intervenéieren, och déi néideg Moyenen ze ginn, déi se brauchen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Ech kommen zur Konkusioun. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn an dëser Interpellatioun als CSV eng ganz Partie Pisten opgezeecht, Motioun presentéiert an och eng Proposition de loi, iwwerall do, wou den Hiewel muss ugesat ginn. Ech wënsche mer, dass dat alles net op daf Ouere stéisst an dass déi jeeweileg Ministeren - an et sinn der vill, déi hei concernéiert sinn - sech d'Wuelbefanne vum Kand ganz uewen op hir To-do-Lëscht schreiwen. Et bleift nach vill ze maachen!

Merci fir d'Nolauschten.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hetto-Gaasch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gilles Baum.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gilles Baum (DP).** - „Immer wenn ein Kind vor einem Smartphone sitzt, stirbt auf einem Baum ein Abenteuer. Und wenn wir Erwachsenen ständig drankleben, sterben unsere auch!“

Här President, mir zwee, mir kennen eis jo schonn e bësse méi laang wéi anerer heibannen. Ech mengen, ech sinn net bekannt dofir, een ze sinn, dee séier nervös gëtt oder séier vum Null op Honnert geet. Mee et gëtt awer eppes, wat mech dobaussen an der Gesellschaft extrem stéiert: Dat ass, wann ech an de Café erakommen, an de Restaurant erakommen, et sätze Leit um Dësch, dräi, véier Leit, zwee Leit, a si spillen alleguer um Handy.

(**Hilarité**)

Bon, wann et e jonken Här an eng jonke Damm ass an et ass hiren éischten Date, da soen ech mer: ok. Da wësse mer, wéi deen Date ausgeet. Da kënn warscheinlech keen zweete Rendez-vous hannendrun.

(**Hilarité**)

Wann awer Elteren do sätzen, allen zwee um Handy ze spillen an d'Kanner kréien nach en iPad, fir dass d'Eltere kënnen a Rou am Restaurant op hirem

Handy daddelen, muss ech soen: Dat stéiert mech enorm! An ech denke mer och ëmmer, dass mer do amgaange sinn, den absolut normalen Ëmgang, déi normal, déi essenziell Kommunikatioun ënnerteneen ze verléieren an ze verspillen.

Ech war virun e puer Joer a Griicheland an enger Tavern, do haten se e Panno opgestallt - dat huet mer immens gutt gefall -, do stoung drop: „No, we don't have wi-fi. Talk to each other.“

(**Hilarité**)

Ech hu fonnt, dass dat ... Dat huet mer op alle Fall immens gutt gefall. An dat anert, ...

(**Interruption par M. Mars Di Bartolomeo**)

... dat anert mécht mech wierklech ëmmer immens nervös. Dat stéiert mech immens.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Den digitale Volet vum Liewe vum de Kanner - ech mengen, et ass bei de Virriedner ugeklongen - kënnen mer einfach net méi ausblenden. Déi digital Outile wéi de Laptop, de Smartphone, Tablet a Co. si méttlerweil aus eisem Liewen an och aus dem Liewe vum eise Kanner net méi ewechzedden. Déi Technologien zéie sech wéi e roude Fuedem duerch sämtlech Beräicher vum eisem Alldag.

Dass den digitale Wandel awer net nëmme positiv Verännerunge mat sech bréngt, dat ass gewosst. Ech denken do zum Beispill un déi méiglech Geforen am Internet an an den neie Medie fir eis Kanner a Jugendlecher.

Sou krut ech, zum Beispill, déi lescht Woch e Message aus der Maison relais vu Jonglënster, an deem ech drop opmierksam gemaach gi sinn, dass d'Kanner eng Serie géifen nospillen, déi ausgestraalt gëtt op engem ganz bekannten Online-Streamingportal. Et ass d'Serie „Squid Games“, fir se net ze nennen. Ech wëll lech hei net am Detail erklären, wourëm et geet. Ech mengen, déi meescht heibanne wëssen, wat dat ass.

Et mécht een awer schonn nodenklech, wann ee vun der Schoul respektiv vun der Maison relais geschriwwen kritt, dass d'Kanner Filmer nospillen, déi eréischt ab 16 sinn, an deenen Handlung virgeholl ginn, déi se am Fong net dierfte gesinn, an dass dat awer alles esou einfach an d'Hänn, an an dësem Fall an d'Aen an an de Kapp vum de Kanner kënn.

(**Interruption**)

Genee dës Geforen am Internet gräift och déi däitsch Schrëftstellerin Gabriela Rapp an hirem Buch „Bitte tu was!“ op, dat ech viru Kuerzem gelies hunn. Si geet virun allem der Fro no, wéi eng Auswirkung déi digital Gewalt op d'Wuelbefanne vum de Kanner a vun de Jugendleche ka mat sech bréngen.

Genee wéi am reelle Liewen, kënnen och traumatesch Erlebnisse an der Onlinewelt e bleiwende Schued bei de Kanner an deene Jonken hannerloosen. Cybermobbing, Cybergewalt, Hatespeech, digital Suchtverhalten, Cyberbullying: Dat si lauter Phenomeener, déi sech eréischt an dësem Joer dausend entwéckelt hunn. Déi hu mer virdrun net kann. Dat sinn awer och Problemer bei de Kanner a bei deene Jonken, déi mer net d'äeren ënnerschätzen a fir déi mir alleguer zesummen eng Léisung musse fannen.

A genee wéi d'Schrëftstellerin sinn ech och der Meenung, dass eis Kanner virun allem eppes brauchen: en oppent Ouer an eng konsequent Begleedung!

„Bitte tu was!“ ass e kloeren Appell un d'Elteren, d'Geschwëster, d'Erzéier an un d'Schoulpersonal. En Appell un d'Politik, un eis kollektiv Verantwortung. Eis Kanner brauchen e séchere Kader, e sécher ERMfeld, fir sech lues a lues an der digitaler Welt erëmzefannen. Si brauchen eng erwuesse Bezugspersoun, déi hinne bei Froen, Ängschten a Problemer zur Säit steet. Eng Persoun, déi se op d'Geforen am Internet opmierksam mécht an hinne dee richtegen Ëmgang mat den neie Medien erkläert.

D'Sensibiliséierung spillt also eng Schlësselroll, wann et drëm geet, déi Jonk viru Cybermobbing an anere Forme vum Onlinengewalt a -kriminalitéit ze schützen. Nieft der Prise en charge vum den Affer vun digitaler Gewalt brauche mer virun allem eppes: eng effikass Preventiounsstrategie.

Nieft der Famill an den Elteren huet virun allem d'Schoul e groussen Deel vun der Responsabilitéit hei ze iwwerhuelen. Säit 2013 schafft an iwwerschaaft den Educatiounsministère dofir eng ëmfaassend Strategie fir d'Vermëttele vun den digitale Kompetenzen. Engersäits gouf verstärkt op d'Aus- a Weiterbildung vun den Enseignanten investéiert an anerersäits massiv an d'Moderniséierung vun de Schoulprogrammer.

Et goufen nei Formatiounen beim IFEN organiséiert, speziell Enseignantë „pour compétences numériques“ goufen agestallt. Et goufen nei Léierunitéiten ausgeschafft an och zousätzlech Tablette fir den digitalen Unterrecht bereetgestallt.

Spéitstens säit der Publikatioun vum sougenannte „Mediekompass“ ass d'Vermëttele vun den digitale Kompetenzen an de Gebrauch vun den neie Medie fest am Unterrecht verankert. An zu dës Kompetenzen zielt natierlech och d'Bewusstsein iwwer méiglech Geforen a Risiken am Internet.

(**Interruption**)

Virun zwou Wochen hu mer hei an der Chamber iwwert d'Problematik vum Hatespeech geschwat. A meng Kolleegin, d'Carole Hartmann, hat an deem Kader eng wichteg Initiativ ernimmt, déi sech fir d'Preventioun vun der Cybergewalt asetzt, nämlech Bee Secure. Scho säit 2010 bidden d'Acteure vu Bee Secure eng grouss Palett u Servicer un, déi de korrekten a responsablen Ëmgang mat den neie Medie fördere sollen.

Wéi meng Kolleegin lech et schonn erkläert huet, publizéieren d'Acteure vu Bee Secure reegelméisseg Informationsbroschüren a praktesch Guidé fir Kanner a Jugendlecher iwwert Theeme wéi Fake-news, Hatespeech, Cybermobbing an och Datesécherheet. Donieft offréiere se gratis Trainings fir Schüler, Erwuessener a Senioren, fir den Ëmgang mat den digitale Medien ze léieren. Si schaffen enk mat Grondschoulen a Lycéeën zesummen. Och spezifesch Oplklärungscampagnë fir de Grand public gehéieren zum Repertoire vu Bee Secure.

Firwat hunn ech elo esou vill iwwert d'Digitale geschwat? Ech mengen, Dir kënn lech et denken: Am Kader vun der Pandemie, an där mer nach ëmmer dra sinn, ass de Konsum vun Onlinemedie bei Kanner a Jugendlecher ganz staark an d'Luucht gaangen. D'Etüd „COVID-Kids“ vun der Uni Lëtzebuerg huet zum Beispill gewisen, dass déi Jonk méi wéi duebel sou vill Stonnen um Internet verbruecht hu wéi virun der Kris. D'Analysen hunn ausserdeem en enke Lien tëscht der Hausse vum Internetkonsum an der Entwécklung vun Ängschtzustänn a vun negativer Gefiller festgestallt.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir gesinn et ganz kloer: D'Pandemie hat an huet och haut nach ëmmer en negativen Impakt op d'Wuelbefanne vum de Kanner a vun de Jugendlechen. Dat weisen d'Etüde ganz kloer. Meng Virriedner hunn et scho gesot an ech sinn och dofir frou, dass mer haut am Parlament iwwert dës wichtige Sujet schwätze kënnen. An ech wëll dofir dem Interpellant, dem Kolleeg Serge Wilmes, e ganz häerzleche Merci soe fir seng Initiativ.

Wat déi Jonk méi Zäit virum Computer verbréngen, wat se manner Zäit hu fir Fräizäitaktivitéiten: fir Danzen, fir Theater, fir Sport, fir Musek. An dobäi wësse mer allegueren, wéi wichteg Bewegung an awer och de soziale Kontakt fir déi gesond Entwécklung vun de Kanner a vun deene Jonken ass. Et ass dofir immens wichteg, dass mer eis Jonk nees motivéiert kréien, fir hiren alen Hobbyen nozegoen. Si sollen nees an d'gesellschaftlech Liewe kënnen goen, erëm deelhuelen, erëm Frëndschafte fleegen a virun allem och Freed a Spaass am Alldag hunn.

Wichtig war dobäi a mengen Aen d'Ënnerstëtzung vum Staat, fir 50 Euro bäizesteiere fir eng Memberskaart vun engem Jonke bei de Veräiner. A wéi sot e jonke Schoulmeeschterkolleeg vu Jonglënster de leschte Samschdeg um Adventsmaart zu mer, wéi mer grad heiriwwer geschwat hunn: „D'Klensch an de Grapp an eraus op d'Strooss!“ Jo, bleift net doheim, well dobausse gëtt et villes ze entdecken an zesummen ze erliewen!

An deem Kader begrëissen ech och d'Afféierung vun engem landeswäite gratis Museksunterrecht. Mat dëser Mesure maache mir de Museksunterrecht fir all Kand zougänglech a mir droen domat zur Chancëgläichheet an zur Bildungsgerechtkeet bäi. Déi musikalesch Bildung férdert nämlech net nëmmer d'Kreativitéit vun deene Jonken, mee och d'Entwécklung vu sozialen a vu kommunikative Fäegkeeten. Vum nächste Schouljoer u wäert dofir e groussen Deel vun de Musekscourse gratis ginn, an dat fir sämtlech Jonker ënner 18 Joer.

Här President, an der Erziéung - an d'Virriedner hunn et gesot - schéngt mer dat Wichtigst ze sinn, dass d'Kanner gutt encadréiert a gutt geféiert ginn, dass d'Eltere vill Zäit mat hire Kanner verbréngen an dass se sech vill Zäit huelen, fir Aktivitéite mat de Kanner ze maachen.

Ech wëll awer an dësem Kontext och eng Kéier allegueren déi Leit ernimmen, ech wëll och eng Kéier allegueren déi Leit luewen, déi sech an de Betreierungsstrukturen - sief dat e SEA, sief dat eng Crèche, sief dat eng Maison relais - mat ganz vill Asaz ëm d'Kanner këmmen, mat de Kanner schaffen, d'Kanner férdere, d'Kanner motivéieren an d'Kanner an hire Schrëtt begleeden, grad ewéi och allegueren déi Leit, déi benevoll an de Veräiner hir Zäit hiirginn, fir eppes mat de Kanner ze ënnerhuelen. Ech drécken hinne am Numm vu menger Partei a vu menger Fraktioun mäi Respekt an och e ganz grouse Merci aus.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Am Beräich vun der Familljen- a Sozialpolitik huet déi aktuell Regierung e grouse Prinzipiewandel ageleet: Während de

Fokus fréier quasi exklusiv um Kannergeld louch, also op der monetärer Ënnerstëtzung vun den Elteren, konzentréiere mer eis haut verstärkt op d'Offfer vu Sachleeschungen. Fir sécher ze sinn, dass déi staatlech Ënnerstëtzung wierklech beim Kand ukënn, gëtt et kee bessere Wee, wéi déi finanziell Ënnerstëtzung u Saachleeschungen ze koppelen.

En éischte Schratt hei gouf am Joer 2017 gemaach mat der Afféierung vun der gratis Kannerbetreierung. Säitdeem kann all Kand tëschent Null a véier Joer 20 Stonne gratis Betreierung an enger Crèche kréien.

Nieft der Gratuitéit, an dat ass mir immens wichteg, stoung awer och d'Förderung vun der Méisproochegkeet am Vierdergrond vun dëser Reform. Duerch d'Afféierung vun der méisproocheger Fréiförderung konnt d'Regierung also net just eng substanzuell Entlaaschtung fir d'Elteren errechen, mee och d'Integratioun vun alle Kanner hei am Land verbesseren. All Kand soll Accès hunn op en héichwäertegen, méisproochegen Unterrecht, an zwar onofhängeg vu sengem sozioekonomesche Background. Déi méisproocheg a gratis Erziéung erlaabt eis, de Problem vun de sozialen Ongläichheete bei der Wuerzel unzepaken a schonn am fréisten Alter opzehiewen.

2018 koum eng zweet gréisser finanziell Entlaaschtung fir d'Elteren derbäi, an zwar d'Gratuitéit vun de Schoulbicher am Lycée. Während dem leschte Schouljoer konnt eng Famill an der Moyenne 212 Euro spueren - eng Valeur, déi awer jee no Klass, kann eropgoe bis op 450 Euro, pro Schüler wuelvstanen.

Nieft dësen zwou Sachleeschungen wëll ech awer och un d'Reform vum Congé parental erënneren, déi d'Regierung Enn 2016 émgasat huet. D'Flexibiliséierung vum Congé, an och d'Eropsetze vum Plafong, war e grouse Succès an huet den Elteren erméiglecht, méi Zäit an d'Erziéung vun hire Kanner ze stiechen.

2018 koum eng weider Ännerung, déi virun allem d'Pappe gefreet huet, an zwar d'Eropsetze vum Papecongé vun zwee op zéng Deeg. Dat betrëfft fir de Moment just d'Salariéë, mir sinn awer guder Hoffnung, dass mer dat doten och kënnen fir d'Independanten ëmsetzen.

D'Regierung erméiglecht den Elteren zu Lëtzebuerg also däitlech méi Zäit mat hire Kanner. An dat ass - do si mer eis allegueren eens heibannen, mengen ech - dat Wichtigst! Mir hunn et fäerdegbruecht, dass Fraen a Männer sech zu Lëtzebuerg net méi tëschent hirem Beruff an hirem Famill entscheede musse. Op deem Wee wëlle mer weiderfuere. Mir wëllen den Elteren nach méi Flexibilitéit an Zäit mat hire Kanner erméiglechen. Stéchuert dozou - et ass virdrun ugeklongen -: „Work-Life-Balance“.

Och nei Saachleeschungen fir Kanner hänken den Ament an der Pipeline, esou zum Beispill d'gratis lessen an de Schoulkantinnen. Mir musse sécherstellen, dass all Kand eng waarm a gesond Moolzech a senger Mëttespaus kritt. Domadder ënnerstéize mer net nëmmer déi lokal a regional Produzenten, mee et ass mir wichteg, dass all Kand d'Chance kritt, gesond ze iessen, d'Chance kritt, vill Neies ze probéieren, an d'Chance kritt, och alles ze schmaachen.

Ech wëll an deem heite Kontext vläicht ganz kuerz op d'Kritik vum Här Wilmes agoen, wat de Plaffong uegt. E Stot mat véiermol dem Mindestloun ass ugeschwat ginn. Bon, Här Wilmes, ech héieren de Kolleeg Gilles Roth quasi bei all Interventioun vum Mëttestandsbockel schwätzen, deem mer musse hëllefen. Ma dat hei ass ganz kloer eng Mesure, déi déi kleng Leit ënnerstézt, awer och déi Leit mat engem méttleren Akommes. An dofir sinn ech der Meenung, dass dee Plaffong vu véiermol de Mindestloun fir e Stot absolut gerechtfertigt ass.

(**Interruption**)

Gradesou frou sinn ech iwwert d'Noriicht, dass d'Maison-relais ab der nächster Rentrée während de Schoulwoche gratis ginn. Nodeems mer d'Kannerbetreierung mat de Chèque-servicé vun null bis véier gratis gemaach hunn, wäert an Zukunft also och d'Erziéung fir déi méi al Kanner dorënner falen. An och dat ass erëm eng Kéier, mengen ech, eng substanzuell Entlaaschtung fir d'Familljen.

Et ass wichteg, dass mer d'Elteren, déi Froen hunn iwwert d'Erziéung an d'Entwécklung vun hirem Kand, ënnerstéizen. Dofir wäert d'Regierung an alle 15 Schoulregiounen sougenannt „Elterefore“ schafen. Op dës Plaze kënnen Eltere beienekommen, fir Rotschléi an Informatiounen iwwert d'Ënnerstëtzung vun hirem Kand ze kréien.

An och wann et an dësem Beräich vun der Kannererziéung, mengen ech, keng absolut Wourechte gëtt, mat Sécherheet eng wëssenschaftlech Wourechte gëtt, ass et wichteg, dass ee sech Froe stelle kann an dass een och Plazen huet, wou een eng gewëssen Expertis ka kréien. Heiansdo geet et schonn duer, dass een einfach mat anere Leit schwätzt. Heiansdo geet et schonn duer, dass ee sech mat anere Leit austauscht fir ze gesinn, dass een net eleng ass, dass een net deen Eenzegen ass,

deen Zweifel huet an der Erziéung, dee Froen huet an der Erziéung, dee Bedenken huet an der Erziéung. An dofir, mengen ech, dass déi Initiativ hei vun den Elterefore ganz wichteg ass an och wäert, dovun sinn ech iwwerzeegt, e groussen Uklang fannen.

De sozioekonomesche Kontext, d'Mammesprooch an de Migratiounshannergrond hunn nach ëmmer e groussen Afloss op de schoulesche Parcours an och op d'Reussite vun de Kanner an der Schoul. Jo, mir hunn eng ganz Rei vu Mesuren ergraff, fir d'Chancëgläichheet ze erhéijen: en ëmfaassenden Inklusiounsprogramm fir Schüler mat spezifesch Besoinen, e modernen, differenzierte Sproochen-unterschicht, eng Offer un Nohëllef an awer och d'Differenzierung vun der Schouloffer duerch nei Schoulen, mat neien, innovativen pedagogesche Konzepter.

Mir dierfen allerdéngs net hei ophalen - op kee Fall! -, mee mir mussen weider intensiv Efforten ënnerhuelen, fir de Schüler déi beschtméiglech Zukunftschancen ze bidden. An deem Kader huet den Educatiounsminister Claude Meisch eng weider Mesure fir d'Ënnerstëtzung vun de Schüler annoncéiert, an zwar déi gratis flächendeckend Hausaufgabenhëllef am Fondamental. Besonnesch déi Kanner, déi net doheem kënnen gehollef kréien, besonnesch déi Kanner, wou keen doheem ass, sollen a wäerten hei kënnen gehollef kréien. A si sollen och, souwäit et geet, vun dëser Offer profitéieren.

Wéi Der gesitt, gëtt souwuel am Educatiounsministerium wéi och am Familljeministère konstant un nei Projeteen a Gesetze geschafft, fir de Kanner deen néidege Kader ze bidden, dee si fir d'Léieren a fir eng positiv Entwécklung brauchen. Op där enger Säit hunn d'Elteren d'äitlech manner Käschte fir d'Bildung vun hire Kanner ze droen. Op där anerer Säit kënnen se, dank der Flexibiliséierung vun Eltercongé, méi Zäit an d'Erziéung vun hire Kanner investéieren.

Ob e Jonke sech wuelfillt, hänt allerdéngs net just vu senger schoulescher Leeschtungen of an och net vu sengem familiäre Background. Et gëtt eng Hellewull vu Facteuren, déi sech op d'Wuelbefanne vun de Kanner auswirken. Eng effikass Schoul- a Familljepolitik geet also bestëmmt net duer, fir déi positiv Entwécklung vun deene Jonken ze garantéieren.

Am leschten Deel vu menger Interventioun wëllt ech dofir gär zwee Punkten thematiséieren, wou et menger Meenung no och nach Handlungsbedarf gëtt.

Éischtens, de Respekt vun der Meenung vun de Kanner a Jugendlechen an dat systematescht Matabezéie vun deene Jonke bei politeschen Decisiounen. Do gëtt et scho vill flott Initiativen hei am Land. Ech mengen, mir kenne se. Mir kennen d'Jugendparlament, mir kennen de Jugendrot, mir kennen den Zentrum fir politesch Bildung, deene Jonken d'Politik méi no soll bréngen.

A sengem Rapport réit eis den OKaJu, den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher - deem ech vun dëser Plaz aus wëllt Merci soen, him a sengem ganze Staff, fir deen éischte Rapport, dee se eis presentéiert hunn - zu engem reegelméissem Austausch mam Jugendrot an e réit eis och, de Jugenddësch weider auszubauen.

An deem Kontext begrësse mir als Demokratesch Partei ganz, ganz besonnesch, dass an der neier Verfassung d'Rechter vun de Kanner nach méi gestärkt ginn. Bei allen Decisiounen, déi eis Kanner betreffen, soll hiren Interessé ëmmer un éischer Plaz stoen. Allgemeng, bei allem, wat e Kand betrëfft, soll et och kënnen seng Meenung dozou soen. A mir solle lauschten! An all Kand huet e Recht op Schutz an dorop, dass him all déi néideg Mëtzel zur Verfügung gestallt ginn, fir dass et sech ka kierperlech wéi och mental gesond a vollkomme fräi entwéckelen. Et gëtt ëmmer gesot: „Aus Kanner gi Leit.“ An dofir ass et wichteg, dass mir si op hirem Wee beschtméiglech begleeden.

Deen zweete Punkt, dee mir besonnesch um Häerz läit, an, ech mengen, eis allegeren heibannen, dat ass d'Santé mentale bei de Kanner a bei deene Jonken. Déi mental Gesondheet vun de Jonken an eise Bierger dierf eis net egal sinn. A si ass eis och net egal! Mee op alle Fall huet de Jugendrot dee leschte Freidag nach eng Kéier op déi doten Thematik opmierksam gemaach.

Mir Mënsche si sozial Liewewiesen. Mir brauchen de soziale Kontakt. Mir brauchen och de physische Kontakt mat eise Léifsten. Während der aktueller Pandemie goufen dës Kontakter allerdéngs ageschränkt, wat zu méi oder manner schlimme Konsequenze fir eis mental Gesondheet gefouert huet. A besonnesch déi Jonk hate mat der Distanzierung a mat de Kontaktverbueter ze kämpfen. Dat kënnt am éffentlechen Debat vläicht heiansdo ze kuerz. Mee och déi Jonk hunn hiren Deel an dëser Kris derzou bäigedroen, fir déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft ze schützen.

D'Pandemie huet eis gewisen, wéi fragill eise Geescht ka sinn. Dofir muss déi mental Gesondheet

zu enger vun de Prioritéite vun eiser Gesondheitspolitik ginn. Mir mussen den Accès zu professioneller Hëllef am psychesche Beräich méi séier a méi licht gestalten. An deem Kader sinn ech frou, dass d'Regierung annoncéiert huet, fir d'hächst Joer, also fir 2022, e Plang vun der mentaler Gesondheet virzestellen.

E Problem, dee mer esou séier wéi méiglech mussen upaken - mee en ass awer net mam Zauberstaf ze léisen, soss hätte mer et scho gemaach -, dat ass, de Mangel u Personal an der Kannerpsychiatrie unzegoen. Ech begrëssen awer, dass déi zoustänneg Ministère u Léisunge schaffen, fir de Beruff vun Pedopsychiater méi attraktiv ze maachen.

Hei dernieft mussen mer onbedéngt d'Diskussioun mat der Krankeess iwwer de Remboursement vun der Psychotherapie viruféieren. A mir mussen och endlech hei op e Schluss kommen. All Mënsch soll Accès op eng psychologesch Hëllef hunn, egal aus wéi engem sozioekonomesche Milieu e kënnt. Besonnesch bei deene Jonken dierf mer keng Zäit verléieren a mussen hinnen esou schnell wéi méiglech déi néideg Ënnerstëtzung ubidden.

Vu datt déi Jonk dee gréissten Deel vun hirem Alldag an der Schoul verbréngen, ass de Service psychosocial et d'accompagnement scolaires eigentlich ideal placéiert, fir deene Jonken eng schnell an eng gratis psychologesch Hëllef unzebidden. Leider stelle mer fest, dass déi mental Gesondheet awer nach ëmmer e gewësset Tabutheema ass an dass d'Schüler sech oft net trauen, d'Servicer vun SePAS an Usproch ze huelen, dat aus Angscht viru Stigmatisierung, dat aus Angscht viru Mobbing.

Och dat ass eis e Freideg vun Jugendrot matgedeelt ginn. An ech mengen, et ass ganz, ganz wichteg, dass mer d'Theema vun der mentaler Gesondheet an der Schoul upaken an dass mer d'Theema haapt-sächlech enttabuiséieren. Well ech mengen, dass am SePAS genau déi richteg Leit sinn, fir kënnen Hëllef ze leeschten.

Här President, ech kommen zum Schluss. Op de Säite vun der Oppositioun gouf oft kritiséiert, den Aarmutsrisiko wär an deene leschte Jore konstant an d'Luucht gaangen. Et gëtt oft kritiséiert, déi sozial Schéier géif hei zu Lëtzebuerg auserneegen an et géif och net genuch gemaach ginn, fir d'Eltere an hir Kanner ze ënnerstëtzen.

Dir verstitt, ech gesinn dat natierlech ganz anescht. Ech wëll dofir nach just ganz kuerz ënnersträichen, wéi vill d'Regierung innerhalb kierzter Zäit awer trotzdem am Beräich vun der Familljepolitik ënnerholl huet: finanziell Entlaaschtungen a Form vu gratis Kannerbetreuung a gratis Schoulbicher, eng besser Work-Life-Balance duerch d'Eropsetze vun Pappecongé, eng méi grouss Integratioun an der Schoul fir déi friemsproocheg Kanner duerch d'Offer vu méisproochegem Unterricht, besser Start- an Zukunftschancë fir eis Kanner. D'nächst Joer kënnt jo dann nach den Ausbau vun der Kannerbetreuung derbäi, d'Hausaufgabenhëllef kënnt derbäi, de Museksunterricht kënnt derbäi, d'lessen an de Schoule kënnt derbäi. An dat alles wäitgeend gratis.

An dëse schwierigen Zäiten ass et wichteg, déi mental Gesondheet am Vierdergrond ze halen. Mir dierfen net riskéieren, dass eis jonk Leit e laangfristige Schued aus dëser Kris zéien. D'Wuelbefanne vun de Kanner a vun deene Jonke muss a wäert eng vun den Haaptprioritéite vun eisem politesche Schaffen an deenen nächste Jore bleiwen.

Bei der DP wäerte mer eis derfir asetzen, dass d'Stëmm vun de Kanner méi Gewicht kritt. Déi Jonk solle gehéiert an hir Meenung a Rechter respektéiert ginn. Mir mussen hinnen nolauschten a si geziilt ënnerstëtzen. Nëmme esou kënnen mer hinnen eng Welt schafen, an där si sech wuelfillen. Eng Welt, an där si sech zu fräien a staarke Mënschen entwéckelen kënnen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschtenen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Gilles Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru gutt annerhallwem Joer, am Fréijore 2020, hunn déi meesch vun eis op eemol mussen e bësse méi lues trëppelen. All d'Manifestatiounen sinn no an no ofgesot ginn, soudass mer op eemol vill méi Zäit fir eis haten. Eis soss esou séierlieweg Gesellschaft huet op eemol gerascht. An dunn huet munchere sech Gedanke gemaach iwwer säin, jo, iwwer eist Wuelbefanne.

Haut, wou d'Ekonomie erëm uspréngt, fäerten ech, dass dës Gedanken iwwer eist Wuelbefannen awer leider schonns erëm bei ville vergiess sinn. Dofir begrëssen ech dës Interpellatioun iwwer d'Wuelbefannen, de Bien-être, a méi spezifesch dee vun de Kanner, a soen den Initiateuren och dofir villmoos Merci.

Mee wat ass de Bien-être? Kuckt een am Dictionnaire no, da fënnt een engersäits eng Äntwert, déi mat Confort, also mat enger materieller Situatioun ze dinn huet. Anerersäits fënnt een awer och eng Definitioun, déi engem subjektive Gefill entsprécht a méi no bei der Notioun vun „Glécklechsinn“ ze fannen ass. Féiert een dës zwou Definitiounen zesammen, kënnt een op eng Notioun, déi souwuel e materielle Wuelstand wéi awer och e subjektiv Gefill erëmfigelt.

A menger Interventioun elo iwwer de Bien-être bei de Kanner wäert ech probéieren, op dës zwee Aspekter anzegoen.

Fir d'éischt awer nach eng Remark. Och mir hunn eis Interventioun an zwee Dealer opgedeelt: Am éischen Deel wäert ech da méi besonnesch op d'Wuelbefanne vun de klengen Kanner agoen, ier meng Kolleegin Francine Closener dann duerno de Bien-être aus der Siicht vun de Kanner wäert thematiséieren, déi schonns am Alter sinn, fir an d'Schoul ze goen.

Här President, mëttlerweil gëtt kaum méi a Fro gestallt, dass déi éischt Joren aus dem Liewe vun Kand entscheedend si fir seng spéider Entwécklung. Dat gëllt besonnesch fir d'Bindung, déi an deenen éischte Méint a Joren tëscht dem Kand a sengen Elteren opgebaut gëtt.

Wann dës Bindung, aus wéi enge Grënn och ëmmer, net staark genuch ass, si spéider Konsequenze fir d'Kand, an deem sengem Entourage, net auszuschléissen. D'Kand kann, esou heescht et dann dacks, opfalend ginn. An dat ass dann net am positive Sënn gemengt.

Laut dem Psycholog Gilbert Pregno, dee schonns am September 2018 e gréisseren Text zu dësem Thema am „Wort“ publizéiert hat, gëtt et ëmmer méi Kanner - an déi gëtt et och elo nach ëmmer! -, déi ënner engem net adequate familiären Ëmfeld leiden. Ech schwätzen hei och net vun Häertefäll, vu Kanner, déi Traumaen ausgesat gi sinn, mee vu Kanner, déi a méi oder manner duerchschnëttleche Famillje liewen an trotzdem op eng gewëssen Aart a Weis onglécklech sinn. Dëst, well se net genuch Opmierksamkeit vun hirem Entourage an, op éischer Plaz, vun hiren Eltere kréien, dacks, well dës duerch aner Tächë méi beschäftegt sinn. Elteren, fir déi, aus deenen ënnerschiddlichsten Ursachen, d'Educatioun vun hiren eegene Kanner net hir Prioritéit ass oder heiansdo net ka sinn, an déi sech däers vläicht emol guer net richteg bewosst sinn, déi net matkréien, dass si misste méi Energie an dacks einfach méi Zäit fir hir Kanner opréngen. D'Educatioun gëtt dann op d'Schoul oder op d'Crèche respektiv d'Maison-relais weidergedréckt.

D'Resultat ass da leider, dass d'Kanner an en affektiiv Lach kënnen falen, wat Strukture wéi d'Schoul oder d'Maison relais natierlech och net ëmmer esou direkt fülle kënnen. An do falen dës Kanner dann op eemol op. Wéi gesot, leider net am Gudden.

Dëst affektiiv Lach beschreift de Gilbert Pregno weider als eng Zort Manque, ënner deem d'Kand leit. A fir Opmierksamkeit ze kréien, bleibt dem Kand nâischt Weideres iwwer, wéi d'Limitten ze iwwerschreiden. Am Ufank ass dat Verhalten eng Aart Hëllef, fir op sech opmierksam ze maachen. A wann et funktionéiert, da kann dat mat der Zäit zu enger Gewunnecht ginn. Natierlech reagéieren d'Erwuessen, an zumindest och déi an de Strukturen, dann drop, andeem se d'Kand vernennen oder eventuell souguer bestrofen. D'Warscheinlechkeet, dass esou Kanner och méi Schwieregkeeten hunn, fir sech Kolleegen ze sichen, ass och ëmmer méi grouss, wat dat Kand dann nach weider erfizt, a säi Manque gëtt nach ëmmer méi grouss. Mee well d'Opfale seng eenzeg Strategie ass, hält et dru fest an iwwerschreit weiderhin d'Limitten. Et ass u sech en Däiwelskrees.

Dës Problemer falen da meeschtens op, wann d'Kand schonns an d'Schoul geet. Mee d'Ursachen dofir sinn eigentlech schonns virun ze fannen.

Dofir ass eng proaktiv Politik néideg, déi och fir méi sozial Gerechtegkeet surgen kann, an ass an dësem Fall eeben extrem wichteg. Dat soll och net just e Slogan fir eng Walbroschür sinn, mee konkret um Terrain ëmgesat ginn. Dofir sinn ech ganz frou, dass mer e modernt Recht op Congé parental hunn, dass ëmmer méi jonk Elteren, Mammen a Pappen, dovunner Gebrauch maachen. An dat ass en essenziell Element, fir déi Bindung mam Kand ze stäerken.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - Et brauch awer och op alleréischer Plaz eng gutt Informatioun fir déi jonk Elteren - an dat hunn och scho Leit hei virdu gesot -, am beschten nach, iert de Bébee op der Welt ass. Mee och wann e just d'Dageslicht erbléckst huet, ass et net ze spéit.

Säit Jore scho mécht jo d'Ligue médico-sociale eng gutt Aarbecht an dësem Domän. D'Associatioun „Hëllef fir de Puppelchen“ ass och nach e weideren Acteur, deen deene jonke Famillje ka bei eventuelle

Problemer hëllefen. Och d'Eltereschool vun Kannererschlass vu Suessem huet vill Formatiounen am Beräich Kannererziéung unzebidden. Ech vergiesen elo ganz sécherlech nach ganz vill aner Associatiounen, déi dat och maachen. Also erlaabt mer, dass ech se elo net all hei nennen.

Ech wollt awer vun enger Initiativ schwätzen, déi mir um Häerz läit an déi ass och schon haut de Mëtteg ugeklonge vun Initiateur selwer: Dat ass de Service BabyPLUS. Deen ass mëttlerweil an enger Rei vu Gemengen aktiv, dëst eeben an Zesummenaarbecht mat der Initiativ Liewensufank, déi do derhannerstécht. Dës Aktioun baséiert drop, dass déi éischt Jore beim Kand eeben extrem wichteg si fir déi spéider Entwécklung, mee och, wéi grad beschriwwen, säi sozialt Verhalen a seng Perséinlechkeet.

2007 hat d'Initiativ Liewensufank e Projet pilote mat der Gemeng Déifferdeng lancéiert. Mëttlerweil maachen dann eng gutt halfe Dose Gemenge bei dësem Projet mat. An dorënner och déi Gemeng, déi ech ganz gutt kennen: Suessem eeben.

Ech wollt lech kuerz soen, wouraus dës Projet besteet fir déi, déi et net wëssen. Wann déi jonk Elteren hiert Kand op d'Gemeng aschreibe kommen, da gi se gefrot, ob se averstane sinn, dass hir Coordonnéeën un d'Ekipp vun Service BabyPLUS weidergi ginn. Déi huelen da Kontakt mat den Elteren op a proposéieren eng Visitt bei hinnen doheem. Bei dëser Visitt stinn da Mataarbechter vun Service - dat kënnen Hiewannen, Assistants sociaux, Pedagogon oder nach aner sinn - den Eltere bei Alldagsfroe Ried an Äntwert. Well als jonk Elteren ass een nun emol séier iwwerfuert. Et deet da gutt, wann een do Leit huet, mat deenen ee kann iwwer Alldagsproblemer schwätzen, an dat a sengem Doheem, net onbedéngt an enger Praxis oder am Spidol.

Mee zousätzlech erlaabt et de Mataarbechter vun Service BabyPLUS, en Abléck bei d'Leit doheem ze kréien a festzestellen, a wéi enge Verhältnisser de Bébee opgezu gëtt. Do, wou et néideg ass, kënnen si dann och eng Hand matupaken, fir op eng eventuell sozial Schiflag opmierksam ze maachen, an do d'Elteren ermonteren, sech hëllefen ze loossen, an hinnen ze weisen, dass se net eleng sinn.

Selbstverständlech ass dës Service elo eleng kee Wonnermëttel. Et soll och op kee Fall eng Konkurrenz sinn zu der Ligue oder zu all deenen anere Servicer. Mee ech sinn iwwerzeegt dovunner - och opgrond vun eisen Erfarungen zu Suessem -, dass dës Service et derwäert ass, dass all déi aner Gemenge sech deen och ukucken an datt se sech deem vläicht uschlësse sollen, ...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - ... fir de jonken Elteren iwwerall am Land kënnen eng Stäip ze bidden an deem Moment, wou sech hiert Liewe fundamental ännert a si eng nei Roll unhuele mussen - dofir ass dat ganz wichteg -, a fir dass déi eng oder déi aner Schiflag och éischer kann identifizéiert ginn. Dëst wier nämlech dann eng konkret proaktiv Politik, déi fir méi Chancégerechtegkeet kéint surgen.

A wann ech vu Chancégerechtegkeet schwätzen, wëll ech och hei net méssen, iwwer d'Gläichstellung tëscht Mann a Fra ze schwätzen. Et ass wichteg, dass mer am Kader vun Bien-être och bei de Kanner selwer usetzen, dass si sech fräi no hiren Interessen an Talenter entwéckelen kënnen an net no hirem Geschlecht - Stéchwuert: „Stereotypen“. An dogéint setze mir eis als LSAP och ganz konkret an.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - Ech wollt awer och kuerz op eng aner Problematik agoen, déi och mam Bien-être vun de Kanner ze dinn huet an déi och, zumindest zum Deel, mat der Bindung tëscht Kanner an Elteren ze dinn huet: Dat ass de Fait, dass Kanner heiansdo vu moies 7:00 bis owes 19:00 Auer an der Maison relais oder Crèche ageschriwwen sinn. Ech wëll elo net falsch verstane ginn. Natierlech soll et allen Elteren - Fra a Mann, an d'Betounung läit hei och op „Fra“ - erméiglecht ginn, hirem Beruff nozegoen. Natierlech gëtt et Beruffer, wou een eebe méi gefrot ass, déi zum Beispiel Schichte schaffen, mee et soll awer net zur Reegel ginn, dass d'Kanner just nach an der Maison relais betreit ginn an ëmmer manner doheem.

Aus menger Beruffserfarung selwer weess ech vu Kanner, déi de ganzen Dag iwwer an der Crèche oder an der Maison relais waren a souguer och, wann d'Eltere Congé haten, an der Maison relais bliwwen sinn. Et ass dann evident, dass déi Bindung mam eegene Kand net besser gëtt. Dat heescht, déi leit dorënner. Ouni da vun der erzéierescher Roll ze schwätzen, déi d'Eltere fir hir Kanner solle spillen an déi dann op d'Maison relais ofgi gëtt.

Nach eng Kéier: Et geet mer hei net dorëms, fir fir e Modell ze plädéieren, dee virun net allze laanger Zäit nach Norm war a wou een Elterendeel, meeschtens war dat d'Fra, doheembliwwen ass, fir sech em

d'Kanner ze këmmen. Et ass wichteg a richtig, dass et haut eng grouss Offer u Betreuungs-méiglechkeete gëtt. An et ass och richtig, dass se nach weider ausgebaut soll ginn. Well mer hu jo elo deslescht an der Press gesinn, dass et nach ëmmer net flächendeckend ass an dass do nach Loft no uewen ass.

Et ass och richtig, dass op ville Plazen eng qualitativ héichwäerteg Aarbecht an de Strukturen geleescht gëtt. Dat ass eeben och e wichtegt Element, wa mer vum Bien-être vum Kand schwätzen. Mee et d'äerf een d'Offer als eenzel Elteren och elo net komplett ausreizen. Dofir, fannen ech, misst een driwwer nodenken, eng Limitt u Stonne virzege-sinn, déi een als Kand an enger Maison relais net iwwerschreiden d'äerf. Ech weess, dass dat a ganz ville Gemenge schonn de Fall ass iwwer Règlement interne, wou dat dann och do festgehale gëtt. Idealerweise misst een dat vläicht op nationalem Niveau kënnen festleeën, fir dass et och net zu Konkurrenzsituatiounen tëscht de Gemenge kéint kommen. An et misst och d'äerf gesuergt ginn, dass Eltere musse wärend 26 Deeg Congé huelen, deen hinnen zegutt steet, fir dann och selwer no hire Kanner ze kucken.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - Et ka jo awer net am Sënn vun de Kanner sinn, dass, wann d'Eltere Congé hunn, d'Kanner an där Zäit trotzdeem an der Crèche oder an der Maison relais musse sinn.

Dës zwou Korrekture géife jo dann och vläicht derzou bäidroen, dass méi Loft an de Strukturen wär fir Leit, déi aktuell op enger Liste d'attente sinn an déi et dréngend néideg hätten.

Nach eng Kéier: Dat heite soll net verstane ginn als en Discours géint Betreuungsstrukturen oder Crèchen a Maison-relais! Ech komme selwer aus deem Beruffsmilieu an ech sti voll a ganz hannert dësem Modell. Mee et ass en Discours, fir verschidden eventuell Feelerwécklungen, déi elo an der Zäit geschitt sinn, ze recadréieren. Dofir ass dat och wichteg fir mech, fir d'Wuefbefanne vun eise Kanner.

Ech hunn elo vill vu Bindung tëschent Kanner an hiren Eltere geschwat. Mee Dir wësst: Et ass heiansdo - a leider ëmmer méi dacks - och esou, dass d'Bindung tëscht den Elterendeeler selwer net grouss genuch ass, an et kënn zu Trennung respektiv Scheedungen. Wat u sech jo dann och net anormal ass, well et huet jo kee Wäert, bei engem ze bleiwen, wann een en net méi gären huet.

Mee fir d'Kanner ass dat ni einfach. Virun allem, wann d'Elteren am décke Sträit mateneen ausereeginn. Dofir sinn ech frou, dass mer säit 2018 e modernt Scheedungsgesetz hunn. Elo kënnen nämlech déi Situatiounen verhënnert ginn, an deenen, well deen een Elterendeel deem aneren huet mussen d'Schold zouweisen, e Krich tëscht den Eltere provozéiert ginn ass. An déi Leiddroend dovunner ware wéi ëmmer erëm d'Kanner.

Dat bedeit awer net aus Sicht vun de Kanner, dass eng Trennung elo ouni Konsequenze fir si wär. Dofir d'äerf mer de Kapp net an de Sand stiechen. Mir mussen an eiser Gesellschaft dës Realität an d'Äe kucken an eis och do Mëttele ginn, fir deene Kanner ënner d'Äerm ze gräifen, virun allem deene ganz klengen, fir dass si verstinn, dass et net un hinne läit, wann hir Elteren d'Entscheidung huelen, sech ze trennen. Wichteg ass et och, dass et Plaze gëtt, wou hinnen nogelauschert gëtt a wou hinnen esou gehollef gëtt, hir Plaz erëmfannen, zum Beispill och an neie Patchworkfamilljen. Dat ass jo och net ëmmer ginn.

Dat ass en Element, wat ee muss am Kapp hunn, wann ee modern Familljepolitik wëllt maachen. Et ass mir wichteg, dat hei och nach eemol ze ënnersträichen. Well och dat ass eng Fro vu Wuefbefannen, wat ëmmer méi Kanner am jonken Alter betrëfft.

Gläichzäiteg wëll ech awer och op eppes hiweisen, wat eiser Meenung no hei am Land nach net genuch an Usproch geholl gëtt, an zwar d'Mediatioun. Och wann eng Mediatioun sécherlech net all Koppel, déi um Auserneebräichen ass, rette kann, esou ka si awer bestëmmt an deem engen oder aner Fall hëllef, d'Schierbelen nees zesammenz-pechen oder op d'mannst am Gudden auserneezen-go.

Aktuell gëtt et ëmmer méi Gemengen, déi Mediatiounsservicer ubidden, déi am Fall vun Noperschaftssträit solle vermëttelen. Ech denken elo, dass do et e grouss Potenzial ass fir Koppele respektiv Familljen, wou et vläicht net esou gutt leeft.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - Do missten Ureizer geschafe ginn, fir zum Beispill Formatiounen vun neie Mediateuren ze ënnerstëtze respektiv fir d'Leit iwwerhaapt op déi Offer opmierksam zu maachen. Et ass jo och net esou, dass guer n'äischt geschitt an deem Domän. Ech denken och do un Associatiounen wéi Pro Familia oder de Familljen-

Center. Mee ech mengen, dass och do nach Loft no uewen ass. Dat ass e wichtegt Element, wat och am Zesammenhang mam Wuefbefanne vun de Kanner steet, wat vläicht och net dacks genuch erwäant gëtt.

En anere Sujet, dee mer an deem Zesammenhang wichteg ass, ass eeben dee vun der mentaler Gesondheet. Deen ass jo och schonn haut hei ugeschwat ginn.

Et ass esou, dass d'Kanner do natierlech am stäerkste betrëfft sinn. An et ass och wichteg, dass mer wëssen, wéi mer domadder ëmginn. Et ass also kee Phenomeen, deen esou mir n'äischt, dir n'äischt elo op eemol an engem sengem Kapp op-taucht, och wann dat haut heiansdo esou wouerge-holl gëtt. Mee esou einfach Spréch wéi „Rapp dech!“ oder „Et gëtt aner Leit op dës Welt, deene geet et jo vill méi schlecht!“, mat deenen ass engem net gehollef. Dofir ass et wichteg, deen Tabu, deen et haut nach ëmmer ronderëm dat Thema vun der mentaler Gesondheet gëtt, ze briechen an eis d'Moyenen ze ginn, domadder ëmzegoen.

A well dat hei schonn thematiséiert ginn ass, wëll ech elo net méi ze vill an den Detail goen, ech er-labe mer just, op eng rezent Broschür vun der Unicef hinzewiesen, déi heescht: « La situation des enfants dans le monde 2021 », déi em d'mental Gesondheet geet an zu där och e Complément luxembourgeois gehéiert.

Do ass, ënner anerem, e ganz interessanten Temoi-gnage vun enger jonker Fra, där ech fir hire Courage hei wëll felicitéieren, fir esou offe mat hirem Fall ëmgaangen ze sinn, an déi och Problemer benennt, deene si op hirem Wee vun der Besserung begéint ass. Eng vun hiren Aussoen ass, dass et e Problem ass, dass d'Seancë bei de Psychiatere vun der Krankekeess rembourséiert ginn, d'Seancë bei de Psychotherapeuten awer net, wat als Konsequenz huet, datt vill Leit, an och si selwer, an enger éischer Phas bei e Psychiatere ginn an net bei e Psychotherapeut, woubäi sech am Nachhinein erausgestallt huet, dass dat net dee richtige Wee fir si war.

Dofir ass et wichteg, an och dat ass jo schonn hei ugeklongen, datt och de Remboursement vun de Consultatiounen an de Behandlungen bei de Psycho-therapeute kënn, fir dass net just déi, deenen et finanziell besser geet, sech eng professionell Hëllef kënnen sichen, mee och déi aner, jiddwereen ass. A mengen Informatiounen no sinn d'Verhandlungen mat der Federatioun vun de Psychotherapeuten no enger Paus erëm opgeholl ginn, mam Zil, elo och zu engem Ofschloss ze kommen. Dat ass dann e wichtige Schritt am Hibleck op d'Wuefbefannen an d'Gesondheet vun den Erwuessenen a virun allem awer och vun de Kanner an de Jonken.

Voilà, Dir konnt aus menger Ried eraushéieren, dass d'Wuefbefannen net just eng Fro vu materiellem Wuelstand ass, mee natierlech ass et leider och esou, dass et a Familljen, deenen et finanziell net esou gutt geet, ënner Ëmstänn méi schwierig ass, e gewëssent Wuefbefanne vun de Kanner ze garantéieren. Dofir ass och eng weider Revendicatioun an der Broschür vun der Unicef, nieft villen aneren, d'Armut an d'Ongläichheeten ze reduzéieren.

Dat ass natierlech en iwwergeuerdet Zil, dat mer heibannen all missten hunn. An dofir wëll ech och nach eemol un déi Mesuren erënneren, déi elo geholl ginn, fir de Familljen ënner d'Äerm ze gräifen, deenen et net esou gutt geet: d'Erhéijung vun der Allocation de vie chère op d'nächst Joer an och d'Reindexéierung vun Kannergeld ab Januar 2022 an natierlech och déi sëllege Saachleeschungen, wéi 20 Stonne gratis Kannerbetreuung, gratis Schoulbicher. An ech mengen, et sinn der nach anerer genannt ginn haut an ech nenne se elo net all.

Och op europäeschem Plang gëtt et ganz vill Initiativen, fir der Kannerarmut entgéintzewierken an domat d'Wuefbefanne vun de Kanner ze stäerken. Am Juni 2021 huet de Conseil Européen d'Objektiver vun der European Child Guarantee geholl, e Sujet, wou den LSAP-Kommissär Nicolas Schmit vill dozou bäigedroen huet. An dat ënnerstëtze mir natierlech voll a ganz!

Dat sinn alles Mesuren, déi elo vläicht net direkt dozou bäidroen, dass d'Kanner sech besser spieren, mee ech mengen, dat liicht jiddweregem an, dass, wann d'finanziell Situatioun vun den Eltere sech och nëmmen e bësse verbessert, dat fir man-ner Spannungen an der Famill suerge kann. An dat ass deemno dann och e Bestanddeel vun enger Politik vun Wuefbefanne vun de Kanner, fir déi ze verbesseren - eng proaktiv Politik, also fir méi Chancëgläichheet, an dozou steet d'LSAP.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Simone Asselborn-Bintz. An den nächsten geschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wann een de Rapport vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher opschléit, ass een op de Säiten 18 bis 28 als éischt emol konfrontéiert mat enger Chronologie un Decisiounen, déi d'Politik geholl huet an déi en Impact op d'Kanner a Jugendlecher an der Covid-19-Pandemie haten; zéng Säiten, déi alleguerten den Impact vun dëser Kris op si dokumentéieren.

E puer ware freedeger Natur, wéi beispillsweis de 15. Juni 2020, wéi d'Pausen am Fundamental erëm konnten normal fonctionéieren, ouni Distanciat-iounen ënner de Klassen, oder de 15. Juli 2020, wéi erëm d'Kolonien a Campe konnte stattfannen, déi ville Kanner, grad an deem Joer, e bësselche Vakanza a Spaass erméiglecht hunn.

Genausou zéie sech awer och Aschränkungen duerch dat lescht annerhaleft Joer, frappant da fir eis ganz Gesellschaft - an do muss ech heibanne kengem eppes driwwer zielen -, mee eeben och ganz besonnesch fir déi Jéngsten, fir déi, déi dee grouse Chaos ronderëm sech oft guer net esou richtig verstinn oder déi, wa se e verstinn, net ëmmer déi selwecht Méiglechkeeten hu wéi mir, fir eegestänneg drop ze reagéieren, sou wéi mir dat als Erwuessener alt awer kënnen maachen.

Léif alleguerten, dësen Debat entkënn dem Kontext vun der Pandemie leider net. A mir hätten alle-querte sécher genuch ze soe gehat, wann et se net gi wär. D'Wuefbefanne vun de Kanner a Jonken an eiser Gesellschaft muss ëmmer eng vun eisen éischte Prioritéite sinn, ...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - ... als Elteren a Familljememberen, als Schoul- a Betreuungspersonal, a fir eis hei an der Chamber, déi mir Entscheedunge fir si all matzetreffen hunn.

Dës Entscheedung muss wuel informéiert geholl ginn. An dësen Debat, deen ech als enorm wichteg empfangen, hunn ech ënner genee dësem Aspect préparéiert. Merci dem Här Wilmes dofir, dësen Debat ugefrot ze hunn, an och alleguerte menge Virriedner/inne fir hir interessant Iwwerleeungen a Positiounen.

Esou eng wichteg Debat kann een nëmme féieren, wann ee mat de concernéierte Leit schwätzt a virun allem hinnen nolauschert. An deem Sënn soen ech der Jugendkonferenz, déi entretemps „De Jugendrot“ heescht - ech vergiessen deen neien Numm ëmmer erëm -, der CNEL, dem Jugendparlament an dem Jugendkonvent e ganz grouse Merci dofir, als Jonk hir Stëmm gehuewen ze hunn, hir Erfarunge gedeelt ze hunn an hir Doleancen a Gefillslagen a Wieder gefaasst ze hunn. Merci och dem Ombudsman, hire Rapport an den dréngenden Appell fir d'Kannerrechter an dëser Zäit net ze vergiessen.

E spannenden Echange hunn ech mat de Kanner- a Jugendpsychiatere, Psychologen a Pediatere dierfe féieren, déi net just d'Gefillslag an d'Wuefbefanne vun hire Patient wärend der Pandemie enk suivéiert hunn, mee och vill Suerge par rapport zu de Laangzäitfolgen op dës Generatioun geäussert hunn. Ech wäert an de kommende Minuten hir Avisen a Iwwerleeungen hei och wëlle matafléisse loossen.

Ech sot et schonn: D'Thema Covid a seng Konsequenzen hunn hir fest Plaz an dëser Debat. An ech wëll elo och domadder ufänken. Duerno wäert ech op d'mental Gesondheet vun dëser Generatioun ze schwätze kommen, an uschléissend wäert ech op d'Participatioun an den Alldag vu Kanner a Jonken agoen. D'Enn vun dëser Ried soll en fin de compte eng Visioun sinn, eng laangfristeg Visioun, wéi ech a meng Partei, wéi mir eis géife wënschen, dass d'Kanner an d'Jugendlecher vu muer an iwwermuer dierfen opwuessen.

Virewech: Vu wem schwätze mer hei? Vun deene Jéngsten aus der Gesellschaft, vun deenen, déi rezent gebuer goufen a quasi just Mënsche mat Maske kennen, bis zu deenen, zu deenen ech och iergendwou selwer nach dozougehéieren, de Jonken an hirer Transitiounphas, am Erwuessenginn. De Jugendbericht schwätzt vun enger Alterskategorie vu Kanner a Jugendleche bis zum Alter vun 30 Joer.

Grad déi, déi méi al sinn, studéieren, maachen hir éischt Erfarungen um Aarbechtsmaart an hunn och grad an dësen Zäite Krämpen, fir eng Wunneng ze fannen. Si sichen no Wunnengen a sinn iwwerall mat der Wucht vun neien Erwuesseneleue konfrontéiert. De Politbarometer weist, dass déi 18- bis 24-Järeg mat 62 % vu sech soen, dass se hiren emotionalen Zoustand als belaascht aschätzen, an déi 25- bis 34-Järeg schwätzen zu 69 % vun dësem Zoustand.

Wat ass also wärend der Covid-19-Pandemie mat dëser jonker Generatioun tëschent null an 30 Joer geschitt? Déi genausten Zuelen hu mir fir de Beräich vun de Mannerjärege: 14.000 Mineure goufe positiv op Covid-19 getest; em déi 100 waren hospitaliséiert; 93.000 Quarantäne goufe bei Mineuren ausgeschwat; a 40.000 Mineure waren do-

mat eng oder eeben och méi Kéiere betrëfft. Si hate kee gereegelten Alldag méi an all Woch war anescht. Si haten Angscht, hir Famill unzestiechen, selwer krank ze ginn, hir Prüfungen an Examen net ze packen, keng Sue méi ze verdéngen, kee Stage oder Job ze fannen. Si hate manner Beweegung, manner sozial Interaktiounen, manner Suivi psychosocial, well se hire CePAS, hir Jugendhaiser, hir Enseignanten, hir Therapeuten an Doktere manner konnte gesinn. Och, wann een um néng oder um eelef Auer muss doheem sinn, Homeschooling mécht oder a Quarantän sëtzt, huet ee grad do ganz besonnesch vill Zäit fir nozedenken, sech an d'Welt vum Internet ze flüchten an negative Gedanken ausgesat ze sinn.

Mir hunn et hei och schonn ëfters gesot an et ass evident: Do, wou et virdu scho Léierschwierigkeete gouf, do, wou virdu scho mental Problemer do waren, do, wou d'Relatioun doheem net esou gutt war, huet sech dës Pandemie wéi e Vergrößerungsglas driwwergeluecht an huet d'Illegalitéiten an d'Problemer verschäerft.

Den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher mécht drop opmierksam, dass mer dem Risiko vun engem Rollback vun de Kannerrechter géintiwierstinn, dass mer déi Progrésen an Entwécklungen, déi gemaach goufen, riskéieren ze verléieren.

A sengen Analysen huet hien eng Rei wichteg Recommendationen formuléiert. Esou weist de Charel Schmit drop hin, wéi wichteg d'Kannerrechtskonventioun ass a wéi d'Rechter vun de Kanner bei all Entscheedung muss gepréift a géigecheckt ginn. Och mir heibanne mussen d'Bewusstsi schäerfen dofir, wéi eng Repercuss-iounen eis Gesetzer op d'Kanner hunn.

Et geet net duer, als Erwuessenen ze mengen ze wëssen, wat d'Kanner an déi Jonk brauchen, oder ze mengen ze wëssen, wéi et hinne geet. Aus mengem Politikverständnis an aus menger perséinlecher Erfarung ass et kruzial, dass mir reegelméisseg mat de Kanner a Jonke schwätzen, dass mer hir Meenungen afléisse loossen a se eescht huelen. Mir sollen hinnen also net nëmmen nolauschteren, mee och emol op si lauschteren.

Mir hate flott a wichteg Geleeënheeten an de leschte Wochen, dëst hei am Haus ze maachen, ob wärend dem „Zuch vun der Demokratie“ oder um Jugendkonvent. A mir mussen eist Haus hei an awer och eis Käpp als Politiker/innen opmaache fir dës Generatioun. Mir mussen mat hinnen, wou néideg, kanner- a jugendfrëndlech kommunizéieren, dobäi awer ëmmer oppassen, fir si seriö ze huelen a si och weider ze responsabiliséieren.

(**M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.**)

An der Pandemie ass dat, fannen ech, nach méi däitlech ginn. Och ganz Jonker spieren eis Suer-gen. Si gesinn d'Aschränkungen an hirem Liewen. A wa se de Bopa oder d'Boma net kënnen gesinn, ma dann hu si och d'Recht ze wëssen, wéi esou.

Gläichzäiteg gëtt et awer och vill Jonker, déi scho villes verstinn an déi och selwer scho ganz villes ze soen hunn, mee déi awer och net déi selwecht Receptioun fir hir Messagé fanne wéi Erwuessener. Et ass sécher ganz schwéier, fir hei ëmmer déi richtig Wieder a Reaktiounen ze fannen, mee dee Versuch si mer hinne schëlleg!

Här President, den Ombudsman setzt a sengem Rapport d'Kannerrechter an de Fokus. Mir hunn an der Pandemie leider misse verschidde Rechter aschränken, fir Mënscheliwene ze schützen. D'Pandemie ass nach ëmmer do. A mir schwätzen och leider weiderhin doriwwer, wat et bedeit, seng Fräi-heeten ze hunn, wann dat aneren hir aschränkt. Mee besonnesch elo, an enger Zäit, wou déi Jonk zréckgestach hunn, fir aneren ze schützen, mussen mer hir Rechter an de Vierdergrond stellen. Deemno blécke mer mat héijer Erwaardung op de Plan d'ac-tion fir d'Kannerrechter, deen an der Ausschaffung ass a wou ech den Här Minister gäre géif froen, wou dësen drun ass.

Enk verbonne mat de Kannerrechter ass eng Doleance vum OKaJu, nämlech fir besser Statistiken iwwert d'Wuefbefannen, d'Signalementen an d'Zuele vun den Interventiounen vis-à-vis vu Kanner a Jonken ze hunn. Nëmme wa mer eng méiglechst ëmfaassend an objektiv Bestandsopnam hunn, kënnen mer och, en toute connaissance de cause, Politik fir si a mat hinne maachen. Dowéinst wier ech och interesséiert, ob den Här Minister eis ka soen, ob esou e verbesserte Monitoring envisagéiert ass an ob de Minister dat als méiglech Missioun fir den Observatoire de l'enfance-jeunesse géif ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi all Erwuessenen entwéckelen och Kanner a Jugendlecher hir Mechanismen, fir mat der Kris, der psychescher Belaaschtung an der Isolatioun ëmzegoen. Hei ass d'Individualitéit vun all Kand mat sengem sozialen Ëmfeld an eenzelnem Bagage evidenteweis de Grund, fir ënnerschiddlech Verhalen ze entwéckelen.

Op enger rezenten Table ronde vum Service „Impuls“ ass et genee dorëmsen gaangen, em déi Jonk, déi virdu scho psychesch Schwierigkeeten haten,

an der ambulanter wéi an der stationärer Psychiatrie waren, ëm déi, déi a stationärer Behandlung waren an am Lockdown iwwer Wochen hir Elteren oder soss Kontaktpersonen an der Famill net konnte gesinn.

Och an de Kanner- a Jugendheemer war den éischte Lockdown e besonneschen Defi, deen déi Jonk, den Experten no, awer nach relativ gutt ewechgestach hunn. Gläichzäitig war beispillsweis d'Dagesklinik an der Pedopsychiatrie zou. A genee wéi aner therapeutesch Suivien, beispillsweis an der Drogenhëllef, huet missen op virtuell Kanäl eriwergewieselt ginn, eng Offer, déi sech am Kader vum „Impuls“ zu engem ganz geniale Konschtoprojet entwéckelt huet, eng Noutléisung, déi et de Psychotherapeuten erlaabt huet, weider op eng ganz kënschtlersch a kulturno Aart a Weis mat de Jonken de Kontakt ze halen an auszubauen.

Kontakt halen: Queesch duerch de Secteur hunn d'Fachleit um Terrain dëst als de grousse Defi während der Kris identifizéiert, fir d'Kanner a Jonk net vum Radar ze verléieren, fir déi gemaachte Progrésen net verkommen ze loossen, fir d'Verauensverhältnis an d'opsichend Jugendarbecht weiderhin héichzehalen. Vill Veräiner, Sportsclubb an Ulfafstelle mieren, wéi schnell sech vill Jonker ofgekapselt hunn, sech dru gewinnt hunn, doheem ze sinn, online ze sinn, sech manner ze beweegen a sozial Kontakter ze reduzéieren.

An dese Constat, Kolleeginnen a Kolleegen, zitt sech duerch déi sämtlech Konferenzgespréicher, Besoinsanalysen, déi ech gefouert hunn. Mir brauchen e breet opgestallt, nidderschwelligen, effikassen a jugendsensibelen Effectif u Professionellen, Benevollen, Jonken an Erwuessenen, déi op breeder Front op dës gepräagte Generatioun kënnen agoen, sief dat an de Schoulen, mam CePAS a mat engagéierten a sensibelen Enseignant, déi op déi Jonk an hir Suergen aginn, Froen an Iddien eescht huelen, sief dat an der opsichender Jugendarbecht, de Projeten, de Jugendhaiser, de Veräiner, den Initiative vun de Jonke selwer. Si mussen erëm gewisse kréien, wat et heescht, zesummen ze sinn, beieneenzekommen, Iddien ze entwéckelen an ëmzesetzen, sech selwer ze verwickelen an, jo, och emol Dommheeten, Erfarungen ze maachen, Grenzen auszetesten. An dat muss scho ganz fréi ufänken. A mir sollte se doranner begleeden an och encouragéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Saz vum Direktor vum Péitrusshaus huet mech markéiert. Hie sot: „Mir hunn de Jonken hir sozial Raim ewechgeholl. Et ass awer do, wou si hir sozial Identitéit entwéckelen. An dat felt hinnen elo.“ An et ass genee dat. Loosst eis de Jonken, de Kanner hir Raim erëm ginn, an der Konscht an der Kultur, am Sport an an den Tiers-lieuen. Do, wou se beieneekommen, léiere se och, sech vuneneen ofzegrenzen, hir Identitéiten ze entwéckelen. An dës Raim befanne sech op esou ville verschiddene Plazen: an de Gemengen, an de Schoulen, op der Uni, an der Zivillgesellschaft, an de Veräiner an och an de Maison-relais. Hei mussen awer och ganz geziilt d'Veräiner an déi Fräiwëlleg ënnerstëtzt ginn, net nëmmen am Sport, wou jo konkret Ennerstëtzung lancéiert goufen, mee och fir d'Jugendorganisatiounen, d'Verbänn, d'Studentenorganisatiounen, an ech kéint nach laang weiderfuere.

Déi Jonk kënnen a wëllen e Bäitrag fir eis Gesellschaft leeschten. Während der Pandemie hu si a beandrockender Schnelligkeit hir Solidaritéit ënner Beweis gestallt: Si hu Maske gebitt, sinn akafe gaang, ware solidaresch mat hiren Noperen a Bekannten. An ech wënsche mer, dass mer dëst Engagement weider ënnerstëtzen a férdere. Mir sinn hinnen, där jonker Generatioun, et grad elo schëlleg!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Här President, wann ech elo grad vun der Wichtigkeit vun de soziale Raim fir déi Jonk an hir Entwécklung geschwat hunn, da kommen ech net laanscht eng Fro, déi mir an deene leschte Wochen a Méint e puermol begéint ass: Et geet hei ëm déi Jonk, déi sech gäre géifen testen oder virun allem och impfe loossen, mee wou d'Elteren dësem Wunsch an Wee stinn. Hei sti sécher eng ganz Rei grondsätzlech Froen am Raum. An ech hunn och keng Wonnerléisung ze proposéieren. Mee Fakt ass awer och, dass e Kand e Recht huet op de Schutz vu senger Gesondheet an op Eegebestëmmung.

Besonnesch déi ongewollt netgeimpft Jonk riskéieren, an weidere Verlaf vun der Pandemie vun hirem sozialen Ëmfeld ofgeschnidden ze ginn, wann d'Restriktiounen weinst der Pandemie erëm muss verschäerft ginn. Ech soe ganz bewusst „weinst der Pandemie“, well et mécht jo kengem Freed, dës schwéier Ofweiwung mussen ze treffen. Mir war et haut dofir awer wichtig, fir op déi awer dach net ganz geréng Zuel vu Jonken hinzeweisen, déi vu sech aus déi individuell a sozial responsabel Decisioun vun der Impfung wëllen treffen, mee déi dat net an aller Fräiheet kënnen maachen. Eis Gesellschaft an och mir hei an der Politik dierfe si net vergiessen!

Här President, ech hunn elo grad iwwer Solidaritéit an Engagement geschwat. Vill Jonker hunn awer och déifgräifende Schued erlieft. Mir si konfrontéiert mat méi Suizidversich, mat méi less- an Zwangsstéierungen, sou d'Doktesch Salima Aarab aus der Jugendpsychiatrie vum HRS. Mir si gläichzäitig mat enger Penurie vu Psychologen a Psychiatere konfrontéiert an engem Secteur, deen nach ëmmer net vun der CNS rembourséiert gëtt. Meng Kolleeg/inn/en, Virriedner/inne si schonn am Detail drop agaangen. An ech kann dës Demande nëmmen explizit ënnerstëtzen.

Konkreet heescht dat: Gratis Psychotherapie, méi Plazen an der stationärer wéi ambulanter Behandlung an awer och eng breet opgestallt Jugendarbecht mat den néidege Moyene fir e Secteur, deen enorm vill Iddien huet, wou awer de Constat besteet, dass formal an nonformal Aarbecht nach besser muss aneneegräifen.

Fir Jonker, déi hiert Doheem verloossen, brauche mir akut Kriseninterventioun, mee awer uschléissend och laangfristeg Perspektiven. Strukture wéi d'Péitrusshaus mussen ausgebaut ginn an och den Alter vun de Jonken, déi op Hëllef ugewise sinn, muss hei en compte geholl ginn. E Jonken, dee mat 19 Joer fortgeet vun doheem, ass zwar legal gesi groussjäreg, mee huet awer oft ganz änlech psychotherapeutesch Besoine wéi vläicht e 17-Järegen. D'Adoleszenz hält nun emol net zack mam Alter vun 18 Joer op, a grad d'Transitioun an d'Erwuesseleien, an d'Aarbechtswelt an déi ugespaante Logementsituatioun maachen et néideg, dass eng méi breet Offer fir vulnerabel Jonker iwwer 18 an dem psychosozialen Encadrement ka stattfannen.

Eng lescht wichtig Léier, déi vun der Kris besonnesch beliicht gouf, ass den Ëmgang mat Sucht vu Kanner a Jonken, e Sujet, deen enorm breet ass a wou mam Preventiounspak vum Educatiounsministère, dee virun e puer Woche virgestallt gouf, eng wichtig Realitéit unerkannt an ugepaakt gëtt. Mir schwätzen hei net nëmmen vun Drogen, mee och vu manner schiedleche Phänomene, mat deenen déi Jonk all Dag konfrontéiert sinn a wou trotzdeem e ganz problematescht Notzungsverhale kann entsto. De Pediatre Dokter Pauly sot an enger rezenter Table ronde, wéi vill Gedanken e sech mécht ëm den incontrôlable Konsum vu Medien, Fotoen, Contenuen a Spiller op den Handyen, Tablets, Computeren a Konsole vu ville Kanner a Jonken. Dat ass eng Fro, déi mer perséinlech uewe läit: Wéi kréie mer den Equilibre hin téscht där genialer Ressource vum Internet an hire Geforen a Problemer?

Ech mieren et selwer u mir, mat mengen 29 Joer, wéi ofhängeg ech vum Handy sinn, wéi verinnerlecht ech meng Identitéit op soziale Medien hunn. Ëmmerhi sinn ech drop, säit ech 14, 15 Joer al sinn. Wéi eng Welt, wéi en Drock, wéi eng Continue kréie scho Kanner ganz, ganz fréi mat op de Wee? Wéi e Verhale kréie si virgeliift? Mir mussen hei politesch a gesellschaftlech Äntwerten drop fannen. Mir mussen Elteren a Kanner, hiert ganz Ëmfeld drop sensibiliséieren, wéi wichtig den zwëschemenschleche Kontakt ass, wéi schéin en analogt Gesellschaftsspill oder en Tour duerch de Bësch ka sinn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Mir brauche Mechanismen an de Maison-relais, an de Foyeren, wéi Mediekonsum an Technologie erkläert a kontextualiséiert ginn. A mir mussen an de Lycéien an an eiser Jugendarbecht d'Theema Internet, d'Theema Fakenews, d'Theema Selbstsich a Selbstduerstellung ëmmer erëm nei thematiséieren an drop agoen. De Parallellunivers vun der digitaler Welt ass hautzudaags ni ganz wäit. Hei kann ee sech ganz einfach isoléieren, awer och a geféierlech Bullen andauchen a sech eventuell souguer radikaliséieren. Och d'Ofhängegkeet vu Spiller, Handy an Internet ass eng Realitéit, déi ganz sécher net nëmmen d'Jugend betrëfft, mee déi mer schonn an eiser Pädagogie ganz fréi mussen en compte huelen, fir effektiv géigenzesteieren.

Här President, e grousse däitsche Politiker sot emol: „Wer Visionen hat, sollte zum Arzt gehen.“

(**Hilarité**)

Fir de Schluss vu menger Ried wollt ech trotzdeem wéi ugekënnegt e bësse méi wäit an d'Zukunft blécken an dobäi och e puer méi grondsätzlech Piste verfollegen.

Wéi wëlle mir, dass Kanner a Jugendlecher opwuesse sollen an dierfen? Wéi eng gemeinsam Visioun hu mer fir d'Bildungs- an d'Betreiungslandschaft vu muer a vun iwwermuer? Wéi këmmere mer eis ëm vulnerabel Jonker a Kanner? Wéi encadréieren a schütze mer se? Wéi garantéiere mer déi vill erbäigeschwuere Chancgläichheet? Dës Froen si mol méi, mol manner abstrakt. Mee si hunn alleguerten e risegen Impakt op déi zukünftige Generatiounen, op d'Gesellschaft vu muer.

Ech wënsche mer Zäit fir eis Kanner! Ech wënsche mer, dass Elteren, egal a wéi enger Familjekonstellatioun a -kompositioun se sinn, nieft hirer Aarbecht

qualitativ Zäit mat hire Kanner verbréngen kënnen. Et geet net drëms, de ganzen Dag doheem ze sinn, gesellschaftlech erëm zréckzerruedde op een Elterendeel, dee ganz doheem ass. Et geet hei méi drëms, e Gesamtbild vu Wëssen, Kompetenzen, Hobbyen, soziale Kontakter, Wäertvermittlung, vum Zesummesinn ze definéieren, wou nei Chancë fräigemaach ginn, well d'Kanner och zesumme grouss ginn, vunenee léieren an de Crèchen, an de Maison-relais, spéider an de Jugendhaiser, mee awer och eben doheem essenziell Kompetenzen a Wäerter vermittelt kréien.

An ech wëll drop hiweisen, dass ech ganz däitlech hanner dem Modell sti vun engem Engagement schonn a fréier Kandheet vis-à-vis vu Kanner, déi méisproocheg erzu ginn, wouduerch mat dësem Betreuungsmodell, dee mer en place gesat hunn, ganz vill Sprochebarrière scho fréi kënnen ofgebrach an d'Kanner kënnen beieneebruecht ginn.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Ech wënsche mer, dass d'Natur e Spill- a Léierëmfeld ka bidden, dass mer méi pedagogesch Projeten entwéckelen, wou Kanner dobausse kënnen léieren, méi kënnen zesumme sinn, Erfarungen an der Natur an an der Nohaltegkeet kënnen maachen.

Ech wënsche mer, dass Inklusioun am Alldag vun de Kanner vu muer Normalitéit ass, wou net een anescht ass a fortgeschéckt gëtt, wou an der Schoul, an de Klassen no deene verschiddene Rhythmusen a mat deene verschidde Léiermethode geléiert gëtt, wou Kanner och léieren ze léieren a wou Fächer wéi Empathie a Solidaritéit, wéi nohaltegt Denken an Agéieren als Léierinhalte valoriséiert ginn, wou awer och praktesch Erfarungen, Ausfluch an d'Welt vun der Kultur, de Gaardebau, Éischt Hëllef, Handwierk oder mat Geld ëmzegoe genau sou vermittelt ginn.

Ech wënsche mer, dass Kanner a Jonker aus der Zukunft net scho mussen mat zéng Joer e Choix treffen téscht Préparatoire, Classique a Général. Ech wënsche mer, dass ee méi laang kann zesummebleiwen a mat senger Stärker wiisst amplaz u senger Schwächen ze scheitern!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Ech wënsche mer Schoulen, wou d'Kanner léieren ze participéieren, wou Klassen a Schülerréit tagen an déi Jonk hiert Ëmfeld matgestalte kënnen, wou se gestärkt ginn a léieren, wat hir Rechter a Flichte sinn, wat et heescht, Verantwortung ze iwwerhuele fir sech selwer a fir hir Matmënschen.

Ech wënsche mer och, dass d'Institutiounen, wou Kanner a Jonker zirkuléieren, ob Schoulen, Veräiner, Foyeren oder aner Strukturen, eng Child Protection Policy hunn an d'Qualitéit vun der pedagogescher Aarbecht stänneg geférdert, mee och evoluéiert dierf ginn. De Bien-être vun de Kanner an de Jonken ass ze wichtig, fir dass mer et mat institutionelle Blackboxen ze dinn hunn!

Mir wëssen heibannen alleguerten, dass net jidder mat deene selwechte Startméiglechkeeten an d'Liewe kënn. Dofir muss mer sozial Ongläichheeten ofbauen, fir dass e Kand, wat en alengerzéien Elterendeel huet, net vun Ufank u méi prekär Liewensëmstänn huet, fir dass Kanner vun Elteren, déi Schichte schaffen oder net de Sproche vun den Hausaufgaben a Prüfungen mächtig sinn, net per se defavorabel Konditiounen erliewen. Eng qualitativ héichwärtig Kannerbetreuung, Strukturen, déi d'Familljen ënnerstëtzen a begleeden, Hëllefstellung beim Léieren, dat sinn alles Projeten, déi dës Regierung ausbaut an erméiglecht. Dorop si mer houfreg! A wann e Kand Misär erlieft, net déi Konditiounen huet, fir grouss ze ginn, déi et sollt hunn oder e Kand iergendwou vum sengem Wee ofkënn, da brauche mer en zäitgeméisst, modernt an ambitionéiert Jugendschutzgesetz a Jugendstrofgesetz. Och dësem Defi huet sech dës Regierung ugeholl!

■ **M. Carlo Back (déi gréng).** - Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir brauchen eng holistesche Vue op dës nächst Generatiounen. Secteuren, déi bis elo getrennt vunenee geschafft hunn, mussen besser vernetzt ginn, fir complémentaire kënnen ze fonctionéieren, dëst am Interessi vun Innovatioun a Qualitéit a vu letztlech dem ieweschten Ziel: nämlech deem, dass d'Wuel vun Kand iwwer allem steet. Dës Visioun ass net iergendwann erfëllt. Et kommen ëmmer erëm nei Aflëss, nei Entwécklungen, Krisen a Chancen op eis als Gesellschaft an op d'Welt vun de Jonken zou. Dese Wee an d'Zukunft kënnen mer just mat de Kanner a Jugendlechen, mat den Elteren, den Expert/inn/en an dem vill engagéierte Léier- a Betreuungspersonal goen.

Mir sëtzen als Politik mat hinnen all zesummen am Boot. Heiansdo hu mer Richtungssträiter an heiansdo dominéieren aner Suergen an Ängscht, déi oft och hir Legitimitéit hunn, mee den Interêt an d'Zukunft vun de Kanner a Jonke muss Prioritéit hunn. Mir liewen, consomméieren an entscheeden

op Kredit iwwer hir Zukunft! Mir hunn eng grousse Verantwortung fir d'Zukunft vun eise Planéit, well et hire Planéit ass, an déi selwecht Verantwortung hu mir fir d'Gesellschaft vu muer.

An dowéinst wëll ech mat zwee Messagen ofschléissen. Ee gréngen, wann Dir sou wëllt, dass nieft Pandemie an Erzéiung och de Schutz vun der Ëmwelt an de Kampf géint de Klimawandel e ganz konkrete Schutz vun der Liewensqualität, besonnesch vun deene Jéngsten an eiser Gesellschaft, bedeit.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - An ee méi allgemengen, dass mir de Wëllen an de Courage sollten hunn, fir ambitiéis a souguer visionär Projeten ëmzesetzen an op d'Gemeinsamkeeten ze setzen, amplaz eis heiansdo an deene klunge Konflikter ze verléieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och, der Madamm Bernard. An nächste Riederen ass den Här Fred Keup. An d'Mikro si prett.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Merci, Här President, Léif Dammen, Léif Hären. Merci och dem Serge Wilmes fir dës dach awer ganz wichtig Debatt, déi mer hei féieren. Ech hunn och gutt nogelauschert. Den Här Wilmes huet et e bëssen duerch d'Blumm gesot. Ech soen änlech Saachen. Ech soe se dann awer e bësse méi konkret, e bësse méi, soen ech elo mol, vun der Long op d'Zong.

Wéi wichtig sinn eis d'Kanner haut? Wéi wichtig sinn eis d'Familljen? D'Familljen an d'Kanner kann een net getrennt gesinn. Ech mengen, jiddwereen ass sech eens: Do, wou Kanner sinn, do ass och Famill.

Komm mir kucken eis emol eng konkret Situatioun hei zu Lëtzebuerg um an Joer 2021. Eng Koppel kritt e Kand. D'Freed ass grous. D'Mamm ass am Ufank beim Kand am Mammecongé, eng gutt Saach. Duerno hunn d'Elteren e Recht op Eltercongé. Dat ass och eng gutt a wichtig Saach, well grad fir déi ganz jonk Butzen ass et wichtig, doheem am gebuergene Familljekrees bei Mamm a Papp ze sinn a sech wuel ze fillen.

Ma déi Zäit geet eriwuer an da mussen d'Elteren erëm voll schaffe goen. De Prêt vum Haus muss ofbezuelt ginn, eventuell e Loyer. D'Geld muss erakommen. Wat maachen? D'Këndchen an d'Crèche ofliwweren. Moies um 6.00 Auer geet et da lass: D'Këndche gëtt aus dem Bett gerappt, fir um 7.00 Auer bei der Crèche virun der Dier ze sto. Da séier op d'Aarbecht, et wëllt ee jo nach virum Stau erduerchkommen, wat dann awer meeschtens leider hei am Land net méi geléngt. An der Crèche bleift d'Kand da siwen, aacht, néng, zéng an och alt emol méi Stonnen. D'Crèche sinn dat, wat se sinn, déi eng besser, déi aner méi schlecht. Ma d'Kand ass de ganzen Dag bei Friemen, déi dacks emol net seng Mammesprooch schwätzen, fort vu sengen Elteren. D'Eltere maachen dat an der Reegel net gär. Si hunn e schlecht Gewëssen. Si wëssen, dass déi Situatioun net ideal ass, net gutt fir hiert Kand, mee si hunn dacks kee Choix: D'Geld muss jo erakommen.

D'Crèche ass jo quasi gratis, also net wierklech gratis: Si gëtt jo vun engem bezuelt, si gëtt vun eis all bezuelt, vun de Steierzueler. De Weekend geet de Stress da lass oder weider: Akeef mussen gemaach ginn, d'Hausaarbecht muss erleedegt ginn an da wëllen d'Leit sech jo och nach e bëssen erblösen. D'Konsequenz vun deem Ganzen: Wuelfillen, Gemittlechkeet, Harmonie, Gebuergenheet fannen d'Kanner an dësem System ze wéineg. Dat ass keng kannerfrëndlech Welt. Dat ass eng éischter feindlech Welt, eng familljefeindlech Welt an dat ass doudsécher ganz schlecht fir eis Gesellschaft.

D'Famill ass d'Basis vun eiser Gesellschaft an d'Kanner an d'Famill missten eigentlech am Zentrum vun all eisen Entscheedungen, déi mir hei treffen, sto. Firwat maache mir dat Ganzt iwwerhaupt hei, wann et eben net fir eis Kanner sollt sinn?

Ma dat Ganzt huet zwee grous Grënn. Fir deen éischte Grond si mir hei net onbedéngt eleng schëlleg, fir deen zweete Grond dann awer zu engem gudden Deel. Deen éischte Grond ass deen allgemenge Verfall vun der Roll vun der Famill hei am Land, mee och am Ausland. An der ganzer westlecher Welt ass d'Famill an der Kris. Ech gesinn dat als ee vun den allergréisste Problemer, déi mir hei an eiser Welt hunn: eng déifgräifend Kris vun der Famill, an d'Kanner sinn déi Leidroend.

Deen zweete Grond, an deen ass éischter hausgemaach, ass déi konkret Politik, déi hei am Land besonnesch zënter dem Untrëtt och vun dëser Regierung, dat muss ech awer leider och soen, gemaach gëtt: Et ass eng Politik, déi net d'Kanner an och net d'Famill an den Zentrum setzt, mee, fir et einfach auszudrücken, éischter d'Wirtschaft. Et gëtt jo zwo Méiglechkeeten, zwo Erugoensweise fir eng Regierung: eng Regierung, déi sech ëm d'Wuel vun de Kanner këmmert, déi probéiert, dem

Kand esou vill Zäit wéi méiglech bei senger Mamm oder bei sengem Papp, bei der Famill ze ginn. An da gëtt et eng zweet Méiglechkeet: Dat ass eng Regierung, déi probéiert, dem Patron d'Mamm an de Papp esou séier wéi méiglech erëm zur Verfügung ze stellen, mat allen negative Konsequenzen, déi dat fir d'Wuefbefanne vun de Kanner huet. Dat ass e politesche Choix! Dës Regierung huet dee geholl. Mir géifen deen net huelen!

Jo, et gëtt och gutt Saachen. Et gëtt Mammeongé, et gëtt Eltereongé. Ma all Famill gëtt awer fréier oder spéider mat der Situatioun konfrontéiert, mat der Fro: Verzichte mer op eis Kanner oder verzichte mer op d'Geld? An da si mer erëm bei de Crèchen a bei de Strukturen, well déi bezilt de Staat jo a léisst sech dat e Verméige kaschten: 260 Milliounen. Eng Plaz an enger Crèche léisst sech de Staat tëscht 14.000 an 18.000 Euro d'Joer kaschten. Dat si bis zu 1.500 Euro de Mount fir eng Plaz an der Crèche!

Sollt een dann net awer emol higoen a sech iwwerleeën, ob et net besser wier - an dat am Sënn vun Kand -, fir den Elteren de Choix ze loosse, de Choix tëschent engersäits schaffe goen an d'Kand an eng Crèche ginn, souwéi dat am aktuelle Modus jo bevirdelegt gëtt, oder net schaffe goen an d'Kand an der Famill loosse? Da kéint méi Eltere fräi entscheeden, fir sech doheem em hir Kanner ze këmmere a méi Zäit mat hinnen ze verbréngen, an dat géif d'Wuefbefanne ganz kloer steigere.

Dat wier e faire Choix fir d'Elteren an de Staat kéint jo higoen an déi 1.500 Euro, déi eng Plaz an der Crèche géif kaschten, den Eltere ginn, fir dass d'Mamm an de Papp doheem kënnen bleiwe bei hirem Kand. Dat war eis Propos an de Walen 2018. Mir hunn dat genannt eist ADR-Elteregeld an dat wäert och eis Propos an der Zukunft bleiwen: eng Gerechtegkeet, wou och déi Elteren, déi sech bereet erklären, hir Kanner doheem selwer ze versueren, net an eng Struktur ze ginn, eeben net diskriminéiert gi par rapport zu deenen aneren. Dat wär eng kannerfrëndlech a familljefrëndlech Politik!

Elo huet den Här Premierminister, den Här Bettel, ugekënnegt bei der Ried zur Lag vun der Natioun - an dat kënnt jo och elo -, dass d'lessen an de Strukturen, an der Maison relais ... Maison relais, dat ass ëmmer ... Loosst mech dat soen: Ech fannen dat e schrecklecht Wuert, „Maison relais“. Also mäi Kand huet ëmmer gesot, mäi Meedchen: „Mausolée“. Ech hunn dat scho vill méi schéi fonnt, mee „Maison relais“ ... Loosst mech eng Kéier eppes Besseres afalen, wannechgelift! Gutt. Et geet drëm, dass d'lessen an der Mëttesstonn soll gratis gi bis zu engem ganz héije Seuil. Gutt.

Da stellt sech awer d'Fro: Firwat kréien dann déi Elteren, déi doheem bleiwen, déi an der Mëttesstonn hire Kanner doheem kachen, keng Suen? Wou ass dann do d'Gerechtegkeet, wa mer op där enger Säit deenen d'lesse gratis ginn, well se an enger Struktur sinn, awer dann deenen aneren Elteren, déi sech wierklech d'Méi maachen - et ass jo net einfach, an der haiteger Zäit doheemzebleiwen - an dat selwer maachen oder d'Kanner bei d'Bomi ginn oder soss enzwousch, näischt ginn? Dat wier mol eng Iddi.

Zu de Crèchen: Grondsätzlech loosse mer den Eltere gären de Choix, hir Kanner doheem ze versueren an ze erzéien oder si a Betreuungsstrukturen ze ginn. D'Crèchë spillen hei fir vill Elteren eng wichteg Roll fir d'Kannerbetreuung. A mir wëllen do och drop halen, dass d'Konditiounen, fir en Agreement ze kréien, mussen gebonne sinn u wierklech héich qualitativ Moosnamen. D'Crèchë mussen no strengen Oplage kontrolléiert ginn an opgestallt ginn. Et muss genuch Plaz si fir d'Kanner, fir d'Personal. Si mussen déi néideg Qualifikatioun hunn. An - an dat ass och eppes, wat mer ëmmer erëm fuerderen - déi Leit, déi an de Crèchë schaffen, mussen - missten - Lëtzebuergesch kënnen oder, wa se et net kënnen, sou schnell wéi méiglech léieren. Dat wier net schwéier!

Ech hunn a menger Karriär als Proff am Lycée oft Schüler gesinn, wa se a Stagë waren, wou mer se da besiche gaange sinn, a Crèchen. An ech hu meng Kanner jo och selwer deelweis an enger Crèche gehat. An do gëtt et positiv Beispiller, mee ech hunn awer och Saache gesinn, déi, ganz éierlech gesot, haarsträubend waren, haarsträubend! Wou ee wierklech gesinn huet - an déi wousste jo, dass ech géif kommen -, dass d'Plaz, d'Qualitéit, dat Ganzt net dat war. An do muss ech och dat soen, do hunn ech mech alt ëmmer domm gestallt, dann hunn ech gefrot: „Wéi ass et dann hei, Dir musst jo een hei hunn, dee Lëtzebuergesch mat de Kanner schwätzt?“ Dat war ganz oft net de Fall.

Dat ass déi sougenannt „méisproocheg Fréierzéiung“, déi d'Regierung en place gesat huet. Also menger Erfahrung no - déi, déi ech gesinn hunn um Terrain - funktionéiert déi am grouesse Mooss net wéi se sollt. An ech hat och do eng Fro gestallt un den Här Minister. A wat mech gestéiert huet: Hie konnt mer net soen, wéi vill Personal an de Crèchen hei zu Lëtzebuerg schafft. Dat ass déi eng Saach. An e konnt mer och net soen, wéi vill der vun deenen de Sproochenniveau C1 am Lëtzebuerg-

schen hunn. Dat sinn zwou Saachen, ech mengen, déi misste mir awer hei ..., de Staat misst awer déi Zuele wësse fir ze handelen.

D'Sproochen: nach e Wuert dozou. Et ass och en Deel vum Wuefbefanne vun eise Kanner, an dat hunn ech och selwer bei menge gemierkt, dass si hei an enger Welt liewen, wou se d'Sprooch dobaussen net méi onbedéngt verstinn, wou am Alldag dobaussen net méi hir Sprooch geschwat gëtt a wou si als Kanner net méi verstane ginn. Och dat ass d'Wuefbefanne vun de Kanner, dass se dobaussen verstane ginn an, wa se an der Stad sinn, och kënnen verstoen, wat do steet a wat geschwat gëtt. Dat ass bei engem Standard Lëtzebuergesch hautzudaags net méi de Fall.

Ech kommen op e puer konkret Saachen. Mir haten effektiv ..., et ass elo vill geschwat ginn: „Mir sinn nach ëmmer dran“, „Pandemie“, „Covid“ a „Vill Kanner hu vill Zäit missen doheem verbréngen“, Stéchwuert: Lockdown. Dat ass fir déi eng Kanner méi einfach, wa se zum Beispill an engem Bungalow wunnen, mat engem grouesse Gaart. Fir aner Kanner, déi an enger Stad wunnen, an engem Studio, an engem klengen Appartement, ass dat doudsächer méi schwéier. An och dat gehéiert zum Wuefbefanne vun de Kanner.

An ech hu mech do drun ernnert, dass hei ganz oft an der Chamber gesot gëtt, mir missten eis Aart a Weis fir ze wunnen änneren, mir misste méi no openeereckelen, mir misste méi an d'Luucht bauen, dat wier ganz schéin, an Appartementer ze wunnen, mir missten Héichhaiser bauen ... Also dat ass awer definitiv eppes, wat de Kanner net entgéintkënn! Fir d'Kanner gëtt et dach fir d'Wuefbefannen näischt méi Schéines, an et ass och vill iwwert déi elektresch Apparater elo geschwat ginn, mee et gëtt dach näischt méi Schéines, wéi wann d'Kanner wunnen an e Gaart zur Verfügung hunn, déi dat nach fréier meeschtens de Fall war!

Anere Punkt: d'Kanneraarmut. An ech kommen do op déi beonrouegend Zuelen zréck, déi am „Panorama social“ erwänt gi sinn an déi d'Familljen uginn. An et kann net sinn, dass een duerch de Fakt, dass een hei am Land Kanner huet, dass een eng Famill wëll grënnen, an den Aarmutsrisiko fält!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Den Aarmutsrisiko läit fir Persounen ouni Kanner bei 12 %, a bei Famillje mat dräi Kanner läit e bei 35 % - dräimol sou héich! Dat ass eng Bankrotterklärung! Den Ombudsman kritiséiert iwwregens och - an deem Kontext kann een dat gesinn -, dass et u Statistike feelt, wéi vill Kanner dann am REVIS liewen. Och dat wier mol gutt, gewuer ze ginn! Do mussen mer usetzen.

An et gëtt eng ganz Partie Moosnamen, déi ee kann ergräifen, fir d'Famillje mat Kanner ze ënnerstëtzen. Mat engem méi héije Kannergeld: Mir hunn elo d'Indexéierung, dat ass gutt, mee et kéint ee méi wäit goen, erëm eng Staffelung aféieren - méi Kanner, méi Kannergeld. Dann en Elteregeld, wéi ech et virdrun erkläert hunn, wou och déi ënnerstëtzt ginn, déi hir Kanner doheem wëllen erzéien. Mir si géint eng Individualiséierung allgemeng vun der Gesellschaft, well dat kënnt de Kanner net zegutt, mee och géint eng Individualiséierung vun enger Steierreform zulaaschte vun de Familljen.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Punktuell Erlichterunge fir Persounen, déi a steierlech schwierige Situatiounen sinn: Mir schwätzen do ëmmer iwwert d'Wittleit, mee dat betrëfft awer och ganz besonnesch déi Persounen, déi elengerzéiend e Kand hunn. A weider Hëllef, et kéint ee sech vills virstellen: Eng Famill mat ville Kanner muss jo och zum Beispill vill méi e groussen Auto kafen, ass och deelweis op den Auto ugewisen, méi wéi vläicht eng Persoun, déi eleng leeft. Och do kéint een zousätzlech Ennerstëtzung ginn.

An dann hu mer jo am Moment hei och nach e grouesse Problem mat enger iwwerdrüwener Erhéijung am Energieberäich, wou ganz besonnesch och Familljen, déi souwisou schon um Bord vun der Aarmut liewen, drënner leiden. An ech mengen, déi erliewen zum Deel och keng schéi Chrëschtdeeg, wann op eemol de Masutt dat Duebelt kascht wéi virun engem Joer. An do kann een och eppes maachen. Do kann ee ganz roueg d'Azisen erofsetzen oder och, och wann dat effektiv elo net dee groussen Deel ausmécht, eng CO₂-Steier aussetzen.

E grouesse Problem, an dat ass och ugeschwat ginn, dat si Scheedungen. Ech hunn dat nogekuckt: Am Joer 2010 hate mer 1.000 Scheedungen hei am Land; 2019 hate mer 2.000 Scheedungen hei am Land. Eng onwarscheinlech Zuel! An ech mengen, et si ganz vill Leit beträff. Och heibanne si vill Leit beträff. An dat ass net einfach. Mee et ass ganz besonnesch ni einfach fir d'Kanner, well d'Kanner leiden ënner Scheedungen. An et ass gutt, wann eng Famill zesummebleift, et ass gutt fir d'Wuefbefanne vun de Kanner, quitte dass et natierlech ëmmer Fäll gëtt, wou et esou problematesch ass, dass eng Scheedung onëmgängelech ass an dann och de richtege Wee ass.

Mee dat ass ganz wichteg an ech géif mer do wënschen, a mir als Partei géifen eis wënschen, dass eis Regierung och emol géif méi e positivent Bild no bausse vermëttelen. Et gi jo soss Campagnë gemaach fir allméiglech Saachen - mee kommt, mir maache mol Campagnë fir d'Zesummebleiwen an der Famill! Fir d'Zesammenhalen, dass d'Famill, déi zesummebleift mat de Kanner, dass dat eppes immens Wäertvolles ass, eppes immens Wichtige ass! Et geet net nëmme drëms - och wann dat gutt ass -, fir de ganzen Zäit, wéi et am Moment erëm geschitt, op d'Problemer opmierksam ze maachen, déi an engem Stot passéiere kënnen.

Da wollt ech och nach e Wuert soen ... An dat huet mech besonnesch gefreet, dass dat och hei vu menge Virriedner gesot ginn ass, ganz besonnesch vum Här Baum ass dat och gutt beschriwwen ginn, dat ass déi, wat ech nenne „Bildschirmiséierung“, an där mir am Moment liewen. Mir hu schonn des Éfteren drop opmierksam gemaach, op all déi Beispiller, déi mer genannt kruten, wou mer permanent Kanner gesinn, déi andauernd virun engem Bildschirm sinn, schonn am klengsten Alter. An och den Ombudsman schreift jo do, dass dat ganz negativ Konsequenze kann hunn an och wäert hu fir d'Kanner.

An do misst een effektiv och higoen, wéi scho virdrun gesot - an do besteet jo och e Konsens heibanen, wann ech et richtege verstane hunn -, fir mol wierklech mat enger gewëssener Autoritéit och ze soen, de Leit kloerzemaachen, dass dat nefaste ass, dass dat schlecht ass fir d'Kanner. An och iwwerhaupt emol iwwerdenken, wann d'Kanner schonn doheem esou vill virum Bildschirm sinn, dass een net och nach muss onbedéngt forcéieren, fir et nach vill an der Schoul matanzebréngen. Et geet och ouni Bildschirm! Et kann ee ganz, ganz, ganz vill flott Saachen ouni dat maachen.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Keup.

An ech gesinn en Zeeche vum Gilles Baum - d'Madamm Cecchetti wëllt sech eng Sekonn gedëllegen -, vun dem Här Baum, dee gefrot huet, fir eng Motioun zum Debat ze deponéieren.

■ **M. Gilles Baum (DP).** - Jo, entschëllegt mech, Madamm Cecchetti! Et war mer effektiv virdrun „im Eifer des Gefechts“ derduerchgaangen, d'Motioun ze deposéieren. An da maachen ech dat elo.

(Brouhaha et interruptions diverses)

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant que la crise sanitaire liée à la pandémie Covid-19 a des effets majeurs sur le bien-être des jeunes ;

- considérant les conclusions du rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2020 ;

- considérant que les jeunes sont exposés aux risques et dangers potentiels liés à l'utilisation et la consommation des médias électroniques ;

- saluant les initiatives prises par le Gouvernement en matière de campagnes annuelles de sensibilisation et d'information sur le sujet de la cyber-sécurité ;

- félicitant le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour ses efforts en vue d'adapter le système scolaire luxembourgeois à la transformation numérique ;

- saluant les efforts du Ministère de l'Éducation nationale en matière de la transmission de compétences digitales, entre autres par l'introduction du Coding dans les écoles fondamentales et par l'instauration du projet pilote Sciences numériques dans les établissements d'enseignement secondaire ;

- saluant également les formations formelles et non formelles de Bee Secure destinées à la conscientisation, à la sensibilisation et à l'éducation des enfants et adolescents, des parents et du personnel éducatif, et portant sur l'usage et la consommation des médias électroniques ;

- félicitant le Ministère de l'Éducation nationale pour ses efforts en vue de garantir à chaque enfant les mêmes conditions de départ et les mêmes chances de réussite, entre autres par la mise en place d'un enseignement différencié et par l'introduction de mesures en faveur des jeunes, dont notamment la gratuité des cours de musique, la gratuité des maisons relais et la gratuité des repas scolaires pour les enfants de familles à revenus faibles ou modestes ;

- saluant les plans de relance Sport du Ministère des Sports, notamment les mesures en vue d'encourager les jeunes à reprendre leurs activités de loisirs, telles que l'introduction d'un bon de 50 euros pour toute nouvelle inscription d'un enfant de moins de 16 ans dans un club sportif pendant l'année 2021/2022, ainsi que l'augmentation de la participa-

tion au financement d'infrastructures sportives en plein air promouvant l'activité physique et le sport loisir,

invite le Gouvernement

- à charger le futur Observatoire National de l'Enfance-Jeunesse et de la Qualité Scolaire (ONEJQS) d'une mission légale explicite à recueillir et à publier les données essentielles dans son domaine de compétence ;

- à renforcer et promouvoir les offres de prise en charge et d'accompagnement des enfants, des jeunes et des familles offertes par l'Office national de l'enfance (ONE) ;

- à évaluer et, le cas échéant, étendre l'offre et les capacités d'accueil des centres de compétence du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;

- à garantir une offre et une prise en charge intégrée des enfants, des jeunes et de leurs familles, ainsi qu'une orientation adéquate permettant une prise en charge rapide et adaptée ;

- à accorder une place prioritaire à la santé mentale dans sa politique de santé publique en renforçant l'offre de soins en pédopsychiatrie ;

- à mettre un accent particulier sur la santé mentale des enfants et des jeunes dans le cadre de la future Stratégie nationale de santé ;

- à poursuivre les efforts en vue d'assurer une continuité de l'accompagnement psycho-social au-delà de la majorité légale ;

- à achever, dans les plus brefs délais, les négociations avec la CNS portant sur le remboursement de la psychothérapie ;

- à poursuivre ses efforts en vue d'augmenter l'attractivité des métiers de la pédopsychiatrie, notamment en facilitant les passerelles entre les divers ordres d'enseignement et en augmentant l'offre de formations continues dans ce domaine ;

- à implémenter au sein de l'enseignement fondamental une stratégie globale liée au sujet de la santé mentale qui prévoit l'intervention régulière de psychologues au sein des écoles afin d'établir un contact avec les enseignants et les élèves pour les soutenir en cas de besoin et coordonner les échanges, notamment dans le cadre de la médecine scolaire ;

- à développer une stratégie au sein des écoles visant à briser les tabous autour de la santé mentale des plus jeunes ;

- à rendre une place prépondérante à la santé mentale au sein de l'enseignement ;

- à étendre et promouvoir les initiatives favorisant le développement de la motricité des enfants, comme le projet « Bewegung Schule - Clever Move » dans l'enseignement fondamental et les SEA ;

- à poursuivre les travaux préparatoires en vue de la mise en œuvre du projet des navettes « clubs enfants » (Kannerveräinsbus) assurant le transport des enfants des SEA vers les centres sportifs ou culturels organisant des activités extrascolaires ;

- à poursuivre ses efforts en matière de cybersécurité ;

- à établir une stratégie globale permettant de protéger les jeunes face aux risques et dangers potentiels du monde virtuel ;

- à maintenir et, le cas échéant, à renforcer sa collaboration avec Bee Secure dans le cadre des campagnes de sensibilisation et d'information sur le bon usage des nouvelles technologies ;

- à favoriser les démarches participatives et à consolider et étendre les moyens de participation politique des enfants et des jeunes.

(s.) Gilles Baum, Simone Asselborn-Bintz, Djuna Bernard, Francine Closener, Carole Hartmann.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci dem Här Baum. An d'Madamm Cecchetti huet d'Wuert. Keng vireileg Schless!

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Merci, Här President. Här President, haut geet et hei em d'Wuefbefannen, de Bien-être beim Kand respektiv beim Jugendlechen. D'Pandemie huet an eisen Aen déi systeemesch Defiziter, déi schonn existéiert hunn, nach vill méi daitlech gewisen. Dës Pandemie huet eis Kanner a Jugendlecher voll getraff. Si hate vill ernert de sanitäre Moosnamen an dem Lockdown ze leiden. Si hu ganz vill vun hirer Autonomie a Participatioun um gesellschaftleche Liewe missen abéissen. Obwuel mer leider net genuch Donnéeën zu der Evoluitioun vun der haislecher Gewalt hunn, kënnen mer opgrond vun de Berichter aus anere Länner, zum Beispill China an Italien, dovunner ausgoen, dass si och méi wéi soss vun haislecher Gewalt beträff waren. Am Lockdown konnte si deser Form vun Gewalt schwéier entkommen. A vu datt d'Schoulen zou waren, konnt och d'Leierpersonal d'Unzeeche vun haislecher Gewalt bei senge Schüler net identifizéieren.

Dat ass vläicht och de Grond, firwat eréischt uganks 2021 d'Urgencen an d'Deklaratiounen vun haislecher Gewalt bei Kanner a Jugendlechen an d'Luucht gaange sinn: ëm 15 % bis 20 % fir d'Urgencen an ëm 10,5 % fir d'Deklaratiounen, nom OKaJu-Bericht. Wat sech während dem Confinement hanner zouenen Dieren an den Haiser an Appartements ofgespillt huet, ass leider eng nach ze grouss Onbekannt zu Lëtzebuerg.

Här President, ëmsou méi dramatesch ass et, datt d'Kanner an d'Jugendlecher, déi Affer oder Zeie vun haislecher Gewalt gi sinn, sech net konnten déi adequat Hëllef siche goen. Feelend Informatiounen iwwer telefonesch Hëllef an aner Moosnamen, wéi eng Hotline fir Leit, déi während dem Lockdown mental a psychesch gelidden hunn, waren an eisen Aen net genuch un d'Kanner a Jugendlecher gerichtet. Gewalt am Stot war déi extreemst Strapaz fir d'Kanner an déi Jugendlecher am Lockdown.

Mee donieft gouf et nach vill aner: Scheedungskanner hunn dorënner gelidden, datt si een Elterendeel net konnte gesinn. Si konnten hir Grousselteren net besiche goen. A si hunn hir Kollegen net méi gesinn, weeder an der Schoul nach dobausse fir ze spillen. Alles dat war gewässermoossen onvermeidlech. Mir waren a sinn nach ëmmer an enger sanitärer Kris. Et hunn haart Mesurë misse geholl ginn an et kommen der vläicht nach no. Et kann awer net sinn, datt dës Mesuren déi Schwächst, déi Vulnerabelst, déi Klengst treffen: d'Kanner, déi weeder fir sech nach fir hir Eltere kënnen Responsabilitéiten droen. Si kréien awer d'Nowéie vun der sanitärer Kris am heftegsten ze spieren.

Virun engem Joer hu mer doriwuer spekuléiert, wéi grouss dat séilescht Leed bei de Kanner a Jugendleche wier. Elo hu mer éischt Rapporten vun Etüden, déi ganz kloer weisen: D'Verschlechterung vum mentale Gesondheitszoustand vun Kanner a Jugendleche manifestéiert sech wéi eng tickend Zäitbomm. Alles, wat mer elo wëssen, ass nëmme d'Spëtzt vum Äisberg. Den Äisberg ass dat, wat mer nach wäerte gewuer ginn, wann d'Regierung dann och weiderhin Etüden aus deem Beräich an Optrag gëtt.

Här President, sou wéi meng Virriedner/inne ginn ech och elo nach méi spezifesch op den OKaJu-Rapport vun 2020 an. Awer ech wäert mech op dräi Sujete beschränken, déi eis als déi Lénk schonn immens laang beschäftegen a wourop mir och ëmmer erëm hei an der Chamber wäerten zrëckkommen, wann déi néideg Mesuren net geholl ginn. Dat sinn engersäits déi klammend Aarmut hei am Land an domadder d'Veerschäerfung vun der Kanner- a Jugendaarmut. Anerersäits maachen eis déi klammend schoulesch Inegalitéite Suergen an déi aktuell Handhab vu Kanner mat spezifesch Bedürfnisse an de Schoulen a Kompetenzzentren. An natierlech steet fir eis och den Zougang zu der mentaler Gesondheet fir all Kand am Vierdergrond, dat heescht: Recht op gratis therapeutesch Behandlungen an den einfachen Accès zu dësen Therapien, zum Beispill direkt an der Schoul oder an de Jugendhaiser.

Här President, 23,1 % Kannerarmut ass an engem sou räiche Land wéi Lëtzebuerg ganz schéin hefteg! Laut dem Rapport Travail et cohésion sociale vun dem Stater sinn d'Alengerzéien mat méi wéi engem Kand bis zu 39 % dem Aarmutrisiko ausgesetzt. Bal 60 % vun den Alengerzéien mat e puer Kanner à charge hu Krämpes, um Enn vum Mount d'Enner beieneenzekréien. Bei zwee Erwuessene mat méi wéi engem Kand sinn et bis zu 30 %. Ënner de Locataire si 45 % betraff. D'Vearaarmung vun ëmmer méi Familljen huet dann dozou gefouert, datt méi Demandes d'allocation de vie chère ageerecht goufen, datt méi Leit a Sozialbutteker akafeg gaange sinn.

Et besteet e wierkeche Risiko, datt d'Sozialkris nach vill méi grav gëtt, falls déi staatlech Hëlfeften entweder erofgefuert ginn oder net zouhuelen. Dofir hunn déi Lénk jo och virun dräi Wochen e Gesetzesprojet deposéiert, fir d'Familljereparatiounen ze revaloriséieren an automatesch ze indexéieren. Mir fuerderen och nach ëmmer an Eropsetze vum Mindestloun an hunn och d'Indexéierung vun der CO₂-Steier gefuerdert, well och déi trëfft op déi ongerechtst Aart a Weis alt erëm déi, déi weeder d'Moyenen hu fir ze verschmotzen nach sech kënnen leeschten, en ökologesche Luxus ze hu wéi Passivhaus, Elektroauto an eng Photovoltaikanlag um Daach. En vue vun de klammenden Energiepräisser an dem ongebremste Klimawandel ass eng gestaffelt CO₂-Steier déi fairsten Optioun.

Här President, Dir könnt lech ausmolen, wat ech versichen ze vermëttelen: D'Wuelbefanne vun de Kanner hânt vill mat eise materielle Liewenskonditiounen zesammen. Eng gerecht Pai fir d'Elteren, néideg sozial Mesuren, fir d'Krisenzäiten ze iwwerbrécken, Recht op Gesondheet a Recht op Wunne sinn elementar Krittären, fir Kanner a Jugendlecher virun Aarmut kënnen ze schützen.

D'Rechter vu Kanner a Jugendleche sinn deemno a ganz ville Fäll op ganz ville Plazen zu Lëtzebuerg

kompromettéiert. Well d'Regierung net bereet war, de Moratoire op Deguerpissementer ze verlängeren, gi Kanner a Jugendlecher mat hirer Famill expulsiéiert, matten an enger Pandemie, déi soubal nach keen Enn kritt.

Et gëtt Kanner, déi zu Lëtzebuerg riskéieren, ouni Daach iwwert dem Kapp gebuer ze ginn. Nach d'lescht Woch war e Reportage vun enger Famill, déi an deem Fall ass, an der Zeitung. Béid concernéiert Elteren hunn eng Aarbecht, mee verdéngen net genuch, fir eng weider Erhéijung vun hirem Loyer kënnen ze droen. Eise Virschlag vum Moratoire op d'Expulsione kéint d'Regierung sech vläicht nach eemol duerch de Kapp goe loossen. Et ass jo net, wéi wann d'Kris eriwuer wär! An och ouni Covid bleiwe mir nach ëmmer an enger Logementskris, faute d'action.

Här President, Kanner a Jugendlecher, déi schlecht wunnen, léiere méi schlecht. Dat kléngt elo zimlech plakativ, mee dat ass awer dat, wat sech aus verschiddene Rapporten iwwer Bildungschancen zu Lëtzebuerg erausliese léisst. Déi Zäit, wou den Homeschooling d'Schoul ersat huet, sinn a Famillje mat méi wéi engem Kand, déi a prekäre Verhältnisser musse liewen, de Smartphone an de Laptop gedeelt ginn. Op enkem Raum huet den Hond gebillt, de Beebee gekrasch an de Staubsauger ass gelaf. D'Kanner waren hei op alle Pläng d'Verléierer.

Ëmsou méi hu Kanner mat spezifesch Besoine während der sanitärer Kris musse abéissen. All déi speziell Hëlfe sinn ausgefall fir EBS-Kanner. An de Kompetenzzentren sinn d'Coursen eréischt immens spët en présentiel agefuert ginn, soudatt grad déi vulnerabelst Kanner, Jugendlecher an Elteren am Ree stoe gelooss gi sinn.

De psychologeschen Drock, deem d'Kanner an d'Jugendlecher am Kontext vun der Pandemie ausgesetzt sinn, mësch sech mat der Verschlechterung vun de Liewenskonditiounen. Et wäert ëmmer méi Kanner gi mat spezifesch Besoinen, oder besser gesot: Déi spezifesch Besoine verallgemengere sech. Mir fuerderen als déi Lénk dowéinst och scho méi laang, datt an de Schoulen an direkt am Klasse-sall pluridisziplinär Enseignantsekippe sollen agesat ginn, déi kollektiv a mat enger inklusiver Approche op d'Bedürfnisse vun all de Kanner kënnen agoen an esou och d'Solidaritéit an der Klass kënnen stäerken.

Ech mengen, d'Madamm Djuna Bernard ass ganz gutt op dee Volet vun der Schoul agaangen, an dat kënnen mir nëmme bestäerken.

Här President, eng ganz Rei Etüde weisen no-dréiglech, datt d'Liewensqualität vun de Kanner a Jugendleche mat der Pandemie agebéisst huet. Hire Bien-être émotionnel ass erofgaangen an eng ganz Rei Nevrosen, wéi lesstéieren, Zwäng, Ängschten, Suicidedanken a Suicide selwer hu sech gesteigert. Dowéint kommen ech och elo op mäin drëtten Punkt.

Fir eis ass et eminent wichtig, datt Kanner a Jugendlecher e Recht op gratis Therapie kréien an datt si dës och kënnen ouni d'Awëllegung vun hiren Elteren ufroen. Zougang zu Psychotherapie an zu medezinescher Behandlung misst an de Schoulen an an de Jugendhaiser ugebuede ginn, do, wou Kanner a Jugendlecher sech de Gros vum Dag ophalen, wa se net doheem sinn. Dës Méiglechkeet fir Consultatiounen ausserhalb vun de konventionéierte Berodungsstelle vum Kanner- a Jugendtelefon oder dem Planning Familial kéint en einfacht an effikas Element am Kampf géint den Abus sexuel sinn.

Här President, am Rapport vum OKaJu stinn net nëmme wäertvoll Informatiounen an Zuelen iwwert de mentalen a kierperleche Gesondheitszoustand vun de Kanner a Jugendlechen zu Lëtzebuerg, en deit och d'Pisten un, wéi eng konkret a kuerzfristeg Mesurë kënnen a musse geholl ginn. Déi Propositionen hunn eis Ënnerstützung. Mee iwwert dës Moosnamen eraus, mussen och déi systemesch Verännerungen an Ugrëff geholl ginn, déi et à la base iwwerhaupt erméiglechen, de Kanner a Jugendlechen hir Rechter an hir mental Gesondheet an Zukunft kënnen ze garantéieren.

Merci, fir d'Nolauschteren.

■ **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk).** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och der Madamm Cecchetti. An nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Dir hutt d'Wuert, Här Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Näischt op der Welt ass méi schéi wéi eng onbeschwiert Kandheet. Fir Elteren ass et dat Wichtigst an hirem Liewen, hire Kanner déi onbeschwiert Kandheet ze erméiglechen a si ze begleeden, fir erwuessen ze ginn. An als Papp weess ech jo, an ech ginn et och zou: Ier ech Papp gi sinn, konnt ech mir déi Emotiounen net esou staark virstellen -, wéi wichtig et fir d'Elteren ass, dass et hire Kanner gutt geet a wéi een als Eltere matleif, wann et de Kanner net gutt geet.

An der Interpellatioun haut komme vill Theemen op. Fänke mer mat der aktueller Zäit a Situatioun un.

Mir wëssen alleguer, dass déi aktuell Zäit fir keen einfach ass. Mee grad fir Kanner a Jonker ass dës sanitär Kris awer och mat besonnesch villen Ängschten, Unsécherheeten an, jo, och Entbierunge verbonnen. Dofir soen ech och dem Serge Wilmes villmools merci, dass hien déi wichtig Demande fir haut gestallt huet, fir esou iwwert de Sujet vum Bien-être vun de Kanner ze schwätzen.

Déi unhalend Unsécherheet, déi mat der Pandemie verbonnen ass, belaascht d'Kanner an d'Jugendlecher am Land, an dofir ass et wichtig, dass d'Politik sech Weeër iwwerleet, fir déi Jonk an awer och hir Familljen ze ënnerstëtzen. Well et si grad d'Familljen, déi de Kanner a schwéieren Zäite Stabilitéit a Sécherheet vermëttelen kënnen, an dat ganz oft souguer och dann nach, wann et eng ganz Rei Problemer an der Famill gëtt.

Wéi aus dem Jugendrapport vum Ministère ervirgeet, sinn 2020 während dem éischte Lockdown eng ganz Rei Placementer vu Kanner an Heemer suspendéiert ginn an d'Kanner an d'Famillje kruten doheem méi professionell Ënnerstützung amplat. Wichtig ze soen: Dobäi soll sech a ville Fäll gewisen hunn, dass d'Famill besser eens ginn ass, wéi dat am Virus erwaart ginn ass.

An och an de Schoule berichten Enseignantë vu Kanner, déi virun der Pandemie Problemer haten, am Unterrecht matzekommen an da vum Homeschooling profitéiert hunn, fir Inhalter opzeschaffen. Et ass eeben net alles negativ ze kucken. Familljen, deene soss d'Zäit gefeelt huet, fir nieft der eegener Aarbecht nach mat hire Kanner ze schaffen, haten op eemol méi Zäit an hunn déi zum Wuel vun de Kanner agesat. Mee elo, wou zënter dem Summer de System vum Homeoffice erëm geännert huet, war wuel och d'Enttäuschung fir esou munch Kanner ëmsou méi grouss, dass d'Elteren elo erëm manner doheem sinn.

Mee déi genannte positiv Fäll weisen awer och, dass et hei am Land Famillje gëtt, deenen et, opgrond vun hire Liewensmänn, net méiglech ass, esou no hire Kanner ze kucken, wéi si et gäre wëilten an och kéinten, well et hinnen u Méiglechkeete feelt.

Dofir gesi mir Piraten et och weiderhi skeptesch, dass d'Regierung Familljen, an deenen déi zwee Elterendeeler oder een Elengerzéien vollzäit schafft, mat verschiddene Sachleeschtungen ënnerstëtzt a gläichzäitig awer Persounen, déi léiwem manner schaffe wëilten, fir hir Kanner net an eng Crèche oder eng Maison relais ze ginn, eleng léisst. Elteren, déi sech mat hirer Aarbechtssituatioun wuel fillen, sinn Elteren, déi och zefridde sinn. An dës Zefriddenheet wierkt sech och op d'Kanner aus. Dofir wier et ëmsou méi wichtig, den Elteren d'Wiel ze loossen, ob si vun enger staatlecher Betreuungsoffer profitéieren wëllen oder ob si hir Kanner selwer doheem versuerge wëllen.

Fir d'Wuelbefanne vun eise Kanner ze steigere, gëtt dofir en neie Modell vu Kannerbetreuung gebraucht: Een, deen et Koppelen oder Elengerzéien erméiglecht, e selbstbestëmmt Liewen ze féieren. Dofir fuerdere mir Piraten ëmmer nach d'Ausbeuele vun Chèque-service accueil, dat, fir Famillje mat klengem bis mëttlerem Akommes net weider ze zwéngen, zu zwee musse schaffen ze goen, wa si dat eigentlech net wëllen, an et och Elengerzéien ze erméiglechen, fräi ze entscheeden, ob si vun enger Betreuungsstruktur wëlle profitéieren oder léiwem méi Stonnen doheem mat de Kanner verbréngen.

Dës Mesurë géif dem Staat net méi Käschte verursachen, mee géif de Mënschen eng Wiel loossen.

Wie sech fir eng Betreuung an enger Struktur entscheet, soll dës vun Staat weiderhi bezuelt kréien, eeben esou, wéi dat aktuell och schonn de Fall ass. Wie seng Kanner awer léiwem selwer wëllt doheem betreiwen, dee soll dës Zomm ausbeuelt kréien. Esou kéinte mir den Alldag vu ville Kanner vill manner stresseg maachen, well si an hire Familljen opwuesse kéinten an esou lieue kéinten, wéi se sech dat wënschen, an net, wéi de Staat hinnen et virschreift.

Gläichzäitig ass et wichtig, d'Offer un Hëllefstellige fir Eltere mat verhalensopfällege Kanner eropzesetzen.

Ëmmer méi Kanner fält et schwéier, sech an der Schoul ze konzentréieren oder roueg setzen ze bleiwen, och ëmmer méi Kanner falen an de Schoulen duerch aggressiivt Verhalen op. Vill Enseignant an Famillje wëssen net, wéi se dës Kanner am beschten hëlfe kënnen a fille sech vun de staatleche Servicer alt eleng gelooss, well d'Waardeleschten einfach ze laang sinn. An dat huet net nëmme en Afloss op d'Wuelbefanne vun deene betraffene Kanner, mee och op hir Klassekumeroeren a Kollegen. Hei ass an der Vergaangenheet scho vill geschitt, mee d'Offer bleift trotzdem nach ëmmer hannert der Demande zrëck.

Här President, nieft der Famill sinn och d'Frënn ganz wichtig als Ressource fir d'Wuelbefanne vun

engem Kand. Frëndschafte si wichtig fir d'Entwécklung vun engem Kand a si kënnen fir déi Jonk eng wichtig Stütz sinn. Mat der Pandemie kum awer de Problem vun der Isolatioun vun de Frënn op, an dat ass fir d'Kanner net einfach. Et gesäit een net méi esou vill Kollegen an esou grouse Gruppe wéi virun, ëmmer nees mussen Distanzen agehale ginn, déi ee vun de Frënn trennen. Dat ass schwéier! An esou kann e Kand sech séier eleng fillen. D'Onlinekontakter mat de Frënn sinn dofir mat der Pandemie méi wichtig ginn, wéi se et souwisou scho virun waren. An dat Ganz kann eppes Guddes sinn, well et de Jonken erlaabt, dagdeeglech mat hire Frënn, déi hinne Kraaft schenken, a Verbindung ze bleiwen.

Insgesamt spillt d'Schoul, wou d'Kanner e Groussdeel vun hirem Zäit verbréngen, an der Liewenswelt vun de Kanner an de Jonken eng ganz grouss Roll. D'Schoul kann eng Plaz sinn, wou d'Kanner sech entfale kënnen a Spaass dorun hunn, nei Saachen ze léieren. Mee si kann awer och e Stressfacteur sinn, wann de Programm iwwerfuert, dat soziaalt Ëmfeld net stëmmt oder eng Prüfung no där anerer usteet. Den Alldag vun eise Kanner ka ganz stresseg sinn, ugefaangen bei den Auerzäite vun de Schoulen. Oft gëtt et en héijen Erwaardungsdruck, Zukunftsängschten an dann och nach e volle Programm, dee vu fréi moies bis owes ofgehale gëtt.

Här President, Ängschten, Depressiounen an aner Kannerkrankheete (veuillez lire: mental Krankheete) kënnen och déi Jugendlecher betreffen, an d'Thema vun der mentaler Gesondheet beschäftegt si ganz vill. Mir hunn et jo och d'lescht Woch am Kader vum Jugendkonvent héieren: Déi Jonk wënsche sech eng besser Prise en charge, wat d'mental Gesondheet an de Schoulen ugeet.

An d'Piraten ënnerstëtzen dës Fuerderung voll a ganz. Mir hunn eis dofir d'lescht Woch och gefreet, wéi gesot gouf, dass virgesinn ass, et an enger éischer Phas den Enseignant an duerno och de Schüler ze erméiglechen, en Éischt-Hëlfe-Cours an der mentaler Gesondheet unzabidden. Esou wéi jidderee sollt wëssen, wéi eng verletzte Persoun ka versuergt ginn, bis eng Ambulanz antrëfft, esou sollt och jidderee wëssen, wat ze maachen ass, wann en Erwuessenen oder e Kand suicidaire oder depressiv erschéngt.

Et ass elo schéin a gutt, d'Léierpersonal an och d'Schüler esou auszubilden, datt si Éischt-Hëlfe leeschte kënnen, mee da muss awer och garantéiert ginn, dass duerno e professionelle Suivi ka gemaach ginn.

A bleiwe mir beim Jugendkonvent vu leschter Woch, wou ech awer e bëssen erschreckt war iwwert d'Aussoe vun eenzelne Schüler, déi jo all Dag um Terrain sinn a sécherlech hir Erfarungen hei gäre matgedeelt hunn, déi hei gehéiert gi sinn, an den Här Meisch war jo och um Jugendkonvent derbäi, dass et net ëmmer esou gutt klappt tëscht dem Léierpersonal an den eenzelne Schüler, wéi hie sech dat eigentlech virstellt. An dass awer, wéi ech et eraushéieren hunn, Moosname feelen, fir do eng Bréck ze bauen. Et ass nämlech net, wéi wann déi Schüler um Jugendkonvent gesot hätten, d'Proffe wäeren e Problem. Nee, et feelt einfach un der Bréck, wéi se kënnen an hire Schoulen, an hire Lycéen, mat de Proffen oder mat dem Léierpersonal schwätzen, sief dat duerch eng anonym Meldestell oder sief dat duerch aner Méiglechkeeten, wéi déi Jonk um Jugendkonvent et wollten hunn. An, wéi gesot, et war erschreckend, dass esou vill Jonker mat deem Thema kumm sinn. An ech muss och soen, fir eis als Politiker war dat sécherlech hëlfefräich, eng Kéier fir deen Thema vill méi sensibiliséiert ze ginn, well ech ginn et och éierlech zou: Ech hat dat net esou um Radar!

Bleiwe mer bei deene Groussen. Do ass et fir eis Piraten ganz wichtig, dass d'Jugendhaiser an Zukunft nach méi Méiglechkeete sollen kréien, well fir eis sinn et d'Jugendhaiser, déi déi Jonk kënnen opfänken a wou déi Jonk kënnen hir Fräizäit verbréngen, wann eeben, an dat ass nu mol meeschtens de Fall, keen doheem ass, fir op déi Jonk opzepasst oder fir einfach Zäit mat hinnen ze verbréngen. Well et ass zwar virun hei ugeklongen - ech mengen, et war déi gréng Kollegin -, et soll een emol analog Spiller mat de Kanner maachen. Jo, dat ass schéin a gutt. Mee kuckt dann emol eng Kéier, wéi vill Eltere freides nach mussen, well iergendeng Keess soll a muss opbleiwen, bis 21.00 Auer schaffen. Dat heescht, moies sinn d'Kanner an der Schoul, an owes schaffen d'Elteren dann nach duerch. An ech mengen, et ass déi liberal Partei, déi souguer higaangen ass a gesot huet, si géif d'Öffnungszäiten nach gären erweideren. Ech mengen net, dass dat zu engem gudden Familljeliewe wäert bäidroen, wa mer herno Elteren hunn, déi owes bis néng, zéng Auer schaffen a weekends nach méi musse schaffen, déi doheem sinn, wann d'Kanner an de Schoule sinn, awer da schaffe ginn, wann d'Kanner doheem sinn. Dat ass e Problem, dee mer an der Politik ganz kloer mussen upaken. An dofir musse mer esou Virschléi och ganz kritesch kucken, wa mer d'Elteren nach méi schaffen dinn.

Zum Fazit: Mir Piraten sinn der Meinung, dass d'Elteren an Zukunft méi müsse kenne bestëmmen, wéi se d'Zäit mat hire Kanner verbréngen, an datt mer hinne de Choix müsse ginn, ob se se an eng Maison relais ginn oder an eng Crèche, wann natierlech Plaze fräi sinn - mir wëssen alleguerten, wéi d'Waardelëschten aktuell an de Gemengen duerch d'Land sinn -, oder ob se hir Kanner selwer doheim betreien an dann de Staat finanziell entgéintkënn.

Dir als Majoritéitsparteien entscheet awer och mat, wéi gutt d'Betreiung doheim ass a wéi gutt d'Eltere kenne fir hir Kanner suergen a wéi vill Zäit Der hinne gitt. Dat ass e ganz wichtige Faktor. Et ass ganz schéin, dat alles aus de Rapporten ze liesen. Et ass awer och eis Pflicht als Politik ze soen, dass et Méiglechkeete gëtt, fir de Leit méi Zäit mat hire Kanner ze ginn, fir de Kanner eng schéi Kandheet ze erméiglechen. Well si mer dach emol alleguerte realistesch: D'Liewen ass nun emol endlech an d'Zäit zesammen och! An dofir wär et quasi der Politik hir verdammte Pflicht, fir den Eltere méi Zäit mat hire Kanner ze ginn.

Merci.

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci och. A lescht ageschriwwer Riednerin ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Francine Closener** (*LSAP*).- Villmools merci, Här President. Am leschten annerhallwe Joer ass vill an dacks iwwert de Bien-être vum Kand geschwat ginn. Och hei hat an huet Corona negativ Repercussionen op déi Jonk. D'Kanner an déi Jugendlech hale sech allgemeng zwar ganz daper, a sinn awer verdrësslech a „pandemidd“ iwwert de Verloscht vun esou engem grouss Stéck vun hirer Jugend.

Ouni Zweifel geet et ville vun hinnen erëm e gudder Strapp besser, soubal se hir Normalitéit zrëckkréien. Allerdéngs ass et awer och kloer: Och virun der Pandemie ass et ville Kanner net gutt gaang! Et gouf eebé just net esou vill doriwwer geschwat. Fir datt e Kand sech gutt entwéckelt, brauch et méi wéi d'Absence vun engem Virus. Duerfir brauch et déi dräi grouss „B“: Bindung, Bildung a Bewegung. Dat sinn déi dräi zentral Piliere, op deenen d'Wuelbefanne vu Kanner a Jugendleche berout. Déi müsse fest an zolidd sinn, respektiv mir müssen derfir suergen, dass se méi zolidd ginn, an zesammen de kierperlechen, psycheschen an emotionalen Equiliber vum Kand garantéieren.

Meng Kollegin Simone Asselborn-Bintz huet an hirer exzellenter Ried vill vu Bindung geschwat. An déi ass net just wichtig bei de Puppelcher an de Kleng Kanner. Beileiwen net. Bindung bedeit Opmierksamkeit, Affektioun, Interess, Virwëtze a Vertrauen. An dat alles ass d'Viraussetzung, fir datt och d'Bildung ka glécken. Woubäi deen drëtter „B“, d'Bewegung, grad an Zäite vu Fortnite a Minecraft, vun Homeschooling an digitale Unterrecht, grad elo eng weider Konditioun ass, fir datt d'Kanner sech wuel an hirer Haut, an hirem Kapp an an hirem Kierper spieren.

Et ass nun emol esou, dass eis Kanner „digital natives“ sinn, mam Internet a Smartphone opgewuess, an als User si si eis heibannen - gréisstendeels lauter Boomer - Liichtjore virus. Ob mir dat elo gutt fannen oder net, dat ass eigentlech iwwerhaapt net relevant. D'Kommunikation huet sech grondleend geännert an et geet monter weider, Metaverse léisst gréissen!

Dat huet sonner Zweifel positiv Säiten. Mee et bedeit awer och, dass an der Educatioun, doheim an dobaussen, nach vill méi Wäert drop geluecht muss ginn, dass d'Kanner an déi Jugendlech eeben net nëmme Konsumente sinn, mee verstinn, wéi d'Algorithme funktionéieren, wat reell ass a wat Fake, wat fiabel Sourcë sinn a wat absolute populistesche Blödsinn.

Digital Sciencen heescht d'Fach, dat neierdängs an enger ganzer Rei Lycéeeën enseignéiert gëtt. Dat ass prinzipiell a mengen Aen dee richteger Wee. Et ass sécherlech nach ze fréi, fir dovunner e Bilan ze zéien. Mee et ass net ze fréi fir ze soen: „Medienerzëiung ass schonn haut a wäert nach vill méi eng Conditio sine qua non si fir den Erhalt vun eiser Demokratie.“

Wa mer vu Cyber schwätzen, schwätze mer natierlech och vu Cybermobbing. Laut der leschter HBSC-Etüd si knapp 9 % vun de Schüler op d'mannst schonn eng Kéier dovunner betraff gewiescht. Hei müsse mer och als Politiker eis Responsabilitéit iwwerhuelen an aktiv dergéint virgoen. Et ass en enormen an, mengen ech, nach ëmmer ënnerschate Risiko fir de Bien-être vun eise Kanner. Och hei gesinn ech d'Schoul an der Pflicht. Och hei muss verstärkt op d'Mediekompetenz an den Émgang mat de sozialen an den asoziale Medien an der Schoul gesat ginn.

Mee och d'Eltere müssen e Gehéier an e Gespier fir hir Kanner behalen oder zrëckkréien, fir éischt Symptomer vu Verännerungen, vu Verhalensproblemer ze gesinn. „Kanner stäerken“ ass d'Devis vum

Educationsminister. Ganz richtig! Dat ënnerschreien ech mat zwou Hänn. Mee och d'Eltere brauchen heiansdo Hëllef. Good-Parenting-Programmer gëtt et zum Beispill an den nordesche Länner jo eng ganz Rei, déi d'Elteren, déi dat och wëllen, an Usproch huele kënnen.

D'Politik kann a soll do e Kader setzen. An zu deem Kader gehéiert och d'Recht op Deelzäitarbecht, scho laang eng Fuerderung vu menger Partei, der LSAP. Dorënner verstie mer, dass all Mënsch aus familiäre Grënn e Recht soll drop hunn, manner kënnen ze schaffen an dofir méi Zäit fir seng Kanner ze hunn, de Corollaire am Fong vum Congé parental. De Staat misst awer an deem Fall bis zu 30 % vun de Bättrig un d'Renteverseicherung iwwerhuelen. Et dierf nämlech wierklech net derzou kommen, dass Elteren, ob dat elo Papp ass oder Mamm, déi sech fir dee Modell entscheiden, deen Ament Pensiounsuspréich, awer och Karriärsuspréich verléieren. Mir hu laang, ganz laang fir Kannerbetrieungsstrukture gekämpft, fir datt d'Fraen, well et waren an deene meeschte Fäll d'Fraen, net méi virun der Entscheidung misste stoen: Karriär oder Kanner? Elo gëllt et, e weidere Schratt a Richtung modernt Zesummeliewen an Zesummespill vu Famill an Aarbecht ze goen.

Här President, et ass gutt a richtig, dass mer haut iwwert de Bien-être vun de Kanner a Jugendleche schwätzen. Fir mech ass et awer allerdéngs vill méi wichtig, net nëmme iwwer si ze schwätzen, mee mat hinnen, a se och matschwätzen ze loosse.

Ech wäert an deenen nächste Minuten och iwwer si schwätzen, dass awer, nodeems ech a ville Gesprécher, Rendez-vousen och mat hinne geschwat hunn: mat dem Jugendparlament, dem Jugendkonvent, de Kanner aus dem Zuch vun der Demokratie, eise Jusoe bis zur ACEL an nach villen aneren.

Si all sinn der Meinung, dass hire Bien-être, hir Zefriddenheet, iwwert déi lescht Méint enorm erfogaang ass. Mir hunn d'Zuelen héieren. Just nach eemol eng: 16,5 % vun de Jonken tëscht 10 an 19 Joer zu Lëtzebuerg hu mat mentale Problemer ze kämpfen. Dat sinn 11.000 Meedercher a Jongen. 11.000! Ech fannen, dat ass eng erschreckend Zuel, wou Proaktivitéit vun der Politik gefuerdert ass.

D'LSAP fuerdert nach emol, wéi scho bei der Debatt iwwert d'Preventioun vum Suicide, eng reegelméisseg Presenz vun engem Psycholog an der Grondschoul, zum Beispill a Kombinatioun mat der annueller Visitt vum Schouldokter, fir den Tabu ze brieche, de Kontakt proaktiv hierzestellen an an engem ganz onverfängleche Gespréich eventuell Problemer ze entdecken. A long terme misst et eigentlech an all Schoul eng Ekipp aus Educateuren, Infirmiëren oder Infirmieren a Psychologe ginn.

Eis ass awer natierlech bewusst, dass dat weinst der Penurie an dese Berufsfelder net evident ass. Den éischte Schratt, e Psycholog eemol d'Joer matzeshécken, müsse mer elo goen.

Och d'Servicer vum CePAS an de Lycéee müsse sech permanent weiterentwéckelen. Déi vun lech, déi déi lescht Woch hei mat de Jonke vum Jugendkonvent diskutéiert hunn, hu selwer héieren, dass et do awer nach manifestement Problemer gëtt. Bestëmmt net an all Lycée, mee et gëtt der awer. Déi Jonk hunn net iwwerall Vertrauen an déi Servicer oder se empfangen net, dass se do wierklech gehollef kréien. Deen éischte Schrëtt a Richtung CePAS maache se ganz ongär. An duerfir, Madamm Hetto, müsse mer och oppassen, wat mer an der Grondschoul maachen. De Psycholog muss bei d'Kanner, an net d'Kanner müssen den éischte Schrëtt maache bei de Psycholog. Si sollen net müssen d'Initiativ huelen!

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **Mme Francine Closener** (*LSAP*).- Och d'Relatioun tëscht de Jugendlechen an den Enseignantë gouf hei vum Jugendkonvent thematiséiert. En Enseignant, dee seng Schüler versteet, op se ageet, jee, eng Bindung zu hinnen huet, dee kann hinnen ouni Zweifel och am meeschte Wësse vermittelten. Vlächicht wier et awer sënnavoll, d'Iddi vun den Tuteuren, déi et jo plazeweis scho gëtt, ze verdéiwen an à terme ze generaliséieren.

Här President, aus der villzitéierter Covid-Kids-Etüd geet kloer ervir, dass grad déi Kanner ënnert der Kris gelidden hunn, déi aus manner gutt gestallte Famillje kommen. Hiert Wuelbefannen huet am Verglach mat de Kanner aus bessere Milieuen däitlech méi gelidden. E räicht Land wéi Lëtzebuerg kann dat net akzeptéieren, zemoos jo och de Bildungsbericht an net zulescht d'Épreuves standardiséées ëmmer erëm op dee Problem hiweisen. Wat d'Akomes vun den Eltere méi niddreg ass, wat de Schüler et op sengem Parcours an der Schoul méi schwéier huet. Ech hunn et schon oft gesot: D'Schoul muss erëm zum soziale Lift ginn. Gerecht ass, wann all Kand déi Hëllef kritt, déi et brauch, fir seng schoulesch Ziler ze errechen. Déi gratis qualifizéiert Nohëllef, no där mir als LSAP esou dacks scho gefrot hunn, ass duerfir e wichtegt Instrument. Se soll elo jo agefouert ginn, an dat begréissen ech ausdrécklech. Ech denken, dass am Ministère äifreg um

Konzept geschafft gëtt. Vlächicht kann de Minister herno eppes dozou soen.

E ganz anert Instrument nach, wat eis Kanner a Jugendlech duerch dee ganzen Educationsparcours begleet a souguer bestëmmt, ass d'Orientéierung. Bei de jeeeweiligen Etappen, vum 4.2, also dem sechste Schouljoer, op Septième, dann am Lycée an der Sektionsauswiel, der Berufswiel a spéider eventuell beim Choix vun engem eventuelle Studium, entscheet et sech ganz däitlech, a wéi eng Richtung d'Achterbunn vum Liewe vun eise Jonke weidergeet. A wéi eng Richtung, mat wéi enger Viteess an, virun allem, mat wéi engem Zil.

Hei brauch et Orientéierungsexperten, déi méi wéi bis elo mat Rot an Dot zur Säit stinn. Eng Orientation par l'échec, wéi mer se laang Zäit kann hunn an nach ze vill kennen, muss definitiv der Vergaangene ugehéieren. Jonk, zefridden, motivéiert Leit am Berufsliewe bréngen eis ganz Gesellschaft no vir. Duerfir müssen och déi verschidden Orientéierungsprozesser eigentlech permanent iwwerschafft ginn an och méi effizient ginn.

Ech hu selwer e Kand am 4.2 an och eent am Lycée. An ech gesi vill Elteren, besonnesch Eltere mat auslänneschen Originen, déi e bësse verluer sinn, well se den Opbau vun eisem Schoulsystem net richtig verstinn. D'Enseignantë maachen hiert Besch, e bësse méi Transparenz wär awer vlächicht net vu Muttwëll. Zum Beispill am 4.2: Wat ass dann elo dat Besch? Lycée de proximité? E Lycée, dee méi e spezielle Profil huet? École internationale? Wat sinn d'Virdeeler? Wat sinn d'Nodeeler? Soll eist Meedchen tatsächlech an de Classique, well et gutt Punkten huet, obwuel et vlächicht kreativ ass oder handwierklech begaabt? Wier et do net besser am General?

Fir de Bien-être à moyen an à long terme vum Kand, dem Jugendlechen an duerno dem jonken Erwuesenen ass eng richtig Orientéierung vun enormer Bedeutung.

Léif Kolleginnen a Kollegen, wat d'Santé mentale vun deene Jonken ugeet, kënn et op all eenzelt Instrument un. Sou sinn zum Beispill d'telefonesch Assistenzen nach ëmmer vu grousser Bedeutung. Ech denken un de Kanner-Jugendtelefon: 2020 huet hei den Telefon 1.600-mol geschellt, wéi aus dem Joresrapport ervirgeet. Eng grouss Zuel, déi awer an der Baisse ass. Ass dat e gutt Zeche? Ech mengen, mir müssen dat analyséieren, well d'Onlinedemande jo awer och däitlech gewuess ass.

Et gëllt jiddefalls, des Servicer nach ze ënnerstëtzen, bei deene Jonken och nach méi bekannt ze maachen. Och dat ass eng Fuerderung vum Jugendkonvent.

Här President, Bildung, Bindung, an nach e Wuert zum drëtter Piliere: Bewegung. Kanner a Jonker brauche Bewegung, vill Bewegung! Fir vill vun hinnen ass de Schoulsystem net esou einfach ze packen. Roueg sëtze bleiwen, frontalen Unterrecht, nolauschten, Aufgaben, Hausaufgaben. Do sinn dertëscht zimmlech vill Ventilier néideg. A grad während der Pandemie mat de Restriktionen, déi mer kann hunn, gouf et där Ventilier manner wéi soss, och wann zu Lëtzebuerg, an dat muss een däitlech soen, am Beräich vun der Schoul, vum Schoulsport, dem para- a periscolaire Beräich, mee och am Sport, ëmmer méi méiglech war wéi an eisen Nopeschlänner. Dat muss ausdrécklech begréisst ginn, an ech felicitéieren eiser Regierung och dofir.

Fir de gudden Equiliber fir d'Kanner brauche mer eeben awer och nach weider Efforten. An et si vill Initiative geholl gi respektiv geplangt: de Plan de relance Sport 2.0, deen am Summer presentéiert gouf vum Sportminister, de Programm „Go to sports“, deen eng Hëllef vu 50 Euro fir all nei Lizenz vun engem Jonken ënner 16 Joer an engem Sportveräi virgesäit an dee wuel ganz vill Uklang fonnt huet, d'Initiativ „Bewegte Schule - clever move“, fir am Fondamental an an de Maisons relais d'Initiativ fir d'Entwécklung vun der Motricitéit vun de Kanner ze ënnerstëtzen, eng Initiativ, déi ausgeweit soll a ka ginn, d'Strategie „Gesond iessen, méi beweegen“ a viles méi. Dann och d'Handbuch fir d'Bewegungsförderung bei Kanner vun null bis zwielef Joer.

Interessant ass och d'Iddi aus dem Regierungsprogramm vum Kannerveräinsbus, dee jo soll d'Relatioun maachen tëscht de Maisons relais an de lokale Veräiner an et de Kanner erméiglechen, hire Sport oder och hir Kultur ze maachen, well d'Bewegung fénnst och am Kapp statt. An eng Partie Gemeenge maachen dat jo elo scho mat grousem Erfolleg. Dat ass gutt fir d'Kanner, et entlaascht d'Elteren an et ass gutt fir d'Veräinsliewen an de Gemengen.

Léif Kolleginnen a Kollegen, jiddereen ass emol schlecht drop. Jiddereen fénnst et gutt, wann en dann een huet, mat deem e ka schwätzen, deen engem nolauscht an deen een och eescht hält. Dat ass bei deenen Erwuesenen esou, a bei de Kanner nach vill méi. Si hunn et verdéngt, dass mer mat hinne schwätzen. Si hu ganz vill Iddie fir hiren eege Bien-être. Ganz, ganz vill Jonker vu 15, 16 Joer wësse ganz genee, wat se wëllen, vu wat se

schwätzen a wat se brauchen. An duerfir stinn ech wiederhin zu der LSAP-Iddi vun engem Walrecht ab 16 Joer.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **Mme Francine Closener** (*LSAP*).- Här President, de Sujet Bien-être vun de Kanner a Jugendleche muss eng Prioritéit fir all Gesellschaft sinn. Et gëllt, u ville Schrauwen ze dréien, auszetauschen, neier bäisesetzen: De Psycholog an der Schoul, d'Brieche vun Tabuen, d'Opklärung vun de Jonken, d'Gläichstellung vu Meedercher a Jongen, eng besser Medienerzëiung, Ennerstëtzungsplattformen fir Elteren an eng effektiv Orientéierungsprozedur an der Schoul si just e puer Beispiller, fir déi d'LSAP sech och an Zukunft verstärkt wëllt asetzen.

Merci fir d'Nolauschten.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci och der Madamm Closener.

An domat ass d'allgemeng Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert. Den Här Educations- a Jugendminister, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

■ **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken un, op déi eenzel Initiativen an Interventiounen hei ze reagéieren. D'Familljeministesches d'Corinne Cahen an d'Gesondheitsministesch Paulette Lenert wäerten awer och nach Stellung bezéien.

Fir d'alleréischte wëll ech der Chamber Merci soen an dem Interpellant Merci soen, dem Serge Wilmes, dass hien d'Wuelbefanne vun deene Jonken, vun de Kanner an deene Jonken, an de Mëttelpunkt vun enger Chambersdebat gestallt huet, well et gehéiert dohinner. Et gehéiert reegelméisseg dohinner!

Et ass an der Debatt ëmmer nees kloerginn, dass grad och elo nach an der Pandemie - et traut ee sech bal net ze soen „um Enn vun der Pandemie“ -, mer eis ganz besonnesch müsse mat deem Sujet beschäftegen, well d'Pandemie war sécherlech net gutt, fir keen, mee war besonnesch ascheidend an d'Liewensrealitéit vun deene Jonken, an huet awer hire Kader, an deem se sech fräi kënnen entfalten, muss kënnen entfalten, extreem ageschränkt.

Ech denken, dass eng Viraussetzung, fir datt och jonk Mënsche sech an eiser Gesellschaft wuelspieren, ass, dass mer hinnen nolauschten, dass mer mat hinnen diskutéieren, dass mer awer net wéi Kanner mat all jonkem Mënsch diskutéieren, mee datt mer probéieren, op Aenhéicht ze diskutéieren. An dat war eng ganz flott Erfahrung, déi mer och d'lescht Woch nach hei an der Chamber am Plenum gemaach hunn ulässlech vum Jugendkonvent.

Flott war och, dass deen erëm konnt stattfannen, wou een e flotten Echange huet, wou déi Jonk mat hire Virstellungen, hiren Ambitiounen an hire Kritiken, awer och mat ganz konkreten Iddien kommen. A wou ech mengen, dass et un eis ass, se eescht ze huelen. Mee se awer och eescht ze huelen, andeems mer och mol erklären, wat geet, wat net geet, wat direkt geet, wat méi spéit geet, wat et scho gëtt, wat déi Jonk och selwer kenne bäidroen. Nun, alles dat soll am politesche Raum kenne stattfannen. An ech mengen, fir datt Jonker sech wuelspieren, soll dat och doheim an der Famill änlech sinn, soll dat an de Schoulen änlech sinn, an de Jugendhaiser änlech sinn, an de Veräiner änlech sinn. Déi Jonk solle mierken, dass se eescht geholl ginn an datt se eppes kenne beweegen, jo, esou wéi et am Fachjargon heescht, dass se „wierksam“ sinn an datt si selwer hiert Émfeld, hir Welt, an där se liewen, kenne matgestalten, well dat ass eng éischt Viraussetzung, fir datt ee sech als Mënsch ka wuelspieren, a sécherlech gëllt dat och fir déi Jonk.

Et ass ganz besonnesch och vum Interpellant opgeworf ginn, mir bräichte méi Zuele ronderëm de Sujet vum Wuelbefannen, vum Bien-être vun deene Jonken. Nun, et gëtt scho ganz vill Zuelematerial. Dir selwer alleguerten, déi virdrun hei intervenéiert sidd, hutt ëmmer nees Zuele genannt, déi sech op Etüde baséiert hunn. Et gëtt de Jugendbericht 2021, dee mer virun e puer Méint érischt publizéiert hunn, wou ganz vill Iddien, Analysen an och Zuelematerial opgegraff goufen, dee sech ganz spezifesch mam Sujet vum Wuelbefanne vun deene Jonke beschäftegt huet, deen natierlech och de Fokus op d'Pandemie gesat huet an op de Lockdown.

Mir wäerten d'nächst Joer, also 2022, de Kannerbericht virleien hun, den éischte Kannerbericht, dee sech och mat deem Sujet hei beschäftegt, nämlech dem Wuelbefanne vun de Kanner, an deen 9.000 Kanner selwer befragt huet, well jiddereen am Alter vun 8, 10 an 12 Joer konnt do matmaachen. An 9.000 Kanner hunn 2019 bei enger Enquête matgemaach a sinn och elo nach emol gefrot ginn an der Pandemie, fir och do ze kucken, wat d'Pandemie mat de Kanner gemaach huet a wéi se sech virdu gespuert hunn a wéi se sech haut spieren. Do kréie mer sécherlech och nach eng Kéier e ganz aktuel-

len Iwwerbléck iwwert d'Wuelbefanne vun de Kanner hei zu Lëtzebuerg.

Et gëtt awer och ganz vill international Etüden, bei deene mer matmaachen. Dee gréisste Fundus vun Donnéeën iwwert d'Wuelbefanne vun deene Jonken, iwwert d'Gesondheet iwwerhaupt bei deene Jonken, an domadder och vun der mentaler Gesondheet, dat ass d'HBSC-Etüd, déi mer reegelméisseg zesumme mam Gesondheitsministère organisieren. Mir organisieren se virun allem mat, well et iwwert d'Schoule geet an dat d'Plaz ass, wou mer un déi Jonk dann erukommen. Et gëtt den OCDE-Rapport iwwert d'Wuelbefanne vun deene Jonken. Et gëtt den Unicef-Rapport iwwert d'Wuelbefanne vun deene Jonken. Ech denken, wa mer alles dat dote beieneeleeën an eis natierlech och d'Méi maachen, dat erauszehuelen, wat wichteg ass, wat relevant ass fir eis, och fir eis Diskussiounen, déi mer hei gefouert hunn, da kréie mer schonn e ganz gudder ganzheetleche Bléck dorobber.

An Dir wësst, datt mer jo och e Projet de loi an Äert Haus erabruecht hunn, fir aus dem Observatoire de la qualité scolaire en „Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire“ ze maachen, fir och déi Voleten, net nëmme vum Wuelbefannen, mee déi, déi allgemeng Kanner a Jonker betreffen, do gläichermooze kënnen dann och ze traitéieren, ganz geziilt Etüden an Optrag ze ginn, Etüden ze resumieren an och Recommandatiounen ze verfaassen.

Dir wësst, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer während der Pandemie permanent beméit waren, fir d'Aschränkung fir déi Jonk op e Minimum ze reduzieren. An Dir wësst och, datt dat eis awer hei zu Lëtzebuerg besser gelongen ass wéi op anere Plazen. D'OCDE huet viru Kuerzem nach eng Etüd erasbruecht, datt mer dat Land sinn, wat op zweeter Plaz läit, wou d'Schoulen am mannsten zou waren. An dat war ëmmer eis Suerg, datt mer eng Normalitéit an dem Liewensalldag vun deene Jonke géifen eenegermoos behalen, sief dat, wat de Volet Schoul ubelaangt, sief dat, wat déi auserschoulesch Aktivitéiten ubelaangt, wat d'Veräinslieden ubelaangt, wat d'Jugendhaiser ubelaangt. Mir hu gekuckt, datt dee ganze Volet, wou Jonker eeben och wuessen, opwuessen, grouss ginn, staark ginn, net ze vill ageschränkt géif ginn.

Dir wësst, datt et eis wichteg war, datt eng vun deenen éischten Aktivitéiten, déi nees ugelaft sinn, wéi alles aneschtens nach zou war quasi am Land, d'Hëllefaktivitéite vum ONE waren, vum Office national de l'enfance, fir an deene Familljen a bei deene Kanner ze intervenieren, wou et wierklech dréngend noutwendeg war dee Moment. Dir wësst, datt mer innovéiert hu matten an der Kris an datt mer eng Summerschool geschafent hunn, an datt mer eigentlech och decidéiert hunn, datt dat esou eng flott Experienz war, datt mer dat wëllen iwwert d'Kris eraus perennisieren an zu enger fester Offer vun eiser Bildungslandschaft weider developpieren.

Nun, ech denken, wa mer d'Wuelbefanne vun deene Jonke wëlle stäerken, da mussen mer d'Kanner stäerken, da mussen mer déi Jonk stäerken. An dat geet iwwer ganz vill Weeër. An dat ass sécherlech nach eng Kéier daitlech ginn de Mëtteg an där ganz interessanter Debatt, an deene ganz villen Interventiounen, déi awer ganz oft och en anere Bléckwénkel op d'Kand, op dee Jonke geholl hunn, an dee Bléckwénkel ass och ëmmer berechtigt. An duerfir, denken ech, ass et net esou, datt nëmme ee Recht huet, mee jiddereen huet ëmmer iergendwéi och Recht, an dat mécht d'Chance, awer och d'Komplexitéit vun där Thematik hei aus.

An natierlech komme mer net derlaanscht, fir iwwert d'Schoul ze schwätzen. D'Schoul ass eng Plaz, e wichtige Liewensuert vun de Kanner. De Succès an der Schoul, ob et mer gutt geet an der Schoul, ob ech mech wuelsen an der Schoul, ob ech weiderkommen an der Schoul, datt ass och determinant fir d'Wuelbefanne vum Kand selwer, vun deem Jonke selwer. An duerfir ass et wichteg, datt all d'schoulesch Acteure sech do engagieren. An ech denken, wann ech d'Interventiounen hei resumieren, da si mer eis do eens, datt dat net nëmme eng Aktivitéit, eng Missioun ass fir spezifesch Servicer à la SePAS, mee datt all Acteur, nottamment och den Enseignant, do gefuerdert ass an datt deen, jo, permanent och mat enger Portioun Mënschlechkeet un déi Jonk muss eruegen.

Et ass awer och wichteg, datt mer strukturell an eise Schoule weider Saachen änneren. Mir wëssen, datt eis Schülerschaft esou divers ass, esou ënnerschiddlech ass wéi néierens aneschtens, a kengem anere Land op der Welt. An duerfir ass et wichteg, datt mer och ënnerschiddlech Schoulofferer hunn, fir iwwerhaupt eng Chance ze hunn, gutt an der Schoul kënnen unzokommen, sech gutt ze entwéckelen an och uewe qualifizéiert, diploméiert kënnen erauszekommen. Do hu mer ze laang probéiert, jiddereen duerch déi selwecht Millen ze dréien, mat dem Resultat, datt den Échec scolaire extreem grouss war, datt d'Redoublementer extreem grouss waren, datt d'Frustrationer extreem

grouss war a sécherlech dat alles op d'Wuelbefanne vun deene Jonke gedréckt huet.

D'Francine Closener huet gefrot: Wéi féint ee sech an där Schoullandschaft do erëm? Dat ass e richtegen Defi, dat ass wouer. Well mir selwer, déi an eisem Schoulsystem grouss gi sinn, hunn heiansdo haut eis Schwierigkeeten, an déi, déi vu bausse kommen, wuel eréischt Recht. Gitt eng Kéier op mengerschoul.lu kucken. Do probéiere mer, all d'Informatiounen, all Schoulofferer och wierklech flott ze beschreiwen, zougänglech ze maache fir jiddereen, fir datt souwuel d'Enseignanté wëssen, wat déi nei Offere sinn, an datt se kënnen d'Schüler doranner ënnerstëtzen, mee virun allem, datt awer och d'Elteren dat kënnen consultéieren a sech dann och kënnen selwer e Bild maachen an hir Decisiounen, am beschten erëm eng Kéier participativ zesumme mat hire Kanner, huelen.

Dee ganzen nonformale Bildungsberäich, deen entstanen ass, ass jo net entstanen exklusiv, wéi dat e puermol de Mëtteg ugeklongen ass, fir datt Mamm a Papp kënnen schaffe goen, den Auto, d'Haus an d'Vekante kënnen bezuelen. Haut gesi mer d'Kannerbetreuer jo awer wierklech aneschtens. Mir schwätze vun nonformaler Bildung. Et geet drëms, datt dat och Raim sinn, datt dat och Momenter sinn, datt dat och en Encadrement ass, wou déi Jonk kënnen wuessen, als Mënsch kënnen wuessen; wou se ganz viles léieren, aneschtens léiere wéi an der Schoul, mee un hiren Erfarunge léieren; wou se sozial Kompetenzen entwéckelen; wou se och do erëm eng Kéier kënnen hir Projete developpieren, ëmsetzen, realisieren, mierken, datt se wirksam sinn, datt se eppes kënnen beweegen an hirer Welt, an datt se spieren, wat an hinne stécht. Alles dat ass méiglech, an enger gudder Crèche schonn a ganz klengem Alter, an enger Maison relais, an de Jugendhaiser an a ganz ville Jugendaktivitéiten a Jugendveräiner. An dat mussen mer, denken ech, och weider stäerken, fir datt mer deene Jonken déi Chance do wierklech net huelen.

Datt dat och héich professionell Aktivitéite solle sinn, datt mer do fir Qualitéit ze suergen hunn, ass kloer. A mir hunn eng ganz Rei vu wichtige Schrëtt déi lescht Joren an deem Domän gemaach.

Mir hunn d'Qualitéitsgesetz 2016 gestëmmt vun der nonformaler Bildung. Mir hunn en nonformale Bildungsrahmenplan, dee mer elo eng éischte Kéier iwwerschafft hunn an nei opgeluecht hunn, zesumme mat den Acteuren vum Terrain, fir aus der Erfarung vun deenen éischte Jore weiderzeléieren. Mir hu 26 Agents régionaux, déi present sinn an de Strukturen, an de Crèchen, an de Maison-relais, an de Jugendhaiser, an och do kucken, ob wierklech no deene jeeweilige pedagogesche Konzepter och geschafft gëtt.

Mir sinn amgaangen, eis Cellule-Audit am Ministère auszebauen. Well do, wou mer och emol Reklamatiounen kréien, mussen mer méi dacks kucke goen, dat ass kloer. An ech denken, wann Der d'Press suivéiert hutt iwwert déi lescht Wochen, do iwwerhëlt de Ministère och do seng Responsabilitéit, bis hin zur Schléissung vu Strukturen, wann et da wierklech net aneschtens geet, dann iwwerhuele mer eis Responsabilitéit.

Dir wësst, datt mer e groussen Investissement wëllen hunn an d'Weiterbildung vum Personal aus dem nonformale Bildungssecteur mam Budget 2022, wou mer ganz geziilt Formation continue finanzieren iwwert de Staat, an dat all de Prestataire ubidden, de Gemengen, ASBLen, privatrechtlichen Acteuren, och kommerziellen Acteuren, fir sécherzestellen, datt déi Weiterbildung eng héich Qualitéit huet, datt déi Weiterbildung a Relatioun ass zu eisem nonformale Bildungsplang an datt se wierklech den Agenten eppes bréngt an duerno natierlech awer och de Kanner eppes bréngt an en Investissement duerstelt an d'Qualitéit vun de Servicer.

Ech denken, datt zu Recht och de Mëtteg nach eng Kéier d'Fro opgeworf ginn ass, och an enger Motioun, datt d'Assistants parentaux méi an de Fokus mussen kommen. Mir sinn och an deenen dote Reflexiounen an deenen Iwwerleeungen dran, souwuel wat d'Finanzierungsmodeller ubelaangt, awer och wat de Statut vum Assistent parental ubelaangt, an ob een do vläicht eng Multitude vu Méiglechkeeten och schaaft. Well jiddereen ass do an enger anerer Liewensrealitéit, jiddereen hat een anere Passé, eng anere Ausbildung, en anere Beruf vläicht virdrun. Dat geet als Independant, dat geet awer och vläicht als Salarié. Ech denken, datt mer déi Aktivitéit do méi interessant kënnen maachen, vläicht och mussen maachen. An duerfir muss ech soen, datt déi Motioun momentan eigentlech oppen Dieren arennt bei eis. A vläicht kéinte mer an der Kommissioun eng Kéier déi Iwwerleeungen do austauschen. Dat geet op jidde Fall an déi Richtung, wéi mir och momentan am Ministère amgaange sinn ze iwwerleeën.

Dann hu mer jo ganz dacks, an dat ass och en Deel vun der Debatt gewiescht, eis net nëmme op d'Qualitéit achséiert, mee och op d'Gratuitéit vun deene Servicer.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Well ech soen: Eng Kannerbetreuer ass haut net nëmme e Service, fir datt d'Eltere kënnen schaffe goen, mee ass haut eng Bildungsoffer, déi, mengen ech, och muss, zu engem gewëssenen Deel op jidde Fall, gratis ugebuede ginn, esou wéi d'ëffentlech Schoul gratis ass, esou wéi all Bildungsoffer eigentlech an deem Land soll gratis si fir Kanner a fir Jonker.

Duerfir hu mer 20 Stonne gratis Crèche agefouert. Duerfir wëlle mer och d'Gratuitéit vun der Maison relais während de Schoulwochen an der Optik vun engem Fonctionnement Ganzdaagsschoul an och an der Optik vun enger Integratioun an d'Maison-relais vun enger gudder Hausaufgabenhëllef, enger gudder Assistenz während den Hausaufgaben. Duerfir wëlle mer och d'Gratuitéit vum Musekunterrecht, fir grad och déi kreativ Aktivitéite weider kënnen ze férdere. A mir maachen dat jo och - an duerfir wonnert et mech awer e bëssen, Dir Dammen an Dir Hären, wann hei elo dat duergestallt gëtt, wéi wann déi Gratuitéit nëmme fir a sozial prekäre Situatiounen dierft spillen -, mir maachen dat och, fir d'Famillje finanziell ze entlaaschten.

Wann déi selwecht Riedner eis dowéinst kritisieren, dann hei awer gläichzäiteg soen, datt déi finanziell Laascht, déi op de Familljen haut laascht, et net erméiglecht, ëmmer dann do ze si fir d'Kanner, wann et dann awer noutwendeg ass, dann, mengen ech, sollte mer doriwwer am Fong awer nach eng Kéier schwätzen, well da schwätze mer iergendwou awer laanschteneen. Wann d'Maison relais gratis ass, wann d'Crèche manner kascht, wann och an der Mëttesstonn ee vläicht net méi da muss fir d'lesse bezuelen - an déi Moosnam, déi d'Regieung jo proposéiert huet, huet awer e Volume fir e Lycéeskand herno vun 800 Euro a méi d'Joer, dat ass substanzuell -, da kann ee sech an der Famill och vläicht aneschtens organisieren, da kann ee seng Work-Life-Balance vläicht aneschtens fannen, wéi dat de Fall ass, wann ech all déi Servicer do muss deier bezuelen. Dofir solle mer vläicht do e Stéckwäit vun enger ideologescher Diskussioun ewechkommen a wierklech kucken, wéi mer d'Famillje kënnen ënnerstëtzen.

Et gëtt, Dir Dammen an Dir Hären, eng ganz Rei vun neien Erausforderunge fir Kanner a fir Jonker, déi mir, wéi mer Kand waren, wéi mer jonk waren, net kann hunn. An zu deene gehéieren eeben och déi digital Medien, den Émgang domadder. A mir léieren alleguerten domadder. Mir wëssen, wéi mir als Erwuessener fonctionéieren, a mir sinn net ëmmer dat allerbescht Beispill fir eis Kanner a fir déi Jonk. Kee vun eis kuckt net momentan grad op de Smartphone ..., zwee, dräi, véier, jo, elo op eemol ginn d'Hänn an d'Luucht hei.

(Hilarité)

An ech denken, datt dat e Phenomeen ass, deen net nëmme d'Kanner - Eenzeler loosse sech och net stéieren dobäi, gesinn ech! -, deen net nëmme d'Kanner betrëfft, mee eng ganz Gesellschaft. An dat ass besonnesch schwierig, well Erziéung huet do eppes domadder ze dinn, wéi ech et selwer a menger Erziéung kann hunn, sief dat, wéi ech et an der Schoul kann hunn, wéi ech et doheem bei mengen Eltere kann hunn. An dat dote gouf et nach net, wéi mir Kanner waren, wéi mir jonk waren, an duerfir si mer als Elteren dach och heiansdo zimmlech hëlleflos.

An duerfir ass dat och eng vun eise Prioritéite gewiescht an ass et weider. Mir hunn de Coding am Fondamental agefouert, fir eng spilleresch Approche derzou ze fannen, a fir awer och sécherzestellen, datt d'Kanner net nëmme déi, soe mer, negativ Säite kennelieren a permanent op deenen Apparater spillen, mee datt se och déi sënnavoll Aktivitéite kennelieren, well och dat ass wichteg, och dat ass haut eng Aufgab fir eise Bildungsberäich, fir sécherzestellen, datt mer vu Chancë kënnen schwätzen - an déi gëtt et jo, déi notze mer alleguerten all Dag -, mee awer gläichzäiteg och opmierksam ze maachen op d'Risiken, déi et huet. Duerfir hu mer och Digital sciences elo als neit Schoulfach zanter September am Lycée agefouert op den ënneschte Klassen, fir genau do nach eng Kéier op déi ganz ënnerschiddlech Aspekter vun der digitaler Welt opmierksam ze maachen, déi technesch, awer och déi sozial an déi mënschlech, an och fir d'Risiken do nach eng Kéier kënnen ganz staark ze betounen. A mir hunn e Schoulfach draus gemaach, well mer wollten, datt all Kand dovunner ka profitieren, datt et net den Zoufall ass oder en Engagement vum Enseignant, ob ee grad emol eng Kéier dann eng Formation vu Bee Secure matmécht oder net, mee datt et systematesch och do gemaach gëtt, diskutéiert gëtt a vermëttelt gëtt.

Mir hunn de Mediepass an de Mediekompas, wat eng Hellewull vun Aktivitéiten eigentlech sinn, déi d'Enseignanté kënnen maachen an der Schoul ronderëm d'digital Medien, an déi do och eng Linn zéien duerch déi ganz Villfalt, déi Panoplie vun Aktivitéiten, déi an deem Domän méiglech sinn.

Mir hunn eng Campagne gestart kuerz virun der Pandemie iwwert d'Bildschirmzäit. Déi ass de Mëtteg hei gefuerdert ginn. Déi gouf et an déi gëtt et online och nach ëmmer, wou mer d'Elteren driwwer informéiert hunn, wat gutt an akzeptabel ass u Bildschirmzäit fir Kanner, jee no Alter, a wou mer och gesot hunn, wou d'Limite sinn. Déi Limiten, déi hu mir net festgeluecht! Et ass keng politesch Limite. Déi hunn Experte festgeluecht, déi international richtungsweisend sinn an deem doten Domän. An ech denken, datt dat eppes ass, wat mer permanent ëmmer nees mussen rappelieren, well et war e bëssen onglécklech, mir hunn déi Campagne kuerz virun der Pandemie lancéiert, an dann iergendwann hu mer d'Plakater dann awer erëm agerullt, well mir waren alleguerten dee Moment nach just virun den Ecranen, an dat hat eigentlech wéineg Sënn. An duerfir mussen mer se nach eng Kéier nei opleeën.

Mir hunn - an och dat ass gefrot ginn de Mëtteg hei an der Debatt, d'Bedeutung vum Spill, fir och vum Spill online ewechzekommen an erëm eng Kéier zum Brietspill ze kommen -, ech mengen, et ass e Joer hier, wou d'Pandemie grad amgaange war ofzeglengen, Spillkëschen an all Klass geschéckt mam Optrag un d'Enseignant: Verdeelt déi Spiller do! Gitt de Kanner se mat, iwwert de Weekend ganz besonnesch, fir datt doheem och erëm gespilt gëtt, oder datt se an der Klass genotzt gi fir ze spillen. Well déi Erfarungen, déi do gemaach ginn, einfach extreem wäertvoll sinn, sënnavoll sinn, an net nëmme e flotten Zäitverdreif sinn, well vläicht zu deem Zäitpunkt nach viles aneschtens net gaangen ass fir Kanner a Jonker, mee datt et eppes ass, wat d'sozial Kompetenze férdert, wat de Grips férdert a wat einfach eng ganzheetlech Entwécklung ass, well d'Leit beieneekommen, e flotte Moment hunn! An ech mengen, wa mer vum Wuelbefanne vu Jonke schwätzen, dann ass et jo dat, wat mer solle schafen: datt et Jonke gutt geet, datt se sech wuelsen, datt se sech gebuerge spieren, datt se sech doheem spieren!

Ech denken, datt et bei der Thematik vun den digitalen Medien virun allem op en Equilibre ukënnt, an datt mer keng extreem Aussoe solle maachen, déi realitéitsfremd sinn, mee datt gesinn, wéi et ëmmer war: Alles, wat ze vill ass, ass schlecht, an alles, wat extreem ass, wat Iwwerhand hëlt, ass net méi gutt fir d'Kanner! A mir brauchen en Equilibre tëschent der Presenz vun de Kanner an der digitaler Welt an an der Natur, an direkte Kontakt mat hire Kollegen, an der Famill doheem, an enger organisierter Betreuer. Wa mer deen Equilibre fannen an anhalen an all Desequilibre an déi eng oder an déi aner Richtung evitéieren, dann, denken ech, geet et de Kanner an deene Jonke schonn erëm e Stéck besser.

D'Roll vun den Elteren ass ugeschwat ginn. D'Hëlleflosegkeet vun den Elteren ass ugeschwat ginn. Et ass och zu Recht gesot ginn, datt wa mer d'Kanner wëlle stäerken, da mussen mer och d'Eltere stäerken. Nun, mir wäerten e Programm lancieren, mat enger Presenz an alle regionalen Direktiounen vun der Grondschoul, wou mer do mat den Acteuren vun der Plaz, mat de Maison-relais, mat de Schoulen, mat aneren Associatiounen, mat ASBLen, déi och vläicht schonn do engagiert sinn, ganz konkret och informéieren, Eltere begleeden an och berode wäerten an alle Froen, déi d'Erziéung vu Kanner ubelaangen, déi d'Entwécklung vun de Kanner ubelaangen.

Wa mer éierlech sinn: Mir stellen eis bei eise Kanner all gudden Dag nees eng nei Fro. Heiansdo fannen mer d'Plaz, wou mer eng Äntwert kënnen fannen, mir mierken awer och, datt et heiansdo dräi verschidden Äntwerte gëtt an heiansdo si mer frou, wann et ee gëtt - och e Professionelle gëtt -, mat deem mer doriwwer kënnen diskutieren. Dat nenne mer Eltereforen an déi solle sech eeben opmaachen, mat ganz villen aneren Acteuren, fir genau deen dote Rôle ze iwwerhuelen, fir Elteren an hirer Erziéungsaufgab kënnen ze stäerken. Well, jo, déi Erziéungsaufgab, déi huet geännert. An et verwonnert lech net, wann ech lech soen, datt eng vun den éischten Prioritéiten, en éischte Schwéierpunktsujet vun den Eltereforen wäert den Émgang mat den digitalen Medien sinn.

Ganz dacks héiert een awer dann och an deenen Debatten - awer och an aneren Debatten - de Ruff no méi Ressourcen. Ech géif och do proposieren, datt mer vläicht eng Kéier an der Kommissioun en Echange hunn, fir mol eng Kéier de Bilan ze maachen. Wat fir Ressourcen hu mer? Wann ech héieren: „Mir brauchen e psychologesche Service à l'image vum SePAS an der Grondschoul“, géif ech awer ganz gäre mol nach eng Kéier erklären, wat fir en Investissement mer déi lescht Jore gemaach hunn, fir Psychologen, fir Educateuren, fir Pedagoginnen an d'regional Direktiounen vun der Grondschoul ze kréien.

An déi sëtzen net do - ech weess net, wat fir eng Virstellung Der do hutt - um Büro beim Direkter. Déi si bei de Kanner, bei deene Kanner, déi se brauchen. An déi schaffen all Dag an der Schoul, mat de Kanner an der Schoul. Et ass awer, denken ech,

ganz schwierig, e Service, wéi mer se an de Lycéien hunn, ze organisieren, sech dee virzestellen, ze transposieren op d'Grondschoul.

E Lycée, dat ass awer eppes, dat zimmlech homogen fonctionéiert an ausgesäit. Mir hunn emol méi grousser, mir hunn emol méi klenger. Duerfir ass e SePAS och emol heiansdo e bèsse méi grouss an heiansdo e bèsse méi kleng. Mee mir hunn an de Grondschoule ganz ënnerschiddlech Situatiounen. Mir hu Grondschoulen, déi hu 70 Kanner. Mir hunn der, déi hu 700 oder 800 Kanner. A mir mussen awer och wëssen, dass dee Besoin vun deenen eenzele Kanner ganz ënnerschiddlech ka sinn an dass et en Avantage ass, dass ech och direkt op menger regionaler Direktioun ganz ënnerschiddlech Kompetenze kann hunn, déi direkt beim Kand kënnen intervéieren.

Wann ech vläicht nëmmen een Agent an enger klenger Schoul hunn, dann huet dee vläicht net grad déi Kompetenz an déi Ausbildung an déi Erfahrung, déi e brauch, fir mat deem oder mat deem oder mat deem Kand kënnen ze schaffen. Déi Kompetenz hunn ech awer, wann dat opgehangen ass op regionalem Niveau. Ech géif lech dat ganz gären eng kéier erklären. Et ass och do eng Fro vun Organisation a vu Verdeelung vu Ressourcen an och vun Accès zu deene Kompetenzen, déi dann noutwendeg sinn. An dat, mengen ech, muss jo eist Zil sinn!

Ech wëll, dass all Kand och méiglechst schnell Accès zu engem Pedagog, zu engem Psycholog oder zu enger anerer Fachkraaft huet, déi et brauch. Dat muss awer da sinn, wann et se brauch, an dann dohinner kommen, wou et se brauch. Dat muss eist Zil sinn! Egal, ënner wem se steet. Egal, wou se fir de Rescht vun der Zäit sëtzt.

Mir hunn an deene leschte Joren - och, wat spezifesch Servicer, déi direkt um Bien-être drunhänken, betrëfft, mengen ech - enorm rekrutiert. Den Opbau vun de Kompetenzzentren ass jo wäit iwwert déi al Ediff erausgaangen. Do hu mer nei Kompetenzzentren geschafene. Do hu mer Kompetenzzentren geschafene fir Kanner, déi e ganz héicht intellektuell Potenzial hunn, héichbegabte Kanner, Kanner, déi sech net wuel spieren, wa se net besonnesch geförderet ginn, Kanner, déi echouéieren an der Schoul an am Liewen, wa se net besonnesch encadréiert sinn. Dee Kompetenzzentrum hu mer geschafene.

Mir hunn e Kompetenzzentrum geschafene fir Kanner mat Léierschwierigkeeten. E Kand mat Léierschwierigkeeten, wou d'Schoul um Enn ass, fillt sech net wuel, ka säi Potenzial net entwéckelen a wäert sécherlech och net seng eege Ziler kënnen errechen.

Mir hunn e Kompetenzzentrum geschafene fir Kanner, déi net déi sozioemotional Entwécklung haten, fir duerno an der Gemeinschaft, an der klenger Gemeinschaft, bei de Frënn, an der Schoul, mee och duerno am Grousse kënnen eens ze ginn a kënnen ze fonctionéieren an net deen emotionale Bagage matkritt hunn, aus wat fir enge Grënn och ëmmer.

An deen Developpement an der ganzer Reform vun der Éducation différenciée, och an déi nei Kompetenzzentren an och an déi pedagogesch a psychologesch Fachkräften um regionale Plang an de Grondschoulen, hu mer net manner wéi 700 Leit engagéiert iwwert déi lescht véier Joer. Dir wësst, wat den Numerus clausus vum Staat ass pro Joer. Dat mécht iwwer 10 % aus, wat de Staat iwwerhaupt un zousätzleche Posten engagéiert huet iwwert déi leschte véier Joer. Ech denken, dass et derwärt wär, awer eng kéier seriö doriwwer ze kucken, wat mer gemaach hunn, éier mer elo mol nach eng kéier einfach haart jäizen, fir nach eng kéier nei Strukturen opzemaachen, woubäi ech d'Gefill hunn, dass mer ganz, ganz no dru sinn un deem, wat mer schonn hunn.

Ech kéint, Här President, hei awer och nach op ganz vill aner Punkten agoen de Mëtteg. Ech kéint dee ganze Preventiounsprogramm, dee mer par rapport zu den Drogen entwéckelt hunn an ëmsetzen, erwänen. Ech kéint eis Anti-Mobbing-Aktiounen och nach eng kéier virstellen. Ech kéint lech nach eng kéier d'Wichtigkeet dovun ënnersträchen, grad am Lycée, dass mer d'Schoul net nëmmen als Léieruert, mee als Liewensuert gesinn an duerfir och eis Service-socio-éducatiffen ausgebaut hunn, fir dass een net nëmmen an d'Schoul geet fir ze léieren, mee och eng ganz Rei vun aneren ausserschoolleschen Aktivitéiten do ka maachen.

Ech kéint ënnersträchen, dass mer och 100 stationär Plazen a Strukturen geschafene hu fir Kanner a Jonker iwwert déi lescht Joren, dass mer 105 zousätzlech Plazen an de Jugendwunnenge geschafene hunn, fir och Jonken, deenen et wierklech an hirem familiäre Kontext net gutt geet, wou se net sécher sinn a wou se sech net kënnen wuel spieren, do nei Perspektiven an en neie Kader ze ginn. Ech kéint op d'Detailer vum neie Jugendschutzgesetz agoen, mee ech denken, dass mer dat op villen anere Plazen nach emol kënnen maachen.

Ech mengen, dass mer grad an dëser Debatt net an Zukunftspessimismus solle verfallen - an dat war

zum Deel dach awer de Mëtteg heiansdo ze léieren -, well och déi Jonk si staark, déi Jonk si resilient. Déi Jonk hunn Iddien an d'Capacitéit, fir déi ëmzesetzen. An all Generatioun, déi an eisem Alter war, huet gezweifelt un der Generatioun, déi duerno komm ass an huet sech dacks grouss Suerge fir d'Zukunft vun der Gemeinschaft gemaach an et ass nach ëmmer gutt ausgaangen.

Ech denken, dass dat eng optimistesche Haltung ass, déi mer net sollte verléieren, well ech begéine ganz vill Jonker - formidabel Jonker -, déi sech wuel an hire Haut spieren an déi d'Welt, am Groussen an am Klengen, sécherlech an Zukunft nach kënnen ganz vill beaflossen an hir eegen Zukunft an déi vun eis mat kënnen gestalten.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Minister fir Education, Jugend a Kanner, dem Här Claude Meisch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och gär den Interpellante villmools Merci soen fir déi ganz interessant Interpellatioun de Mëtten. Si ass an deem Sënn speziell, well déi meescht vun eis heibannen, oder ganz vill op jidde Fall, sech vill Froe stellen, well se selwer Eltere sinn. An ech mengen, kënnen ze soen, dass ech mer wuel a mengem ganze Liewen nach ni esou vill Froe gestallt hunn, respektiv esou vill Douppen hat wéi deen Dag, wou ech déi éischte kéier Mamm gi sinn.

Et wëllt een alles richtig maachen. Et wëllt ee perfekt sinn. Et zweifelt ee permanent, ob een dann elo wierklech dat Beschit fir säi Bébee mécht, ob een eng gutt Mamm ass. Et gëtt ee jugéiert vun der Societéit an déi eng oder an déi aner Richtung. Déi eng soen: „Du bass eng schlecht Mamm, well du gees och schaffen.“ Anerer soen zu aneren: „Du bass eng schlecht Mamm, well du gees net schaffen.“ Et ass iergendwéi, huet een d'Impressioun, wann een eng jonk Mamm ass, ni gutt. An ech sinn awer haut der Meenung, dass jonk Elteren - net nëmme Mammen, mee och Pappen - hautzudaags alleguerten dat Allerbescht maache fir hir Kanner an dass se alleguerten a priori ganz gutt Eltere sinn!

An ech mengen, mir als Politiker sollten ufänken, och den Eltere „self-confidence“ ze ginn, well wa si méi selbstsécher sinn, zefridden, da spigelt dat sech natierlech och erëm op d'Wuel vun de Kanner, an et geet jo haut ëm d'Wuel vun de Kanner.

Firwat sinn ech an d'Politik gaangen? Ee vun de Grënn war d'Work-Life-Balance vu jonke Familljen. Ech war eeben dee Moment grad am Alter, wou meng Kanner ganz kleng waren, wou ech grad Mamm gi sinn. An dunn hu virun allem jonk Papp mer gesot, si hätte gäre méi Zäit fir hir Kanner. D'Mammen hu ganz dacks de Congé parental geholl. Jonk Pappen hu gesot, si kéinten deen net huelen, e wär ze rigid. Si wéilten net esou laang fort sinn, vun der Aarbecht respektiv si géifen net genuch Sue kréien a kéinte sech dat dann einfach och net leeschten.

Ech hunn deemools als Membre élue vun der Chambre de Commerce - schonn dunn, 2009 - beim Avis un déi nei Regierung de Leit an der Chambre de Commerce gesot, dass mer mussen einfach méi flexibel ginn an deem Congé parental, dass mer mussen esou vill wéi méiglech jonken Elteren erméiglechen, déi Bindung zum Kand ze festegen, andeems se de Congé parental kënnen huelen. An ech sinn immens houfreg, dass mer dat all zesumme konnte maachen, de Congé parental einfach méi flexibiliséieren.

Et soll ee jo net ëmmer nëmmen alles schlechtrieden, wat et virdru gouf, an et muss een och emol eng kéier historesch kucken, wou d'Saachen hierkomm sinn. E Congé parental, dat war am Fong eng aarbechtsfördernd Measure. Dat war am Ufank iwwerhaupt keng familjefördernd Measure oder eng familjepolitesch Measure. Dat war eng aarbechtspolitesch Measure, fir de Chômage ze bekämpfen. An ech sinn immens frou, dass mer all zesummen op de Wee gaange sinn, fir ze soen, dass d'Elteren einfach, d'Mamm an de Papp, méi Zäit brauche fir hir Kanner. An d'Chiffere ginn ons Recht!

Ech wëll dat just eng kéier soen. Ech hunn dat nogekuckt: Enn 2016 waren 1.213 Pappen hei am Land am Congé parental. Enn 2020 ware 5.845 Pappen am Congé parental. Zanter dass d'Reform duerch ass, huelen esou vill Pappen de Congé parental ewéi Mammen. Dat heescht fir d'Kanner jo och, dass esouwuel d'Mamm wéi och de Papp méi Zäit fir d'Kand hunn, fir d'Bindung ze stäerken, beim klenger Kand ze bleiwen, dass d'Kanner eeben, wéi et hei gesot ginn ass, net vun Ufank un direkt vläicht vu moies bis owes an eng Struktur ginn. Quitte dass ech dat och net wëll verdamen.

Ech mengen, jiddweree muss kënnen säi Liewen organisieren. Mir sollen et en sorte maachen, dass d'Leit sech kënnen organisieren a mir mussen

ophalen, Discoursen ze féieren, wou mer déi eng verdamen oder déi aner, wou mer aus deenen engeschlecht Eltere maachen oder aus deenen aneren. Well et gëtt warscheinlech keen, dee méi Douppen huet ewéi jonk Elteren, virun allem wa se déi éischte kéier Mamm oder Papp gi sinn.

D'Work-Life-Balance ass fir ons essenziell. D'Qualitéit ass fir ons essenziell. Ech mengen, de Claude Meisch huet elo grad alles opgezielt, wat mer maache fir d'Kanner. Work-Life-Balance fir Elteren: Ech hunn elo grad de Congé parental genannt. Et ass vun Aarmut geschwat ginn. Jo, mir mussen natierlech och kucken, dass mer de Familljen hëlfechen, dass se net an d'Aarmut rutschen. D'Monoparentalen, dass mer se ënnerstëtzen, souwuel mat Prestatiounen en nature, wéi de Claude Meisch se och grad opgezielt huet, wéi och mat Prestation-en-espéchen. A mir sollten och eng Politik maachen, déi op Chiffere baséiert. Dat ass jo och elo de Mëtteg hei gefrot ginn.

Mir sollte kucken: Wat brauchen da jonk Familljen? Wat brauche Kanner, fir dignement kënnen ze liewen? An do wëll ech just eng kéier op de Budget de référence zrëckkomme vum Statec, deen de Budget de référence opgestallt huet fir d'Petite enfance, fir de Coût vun de Kanner vun null bis sechs Joer ze determinéieren. An där Etüd koum eraus, dass d'Allocations familiales gréisstendeels d'Käschten, déi un d'Kanner gebonne sinn, kompenséieren, virun allem vu klenger Kanner, dass d'Chèque-service-accueillir de Coût vun de klenger Kanner op eng signifikativ Manéier reduzéieren an dass déi Menagen, déi am Kader vum REVIS eng Mesure d'activation suivéieren an déi vun den Ënnerstëtzung vum Staat profitéieren, kënnen eng Vie décente féieren.

An dat ass dat, wat ons animéiert, fir Politik ze maachen! Evidence-based policies fir ze kucken: Wat brauchen d'Kanner? Wat brauchen d'Elteren? Wéi kënnen mer hinne méi Zäit ginn? Wéi kënnen mer se „empowere“? Wéi kënnen mer kucken, dass et de Kanner gutt geet, dass et den Eltere gutt geet an dass et dann och eiser Gesellschaft deemno eebe gutt geet?

Well mer och wëllen alles kucken, ob et richtig ass. Mir hunn am REVIS méi fir d'Part enfant elo virgesi wéi virdru am RMG. Mee och do, wësst Der, kënt eng Etüd. Do wäerte mer kucken, ob nach Schrauwe mussen nogezu ginn oder net, ob déi Reform dat hält, wat mer ons dovunner versprach hunn. An ech mengen, och do sollte mer kucken, ob dat duergeet oder net oder ob mer vläicht do och nach eng kéier mussen u verschidde Schrauwen dréie goen.

Wa mer vun Aarmut schwätzen, da schwätze mer vun der Allocation de vie chère. Ech mengen, d'Simone Asselborn-Bintz hat schonn dovunner geschwat, dass mer natierlech do och d'Kanner kucken, well mer do nom Stot kucken: Wivill Leit wunnen an engem Stot? A mir hunn d'Allocation de vie chère d'lescht Joer verdeubelt, dëst Joer ëm 10 % an d'Luucht gesat. D'nächst Joer wäerte mer se nach eng kéier nohalte an d'Luucht setzen ëm ongeféier 13 %. Dat heescht, dass alles kënt och de Kanner zegutt, well déi natierlech och zum Stot mat derzou zielen.

De Kampf géint d'Aarmut, wéi gesot, bei de Familles monoparentales notament, ass eent vun eise groussen Uleissen. D'Égalité des chances och tèschent Mamm a Papp ass eent vun eise groussen Uleissen. An dann - dat ass och gesot ginn -: Wann et de Kanner net gutt geet oder den Elteren net gutt geet, da brauche mer och Opfangstrukture respektiv Leit, déi se begleeden, déi hinnen hëlfechen. De Claude Meisch ass grad am Kader vun der Schoul dorobber agaangen.

Mir hunn natierlech och Associatiounen a Strukturen, déi de Kanner, den Eltere ganz gezielt kënnen hëlfechen. Ech denken do zum Beispill un d'Initiativ Liewensufank, déi Eltere begleet, scho während der Schwangerschaft, no der Gebuert vun de Kanner, déi och bei d'Leit heem geet, déi hëlfecht, wann Hëllef gebraucht gëtt an Hëllef néideg ass. Ech denken awer och zum Beispill un de Centre de consultation et de médiation familiale vun der Fondatioun Pro Familia. Ech denken un de Service Erzéungs- a Familjebereidung AFP-Solidarité-Famille. Ech denken un d'Eltereschoul Janusz Korczak.

Dat heescht, mir hunn och Strukturen natierlech, déi souwuel d'Kanner kënnen begleede wéi och Elteren, déi sech net méi verdroen, wann e Problem an der Famill ass tèschent den Elteren, tèschent de Kanner an den Elteren, woubäi dann och Hëllef kann ugebuede ginn.

A ganz sécherlech sinn d'Erausforderungen enorm, virun allem elo, ech wëll net soen no der Pandemie - leider -, well ech hunn net d'Impressioun, wann ech lech hei all mat Mask sëtze gesinn an ech mäin och elo gläich nees undinn, dass déi Pandemie eriwuer ass, mee dass se méi laang dauert, dass se warscheinlech jiddwengem méi op d'Gemitt schléit a virun allem och de Kanner an de Jugendlechen.

An ech denke mer, dass deen heite Sujet ganz sécher haut aktuell ass, an dass leider de Sujet vum

Bien-être vun de Kanner aktuell wäert bleiwen an dass et virun allem e Sujet ass, dee wierklech jiddwereen heibannen extrem concernéiert, dee jiddwereen heibanne beschäftigt. An net nëmme wa mer an der Chamber driwwer schwätzen, mee och an eisem Alldag, wa mer Leit begéinen a mat Leit schwätzen.

An ech mengen, dofir sollte mer dee Sujet hei haut net offhaken, mee e weider um Radar behalen an ëmmer kucken, alleguer dat Beschit ze maachen, dass et de Kanner gutt geet, dass et deene Jugendleche gutt geet, dass et den Eltere gutt geet, dass et der Gesellschaft gutt geet. An dat ass eng Risenerausforderung, virun allem an Zäite vun enger Pandemie!

Villmools merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Familljeministesch, der Madamm Corinne Cahen. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Et ass ëmmer erëm schéi feststellen, wivill d'Wuebfanne vun de Kanner, vun de Mënschen dësem Haus um Häerz läit. D'Liewensqualität vu Kanner a Jonke besteet aus villen Deeler, wéi zum Beispill der Gesondheet, der Erzéierung, der materieller Situatioun, de soziale Bezéiungen, dem schouleschen awer och dem professionellen Ëmfeld an der Fräizäit.

Wa mer elo méi spezifesch op d'Gesondheet am Kontext vum Wuebfanne kucken, kënnen mer eis un der Definition vun der Weltgesundheitsorganisation orientéieren, Déi seet, dass d'Gesondheet en Zoustand vun engem komplette physeschen, mentalen a soziale Wuebfannen ass. D'Gesondheet ass also net, aus Santéssicht, eleng op d'Feele vun enger Krankheit oder engem Gebriechen ze reduzéieren. Et ass villméi dat allgemengt Wuebfannen, wat am Vierdergrond steet. An dat ass besonnesch wichteg fir eis Kanner!

An deem Kontext géif ech och wierklech gären den Akzent op en Thema setzen, dat mer hei och schonn oft um Ordre du jour haten: dat ass d'Santé mentale, zu där mer eng Rei Aktiounen envisagéiert hunn. Ech ginn elo net méi am Detail drop an. Dozou hate mer während aneren Deeg schonn d'Geleeënheet, dat am Detail eng kéier duerstellen.

Mir wëssen, dass de Gesondheitszoustand vun de Kanner en Haaptbestanddeel vun hirem Wuebfannen ass. Duerfir ass et och wichtig kloerzestellen, wat dann elo dëser Gesondheet förderlech ass. Am Allgemenge gëtt et sechs Gesondheitsindicateuren, déi a puncto Wuebfannen erhewe ginn. Éischtens ass et d'Erzéierung zu enger gudder mentaler Gesondheet. Zweetens ass et d'Lutte géint den Harcelement. Dat ass schonn oft erwänt ginn. Drëttens ass et d'Education zu enger gesonder Sexualitéit, déi besonnesch a Covidzäiten net evident war fir Jugendlecher, och fir doriwwer ze schwätzen, iwwer hir Emotiounen an iwwer hir sexuell Gesondheet.

Zënter eisem éischten Aktionsplang zur Promotioun vun der emotionaler a sexueller Gesondheet ass d'Wuebfanne vun de Jonken am Zentrum vun dësem Plang, dee vun deene véier Ministèren ausgeschafft ginn ass, déi der kennt. Mir haten och eisen Tool „Let's Talk about Sex“, deen d'lescht Joer erauskomme ass an deen, apparement, ganz vill Erfolleg um Terrain hat.

Véierten Indicateur dann ass d'Erzéierung zu enger gesonder Ernährung an zu méi Bewegung. Ech verweisen do op de GIMB. Dat ass dee leschten Aktionsplang an deem Sënn, dee vun 2018 datéiert, onofhängeg vum Alter ass, awer trotzdem natierlech och ganz spezifesch Aktiounen huet fir Jonker a Kanner an deen deementspreechend zesumme vun deenen zoustännege Ministèren, dem Familljen-, dem Educationministère an och dem Sportsministère begleet gëtt.

Fënneften Indicateur ass d'Suchtverhalten. Ganz wichteg: Och am Kader vun der nationaler Strategie géint Drogen an Addictiounen si mer hei am Land säit mëttlerweil 20 Joer ënnerwee a mir hunn eis hei och op d'Promotioun vun enger gudder mentaler Gesondheet a méi Preventioun konzentriert.

D'Preventioun da vum Mal-être ... Ech brauch et net ze soen, och dat war schonn Thema hei an ass eent, wat eis ganz vill beschäftigt: déi héich Zuelen u Suicidë bei jonke Leit, déi zum Gléck erfoginn. Awer do ass all eenzelen, deen nach derbäi ass, een ze vill. Och dat ass en Indicateur, dee mer natierlech suivéieren an dee seng Wichtigkeet huet.

Fir dass mer adequat Äntwerte fannen an och besser Resultater kënnen kréien, ass d'Vernetzung extrem wichteg. Partnerschaften, Concertatiounen mat Persounen, déi Interventiounen maachen um lokalen, regionalen, nationale Plang. Et ass wichteg, dass mer do present sinn an och derhannert bleiwen.

Onofhängeg vun der Approche, déi mer adoptéieren, ass awer och kloer, dass d'Kand staark ofhän-

geg ass vu sengem sozialen a gesellschaftleche Kontext an deene Risikofacturen, déi domadder Hand an Hand ginn, respektiv Protektiounsfacturen, wa mer et am Positive wëlle kucken, deenen et ausgesat ass. Dës Facture wäerten dem jonke Mënsch seng Gesondheet a säi Wuelbefanne bestëmmen. An et ass dat soziaalt Wuelbefannen an deem seng Bedeutung fir de Gesondheitsberäich, dat ech hei ganz besonnesch wëll ervirsträchen.

Eng heefeg Ursach fir Onwuelsinn si wéineg oder schwaach sozial Bezéiungen. Weider Ausléiser si finanziell Schwierigkeeten, schlecht Logementskonditiounen, e schlechte Gesondheitszoustand an natierlech alldiegleche Stress, dee mer kengem wënschen a scho guer net eise Kanner.

Mir kommen also net derlaanscht fir déi sozial Ongläichheeten um Niveau vun der Gesondheet ze reduzéieren an dat soziaalt Wuelbefannen an weider an Zukunft ze erhéijen. Eist Zil soll et sinn, all Kand déi selwecht Chancen ze ginn, fir dat ze hunn, wat se brauche fir hir Gesondheet. Dat ass, Erweessener als Virbillen ze hunn, valoriséiert ze ginn, seriö geholl ze ginn, respektéiert ze sinn, Motivatioun ze fannen, hir Limiten ze erkennen, de Sënn ze erkennen an deem, wat se maachen, engem Grupp vu Gläichaltregem unzegéhieren an eege Liewenserfahrungen kënnen ze maachen.

Um Niveau vun der Santé si mer natierlech besonnesch gefuerdert, deene Kanner, déi Schwierigkeeten hunn, déi néideg Opfangstrukturen ze ginn. Och dat war eng Erausforderung an der Pandemie an ass eng Prioritéit fir déi nächst Joren, fir dat, wat mer stoen hunn, och weider auszebauen.

Ech hunn och matgedeelt kritt, dass méi spezifesch Froen u mech gericht gi sinn. Eng Kéier, wat d'Psychotherapie ugeet, wat de Remboursement ugeet, wat et do mam Blocage op sech huet. Ech sinn do ganz frou ze berichten, dass mir am Moment net méi vun engem Blocage schwätzen. Déi Gesprächer lafen, lafen och gutt. Et si weider Reunionen am Januar geplangt, soudass dee Blocage, dee war, u sech opgehuewen ass. Déi Gesprächer sinn erëm opgeholl an et si Reunionen geplangt mat fixen Datumen, soudass dat an deem Sënn eng positiv Nouvelle ass.

Dann ass och gefrot gi vun der Madamm Hetto, wéi et sech huet mat der Proposition, déi vun der Gesellschaft vun de Psychiateren, Pedopsychiateren a Psychotherapeuten op den Dësch komm ass, fir hir Formatioun ze gestalten. Och dat ass am Fong eng Etapp a Gesprächer, déi mer haten, an deene mer eis oppe gewisen hunn, zesumme mam Claude Meisch, fir op dee Wee ze goen. Do war effektiv déi nächst Etapp déi, dass si mat enger Propos géife kommen. Déi hu mer elo virleien an déi wäerte mer gemeinsam natierlech analyséieren, an zesumme mat der Uni, fir ze kucken, wat mer doräuser kënnen maachen.

Ech géif lech Merci soen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools der Madamm Gesondheitsministesch. Parole après ministre fir d'Madamm Myriam Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Jo. Just ganz, ganz kuerz. Villmools merci lech alleguer fir déi Äntwerten, déi Der ginn hutt. Ech fannen et ganz luewenswäert, mee ech wëll just eng ganz kuerz Saach dem Här Meisch mat op de Wee ginn: Ech denken, dass ganz vill Efforte gemaach gi sinn. All déi Centre-de-compétencen, dat ass wierklech ganz gutt. Mee leider Gottes ass et awer nach ëmmer esou, an de Schoule selwer, dass d'Hëllef net ëmmer ganz genau a ganz séier do ukommen, wou se sollen ukommen. An dat ass dann zum Leidwiese vum Kand, dat net - ech soen elo einfach - funktionéiert, wéi et soll.

Dat huet jo awer eng Ursach. Dat kann een net a Këschten denken. Dat ass och net d'Schold vun der Schoul. Et ass och net d'Schold vum Enseignant. Et ass wierklech oft e ganzheetleche Problem. An dat heescht, dass d'Kand, dat en cause ass, immens drënner leit. D'Enseignanten, déi en cause sinn, leiden immens drënner. An déi aner Kanner leiden och immens drënner. An dann dauert et oft ganz laang, oft e Joer, bis dass d'iergendeppes Konkreetes geschitt ass a woubäi dann nach ëmmer d'Äntwerte vu Kompetenzzentren net immens hëllefriich sinn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass och, dass ee gesäit, dass et bei Kanner - déi komme jo net vum Himmel gefall -, jee nodeem, wou se an d'Schoul ginn oder se d'Schoul wiesselen, et dann esou ass, wéi wann en neit Kand do wier mat engem neie Problem, deen net erkannt ass, wat och e Problem ass vun den Donnéeën, déi net richtig viruginn. Do misst een onbedéngt en A drop werfen, wéi een dat vläicht kéint verbessern.

Ech verstinn awer ganz gutt déi Approche, dass ee seet: An de Lycéeën ass et besser, well eng Ekippe sur place ass. D'Direktiounen hu jo oft de Problem: Si sinn Direktiounen vu méi wéi engem Duerf, vu méi wéi enger Gemeng. Oft vu méi wéi engem Duerf an deene Gemengen a vu méi Schoulen. Ganz oft brauchen déi Kanner, déi e Besoin hunn, wierklech fix Persounen. Déi brauchen esou e Fixstär an

hirem Liewen, well se dat ganz oft net hunn, zumools am Sozioemotionalen.

An dann ass et wierklech immens traureg, wann dann heiansdo vun Trimester zu Trimester, vu Joer zu Joer déi Persounen echangeiert ginn, well et einfach net aneschtens geet, well Contingente bestinn, well net méi Stonnen do sinn. An dat sinn awer Problemer, mat deenen d'Enseignanten ze kämpfen hunn. Mat deenen hunn d'Kanner ze kämpfen. Mat deenen hunn Elteren ze kämpfen. An ech weess och net d'Léisung elo aus dem Hutt ze zauberen, mee ech denken, dass ee wierklech muss déi Saache vläicht um Schierm behalen a se evaluéieren a vläicht kucken, wou ee se ka punktuell oder vläicht souguer méi wéi punktuell adaptéieren, ob een net awer nach vläicht eng besser Méiglechkeet kritt, fir eben déi vill schwierig Fäll, déi mer awer hunn, nach besser ze encadréieren.

Also wéi gesot: Ech weess, dass vill gemaach ginn ass, mee et ass awer nach vill Leed um Terrain.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Cecchetti. An d'Wuert geet zréck un den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Merci, Här President. Et ass wouer. Och wa vill gemaach ginn ass - dat hunn ech ënnerstrach -, kann et net sinn, dass mer soen: Elo hale mer op domadder. Et gëtt nach ëmmer eppes ze maachen. An ech denken, dass ee pedagogesch Prinzip. Et soll ee sech all Dag nach eng Kéier a Fro stellen a kucken: Wat kann ech mer besser maachen?

An dee Problem mam Wiessel vum Personal ass natierlech schwierig. Ech denken, dass et wichteg ass, dass jiddereen, deen do aktiv ass, deen och déi Planunge mécht, weess, dass eng Konstanz besser ass, wéi muttwëllig wiesselen. Mir wëssen awer och, dass wat d'Aarbechtsrecht ubelaangt, d'Fonctionnement vun der Fonctioun publique ubelaangt, och dat modernt Familjeliewe mat hallwen Tächen an esou weider, dat net ëmmer grad féederlech ass, fir déi Konstanz do iwwer Trimesteren oder Schouljoren ewech ze garantéieren.

Deen anere Punkt, do schaffe mer drun. Datt net direkt eng Hëllef do ass, bis eng Prozedur ofgeschloss ass, dat ass sécherlech net gutt. Well do, wou Hëllef noutwendeg ass a keng do ass, ass eng Noutsituatioun. An do leit jiddereen drënner. Dat beträffend Kand leit drënner. Den Enseignant leit drënner. Déi aner Schülerinnen a Schüler leiden drënner. Mir sinn duerfir amgaangen, pro regional Direktioun - dat sinn der jo 15 - zwou Educatrice- oder Educateur-graduéeën auszebilden, fir dann och ganz schnell kënnen op den Terrain ze goen, währenddem déi Prozeduren do lafen, währenddem eng Diagnos gemaach gëtt, eng CI (ndlr: Commission d'inclusion) zesummekënn, eng CNI (ndlr: Commission nationale d'inclusion) vläicht eng Decisioun hëlt, bis dann och definitiv eng Aide en place gesat ka ginn.

Mer nennen dat „First Responder Team“, wou also zwee Leit an all regional Direktioun och disponibel wäerte sinn. Ab Februar/Mäerz hu mer dat stoen, fir da méi schnell nach eng Kéier kënnen ze agéieren. Dat ass sécherlech och vläicht eréischt en Ufank vun deem dote First-Responder-Prinzip, mee awer, denken ech, eng Verbesserung par rapport zu deem, wat mer haut hunn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kommen dann elo nach zur Ofstëmmung iwwer d'Motiounen, déi am Kader vun dëser Debatt deponéiert goufen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Wilmes deponéiert ginn ass an an där nom franséische Modell e „Site internet central“ gefrot gëtt. Wie wëllt nach zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Gilles Baum.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Merci, fir d'Wuert, Här President. Merci och dem Här Wilmes fir déi véier Motiounen. Mir fannen dat heiten eng ganz sympathesch Iddi a bestëmmt e gudder Projet. An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei matzedroen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. Den Här Goergen kritt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Also mir géifen se och matdroen, well et ass wichteg, net alles Dokter YouTube oder Google ze iwwerloossen, mee dass een och vun der Regierung seriö Informatiounen zur Verfügung stellt, vu seriösen Dokterinnen, wou d'Leit sech da kënnen informéieren. Dofir wäerte mir déi och matstëmmen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Villmools merci, Här Goergen.

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Do geet et ëm d'Eltern-Kind-Briefe. Wie wëllt nach zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Gilles Baum.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Merci, fir d'Wuert, Här President. Ech hunn d'Informatioun kritt, dass et dat dote gëtt. Et heescht zwar net „Eltern-Kind-Briefe“, mee et heescht „Elternhefte“. Dat do ass also eppes, dass gemaach gëtt an aus där Optik eraus géif ech proposéieren, dass mer déi Motioun hei net matdroen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. Den Här Minister kritt d'Wuert.

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Dach, dat ass eppes, dass et gëtt hei am Land, nämlech vum Service national de la jeunesse zu eenzele pedagogesch Froestellungen: systematesch Hefter, déi reegelméisseg produzéiert ginn an déi dann un d'Eltere vun de jeeweilege Kanner an de jeeweilegen Alterskategorien och verdeelt ginn.

Et ass net nëmme e Bréif. Et si wierklech ganz Hefter, déi flott gemaach sinn, déi opgemaach sinn an an enger Sprooch sinn, dass jidderee se ka verstoen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Minister. Dann nach den Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Also souwuel de Marc Goergen wéi och ech si jonk Pappen a mir hunn nach näischt esou gesinn. Vlächcht si mer ze jonk Pappen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ech hunn näischt kritt esou.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Mee netdestrotz sollt een, grad an deene jéngste Wochen a Méint vun de Kanner, dach gutt informéiert a gutt accompagnéiert sinn. An deemspriechend, wann et dat gëtt, kéint een dat jo relativ einfach och ausbauen ab der Naissance.

Ech mengen, wann dat eng Ännerung wär, mat där jiddweree lieve kéint, da kéint een dat och esou unhuelen. Wann net, stëmme mir dat heite mat.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. Da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Wilmes.

■ **M. Serge Wilmes (CSV), interpellateur.**- Jo, merci villmools. Jo, den Här Clement, mengen ech, huet eng gutt Propos, wéi een et ka maachen. Effektiv: Et ass gutt, wann et dat gëtt. Dat eent schléisst dat anert net aus.

De Sënn heivun - ech hat et a menger Ried gesot - ass u sech an där selwechter Logik an als Suite vun där éischter Motioun, déi mer ugeholl hunn. Ech wëll och villmools Merci dofir soen. Dat ass e gutt Zeechen. A Frankräich respektiv an Däitschland kritt een dat wierklech schonn op de Wee geschéckt, wann ee souguer e Kand erwaart respektiv och wierklech, wann d'Kand op der Welt ass, also am Kader vun deenen 1.000 éischten Deeg.

Hei géife mer nach e Schratt weider goen, bis 18 Joer. Dat sinn net nëmme pedagogesch Informatiounen, dat sinn allméiglech Informatiounen, déi et gëtt ronderëm d'Bindung Elteren-Kand, woubäi och Gesondheitsinformatiounen dra sinn, Informatiounen iwwer Hëllef a Begleedung dra sinn. Et geet also méi wäit. Dat heescht, mir kënnen awer och gär nach eng Kéier driwwer diskutéieren an enger Kommissioun, et dann do nach eng Kéier op de Leescht huelen, dass mer eis eens ginn, ob een och vlächcht dat, wat Dir schonn hutt an eppes, wat mir drënner verstinn, nach kéint ausbauen, ergänzen. Dat kéint och eng Propos sinn. Et wier, mengen ech, wichteg, dass mer dann awer géifen doriwwer am Fong eng Kéier diskutéieren, dass mer dann net einfach elo soen: Mir huelen dat do net un.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Serge Wilmes. Dann hat nach den Här Keup gefrot an dann den Här Minister.

■ **M. Fred Keup (ADR).**- Merci, Här President. Also mir ënnerstëtzen déi heite Motioun och, well dat, wat hei gefuerdert gëtt, ergëtt Sënn an dat wier eng gutt Saach.

Et ass dach awer e bësse verwonnerlech, wann den Här Goergen an den Här Clement als Pappen dat nach net matkruten. Ech och net. Den Här Wilmes och net. Den Här Baum wosst et och net. Dee krut et eréischt gesot. Handelt et sech hei ëm eng geheim Aktioun?

(Brouhaha)

Ech weess et net.

(Brouhaha)

Also ech géif duerfir awer soen: Mir stëmme dat hei op jidde Fall gäre mat.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Keup. Elo geet d'Wuert zréck un den Här Minister.

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Also, Här President, déi Hären Deputéiert stëmme natierlech, wat se wëllen. Ech wëll just soen, dass mer dat doten hunn. An och wann Dir et net kritt hutt, da gitt elo mol googelen, ënner „Elternhefte SNJ“ oder cahiers parents SNJ“, da fannt Der dat. An da sidd Der vlächcht iwwerzeegt dovunner, dass et et gëtt.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Mir gleewen lech dat.

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Ech menge wierklech, dass et kee Sënn mécht, elo einfach hei aus der Héft ze schéissen an ze soen: Elo maache mer nach e Bréif nieft deenen Hefter. Da sollt mer vlächcht effektiv eng Kéier an der Kommissioun kucken, wat fir eng Hefter an no wat fir engem Konzept déi bis elo gemaach gi sinn a vlächcht fanne mer eraus, dass dat schonn alles ofdeckt. Vlächcht fanne mer och eraus, dass dat nach net alles ofdeckt an da kann een dat weiderentwéckelen. Dat wär meng Recommandatioun!

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Minister.

Da könne mer elo zum Vott iwwer d'Motioun kommen.

■ **Une voix.**- Nee ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Gi mer et an d'Kommissioun?

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da soll d'Educatiounskommissioun sech domadder beschäftegen.

(La motion 2 est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)

Motion 3

Da komme mer zur Motioun Nummer 3. Do geet et ëm d'Introduction généralisée fir de Service gratuit du genre BabyPLUS. Wie wëllt nach dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Här President, ech muss soen, dass mer eis berotschlot hunn hei mat der Educatioun an och mat der Madamm Santésministère an och mam President aus der Gesondheitskommissioun. Mir sinn eis hei effektiv net ganz kloer ... a mir wäere frou, wa mer dat dote kéinten eng Kéier an enger Santéskommissioun wierklech op de Leescht huelen, eng Kéier dat do verdéiwen, eis eng Kéier alleguerten d'Informatiounen zesummenhuelen iwwer d'ALUPSE an och iwwer BabyPLUS a wéi gesot do eng Kéier kënnen en Tour ze maachen, ier mer eis hei iwwer déi Motioun hei ausschwätzen.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Dat heescht d'Propos wär, fir déi heiten an d'Santéskommissioun ze verweisen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Jo. Ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur. Ass deen domadder d'accord?

■ **M. Serge Wilmes (CSV), interpellateur.**- Jo. Dat ass fir eis eng gutt Proposition. Ech mengen, dass et wierklech derwäert ass, dass eng Kéier am Fong ze diskutéieren.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun un d'Santéskommissioun verweisen.

(La motion 3 est renvoyée à la Commission de la Santé et des Sports.)

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. Do geet et drëm, fir eng Reevaluatioun ze maache vun der Tarifikatioun vun den Activités d'assistance parentale. Den Här Gilles Baum fret d'Wuert.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Merci. Wann ech gutt nogelasschert hunn, wat den Här Minister do uewe

gesot huet, dann ass dat do effektiv eppes, dat amgaangen ass, gemaach ze ginn: souwuel d'Iwwerschaaf vum Statut wéi och d'Remuneration. Dat heescht, mir géifen eis hei an engem „work in progress“ befannen an dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net ze matzedroen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Baum. Kënne mer zum Vott iwwert déi Motioun kommen? Nee. Den Auteur vun der Motioun, den Här Serge Wilmes freet d'Wuert.

■ **M. Serge Wilmes (CSV), interpellateur.** - Mir hunn dat natierlech och zur Kenntnis geholl, wat de Minister gesot huet an ech mengen, dat begrësse mer jo och ganz.

Et wier just wichteg, en Zeechen ze setzen an ongeféier ze soen, ongeféier wéini datt dat kënnt, well ech mengen, déi waarden dorobber. Et wier elo net gutt ... Bon, wa mer se elo ofleenen, da gesäit et esou aus, wéi wa mer et nei wéillten. Et ass ganz kloer, datt mer eis derzou bekennen, datt dat also kënnt an datt mer vläicht och do ongeféier gewuer ginn, wéini datt dat kënnt, wéi séier datt dat soll kommen. Et gëtt wierklech drop gewaart. Et ass wichteg, datt mer do awer en Zeeche setzen!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Wilmes. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister.

■ **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Also dat, wat ech um Riederpult developpéiert hunn, dat si méi wéi einfach Iwwerleeungen. Do schaffe mer ganz konkret drun.

Wat mer och gären hätten, ass, datt de Secteur vun den Dageseltere sech ka weiterentwickelen a eventuell ausbauen, well mer doran e wäertvollt Element an eiser gesamter Betreuungslandschaft gesinn, dat mer brauchen. Ech géif proposéieren, datt mer och dat an der Kommissioun vläicht eng Kéier méi konkret kéinte verdéiwen an Dir als Auteur vun der Motioun kéint déi all Moment zréckbréngen, wann Der d'Gefill hutt, mir géifen dat ze laang schleefe loossen an net genuch Damp derhannert maachen.

Vote sur le renvoi de la motion 4 en commission

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ass d'Chamber d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen? Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da muss d'Kommissioun sech och mat där Motioun befaassen.

(La motion 4 est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)

Motion 5

Da komme mer zur Motioun Nummer 5. Dat ass déi Motioun, déi vum Här Gilles Baum deposéiert ginn ass. Wéilt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Fred Keup.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Merci, Här President. Bon, ech muss soen, hei ass eng Motioun mat 18 Punkten, mat 18 Invitten. Dat ass schon zimmlech vill. Et ass natierlech zäitlech méi interessant, wann een dat regruppéiert an enger Motioun, wéi wann een e puer verschidder mécht, mee do fënnt een natierlech als Opposition sécherlech Saachen, déi engem net esou gutt gefalen.

Ech wollt awer kuerz op dat agoen, wat am Ufank do steet - ech mengen, et ass och schéi gemengt: „félicitant le Ministère de l'Éducation nationale“. Also mir felicitéieren dem Minister ganz gäre fir säi Gebuertsdag, deen e virun e puer Deeg hat, ...

(Hilarité)

... awer net onbedéngt elo fir seng Politik, déi e mécht an der Matière vun der Transformation numérique.

Dann, fir awer eppes ze soen, wat eis hei definitiv als ADR net gefällt, dat ass dee Punkt, ënnert deem steet, dass mer en Enseignement différencié musse kréien. Mir hunn ëmmer gesot: Mir si fir e Schoulsystem, an deem d'Kanner alleguerten zesammen, egal wéi een Hannergrond se hunn, egal wéi gutt se an de Sproche sinn, an engem System sinn an net getrennt! A mir sinn och net domat d'accord, wat hei steet, dass dat déi selwecht Chance de réussite fir jiddweree bedeit, well dat ass net de Fall. Déi international Schoule si méi einfach. Zum Beispill eng dowéinst, well een ee Joer éischter fäerdeg ass. Do mécht ee seng Première - säi Bac, wéi een a Frankräich seet - mat 18 Joer an net mat 19.

Duerfir stëmme mer hei mat Nee.

(Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Keup.

Dann huet den Här Serge Wilmes d'Wuert gefrot.

■ **M. Serge Wilmes (CSV), interpellateur.** - Jo. Also ons geet et e bëssen änlech. Et sinn hei Punkten dran, mat deene mer kënne liewen. Et si souguer Punkten dran, déi sinn unanime vun der Chamber ugeholl ginn an der Interpellatioun iwwert de Suicide. Ech mengen, mat deem si mer alleguerten och averstanen. Et sinn aner Punkten dran, déi mer net esou ... bei deenen ech emol op alle Fall nach eng ganz Partie Froen hunn. Zum Beispill ass och näischt vun der Bindung hei dran. D'Bindung ass awer ganz dacks hei eeben als ganz wichteg betount ginn. D'Madamm Closener, déi huet et ganz vill betount. Dat steet elo net hei dran.

Dowéinst géife mir eis dann éischter enthalte bei dëser Motioun.

Ech wollt awer just nach eng Kéier dervunner profitéieren, op dat, wat den Här Minister gesot huet, anzegoen, dat mat dem Observatoire national de l'enfance et de la jeunesse, wat jo gutt ass. An dat soll ausgeweit ginn. Dir hutt dat och gesot an de Punkt vun den Donnéeën opgeworf, déi do da solle gesammelt ginn. Effektiv, ech hat et jo och esou gesot.

Et gëtt schon eng ganz Partie Etüden. Dat ass alles ganz gutt, och datt deen Observatoire elo do vläicht geschaf gëtt.

Wat awer - an dat wollt ech lech mat op de Wee ginn, och als Regierung - nach méi wichteg ass, ass, datt dann och dat, wat deen Observatoire do sammelt an déi Donnéeën, datt déi och dann eropgedroe ginn un de Statec, well de Statec ass deejéieneg, deen de PIBien-être koordinéiert a sech dorëms këmmert. Mir waren eis do eens mam Statec-Direkter. Mir mussen och Indicateuren entweckelen, déi och de Bien-être vun de Kanner kënne moossen. Dat muss dann zesumme gemaach ginn an et wier wichteg an där Approche, datt eeben och do déi Zesummenaarbecht stattfënnt an datt se och ugebonne gëtt un déi Aarbecht vum PIBien-être, fir datt mer dee wierklech eng Kéier zu engem Instrument kënne kréien, fir och eis Politik kënnen ze moossen.

Dat ass eng kohärent Approche dozou. Den Iwwerbau do muss stëmme an dofir wier et wichteg, dat wierklech dann do och esou ze maachen. Dat wollt ech lech ganz kloer nach eng Kéier mat op de Wee ginn, datt dat och wierklech esou soll gehandhaabt ginn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wilmes. Dann hunn ech eng lescht Wuertmeldung vum Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Bon, wann d'Opposition déi dote Motioun deposéiert hätt, déi essentiellement e Verbatim vun Regierungsprogramm ass, dann hätte mer gesot kritt: „Dat ass superfetatoire. Traut Dir der Regierung dann net zou, hire Regierungsprogramm ëmzesetzen?“ Wann d'Majoritéit dat mécht, dann ass et an Encouragement. Da gëtt felicitéiert. Dat gëtt saluéiert. An da gi Saache fir d'zweet am nämlechte Joer hei an der Chamber, a Motioun geschriwwen, déi ugeholl goufen. Spéitstens do fänken ech awer un, Problemer ze kréien!

Mir hunn den 21. Januar - ech hunn et nogekuckt - eng Motioun ugeholl am Kader vum Debat iwwert de Suicide, wou drasteet, datt mer d'Prise en charge vun der Psychotherapie wëlle couvréieren. Stand haut: näischt geschitt! Also kommen déi nämlechte Leit ... Mir maachen eis hei e bësse lächerlech, wa mer Saache reiteréieren a reiteréieren an um Enn vum Dag geschitt näischt. Dat ass de Problem bei där Motioun hei! Ech fannen alles gutt, wat drasteet.

Ech kann lech et soen: Mir hunn deemools d'Regierungserklärung matgedroen, well mer der Regierung e Vertrauensvorschoss ginn hunn. Dat heiten ass e klenge Rappel, datt se dat Vertrauen net soll mëssbrauchen. Dofir wäerte mir se matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott iwwer dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 5

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 35 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmme an 21 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Félix Eischen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Georges Mischo).

Domat si mer um Schluss vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.04 heures.)

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. 7750 - Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession

- Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Guy Arendt

- Discussion générale : Mme Diane Adehm - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. 7809 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant :

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État ;

4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État ;

5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois ;

6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration ;

et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire ;

2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; et

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

- Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Gusty Graas

- Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Yves Cruchten - Mme Stéphanie Empain - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 7750 - Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession (suite)

- Nouveau vote sur l'ensemble du projet de loi conformément à l'article 47 (2) du Règlement de la Chambre des Députés et dispense du second vote constitutionnel

5. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du chômage de longue durée

- Exposé : M. Marc Spautz (dépôt des motions 1 et 2)

- Débat : Mme Carole Hartmann - M. Georges Engel - M. Carlo Back -

M. Jeff Engelen - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Motion 1 : M. Georges Engel - M. Marc Spautz

- Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

- Motion 2 : M. Georges Engel - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Spautz

- Exposé : M. Marc Spautz

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar

- Exposé : M. Laurent Mosar

8. 7346 - Projet de loi portant sur l'accessibilité à tous de lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs

- M. Georges Engel - M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre - M. Max Hahn - M. le Ministre Dan Kersch

- Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn

- Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf (intervention de M. Max Hahn) - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Djuna Bernard - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti (intervention de Mme Simone Asselborn-Bintz) - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 7374 - Projet de loi portant

1° approbation de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, faite à New York, le 20 décembre 2006 ;

2° modification du Code civil ;**3° modification du Nouveau Code de procédure civile ;****4° modification du Code pénal ;****5° modification du Code de procédure pénale**

- Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 7785 - Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale

- Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
- Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Pim Knaff - M. Dan Biancalana - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Goergen
- Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. Motion de M. Claude Wiseler relative à l'ouverture des centres de vaccination dans toutes les régions du pays

- Exposé : M. Claude Wiseler

- Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - M. Claude Wiseler - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Claude Wiseler - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Claude Wiseler - Mme la Ministre Paulette Lenert
- Vote sur la motion (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Sven Clement, Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et M. Claude Wiseler)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen et Mme Paulette Lenert, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation.**- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. 7750 - Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Deen éischte Punkt vum Ordre du jour vum de Mëtten ass de Projet de loi 7750 iwwert déi elektronesch Facturatioun am Kader vun den ëffentlechen Ausschreibungen an de Konzessiounskontrakter. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An d'Wuert kritt elo de Rapporteur vun deem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

■ **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Härren, léif Kolleginnen a Kollegen, an eiser moderner Welt gëtt den digitale Commerce ëmmer méi wichteg. Mir wëssen et alleguer, mir profitéieren och dovunner. Eng grouss Partie, wann net souguer d'Majoritéit, vun de kommerziellen Transaktiounen verleeft hautdesdaags online.

Net just de Consommateur final, mee och d'Acteur vum B2B, dat heescht „business to business“, a vum B2G, „business to government“, also dem Business-to-Business an dem Business-to-Government gräifen ëmmer ëfters op déi virtuell Verkafskanal zréck. Ech schwätzen hei vun den Transaktiounen, déi entweder tëschent zwou Entreprises oder tëschent engem Betrib an engem ëffentlechen Administratioun gemaach ginn.

2014 goufen op EU-Niveau eng Rëtsch nei Gesetzer iwwert d'Marchés publics, also iwwert d'B2G-Transaktiounen, gestëmmt, ënner anerem d'Direktiv 2014/55 iwwert d'Facturation électronique. D'Zil vun deem Text war et, en harmoniséierte Gesetzeskader fir d'Applikatioun vun der elektronischer Facture ze schafen.

Am Verglach zu den traditionelle Facturen um Pabeier bréngen déi elektronesch Facturen de Virdeel, dass si vill méi einfach ze iwwerpréiwe sinn an dofir méi schnell validéiert a bezuelt kënnen ginn. Dese System ass deemno besonnesch interessant fir d'Verkeef. Si spueren nämlech net just Versand a Pabeierkäschen, mee kommen och méi schnell un hiert Geld. Ausserdeem ass déi elektronesch Facture méi ëmweltfrëndlech.

Am Kader vun de Marchés publics profitéiert och de Staat, also de Keefer, vun den elektronische Rechnungen. Den Traitement vun de Facturë gëtt nämlech vereinfacht. Soumat kënnen Transaktiounen méi schnell ofgewéckelt ginn. De Marché vum B2G gëtt also méi effizient a konkurrenzfähig.

De Begrëff „Facture électronique“ ëmfaasst dobäi sämtlech Rechnungen, déi vun engem Computer kënnen gelies an interpretéiert ginn. Et handelt sech also ëm elektronesch Fichieren, déi esou strukturéiert sinn, dass eng Maschinn se automatesch traktéiere kann.

Zu Lëtzebuerg gouf déi europäesch Direktiv mam Gesetz vum 16. Mee 2019 iwwert d'Facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession“ an nationaalt Recht ëmgesat. Genee wéi am Rescht vun Europa, huet dëst Gesetz säin Zil allerdéngs liicht verfeelt. Den digitale Facturationssystem gëtt den Ament nach néierens zu Lëtzebuerg ugewannt. Effektiv ginn d'Betriben den Ament weeder vum europäeschen nach vum nationale Gesetzestext derzou verflücht, déi elektronesch Facture unzewenden. Hei gëtt sech reng op d'Promotioun vun elektronische Rechnungen konzentréiert.

D'Digitalisatioun vun de Backoffice-Prozeduren spillt hautdesdaags eng absolut Schlësselroll fir d'Produktivitéit an d'Konkurrenzfähigkeit vun de Betriben. Besonnesch am Kontext vun der sanitärer Kris an der wirtschaftlecher Relance ass et wichteg, dass d'Betriben verstärkt an d'Moderniséierung vun hiren interne Prozeduren investéieren.

Leider gesi mer ëmmer nees, dass besonnesch déi kleng a mëttelgrouss Entreprisë sech schwéierdinn, fir hir al Gewunnechten duerch nei Prozeduren an innovativ Technologien ze ersetzen. Esou ass et kee Wonner, dass och de System vun der elektronischer Facturatioun bis dato net esou richteg bei de Betriben ugewannt gëtt.

Fir deem Problem entgéintzewierken, gesäit dee virleieende Gesetzesprojet vir, déi elektronesch Facture fir sämtlech Transaktiounen beim B2G obligatoresch ze maachen. An enger éischter Phas gëllt dës Obligatioun also just op de Marchés publics.

An enger zweeter Phas sollen d'Entreprises dann derzou motivéiert ginn, deen neie Facturationssystem och am Kader vu B2B-Transaktiounen ze benotzen.

An enger leschter Phas kéint déi digital Facture och am Einzelhandel, also fir de Consommateur final, generaliséiert ginn. Hei muss allerdéngs garantéiert ginn, dass de Konsument de Choix tëscht der elektronischer an der traditioneller Facture behält.

De virleieende Projet de loi ännert d'Gesetz vum 16. Mee 2019 iwwert d'Factures électroniques of a féiert zwou nei Obligatiounen fir d'Lëtzebuurger Betriben an.

Éischters dierfen an Zukunft just nach elektronesch Facturen op de Marchés publics zirkuléieren. Déi concernéiert Betriben mussen also déi néideg Mesuren ëmsetzen, fir de Versand an den Traitement vun elektronische Facturen ze assuréieren. Wichteg ze erwänen ass, dass dës Facturen den europäeschen Normen entspreche mussen. D'Direktiv huet nämlech gewësse Reegelen fir d'Form, den Opbau an de Contenu vun den elektronische Rechnungen fixéiert, un déi sech all d'Memberlänner hale mussen.

D'Zil vun den harmoniséierte Reegelen ass et, d'Interoperabilitéit vun de verschiddenen elektronische Facturationssystemer ze garantéieren a soumat de gudden Oflaf vun den Transaktiounen um europäesche Maart ze sécheren.

An Zukunft wäerte sämtlech Rechnungen a Pabeierform, also d'office, rejetéiert ginn. Wéi scho gesot, wäert déi nei Verflüchtung just fir de B2G gëllen. D'Erfaarung vun de Marchés publics sollen da spéiderhi fir de B2B an de B2C genotzt ginn.

Déi zweet Obligatioun betrëfft déi technesch Léisungen, déi fir d'Receptioun vun den elektronische Facturen agesat ginn. An Zukunft solle sämtlech Betriben an ëffentlech Institutiounen deen nämlechte Réseau fir d'Transmissioun vun dese Facturë benotzen. D'Zil vun dëser Obligatioun ass et, en transparenten an eenheetleche Kader fir d'B2G-Transaktiounen ze schafen a soumat de Commerce tëschent den EU-Memberlänner ze stäerken. Zu Lëtzebuerg gëtt de CTIE domadder beoptraagt, den Zougrëff op de Réseau de livraison commun ze assuréieren.

Besonnesch déi Kleng- a Mëttelbetriben brauchen e bëssen Zäit, fir déi néideg technesch Adaptatiounen ëmzesetzen a sech mat den neie Reegelen vertraut ze maachen.

Dese Projet de loi gesäit dowéinst dräi Phase fir d'Akraafttriede vun den neien Obligatiounen vir. D'Gréisst vum Betrib spillt hei den entscheidende Kritär. An enger éischter Phas wäerte just déi grouss Entreprises déi elektronesch Facturë mussen aféieren. Als nächst kommen dann déi Mëttelbetriben an zum Schluss déi Klengbetriben un d'Rei. Zäitgläich ginn awer och technesch Alternative fir d'Entreprisë virgeschloen, déi nach net prett sinn, fir déi elektronesch Facturatioun unzewenden.

Zu gudder Lescht wéilt ech nach emol kuerz op déi verschiddene Avisen agoen, déi zu deem Projet de loi gemaach gi sinn.

Souwuel d'Staatsbeamtekummer wéi och de Syvicol, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers si mat den neie Mesuren averstan a

begrëssen d'Promotioun vun der elektronischer Facture. D'Digitaliséierung vun de Facturationssystemer spillt hiner Meenung no eng wichteg Roll bei der Moderniséierung vum ëffentlechen Dëngsch. Souwuel d'Betriben wéi och de Staat géife vun enger Käschterreduktioun a vun acceleréierte Prozeduren profitéieren.

Wéi de Syvicol a sengem Avis ënnersträicht, erlaabt den neie System, méi geziilt géint d'Fraude fiscale virzegoen, well een esou eng besser Kontroll iwwert déi verschidde Flux-de-facturationen hätt.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis dräi Opposition-formellen ausgeschwat, dat, well d'Artikelen 2 a 4bis eng Insécurité juridique géife riskéieren an den Artikel 3 de Pouvoir d'exécution vum Grand-Duc géif aschränken.

A sengen Amendementer huet de Ministère fir d'Digitaliséierung sämtlech Virschléi, déi de Staatsrot a sengem éischten Avis formuléiert hat, ugeholl, soudass déi dräi Oppositions formelles konnter opgehuewe ginn.

A sengem zweeten Avis huet de Staatsrot ausserdeem begrësst, dass d'Delaie fir d'Akraafttriede vum neie Gesetz no hanner verréckelt goufen.

Fir weider Detailer zu deene verschiddenen Avisen verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech soen all deenen, déi hei matgeschafft hunn, e grouss Merci a ginn heimat den Accord vun der DP zu deem Projet de loi. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Guy Arendt villmools Merci a ginn d'Wuert an den éischten ageschriwwene Riedner, d'Madamm Diane Aehm.

Madamm Aehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **Mme Diane Aehm (CSV).**- Merci, Här President. Mam Gesetzesprojet vun haut gëtt u sech d'Gesetz vum 16.05.2019 iwwert d'Facturation électronique am Kader vun ëffentlechen Ausschreibungen a vun de Konzessiounsverträge ofgeännert.

Am Gesetz vum 16. Mee 2019 ass et drëms gaangen, d'Facturation électronique virunzibréngen. Leider muss mer awer haut feststellen, dass dat Gesetz net den néidege Succès hat. An duerfir gëtt d'Facturation électronique elo obligatoresch.

Mir begrëssen dëst ausdrécklech a mir begrëssen och weiderhin, dass d'Delaie fir d'Ëmsetzung vun deem Gesetz verlängert goufen, notament fir déi kleng- a mëttelstänneg Firmaen, well mir mengen, dass do effektiv nach Handlungsbedarf ass bei der Digitaliséierung vun dese Firmen. An duerfir ass et gutt an och richteg a wichteg, dass si méi Delaie kréien, fir sech unzupassen, wa se elo an Zukunft wäerten un ëffentlechen Ausschreibungen deelhuelen.

Ech wéilt dann och dem Rapporteur, dem honorabele Guy Arendt, villmools Merci soe fir säin ausféierleche mëttlechen a schrëftleche Rapport. E war wéi ëmmer exzellent, liicht verständlech a gutt virgedroen.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **Mme Diane Aehm (CSV).**- Ech ginn och den Accord vun der CSV zu deem Gesetzesprojet, ouni awer nach wëllen ze vergiessen, op zwee Punkten hinzewiesen.

Här Minister, mir wiere frou, wann Der eng Kéier kéint mat Äre Kollegen aus dem Interieur schwätzen, fir si och drop hinzewiesen, wat de Syvicol explizitt a sengem Avis geschriwwen huet, nämlech dass d'Kontroll vun der Gemengecomptabilitéit an Zukunft dann och misst ugepasst ginn an dass se net vergiesse soll, d'Signature électronique am Kader vun der Refonte vun hirem Gemeengegesetz mat anzubauen an notament och am Kader vun de Mandater, déi hautdesdaags nach ëmmer ënner Pabeierform vum Buergermeeschter, Schäfteen a Gemengesekretär ënnerschriwwen ginn.

An dann en zweete Punkt, deen eis als CSV och um Häerz läit a wou mer mengen, dass et wichteg wier, drop hinzewiesen, dat ass, dass et gutt wier, wann an Zukunft esouwuel de CTIE wéi de SIGI géifen

zesummeschaffen, fir eng gemeinsam Plattform ze maachen, well schliisslech baséiert dat Gesetz op engem gemeinsamen Ausschreibungsgesetz, d'Loi sur les marchés publics. An da géif et och Sënn maachen, fir eng gemeinsam elektronesch Plattform ze maachen, wou dann d'Betriben kéinten driwwer fueren, fir hir elektronesch Facturatioun ze maachen.

Voilà, wéi gesot, ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn nach eng Kéier den Accord vun der CSV.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Aehm. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Lydia Mutsch (LSAP).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, mir hate schon oft d'Geleeënheet hei op dëser Plaz feststellen, dass mer opgrond vun der Pandemie en enorme Sprong a Saachen Digitaliséierung gemaach hunn. Bon, mir hunn eis dat net esou gewënscht. Warscheinlech wier et och anescht komm, mee et wier warscheinlech net an där Rapiditéit komm wéi mer et elo hatten. Mir hunn dat aleng dorunner gesinn, wéi schnell mer et fäerdegbruecht hunn, fir alles ëmzestellen, fir vum Homeoffice aus ze schaffen.

Mee wat mer awer och wëssen, dat ass, dass d'Saache sech net vum selwe maachen an dass de Kader och muss geschafft ginn an dass een och mat verschiddene Gesetze déi Entwécklung do ënnerstëtze muss a kadrière muss. An dat heiten ass elo erëm eng Gesetzesvirlag, mat där mir den Terrain preparéieren, fir e weidere Schrott a puncto Digitaliséierung ze maachen, zumindest an der Welt vun den Entreprises dës Kéier. An et geet, wéi mer elo schon héieren hunn, ëm déi sougenannten elektronesch Facturatiounen.

Ech wëll op dëser Plaz och als alleréischte dem Rapporteur Merci soe fir säin, effektiv wéi ëmmer, ganz gudden, ausféierleche schrëftlechen a mëttleche Rapport. An dat gëtt eis als deenen, déi no him schwätzen, natierlech d'Geleeënheet, fir déi Hauptpunkte vun de Gesetze net méi am Detail mussen duerchzehuelen, well hien dat alles scho gemaach huet. Mee et gëtt eis awer och eng Geleeënheet, eng Rei vun Reflexiounen mat op de Wee ze ginn, wat ech dann och am Numm vun der LSAP wëll maachen.

Bon, wat ee muss feststellen, an dat ass och hei schon ugedeit ginn, dat ass, dass dat heiten e Gesetz ass, wat beweist, dass immens schnell a proaktiv geschafft ginn ass, well mir hate jo schon e Gesetz 2019, dat sech mat elektronische Facturierung befaasst huet. Et hat awer, wéi och meng Virriednerin gesot huet, net dee Succès, dee mer eis alleguer gewënscht hätten. An dofir huet misse schnell reagéiert ginn, fir dass dat awer an Zukunft och esou geet, wéi mir eis et alleguer wënschen. An dee weidere Schrott, dee mer do elo maachen, dee geet also an déi Richtung, dass Rechnungen, déi vu Betriben un ëffentlech Verwaltungen an Organismen adresséiert ginn, an Zukunft obligatoresch d'Form vun enger elektronischer Rechnung mussen hunn.

A Frankräich, also an eisem Nopeschland, ass dat schon de Fall. Do sinn d'Betriben scho vum Januar 2020 un obligéiert, hir Rechnungen un ëffentlech Verwaltungen iwwert den digitale Wee ze maachen. An eis franséisch Noperen, déi sinn och ganz rezent do nach e Schrott méi wäit gaangen, well tëscht 2024 an 2026 wäert de Gebrauch vun elektronische Rechnungen och ënner den Entreprise generaliséiert ginn.

Bon, op dee Wee gi mir elo hei nach net oder op alle Fall nach net am Moment. Mee eis geet et haupsächlech drëm, d'Entreprises ze encouragéieren, fir op deen dote Wee ze goen, well hinnen aneschters jo och ganz vill Marché laansch Nues géife goen. Dofir si mer jo hei der Meenung, dass dat och zu hirem Gudden ass.

Op d'Avantag si meng Virriedner och schon allequerten agaangen. Mech huet impressionéiert, dass geschat gëtt, dass tëscht 50 a 75 % un Ekonomie kënnen realiséiert ginn, wann ee vum Pabeier op Digital wiesselt. Dat ass awer scho ganz substantiell. Wat eis och allegueren alicht, dat ass, dass

d'Tracabilité an d'Luucht geet, den Iwwerbléck, deen een huet fir déi administrativ Demarchen, déi ee ronderëm d'Facturationen hält. An dat huet jo nëmmen Avantagen.

Et muss een awer op dëser Plaz soen, dass den Iwwergang zur Facturation électronique warscheinlech keen einfache Schratt fir d'Entreprisé wäert ginn. Hei wäert och vill Iwwerzeegungsarbecht musse geleescht ginn. Ech mengen domadder net prioritär, dass sech déi, déi gewinnt waren, mat Pabeier a Bic ze schaffen, mussen ëmstellen. Mee ech mengen ganz einfach, dass awer och eng Rei vu Prozesser do ronderëm mussen aktivéiert ginn an och verständlech gemaach ginn.

Dofir mussen d'Betriber och eng Chance kréien, fir sech unzupassen, an dofir ass et an eisen Ae besonnesch wichteg, dass mer mat den zoustännegen Beruffsorganisatiounen, mat de Betriber selwer eng gutt Informationscampagne maachen, wou mer och Iwwerzeegungsarbecht leeschten, wat d'Avantagë fir d'Betriber selwer sinn. Da sinn ech iwwerzeegt dovunner, dass dat heiten net nëmmen de prakteschen Oflaf vum Fonctionnement vun de Betriber wäert verbesseren, mee virun allem, dass et och e Wee ass, fir esouwuel d'Kompetitivitéit wéi och d'Effektivitéit vun eise Lëtzebuerger Betriber ze verbesseren.

An domadder ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Mutsch. An da wier et um honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, sou wéi dat och scho gesot ginn ass, hu mer virun zwee an engem hallwe Joer zum Projet de loi 7271 schonn eng Kéier iwwert d'Ëmsetze vun der EU-Direktiv 2014/55/UE iwwert d'elektronesch Facturation am Kader vun de Marché-publicke geschwat.

Deemools ware mer eis heibannen eens, dass et nach net de Moment wär, fir op d'Obligation bei de Betriber ze goen, och wann deemools schonn d'Fro am Raum stoung, ob d'Fräiwëllegkeet zu engem zefriddestellende Resultat géif féieren.

Wéi mer haut wëssen, ass dat net de Fall. Duerfir gétt d'Obligation mam Projet de loi 7750 agefouert.

Dir Dammen an Hären, d'Plus-value vun der elektronischer Rechnung läit net just bei den Administratiounen, mee besonnesch och bei de Betriber, well si esou méi effizient kënne schaffen a Käschten awer och Ressourcë wéi Pabeier an Tënt kënne reduzéieren, wat déi gréng natierlech besonnesch begrëssen.

Eng Etüd vun der Uni Hasselt vun 2015 huet erginn, dass pro elektronesch Rechnung, déi erausgeet, 3,24 Euro gespuert kënne ginn, a fir eng, déi erakënt, 5,77 Euro. Aleng an der Belsch kéinten 2,3 Milliarden Euro pro Joer gespuert ginn, wann all d'Rechnungen elektronesch iwwermittelt géife ginn. D'Uni Hasselt huet allerdéngs och gesot, dass et nach Sécherheitsproblemer bei de verschiddene Firmae gétt, wat d'elektronesch Facturation ugeet.

Duerfir wollt ech den Här Minister froen, wéi d'Sécherheet vun der elektronischer Facturation an de Lëtzebuerger Entreprisé wäert begleet ginn. Wat sinn déi gängeg Sécherheitsmechanismen, fir ze evitéieren, dass zum Beispill Vire mat den elektronischen Rechnungen kënne matgeschéckt ginn? Well, wéi mer alleguerte wëssen, de Facteur Mënsch eng besonnesch wichteg Roll bei der IT-Sécherheet spillt, wollt ech dann och froen, wéi a wou d'Betriber bei dëser Sécherheitsaspekter ënnert d'Äerm wäerte gegräff kréien.

Dir Dammen an Hären, déi gréng begrëssen, dass agesi ginn ass, dass eng Adaptatiounsphas néideg ass, fir déi elektronesch Facturation ëmzesetzen an dass kleng Betriber méi laang Zäit kréie wéi grouss Betriber, deenen d'Ëmstellung sécher méi einfach fält, fir dat Ganzt ëmzesetzen.

De Staatsrot hat 2019 opgeworf, dass d'Akraaftsetze vun der elektronischer Facturation eng Sensibiliséierungs- an Informationscampagne fir d'Betriber bräicht, an d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers wollten dës deemools aktiv begleeten.

Wa mir haut op de Wee vun der Obligation wëlle goen, dann ass dat, well dës Campagne bis elo net de gewünschte Succès hat. En vue vun der neier Adaptatiounsphas, ass et dofir ëmsou méi wichteg, d'Grënn ze verstoen. An deem Kontext hunn ech dann och e puer Froen un den Här Minister: Kann een awer soen, dass d'Unzuel vun de Betriber, déi d'Rechnung elektronesch iwwermittelen, moossbar eropgaangen ass? Ass analyséiert ginn, firwat d'Betriber net fräiwëlleg mat op de Wee vun der elektronischer Facturation gaange sinn?

An dann natierlech, mat Bléck op haut: Wat ass bei dësem neie Gesetz u Sensibiliséierung a Begleitung virgesinn? Hei stellen ech mer och d'Fro, ob et

net ubruucht wier, fir och kleng a mëttelgrouss Betriber direkt unzeschwätzen, och wa si érischt méi spéit mussen ëmklammen.

Als leschte Punkt wéilt ech dann awer och nach uschwätzen, wéi et an Zukunft soll weidergoen. Déi europäesch Richtung ass jo kloer virginn. No der Ëmsetzung vun der elektronischer Facturation zwëschent de Betriber an der öffentlecher Hand, sollt dës jo och tëschent de Betriber a schlussendlech tëschent de Betriber an dem Client ëmgesat ginn. Hei gétt et sécherlech vill Potenzial, mee awer och grouss Inconnuen.

Dozou dann och dräi Froen: Gétt et am Ministère konkret Piste fir déi nächst Etappen hei zu Lëtzebuerg? Gétt et en Zäitplang, wéi dat soll ëmgesat ginn? An zu dudder Lescht: Sinn hei scho Consultatiounen virgesinn oder amgaangen, zum Beispill och mam Konsumenteschutz an aneren Acteuren aus der Zivilgesellschaft?

Ofschléissend soen ech dem Minister schonn am Virus Merci fir seng Äntwerten op meng Froen, ouni awer ze vergiessen, dem Rapporteur Guy Arendt Merci ze soe fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport an och den Accord ze gi vun der grénger Fraktioun.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hansen. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools merci, Här President. Och vun eiser Säit aus wëll ech emol ufänken, dem Här Arendt villmools Merci ze soe fir e ganz komplette Rapport.

Mir kënnen als ADR och ganz gär mat op dës Wee goen a mir wäerten dat hei och ënnerstëtzen.

Zwou Bemierkunge vläicht, déi allen zwou och scho vu menge Virriedner ugeschwat gi sinn.

Ech wëll fir d'Éischt op eppes reagéieren, wat den Här Hansen gesot huet, wou e gesot huet: „Da consomméiere mer manner Pabeier.“ Dat wär u sech eng gutt Saach. Mee et muss een awer wëssen, dass den elektronische Wee och eng Rei Erausforderunge fir d'Ëmwelt duerstellt. Haut schonn ass d'Informatik ee vun deene gréisste Consommateure vun Energie an an deem Sënn och a klimarelevanten Debatten absolutt och e Facteur. Dat muss een och wëssen!

Derbäi kënt, dass ee sech och kann d'Fro stellen, wéi vill Pabeier wierklech gespuert gétt, well jo awer dacks och d'Comptabilitéit, och d'Revisioun, gewësse Prozeduren an de Betriber selwer awer trotzdem nach op Pabeierbasis sinn. An da muss een och kucken, wat wierklech ënnert dem Stréch manner u Pabeierverbrauch eruskënt. Ech géif soen, déi Fro ass nach oppen, mee d'Tendenz geet natierlech éischter dohinner, dass manner Pabeier verbraucht gétt.

Déi zweet Bemierkung ass eng, déi och scho vun der CSV an d'Diskussion bruecht gouf, dass einfach déi allgemeng Fro vun der Zesummenaarbecht tëschent dem CTIE an de Gemengen, dem SIGI. Dat ass eng Fro, déi absolutt berechtigt ass, well mer sollten evitéieren, double Emploi ze maachen am Beräich vun der Administration publique am Allgemengen. Dofir ass dat, mengen ech, eng gutt Fro, déi ee kann un den Här Minister riichten, ob dru geduecht gétt, fir déi zwou Verwaltungen méi enk zesummeschaffen ze loosssen an do Synergie kënnen ze identifizéieren.

Dat gesot, nach eemol merci un den Här Arendt, an d'ADR dréit dee Projet mat.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, als Éischt e grouse Merci un de Rapporteur Guy Arendt, deen hei e ganz ausféierlechen a komplette Rapport ofginn huet.

Ech mengen, dass dat heiten e Projet ass, deen u sech all d'Konditiounen erfëllt, déi mir als Pirat gefalen. Mir hu virun zwee Joer e Gesetz gestëmmt. Mir hu gemierkt, dass Gesetz kënt net esou u wéi et soll. An zwee Joer drop gi mer eis Rendez-vous, fir et besser ze maachen. Hoffe mer, dass et besser gétt! Ech sinn dervun iwwerzeegt. Ech sinn dervun iwwerzeegt, dass et richtig ass an dass et immens wichteg ass, dass mer déi E-Facturation endlech un d'Lafe kréien.

Et ass nämlech net nëmmen esou, dass et duerch eng E-Facture op eemol méi séier soll goen, fir se ze verschécken. Et ass net esou, dass mer nëmme Pabeier spueren. Mee virun allem kënne mer Prozesser méi séier maachen. A wa mer wëssen, dass ee vun deene gängegen Sätz an der Vergaangenheet ëmmer war: „Jo, beim Staat dauert et esou laang, bis ee bezuelt gétt, oder bei de Gemengen dauert et esou laang, bis ee bezuelt gétt, weinst de Prozesser“, da kann dat heizen e grouse Schrëtt no vir sinn, dass et méi séier geet.

An ech weess, dass an deene leschte Jore progressiv Schrëtt no vir gemaach goufen, fir méi séier kënne Rechnungen ze liquidéieren. An ech mengen, dass dat gutt ass! An dat heiten ass e Bausteen an där Strategie.

Netdestotz muss ee sech awer e puer Froen bei deem heite Projet stellen. Dat Éischt ass: Ass et de richtige Moment? Ass et haut, matzen an enger Pandemie, de richtige Moment, op méi Digitaliséierung ze setzen, nei Prozesser anzeféieren a virun allem och deelweis nei Käschte bei de Betriber ze generéieren?

Fir mech ass d'Äntwert no e bëssen Iwwerleeën zu engem Jo komm; zu engem Jo, well mer eebe grad an der Pandemie wëllen digitaliséieren. Mir mussen déi Pandemie als Chance gesinn, fir no vir ze goen an net op engem Status quo ze verharren. Et ass wichteg, dass mer dat heite maachen. An ech sinn dervun iwwerzeegt, dass fir déi allermeescht Betriber d'Méikäschten, déi duerch den Accès zum „Peppol“ - dat ass dee System, deen hannendru stécht - entstinn, sech duerch Effizienzgewënner an dem Fait, méi séier bezuelt ze ginn, direkt bezuelt maachen. Dat heescht, et ass definitiv dee richtige Moment!

Da stellt sech déi zweet Fro: Ass et déi richtig Approche? Ass et déi richtig Approche, dass mer elo nach eng Kéier bis zu 15 Méint Ëmsetzungsdelais ginn, wa mer wëssen, dass och déi meescht kleng a mëttelstänneg Betriber haut schonn digital Facturationsprogrammer benotzen, déi zu engem groussen Deel, well se aus dem Ausland kommen, scho kompatibel sinn?

Do soen ech, mir hätte vläicht e bësse méi ambitiéis kënne sinn. Mir hätte vläicht e bësse méi ambitiéis kënne sinn, virun allem, well mer eis an enger éischter Phase reng op déi Betriber beschränken, déi am B2G, also am Business to government aktiv sinn.

Hätte mer elo hei de ganze Marché geholl an net nëmmen de Marché public, wär et nach justifiabel gewiescht, 15 Méint mussen ze waarden. Ech hätt mer hei e bësse méi Ambitioun gewünscht. Mee bon, ech ginn dovun aus, dass déi Betriber, déi de Benefiss heivunner gesinn, vill, vill méi séier wéi a 15 Méint wäerte prett sinn.

An da kënt déi ominéis Fro vum Marc Hansen, wou en hei vu Sécherheet schwätzt. Bon, ech mengen, wann ee sech e bësse mam Projet dohannert beschäftegt huet ... An deen, fir dee Peppol, UBL, BIS an ähnlech Wierder keng Friemwierder sinn, weess, dass dat Ganzt e signéierte Réseau ass, e Réseau, dee protegéiert ass an e Réseau, iwwert dee standardiséiert Dokumenter echagéiert ginn, eebe grad esou, dass keng exekutabel Programmer kënnen echagéiert ginn an domadder och keng Viren.

Deementspriedend ass dat heiten definitiv méi sécher, wéi wann een eng Facture verschéckt, déi eventuell op engem ale Xerox-Scanner gescannt gétt, déi dofir bekannt sinn, dass se heiansdo Zuele verwiesellen. Et ass nämlech esou, dass et Scanner gëtt, déi et fäerdegbréngen, aus enger 8 op eemol eng 9 ze maachen, wa se scannen, an dat relativ reproduzabel. Dat heescht, mir sinn do an enger Situatioun, dass dat heiten herno u sech vill méi sécher ass, fir eng Rechnung ze schécken, déi soss vläicht op engem schlechte Scanner gescannt gi wier an deementspriedend vläicht falsch traitéiert gi wier.

Deementspriedend wäerten d'Piraten den Accord zu dësem Projet ginn. Mir freeën eis drop, dass an Zukunft d'Betriber, déi et wëllen, hir Rechnungen méi séier kënne schécken, déi deementspriedend och méi séier kënne bezuelt ginn.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert: den delegéierten Digitalisationsminister, den Här Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation.** - Här President, ech géif als éischt och dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci soe fir säin detailléierte Rapport. Dat hei ass eng komplex Matière an dann ass et natierlech vu Virdeel, wann een dat esou fachlech kompetent kann explizéieren, wéi den Här Arendt dat gemaach huet. Dat erspuert mir dat Andauchen an déi komplizéiert Matière, well ech mengen, en huet dat perfekt gemaach.

E puer Froen sinn heibanne gestallt ginn, déi net onwichtig sinn, op déi ech wéilt agoen. Natierlech d'Saach vum Datum: Ech mengen, 2019 - d'Madamm Adehm huet dat richtig erkläert, den Här Arendt och a sengem Rapport - stoung ech och genee schonn op där heiter Plaz a mir hunn doriwier geschwat. Ech mengen, et ass debattéiert ginn: Solle mer et dann elo net direkt, wéi aner Länner et gemaach hunn, obligatoresch maachen? An do ware mer eis awer alleguerten eens, an d'Avise deemools vun deene verschiddenen Acteuren sinn och an déi Richtung gaang: Kommt, mir maachen elo mol nach lues, fir dat doten hinzekréien.

Do ass et jo an éischter Linn drëm gaang, dass och den öffentlechen Acteur kéint prett sinn, fir dat do

ze maachen, souwuel de Staat wéi awer och, e Joer méi spéit, d'Gemengen. An dat war deemools och nach ee vun de Sujete vun der Diskussioun: Kommt, mir probéieren, dass awer och elo de Gemengen ze erlaben - an dat war, mengen ech, dunn am Abrëll 2020 -, dass déi dat kéinten hikeréien.

An dofir sinn ech elo mol op dëser Plaz eng Kéier frou - an et ass och ernimmt ginn, mengen ech, vum Här Clement -, dass, wa mer hei soen: „Jo, den öffentlechen Acteur gétt ëmmer an der Digitalisation dohinnergestallt, wéi wann en esou lues wär“ ... Abee, den öffentlechen Acteur, dee war 2019 prett. De Staat. D'Gemengen e Joer duerno. A wa mer hei stinn, fir et elo obligatoresch ze maachen, kann ee jo feststellen, dass kee Mënsch dat praktesch gebraucht huet. Dat heescht, déi aner Säit huet sech natierlech do e bësse schwéier gedoen. Do gi mer also, mengen ech, eisem Rôle gerecht.

Ee Wuert dann iwwert d'Delaie, déi elo an deem heite Gesetz stoungen, oder firwat mer dat net méi séier gemaach hunn oder ob et elo dee richtige Moment ass: Mir hunn et jo grad och an der Pandemie mol no hanne gesat. Mir därefer jo awer och déi lescht 18 Méint net vergiessen, wat do alles geschitt ass, och fir d'Betriber an der Digitalisation a fir de Staat.

Mir hunn enorm Efforte gemaach. Mir hunn all déi nei Aiden, mir hu Vaccinatiounszentren, mir hunn all méiglech Onlinedemarchë gemaach, déi d'Betriber och konnte benotzen, déi mir konnte benotzen. An an där Zäit huet definitiv kee vun eis oder vun de Betriber un de Peppol, wat eeben dee Knuet ass, deen hannendru stécht, geduecht, fir dat heite weiderzedreiwen. Dat därefer een an där heiter Rechnung net vergiessen. Ech mengen, et si méi wéi 70 Demarchen, déi fir d'Betriber online gaange sinn, wou Aidë ganz séier hu missen, och fir Fiduciairen, fir grouss a kleng Betriber gemaach ginn. Dofir ass dat heiten, mengen ech, elo net, wéi wann näischt an der Digitalisation an där Zäit geschitt wär, och an de Betriber. Mee do ass ganz vill no vir komm.

Ass dat heiten net ze spéit? Dat ass am Fong geholl, mengen ech, déi falsch Fro. Well een, dee wëll, dee kann et haut maachen als Betrib. Zanter 2019 hätt en et kënne maachen. Elo gi mer natierlech nach eng Kéier Delaie mat derbäi, bei deene kleng Betriber bis zu 15 Méint. Abee, een, deen et muer wëll maachen, dee kann dat muer maachen. Do steet näischt am Wee. Mir sinn zanter 2019 prett, fir dat doten hinzekréien.

Firwat hu mer déi Delaie nach eng Kéier geréckelt? Ma well och an den Avise vun den Acteuren an och am Echange mat deene gesot ginn ass: „Wannech gelift, réckelt dat emol nach eng Kéier no hannen!“ An da si mer eis awer alleguerten eens, hanner virgehalener Hand soe se alleguerten: „Réckelt et elo nach, fir dass eis Leit kënnen nokommen!“ Mee maacht et elo einfach, dass elo Bewegung an den Dossier kënt, well dee fräiwëllege Wee huet näischt bruecht. Ma da kommt, maacht et, mee gitt nach eng Kéier e puer Delaie mat derbäi! Et kann een et jo virdu maachen. An ech mengen, et ass jo dann och an déi Richtung, wéi et ka fonctionéieren.

Ee Wuert iwwert d'Sécherheet. De Kolleg Marc Hansen huet déi Fro hei opbruecht. Peppol, dat ass effektiv dee Knuet, deen do hannendrun ass. Dat ass eng ... Also vun absolutter Sécherheet géif ech mech net trauren ze schwätzen, mee dat ass awer e Cryptage vun der Verbindung zwëschent dem Accesspoint, deem, deen eebe verschéckt, an deem, deen empfängt. Dat ass awer eng ganz héich Sécherheet, déi do garantéiert ass. An dofir mengen ech, kann een dovunner ausgoen, dass do eng grouss Sécherheet ass. Ech sinn awer an der Digitalisation mat lech eens: Déi Absolutt, déi gétt et net.

Ech huelen dat dann och, wéi d'Madamm Adehm gesot huet, mat un d'Kollegin vun dem Interieur, déi jo an dem Kontext vun der Gemengereform amgaang ass, drun ze schaffen. Dat ass déi elektronesch Signature, Dir hutt et gesot, bei de Mandater. Ech kann net fir d'Inneministesch schwätzen, mee ech kann awer fir de Beräich vun den Arrêtéen a vun den Decisiounen schwätzen, wou mer och iwwert d'elektronesch Signature schwätzen, well Dir alleguerte wësst, wéi vill Signataireen een och op de Ministèren do leien huet. Do ënnerschreiwen ech nach ëmmer schéi brav manuell.

Och do schaffe mer un esou enger Versioun. Dat ass awer och e bëssen no hanne geréckelt. Ech erënnere mech och u meng Gemengenzäit. Dat war eng kleng Gemeng, mee och do hate mer Honnerten där Mandater do leien. An dat ass schwierig als Fonctionpubliques-Minister. D'Arrêtéen, d'Nominatiounen: Dat sinn Honnerte Signataireen all Woch, déi ënnerschriwwen ginn. Och do kéint ee sech virstellen - ech hunn och do schonn Ebauchë gesinn, wéi een dat kéint maachen -, fir dat méi elektronesch ze maachen, dass et vläicht just mäi Fingerprint ass oder wa mäin Ecran mech léif kuckt an ech och dee Richteg sinn, dass dat da fonctionéiert.

(Hilarité)

Dat heescht, dorunner gétt geschafft. An ech mengen, dass ass eppes, wat och der Inneministesch warscheinlech ganz wichteg ass.

Wéi ass et - an dat ass, mengen ech, de leschte Punkt, op deen ech aginn - mat Formatiou? Sinn d'Zuelen eropgaang an deene leschten zwee Joer? Firwat net? Hutt Der dat gemonitort? D'Zuele sinn net an d'Luucht gaang, definitiv wéinst der Pandemie, well jiddwereen do aner Saachen ze maachen hat wéi dat heiten.

Formatioun ginn ugebueden zesumme mat deene verschiddene Chamberen. Mir haten der zesumme mat der Chambre de Commerce a mat aneren Acteuren. Et ass elo nach déi nächst, mengen ech, Ufank Januar geplangt mat der Chambre des Métiers. Dat sinn och Webinaré gewiescht, wou alleguerten déi Froen echagéiert goufen. A mir stinn och an deenen nächste Méint do natierlech deene verschiddene Acteuren zur Verfügung, fir hinnen ze soen, wéi dat dote ka fonctionéieren.

Ee Wuert nach fir déi kleng Betriber, wat net onwichtig ass, an iwwert d'Plattformen. Een, deen hei net seng eege Software wëll entwéckelen, dee kann dat natierlech och iwwert de Guichet maachen. Do kann ee souguer seng eenzel Rechnung doranner eroplueden. Dat heescht, de kleng Betriber kéint dat och maachen, wann en do net wëll grouss Efforten draesichen. Dat wäert och nach eng Plattform vun eis sinn. Déi wäert am Mee, Juni nächst Joer fäerdeg sinn.

An dann, well dat e puermol ernimmt ginn ass: Wéi ass et an der Zesummenaarbecht mam SIGI a mam CTIE? Déi schaffen op ganz ville Plazen zesummen. De SIGI ass natierlech e Syndikat vun de Gemengen, keng Verwaltung. Déi hunn hir eege Gouvernancepunkten. De CTIE mécht ganz vill Efforten, hëlleft och verschiddene Gemengen, wa mer do gefrot sinn. An ech mengen, dat ass eppes, wat een natierlech muss drécken, well ech och der Meenung sinn: An der Digitalisation ass et am beschten, et huet een net 200 verschiddene Acteure fir d'öffentlech Hand, mee esou mann wéi méiglech. A wann et der nach gëtt, well déi eng ënnert d'Autonomie communale fallen an déi aner ënnert de Staat, da solle se op jidde Fall esou gutt wéi méiglech zesumme kooperéieren.

Am Virfeld lech alleguente merci. Ech hu gespuert, dass dat heiten unanime gedroe gëtt. Mir kommen hei erëm eng Kéier weider mat der Digitalisation, e kleng Schrëtt, dee mer elo e bëssen duerch déi Obligatioun do forcéieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem delegéierten Digitalisationsminister, dem Här Marc Hansen. D'Diskussion ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7750. Den Text steet am Document parlementaire 7750^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7750 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un.

(Brouhaha général et hilarité)

(Dû à un problème avec le système de vote électronique, il est procédé à un vote à main levée sur le projet de loi 7750.)

Wie mam Projet de loi 7750 d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dese Projet de loi eestëmmeg ugeholl.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

■ **Une voix.** - Dir musst awer d'Presenzen notéieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - A jo. Wien e Vote par procuratioun wëll ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Appel nominal pour votes par procuratioun)

Domadder ass dese Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7809 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant :

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État ;

4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État ;

5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois ;

6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration ;

et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire ;

2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; et

3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7809, eng Ofännerung vum Beamtestatut. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vun dem Projekt de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

■ **M. Gusty Graas (DP), rapporteur.** - Merci, Här President.

An der Regierungserklärung vum 12. August 1999 war festgehal, ginn, dat d'Disziplinarverfahre beim Staat sollt reforméiert ginn an do gouf och eng Etüd an Opdrag ginn a fënnel EU-Staaten, fir erauszefannen, wat u sech dee beschte Wee wier. A well bis dohinner alles op Basis vum Gesetz vum 16. Abrëll vun 1979 traitéiert gouf, war dat och net méi zäitgeméiss. Deemoools huet nach de Chef hiérarchique vun deenen eenzele Verwaltungen déi ganz Instruktioun gemaach an och Sanktiounen ausgeschwat, an Dir kënt lech jo virstellen, dat do d'Impartialitéit vläicht net ëmmer garantiéiert war.

Dunn ass en neit Gesetz komm, an zwar den 19. Mee 2003. Mat deem gouf e Kommissariat fir d'Instruktion disciplinaire beim Staat geschafen. Dee Kommissariat huet den 1. November 2003 ugefaange mat schaffen. Dat war och deen Dag, wou de Kommissär genannt ginn ass. Zënter Juni 2004 huet en och seng eegen Internetsäit.

Du koud d'Gesetz vum 5. August 2006 mat enger Erweiderung vun de Kompetenzen. An zwar ass zënter dem 1. Dezember 2006 dee Kommissär och elo zoustänneg fir Beamten aus de Gemengen, Gemengesyndikater an och Établissements publics, wéi gesot, och fir verschidde Gemengenemployéen.

Ech wëll hei ënnersträichen, dat en natierlech net zoustänneg ass fir Beamten, déi am Stage sinn, an och net fir d'Aarbechter - déi aus dem öffentlechen Déngscht - an och net fir d'Privatbeamten.

Duerch d'Gesetz vum 30. Mee 2008 kouden dunn zwee Poste vum Commissaire adjoint derbäi. Ech mengen, dat erkläert jo schon, dat de Volume un Aarbecht permanent an d'Luucht gaang ass. Am Moment schaffe siwe Leit do. Ech wëll lech elo e bëssen Zuele mat op de Wee ginn, fir awer ze illustréieren, wat fir eng Wichtigkeet dat Kommissariat do awer huet an och wéi d'Evolution an deene leschte Jore war.

Tëschent 2003 an 2021 goufe bis elo 1.285 Affären traitéiert. Dovunner ware 74 % Männer a 26 % Fraen. Do ka jiddweree seng Konklusioun dorauer zéien, wat dat heescht. 78,5 % vun de Fäll ware beim Staat, 21,5 % bei de Gemengen. D'Fonctionnaire waren an der klorer Iwwerzuel mat 83,5 % géint 16,5 % bei den

Employéen. 362 Affäre goufen dem Parquet iwwerwisen a bei 14 % gouf och e Recours ageluecht.

Dëst Joer gouf dat Kommissariat scho bis déi lescht Deeg mat 81 Affäre saisiéiert. Global kruten 39 % vun den Affäre keng Suite, an 32 % goufe kleng Strofen ausgeschwat, bei 29 % vun den Affären, oder bei 346 Affäre gouf eng gréisser Strof ausgeschwat an an 98 Fäll koud et zu enger Démission d'office oder Revocatioun.

Am Joer 2020 louch d'Durée vun der Instruktioun bei 152 Deeg. Dat war eng Steigerung vun 83 % par rapport zu deem Joer virun. Dat ass allerdéngs duerch de Covid ze erklären. An zënter 2015 ass allerdéngs d'Durée vun der Instruktioun ëm 90 % erofgedréckt ginn. Wann ech elo nach d'Durée moyenne huelen, wat déi clôturéiert Instruktiounen ugeet, sou louch déi 2016 mat 69 Deeg am niddregsten an 2013 mat 693 Deeg am héchsten.

Vläicht dann awer elo nach e kuerzen Iwwerbléck iwwert d'Ursaachen, firwat dat iwwerhaupt esou Affären declenchéiert ginn. An do mierkt een direkt, dat et eng Hellewull vun Ursaache gëtt. Ech ka se natierlech net all hei opzielen, mee dat geet vun „absence sans autorisation du lieu de travail“ iwwer „consommation de stupéfiants“, „détournement de fonds publics“, bis hin zu „détention de photos, images et séquences de film à caractère pédopornographique“, „détention d'armes prohibées“, „fabrication et détention d'explosifs“ - et gëtt Saachen! -, „atouchement sur mineurs“, „achats de voitures pour compte privé“, „vol de mazout“ oder „photos de nus sur élèves“. An dat kéint een elo nach eng halfe Stonn esou weiderféieren. Do gesitt Der also, wéi komplex déi ganz Matière ass.

Et sinn natierlech vill aner Faiten, déi dozou féieren, dat eebe Sanktiounen mussen ausgeschwat ginn. Leider, an dat stellt een hei fest, sinn der och eng Rei derbäi, déi vun enger extreem graver Natur sinn. Déi féieren an eenzele Fäll zu enger Revocatioun oder zu enger Mise en retraite d'office. An eenzele Fäll kann allerdéngs dann och de Service psychosocial vum Ministère kontaktéiert ginn.

Ech wëll och hei op der Plaz dem Kommissär, dem Här Alain Wetz, e ganz grouse Merci aussprechen, dee ganz bereet war, fir, wéi gesot, net nëmmen Zuelen ze liwweren, mee och dobäi eng gewëssen Interpretatioun ze maachen.

D'Affäre sinn natierlech an deene leschte Joren nach vill méi komplex ginn. Eng Ursaach dovun ass onni Zweifel d'Opkomme vum Internet. Trotz Efforten, déi gemaach goufen, fir se erofzedrécken, ass awer d'Durée vun de Behandlungen vun den Dosiere leider nach ëmmer relativ héich. Dat riskéiert natierlech och, dat eng gewësse Kreditabilitéit vum Staat dee Moment och géif um Spill stoen. Et koud esou, wéi eis dat gezielt ginn ass, och schon zu kritesche Momenter an deenen Audiencen, onni elo an den Detail ze goen. Mee et schéngt awer do heiansdo ganz haart hier ze goen.

Duerfir ass et awer och wichteg, dat déi néideg Ennerstëtzung vusäite vun de Beamten elo wäert kommen. An duerfir gëtt mat deem Gesetz vun haut dann och elo en drëtte Commissaire adjoint agestellt, fir eebe virun allem och déi Instruktiounsdelaie rasonabel ze halen.

Ech wëll just drop hiweisen - e kleng Lien -, dat an der Inspection générale de la police, Département instructions disciplinaires, sechs Leit schaffen, déi 2020 mat 47 Affäre beschäftigt waren.

Wat muss een elo als Voraussetzung matbréngen, fir kënnen esou e Poste vum Commissaire adjoint ze kréien? Natierlech muss een en Accès hu fir an d'Carrière supérieure beim Staat, an dat soll dann natierlech och prioritär e Jurist sinn.

Et gëtt och elo en eegene Kader vum Personalgeschäft beim Kommissariat, soudatt d'Leit net méi mussen detachéiert ginn. Dee Kader kann och duerch Fonctionnaire-stagiaire wéi och Employéen a Salariéé komplettéiert ginn.

Ech wëll och nach ënnersträichen, dat d'Festleeung vun de Sanktiounen net natierlech an d'Kompetenz vun dem CGID erageet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir profitéieren allerdéngs och vun dem Gesetz, fir nach eng Rei kleng aner Adaptatiounen respektiv Oublieren ze rektifizéieren. Zum Beispill viséiert den Artikel 2 Changementer, déi duerch d'Policegesetz vum 18. Juli 2018 entstanen waren, an zwar gëtt elo am ofgeännerte Gesetz iwwert d'Gehälter an d'Konditiounen fir ze avancéieren vum 25. März 2015 d'Majoratioun vun engem Echelon ëm 15 Punkte fir folgend Fonctiounen nees agefouert: den Adjutant vun der Militärmusek, den Adjutant-Chef vun der Militärmusek an den Ajutant-Majouer vun der Militärmusek.

Da gëtt och nach eng Inkohärenz zwëschen dem Artikel 23 vum Gehältergesetz vum 25. März 2015 an dem Artikel 57 vum ofgeännerte Gesetz vum 25. März 2015 iwwer e Spezialpensionsregime fir Staats- a Gemeindebeamte wéi och fir d'Eisebunner rektifizéiert. Déi Dispositioun iwwer eng Prime de formation vun 20 Punkte fir verschidde Fonctionnaire vun der Rubrik Armée, Police a Generalinspektioun vun der Police gëtt elo suppriméiert.

Da kënt den Artikel 3: Dee gesäit eng Adaptatioun vun der Terminologie am Gesetz iwwert de Regime fir d'Iwwergangspensionierung fir Staats- a Gemeindebeamte wéi och fir d'Eisebunner vir, an zwar dat d'Terme „Catégorie D, groupe de traitement D1“ duerch d'Terme „Catégorie C, groupe de traitement C1“ ersat ginn. Ech weess, dat do ass alles elo net licht verdaulech, mee et ass awer net onwichtig.

Den Artikel 4 ass awer da méi licht ze explizéieren. An zwar geet et doréms, dat d'Artikelen 2 an 3 mat dem Gesetz retroaktiv op den 1. August 2018 a Kraaft trieden.

Vläicht dann nach e Wuert iwwert d'Aarbechten an eiser Kommissioun. Den Text gouf vum Minister Marc Hansen den 23. Abrëll 2021 deposéiert. An der Kommissioun krute mer en de 7. Oktober 2021 virgestallt. De leschte 27. Oktober gouf de President vun der Kommissioun als Rapporteur genannt an de Rapport gouf dann och eestëmmeg de leschte 17. November ugeholl.

Zu den Avisa selbstverständlech och nach e Wuert. D'Chambre des fonctionnaires et employés publics hat hiren Avis de 7. Juni ofginn. Si bedauert - an dat kënne mer leider nëmmen deelen - déi beonrougend Entwécklung am disziplinäre Beräich. Se werft awer och nach d'Fro op vum Verbuet vum geheimen Ophuele vun den Diskussiounen an den Audiitiounen. Dat ass effektiv e Problem an do misst vläicht d'Gesetz vum 11. August 1982 iwwert d'Protection de la vie privée geännert ginn. Allerdéngs fällt dat ënnert d'Kompetenz vum Justizministère.

Da weist d'CHFP och nach op déi legal Dispositioun hin, déi d'Reprise vum Personal virgesäit, dat aktuell beim CGID detachéiert ass. Si vermësst u sech do, wéi gesot, eng legal Dispositioun.

Dann nach zum Conseil d'État, deen a priori keng direkt Problemer mat deem Gesetz hei hat, sech allerdéngs méi reservéiert gewisen huet, ob dat, wat mer elo hei maachen, och géif duergoen, fir d'Problematik an de Grëff ze kréien. Mir waren do e bëssen anerer Meenung. Mir sinn nämlech zur Iwwerzeugung komm, dat dat Gesetz hei awer gutt ass an dat duerfir och een drëtte Commissaire adjoint sollt agestellt ginn. Déi puer legistesche Ännerungen, déi de Conseil d'État eis virgeluecht huet, hu mer selbstverständlech ugeholl. Voilà, dat war et schon am Schnellduerchgang.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a gi selbstverständlech och nach den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Rapporteur Gusty Graas.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass nach eng Kéier déi honorabel Madamm Diane Aehm. Madamm Aehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **Mme Diane Aehm (CSV).** - Merci, Här President. Fir d'éischt wëllt ech dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schriftleche Rapport.

Schwarz Schof gëtt et iwwerall, leider och am öffentlechen Déngscht. Wann een d'Zuele kuckt, da gëtt et der méi, wéi ee menge géif. An engem fréiere Liewen hunn ech selwer och emol Enquêtes an Disziplinarverfahre gemaach, ...

(Hilarité)

...jo, dat war - Här Baum, Dir kënt laachen - schon ier et de Commissaire à la discipline gouf. Dohier weess ech ganz genee, wéi vill Aarbecht dass dat ass. Ech weess, wéi komplizéiert dass et ass an ech weess, wéi nervenopreiwend et ka sinn, wann een dann do sëtzt mat Leit an et muss een deenen nolauschteren an et muss ee jugéiere, wien dann elo Recht huet an där ganzer Geschicht.

Ech géif direkt hei soen, dass mir als CSV eisen Accord zum Projet de loi ginn, mee ech wëllt awer op verschidde Punkte kuerz agoen. Notamment ee Punkt aus dem Avis vun der Chambre des Fonctionnaires, wou si drop hiweisen, wat mat dem Enregistrement vun Audiitiounen lass ass.

Si soen, dass am Projet de loi dra steet: „tentatives d'enregistrer illégalement l'audition“. Dat steet, wéi gesot, do dran. A si soen awer, eigentlech géif d'Gesetz néierens soen, dass et verbuede wier, se opzehuelen. An an deem Sënn géif ech mengen, dass et awer net schlecht wier, wann de Kommissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire sech eng Kéier géif domadder auserneesetzen, wat dann elo de legale Kader ass, wann ee géif esou Audiitiounen ophuele respektiv wat dat him och bréngt géif, wann ee se géif ophuelen.

Well et ass wouer, dass een oft eleng do sëtzt mat Leit, a wann dann awer iergendwou eng Trace do ass, kéint dat engem spéider och hëllefen a senger Aarbecht. Duerfir géife mir mengen, dass et awer eng gutt Saach wier, wann d'Kommissariat sech selwer eng Kéier géif mat der legaler Basis auserneesetzen a kucken, wat déi hiergëtt respektiv wat se net hiergëtt.

Le saviez-vous ?

VOTE DE LA LOI

La Chambre des Députés se prononce sur les projets et propositions de loi dans le cadre de plusieurs votes. Un projet ou une proposition de loi peut être soumis au vote par division sur demande de cinq députés au moins. Si des modifications ont été adoptées, la Chambre procède ensuite au second vote réglementaire sur ces amendements après que le Conseil d'État a donné son avis à leur sujet. Ce vote tient son nom du fait qu'il est prévu par le Règlement de la Chambre. L'étape suivante concerne le vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi. Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'État, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel.

En zweete Punkt, deen ech gäre géif opgräifen, dat ass de Staatsrot, dee sech freet, ob d'Eropsetzung vun den Effektiver vum Kommissariat wierklech d'Léisung ass, fir méi séier virunzuekommen an den Disziplinarverfahren. An de Staatsrot selwer schreift: « [...] il serait dès lors de mise de réfléchir aux procédures qui sont appliquées en vue de leur optimisation ».

Mir mengen an deem Kontext, dass een de Fonctionnement vum Kommissariat eng Kéier sollt allgemeng iwwerschaffen, och am Kader eventuell, wou een och kéint iwwert d'Enregistrement vum den Auditouneen diskutieren, an dass mir et begréisste géifen, wann de Minister eng Kéier géif zu engem spéideren Zäitpunkt domadder bei eis an d'Kommissioun kommen an eis soen, wat bei deenen Iwwerleeunge beim Kommissariat erauskomm ass.

Wéi gesot, ech ginn heimadder den Accord vun der CSV a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Adehm. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten.

■ **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Selbstverständlech gi mir als LSAP och eisen Accord zu deem Projet de loi a géifen och am selwechten Otemzuch gären dem Rapporteur a President vun der Kommissioun Gusty Graas villmools Merci soe fir säi gudden an ausféierleche Rapport.

Ech géif vläicht just nach ee Wuert wëllen drunhänken - d'Madamm Adehm huet et virdrun och gesot -: D'Fonction publique ass do net anescht wéi eis Gesellschaft. Och an der Fonction publique gëtt et vläicht dat eent oder anert „schwarz Schof“, huet si se genannt. Ech géif awer hei vläicht gären nach eng Kéier festhalen, dass mir eng gutt Fonction publique hei zu Lëtzebuerg hunn, mat devouéierte Fraen a Männer, déi hiren Déngscht fir d'Land a seng Leit exemplaresch leeschten. An ech wëllt net, dass duerch déi heiten Diskussioun e falschen Androck kéint entstoën. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Merci, Här President. Och vu mir aus e grouse Merci un de Rapporteur. Ech mengen, de Gros ass effektiv gesot ginn. Ech géif mech effektiv och de Wiederum vun Här Cruchten uschléissen: Mir dierfen op kee Fall op dee Wee goen, also dat soll elo net e falschen Androck vermëttelen.

Op där anerer Säit muss ee soen, dass et eeben och wichteg ass, op dee Wee ze goen, justement fir alleguerten déi Leit, déi gutt schaffen, och ze schützen, dass een also Fäll vu schwaarze Schof dee Moment eeben och gutt kann nooen.

Et geet hei effektiv och net ëm näischt. Et ass vläicht e kuerze Rapport gewiescht, mee et ass effektiv e wichteg Punkt, wa mer wëllen e gudder Fonctionnement beim Staat garantieren.

An duerfir begréisste mer absolutt, dass hei och fir Verstärkung gesuergt gëtt, dass d'Prozeduren net éiweg schleefen an dass eeben déi Demanden oder déi Fäll kënnen anstänneg traitéiert ginn, quitte dass dat och net verhënnert, dass mer driwwer schwätzen, wat d'Prozeduren en tant que tel eeben ubelaangt, bon, well och méi Personal, wéi eeben am Avis gesot ginn ass, dat net onbedéngt ka wettmaachen, well et och deelweis un de Prozedure ka leien, wann esou Disziplinarverfahren net esou kënnen traitéiert ginn, wéi et eigentlech néideg wier. Voilà. Duerfir wär et effektiv och vläicht interessant, dee Punkt eng Kéier opzegräifen.

An domadder ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Empain. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Merci, Här President. Alles, wat hei gesot ginn ass, ass richtig. An ech ka mech deem just uschléissen. Ech géif och dem Här Rapporteur, dem Gusty Graas, Merci soe fir säi gudder Rapport an och fir déi interessant Zuelen, déi en eis do geliewert huet. Dat ass ëmmer méi flott, wann dat och e bësse méi d'Situatioun um Terrain erëm spigelt. Voilà. Mir ginn den Accord. Tiptopp!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Keup. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Merci fir d'Wuert. Merci dem Rapporteur fir säi gudder schréiftlechen a méndleche Rapport.

Et ass schonn interessant ze liesen, datt d'Affairedisciplinairé bei der Stater Gemeng esou an d'Luucht gaange sinn, datt souguer muss en neie Poste kreéiert ginn. Mee ech géif awer och dem Här Cruchten senger Wierder Rechnung droen, datt een hei elo keng Hexejeugd soll maachen. Do misst ee sech awer trotzdem gann seriö d'Fro stellen, u wat et da läit.

Sinn d'Aarbechtskonditioune eventuell degradéiert ginn? Et héiert een och ëmmer méi vu Favoritismus oder vun onbequeeme Beamten, déi duerch bürokratesch Machenschaften dozou bruecht ginn, de Mond ze halen, oder anerer, déi duerch Befeeleer a Versetzungen ënner Drock gesat ginn, an och Disziplinarverfahren, déi sech immens an d'Längt zéien, iwwer Joren eraus. An och dat ass eng Realitéit beim Staat. An och déi Leit muss ee schützen. Dofir muss een dat alles am A behalen.

Mee op alle Fall, Dir kritt den Ok vun eiser Fraktioun. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. A merci dem Gusty Graas fir säi gudder schréiftlechen a méndleche Rapport, deen och ganz interessant war. Och mir Piraten ginn den Accord.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, de Fonction-publiques-Minister, den Här Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique.** - Här President, ech sinn ëmmer an der Kommissioun vun der Fonction publique zefridden, wann de Gusty Graas Rapporteur genannt gëtt. Net dass ech déi aner net gär hunn, mee da weess ech, dass dat ganz genee gemaach gëtt an och hei esou explizéiert gëtt, dass dat verständlech ass an dass de Statut e bësse méi einfach ze verstoen ass.

Et ass eng wichteg Saach, déi mir haut maachen, an zwar aus engem Grond: Dir hutt déi Zuelen ernimmt; déi sinn amgaang natierlech steeteng an d'Luucht ze goen. Dir hat am Joer 2019 67 Fäll, Dir hat am Joer 2021 op den Dag vu gëschter 21 Saisiné bei dem Kommissär. Dat heescht, dat ass awer substanzuell, wou dat an d'Luucht geet.

An Dir hutt iwwer villes geschwat, wat d'Problematik ass, mee eng, déi och net onwichtig ass bei der Komplexitéit vun den Dossieren, ass, dass heiansdo zwee där Kommissären op engem Dossier schaffen. Dat si ganz dacks Rapporten, an och wa se vun de Gemenge kommen - an do hate mer an der Lescht jo ganz kniwweleg Fäll -, da sinn et Rapporten vu méi wéi 1.000 Säiten. An et ass och net onwichtig, dass heiansdo an där enger oder anerer Auditouneen zwee Kommissäre sëtzen, well do natierlech herno probéiert gëtt, dann dat, wat gesot ginn ass, elo op eemol net méi esou gesot ze hunn. An dat ass definitiv komplizéiert.

D'Wuert ass hei ernimmt ginn, dass mer elo ee bäisetzen, a wéi et mat de Prozeduren ass. Dat ass eng ganz richtig Bemierkung. Déi ass och am Conseil d'État sengem Avis dran.

Eppes, wat een elo emol och eng Kéier hei festhalen kann: Zanter 2003 gëtt et dat jo an där Form, an zanterdeem ass et awer emol gutt, dass eng Kéier alleguerten d'Prozeduren duerchgespillt sinn an dass mer iwwerall op Jurisprudenz sinn. Well Dir wësst natierlech: Et huet een och d'Recht, sech ze verteidigen. Mee do ginn natierlech och all Moyenen eng Kéier gezunn. An entre-temps hu mer awer bal op alleguerten deene verschiddeenen Aspekten eng Jurisprudenz, déi da méi einfach ass a wou mer dann op där anerer Säit erëm méi séier kënnen duerch d'Prozedur kommen.

Duerfir ass dat heiten dee Schrëtt, deen eis hëllef, d'Saach méi einfach ze maache fir d'Personal, wat do schafft, wann een Drëtte mat bäikéint. An dat geschitt eeben heiduerch. An duerfir just déi kleng Ännerung.

Ech hunn awer och scho virun der Pandemie - an do kommen ech gär eng Kéier mat lech an d'Kommissioun schwätzen - mat deene verschiddeenen Acteuren, déi hei implizéiert sinn, e Gespréich ugefaangen, wéi si dann eventuell Verbesserungen oder dee ganzen Disziplinnkader gesinn. Dir wësst, dass hannendrun och de Conseil de discipline ass, deen am Moment och vun enger Magistratin présidéiert gëtt. Ech hu mat deenen ugefaangen, en Echange ze hunn, wéi si déi ganz Prozedur gesinn, an ob een do kann un de Prozedure raisonnablement dat eent oder dat anert adaptéieren, wat der Saach wierklech géif hëllef, an net nëmme ze änneren, fir et eebe geännert ze hunn.

Dir hutt alleguerten zu Recht gesot, dass mer eng gutt Fonction publique hunn. An dat heite gehéiert dann awer och zu enger gudder Fonction publique, dass grad déi schwaarze Schof, wéi se hei genannt gi sinn, dann eeben och erausgeholl ginn aus deene Staatsbeamten an dass déi gradesou kloer gewise kréien, dass et net esou ka klappen, dass ee fuddelt oder eng stiicht, an dass dann eeben déi heite Saachen och anstänneg musse gereegelt ginn.

A wa mer vu schwaarze Schof eebe schwätzen, wëll ech dat awer nach eng Kéier an de Kader setzen. Ech wann ech elo ernimmen, dass mer 82 Saisinen am Joer hunn, wa mer eleng vun de Staatsbeamte

schwätzen - bon, elo si se natierlech net alleguerten ... -, dann hu mer 32.000 Agenten, déi do schaffen; da kommen d'Gemengebeamten natierlech mat derbäi, an dann ass d'Zuel vun 82 awer relativ kleng.

Mee mat deenen, déi esou eppes maachen, muss een natierlech ganz rigouréis ëmgoen an och do keen Doute opkomme loossen, dass een och prett ass, fir eeben eng effizient Fonction publique ze hunn, andeem een déi dote Saachen eliminéiert.

Ech soen lech am Virfeld Merci fir deen unanimé Vott hei an ech hoffen, dass mer dann an Zukunft och mat deem drëtte Kommissär séier virukommen, fir déi Sujeten, déi awer heiansdo delikat sinn, gutt ze beschaffen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Marc Hansen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

An elo si mer gespaant, ob de Vote électronique funktionéiert.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7809. Den Text steet am Document parlementaire 7809³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7809 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. An elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7809 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Laurent Mosar), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

4. 7750 - Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession (suite)

A well dat esou gutt funktionéiert huet, géife mer dann elo elektronesch de Vott iwwert de Projet de loi 7750 widderhuelen, fir datt mer konform zum Reglement sinn.

(Conformément à l'article 47 (2) du Règlement de la Chambre des Députés, il est procédé à un nouveau vote sur le projet de loi n° 7750 qui annule et remplace le précédent.)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7750 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fir de Projet de loi 7750 fänkt un. An och hei de Vote par procuration. En ass nach ëmmer op. Se sinn nach net alleguer erduerch. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi 7750 ass eestëmme mat 60 Jo-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Claude Wiseler), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole

Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

5. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du chômage de longue durée

Da si mer och elo do an der Rei a mir kënnen zur Aktualitéitsstonn iwwert d'Laangzäitarbeitslosigkeit kommen. Et hu sech ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Georges Engel, den Här Carlo Back, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement.

An d'Wuert huet elo den Här Marc Spautz als Vertrieeder vun der CSV-Fraktioun, där Fraktioun, déi des Aktualitéitsstonn ugefrot hat. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleegeen a Kolleegeen, mir hunn déi Debatt ugefrot, well et fir eis wichteg ass, dass mer eis och mat deene Leit beschäftegen, déi et de Moment méi schwierig hunn. Mir wëssen alleguerten, déi bescht Sozialpolitik ass d'Politik vun der Vollbeschäftigung. Wann d'Leit alleguerte beschäftegt sinn an alleguerten en uerdentleche Salaire hunn, dann hu mer déi mannste sozial Problemer.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - D'Aarbechtslosigkeit an d'Konsequenz vun der Aarbechtslosigkeit hu mer schonn oft heibannen diskutéiert, och virun net méi Laangem wéi néng Méint am Cercle, wéi mer do souzen, wou mäi Kolleege Paul Galles d'Diskussioun gefouert hat iwwert de Jugendchômage.

Wa mer d'Zuele kucken aus dem Rapport vun der ADEM an och d'Zuelen, déi am leschte Comité de conjoncture festgehal ginn, da stelle mer fest, dass d'Zuelen u sech besser si wéi emol an der Zäit, mee dass zwee Picken do sinn: Deen ee Pic sinn déi Jonk, wou ech virdu gesot hunn, wou de Paul sech schonn eng Kéier, dat war nach am Cercel, domadder beschäftegt hat, an deen anere Pic, dee mer hunn, dat ass dee vun den eelereen Arbeitslosen; respektiv „eeler“ ass och falsch, well et sinn net nëmme Eeeler, déi méi laang am Chômage sinn, déi zwielf Méint derbäi sinn.

An dem leschte Bulletin vun der ADEM sinn et der 7.000, pardon, sinn et - Durée d'inscription méi wéi zwielf Méint - 7.955 Leit, déi méi wéi zwielf Méint ageschriwwen waren. An dofir ass et fir eis wichteg, doriwwer ze diskutieren: Wou ass de Problem? Wat ass dat, wat mer do hunn?

Well déi Leit, déi hu Problemer mat hirem soziale Stallewaert. Déi Leit hu Problemer mat Akommes, well mir wëssen, och wa se Hëllef kréien, dass dat net dat selwecht ass, wéi wa se schaffe ginn. Et ass de Problem vun der Selbstachtung, well et geet ee gär schaffen! Et ass net, well een einfach seet: „Ech hu keng Loscht an ech bleiwen doheem sëtzen“, mee et hätt een och gär e Selbstwärtgefill. An dofir ass et wichteg, dass mer do eppes ënnerhuelen.

Wat sinn d'Ursachen?

An deem, wat mer gelies hunn am Bulletin an och am Rapport annuel vun 2020 - dee vun 2021 ka jo nach net do sinn -, ass ënner anerem e Problem d'Rationaliséierung, d'Moderniséierung an d'Qualifikatioun.

An d'Qualifikatioun ass eppes, wou mer awer wëssen, dass a verschiddeene Secteuren an a verschiddeene Formatiouneen e risege Manktum besteet, wou ee sech da muss d'Fro stellen, ob mer et net kënnen fäerdegbréngen, dass mer déi Leit kënnen erëm fit maache fir op den Aarbechtsmaart, a wou mer dann och kënnen kucken, dass mer deene Laangzäitchômeuren aner Moyene kënnen ginn, fir se besser ze qualifizieren a fir och do mat hinnen zesammen un der Atstellung ze schaffen.

Well et ass och oft esou, wa souguer de Profil géif passen, dass dann eng gewësse Retienz do ass: „O, deen ass schonn 9 Méint oder deen ass schonn 12 Méint oder 13 Méint am Chômage; ech huele léiwer een, deen nach net esou laang aus dem Berufsliewen eraus ass“, dass mer och do kucken - dofir nennen ech dat d'„Astellung“ -, dass een och doriwwer kann diskutieren.

Well wann déi Leit esou laang am Chômage sinn, bréngt dat jo och fir si Problemer mat sech, ech hat et scho gesot: finanziell; et ass dat mam sozialen Netz; et ass dat mat der familiärer Bindung, well och an der Famill si se net frou, wann deen een esou laang doheim setzt a keng Aarbecht fént; et ass déi perséinlech Astellung, déi een erlieft a wou ee keng Satisfaktioun huet, an et ass virun allem och d'Bindung an der Gesellschaft. Well och, wa mer alleguerter ganz fei Leit sinn an ni ee géif drun denken, hannert dem Réck vun engem aneren iwwert deen ze schwätzen, heescht et grad dann, wann esou Kollegen derbäi sinn: „Ma dee geet nach ëmmer net schaffen!“ An och dat ass eppes, wat op d'Moral vun deene Leit dréckt a wat et dann och mat sech bréngt, dass de Laangzäitchômage nach méi schlëmm gëtt.

Vun dem Gesondheitsaspekt gekuckt, vun enger Hoffnungslosigkeit, wou déi Leit op eemol verzweifelen, wa se e puer Honnert respektiv e puer Dausend Demandé gemaach hunn, et sinn der, déi falen an eng Sucht, et sinn der, déi kréien eng chronesch Lethargie, an et si Leit, déi bedauern de Verloscht vun deene soziale Kontakter, deen dat och mat sech bréngt.

D'Zil vun eis all muss et sinn, Reintegratioun ze maachen. An dat ass net eleng der ADEM hir Aufgab, well d'ADEM ass net deen, deen d'Aarbeitsplaz schafft! D'Aarbeitsplaz gi geschaaft an de Betreiber. D'Aarbeitsplaz gi geschaaft op anere Plazen. Et ass d'ADEM, déi probéiert, deene Leit ze hëllef, mee et ass net eleng der ADEM hir Aufgab, fir dat ze maachen, et ass och un eis, un der Gesellschaft, fir do déi néideg Initiativen ze huelen.

Mir brauchen dofir méi Fortbildung, méi Émschouung a méi Aarbeitsbeschafungsmaassnahmen. Ech wëll drun erënneren: Wéi mer emol an engem gréisseren Lëtzebuurger Betrib, deen haut och vill, vill méi kleng ass, Schwierigkeeten haten an de 70er-Joren, ass eng DAC geschafte ginn, eng Division anti-crise mat Aarbechten, déi allgemeng noutwendeg waren.

An et muss een och doriwwer nodenken. Mir hunn zwar CIGLen, mir hu Chômageinitiativen, mir hunn och do schon eppes hei zu Lëtzebuerg geschaaft, mee ob een net och do probéiert, deene Leit op deem Wee iwwer esou Mesuren och d'Chance ze ginn, fir zréckzekommen op den Aarbeitsmaart a fir och do eng Chance erëm ze kréien, e Selbstwärtgefill ze entwéckelen.

An enger däitscher Studie hu se ënnerstrach, dass grad am Gaardebau an an der Restauratioun ganz vill Aarbechte kënnen sinn, déi do kënnen gemaach ginn, och bei Bëschaarbechten, wou déi Leit awer dann eng Méiglechkeet kréien, erëm engem gereegelte Liewen nozegoen an och net einfach Chômage ze kréien, mee eng Indemnitéit oder eng Pai ze kréie fir eng Aarbecht, déi ee mécht.

Dofir ass et och wichteg fir eis, dass mer do Akzenter setzen an dass mer och do eppes maache fir déi Leit. Ech zitieren, an d'Kollegen aus der Finanzkommissioun, déi wëssen dat, am Rapport vun der Banque centrale hei vu Lëtzebuerg steet ganz kloer dran, wéi d'Entwécklung war vum Chômage vun 2019 bis 2020, a si hunn och ënnerstrach, dass dee Chômage hei zu Lëtzebuerg jo elo fir déi Leit, déi e bessen duerch de Sift falen, déi do Schwierigkeete kënnen hunn, 2021 an d'Luucht gaangen ass op 38 %.

An dofir si mir der Meenung, dass mer eppes solle maachen, dass mer solle probéieren, deene Leit vill méi eng individuell Betreiwung ze ginn. D'ADEM mécht scho vill dodran, mee dass mer nach doriwwer erausginn an dass mer och do mat Formation a Formation continue fir déi Leit kënnen agéieren.

Wannechgelift, Här President!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que selon les derniers chiffres de l'ADEM, le taux de chômage s'établit désormais à 5,4 %, i. e. le niveau atteint entre octobre 2019 et février 2020 ;

- qu'en même temps, plus de la moitié des demandeurs d'emploi résidents disponibles sont inscrits auprès de l'ADEM depuis au moins 12 mois ;

- que selon l'avis de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) relatif au budget de l'État pour 2022, il s'agirait d'un record historique qui serait par ailleurs symptomatique de l'existence de problèmes structurels sur le marché du travail ;

- notant que la part des demandeurs d'emploi inactifs depuis plus de douze mois (qui ne sont ni en emploi, ni affectés à une mesure pour l'emploi, ni en congé de maladie ou de maternité) a également augmenté en 2021 pour s'établir à 38 % (après une part de 32 % en 2020) (source BCL) ;

- considérant que, toujours selon la BCL, « [l]es populations défavorisées (salariés souffrant d'un handicap ou d'une incapacité de travail partielle, chômeurs âgés et/ou faiblement qualifiés) sont particulièrement exposées à ce fléau »,

invite le Gouvernement

- à œuvrer pour une meilleure prise en charge individualisée des personnes touchées par le chômage de longue durée et à leur proposer des mesures ciblées, notamment au niveau de la formation et de la formation continue.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf, Aly Kaes, Gilles Roth.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Spautz.

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Da wëll ech awer och viru-fueren, dass et och wichteg ass, wa mer elo schwätze vu Qualifikatioun, dass een och feststellt, wann ee mat verschiddene vun deene Leit d'Chance huet ze schwätzen, dass et do och oft e sproochleche Problem gëtt, entweder dass se an engem Secteur géife schaffen, wou nëmme Franséisch geschwat gëtt an net Lëtzebuergesch, oder ëmgedréit, wou déi eng net genuch Lëtzebuergesch schwätzen an déi aner net genuch Franséisch schwätzen, fir am Secteur kënnen ze bestoen. An ech mengen, och do ass et wichteg, dass mer kucken, wat mer do kënnen maachen, fir deene Leit d'Méiglechkeet ze ginn, erëm eng Kéier zréck op den Aarbeitsmaart ze kommen.

An dann, wa mer vu Laangzäitchômeure schwätzen, et sinn der och, déi duerch en Accident op eemol engem Beruff net méi konnten noegoen. Wann een da Serveuse war oder Garçon war, en hat en Autos-accident an en hat do nach eng Kéier de Becke gebrauch, da laaft Der net méi aacht Stonnen duerch de Restaurant, well dat geet net méi. An da kënt et oft zum Reclassement an da gëtt et am Ufank e Reclassement interne, da gëtt et en externe, an dann op eemol hänken déi Leit an der Loft a si wëssen net méi, wouhinner, well kee vun deenen all ass fräiwëllig an der Aarbeitslosigkeit an och kee vun deenen ass fräiwëllig krank an huet sech fräiwëllig gemellt, fir dat ze erliewen!

An dofir si mir och der Meenung, dass ee misst driwwer nodenken, a mir géifen d'Regierung opfuerderen, et gëtt jo 400 Emplois maximal annuel - esou heescht et de Moment - fir d'Insertioun vu 400 Poste beim Staat, a mir géifen d'Propos maachen, dass een do soll soen, mir missten dat méi an d'Luucht setzen, fir och do nach d'Méiglechkeet ze ginn, dass nach méi Chômeure kënnen aus der Inaktivitéit erausgeholl ginn an esou d'Chance kënnen kréien, och an eng Beschäftigung eranzekommen, och wann et net ëmmer um Staat eleng ass, déi Aufgab ze iwwerhuelen.

Mee wa mir et net fäerdgebréngen als öffentlech Hand, ob dat de Staat oder d'Gemenge sinn, fir deene Leit erëm eng Chance ze ginn, wäerte mer se och ni méi um éischten Aarbeitsmaart, un private Marché, placéiert kréien. Wannechgelift, Här President!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- revue la loi du 20 juillet 2017 portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée ;

- considérant que les différentes lois budgétaires (2018 à 2022) ont fixé le chiffre maximal annuel d'emplois d'insertion à 400 postes ;

- que malgré un bilan intermédiaire encourageant dressé en 2019, le chômage de longue durée a atteint un record historique en 2021 (avec une hausse substantielle des demandeurs d'emploi inactifs depuis plus de 12 mois) ;

- rappelant qu'il est plus raisonnable d'investir dans l'emploi que de financer le chômage,

invite le Gouvernement

- à évaluer le dispositif susmentionné et à procéder aux adaptations qui s'imposent pour aboutir à une baisse significative des demandeurs d'emploi inactifs.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf, Aly Kaes, Gilles Roth.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Dat ass déi Motioun.

An da wëll ech soen, Kolleginnen a Kollegen, mir sinn eis duerch déi ganz Situatioun alleguerter bewusst, dass et am Moment méi schwierig ass, a verschiddene Secteuren Aarbeitsplazen ze fannen.

Mee mir stellen awer fest, dass, wa mer d'Avise liesen - an d'Kollegen aus der Finanzkommissioun hunn dat jo bis an dee leschte Punkt gemaach, all déi Avise gelies, déi aner vläicht e bësse manner -, déi komm si vun de Berufschamberen a vun all deenen aneren Institutionen, déi elo an der Finanzkommissioun gekuckt gi sinn, da stellt een do ëmmer erëm fest, dass ee vill vun den Hauptpunkten ass, dass se ganz vill reklaméieren iwwert de Manktum vun der Main-d'œuvre.

An an der Zäit, wa mer iwwer Chômage geschwat hunn, war et oft, et huet net um Manktum vun der

Main-d'œuvre geleeën, mee et huet geheescht: „Mir hunn der ze vill. Mir hu keng Plaz fir déi Leit.“ An dofir mengen ech, dass et ganz wichteg ass, dass mer do an d'Formatioun an an d'Mobilisatioun investéieren, an dat am Interêt vun alleguerter deene Leit, awer och am Interêt vun eis alleguerter.

Villmools merci!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Spautz.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ **Mme Carole Hartmann (DP).** - Här President, Kolleginnen a Kollegen, an de Chômage ze falen ass keng einfach Situatioun, en ze iwwerwannen nach vill manner. A wat e méi laang dauert, wat et méi schwéier gëtt, fir nees erauszekommen. Émsou méi erfëllend ass et, wann een nees eng Aarbeitsplaz fént, wann een net méi un all Dier muss klappe goen an een nees op eegene Féiss ka stoen. D'Selbstwärtgefill wiisst dann, well een net méi vum Staat ofhängeg ass.

An enger idealer Welt géif et kee Chômage ginn. Dat entsprécht awer leider net der Realitéit. D'Aarbeitslosigkeit gehéiert nach ëmmer zu de gréissten Erausforderungen. An dëst Joer am Oktober huet de Laangzäitchômage een neien Héchststau erreicht. De Marc Spautz, deem ech Merci soen, ass indirekt drop agaangen, huet d'Ziel awer net genannt. 52 % vun de Chômeuren, déi hei am Land wunnen, waren iwwer zwielef Méint ouni Aarbecht. Am Abrëll 2019 waren et nach ronn 41 %. De Chômage de longue durée ass domadder e reelle Problem.

Eise But muss et sinn, d'Risiko vun der Laangzäitaarbeitslosigkeit am Keim ze erstécken. Eis Mesuren dierfen net eleng dann asetzen, wann d'Leit schon an de Chômage gefall sinn. Mir mussen de Problem bei der Wuerzel paken.

Duerfir ass et natierlech wichteg ze wëssen, wou déi grouss Risiko leien, fir an de Chômage ze falen.

Der ADEM no sinn et dräi grouss Kategorien: den Alter, de Statut vum Salarié - also ob en en Handicap huet oder net - an de Bildungsniveau. Dobäi si Chômeuren net onbedéngt just enger Kategorie zouzuerechnen, mee kënnen ënner all Kategorie falen. Dat mécht de Wee op de regulären Aarbeitsmaart net méi einfach.

D'Digitalisatioun, d'Automatisatioun an d'Globalisatioun vun de Mäert sinn eng weider Erausforderung. D'Kompetenzen, déi gefrot ginn, verännere sech ëmmer méi schnell. D'Formation continue, déi vun der DP schon ëmmer ënnerstëtzt gouf, muss dowéinst och kontinuéierlech weider ausgebaut ginn. D'Plattform Lifelong Learning an och d'ADEM bidde vill Weider- an Émbildungen un, fir d'Salariéen op déi Ufuerderungen um Aarbeitsmaart virzubereeden.

Wien op de Site vun der ADEM geet, dee gesäit, dass eng ganz Panoplie u Mesuren ugebuede ginn, fir Mënschen am Chômage ze hëllef. Déi eng Mesur riichte sech u Leit, déi iwwer 30 oder iwwer 45 sinn, déi aner u méi Jonker, wéi zum Beispill d'Garantie pour la jeunesse. Et gëtt Stagen, Apprentissagen a finanziell Aiden, mat deenen och Entreprises incitéiert ginn, Chômeuren anzustellen a Virurteeler aus dem Wee ze schafen.

D'lescht Joer gouf als Reaktioun op d'Pandemie, déi den Aarbeitsmaart jo staark impaktéiert huet, den Trainingsprogramm FutureSkills lancéiert. Dëse Programm bereet d'Demandeurs d'emploi op eng Aarbeitswelt vir, déi sech an de leschte Méint zum Deel ganz staark verännert huet. Am Training gëtt sech dowéinst besonnesch op Kompetenze wéi Soft Skills an digital Kenntniss fokusséiert.

Här President, jiddwereen huet e Recht op Aarbecht. Dowéinst gouf an de leschte Jore vill reforméiert, fir de Leit de Wee op den Aarbeitsmaart ze vereinfachen. Ech denken do zum Beispill un de REVIS. Wann een net genuch Sue fir ze liewen huet, da kann een de REVIS ufroen a kritt all Mount eng Allocation d'inclusion bezuelt, déi op Basis vum Type de ménage calculéiert gëtt. D'Konditioun ass, dass ee bei der ADEM ugemellt ass an aktiv no enger Aarbecht sicht. Huet een eng fonnt, da muss een d'Allocation, déi ee krut, lues a lues zréckbezuelen. Et gëtt also kloer de Message vermittelt, dass de Chômage net déi besser Alternativ zur Aarbecht ass.

Wann ee géint de Chômage virgoe wëllt, da setzt een natierlech am beschte schon an der Schoul un. De Minister Claude Meisch huet dofir och nei Initiativen an d'Weeër geleet, fir den Décrochage scolaire ze verhënnern an d'digital Kompetenzen ze verbessern.

Och fir de Mënsch mat Handicap gëtt et eng ganz Rei Mesuren. Op dëser Plaz wëll ech virun allem den Assistent à l'inclusion dans l'emploi ervirhewen, deen 2019 vun der Ministesch Corinne Cahen geschaaft gouf, an och dat neit Accessibilitétsgesetz, dat mer jo haut nach wäerte stëmmen.

Béid Dispositiffe leeschten e wichtige Bäitrag, fir den Accès op den Aarbeitsmaart fir Mënsche mat Behënnung ze erliichteren, deen een duerch eng barrièrefräi Émwelt an deen aneren duerch eng individuell Begleitung.

Här President, a fënnf Minutten ass et onméiglech, op all d'Mesuren anzugeen, déi en place sinn. Mee ech hoffen, dass ech daitlech gemaach hunn, dass scho ganz vill géint de Chômage ënnerholl gëtt. Wichteg ass et, de Laangzäitchômage op verschiddenen Niveaun unzugeen.

Fir de Chômage ze evitéieren, muss mir déi richteg Kompetenz vermëttelen an d'Aarbeitsmaart méiglechst accessibel maachen. A wann een awer an de Chômage sollt falen, da muss mir de Leit déi néideg Méttel ginn, fir och nees aus dem Chômage erauszekommen.

Fir d'DP ass de Fazit ganz kloer: D'Beschäftigung ze fërderen ass méi sennvoll, wéi de Chômage ze finanzéieren!

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hartmann. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Coronakris, déi huet scho ganz weesentlech Auswirkungen op den Aarbeitsmaart gehat an huet och en déift Gefill vun Unsécherheet hannerlooss. A leider si mer do nach net iwwert de Bierg.

Mee mat all den Ënnerstützungsmaassnahmen, déi d'Regierung geholl huet am Kader vun dëser Kris an de leschte Méint, ass e ganz groussen Effort vu Solidaritéit gemaach ginn, deen och richteg war, well déi solidairesch Politik, déi huet hir Richtige gedroen, wat de Chômage ugeet. De Chômage, dee louch am Oktober vun dësem Joer bei 5,54 % an ass domadder quasi op deem selwechten Niveau wéi virun 20 Méint, wou d'Kris nach net amgaangen war; Oktober 2019, Februar 2020 war mer op engem änlechen Taux wéi deen, dee mer elo hunn. Et gesäit een also, dass déi Mesuren, déi geholl goufen, och gewierkt hunn.

D'Ekonomie zitt elo erëm un, méi séier wéi erwaart, mee natierlech muss ee mat deenen Zuelen hei awer nach virsichteg sinn. Dëst ass ënner anerem d'Resultat eeben, wéi gesot, vun deene villen Hëllef, déi an der Kris hei decidéiert goufen. Mee mat der Ekonomie, déi elo unzitt, ass dat ëmmer esou e spannenden Equiliber.

D'Regierung hat als Zil, keen op der Streck ze looseren. An dat wichtigst Instrument, fir dëst Zil ze errechen, dat war natierlech d'Kuerzaarbecht, mee natierlech och d'Afféierung vum Congé pour raisons familiales, gradwéi och déi Hëllef, déi fir d'Betribler zur Verfügung gestallt goufen, fir Léiermeedercher a Léierjongen ze engagéieren.

Laut de leschte Projektione vum Statec konnten duerch déi zwou éischtgenannten Hëllefmaassnahmen ongeféier 15.000 - 15.000! - Aarbeitsplaz gerett ginn. Mat dësen Hëllef ass e formidabelen finanziellen Effort geleescht ginn, dee mir als LSAP natierlech ausdrécklech ënnerstëtzen a mat an d'Weeër geleet hunn. Déi 15.000 Aarbeitsplazen, déi mer elo nach hunn, déi hätten natierlech de Chômagetaux an d'Luucht klamme gelooss op vill méi héich Zuelen, wéi dat haut de Fall ass.

Dir Dammen an Dir Hären, fir eis als LSAP bleift natierlech d'Bekämpfung vun der Aarbeitslosigkeit eng vun de gréisste Prioritéiten. Duerfir mécht et eis och Suergen, och wann d'Chômagezuelen nees erofginn, dass d'Unzuel vun de Laangzäitaarbeitslosen tendenziell méi grouss gëtt.

Aus de leschten Zuele vun der ADEM vum Oktober 2021 geet ervir, dass 52 % vun deene Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, sougenannte Laangzäitaarbeitsloser sinn. Dat heescht, dass si scho säit méi wéi zwielef Méint op der Sich no enger Aarbecht sinn.

Dat ass eng Evolutioun, där mer mussen entgéintsteieren. An de Marc Spautz huet et ganz richteg gesot: Dat betrëfft net nëmme de Fait, dass de keng Aarbecht hues, mee dat betrëfft och d'Selbstwärtgefill, dat betrëfft déi mental Gesondheet, dat betrëfft dat Soziaalt an déi gesellschaftlech Bindung. An dat ass natierlech eppes, wou mer muss ganz gutt drop oppassen.

Déi Evolutioun, déi ech virun ugeschwat hunn, déi léisst sech awer sécherlech och op de Facteur vun der Kris zréckféieren, well - an d'ADEM huet et och geschriwwen - am Coronajoer, do si weider net vill Leit agestallt ginn, d'Betribler hunn net rekrutéiert. An do ass et natierlech kloer, dass, wann et elo erëm unzitt, dann natierlech déi, déi als Éischt geholl ginn, déi sinn, déi net esou laang um Marché sinn.

Wonnerléisungen, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt et keng, fir hei géigenzesteieren. E Schlësselement ass sécherlech d'Formation continue, dat ass och

schon e puermol hei gesot ginn. Et gëtt sécherlech schon eng Rëtsch Moosnamen a Beschäftigungsinitiative vun der ADEM, wéi zum Beispill déi, déi am Abrëll vum Aarbechtsminister am Kader vum Programm Digital Skills virgestallt goufen. Do ass Persounen, déi ufangs 2021 an der Kuerzaarbecht waren, ee Bong vu 500 Euro ugebuede ginn, fir dann eng Formation am digitale Beräich ze maachen. Esou pragmatisch an och konkret Hëllef, dat ass e gudder Wee, dee mer vill méi musse goen an dat och da fir d'Laangzäitchômeuren.

Änlech ass och de Programm Future Skills ze vestoen: Hei solle 500 Chômeuren, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, ausgebilt ginn, Upskiller, sougenannt Upskiller, vun deenen op d'mannst 30 % am Alter vun iwwer 45 Joer sinn.

Dat si Moosnamen, déi onbedéngt vill méi intensivéiert musse ginn. Well wann een d'Profiller vun de Laangzäitchômeuren gesäit, dann hunn déi ganz oft eng oder e puer gemeinsam Charakteristiken: Déi sinn allegueren an engem gewëssenen Alter, si si gesondheetlech oft ageschränkt a si hunn och oft net deen néidege Qualifikationsniveau.

D'Pandemie, déi huet awer och gewisen, dass eis Gesellschaft a puncto Digitalisatioun - och wa mer haut e Projet gestëmmt hunn, deen dat besser mécht - awer nach zimmlech an de Kannerschong steet.

Eng aner Moosnam, déi mer begrëssen, dat ass déi vun de sougenannten EMlen, „nouveaux emplois d'insertion“, fir Laangzäitchômeuren, déi eebe grad Laangzäitchômeuren dozou solle bréngen, dass déi bei Secteurs conventionnés wéi Gemengen oder Établissement-publicke kënnen agestallt ginn, an da kritt den Employeur 100 % vun de Salaireskäschen do rembourséiert während enger Zäit.

Esou Kontrakter, déi sinn definitiv eng Méiglechkeet, fir Laangzäitchômeuren erëm eng Aarbecht ze ginn an hinnen natierlech och dat Selbstwärtgefill, déi sozial an déi gesellschaftlech Bindung erëm eng Kéier erëmginn.

Mir begrëssen, dass och gradesou ...

(Coups de cloche de la présidence)

... wéi fir 2021 - ech si gläich fäerdeg - am Budget 2022 erëm eng Kéier 400 Posten do geschafte ginn.

Et ass virdu gesot ginn: Aarbechtsbeschäftigungsmoosnamen, jo, CIGL an esou weider, och déi si ganz wichteg, weider ze ënnerstëtzen. Mee et gëtt och kleng Initiativen. Ech kennen do eng: Eis Epicerie zu Zolwer huet net Honnerte vu Mataarbechter, mee eng kleng Zuel. An awer ass et wichteg, och esou Initiative weider ze ënnerstëtzen.

Als LSAP wäerte mir eis och weiderhi fir d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosigkeit setzen an eis konsequent och hei genau op deem Niveau setzen, well et ass d'Fundament vun eiser sozialer Gesellschaft, déi mer no vir wëllen driewen.

Merci.

■ Plusieurs voix. - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Carlo Back (déi gréng).** - Här President, Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, fir d'éischt emol e Merci un de Kolleg Marc Spautz fir dës Heure d'actualité zu deem Sujet, engem Problem, dee sech wierklech elo ëmmer méi zouspëtz. Mee de Laangzäitchômage ass net onbedéngt een neie Phänomeen hei zu Lëtzebuerg, en huet ëmmer nach bestanen. Mee wéi gesot, mat der Pandemie huet d'Situatioun sech weider zouspëtz.

Allgemeng kann een zwar soen, dass eisen Aarbechtsmarché gutt duerch déi sanitär Kris komm ass. Virun allem de Chômage partiel huet derfir gesuergt, dass d'Leit net masseweis hir Aarbecht verluer hunn. Mee fir déi Leit, déi no Aarbecht sichen, ass et méi schwéier ginn, eng ze fannen. An och elo, wou d'Zuel vun den oppene Plazen nees zouhëlt, sinn et virun allem déi, déi nach net esou laang no enger Aarbecht sichen, déi de Wee méi licht zréck an d'Aarbecht fannen.

Mee vun alle Leit, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, maache Laangzäitchômeuren, wéi dat elo schonn erkläert gouf, mëttlerweile méi wéi d'Hallschent aus. Dat sinn 8.000 Mënschen! Dat sinn 8.000 Persounen!

De Profiller vun de Laangzäitchômeuren ass dee vun enger Persoun, déi éischter manner Qualifikatioun besetzt, méi al ass an och oft zousätzlech nach mat gesondheetleche Probleemer ze kämpfen huet.

Säit der Covidkris changéiert dës Situatioun awer, an et fanne sech och ëmmer méi Leit mat méi héije Qualifikatiounen ënnert de Laangzäitchômeuren erëm.

De Chômage, besonnesch wann e laang dauert, ass mat Käsche verbonnen: Käsche fir eis Wirtschaft, fir eis Économie, déi Aarbechtskräfte verléiert, Käsche fir d'Gesellschaft an de Sozialsystem, awer och Käsche fir deen Einzelnen a seng Famil. Hei

denken ech u Situatiounen, wou e Papp oder eng Mamm als Elengverderger vun enger Famil keng Aarbecht huet zënter iwwer engem Joer. Wat fir Auswirkungen huet esou eng Situatioun op hir Familjen, op d'Gesondheet vun där Persoun?

Dir gesitt, de Kampf géint de Chômage ass och e Kampf géint Aarmut a sozial Exklusivitéit. Dofir gett et och scho säit Längerem verstärkt Ustregunge säitens der ADEM, fir Laangzäitchômeuren op hirem Wee zréck op den Aarbechtsmarkt ze ënnerstëtzen.

Mir musse eis awer d'Fro stellen, ob déi aktuell Programmer a Mesuren duerginn. Den Aarbechtsmarché ass ganz ëmkämpft, an et bleift besonnesch fir déi Laangzäitchômeuren, déi och nach mat gesondheetleche Probleemer ze kämpfen hunn oder en Handicap hunn, ganz schwéier, d'Patronen ze iwwerzeegen, hinnen eng Chance ze ginn.

D'Capacitéite vun der ADEM goufe scho staark ausgebaut. Mee mir sollten net zécken, hei weider Moyenen ze mobiliséieren, fir den individuelle Suivi vun de Laangzäitchômeuren ze verbessern. Eis erschénge et wichteg, de gesamte Katalog u Mesurë vun der ADEM, awer och d'Programmer, déi vu Ministère ënnerstëtzt ginn, vu béide Ministère - ech denken hei och un d'Éducation -, déi Initiatives sociales, eng Kéier op de Leescht ze huelen.

Wou kann d'Zesummespill vun dësen ënnerschiedleche Mesuren nach verbessert ginn? Passe se op de Profiller vun de Laangzäitchômeuren? Wou feelt et nach un Offeren? Wéi kënnen mir en Iwwergang vu Beschäftigungsinitiativen an den éischten Aarbechtsmarkt verbessern?

All dat muss zesumme mat den Experten an de Sozialpartner analyséiert ginn; eng Evaluatioun vum Besteeënde mat Recommandatiounen fir d'Zukunft.

D'Preventioun, fir net an de Chômage ze kommen, spillt awer och eng ganz wichteg Roll. An dofir ënnerstëtze mir och voll d'Approche vun enger „National Skills Strategy“. Besonnesch d'Formation continue kann de Salariéen hëllef, mat de schnellen Entwécklungen vun haut Schratt ze halen. Fir d'Kompetenzen um Aarbechtsmarché weiderzeentwéckelen, sinn all Acteure gefuerdert, well mir musse sécherstellen, dass esou nei Formatiounen och bei deenen ukommen, déi et am meeschte brauchen.

Ech soen lech Merci.

■ Une voix. - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Back. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir unzefänken en hærzeleche Merci dem Här Marc Spautz fir dës Aktualitéitsstonn. Obschonns déi offiziell Zuel vun de Chômeuren laut Oktober 2021 am Abléck mat 15.417 Leit daitlech ënnert dem Niveau läit vu virun engem Joer - dat ass e Minus vu 14,2 % -, bleift de Problem vun der Laangzäitaarbechtslosigkeit akut.

D'Zuel vun de Mënschen, déi säit méi wéi zwielef Méint bei der ADEM ageschriwwen sinn, läit bei 7.955. Dat sinn der zwar 9,2 % manner wéi am selwechten Zäitraum 2020, mee déi Zuel weist och, dass d'Laangzäitchômeuren d'Majoritéit vun de Chômeuren ausmaachen. D'Zuel vun de Mënschen, déi säit méi wéi zwielef Méint inaktiv sinn, déi also weeder geschaff hunn nach an enger Beschäftigungsmoosnam waren, läit bei 5.870.

Am Abrëll 2019 ware 40,98 % vun de Chômeuren Laangzäitaarbechtsloser, am Abrëll 2020 waren et 42,95 %. Am Juni dëst Joer waren et déi éischte Kéier iwwer 50 % Laangzäitaarbechtsloser. Et gesäit een, wouhin den Trend lues a lues geet.

Laangzäitaarbechtslosigkeit ass e Cercle vicieux. Grad ewéi een ëmmer méi schwéier aus der Drogenzeen erauskënn, jee länger een dran ass, esou gëtt et leider och ëmmer méi schwéier, aus der Laangzäitaarbechtslosigkeit erauszekommen, jee länger een dran ass.

Wat ass de Profiller vun deene Leit? Majoritär sinn et Leit iwwer 45 Joer, déi aus gesondheetleche Grënn hiren traditionelle Beruff net méi ausüben kënnen. Eenzel Mënschen haten och e Burnout an duerfir hate si gekënnegt. Meeschtens sinn et awer Mënsche mat niddreger Qualifikatioun, déi haart kierperlech Aarbechte maachen, zum Beispill Mënschen, déi um Bau schaffen. Wann dës Mënsche Probleemer mat hirem Réck oder hirem Knéi kréien, musse se dacks eng nei Aarbecht sichen.

Derbäi komme Mënsche mat limitéierter Aarbechtsfähigkeit bezéiungsweis Mënsche mat engem Handicap. Grad fir dës Leit ass et schwéier, aus der Laangzäitaarbechtslosigkeit erauszekommen, well dacks ganz onrealistesche Fuerderungen u si gestallt ginn. Laangzäitaarbechtsloser hu schonn an normalen Zäite méi Probleemer, eng nei Plaz ze fanne wéi aner Leit. Duerch d'Coronakris ass dëst ganz sécher nach e bësse méi schwéier gi fir dës Mënschen. Si hunn och méi Probleemer, Onlineformatiounen ze maachen. Bei de Berufsgruppe sinn haaptsächlech den Horeca-, den Event- an den En-

zelhandelssecteur betraff wéi och de Bausector. Duerfir schwätze mir eis och ganz kloer géint Mesuren aus, déi dës Berufsgruppen nach zousätzlech belaauchten.

Ech wëll awer hei eng Klammer opmaachen: Et muss een och wëssen, an dësem digitalen Zäitalter, an deem mer liewen, dass mer do d'Leit net all mat op dee Wee kréien! Dat ass onméiglech! An ech mengen, och doriwwer misste mer eis eng Kéier Gedanke maachen, dass mer och eng Partie Aarbechtsplaz fir déi Leit reservéieren, déi aus deem Milieu net erauskommen, an dass mer och Plazen hu fir déi Leit, déi net dem digitalen Zäitalter gewuess sinn. Ech mengen, do läit och en Denkfehler, dee mir all heibanne maachen. Och doriwwer sollte mer eis emol eng Kéier Gedanke maachen.

Erwäne wëll ech awer och nach e puer Fuerderungen aus eise Walprogramm vun 2018:

De Kampf géint d'Aarbechtslosigkeit fänkt schonn u bei der Schoul, der Ausbildung an der Orientéierung. Duerno ass et un der Weiterbildung, fir d'Qualifikatioun vun den Aarbechtslosen an d'Ufuerderung vun de Betriber méi no beineen ze bréngen. Wann Aussicht op Erfolleg ass, soll d'ADEM och Ausbildung matfinanzéieren, déi méi laang daueren: d'Schoul vun der zweeter Chance, Coursen an der Informatik, Ausbildung an der Fleeg an am Gesondheitssector.

Leit, déi méi al wéi 45 Joer sinn an doduerjer méi schwéier ze vermëttelen sinn, musse vun der ADEM gezielt gehollef kréien: spezifesch Formatiounen. Duerfir missten och bei der ADEM eenzel Placeure schaffen, déi sech eleng ëm déi Punkte bekëmmere.

D'ADR ass sech bewusst, dass et och bei allen Ustregungen weiderhin eng Rei vu Leit gëtt, déi aus verschiddenen Ursaachen net oder nëmme ganz schwéier kënnen um éischten Aarbechtsmarkt agegliddert ginn. Fir dës Leit sollen, no engem Bilan vun hire Kompetenzen, eventuell zesumme mat den zoustännegen Instanzen, zum Beispill dem REVIS, aner Servicier oder Institutionen de Relais iwwerhuelen, dat ganz besonnesch, fir déi dann um drëtten Aarbechtsmarkt ze placéieren.

Zum Schluss erlaabt mer nach vläicht, ee ganz kleng Problem unzeschwätzen. Et ass kloer, dass et bei all Gesetz - oder bal bei all Gesetz - eenzel Abuse ginn. An esou ass et och an dësem Beräich. An et wär flott, wa mer all déi Leit géifen erausplécken, déi mat villen Tricks schaffen, fir sech laanscht d'Aarbecht ze drécken, an déi dann och e schlecht Licht op déi aner 99 Prozent do geheien. An do wier och all méiglech Ustregung sënnavoll, fir dat ze verhënnere.

Dat gesot, Dir Dammen, Dir Hären, soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

■ M. Fernand Kartheiser (ADR). - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Engelen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Merci. Här President, de Chômage huet eis iwwer déi lescht zwee Joer beschäftegt, well zu Recht gefaart ginn ass, dass d'Pandemie an de Shutdown vu ville gesellschaftlechen a wirtschaftlechen Aktivitéiten zum Verloscht vun Aarbechtsplaz geife féieren. Dat war och de Fall an huet während där Zäit virun allem scho méi prekär Salariéen an och Independantë betraff, déi hiren CDD net erneiert kritt hunn, als Interim geschafft hunn oder einfach keng Optrag méi kritt hunn.

Mir stellen awer haut fest, dass de Chômage insgesamt no engem Peak vu 7 % am Fréijoer 2020 erëm dohinner zréckgaangen ass, wou e virun der Pandemie war. Mir gesinn awer och, dass dee Wäert iwwer déi lescht Jore, onofhängeg vun den Effekter vun der Pandemie, ganz héich ass, an elo, wou den allgemenge Chômagetaux erëm erofgaangen ass, souguer weider eropgaangen ass. An dat ass de Laangzäitchômage!

Dofir fanne mir et och wichteg, dass mir haut hei doriwwer schwätzen. E grouse Merci!

Am Februar 2020 ware 16.600 Leit am Chômage. Dovu waren der 7.200 schonn zwielef Méint a méi ageschriwwen, dat sinn 43 %. 5.100 ware scho säit méi wéi zwielef Méint berufflech net méi aktiv. Am leschte Bulletin vun der ADEM si 15.500 Leit am Chômage, dovun 8.000 scho méi wéi zwielef Méint, also knapp 52 %.

Och d'Zuel vun de Leit, déi säit iwwer zwielef Méint kenger bezuelter Aarbecht méi nogaange sinn, läit elo bei 5.900. Dës Zuele verstoppen awer vill, well déi Leit, déi ab der Reform vun RMG/REVIS beim ONIS an net bei der ADEM ageschriwwen sinn, feelen hei! D'Leit an de Mesuren, déi ganz oft iwwer Jore tëschent Mesure a Chômage hin- an hierpendele mussen, feelen och zum Deel. Leit, déi eng Deelzäitaarbecht hunn a voll schaffe wëllen, sinn och net hei abegraff. A vill anerer méi.

Dëst weist eis, dass bei der Reprise vun der Économie a vum Emploi iwwer déi lescht Méint Deeler vun de Leit op der Sich no enger Aarbecht vergiess gi sinn. Mir reien eis zu Lëtzebuerg do an eng Entwécklung an, déi et och an eisen Nopeschlänner gëtt: An Däitschland mat 42 % an a Frankräich mat och iwwer 50 %, erreecht den Undeel vum Laangzäitchômage nei traureg Rekorder.

Betraff sinn och zu Lëtzebuerg Leit, déi entweder keng schoulesch Ausbildung oder keen Diplom ofgeschloss hunn oder e gewëssenen Alter iwwerschratt hunn an entweder den Ufuerderungen, déi stänneg a méi séier changéieren, net méi esou gutt gerecht kënnen ginn oder ganz einfach duerch nei a méi bëlleg Salariéen ersat ginn. Derbäi kommen och vill Leit mat Handicap. Säit Ausbroch vun der Pandemie sinn awer och méi Héichqualifizierter méi nennenswäert vum Laangzäitchômage betraff.

Wat sinn also dës Grënn vun deem Laangzäitchômage?

An éischter Linn déi neoliberal Approche, déi d'Grënn fir de Chômage a sozial Probleemer an der Persoun festmécht an net enger ekonomescher Entwécklung, déi guer net zum Zil huet, all Mënsch eng anstänneg Aarbecht zur Verfügung ze stellen!

Zweetens déi dorunner net ugepasste Mesurë ronderëm d'Réinsertion professionnelle oder d'Inclusion sociale, wou Leit wéi de Bällchen am Pingpong tëschent ONIS an ADEM an Tëschestrukturen iwwer Formatiounen, Stagen, prekär Kontrakter a Mesuren hin- an hiergespillt ginn an nëmme seelen en Ausbroch dorauer packen.

Drëtens d'Schoul, déi ëmmer méi jonk Leit ervibréngt, déi keen Ofschloss méi hunn, schlecht orientéiert gi sinn, keng Perspektiv op eng Léierplaz hunn a soumat aus der Schoul eraus an d'Onsécherheet, an d'Prekaritéit rëtschen, ouni Chômage a REVIS a mat wéineg Chance, eng Kéier eng stabel Aarbechtssituatioun ze fannen.

Véiertens de Manktem bei de Weiterbildungs- an Ëbildungsméiglechkeete fir Leit, déi musse oder wëllen hir Aarbecht wiesselen, eng Realitéit, déi haut mat der séierer Evolutioun vun den Aarbechten an Ufuerderungen u Spezialisierungen an technischem Wësse vill méi wichteg ginn ass.

Här President, dem Laangzäitchômage kann een net mat classeschen orthodoxe Rezepten Meeschter ginn! Et kann een net drop hoffen, dass en héije Wirtschaftswuesstum d'Schafung vun ëmmer méi Aarbechtsplazen ervibréngt, wouduerch de Chômage grëssendelees geif verschwannen.

Natierlech muss an der Bildungspolitik ugesat ginn! Fir ze verhënnere, dass déi sozial Inegalitéite weider schoulesch Inegalitéite schafen, muss d'Schoul sech d'Moyene ginn, fir d'Chancëgläichheet ze erméiglechen. Déi geet just mat engem inklusiven Unterrecht, deen op Teemaarbecht berout amplaz op Individualisierung a Kompetitioun.

■ Une voix. - Très bien!

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Dat geet och just, wann d'Schüler genuch Informatiounen a Wësse konnte sammelen, fir selwer kënnen matzeentscheeden, wéi si sech schoulesch a berufflech orientéieren wëllen.

D'Evaluatioun um REVIS, déi elo soll gemaach ginn, muss och der Problematik vum Laangzäitchômage Rechnung droen, besonnesch well de REVIS jo zum Zil soll hunn, déi sougenannt Inclusion sociale an d'Réinsertion professionnelle ze verbessern.

D'Verlängerung vun der Indemnisiatioun vum Chômage op 24 statt wéi haut op 12 Méint ass fir eis och eng Méiglechkeet fir ze verhënnere, dass Leit, déi sech méi schwéierdinn, eng Aarbecht ze fannen, net esou séier an de REVIS rëtschen an domadder och weider Deeler vun hirem Revenu verléieren.

Mee mir musse virun allem deem Rechnung droen, dass de Marché ni jidderengem wäert eng Aarbecht ginn. De Staat kann a muss an eisen Aen an déi Bresch sprangen. Vill elementar Aarbechten, déi als konstruktiv fir eist Zesummeliewe wouergeholt ginn an enger ziviliséierter a solidarescher Gesellschaft, ginn ongenügend gemaach.

Mir hu während der Pandemie, a besonnesch am Confinement, verschidde vun dësen Aarbechten erlieft an appreciéiert. Mee et geet doriwwer eraus, zum Beispill am Émgang mat ekologeschen Urgencen, wou sënnavoll Aarbechten entstoe missten. Iwwer esou e Programm, dee mir als staatlech Jobgarantie bezeichnen, kéint d'Recht op eng Aarbecht am Kader vun engem sozialekologeschen Émbau vun eise Zesummeliewen zu enger realistischer Zilsetzung ginn.

Här President, erlaabt mer, elo wierklech hei zum Schluss nach vun engem flotte Projet, deen den Här Georges Engel schonn gedeit huet, ze erzielen. Ech weess, datt et och nach vill anerer gëtt, mee hei gesäit een, wann d'Regierung deem e Kader gëtt mat engem SIS-Gesetz a wann d'Gemeng - an dësem Fall d'Gemeng Suessem - ganz susceptibel op deem doten Thema ass an e Lokal mat engem abordabele Loyer zur Verfügung stellt souwéi e Pre-

finanzement à taux zéro mat engem ganz flexibele Réckbezuelsmodus, nom Motto: „Wa méi an d'Keess kënt, gëtt méi bezuelt; wann näischt an d'Keess kënt, da gëtt et op den nächste Mount opgeschoben“, ... D'Schold gëtt wuelverstanen awer ganz zréckbezuelt. Et muss een och wëssen, dass all Gewënn nees zréck an dës Gesellschaft fléisst. Kooperationsdäerfe méi wéi eng Part kafen, mee si hu leider näischt dovun. Doduerch ass e flotte Solidarwirtschaftsprojert entstanen, nämlech „Eis Epicerie Zolwer“ an „Eis Brasserie Boulodrome Metzlerlach“, wou mëttlerweil, nieft dräi Employéen an engem Student, 13 EMI-Mesurë vum der ADEM a 27 TUC-Mesuren ...

(Coups de cloche de la présidence)

... vun ONIS/REVIS mat 2 Service-volontairë schaf-fen.

Ech si gläich fäerdeg.

Déi Persounen si fro, nees all Dag kënnen opzestoen, engem gereegelten Job nozegoen, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Madamm Cecchetti, Dir musst zum Schluss kommen, Dir hutt ...

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**- Ech sinn um Schluss. Ech hu jo gesot, ech sinn um Schluss, ech sinn a mengem leschte Saz.

... eppes Sënnvolles fir d'Gesellschaft ze leeschten. Si fille sech nees gebraucht a valoriséiert. A wat gëtt et nach Besseres wéi dat? 13 verschidden Nationalitéite schaffen en plus do zesummen! Dofir, léif Deputéierten, déi och an enger Gemeng zoustänneg sinn, wannechgelift, kommt lech de Projet ukucken, hutt de Courage a maacht et! Dann hutt Der eppes derfir gemaach, fir de Laangzäitchômage aus der ... net aus der Welt ze schafen, awer fir deene Leit wierklech ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Cecchetti.

(Hilarité)

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).**... e bessert Liewen ze ginn!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech versprechen lech, ech maachen hei elo keng Suessemmer Gemegepolitik. Ech wäert mech hidden, hei Appeller ze maachen, déi iwwert dat erausginn, wat mer an der Heure d'actualité uschwätzen.

Fir d'éischt wëll ech awer dem Marc Spautz Merci soen, fir dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn, well wann iwwer 50 % vun de Chômeuren, déi hei am Land wunnen, Laangzäitchômeure sinn, wann ee weess, wéi vill Leit am Chômage eng Formation d'ordre supérieur opzeweisen hunn, wann ee gesäit, wéi vill oppe Plazen et gëtt a wann een héiert, wéi vill Betriber anscheinend keng gutt Leit méi fannen, da weess een: Hei muss eppes geschéien!

Hannert dëser Zuel vu bal 52 % stieche vill Einzel-schicksaler. Et si Jonker, déi d'Schoul ofgebrach hunn oder och d'Schoul ofgeschloss hunn an a Covidzäiten einfach manner Chancen um Aarbechtsmaart hunn. Et si BPLen. Et sinn och Leit, déi Joerzénge um Berufserfarung hunn an déi awer manner gâr vun de Patronen agestallt ginn, obwuel et duerfir net onbedéngt e Grond gëtt a se ganz heefeg gesot kréien, se wäeren iwwerqualifizéiert. An et sinn och Persounen, déi ënner gesondheetleche Probleemer, mental wéi psychesch, physesch leiden.

Leit mat engem Statut Handicap oder Capacité de travail réduite kréien nëmme ganz seelen eng Plaz um éischten Aarbechtsmaart.

Mir Piraten fuerderen nach ëmmer, dass de Staat déi Patronen, déi dat offréieren, méi muss ënnerstëtzen, déi, déi eng Persoun mat Handicap astellen; dass de Statut de travailleurs handicapé muss iwwerschaaft ginn; an dass d'Quoten an d'Hëllef fir d'Patrone mussen iwwerschaaft ginn. An och de Staat muss do mat guddem Beispill virgoen!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Thema Laangzäitchômage muss een och soen, dass net jiddereen, deen eng Plaz sicht, och bei der ADEM ageschriwwen ass. Vill Jonker denken no der Schoul net onbedéngt als Éischt drun, sech bei der ADEM anzuschreiwen oder melle sech net un, well se sech soen: „Wat ass mäi Benefiss? Ech hu jo mäin Diplom an der Täsche. Ech sinn ze jonk, fir REVIS ze kréien. Wat bréngt et mer?“ An och Elteren, déi doheembliwwen sinn, fir no de Kanner ze kucken, denken net onbedéngt drun, fir sech duerno erëm bei der ADEM unzemellen.

Ech kann hinne vun dëser Plaz aus just roden: Maacht et! Mellt lech un! Gitt bei d'ADEM, fir vun deem Encadrement, deen et do gëtt, ze profitéieren! Zum Beispill, wann ee Froen huet als Jonken, wéi ee soll am beschte säi CV opsetzen, oder och als manner Jonken, wann ee Froen a puncto Aarbechtsverträge a Weiderbildungen huet: Profitéiert vun deenen Offeren, déi et gëtt, och wa se mir net ëmmer wäit genuch ginn!

Op dëser Plaz muss ech nämlech och soen, dass d'ADEM, esou gutt verschidde Conseillereen a Pla-ceuren och schaffen, dach eng déck Schëpp muss bäileëen.

Mir wollten als Piraten de leschte Mount e Jonken an enger Mesure astellen. E puer Deeg iert de Jong sollt bei eis ufänken, et war u sech alles an der Rei, kounn dunn e Brëif, dass hien e Rendez-vous verpasst hätt. Eis Mataarbechterinnen a Mataarbechter hunn du probéiert erauszefannen, wat do derhannert géif stiechen. Hie seet, en hätt kee Brëif kriit. D'ADEM seet, se hätt e Brëif fortgeschéckt.

Bref, dofir gëtt et Prozeduren. Ech hunn och kee Problem domadder, dass et déi Prozedure gëtt. Ech hunn awer e Problem domadder, wéi laang déi Prozeduren daueren. Well, wéi en du säi Recours age-recht huet, du krut en e Brëif zréck, dass et wéinst ville Recoursen - an dat weist jo, dass et och e strukturelle Problem gëtt - am Moment zwëschen zwee an dräi - net Wochen - Méint géif daueren, bis eng Decisioun géif falen. An da kéint et nach eng Kéier bis zu engem Mount zousätzlech daueren, bis d'Sekretariat d'Entscheidung géif matdeelen.

Dat heescht, hei gëtt et Leit, déi potenziell - zu Onrecht! - hir Indemnitéit de chômage gestoppt kréien, déi eventuell - zu Onrecht! - net eligibel si fir eng Moosnam, déi kënnen bis zu véier Méint um Dréche setzen. Esou Delaie sinn an eisen Aen absolutt inakzeptabel.

Et kann net sinn, dass ee véier Méint muss waarden op eng Decisioun an esou engem Recours, ganz dovun ofgesinn, dass déi Leit, déi esou e Recours kéinten aleëen, oft net wëssen, wéi dat geet an Hëllef beim Opsetze vum Brëif brauchen. Hei mussen also dréngend Verbesserungen hier. D'Commission spéciale muss sech méi wéi ee- bis zweemol de Mount gesinn oder d'Unzuel u Membere muss an d'Luucht goen!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Liewen ouni Aarbecht ass e ganz schwieregt Liewen. An duerfir muss mer alles drusetzen, fir Leit, déi Laangzäitchômeur sinn, um Aarbechtsmaart ze integréieren. Ouni Aarbecht ass een oft manner gutt sozial integréiert, well ee kee gereegelten Alldag huet a virun allem keng Aarbechtskollege gesäit, an et feelt hannen a vir u Suen.

De System, dee mer am Moment hunn, ass bei Wäitem net perfekt an et ass nach vill Verbesserungspotenzial do. Mir kënnen als Staat e Virreider-rôle iwwerhuelen. Mir kënnen als Staat derfir suer-gen, dass dat, wat mer vun de Privatpatrone ver-laangen, och bei eis émgesat gëtt, dass mir eeben och als Staat Laangzäitchômeuren eng Chance bid-den.

Här President - ech si méi séier wéi sechs Minutten -, ech hoffen, dass dës Debatt genotzt gëtt, fir dass mer déi wichteg a richtig Schrëtt huelen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol wéilt ech de Kollege vun der CSV an dem Här Marc Spautz e ganz grouse Merci soen, dass en d'Initiativ geholl huet, fir dës Heure d'actualité ze organi-séieren. An ech mengen och, dass den Zäitpunkt dee richtege war, fir dat ze maachen an enger Zäit, wou et net einfach ass, dass wësse mer, a wou virun allem déi, déi vu Chômage a vu Laangzäitchômage am Spezielle betraff sinn, et nach vill méi schwéier hunn.

Ech wëll och de Virriedner Merci soen, well et zum Deel erausgeklungen ass a verschidde Beiträg, dass scho ganz grouse Efforte gemaach ginn, vun der Regierung, vun der ADEM notament, fir eeben hei entgéintzewierken. An et ass och zu Recht drop higewise ginn, dass et net d'ADEM ass, déi d'Aar-bechtsplaze schaaft, mee dass dat nach ëmmer d'Économie ass an dass mer natierlech och do aner Usätz mussen fanne wéi just, soen ech emol ënner Anführungszeichen, d'„Aarbechtslosegkeet ze ver-walten“. Et mussen also aner Usatzpunkte fonnt ginn. Och doriwwer schéngt mer Eenegkeet ze be-stoen.

Duerch déi ganz breet ugeluechten - kann een awer, mengen ech, soen - Mesuren, déi d'Regierung am Kader vun der Kris geholl huet, fir de Betriber an och de Salariéen, déi an deene Betriber schaffen, ze hëllef, awer och deene Leit, déi am Chômage sinn, ass et eis, mengen ech, an der Tëschenzäit gelongen, de Chômagetaux erëm op deen Niveau erofzedrécken, wéi mer e virun der Kris haten.

Domadder sinn awer selbstverständlech net all d'Problemer geléist, well och scho virun der Kris war de Chômagetaux héich, an a mengen Aen ze héich.

Ech wëll awer trotzdem betounen, dass, wann eis dat gelongen ass, de Chômagetaux erëm dohinner ze bréngen, wou e virun der Kris war, dass dat keng Selbstverständlechkeet war. Et ass och net um selwe komm. Mee et ass wierklech duerch e proaktiivt Schaffen, eng proaktiv Bekämpfung vum Chômage méiglech gewiescht, dass mer zu deene Chif-feren do komm sinn, a selbstverständlech och duerch d'Économie, déi duerch déi vill Mesuren, déi mer geholl hunn, net esou beschiedegt ginn ass, wéi dat am Ausland de Fall war.

Ech wëll awer och vun der Geleeënheet profitéieren, fir ganz speziell de Mataarbechter vun der ADEM Merci ze soen, déi an dësen Zäite vill, vill Stonne verbruecht hunn, net nëmme am Kader vum Chô-mage partiel, dee vill Aarbechtsstonne gebonnen huet, mee eeben och an der Betreuung vun deene Leit, déi bei der ADEM uklappen, fir eng Aarbecht ze fannen. Och an deem Beräich ass ganz villes a ganz Grouse geleescht ginn. An duerfir mäi Merci un d'Mataarbechter vun der ADEM.

Et ass virun och schonn hei ugeklungen: D'Kris huet vill Leit getraff, mee se huet d'Leit net d'näm-mlecht getraff. An déi, déi am meeschte leiden, dat waren déi, déi och scho virun schlecht dru waren. An zu deene gehéiere selbstverständlech och déi Leit, iwwert déi mer hei schwätzen, nämlech d'Laangzäitchômeuren.

Als Laangzäitchômeuren, muss ee soen, ginn déi Leit benannt oder definéiert, déi méi wéi ee Joer am Chômage sinn. Duerfir ass et och eng Kéier in-teressant, awer e bëssen an d'Geschicht ze kucken. Bis 2009 hate mer eng Inzidenz vun Laangzäitchô-mage, Chômage longue durée vu ronn 35 %. Ënner Inzidenz verstinn ech also den Undeel, de Prozent-saz vun de Laangzäitchômeuren um gesamte Chô-mage. Dat huet sech 2009 e bëssen an d'Luucht ge-dréckt, vu 35 % op 40 %. An zënter 2009, wou mer eng Rezession haten, ass en op 40% eropgaangen; zënterhier hu mer eis bei dem Prozentsaz stabili-séiert.

An dunn ass de Schock vun 2020 komm: D'Sani-tärkris huet de Chômage quasi explodéiere ge-looss. An déi Explosioun ass net onbedéngt - an dat ass ganz wichteg an dësem Kontext - doduerjer komm, dass extreem vill Leit zousätzlech an de Chômage komm sinn. Mee si ass doduerjer komm, dass mer et vill méi schwéier fäerdegbruecht hunn, fir Leit erëm op den Aarbechtsmaart ze bréngen. Dat heescht, déi Leit, déi ageschriwwen waren, si vill méi laang ageschriwwen, wéi dat üblecherweis de Fall war.

Zanter dem Summer spiere mer eng Reprise vum Marché, an dat ass och gutt esou. Allerdéngs stelle mer fest, dass d'Sortië am Chômage eeben net nom Prinzip fonctionéieren „first in, first out“, mee dass se éischer nom Prinzip fonctionéieren „last in, first out“. An dat ass e Problem, dee mer scho méi laang mat eis schleefen an deem mer eis ganz spezifesch mussen widmen. An den Här Spautz hat dat och schonn ugedeit: Déi Leit hunn eng schlecht Renomme, wa se esou laang am Chômage waren, an déi Renomme ass meeschtens total onver-déngt an total feel op der Plaz. Dat ännert awer näischt um Fait, dass et oft esou ass.

Dat heescht also och, wann ech dat elo hei esou etabléieren, dass déi Leit, déi kuerz virun der Pande-mie an de Chômage komm sinn, et extreem schwéier hunn:

Éischtens, well de Marché laang Zäit keng Leit méi engagéiert huet a well e se duerch hir laang Zäit am Chômage - an ech hunn et virdu gesot - eeben als manner interessant unerkennt.

Ausserdeem, duerch den einfache Fait, dass den Aarbechtsmaart quasi zou war, hunn dës Leit natierlech ganz séier an déi Definitioun eragepasst vum Laangzäitchômeur, wat virdu eeben aneschtens war. Ech hat dat scho probéiert ze eta-bléieren.

Mir stelle fest, dass d'Unzuel u Laangzäitchômeuren zwar erofgeet, mee - an dat ass wichteg - se geet méi lues erof wéi d'Zuel vun deenen anere Chômeuren. A well se méi lues erofgeet, klëmmt selbstverständlech och de Prozentsaz vun hinne um gesamte Chômage; dat ass eng vun den Er-klärungen.

Trotzdem ass d'Analys vun de Statistike relativ wichteg, well se awer verschidde Spezifisitéiten opweist: 54 % vun de Laangzäitchômeuren hunn e Schoulofschloss, deen net méi héich ass wéi de Secondaire inférieure. Dës Prozentsaz läit bei 34 % beim Rescht vun de Chômeuren. 56 % vun de Laangzäitchômeure si méi al wéi 45 Joer. Dës Kate-gorie vu Leit zeechent sech awer och aus duerch gesondheetlech Probleemer, quasi een Drëttel vun hinne hu mer haut am Statut salarié handicapé respektiv am Reclasse externe. Bei deenen anere Chômeure sinn dat just 5 %. Do gesäit een direkt d'Ënnerscheeder, déi engem direkt an d'A sprangen.

D'Formatiounen - an ech ginn net midd, et ëmmer erëm ze widerhuelen - si sécherlech och de Wee, fir d'Leit an d'Aarbecht ze kréien. A mir maachen och ganz vill, wat d'Formatiounen ugeet. Als ADEM,

awer och op anere Plazen, gëtt an der Tëschenzäit zu Lëtzebuerg ganz vill am Beräich vun der Forma-tion continue geleescht. Och dat sollt een net ver-gessen.

Allerdéngs wësse mer allegueren heibannen: Wann een eng Zäitchen aus der Schoul eraus ass, da gëtt et ëmmer erëm méi schwéier, fir sech an eng For-matioun eranzubeginnen, an net nëmme an d'Forma-tion eranzugehen, mee och eppes matzehuelen aus der Formatioun. Och dat ass e Problem, deem mer eis zouneemend mussen widmen. Dovu sinn ech iwwerzeegt.

Ech géif behaupten, dass mer wierklech eist Besch-tmaachen, fir all Persoun, déi eng Aarbecht sicht, duerch flott Formatiounsmodeller déi néideg Kom-petenz mat op de Wee ze ginn. An dat sinn, ech betounen dat, ganz individualiséiert Formatiouns-angebote, déi mer do maachen, heiansdo schonn, kann ee soen, moossgeschneidert op déi individuell Faillen, awer och op déi individuell Bedierfnesser an heiansdo och souguer op déi individuell Wënsch vun de Kandidaten.

D'Formation continue hëlt also e ganz besonnesche Stelleväert an der Aarbecht vun der ADEM an. Dat verhënnert awer net, dass een natierlech och muss e Bléck op d'Ausbildung an de Betriber werfen, well och déi extreem wichteg ass. Eng Persoun, déi gutt forméiert ass, ka sécherlech éischer eng Plaz am Reclassement interne kréie wéi eng, déi iwwerhaapt net gutt ausgebild ass. Och dat ass wichteg an där ganzer Diskussioun, well mer awer zouneemend konfrontéiert gi mat enger grousser Zuel vu Leit, déi entweder an de Reclassement interne oder an de Reclassement externe kommen.

Ech wollt lech déi Zuel eng Kéier hei nennen, dann erfieert Der mat Sécherheit: Mir ginn dervun aus, dass et 500 bis 600 Dossieren am Mount sinn, déi hei mussen traitéiert ginn a wou eng Entscheidung muss geholl ginn, ob et da Reclassement interne oder externe gëtt. Dat ass eng enorm Zuel, déi op där anerer Säit awer och drop hiweist, dass mer och Problemer an de Betriber hunn, fir déi Leit dann och do ze halen. Dat an enger Situatioun - och dat ass virun hei ugeklungen -, wou d'Betriber awer soen, dass se Problemer hunn, fir Mains-d'œuvre ze fannen, ëmsou méi wichteg gëtt et, an enger duebelen Interêt souwuel fir dee Betraf-fenen, awer och fir de Betrib, dass mer zouneemend Moosnamen ergräifen, fir dass et méiglech gëtt, dass déi Leit, och wa se e Gesondheetproblem hunn, kënnen am Betrib bleiwen.

Ech mengen, dass sinn déi Usätz, vun deene mer scho vill geschwat hunn. Och an der Kommissioun si mer schonn déi eng oder aner Kéier drop agaangen.

Ech wëll nach vläicht soen, dass ech elo, entweder direkt oder bei der Diskussioun iwwert d'Motiou-nen, nach vläicht kann e puer Informatiounen ginn. Et ass vläicht besser, wa mer dat maachen, wa mer iwwert d'Motiounen diskutéieren, well do, mengen ech, déi eng oder aner Informatioun fir lech awer nach ganz wichteg kéint sinn.

Fir de Rescht soen ech Merci fir d'Nolauschteren an hoffen, dass mer gemeinsam Approchë fannen, fir Léisunge fir déi Leit ze sichen. Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Aar-bechtsminister, dem Här Dan Kersch.

Motions

Da kéime mer zu deenen zwou Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou et drëm geet, fir de Laangzäitchômeure cibléiert Mesuren unze-bidden, notament wat d'Formation an d'Weiderbil-dung ubelaangt. Wie wëllt d'Wuert zu dëser Mo-tioun ergräifen? Den Här Georges Engel.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Jo, merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Déi Motioun hei ass eis ganz sympathesch. Mat engem Zousaz kéinte mer se och matstëmmen, dat, wa mer als leschte Considerant géife schreiwen « considérant les efforts réalisés par l'ADEM ». Den Här Spautz huet et selwer a senger Ried gesot. Ech mengen, et dierft also duerfir och kee Problem sinn, fir deen do Zousaz ze maachen. An da kann een natierlech ëmmer soen « à l'œuvre pour une meilleure prise en charge », jo, dat ass richtig: « une meilleure », gutt, et kann een ëmmer e bësse besser ginn. Duerfir, mir kéinten déi doten esou mat deem do Zousaz matstëmmen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Engel. Den Här Spautz.

■ **M. Marc Spautz (CSV).**- Dat ass och fir eis an der Rei mat där Ännerung.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que selon les derniers chiffres de l'ADEM, le taux de chômage s'établit désormais à 5,4 %, i. e. le niveau atteint entre octobre 2019 et février 2020 ;

- *qu'en même temps, plus de la moitié des demandeurs d'emploi résidents disponibles sont inscrits auprès de l'ADEM depuis au moins 12 mois ;*

- *que selon l'avis de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) relatif au budget de l'État pour 2022, il s'agirait d'un record historique qui serait par ailleurs symptomatique de l'existence de problèmes structurels sur le marché du travail ;*

- *notant que la part des demandeurs d'emploi inactifs depuis plus de douze mois (qui ne sont ni en emploi, ni affectés à une mesure pour l'emploi, ni en congé de maladie ou de maternité) a également augmenté en 2021 pour s'établir à 38 % (après une part de 32 % en 2020) (source BCL) ;*

- *considérant que, toujours selon la BCL, « [l]es populations défavorisées (salariés souffrant d'un handicap ou d'une incapacité de travail partielle, chômeurs âgés et/ou faiblement qualifiés) sont particulièrement exposées à ce fléau »,*

invite le Gouvernement

- *considérant les efforts œuvrés par l'ADEM, à œuvrer pour une meilleure prise en charge individualisée des personnes touchées par le chômage de longue durée et à leur proposer des mesures ciblées, notamment au niveau de la formation et de la formation continue.*

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf, Aly Kaes, Gilles Roth.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Hâr Spautz.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien da mat der Motioun Nummer 1 d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, wou et drëm geet, fir en Dispositiv ze evaluéieren, dee sech opdrängt, fir eeben einfach zu enger Baisse significative vun de Laangzäitçhômeuren ze kommen. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Hâr Georges Engel.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, och déi ass eis ganz sympathesch. An do géife mer gäre bei « invite le Gouvernement à évaluer le dispositif susmentionné », also déi 400 Posten, déi do ugeschwat goufen, schreiwen: « et à procéder, le cas échéant, aux adaptations » ... Et muss ee jo kucke fir d'éischt, ob déi Evaluatioun dat och ergëtt oder net. An da kéinte mer déi hei och matstëmme.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Hâr Kersch.

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Jo, ech hat viru gesot, et wär vläicht néideg, awer eng Rei vun Informatiounen ze ginn. Den Hâr Spautz hat a senger Ried gesot, mir hätten do 400 Posten am Budget stoen an et sollt een dee Chiffer eventuell nach erhéijen.

Ech mengen, de Problem besteet net onbedéngt an deem Chiffer vu 400 Persounen, mee de Problem besteet doranner, déi 400 Persounen ... oder déi Aarbechtsplazen ze detektéieren, wou déi 400 Persounen kéinten hi schaffe goen. Dir hutt viru gesot, et géif eng Rei Gemenge ginn, déi oft vun dëser Offer Gebrauch maachen. De Staat selwer mécht et och. Et gétt och eng ganz Rei vu Veräiner, Kulturveräiner, Sportsveräiner, déi et maachen.

Mee et ass néideg, dass mer dat Instrument eng Kéier evaluéieren. Ech soen och hei firwat: Well mer awer festgestallt hunn, dass et eeben net genuch Veräiner sinn, déi et maachen, mee dass awer déi eenzel Veräiner, déi et maachen, massivst dovunner profitéieren. Dat heescht, dass mer also eenzel Sportsveräiner hunn, wou mer sechs oder siwen EMle ronderëmflafen hunn. Ech mengen, dat kann et net sinn. Dat ass och net d'Iddi dohannert gewiescht. Mee op där enger Säit muss mer méi Partner fannen an op där anerer Säit muss mer awer och e Bléck drop halen, dass hei net vun deem Instrument Gebrauch gemaach gétt, fir aner Saachen ze erfëllen, fir déi am Fong déi Leit hei net do sinn.

Also ech sinn total domat averstanen, dass mer eng Evaluatioun vun deem heiten Dispositiv maache wéi och vun all deenen anereren Dispositiven, déi mer en place hunn, fir de Chômage allgemeng ze bekämpfen.

Ech wëll och soen, dass mer op dem Aarbechtsministerium extra eng Persoun - eng héichqualifizéiert Persoun, déi Ekonomist ass - agehallt hunn, fir genau dat doten ze maachen, genausou wéi mer och eng Persoun agehallt hunn, déi an Zukunft soll Auditte maache bei de sozialen Initiativen.

Dir wësst, dass mer verschidden Diskussiounen haten, wou déi eng oder aner Sozialinitiativ e bëssen an d'Rampellicht komm ass vun der Press. Do hu mer allkéiers en Audit gemaach. An déi Erfahrung huet am Fong dozou gefouert, dass mer soen: Mir maachen elo reegelméisseg Auditte an alle Sozial-

initiativen, an zwar net, fir deenen op d'Feiss ze trëppelen, mee fir ze kucken, ob dat, wat op der Plaz gemaach gétt, och deem entsprécht, wat mer ursprénglech mat de Sozialinitiativ wollte maachen. Mir maachen dat selbstverständlech och zesumme mat der Privatinitiativ, mee mir hunn, wéi gesot, et ee bei eis agehallt, dee genau dat doten soll koordinéieren.

Ech mengen, dat ass och am Sënn vun deenen Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn. An duerfir ass dat doten och vu menger Säit, esou wéi den Hâr Engel et scho gesot huet, eng gutt Motioun an et sollt ee se esou unhuelen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Hâr Kersch.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- *revue la loi du 20 juillet 2017 portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée ;*

- *considérant que les différentes lois budgétaires (2018 à 2022) ont fixé le chiffre maximal annuel d'emplois d'insertion à 400 postes ;*

- *que malgré un bilan intermédiaire encourageant dressé en 2019, le chômage de longue durée a atteint un record historique en 2021 (avec une hausse substantielle des demandeurs d'emploi inactifs depuis plus de 12 mois) ;*

- *rappelant qu'il est plus raisonnable d'investir dans l'emploi que de financer le chômage,*

invite le Gouvernement

- *à évaluer le dispositif susmentionné et à procéder, le cas échéant, aux adaptations qui s'imposent pour aboutir à une baisse significative des demandeurs d'emploi inactifs.*

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf, Aly Kaes, Gilles Roth.

Vote sur la motion 2 modifiée

Wien d'accord ass mat dëser Motioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An domat ass och dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Spautz

Dann huet den Hâr Marc Spautz d'Wuert gefrot fir den Depot vun enger Proposition de loi, an duerno den Hâr Laurent Mosar fir dee selwechten Exercice.

Hâr Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **M. Marc Spautz (CSV), auteur.** - Merci, Hâr President. Mir hunn elo vill iwwert de Chômage geschwat. Mir schwätzen och iwwer Leit, déi an d'Pensioun ginn, am öffentlechen oder am private Secteur. D'Pension légale hei zu Lëtzebuerg ass bei 65 Joer. Wann Der awer mat 57 Joer kënnt an d'Pensioun goen oder mat 60 Joer kënnt an d'Pensioun goen, well Der 40 Joer Service hutt am Privatsektor, dann dierft Der kenger zousätzlecher Aktivitéit no-go, bis Der 65 Joer hutt. Dir hutt alleguerten déi lescht Wochen a Méint Bréiwer kritt, wou Leit op eemol domm do stoungen, well se e politescht Mandat haten, well se an enger Examenskommissioun waren, a well dat méi ausgemaach huet wéi een Drëtél vum Salaire social minimum, hu se näischt méi kritt an der Pensioun.

An dofir géife mir proposéieren, dass een do ganz kloer draschreift, dass fir Saachen, déi op Base élektive sinn a wann s de enger Examenskommissioun noege, wou s de net och nach an d'Sécurité sociale abezils - ech wëll dat betounen -, net och nach eng Kéier an d'Pensiounskeess abezils, dass dann awer d'Méiglechkeet muss bestoen, dass dat net berücksichtegt gétt. An ech hoffen, dass den neie Sozialminister sech däers dann och direkt wäert unhuelen.

Villmools merci.

7922 - Proposition de loi portant modification du livre III du Code de la sécurité sociale

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Hâr Spautz.

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar

An da géif ech d'Wuert ginn un den Hâr Laurent Mosar fir den Depot vun enger Proposition de loi.

Exposé

■ **M. Laurent Mosar (CSV), auteur.** - Jo, merci, Hâr President. Déi zweet Proposition de loi, déi och vum Kolleg Marc Spautz a vu mir ënnerschriwwen ginn

ass, huet dee selwechten Objektiv. Et geet ganz einfach drëm, fir hei eng gewëssen Diskriminatioun ze eliminéieren, déi zwëschent Salariéen an Independantë besteet, souwuel, wat de Chômage partiel wéi och wat d'Pensionsrechter ugeet, a fir déi ze harmoniséieren. An duerfir wäert ech lech hei elo nach eng zweet Proposition de loi an deem selwechte Sënn deposéieren, an der gudder Hoffnung, datt d'Regierung déi ganz positiv wäert aviséieren.

Merci.

7923 - Proposition de loi portant modification du livre V du Code du travail

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Hâr Mosar.

8. 7346 - Projet de loi portant sur l'accessibilité à tous de lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs

Vu datt d'Madamm Gesondheitsministesch nach net hei ass, kéime mer dann elo zum Projet de loi 7346 iwwert d'Accessibilité à tous. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif dann d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, an dat ass den honorabelen Hâr Max Hahn. Hâr Hahn, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - D'Regierung freet d'Wuert.

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre.** - Hâr President, ech wollt just vun lech wëssen, well Der dat doten elo gesot hutt, ob Der dovun ausgitt, dass d'Gesondheitsministesch nach kënnt. Well ech ginn dovun aus, dass se de Mëtten net ka kommen, well se matten an den Aarbechten ass vun der Preparatioun vun deem Gesetz, wat soll op den Instanzeweue bruecht ginn, a well se de Mëtteg beim Staatsrot ass. Duerfir si mir och als Regierung mandatéiert, d'Madamm Cahen an ech, fir zu där Motioun, wa se dann zur Diskussioun kënnt, Stellung ze huelen.

(Brouhaha)

■ **M. Max Hahn (DP), rapporteur.** - Loosst se et direkt maachen ...

(Concertation interne)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Jo, also d'Madamm Gesondheitsministesch huet eis Servicer wësse geden, datt se dann nom Accessibilitétsgesetz kéim.

(Hilarité et brouhaha)

Dann hu mer annerhalfe Stonn Zäit. Dat ass elo eise Wëssensstand ...

■ **M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre.** - Dann ass hir Sitzung am Staatsrot éischer eriwuer, wéi se geduecht huet. Tant mieux! Ok!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ok, dann ass d'Wuert fir den Hâr Max Hahn als Rapporteur vum Projet de loi 7346.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

■ **M. Max Hahn (DP), rapporteur.** - Merci, Hâr President. Ech hat d'lescht Woch d'Geleeënheet, zesumme mat menger Kolleegin, dem Carole Hartmann, eng Visitt zu Diddeleng ze maache bei der Fondation Kräizberg. Mir kruten hei déi verschidde Gebaiouer gewisen a kruten och en Abléck an d'Aarbecht, déi do an den Atelier-protégéee geleescht gétt.

Mënsche mat ganz ënnerschiddlechen a spezifesche Besoine kréien hei Aarbechte proposéiert, déi un hir Capacitéiten ugepasst sinn. Si kënne sech awer och an engem betreite Kader un neien Aufgabe versichen a sech esou weiterentwëckelen. An déi allermeescht si mat enger ganz grousser Freed a Motivatioun un hir Aarbecht erugaangen.

Dat ass méiglech, well déi meescht Gebaiouer accessibel gebaut sinn. Dat ass mir bei der Visitt direkt an d'Ae gefall. Bei den Trape si Gelänneren op béide Säiten ubruecht, d'Luuchteschaltere sinn och op méi niddregere Héicht installéiert an et gétt ganz vill mat Piktogrammer, also bildleche Symboler geschafft. Mee hannert de Paarte vun der Fondation Kräizberg ass déi Barrièrefräiheet net méi iwwerall ginn.

Dowéinst ass et esou wichteg, dass mir haut dëse Gesetzesprojet stëmme, well e fuerdert net manner wéi dat fundamentaalt Recht op Beweegungsfräiheet fir all Mënsch am gesamten öffentleche Raum, e Recht, dat och an der universeller Deklaratioun vun de Mënscherechter festgehalten ass. Et ass awer munche Leit an eise Land och haut nach ëmmer net méiglech, sech iwwerall fräi ze bewegen oder vu verschidde Servicer ze profitéieren, well d'Émfeld net un all d'Besoinen ugepasst ass.

Ech schwätze viru allem vu Leit mat enger Behënnerung, awer och vun Elteren, déi mat enger Kannerkutsch ënnerwee sinn, oder och vun eelere Leit. Well mir muss bedenken, datt eis Gesellschaft ëmmer méi al gétt an dowéinst ëmmer méi Persounen schlecht ze Fouss sinn. All déi Leit sinn also

dacks mat Barrière konfrontéiert, déi bis zur sozialer Ausgrenzung féiere kënnen. An esou eng sozial Mauer kann hirersäits weider Problemer mat sech bréngen. Ech denken do zum Beispill un d'Sich no enger Aarbecht an déi domat verbonne finanziell Suergeren.

Mat dem virleiende Gesetzesprojet wëlle mir dëser Diskriminatioun en Enn setzen. Den Text leet fest, dass all öffentlech zougänglech Gebaiouer, Voieren an Appartementshaiser ab enger gewësser Gréisst fir jiddereen accessibel mussen sinn. Nei Bauprojekte mussen nom Prinzip „designed for all“ geplangt a gebaut ginn. Dofir mussen natierlech verschidde Konditiounen erfëllt ginn.

D'Zil ass, dass all Mënsch sech iwwerall autonom hindeplacéiere kann. D'Penten, adaptéiert Parkplazen oder Lifter si just e puer Beispiller, déi zu enger besserer Accessibilitéit bäidroen. Mee och Informatiounen duerch einfach Sprooch a Piktogrammer, déi duerch den Tastsënn spierbar sinn oder nom Principe des deux sens fonctionéieren, also gläichzäiteg visuell an akustesches, gehéieren do derzou.

D'Aschränkunge kënnen ganz komplex sinn. Si falen engem als net betraffe Persoun och dacks iwwerhaapt net op. D'Gesetz soll de Staat, d'Gemengen oder d'Privatproprietären awer och animéieren, fir Mënsche mat enger Behënnerung endlech zu méi Autonomie ze verhëllefen. Ech hoffen dofir, dass d'Gesetz och zu méi Verständnis fir d'Liewensrealitéit vu Mënsche mat enger Behënnerung bäidreit.

Hâr President, an Zukunft mussen och d'Besoinen vu Mënsche mat enger Behënnerung consideréiert ginn, wann eist öffentlecht Émfeld geplangt gétt. Dat betrëfft physesch an intellektuell Aschränkungen.

Wéi eng Gebaiouer sinn dann elo vun dësem Gesetz betrafft? Déi nei Ufuorderunge betreffen net méi eleng déi Gebaiouer, déi dem Staat oder de Gemengen ënnerstinn, mee och öffentlech zougänglech Gebaiouer „à usage collectif“, onofhängeg dovun, wien de Proprietär ass. Dorënner falen zum Beispill Restaurants, Butteker oder Dokteschcabineten, mee och Prisongen, Kierfechter oder Kierche gehéieren zu de „lieux ouverts au public“.

Nieft den allgemengen Upassunge wéi zum Beispill d'Gréisst vun den Dieren an d'Penté fir d'Rollstill mussen ënner anerem och e Minimum u Vestären, Parkingen an Toiletten u Besoinen vun eelere Leit oder Leit mat enger Behënnerung ugepasst ginn.

An dëse Projet geet nach e Schrott méi wäit. Et sinn nämlech net nëmme Neibauprojeten, déi mussen accessibel geplangt ginn, mee och besteeënd Gebaiouer mussen déi nei Virgabe respektéieren. Dës Ufuorderunge sinn net grad esou strikt wéi bei deene Gebaiouer, déi nei gebaut ginn. Ausserdeem huet ee mam neie Gesetz zéng Joer Zäit, fir Embauearbechten an aner Upassunge virzehuelen.

Mee et ass eebe grad dëse Punkt, dee jidderengem e méi onofhängegt Liewen erméigleche wäert. Well och haut si leider vill Mënschen an hirem Alldag nach mat Barrière konfrontéiert. Dat wäert sech elo endlech änneren!

Hâr President, mir alleguerte wëssen, dass d'Situatioun um Wunnengsmaart net einfach ass. Leit mat enger Behënnerung hunn et nach vill méi schwéier, fir eng Wunneng ze fannen, déi op hir Besoinen zougänglech ass. Dofir mussen an Zukunft d'Parties communes vun den neie Residenzen vun op d'mannst dräi Stäck a fënnf Unitéiten accessibel gebaut ginn.

Bei bestoenden Appartementshaiser ass fir Embauearbechten awer den Accord vun de Proprietären néideg. Derbäi kënnt, dass 10 % vun de Logementer, déi um Rez-de-chaussée leien oder op engem Stack mat engem Lift, mussen supplémentaire Exigenzen erfëllen. Dat heescht zum Beispill, dass d'Buedzëmmeren oder och d'Dieren eng gewësse Gréisst mussen hunn, fir dass och eng Persoun am Rollstull sech fräi beweegen kann. Esou kënnen déi betraffe Leit méi einfach eng Wunneng fannen a méi onofhängeg liewen.

Déi elo grad genannte Gebaiouer a Strukture mussen jidderengem zougänglech sinn. Dat bedeit net nëmme den Accès u sech, mee och d'Benotze vun all de Funktionalitéiten, Raim an Ekipementer muss fir jiddereen méiglech sinn.

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

An Zukunft mussen och Noutfallpläng ugepasst ginn, fir d'Sécherheet vun all Mënsch ze garantéieren. Ech denken do zum Beispill un d'Alarmsignaler, déi net nëmme akustesches, mee och visuell bemierkbar mussen sinn, fir dass och daf Persounen bei engem Noutfall gewarnt ginn.

Esou Embauearbechte sinn natierlech mat Käschte verbonne. Dofir ginn och staatlech Subventiounen agefuert, fir dass d'Proprietären hir Gebaiouer bannent den Delaien accessibel kënnen maachen. Do ka bis zur Hallschent vun den Accessibilitéitskäschten iwwerholl ginn, bis héchstens 24.000 Euro pro Objekt.

Mat der finanzieller Ënnerstëtzung kënnen awer och Expertisen, Conseilen an Étude bezuelt ginn. D'Regierung weess natierlech, dass Accessibilitéits-

aarbechten net ëmmer méiglech sinn. Dofir sinn a bestëmmte Fäll Derogatioune virgesinn. Ausname kënnen bei enger Charge disproportionnée ugefrot ginn - ech kommen nach dorobber zréck -, bei enger technescher Onméiglechkeet oder fir de kulturellen an historesche Patrimoine ze erhalen.

Och d'Strukture vum ONA, dem Office national de l'accueil, mussen déi nei Accessibilitätsufoerderung net obligatoresch erfüllen. D'Regierung huet dës Entscheedung aus prakteschen Iwwerleeunge geholl. Am Fall, wou et nämlech nach eng kéier zu enger Situatioun komme sollt, wéi mer se 2015 mat ganz ville Flüchtlingen haten, muss et nach ëmmer méiglech sinn, fir deene Mënsche genuch Strukture bereitzustellen. Wann den ONA, den Office national de l'accueil, dee sech hei am Land ëm d'Demandeurs d'asile bekëmmert, esou eng Barrièrefräiheet misst ouni Ausnam an all senge Strukture garantéieren, da géife mir riskéieren, net méi genuch Plazen ze hunn. An domadder wier da kengem gehollef.

Dat wëllt natierlech net heeschen, dass sech net beméit wäert ginn, an Zukunft fir méi Accessibilitéit an de Strukture fir Flüchtlingen ze suergen. Bei Bedarf gétt och esou gutt et geet no adaptéierte Léisunge gesicht. Den ONA schafft och enk mat der ADAPTH zesummen, déi sech op den „design for all“ spezialiséiert huet a bei Aménagement oder Neibauten och beréit.

Här President, dese Projet de loi féiert och den Aménagement raisonnable an. Verschidde Leit lieue mat enger rarer Behënnerung an net all d'Situatiounen, an deenen hir Beweegungsfreiheet ageschränkt ass, kënnen vun deem Gesetz ofgedeckt ginn. An esou engem Fall soll et fir déi betraffe Persoun méiglech sinn, fir e rasonablen Émbau oder eng Upassung unzefroen. E rasonablen Aménagement huet als Zil, Diskriminatiounen ze eliminéieren an zu méi Gerechtkeet bäizetroen.

E kann normalerweis just da refuséiert ginn, wann en als Charge disproportionnée justifiéiert gétt. D'Krittären, fir esou eng onverhältnisméisseg Charge feststellen, sinn ënner anerem d'Käschte fir d'Aarbechten, de geschatenen Notze fir d'Leit mat enger Behënnerung oder eng eventuell Onméiglechkeet, d'Émbaumarbechten duerchzuführen, déi awer op alle Fall begrënt muss ginn.

Fir nei Gebaier wäert et net méiglech sinn, Derogatiounen unzefroen. Solt eng Charge disproportionnée net nogewise ginn, mee den Aménagement raisonnable trotzdem refuséiert ginn, da leet d'Gesetz fest, dass et sech dobäi ëm eng Diskriminatioun opgrond vun der Behënnerung handelt. Dat gétt esou och vun der UN-Behënnertrechtskommissioun verlaangt.

Fir sécherzegoen, dass déi nei Exigenzen agehale ginn, ginn dowéinst och penal Sanktiounen agefouert. Nëmme esou kënnen mir déi nei Ufoerderungen och konsequent duerchsetzen. Fir physesch Persoune kann eng Amende vun 251 bis 125.000 Euro an/oder Prisong vun aacht Deeg bis zwee Méint verhaange ginn. Personnes morales kënnen mat enger Amende vu 500 bis 250.000 bestrooft ginn. Déi nämleche Strofe sinn och bei engem net justifiéierte Refus vun engem Aménagement raisonnable virgesinn.

De Projet de loi gesäit nach e weidert Konzept vir, an zwar dat vun der „solution d'effet équivalent“. Do, wou et net machbar ass, déi üblech Adaptatiounen fir d'Barrièrefräiheet fir jiddereen ze garantéieren, sollen am Gégenzuch innovativ Léisunge méiglech ginn. Dat kéint zum Beispill bei denkmalgeschützte Gebaier wéi Buergeren oder Schlässer de Fall sinn, wou een déi original Struktur méiglechst erhalte wëllt. Wichteg ass, dass d'Solution d'effet équivalent zum selwechten Zil féiert wéi d'Exigenzen, déi an deem Gesetz virgesi sinn. Equivalent Léisunge kënnen souwuel fir nei wéi och fir bestoend Gebaier gefrot ginn an och fir temporär Strukturen, déi manner wéi e Mount bestinn, kann ee mat Solution d'effet équivalent fueren.

Dës Gesetz schafft och en neie Conseil consultatif de l'accessibilité. An deem Rot si Professioneller aus der Constructioun an aus de Finanzen an och Experte vun der Accessibilitéit a vun der Conception pour tous. Dobäi kënn nach e Verrieder vum Conseil supérieur des personnes handicapées. Esou ginn och déi direkt betraffe Leit an d'Decisioun matagebonnen. De Conseil gétt nämlech säin Avis zu den Derogatiounen an de Solutions d'effet équivalent a beréit och den zoustännege Minister a soss Froen zur Accessibilitéit.

Här President, fir ze garantéieren, dass déi nei Exigenzen agehale ginn, wäert an Zukunft nieft de Sanktiounen och eng méi effikass Kontroll duerchgefouert ginn. Dofir muss bei enger Autorisation de construire oder enger Autorisation de voirie e Certificat derbäi sinn, deen d'Conformitéit vun de Pläng attestéiert. Dës Certificate kënnen vun Architekten an Ingenieuren oder vu Contrôleurs techniques en accessibilité ausgestallt ginn. D'Kontrollen mussen en Agreement hunn, deen iwwert dës Gesetz geschaaft a vum Ressortminister ausgestallt gétt.

Här President, op deser Plaz wëll ech all den Acteuren, déi hiren Avis zu deem Gesetzesprojet ofginn hunn an hiert Wësse matabruucht hunn, e ganz, ganz grouse Merci soen.

Nach e Wuert zu den Avisen: De Staatsrot hat Opposition-formell formuléiert, déi sech virun allem op juristesche Onsécherheete bezunn hunn. Termen am Text wéi „lieu ouvert au public“, „logement“ oder „ressources“ goufen dofir nei definéiert. Des Weidere goufe verschidde Paragraphen adaptéiert oder och suppriméiert, well de Prinzip vun der Spécification de l'incrimination, déi an der Constitioun festgehalten ass, net genuch respektéiert gi war.

All den Opposition-formellen ass Rechnung gedroe ginn a si goufen du vum Staatsrot opgehuewen. Alleguerten d'Acteure begrëissen d'Zil vum Gesetzesprojet, fir d'Inklusioun ze verbessern.

D'Chambre des Métiers heescht gutt, dass eng finanziell Hëllef festgeluecht ginn ass, fir d'Accessibilitätsaarbechten ze ënnerstëtzen. D'Delaien, fir déi Hëlfelefen unzefroen, goufen am Text och vun zwee op fënnf Joer eropgesat.

D'Chambre de Commerce ënnersträicht hirsäits den Notze vun den Derogatiounen, déi a bestëmmte Fäll méiglech sinn.

D'Commission consultative des droits de l'homme begrëisst, dass desen Text d'Definitioun vun de Personnes handicapées aus der UN-Behënnertrechtskonventioun iwwerhëlt. D'Introductioun vum Aménagement raisonnable an och vu strofrectleche Mesurë fannen der Commissioun hir Zoustëmmung. Virun allem de Conseil supérieur des personnes handicapées begrëisst dese Projet de loi, deen och derfir suerge wäert, dass déi direkt betraffe Leit hei aktiv an den Decisionsprozess mat agebonne ginn.

Fir all weider Detailler zum Gesetz an zu den Aweise verweisen ech ganz gären op mäi schrëftleche Rapport.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, an de leschte Joren ass scho villes ëmgesat ginn, fir op déi vill verschidde Besoinen vu Mënsche mat Behënnerung anzegoen. Mir hunn déi däitsch Gebäerdsprooch offiziell unerkannt, eng Assistance à l'inclusion dans l'emploi geschaf a schonn esou munch Artikelen, zum Beispill och op guichet.lu, sinn op liicht Sprooch iwwersat.

Mat deem Gesetz verbessere mir elo d'Accessibilitéit fir all Mënsch zu Lëtzebuerg. Domadder gétt en zentrale Punkt vun der Inklusiounspolitik ëmgesat, dee schonn am Regierungsprogramm vun 2013 stoung. Déi sozial Mauer, déi den Ament leider nach ze dacks besteet, rappe mir elo ewech. Dat wäert net ëmmer einfach sinn an och Zäit brauchen, mee mir si bereet, dese Wee - deen eenzege richtege Wee - ze goen!

Eng Behënnerung ass kee Choix. Et gétt een domadder gebuer oder si ass d'Resultat vun engem Accident oder vun enger Krankheet. Esou kann e ganz Liewen op d'Kopp geheit ginn. Aldeeglech Gesten a Situatiounen, déi virdrun eng Banalitéit waren, ginn op eemol zu enger Erausforderung. Mir mussen derfir suergen, dass den Term „Behënnerung“ vill manner Bedeitung am Liewe vun de Concernéierten huet. Well Behënnerung, esou steet et an der UN-Behënnertrechtskonventioun, entsteet am Fong duerch en net adaptéiert Émfeld. Eis Gesellschaft huet vill ze laang esou gelieft, wéi wann all Mënsch kéint fräi iwwer all seng fënnf Sënner a seng kierperlech Funktiounen verfügen. Dat ass awer net esou!

Haut droe mir deser Realitéit Rechnung a leeën e wichtegt Fundament fir eng méi inklusiv Gesellschaft.

Ech gi mat grousser Freed den Accord vu menger Fraktioun zu deem Gesetzestext a soen lech vill-mools Merci fir Är Opmierksamkeet.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Marc Spautz, Président de séance.** - Merci dem Här Hahn.

An den nächsten an éischten ageschriwwene Rieder ass den honorablen Här Jean-Paul Schaaf.

Discussion générale

■ **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen an och hei elo mëndleche Rapport. Hien huet am Detail, mengen ech, dat skizzéiert, ëm wat et hei geet: eigentlech jo ëm d'Accessibilitéit, dorëm, dem Handicap - fir et emol esou auszedrécken - den Zougang zu allen öffentlichechen an och private Gebaier, Services, Déngschtleeschungen, Geschäfte, Fräizäitaktivitéiten ze erliichteren, an och, fir eng besser Accessibilitéit dobaussen am öffentlichechen Raum, am Transport ze erméiglechen.

An een Novum, iwwert dee mer eis ganz besonnesch freeën, dat ass dann eeben och, dass de Wunnengsbau hei Berücksichtigung fënn an dass eeben ëmmer do, wou eng Rei vu Wunnenge beieenen entstinn, dann och Wunnengen accessibel musse sinn.

Ech wëll awer och der Regierung Merci soe fir dese Projet de loi an och duerfir, dass mer en zäitgläich mat de Règlement-grand-ducalen kritt hunn. Dat ass jo wichtig, well et ass do am Detail, wou d'Musek spillt. Déi Règlement-grand-ducallen erlaben engem och dann an der Praxis, genau nozevollzéien, wat eigentlech mat den Termen aus dem Gesetz gemengt ass.

Dat sinn zesummen 104 Säiten, de Projet de loi, säin Depot, seng Erklärungen, d'Commentaires des articles bis zu de Règlements grand-ducaux. En ass am Juli 2018 deposéiert ginn. Dat huet elo dräi Joer an der Millen hei gedréint, bis mer dat dann haut kënnen verabschieden. Dat ass eigentlech leider laang! Mee bon, et ass esou.

Déi Moosname gi jo, et kann ee se emol net all opzielen, esou vill sinn et der, vun de Belichtungen iwwer Piktogrammen - de Rapporteur huet déi ernimmt -, Ekipementer vun Toiletten, Blanneleitlinien, Rolltrapeen, Lifter, Déiften an Héichte vun Träppleken, wéi Glännere musse sinn, wéi Raschtplazen auszegesinn hunn, visuell Kontraster an esou weider bis hin zu, fir e Beispill ze nennen, magnéiteschen Induktiounsschläife fir Leit, déi net esou gutt héieren an eng Verstärkung vun hirem Tounsignal brauchen. Et ass also en enorm breet-gefächerte Sujet. An dofir ass natierlech kloer hei net d'Plaz, fir dat dote ganz am Eenzelen ze belichten.

Mir begrëissen als CSV natierlech d'Ëmsetzung vun dese Mesuren, begrëissen awer och doriwwer eraus all Ustrengung, déi gemaach gétt vun öffentlichechen Säit, fir wierklech dem Handicap ze hëlfelefen a fir deene Leit den Zougang zu engem perséinleche Liewensstil, deen esou ass, wéi si e wëllen hunn, am Alldag gerecht ze ginn.

Mir kommen net vun null heihinner. Et gétt Gesetzer a Reglementer iwwer 20 Joer an et gouf an de leschte Joren ëmmer méi Wäert op Accessibilitéit geluecht. Allerdéngs war deen Effort dacks just esou grouss wéi den Engagement vum Bauhär. Ganz besonnesch war dat de Fall am Wunnengsbau. Bei öffentlichechen Gebaier a Plazen, do hunn natierlech de Staat an och d'Gemenge vill Kompetenz un den Dag geluecht a hunn och gären op déi exzellent, an ech wëll se wierklech hei ernimmen an och ënnersträichen, Berodung vun der ADAPTH kënnen zréckgräifen an doduerjer eigentlech och eng grouss Qualitéit an d'Accessibilitéit eraleeën.

Vill Erfahrungswäerter si gemaach ginn an aus deenen ass ëmmer erëm bäigeléiert gi fir dat, wat duerno kënn. D'Gemengeréit hunn och Entscheedunge geholl an hire Bauterreglementer, wat d'Accessibilitéit ubelaangt, a bei all Bau ass et d'ITM, d'Sécurité dans la fonction publique, déi sech ganz vill noutwendegt Wëssen zu eege gemaach hunn an dat och gedeelt hunn. An doduerjer eigentlech hu mer schonn eng ganz Rei Saachen erreecht.

Dass awer elo d'Convention relative aux droits des personnes handicapées, déi Lëtzebuerg 2011 ratifiéiert huet, komm ass a mer doduerjer eigentlech a méi engem kloren an och méi engem verbindleche Kontext sinn, dat ass gutt esou. Dat sinn och zéng Joer hier, mee et huet, wéi gesot, ganz vill Detailarbecht gebraucht. An ech wëll wierklech soen, dass d'Bauhären, Architekten, Urbanisten, Planer, Politiker, Gemengentechniker, Handwerker an esou weider elo mat deem Gesetz eigentlech op ganz vill konkret Froen, déi si sech stellen, och ganz konkret Äntwerte kréien. Dat ass dat, wat de Wäert vun deem heiten Text wierklech ënnersträicht. Dat ass wierklech dat, wat enorm wichtig ass.

Mir hunn alleguerten - déi, déi an de Gemengen emol Verantwortung geholl hunn - erlieft, dass och do heiansdo diskutéiert ginn ass: „Muss et déi dote Reegel sinn? Solle mer eng aner maachen? Wéi wäit kënnen mer derogéieren? Solle mer net?“ An esou weider an esou fort. An dann ass dat ëmmer e schwierregt Hin an Hier gewiescht. Hei, mengen ech, ginn eng ganz Rei Saache méi kloer, an dat ass ganz, ganz wichtig!

Dat Gesetz hei erlaabt mer awer och, e puer Saachen ze soen zu deene Chancéméiglechkeeten, ëm déi et jo eigentlech och geet. Et bleift jo eng onausgeschwate Segmentéierung an eiser Gesellschaft, wou esou tëscht „normal“ an „net normal“, wann een dat eng kéier esou därerf ausdrécken, oder tëscht „Handicap“ an „Nethandicap“ differenziéiert gétt. De Begrëff „handicapéiert“ - ech si frou, dass de Rapporteur en, mengen ech, guer net benotzt huet - ass och e Begrëff, deen ech perséinlech net gären hunn. An ech mengen, do si mir zwee eis op alle Fall eens, dass dat och esou ass.

■ **M. Max Hahn (DP), rapporteur.** - Dat stëmmt, jo.

■ **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Jo, ech hunn en eigentlech net gären. Et ass e fachleche Begrëff, do si mer eis eens, mee ech hunn en net gären, well ech léiwer vun enger „Aschränkung“ respektiv vu „Mënsche mat enger Aschränkung“ schwätzen. Si liewen eebe mat där Aschränkung - dat huet den Här Hahn och gesot - an dat behënnert se eebe bei enger Rei vun Aktivitéiten oder mécht se fir si méi schwierreg. A mir kënnen eeben all dozou bäidroen, dass de

Liewensraum - öffentlichechen a privat - si eeben net behënnert!

Elo kann een hei iwwer Sproochen diskutéieren. Ech wëll och elo hei net en neit Sproochekonzept proposéieren, mee ech mengen, dass dat awer eppes doriwwer ausseet, dass mer alleguerten och eng Liichtegkeet mussen un den Dag leeën am Émgang mat Mënsche mat enger Aschränkung oder mat enger Behënnerung.

Dat geet jo bei Klenggekeeten un. Dat geet jo do un, dass een engem eng Dier opmécht, dass ee freet, ob een Hëllef brauch, dass ee bei engem Busarrët kuckt, ob d'Leit erakommen, awer och Leit mat enger Kannerkutsch erakommen, eng Trap eropkommen oder net. Dat geet jo bei all deene klenge Gesten do un. Oder och, dass ech mat engem méi haart schwätzen, wann ech mierken, dass en net gutt héieren huet, an esou weider. Also all déi Saachen do si wichtig!

Grad esou wichtig, fir en anert Beispill ze ginn, dat ass: Wann ech als net behënnerte Mënsch engem begéinen, dee mat engem Rollstull ënnerwee ass, an e gétt am Rollstull gefouert, geschitt eppes, wat ëmmer onweigerlech geschitt: Da schwätzen déi zwee Leit, déi sech op Aenhéicht begéinen, mateneen an de Mann am Rollstull oder d'Fra am Rollstull kuckt vun ënnen no. Och dat ass e Stéck Inklusioun!

Ech mengen, dass mer an eise Denken, an eise Käpp och mussen oppassen heiansdo, wéi mer dat maachen, an dann eebe genau déi Persoun, fir bei deem Beispill ze bleiwen, am Rollstull mat als Gesprächspartner anzebannen. Déi Inklusioun fuerdert vun eis alleguerten, ofgesi vun der Accessibilitéit an den techneschen Detailler, och eppes, wat mer an eise Käpp musse maachen.

Spéitstens wann dës Gesetz elo gestëmmt ass de Mëtteg an ëmgesat ass, dann ass eigentlech d'Accessibilitéit normal an eng Constructioun oder en Aménagement, deen net accessibel ass, ass net normal an ass eng Ausnam.

Zu Lëtzebuerg lieue schätzungsweis, gétt eis gesot, 19 % vun de Leit mat där enger oder anerer Form vu Behënnerung. Déi genau Zuel ass net bekannt, dat ass kloer. Mee et ass och ëmmer eng Fro vun der Definitioun. Ab wéini ass dann e Mënsch e Mënsch mat enger Behënnerung oder net? Mir géife jo net soen: „Een, deen en Hörapparat huet, huet eng Behënnerung.“ Mir géifen och net soen: „Een, deen e Brëll huet, huet eng Behënnerung.“ Mir géifen awer soen: „Een, dee seebehënnert ass, huet eng Behënnerung“, oder: „Een, deen net méi héiert, huet eng Behënnerung.“

Do ass eng Fluctuatioun dertëscht, soudatt déi Terminologie an déi Statistiek net evident sinn. An duerfir wëll ech der Regierung och felicitéieren duerfir, dass se an der Vollekszielung, déi elo ënnerwee ass, och dann eebe Froen iwwert den Handicap, fir et awer esou ze nennen, mat opgeholl huet. Ech fannen dat eng gutt Iddi, dass een einfach do en Unhaltspunkt kritt, mindestens a Prozentsatz, vun deene Leit, déi géantwert hunn, wou se domadder dru sinn.

Zu Zuelen an Etüde wëll ech och nach eng kéier drun erënneren, dass ech hei eng Question élargie gemaach hat op deser Plaz. Mir hunn och an der Commissioun driwwer geschwat, wou a Saache Gebäerdsprooch och déi Fro vun den Zuelen a vun der Etüd do war. An d'Madamm Familljeministesche hat do betount, dass de LISER dorunner géif schaffen. Do wier ech frou, wann Der eis vläicht kéint soen, ob Der do scho méi wäit komm sidd wéi bis elo.

D'Gesetz, dat mer stëmmen, applizéiert - an et ass gesot ginn - de Grondprinzip vun der „conception pour tous“ oder dem „design for all“. Déi Terminologie „design for all“ ass eigentlech eng europäesch Terminologie. An den USA schwätze se vu „universal design“ oder op Franséisch eebe vu „conception pour tous“. Dës Gesetz gétt also där doten Iwwerleeung eigentlech en neien Inhalt. Et ass baséiert op eng UN-Konventioun, déi jo dann e Moossstaf setzt an och Verantwortlechkeeten deklinéiert.

D'CCDH huet an hirem Avis e bësse bedauert, dass de Projet de loi sech éischter mam Handicap ausereesetzt a manner de Prinzip vum „design for all“ an de Vierdergrond stellt.

Eigentlech wëlle mer mat deem Gesetz jo derfir suergen, dass Mënsche mat enger Behënnerung eeben en erliichterten Accès - ech hunn et gesot - zu allem hunn, awer dat net eleng. Mir wëllen, dass all Accès, all Informatioun esou geduecht ass, dass kee Mënsch sech eeben ausgegrenzt spiert, an dass dat Gefill „ech sinn ausgegrenzt an ech brauch e speziellen Ekipement fir mech“ emol guer net opkënn am Idealfall.

Kucke mer als Illustratioun vläicht einfach eng kéier, wéi dat ausgesäit an enger Geschäftsstroos. Wann een eng Geschäftsstroos huet an et huet ee riets a lénks laanscht d'Geschäfte Trottoiren an dertëscht fueren eventuell nach e puer Autoen, dann ass dat eng Infrastruktur, déi net dem „design for all“

entspricht. Sinn déi selwecht Geschäfte an enger Foussgängerzon, wou vläicht beim Amenagement probéiert ginn ass, e Maximum vu Geschäftsentreeën auszegläichen, andeem een d'Niveau vum der neier Strooss adaptéiert, hieft, dann ass et eng inklusiv Konstruktioun, déi dem „design for all“ entspricht, an et wäert kee Mënsch sech driwwer bekloen, dass do en Trottoir feelt oder en Trapplek fir an de Buttek eran.

Dat ass also eppes, wat jidderengem notzt, an de Mënsch mat enger Aschränkung brauch sech net virzekomme wéi e Mënsch mat enger Aschränkung. E geet ganz normal dohinner, wou jidderee geet. Dat ass de Prinzip vum „design for all“.

Duerfir brauch een natierlech eng technesch Declinaison vum ganz ville Reegelen, déi evident sinn an déi an dësem Gesetz eeben de grousse Virdeel hunn, dass se zesammenhängend sinn - vun do, wou ech wunnen, bis do, wou ech mech muss beweegen, vläicht fir meng Aarbecht, vläicht, fir den öffentliche Transport ze huelen, vläicht, fir akafen ze goen oder meng Fräizäit ze erliewen -, dass et also eng duerchgängeg Reegelung ass, déi elo net just ee Beräich, mee all d'Beräicher vun eisem Liewen erfüllen. An dat geet souguer am Gesetz bis zur Émkleedekabinn am Geschäft, wann ech nei bauen.

E puer selwer erliefte Geschichten zu dësem Thema, och wann dat elo e bësselche méi wäit geet: Ech sinn als jonke Papp do op eemol mat der Kannerkutsch ënnerwee gewiescht. Dat ass eng ganz spannend Erfahrung. Ech géif alle jonke Papp wënschen, dat ze maachen. An ech war dann awer schonn zu Ettelbréck am Gemengerot an da kuckt een natierlech alles nach eng kéier anescht, wéi een et soss géif kucken. An do hunn ech gemierkt, wéi dacks ee sech do muss ploen, fir en Trottoir erop, Trottoir erof. Et geet een an e Geschäft an d'Dier geet no baussen op an den Trapplek geet eran. A wéi maachen ech dat elo fir eranzekommen?

An da ronderëm eist Stadhaus, dat e bëssen historesch ass, esou e Pavé. Op Däitsch nennt een dat „Kopfsteinpflaster“. Eppes Onmégelches! Eng ganz Rei Saachen hu mech fuerchtbar opgereegt an ech hunn do mat där Kannerkutsch déi ganz Stad nei entdeckt a villes opgeléicht, wat een eigentlech misst änneren. Dat mécht een dann esou, well een dat dann do gesäit.

An da kann een och Weeër fannen. Mir hunn zum Beispill deen historesch Pavé leie gelooss, mir hunn awer an der Mëtt e Meter aus anerem Steen drageluecht, dee platt ass. An als Alleréisch hunn d'Damme mer Merci gesot, well se mat hire Schong besser doduerchkommen sinn.

(Hilarité)

A wann ech elo haut kucken, da geet kee Mënsch méi iwwert de knubbelege Pavé. Si ginn allegueren do, wou et flaach ass. Et ass also fir jidderee méi einfach. Duerfir muss mer och dacks, mengen ech, a wa mer iwwert den Amenagement an d'Accessibilitéit schwätzen, och drun denken, dass een eigentlech och eppes fir sech selwer mécht, wann een et streng hält. Dat selwecht ass bei den Trottoiren, wann een se offlaacht an esou weider. Do fént een iwwerall Reegelen.

Interessant ass eeben elo, dass mer eng landeswäit Norm kréien, déi och iwwerall dann d'selwecht ass. Bei den Trottoiren zum Beispill sinn déi an der Vergaangenheet e puermol geännert ginn: eng kéier op null, et sollen dräi Zentimeter bleiwe wéinst dem Waasser, si gi ganz flaach, elo en Deel flaach, Blanneléitinnen agebaut an esou weider. Do si Variatiounen geschitt. Do si jo Saachen, déi vläicht net dem Text vun haut entsprechen, déi awer an deene leschte Joren zilstrebend fir d'Accessibilitéit och a mat guddem Gefill émgasat gi sinn an déi vläicht awer dann och elo erëm eng kéier müssen adaptéiert ginn. Dat ass eeben esou!

Vläicht nach zwee kleng Beispiller, da kommen ech awer op de Schluss. Dat geet och iwwert de Gesetzestext eraus: Ech hat eng kéier der lokaler Amiperas gesot: „Wann Der Saachen huet, déi Der gare geännert hätt am öffentliche Amenagement, déi fir lech wichteg sinn, da sot mer déi!“

An et huet net laang gedauert, do huet den Telefon geschellt a si hu gesot: „Majo, et feele Bänken.“ Wéi einfach! „Et feele eis Bänken. Mir hätte gären all 400 Meter eng Bänk“ - do ware mer an der Diskussioun, iergendwou, mee si soen, all 400 Meter wier eng Bänk wichteg -, „dat erlaabt, dass een awer nach ka gutt Stécker spadséiere goen. Heiansdo huet een emol eng kéier eppes ze droen, da sëtzt ee sech gären eng kéier ënnerwee an esou weider. Mir wëlle jo net an der Huet hin- an hierlafen. All 400 Meter eng Bänk.“ Da kuckt een natierlech op alle Stroossen, wou dat geet. Et geet net iwwerall. Mee do, wou et geet, mécht een et. An zweet Konditioun: All Bänk muss eng Aarmleer hunn, fir méi sécher kënnen opzestoen a sech ze setzen.

D'Resultat vun der Geschicht - zwou Konkusiounen -: Vill Designerprospekter sinn an de Pabeierkuerf geflunn. Mir hunn eppes ganz Praktesch gewielt. A wann een dann elo haut kuckt, da sëtze valid an in-

valid Leit ëmmer bei der Aarmleer. Voilà! Dat ass also och den „design for all“!

An nach e lescht Beispill: Wann ech mat Kanner bei de Comptoir ginn, also ...

(Hilarité)

... dat muss elo net am Bistro sinn, mee wann een an engem Musée ass, an engem Theater ass, an engem Kulturhaus an esou weider - et gëtt jo vill Plazen -, da gesinn déi Kanner net, wat um Comptoir geschitt. A wann déi Kanner net gesinn, wat um Comptoir geschitt, da gesäit e Mënsch am Rollstull och net, wat um Comptoir geschitt. Duerfir ass et och do erëm eng kéier eng Fro vun Amenagement. Ech kann dat och esou maachen, dass deen, deen am Rollstull ass, kee Frieme muss froen, fir him eppes ze ginn oder fir de Bancomat, fir d'Kaart op den Apparat ze leeën oder wat och ëmmer, dass deen also déi Hëllefstellung net muss hunn. Voilà!

Just dat als kleng praktesch Beispiller, em wat et geet. Also, et gëtt vill Saachen, déi nach ze verbessere sinn am öffentliche Raum. An déi, déi am meeschte maachen, och wa mer elo am meeschte beschäftigt si mat dësem Gesetz, dat sinn nun emol d'Gemengen, d'Bâtiments publics, och d'Ponts et chaussées, de Staat, déi eeben en gros iwwerall plangen, wat de Stroosseraum ubelaangt - Parkplazen, rout Luuchten, Busarréten, Schoulen, Spillplazen, öffentliche Toiletten, Kulturzentereen an esou weider. An d'Gemenge ginn och d'Baugeneemegung eraus, och fir déi nei reglementéiert Residences, da mussen se och mat dësem Hannergrond kucken.

Eleng Bâtiments publics hunn iwwer 2.000 Gebaier am Land. Dat ass jo dann e Bestand, vun deenen der jo warscheinlech vill rezent gebaut gi sinn an och gutt sinn, awer net onbedéngt alleguer. Do këntt elo en décke Pak Aarbecht op si duer.

Ech géif duerfir d'Regierung bieten, drop opzepasen datt déi noutwendeg Budgeten och do si fir déi Amenagement, fir datt een net herno Derogatiounen freet opgrond vun de Käschten, déi entsti bei engem Bauprojet. Ech weess, datt dat do elo net esou evident ass, well wann ech en aalt, klengt Haus vläicht renovéieren, wat, komm, mer soen emol, e Foyer géif ginn, da wëllt ee jo net aus enger Budgetrumm erausspringen. Mee wann een awer vläicht misst Amenagement maachen - net datt herno gesot gëtt: „Komm mir froen eng Derogatioun, dat ass méi einfach a méi bëlle“ -, muss ee, mengen ech, drop oppassen, datt de Staat mindestens als Virreider, et ass och scho gesot ginn, seng Roll do kann huelen.

Den zweete Wunsch, deen ech hunn, ass, datt eng gutt Informatioun an och eng Formatioun an d'Weeër geleet gëtt, fir datt mer dat heiten och gutt émgasat kréien, datt déi zéng Joer Adaptatiounszeit, fir besonnesch de Bestand nozepräwiien an nozebesseren, genotzt gëtt. Den OAI huet schonn ugefaangen. Déi hu schonn Informatiounen gemaach, wat ganz gutt ass.

Ech hu mengem Gemengentechniker de Projet de loi gewisen. Do huet e gesot: „Jo, ech hunn dat scho gesinn.“ Bon, „gesinn“, also en hat scho Kenntnis dovunner. Dat ass jo, well et publizéiert ass, awer schonn zirkuléiert an de Kresser. Dat fannen ech ganz gutt. Mee ech mengen, datt een eng Dokumentatioun muss maachen, déi iergendwou mondgerecht ass, fir et esou auszedrécken, datt och Handwierker, Promoteuren, Bauentreprisen, am Fong geholl jiddereen, weess: „Ech passen dorobber op, ech muss herno net eréisch, wann ech meng Baugeeneemegung froen, erëm frësch plangen, well ech awer net oppasst hunn, an esou weider, datt een do awer wierklech iergendeppes Flottes mécht, datt ee jiddereen do matrappt. Ech sinn nämlech iwwerzeegt, datt d'Leit eigentlech wëlle matschaffen, datt jidderee motivéiert ass, fir eppes an dësem Beräich ze maachen. Jidderee weess a jidderee kennt a sengem Émfeld och Mënschen, déi méi Schwieregkeeten hunn, fir sech zurechtzufannen an eiser Infrastruktur.“

En anere Beräich, deen ee kann uschwätzen, ass och dee vun der digitaler Kommunikatioun. Dee gehéiert net hei an d'Gesetz an ass och net dran. Mee et ass och scho gesot ginn: Fir déi Internetsiten, déi jo ënnerwee sinn, sinn Demarchen ënnerwee, fir ze soen: „Wéi kréie mer déi hin?“

An, Här President, do kéint een och als Chamber Virbildfonctioun iwwerhuelen. Da misst een natierlech dee Site weesentlech anescht maachen, wéi en haut ass, dee vun der Chamber, well en a Kontrast a Sprooch an esou weider an esou fort awer ganz schwéier accessibel ass. Souguer Leit, déi wierklech alles am Grëff hunn, ginn do schlecht eens domat. Dat muss een einfach esou soen. Dat ass kee Virwurf, et ass einfach un der Zäit, fir dorunner ze schaffen!

Et wäert bei dësem Projet och Konflikter ginn. Dat ass evident. Ech wëll e Beispill ginn, well ech de Moien dorobber ugeschwat gi sinn. Dat war ganz Zoufall. Fir eppes accessibel ze maachen am Bestand, wou een d'Trapen net kann no banne verleeën, well dat net geet, vläicht duerch Bëtongsdallen an esou weider an esou fort oder well d'Plaz

einfach guer net do ass, koud d'Demande direkt hannendrun: „Majo, da leeën ech déi gär op den Trottoir, da maacht Der mir eng Ramp op den Trottoir!“ Jo, wann ech elo hei liesen, datt dat da muss 1,50 Meter erausgoen - eng Plattform um éischten Niveau an dann eng Ramp erof -, ech dann awer en Trottoir hunn, dee schmuel ass, kann ech net onbedéngt ëmmer all Problem léisen. Dofir wësse mer datt dat hei och eng Geschicht gëtt mat Konflikter.

Duerfir ass dat mäi leschte Wunsch un d'Regierung, datt een och Best-Practice-Beispiller vun deenen innovativen Iddie gewise kritt. Et gëtt zum Beispill Trapen, déi sech kënnen leeën als Ramp, déi ee ka flaach maachen an esou weider. Do gëtt et méttlerweil technologisch interessant Saachen. Mee et muss een et, mengen ech, einfach fachgerecht dohinnertässelen, datt et och maximal genotzt gëtt an net séier schlecht kritiséiert gëtt.

Voilà, méi wollt ech heizou net soen. Wierklech nach eng kéier e ganz grousse Merci. Hei hu ganz vill Leit, mengen ech, dru geschafft, et ass och gesot ginn, a ganz vill an technesch Reunionen d'Käpp beieneegestreckt an et ass wierklech e flotte Projet. An d'CSV ass selbstverständlech frou, dee kënnen hei mat ze ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

■ Plusieurs voix - Très bien!

■ **M. Marc Spautz, Président de séance.** - Merci dem honorabelen Här Schaaf. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn. Madamm Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Ufank wëll ech och direkt de Merci dem Rapportier fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport ginn. Dëst war e komplizéierten Text an dofir e Luef vu menger Säit fir déi gutt Aarbecht!

Erlaabt mer, ier ech op den eigentleche Projet de loi aginn, eng kleng Anekdot mat lech ze deelen. Et ass d'Geschicht vun enger Fra. Si huet mat hire Frëndinnen eng flott Traditioun. Eemol de Mount gesi si sech an hirem Stammlokal hei an der Alstad, fir zesammen e Maufl Z'essen, awer virun allem och zesammen ze schnëssen. Et ass e flott Lokal, schéin ageriicht. Den eenzege klengen Nodeel ass awer, dass een, wann ee kuerz dobannen ass, fënef Trappelen muss eropgoen, well de Sall net um selwechten Niveau ass wéi d'Entréesdier.

Dat war bis elo fir d'Madamm iwwerhaupt kee Problem. Leider huet en Accident eiser Madamm e Stréch duerch d'Rechnung gemaach. Duerno sollt näischt méi si wéi virun. Spidol, Reha a Kiné hu vun deem Moment un hiren Agenda bestëmmt. Si hat u sech nach Chance, hunn d'Doktere gesot, mee si sollt Sequellé behalen. Si huet et vun do un net méi gepackt, sech ouni Rollator ze beweegen, a war während deene schlechten Deeg, déi natierlech och do waren, un e Rollstull gebonnen. Hiert Liewen huet vun engem Dag op deen anere komplett geännert.

Einfach Saache wéi Akafegoe waren op eemol komplizéiert an hu misse geplangt ginn. Si konnt jo net méi esou vill droe wéi virun a virun allem huet si Geschäfte gebraucht, wou Behënnerteparkplazen net wäit ewech vun den Diere waren. Si huet sech u sech no Repèren zréckgeseent, déi se virum Accident hat, wéi zum Beispill dat Treff mat de gudden Frëndinnen an hirem Liblingsrestaurant. Mee do si jo dach déi Trapen!

Eis Dammen hei a menger Geschicht hu sech schwéieren Häerzens en anert Lokal erausgesicht fir sech ze gesinn, eent mat enger automatescher Dier an ouni Trapen, well dat anert fir si einfach net méi accessibel war, an dat huet hinne leedgedoen.

Gutt. Ech mengen, Dir hutt verstanen, op wat ech eraus wollt, well esou, wéi ech dat hei erzielen, sollt et net sinn.

A menger Geschicht hei ass u sech relativ vereinfacht duergestallt, wéi et awer soss a villen aneren hirem Liewen net esou simpel ze meeschteren ass! Et soll net sinn, dass Leit wéinst hirer kierperlecher Verfassung a wéinst enger Behënnerteparkplaz net erakommen, well d'Konsequenz dovunner ass jo, dass d'Leit riskéieren, vum öffentliche Liewe vu viran ausgeschloss ze ginn, ouni iergendeppes dofir ze kënnen. Dat ass déi Gesellschaft, déi mir net wëllen!

Dofir ënnerstëtze mir als LSAP selbstverständlech dëse Projet de loi, deen eis haut hei virläit. Et ass e ganz couragéierte Projet de loi, well e ganz wäit geet. Hei gi jo net just Rekommandatiounen gemaach oder sensibiliséiert, wou natierlech och wichteg ass an deelweis och gemaach gëtt, mee et ginn hei Obligatiounen geschafft, dass all Lieu ouvert au public fir jiddereen zougänglech soll sinn.

De Rapportier huet schonns am Detail erkläert, wéi dat Gesetz gereegelt ass a wie fir d'Aarbecht opkomme muss, an och, wéi eng Sanktiounen geplangt sinn. Dofir erlaabt mer hei e puer generell Gedanken dozou.

Well och vill privat Proprietäre vun dësem Gesetz wäerte betraff sinn, kéint een natierlech ze bedenke

ginn, dass dëst Gesetz d'Eigentumsrecht net respektéiert. Mee Kritiker kéinte jo och eventuell awenden, dass e Betrib sech net méi esou organiséieren kann, wéi en dat gären hätt oder wéi en et fir richtig fënt. Dat wär awer ze kuerz geduecht, well all Proprietär respektiv all Bedreier vun engem Restaurant an engem Geschäft huet och eng Responsabilitéit. An dësem Fall ass d'Responsabilitéit, keen aus eiser Gesellschaft, ob wessentlech oder net, auszuschléissen, well dat stellt net manner wéi eng Diskriminatioun duer!

Hei geet et ëm d'Recht vu jiddwengem, sech fräi beweegen ze kënnen, an dozou gehéiert d'Recht, kënnen an de Kino ze goen, an de Restaurant oder an e Geschäft vu sengem Choix. An ech soe bewosst „jiddereen“, well dat net e Gesetz ass, wat elo just op behënnert Leit ausgeriicht ass, an dat hu jo och scho meng Virriedner gesot, och wa vill vun hinnen heivun eebe profitéieren kënnen.

Mee dësen Text ass virun allem op déi ausgeriicht, déi méi Schwierigkeeten hu fir sech ze beweegen. Dat muss net ëmmer wéinst enger Behënnerteparkplaz sinn. Dat kann och temporär sinn, wann eng Person zum Beispill no engem Accident, wéi ech virduer gesot hunn, mat Krätschen oder engem Rollator ënnerwee ass, oder Eltere betreffen, déi mat enger Kannerkutsch ënnerwee sinn. Deemno ka jiddereen op eng gewësse Manéier Beneficiaire vun dësem Projet de loi, vun dësem Gesetz ginn.

Dofir och d'Notioun vum „design for all“, déi een hei also dann och ganz gutt erëmfënt. A well dës Kritiker mat dësem Text elo fir Neibaute gëllen, muss mer do op eng nei Aart a Weis an eise baulechen Iwwerleeunge virgoen. Et ass eng aner Grundphilosophie, déi mir, awer och déi privat Bauhäre sech mussen uneegen, eng Philosophie, déi net just als behënnertegerecht betruecht sollt ginn, mee déi ee méi generell als mobilitéitsgerecht qualifizéieren soll, well et geet jo hei wéi gesot, an dat widerhuelen ech ëmmer erëm gär, net just ëm Behënnerteparkplaz, mee eng Mobilitéit vu jiddwer Einzelnen.

A wou dësen Text elo besonnesch wäit geet, ass, dass net just déi baulech Mesur festgeluecht ginn, mee en och dem Einzelnen d'Recht gëtt, e sougenannt „aménagement raisonnable“ unzefuerderen. De Max Hahn huet och schonn drop higewisen. Do ass et jo da wuel un der Ministesch an och um Conseil consultatif de l'accessibilité, op deen ech herno nach weider zréckkommen, eng Decisioun ze huelen. Et gi jo och Méiglechkeeten vun Derogatiounen. Mee et kann awer net sinn, dass e Proprietär vun engem Lieu ouvert de Problem einfach ignoréiert, wann eng Person hien op eng bestëmmte Situatioun opmierksam mécht, wou d'Accessibilitéit net garantéiert ass. Dat ass eng grousse Stärkung vun de Leit mat Behënnerteparkplaz, wéi ech grad gesot hunn, mat ageschränkter Mobilitéit a selbstverständlech dierft dat och déi Associatiounen stärken, déi sech fir hir Rechter asetzen.

Wat d'baulech Moosnamen ubelaangt, déi mat dësem Gesetz och fir bestëend Gebaier noutwendeg ginn, kann et eventuell zu Diskussiounen kommen, virun allem elo an enger Zäit, wou et och Patronen am Horeca-Secteur wéinst der Pandemie nach méi schwéier wäerten hu wéi soss. Mee iergendwann muss ee jo awer den éischte Schritt maachen an et gi jo och laang Fristen a geplangt, bis wéini dass déi verschidde Lokaler oder Gebaier, déi ënnert d'Gesetz falen, mussen ëmgebaut ginn.

A verschidde Fäll ass dat vläicht och méi séier gedoen an et braucht ee vläicht just eng kleng Ramp ze maachen. An anere Fäll ass et awer och vläicht méi komplizéiert. Am Text ass jo dann och eng Zäitspann vun zéng Joer virgesinn an ech denken, dass dat och ganz rasonabel ass.

Dofir ginn et jo dann och Hëllef. Déi kënnen och, et ass schonn erkläert ginn, bis zu 50 % vun de Käschten ausmaachen a bis maximal 24.000 Euro. Eng Demande, fir vun esou enger Hëllef ze profitéieren, muss een dann an deene fënneg Joer maachen, nodeems d'Gesetz elo a Kraaft getrueden ass, an och do besteet jo dann e bësse Spurt.

Hei wär et wichteg, déi betraffe Leit och gutt ze informéieren. Dofir sinn ech frou, dass eis an der Familljekommissioun verséicht ginn ass, dass de Ministère an Zesummenaarbecht mam OAI, mam Ordre des architectes, an och der ASBL ADAPTH e Guide ausschaffe wäert, fir all d'Proprietäre vun engem Lieu ouvert au public iwwert hir nei Obligatiounen ze informéieren. Dat ass eng ganz gutt Saach!

Just Informatiounen iwwert dat neit Gesetz wäerten natierlech net duergoen. Do mussen dann och konkret Léisungsvirschléi virbereet ginn. Mee wann ech gesinn, wéi eng Aarbecht haut schonns d'ASBL ADAPTH mécht, dann ass et mir do net baang. Op hirem Site ass souguer schonns eng Plaz virbereet, fir iwwert dat neit Gesetz ze kommunizéieren, soubal et a Kraaft wäert sinn. Dozou och e klengen Opruff vu mir: Et muss séchergestallt sinn, dass d'Associatioun ADAPTH och an der Zukunft déi néideg Moyene wäert hunn, fir hirer Aarbecht gerecht nozekommen, well un Aarbecht feelt et hinnen elo schonn net. Sou kann een an hirem

Rapport d'activité noliesen, dass si 2020 insgesamt 756 Clienté betreit hunn, dovunner war déi grous Majoritéit, dat waren der 680, Privatpersonen. Déi aner Fäll waren a Relationen mat Ministère, Associationen oder Privatgesellschaften.

Et ass jo dovunner auszegoen, dass dës Kategorie von Demanden an den nächste Joren, opgrond och von diesem Gesetz, bestëmmt staark klamme wäert. Parallell ass awer net dovunner auszegoen, dass d'Nofro vu private Persoune wäert erfroen. Sait 2017 geet nämlech d'Unzuel von den Demandé vu private Leit alljoers an d'Luucht. Dozou kënt, dass ADAPTH och elo selwer déi technesch Expertise fir d'Assurance dépendance mécht, déi bis elo von engem privaten Ingenieurbüro realiséiert gi sinn.

Just als Erklärung: Sait der Aféierung von der Assurance dépendance am Joer 1999 ass ADAPTH fir Expertisen zoustänneg betreffend d'Adaptation vu Logementen an technesch Hëllef. Sait 2012 funktionéiere si och als Kompetenzzentrum betreffend d'Accessibilitéit von de Gebaier, wou et also konkret dréms geet, d'Konzept von „design for all“ a Musek ëmzesetzen.

Interessanterweis steet an hirem Rapport d'activité fir 2020 och schonns, dass si vill von Architekten- oder Ingenieurbüro sollicitéiert ginn, fir Interventionen en vue von der Applikation von diesem Text virzehuelen, obwohl dese jo nach guer net a Kraaft ass, dëst fir ze verhënnern, dass d'Gebaier, déi grad an der Planung sinn, spéider misste geännert ginn, fir konform mat diesem Gesetz ze sinn.

Ech denken, dat weist, an dat sot, mengen ech, och den Här Schaaf schonns, dass mir um richtege Wee sinn an dass do och eng gewëssen Akzeptanz fir de Sujet bei de Professionellen aus dem Secteur ass. Well ouni dat gëtt et ganz schwierig, dat heite Gesetz ëmzesetzen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mee déi bescht Information hëlleft nëmme wéineg, wann een net héiere wëllt. Dofir eng kleng Suggestioun och nach vu menger Sait: Wär et net méiglech, e Programm opzustellen, wou betrefte Proprietäre respektiv Bedreier sech missten an d'Lag von enger Persoun mat ageschränkter Mobilitéit eraversetzen, fir hinnen ze weisen, wéi schwierig den Alldag fir dës Persoune ka sinn? Et gi jo schon esou Initiativen an déi Richtung gemaach, wou zum Beispill eng Persoun an engem Rollstull fuere muss oder d'Ae verbonne kritt, fir da selwer um Kierper matzékriegen, wéi komplizéiert d'Situation ka sinn. Ech mengen, d'Madamm Ministesch selwer an och Deputéierter hate schonn d'Geleeënheet, fir dat auszeprobieren, an ech denken, dass dat eng ganz gutt Erfahrung war an dass een dat och kéint weider ausbaue fir Leit, déi dat wëllen.

Et ginn och ganz flott Formationen - ech weess dat vu Personal aus dem Gemengesecteur -, wou och op d'Problematik higewise gëtt, wéi d'Leit mat enger ageschränkter Mobilitéit an eng Gemeng erakommen zum Beispill. Och do ass d'Saach vom Comptoir, wéi den Här Schaaf gesot huet. Do ass ganz schwierig, wann eng Persoun am Rollstull erakënt an d'Gemeng an eng Demande huet an e gesäit net. Dat heescht, all déi Initiative si wichtig fir ze hëllef, d'Proprietären, d'Bedreier an einfach jiddwereen dovunner iwwerzeugt ze kriegen, dass et net vu Muttwëll ass, wann zum Beispill eng Ramp muss gebaut ginn oder eng Toilette accessibel gestallt muss ginn.

Natierlech ass och net ëmmer alles méiglech. Do muss ee jo och realistesch sinn. Dofir gesäit d'Gesetz jo dann och Derogatioune vir, awer nëmmer am Fall vu Gebaier, déi schonns bestinn. Leider ass dat net iwwerall méiglech. Ech denken do zum Beispill u Schlässer oder soss Gebaier, déi ënner Denkmalschutz stinn, an dat steet jo och esou am Gesetz festgeschriwwen, dass dat eng Ausnam ass.

Mee et ginn och aner Beispiller an ech wëll och von engem Beispill aus menger Gemeng zielen. Do gëtt et eng Passerell, déi zu Bielees iwwert d'Schinne féiert an déi u sech duerch Träpen accessibel ass. Zu zwou Säiten, op där enger Sait vom Kierfecht an op där anerer Sait von eise Geschichts- a Kulturhaus, déi déi Passerell verbënt, si Behënnertparkplazen. Mir hunn do als Gemeng analyséiere gelooss, ob een do kéint op deenen zwou Säite Rampen oder Lifter opstellen. Mee dat ass enger Säits technesch komplizéiert, well et direkt nieft der Eisebunn ass an och e gréisseren Héichtenënnerscheid besteet, mee anerersäits géif et och extreem deier ginn. En plus hu mer gekuckt, dass de Wee ronderëm, wann d'Passerell net benotzt gëtt, just 60 Meter méi wäit ass, an do hu mer decidéiert, elo net dodran ze investéieren.

Mee an Zukunft wäert eis an esou Fäll och de Conseil consultatif de l'accessibilitéit kënnen beroden, deen och elo mat diesem Gesetz geschafe gëtt. Dozou och eng Remark: Et ass gutt, dass mat diesem Conseil e Gremium geschafft gëtt, dee sech ausschliesslech mat der Accessibilitéit wäert beschäftegen. Dat weist alt erëm eng Kéier, wéi eng Wichtigkeet dës Koalition der Thematik gëtt.

Mee et muss een och sécherstellen, dass dese Gremium elo net, besonnesch am Ufank, von Ufroe bombardéiert gëtt an dass et da laang dauert, bis en Avis publizéiert ka ginn. Well et ass wichtig, fir Gemenge souwéi och fir déi aner betrefte Proprietären, an engem rasonablen Delai eng Äntwert ze kriegen, an natierlech och, fir kënnen von de finanziellen Hëllefren ze profitéieren.

Well d'Gemengen awer iwwer vill Gebaier verfügen - ënner anerem, soen ech emol, e Veräinshaus, wat vläicht e bëssen an d'Jore komm ass -, ass dovunner auszegoen, dass eleng von där Sait wäert eng ganz grous Quantitéit un Demandé kommen an dass et sech net ëmmer wäert ëm einfach Froen handeln. Och hei muss mer eis also deemno Moyene ginn, fir dat meeschten ze kënnen.

Gutt fannen ech weider, dass et méiglech ass, dass a bestëmmte Fäll eng Solution d'effet équivalent ka fonnt ginn, wat net heescht, dass näischt soll geschéien, mee dass een heiansdo ka Léisunge fannen, déi méi bëlleg ginn, wéi zum Beispill e Lift anzubauen. Et kéint een zum Beispill e Service oder souguer an enger Schoul eng bestëmmte Klass op de Rez-de-chaussée verleeën, fir dass een do besser accessibel ass. Déi Philosophie huet iwwregens och de Conseil supérieur des personnes handicapées a sengem Avis zum Gesetzestext gelueft. Well och dës Solutions d'effet équivalent kënnen net nëmmer op Gutdünke vom Proprietär oder von der Gemeng geschafe ginn, mee müssen dann och vom Conseil consultatif guttgeheescht ginn.

Här President, da wollt ech nach e Wuert zum Logement soen, an dat, mengen ech, ass och vom Här Hahn scho gesot ginn: Gutt, dass dat Gesetz virgesäit, dass d'Residenzen ab enger gewëssener Gréisst - zrëckbehalte gi Gebaier mat fënnf Unitéiten an dräi Etagen - dann und müssen de Krittere von der Accessibilitéit entsprechen, zumindest wat d'Entrée an déi gemeinsam Dealer ubelaangt. An da müssen op d'mannst 10 % von de Logementen fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit zougänglech sinn. Dat ass extreem wichtig an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt a wou verschidde Leit, dat muss een esou soen, och heiansdo Wunnengen als Seniorewunnengen op de Marché bréngen, déi vu Seniorewunnenge just den Numm hunn.

Da wollt ech och nach, ier ech zum Schluss kommen, eng kleng Klamer opmaachen. Dat heiten huet elo net direkt eppes mam Gesetzestext ze dinn an awer ass et a mengen Aen e wichtig Element, wann et ëm d'Accessibilitéit geet. Ech denken do un d'„leichte Sprache“, et ass och schonn ugeklungen. Et kann ee mat gudder Piktogrammen oder Logoe besser kommunizéiere wéi mat laangen Texten. Och dat ass eng Fro von Accessibilitéit, well et eebe vill Leit gëtt, déi déi dach schwéier verdaulech administrativ Sprooch, och wann et heiansdo just vereenzelt Termë sinn, net ëmmer gutt verstinn.

Fir just e Beispill ze ginn: Wie weess haut nach, deen net op enger Gemeng schafft, dass et en Officier de l'état civil gëtt a wat dee mécht? Dozou kënt dann och nach déi sproochlech Barriär an engem Land, wou mer iwwer 40 % Ausländer zielen - wat natierlech flott fir eis Diversitéit ass, mee dat mécht eis et net ëmmer einfach, wat d'Sprooch ubelaangt. Dofir sinn ech der Meinung, dass mir och an deem Bereich nach weider Fortschritter musse maachen.

Ech sinn dofir och frou, dass d'Regierung op de Wee geet, fir e „centre de la communication accessible à tous“ opzebauen. D'Zil vom Zentrum wäert sinn, de Gebrauch von der sougenannter „leichten Sprache“ ze förderen, enger Sprooch, déi et erméigleche soll, zum Beispill Informationen oder administrativ Formulairé méi verständlech fir jidder-een ze maachen. Well nëmmer eng Persoun, déi déi Informationen, déi se kritt, och verstoe kann an déi sech selwer ausdrücke kann, ka sech an der Gesellschaft integréieren. Och dat ass fir mech eng Fro von Accessibilitéit. Klammer zou.

Ech kommen dann zum Schluss nach eng Kéier op meng Anekdot vom Ufank zrëck. Dës Madamm, och wa se Pech hat mat deem Accident, huet awer Gléck, dass si op Frëndinnen ziele kann, déi si ënnerstëtzen. Dat ass bei Wäitem net bei jiddwengem de Fall. Dofir ass et von immenser Wichtigkeet, dass mir eis als Gesellschaft d'Moyene ginn, dass keen einfach esou ausgeschloss ka ginn, just well en net op eng Plaz kann hikommen, wou en eigentlech hiwëllt. An dës Geschicht weist och, dass et eigentlech jiddereen treffe kann.

Dofir ënnerstëtze mir als LSAP dese Projet de loi, deen eis Gesellschaft wuertwärtlech wäert méi oppe fir jiddweree maachen. Domat géif ech dann heimat den Accord vu menger Fraktion ginn, ier ech awer nach jiddwengem wëll Merci soen, dee sech all déi Jore fir dës Thematik agesat huet, an ech lech Merci soe fir d'Nolasschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Asselborn-Bintz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Här President, Madamm Ministesch, ech zitieren den éischten Artikel von der UN-Behënnertrechtskonvention: „Zweck dieses Übereinkommens ist es, den vollen und gleichberechtigten Genuss aller Menschenrechte und Grundfreiheiten durch alle Menschen mit Behinderungen zu fördern, zu schützen und zu gewährleisten und die Achtung der ihnen innewohnenden Würde zu fördern.“ An iwwer wie schwätze mer dann hei eigentlech? Dee selwechten Artikel bezechent et esou: „Zu den Menschen mit Behinderungen zählen Menschen, die langfristige körperliche, seelische, geistige oder Sinnesbeeinträchtigungen haben, welche sie in Wechselwirkung mit verschiedenen Barrieren an der vollen, wirksamen und gleichberechtigten Teilhabe an der Gesellschaft hindern können.“

Oft denke mer am Kader von der Accessibilitéit u Menschen am Rollstull, wat awer effektiv der Grupp u Betroffenen net ganz gerecht gëtt. Accessibilitéit betrëft och Mënsche mat Héierschied, Mënschen, déi kognitiv Defiziter hunn, Leit, déi Gläichgewichtsstéierungen hunn. An dat sinn net just eeler Leit, mee beispillsweis och Leit, déi scho fréi am Liewen e Schlag erlidden hunn an e Liewe laang an hirer Motricitéit ageschränkt sinn.

Geneesou divers wéi d'Mënsche sinn, kënnen och hir Schwierigkeete sinn, fir duerch d'Welt ze goen. A ganz am Kontext vom „design for all“ ass et den öffentleche Verwaltungen hir Pflicht a Verantwortung, fir Barriären ofzebauen an eist Ëmfeld, eis Lieu-publicken, eis Gebaier an Transportmüttelen esou ze gestalten, dass se fir jiddereen notzbar sinn. Well Inklusioun heescht, dass eis Gesellschaft sech un d'Besoine von all de Mënsche soll upassen, an net, dass Mënschen, déi e spezielle Besoin hunn, sech müssen un d'Gesellschaft upassen.

Von Inklusioun profitéiere mer schlussendlech alleguer, sief et, well jo zum Beispill och Eltere mat der Kutsch Zougang zu engem öffentleche Gebai kriegen, oder, an dat ass vill méi wichtig, eis Gesellschaft méi villfältig an oppe gëtt, wann och jiddereen kann drun deelhuefen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Dës moralesch Pflicht am Sënn von eiser Diversitéit an eise inkludiven Denken mécht dese Gesetzestext esou pertinent wéi dréngend. Et gouf laang drop gewaart an et ass e wichtige Bestandteil von der Ratifizierung von der Behënnertrechtskonvention, wou och am Staatebericht von 2017 zur Anhalung von der Behënnertrechtskonvention daitlech drop higewise gouf, dass dëst Gesetz feelt a muss ëmgesat ginn.

Heizou vermierkt den UN-Ausschuss Folgendes, zum engen: „im Bereich Zugänglichkeit Rechtsvorschriften sowie politische Maßnahmen einzuführen, die in Einklang mit dem Übereinkommen stehen, die geeignete Durchsetzungsmechanismen beinhalten und die auch öffentliche und private Gebäude, den Zugang zu Notrufdiensten, öffentliche Verkehrsmittel und die Infrastruktur betreffen“.

Duerch dëst Gesetz gëtt also endlech e weesentleche Schrëtt no vir gemaach, fir physesche Barriären am öffentleche Raum ofzebauen. An zesumme mam geplangten Zentrum fir alternativ Kommunikation soll insgesamt e besseren Zougang och zur Information an zur Kommunikatioun fir Mënsche mat Beanträchtegeunge gi ginn.

2018 hu mer an deem Kontext, a meng Virriedner hunn et och scho gesot, zum Beispill d'Gebäerdesprooch als vollwärtig Sprooch unerkannt, an dat ass en immens wichtige Schritt gewiescht fir d'Onofhängegkeet u Mënschen, déi net oder schlecht héieren. En autonomt a gläichberechtigt Liewen däreer jo net nëmmer e Privileeg si vu Leit, déi héieren. Och Mënschen, déi net héieren oder schlecht héieren, müssen autonom a selbstbestëmmt kënnen liewen.

Dozou gehéiert natierlech och, e gläichberechtigten Zougang ze hunn zu den Informationen, zur Education, zur Weiterbildung an zur Kultur, dem Sport an zum gesellschaftleche Liewen. Dat gëllt och fir dëst Gesetz haut. A wa mer dat haut maachen an den Alldag vu Betreffenden thematiséieren an d'Gesellschaft allgemeng drop sensibiliséieren, da maache mer och e ganz grousse Deal, fir Barriären, Mëssinformationen a Stigmata ofzebauen. Mee dat geet net duer! Dës Efforten, fir d'Barriären an de Käpp ofzebauen, gi weider. An hei hunn och mir hei an der Politik eis Roll ze spielen.

Wat betrëft also dëst Gesetz elo? Den Här Reporter huet et scho ganz am Detail erkläert. Et bezitt sech op nei Gebaier oder Lieuen, déi gebaut ginn, mee awer och op bestoend Strukturen. An dës bestoend Strukturen hunn zéng Joer Zäit, fir mam Gesetz konform ze ginn an d'Accessibilitéit ze garantéieren. An der Praxis awer ass besonnesch bei bestoende Gebaier a Lieu-publicken dëst guer net ëmmer esou einfach ëmzesetzen. Dowéinst gesäit d'Gesetz d'Méiglechkeet vir, fir d'Solution d'effet équivalent en place ze setzen.

Och kann et virkommen, dass d'Mises en place von esou Solutionen net ëmzesetze sinn, dëst bei-

spillsweis, wa se am Konflikt mam Denkmalschutz stinn. An esou Fäll kann eng Derogatioun ugefrot ginn. D'Krittären heifir si ganz kloer am Gesetz, wat mer haut stëmmen, definéiert: Entweder, et ass technesch onméiglech, eng Léisung virzugesinn, oder dëst huet disproportional Käschten, déi se mat sech bréngen, oder, dréttens, an ech sot et schonns, de Patrimoine culturel et historique muss geschützt ginn.

Dës Méiglechkeete bezéie sech wuelgemierkt reng op bestoend Strukturen. An nei Gebaier, déi ab elo gebaut ginn, hu keng Méiglechkeet, fir Derogatiounen unzefroen.

Eng weider wichtig Neierung, déi dëst Gesetz mat sech bréngt, ass de Poste vom Contrôleur technique mat dem Contrôle de conformité, deen an Zukunft bei sämtleche Projete muss ugefrot ginn a vom Contrôleur muss zougestan ginn. Déi Persoune kriegen heimadder natierlech e wichtige Rôle bei de Conceptionen vu Chantieren a Bauprojeten, well si sinn d'Experten, wat déi verschidde Solutionen fir d'Accessibilitéit ugeet, a si si von der Planung iwwert d'Ëmsetzung bis zur Kontroll och fir dann dese wichtige Volet zoustänneg.

Op enger Metaebene gëtt des Weideren de Conseil consultatif de l'accessibilitéit gegrennt, deen zur Mission huet, de Ministere de tutelle - an eise Fall de Familljeministère - ze beroden, Avisen ofzeginn, bei deenen d'Accessibilitéit en Thema ass, iwwert déi virdu beschwaten Derogatioune wéi och d'Solution à effet d'équivalent ze aviséieren.

An diesem Conseil setzen nieft de Verrieder/innen vom Ministère awer och Verrieder/innen aus Organisationen, déi sech fir Mënsche mat Beanträchtegeunge asetzen oder mat hinne schaffen. Dëst ass elementar, fir der Zivilgesellschaft an de Betreffenen hei eng direkt Stëmm ze ginn an hir Realitéiten, déi si besser kenne wéi jiddereen von eis, mat de Projeten zesummenzebréngen.

Evidenterweis bréngt dëst Gesetz a senger Suite zousätzlech Käschte mat sech, Käschten, déi, gesellschaftlech gekuckt, keng sinn, well d'Plus-value un Inklusioun a Gläichberechtigung von all Einzelnem net monetär ofzeweie ass. An trotzdem ass et evident, dass d'Gemengen, de Staat, Entrepreneuren, mee och privat Strukturen an Haiser hei mat Käschte fir den Aménagement konfrontéiert sinn. Dofir subventionéiert de Familljeministère dës Aarbechte mat 50 % von de Käschten an engem Deckel vu 24.000 Euro.

Ee Punkt, deen ech wëll explizit ervirhiewen, ass d'Introductioun vom Quota von 10 % bei Logements d'habitation collectifs, also Apparementshaier mat méi Wunnunitéiten, wou effektiv müssen 10 % von de Wunnengen accessibel a behënnertgerecht amenagéiert ginn. Mir all diskutéiere ganz oft iwwert d'Logementssituationen a wéi schwéier et ass, eppes ze fannen, wat bezuelbar ass, connectéiert a senge Besoinen entsprécht. Fir eng ganz Rei Leit hei am Land kënt en zousätzleche Facteur derbäi, an zwar, dass hir Wunneng un hir spezifesch Besoin muss ugepasst sinn. Dofir ass d'Introductioun von dieser Quot enorm wäertvoll, nottamment well an Zukunft mat ëmmer méi eelere Mënschen och ëmmer méi Mënsche mat Accessibilitéitssuergen anzwousch wunne müssen. An dese Punkt gëtt och ganz besonnesch vom Conseil supérieur des personnes handicapées positiv ervirgestrach a mir ralliéieren eis un hiren Avis.

Wa mir haut iwwert dëst wichtig Thema von der Accessibilitéit schwätzen, géif ech gären d'Bréck schloen zu enger Debat, déi mer virun enger Rei Méint op Initiativ vu menger Kollegein Chantal Gary gefouert hunn. Et ass ëm d'Inklusioun am Sport gaang. Hei gouf nottamment drop higewisen, dass a puncto infrastrukturell Léisunge fir eng besser Inklusioun vu Mënsche mat Beanträchtegeunge nach Loft no uewen ass.

Dëst Gesetz couvriert jo d'Établissements destinés à la pratique du sport et de la vie en plein air, also Spill- a Sportsplazen dobaussen. A puncto aner Sportarten sinn awer vläicht och weiderhin nach Nobesserungen ze maachen. Huele mer als Beispill um Kierchberg am Rehazenter d'Schwämm, déi nottamment och iwwer en Heebelift verfüügt. Do ass dann natierlech d'Fro, wéi sech dëst Gesetz an diesem Beispill op aner Schwämmen applizéiert. Mir wëssen alleguerten, dass vill Mënsche mat Beanträchtegeunge a verschiddene Krankheeten a Motricitéitsproblemer gären an eng Schwämm ginn, fir hir Bewegung kënnen do auszeüben.

Wäerten nieft der Accessibilitéit an de Vestiaires an den Dusche beispillsweis och Heebelifter a sämtleche Schwämmen an Zukunft ze fanne sinn? Dëst wär eng flott Moosnam, fir an diesem konkrete Beispill d'Inklusioun am Sport ze stäerken, a géif wichtig Äntwerten op den Debat, dee mer deemools gefouert hunn, liwweren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Här President, Kolleginnen a Kollegen, haut stëmme mer e ganz wichtig Gesetz an deser Legislatur an ech wëll der

Regierung ganz häerzlech dofir felicitéieren. Mir hunn als Gesellschaft d'Flicht, net just Barriären ofzebauen, mee och selwer net derfir ze suergen, dass neier derbäikommen. Dozou gehéiert d'Deklinéiere vun der Inklusioun op allen Niveaue: an eise Käpp, an eise Schoulen a Betreuungsstrukturen, an der Infrastruktur an och op der Aarbecht. Ech si mer sécher, mir kennen alleguerten heibanne Beispiller, wou eis dat nach net zu 100 % geléngt.

Loosst eis des Etapp hei als neien Encouragement notzen, fir eis ze hannerfroen, fir ze préiwen, wou mir heibanne kënnen nobesseren, fir op d'Spillplazen an eise Gemengen ze goen an ze kucken, ob och wierklech all Kand hei spille kann, fir an den öffentlechen Transport oder an öffentlech Toiletten ze goen an opmierksam a sensibel dofir ze sinn, ob wierklech jiddereen des benotze kann.

Mir hunn nach e Wee ze goen an d'Opklären an d'Sensibiliséierung si ganz sécher kruzial heifir, désen Defi sollte mer gemeinsam ugoen.

Ech wëll dem Här Rapportier Max Hahn e ganz grouse Merci soe fir säi kompletten, kloren an engagéierte schrëftleche wéi méndleche Rapport. Mee ech wëll awer och alleguerten déi net vergiesen, déi sech mat vill Asaz fir d'Gesetz an des Cause berufflech wéi benevoll staarkmaachen. Dese Moment haut ass virun allem Äre Moment.

Ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Bernard. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Merci. Merci, Här Präsident. Wéi ech elo hei nogelauschert hunn a Richtung Podium gekuckt hunn, dunn ass mer opgefällt, dass hei, wat mer bis elo net opgefällt war, och e klengen Träpplech ass fir eropzekommen. An ech kéint mer virstellen, an ech mengen, de Fall war jo nach net, dass e Mann oder eng Fra, déi un e Rollstull gebonnen ass, hei an der Chamber war, mee wa mer dat eng Kéier hätten, da misste mer och hei am Gebai eng Partie Saachen awer a Fro stellen. Dat emol einfach direkt gesot, dass et awer oft net esou einfach ass an dass een oft net direkt dorunner denkt. Mee elo hei an diesem Kontext, wann een driwwer schwätzt, da passt ee vläicht grad dee Moment och besser op esou Saachen op.

Merci op jidde Fall och emol dem Rapportier. Ech mengen, et ass e ganz komplex, grousst Gesetz, dat heiten. Hien huet dat gutt erkläert, op de Punkt bruecht. Et geet natierlech vill méi wäit an, wéi och scho virdu gesot, et sinn eng Partie Saachen do, wou een nach muss kucken, wéi dat an Zukunft och ka praktesch ëmgesat ginn. An dat wäert doudsécher och net oui Problemer goen.

Selbstverständlech wäerte mir dese flotte Projet hei mat ënnerstëtzen. Et ass absolut un der Zäit, dass dat kënt. Wann een zrëckkuckt, fréier, ech soen elo mol, virun 20, 30, 40 Joer, do war dat jo nach guer net esou do, dat Bewosstsinn. Do war ee wierklech iwwerall, wou een higaangen ass, mat Problemer konfrontéiert, a mir haten also dee Moment wierklech keng, wat een nennt, barriärefrää Gesellschaft. An déi Leit, déi eng Behënnerung hatten, déi waren ëmmer immens geplot.

Do ass vill geschitt an de leschte Joren a Joerzénge, dat ass ganz kloer. Mee et bleiwen natierlech och haut nach eng ganz Partie Problemer wéi zum Beispill, dass a ville Restauranten, wat engem net direkt opfällt, et dann u rollstullgerechten Toilette feelt. A villen Dokteschpraxissen, grad do, wou et wichteg ass, feelt et dann och un den néidegen Adaptatiounen fir Leit, déi am Rollstull kommen oder soss iergendwéi en Handicap hunn.

An et si jo och ganz vill Leit, déi zum Beispill am Alter Problemer kréien, fir sech ze beweegen, soudass dat eigentlech jiddewee vun eis fréier oder spéider kann treffen.

Dann ass och fir blann Mënschen haut nach ëmmer d'Situatioun op ville Plaze problematesch. D'Notze vun öffentleche Verkéiersmëttel ass oft eng grouss Erausforderung, besonnesch och bei Busarréien, wou et net ëmmer esou einfach ass, sech do zu rechtzefannen.

Dann ass et och nach ëmmer problematesch, wann een op eng Plaz geet a senger Fräizäit, ob dat elo Kino ass, Theater, eng Sportsmanifestatioun. Och do ass d'Accessibilitéit net ëmmer déi, déi se kéint sinn oder misst sinn. A wann d'Accessibilitéit do ass, dann ass et dach oft esou, dass dann zum Beispill déi Persoun, déi am Rollstull sëtzt, ganz isoléiert ass fir sech an zum Beispill déi Leit, déi mat hir dohinnerginn, sech dann net bei si geselle kënnen. Et ass net ëmmer einfach ze léisen. Mee dat sinn awer Problemer, déi ee misst opgräifen an déi eis missten alleguer méi an d'Bewosstsinn kommen.

Och natierlech ëmmer nach e Problem hu Leit mat Behënnerung, déi verreeze wëllen, dat zum Beispill mam Zuch, wou se sech da mussen umelle matzäi-

ten. Och do ass d'Situatioun nach net ëmmer déi, déi se am Fond misst sinn a kéint sinn.

Ech hunn et och gesot: Wann een net selwer betraff ass, dann huet een net déi richteg Erfahrung. Et kënt emol vir, dass ee vläicht eng Verletzung huet, dass ee sech e Bee brécht, an dann op eemol, da kënt dat méi an d'Bewosstsinn. Dat sinn dann, wéi soll ech soen, an deem Mëssstand, deen een dann huet, trotzdem wäertvoll Erfahrungen. Genee wéi de Jean-Paul Schaaf et och virdu sot, ech mengen, wann ee Kanner huet, an ech sinn och mat de Kutsche ronderëmgelaf e puer Joer, da mierkt een, wéi schwéier et ass um Trottoir, da mierkt een emol, wéi vill Autoen a wéi vill Camionnetten permanent um Trottoir stinn. Da mierkt een emol, wéi e Schantjen - an d'Land ass jo voller Schantercher, allgemeng gëtt jo iwwerall gebaut - iwwerall eng ganz schwierig Situatioun ass fir déi Leit, déi iergendwéi, soe mer mol, en Handicap hunn.

Dest Gesetz ass also ganz wichteg. Et probéiert, esou wäit wéi méiglech eng garantiéiert barriärefrää Bewegung eeben erbäizéieren, an dat, wéi gesot, zousätzlech an neie Gebaier mat Rampen, ugepasste Parkplazen - do kommen ech nach drop zrëck, Parkplaze si wichteg -, Lifter, Piktogrammen, akusteschen Informatiounsquellen. Och dat ass eppes, wat déi leschte Joren eréischt opkomm ass a wat awer elo, mengen ech, systematesch ëmmer méi agefouert gëtt. An och do muss mer oppassen, well bei akusteschen Informatiounsquellen, do stellt sech jo dann och d'Fro, an dat ass jo e bessen ugeschwat ginn hei vu verschiddene Virriedner, vun der Sprooch, déi een do benotzt.

Theoretesch misst een dat a Lëtzebuerg schonn op e puer Sproocher maachen. An ech wëll och an deem Kontext un dat erënneren, wat virdu gesot ginn ass vun der Madamm Asselborn, an dat sinn d'Sproochen, déi mer hei hunn. Mir hu gesot: „Et ass eng grouss Diversitéit.“ Mir hunn awer nach ëmmer ganz vill Plazen, wou just eng Sprooch benotzt gëtt: op Schëlter, op Beschriewungen.

An deene meeschte Gemenge sinn d'Internetsäite just eesproocheg. Dat ass jo awer och eppes, wat net ideal ass. Ech mengen, all Informatioun sollt esou sinn, dass kee sech do ausgestouss fillt.

An eigentlech misst mir et da fäerdegbréngen, dass mer hei all d'Internetsäite vu Staat a Gemeng och a méi Sproocher kéinte presentéieren. Dat dierft jo awer de Budget net sprengen, d'autant plus dass dat hei jo awer eppes ass, wat vill Milliounen wäert kaschten, da misst dat jo awer maachbar sinn. Also, hei muss mer och eppes maache fir d'Méi-sproochegkeet.

Et ass natierlech net onbedéngt einfach, dat hei. Dat bezitt sech dann och op Restauranten, op Geschäfte, op kleng Commercer. Ech denken do einfach un e klengen, alen Duerfbistro, wou souwisou just véier, fënnef, sechs Leit eraginn. Dat kann net esou einfach ginn, fir dat ëmzesetzen. Ëmbauaarbechte sinn net ëmmer méiglech, se sinn och mat héije Käschte verbonnen. Do muss mer elo kucken, wat d'Zukunft eis eeben do wäert weisen.

Mee summa summarum, mengen ech, ass dat heiten e ganz flotte Projet, dee mer op jidde Fall mussen ënnerstëtzen a wou mer mussen drop hischaffan, dass d'Situatioun sech verbessert.

Zum Schluss nach eppes, wat mer virdrun agefall ass, wat vläicht vergiess gëtt an der Aktualitéit, wa mer grouss Projete plangen. Mir probéieren dat jo dann ëmmer alles esou ze maachen, dass dat zukunftsgerichtet ass, nohalteg, ëmweltgerecht, klimage-recht. An ech hu mer do iwwerluecht, dat jo awer ganz vill Leit, déi eng Behënnerung hunn, wierklech ugewise sinn op hiren Auto. An dunn hunn ech mer zum Beispill geduecht: Elo baue mer Saache wéi Elmen, alles schéin a gutt, mee do mussen d'Leit 200, 300 Meter goen, fir bei en Opfangparking ze kommen. An ech froe mech einfach, ob et net eng Iddi wier, fir zum Beispill do eng Partie Haiser oder Wunnenge virzugesinn, wou d'Leit awer kënnen mat hirem Auto virun der Dier parken, fir grad esou och behënnertererecht ze sinn, an dat net nëmme bei deem dote Projet, mee och bei anere Projeten dierfte mer net vergiessen, dass den Auto ganz wichteg ass fir vill Leit mat Behënnerung.

Dat gesot soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a mir ginn eisen Accord. Merci.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech wëll den Här Keup net vum Riednerpult entloossen, oui dass ech em wëll soen, dass et eng Ramp gëtt, fir bei d'Riednerpult ze kommen, déi een do kann hileeën. Merci villmools, Här Keup.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Merci, Här Präsident.

(Hilarité)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti.

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - D'Madamm Cecchetti kann och vläicht weisen, dass d'Riednerpult erop- an erofgeet souguer, gellt.

■ **Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk).** - Jo, et geet och erop an erof, ganz genau.

Här Präsident, 2001 gouf et eng éischt gesetzlech Tentative, fir derfir ze suergen, dass Leit mat Handicap an hirem Alldag net méi u physesch Barriäre stoussen, fir sech kënnen ze deplacéieren, fir ze restauréieren, ze logéieren, anzekafen, fir sech ze erhuelen, ze forméieren oder fir hiren administrative Verflüchtunge kënnen nozegoen. Am Fond ass dat Normalst, wat jiddereen am Alldag esou mécht, fir Leit mat Handicap nach ëmmer mat Schwierigkeeten a mat Hürde verbonnen. Dofir soll elo dest Gesetz derzou bäisteieren, dass des Hürden aus dem Wee geraumt ginn.

Dese Projet ass ambitiéis, mee awéiwäit dat, wat geplangt ass, och kann agehale ginn - ech sinn elo e bésse perturbéiert hei, also eng weess net, wat lass ass, mee ech fueren einfach elo mol virun -, ass mat ville Froe verbonnen, virop mat der Fro vun der Responsabilitéit vum Staat a vun de Gemengen a puncto Amenagement vun engem barriärefrääen Territoire an dem Bau vun neien bordabele Wunnengen, déi fir jiddereen zougänglech sinn.

Här Präsident, mir begréissen, dass dest Gesetz eng Approche wëllt, déi déi Leit net als méi aussestoend, extraordinär oder anormal Leit bezechent, fir déi een elo extraordinär Mesur misst huelen. Accessibilitéit gëtt hei als eng universell Cause behandelt an definéiert. Et geet drëms, jidderengem Zougang ze ginn zu deem, wourop en am alldeegleche Liewen ugewisen ass.

Dass et dat Gesetz iwwerhaupt gëtt, ass en Zeechen derfir, dass déi Approche iwwert déi lescht Joerzénge net vun de Regierungsvertrieder/innen gewielt ginn ass. Et ass also net normal, dass muss gekuckt ginn, dass Leit mat Handicap gläichberechtigt behandelt ginn an um sozialen an öffentleche Liewe kënnen gläichberechtigt deeluelen. Recht op Wunnen, Recht op Gesondheet, Recht op Bildung, Recht op Aarbecht, Recht op e gerechte Lohn fir seng Aarbecht, Recht op en Zougang zu öffentleche Servicer, Recht op Mobilitéit sti jidderengem zou. Dat sinn universell Rechter an do muss vu virera jiddereen matageplangt ginn, net just déi Leit, déi soi-disant „valid“ sinn.

Här Präsident, mir begréissen och, dass dest Gesetz d'Kriticken an d'Recommandatiounen vum Comité des droits des personnes handicapées vun der UNO consideréiert.

Lëtzebuerg huet 2011 d'Konventioun iwwert d'Rechter vun de Persounen mat Handicap ratifizéiert. Am Kader vum nationalen Aktiounsplang gouf versicht, am Fënnfjorestakt des Konventioun an hir Uweisungen dann och effektiv ëmzesetzen. Dat ass awer bis elo net gutt genuch gelongen. Dat mierkt een, wann ee sech selwer an d'Positioun vun enger Persoun mat engem Handicap begëtt.

Ech selwer konnt déi Erfahrung am Kader vum Kollektiv 1329 Enn September maachen. Fir ee Muere souz ech am Rollstull a si vu mengem Doheim bis an d'Chamber mam Bus, Zuch a Bus komm. Dat ass net evident, well dat alles muss geplangt ginn, schonn Deeg virdrun. Do kann een net spontan decidéieren, einfach anzwousch hinzefueren, oder sech et erlaben, e Bus ze verpassen oder dass de Bus ze spët kënt, well dat e grouse Problem wär, well op der Gare muss nämlech gewosst ginn, dass eng Persoun am Rollstull kënt, fir iwwerhaupt kënnen den Zougang zum Zuch ze hunn.

Et ass mir och opgefällt dee Mueren, dass et e groussen Ënnerscheid gëtt zwëschen Personal vun CFL, TICE an anere Busser. Bei den CFL a beim TICE waren d'Leit gebriefft. Si hu sech beméit, si hu gehollef, si waren immens zevirkommend. Ouni si wär ech nämlech ni erakomm.

Par contre, an der Stad, do ass de Chauffeur net emol erausgeklommen, en ass net kucke komm, keng Hëllef, näischt. Wann net Leit a mengem Entourage gewiescht wieren, déi mir gehollef hätten, wär ech iwwerhaupt net an dee Bus erakomm an oui si och net eraus an ech hätt mer Hals a Bee gebrach. Do gesäit een och, wéi wichteg obligatoresch Formatiounen an deem Beräich einfach sinn. An ech denken, dat ass eng Fuerderung, déi ee misst stellen.

Här Präsident, et mussen och weider Efforte gemaach ginn. Notamment muss d'Anhale vun de Reegelunge vun der Accessibilitéit vu Gebaier a Plazen, déi kollektiv genotzt kënnen ginn, och kënnen iwwerpréift ginn. Des Reegelunge gëlle mat diesem Gesetz souwuel fir öffentlech wéi privat Acteuren. Dest Gesetz gesäit par rapport zu deem vun 2001 och Sanktiounen vir, falls géint des Reegelunge verstouss sollt ginn.

Eng Deadline ass och virgesi fir den Amenagement vun de concernéierte Gebaier a Plazen. Zéng Joer no der Publikatioun vum Gesetz muss alles adaptéiert sinn.

Här Präsident, mir gesinn, dass bei der Reegelung e Wëllen do ass, fir déi Aarbechte virunzuedriewen. Mir gesinn awer och, dass net onbedéngt all déi néideg Moyenen dofir agesat ginn. Zum Beispill ass

et fir eis onkloer, wéi d'Anhale vun deenen Amenagementsregelunge ka kontrolléiert ginn a vu wem a vu wéi enger Instanz. Gradesou froe mir eis, wat géif geschéien, wann d'Gemenge selwer géint des Reegelunge verstoussen op hirem eegenen Territoire, beim Amenagement vun hiren eegene Verwaltungen an Infrastrukturen. Mee vläicht kann d'Madamm Minister eis herno op déi do Froen eng Äntwert ginn.

Här Präsident, dat Gesetz gesäit och eng Rei finanziell Hëllef vir, fir Proprietären a Locataire bei der Mise en conformité vun hire Gebaier a Wunnengen ze ënnerstëtzen. Des Hëllef soll en Incitativ sinn, fir eenzel Persounen derzou ze beweegen, hir Propriétéit den Accessibilitéitsnorme gerecht ze maachen an iwwert dee Wee gläichzäitig d'Käschten, déi de Staat misst droen, wann en des Aarbechte selwer géif an Ugrëff huelen, ze drécken.

Mee och hei stelle sech Froen: Wéi wäit huet e Locataire iwwerhaupt d'Méiglechkeet, Aarbechten a senger Wunneng ze ënnerhuelen? Ouni Awëllung vum Proprietär geet dat jo guer net, well dee muss jo och fir des Aarbechten opkommen, wann ech dat dann am Gesetz richteg interpretéieren.

Mir mengen, dass d'Responsabilitéit fir Aarbechte vun deser Envergure am Beräich vum Logement prioritär misst bei de Gemengen a beim Staat leien, dat souwuel, fir déi bestoend Plazen a Gebaier ze adaptéieren, wéi och fir all nei Konstruktiounen.

Et ass jo elo schonn esou, dass d'Aide-au-logement-Gesetz virgesäit, dass de Staat bis zu 70 % vun de Käschten iwwerhëlt beim Bau, der Acquisitioun, der Renovatioun an dem Assainissement vu Wunnengen, déi vun de Gemengesyndikater an anere Promoteure verloungt ginn u Leit mat Handicap.

Mee grad wéi allgemeng beim Pacte Logement besteet e Problem, dass trotz Incitativen an der daitlecher finanzieller Ënnerstëtzung vum Staat net genuch gebaut gëtt bei de Gemengen. Da froe mir eis hei, wat dann Incitative fir den Amenagement vun accessibelen Wunnenge fir Leit mat Handicap bréngen kënnen, wa keen derzou verpflichtet ass, se ze bauen oder ze renovéieren. Vlächicht sinn des Verflüchtunge jo och net just an diesem Gesetz hei ze regelen, mee eventuell am Amenagement communal, an engem PAG vun enger Gemeng, an all PAP, deen dem Avis vun Gemengerot ënnerläit, oder am Pacte Logement 2.0. An all deene Legislatiounen kann ee verpflichtend Dispositiounen abréngen, wat d'Accessibilitéit zu Logement, Transport, öffentlechem Raum an öffentleche Plazen ugeet.

Här Präsident, dest Gesetz gesäit alt emol vir, dass e Quota vun 10 % vun de Wunnengen an engem kollektive Wunngebai soll spezifesch fir Leit mat Handicap amenagéiert ginn. Do ginn d'Ambitiounen, déi dese Gesetzesprojet eigentlech ustriift, erëm extreem erofgeschrauft. Wann am Exposé des motifs rieds ass vun der Accessibilitéit fir jiddereen, ob Handicap oder net, dann heescht dat jo eigentlech, dass 100 % vun de Wunnengen am Kader vun engem Neibau missten den Accessibilitéitsnormen ugepasst sinn, oder ech hunn eventuell och eppes falsch verstanen.

Här Präsident, mir stëmmen dese Projet mat, well en d'Liewensbedingunge vu Leit mat Handicap wëllt verbesseren. Wéi wäit d'Ambitiounen, déi dest Gesetz ustriift, awer effektiv kënnen realiséiert ginn, hänkt dovunner of, wéi vill Verantwortung de Staat an d'Gemengen dofir wëllen droen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. An ech hu meng Zäit vu virdrun erëm erageholl.

(Hilarité)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här Präsident. Haut ass e wierklech wichtegen Dag fir d'Leit mat enger Beanträchtegung. Dofir freeë mir eis ganz besonnesch, dass dese wichtige Projet haut um Ordre du jour steet, an dat wierklech aus dem ganzen Häerz.

A ville Gespräicher an der Virbereedung gouf mir gesot, dass vill Leit laang op diesen Text gewaart hunn, an dofir gëtt et héich Zäit, diesen Text haut ze stëmmen.

Schonns 2007, dat heescht virun iwwer zéng Joer, huet Lëtzebuerg d'UN-Behënnerteregerechtekonventioun ënnerschriwwen, déi och Dispositiounen iwwert d'Accessibilitéit vu Gebaier enthält. Bis haut konnt d'Konventioun an diesem Punkt um Terrain awer nach net wierklech mat Liewe geféllt ginn.

Ëmmer nach gi Leit hei am Land vun Aktivitéiten a Plazen ausgeschloss, well bei de Constructiounen vun de Gebaier net dru geduecht ginn ass, dass och Persounen mat engem Handicap sech an de Raim solle beweegen kënnen. Oft si sech d'Bauhären oder d'Architekten guer net bewosst, dass an hiren Aarbechten e Problem besteet, well si beim Design just u Persounen denken, déi sech selwer kënnen fortbeweegen oui Beanträchtegung. An dat ass e Phänomeen, deen et a ville Beräicher gëtt an deen net einfach ze

ignoréieren ass, well et nach ville Leit u Bewosstsi feelt.

Dofir ass et esou wichteg, dass mir esou Texter wéi dee virleierende stëmmen an och weider sensibiliséieren, fir d'Aarbecht besser ze maachen. Well mir sinn eis jo bewosst, dass d'Stëmme vun dësem Gesetz net derzou féiere wäert, dass sech d'Situatioun vun haut op muer verbessert. Et gi laang Transitionszäiten, well grouss Émbauten eeben net vun haut op muer kënnen realiséiert ginn.

D'Konzept vum „design for all“, dat heescht d'Plangen an d'Baue vun de Produkter an de Gebaier, déi esou entworf sinn, dass jiddereen, egal ob al oder jonk, mat oder ouni Beanträchteung, se ouni zousätzlech Hëllef benotze kann, muss mat Nordrock an alle Wirtschaftsberäicher gemaach ginn, an dat esou séier wéi méiglech. Besonnesch op der Aarbechtsplaz ginn et nach vill Efforten ze maachen.

Do geet och dat virleidend Gesetz leider nach net wäit genuch. Et ass wichteg, dass öffentlech Services fir jiddereen zougänglech sinn, esou wéi dëst Gesetz et virschreift, mee et dierf een awer och net vergiessen, dass net nëmmen déi öffentlech Raim mussen zougänglech sinn, mee natierlech och d'Büroen hannendrun. Persounen mat engem Handicap wëlle schliisslech net nëmme just vun den öffentleche Service profitéiere kënnen, mee och genee wéi all anere Bierger d'Méiglechkeet hunn, sech fir eng Aarbechtsplaz am öffentleche Gebai ze entscheeden.

Wéi mir wëssen, gëtt et a villen Administratiounen a Betriber Quote fir Posten, déi vu Persounen mat engem Handicap solle besat ginn, déi awer nach ëmmer net erfëllt sinn. Oft gëtt sech einfach net un déi Quote gehalen, well heiansdo sinn d'Raimlechkeeten och tatsächlech nach net ugepasst. Dass vill Aarbechtsplazen ëmmer nach de Bedierfnisser vu Persounen mat Handicap net gerecht ginn, erschweiert hinnen d'Sich no enger Aarbechtsplaz. An et ass och net verwonderlech, dass ëmmer nach e Groussdeel vun de Persounen mat engem Handicap net um éischten Aarbechtsmaart eng Plaz féint. Hei gëtt et also nach vill ze maachen.

Här President, e Punkt, deen eis besonnesch bei dësem Text gefreet huet, ass, dass hei emol eng Kéier wierklech méi enk mat de Betraffenen um Terrain zesummegeschafft ginn ass. Grad wann et ëm d'Theema vun enger Behënnerung geet, gëtt oft vill, awer net mat de Leit um Terrain geschwat.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Wa mir an enger inklusiver Gesellschaft lieue wëllen, da muss mir hei am Dialog bleiwen. Dofir begrësse mir och d'Iddi vum Conseil consultatif de l'accessibilité, dee mat dësem Gesetz geschafft soll ginn, an och, dass Persounen mat engem Handicap sollen d'Méiglechkeet kréie fir matzeschwätzen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Hei hoffe mir, dass d'Regierung an deem entspreichende Règlement grand-ducal wäert der Propos vum Conseil supérieur des personnes handicapées nokommen an eng Méiglechkeet fannen, d'Bedeelegung u Sätzungen och berufstätege Persounen ze erméiglechen. D'Recht op eng Aarbecht an d'Recht, gehéiert ze ginn, dierfe sech hei net am Wee stoen.

Här President, mir Piraten sinn iwwerzeugt, well mir Optimiste sinn, dass dëst Gesetz derzou wäert bäidroen, dass Mënche mat enger Beanträchteung sech an Zukunft fréi an eiser Gesellschaft wäerte beweegen kënnen.

A wou mer beim Beweegen sinn, dat ass virdu jo schonn ugeklongen: Verschidden eenzel Politiker haten, ech nennen et emol d'Chance, fir mat enger Beanträchteung eng Kéier konnten eng Simulatioun ze maachen. An ech hu gesinn, d'Madamm Ministesch war do och mat derbäi, an ech perséinlech hat dat och eng Kéier gemaach mat engem Rollstull. An ech muss lech soen, dat ass eng Erfahrung, well ech hat virdu vill Problemer net esou erfaasst wéi dee Moment, wou ech selwer eng Kéier an der Situatioun war. An et ass och nach e Familljemember bei eis, deen elo am Rollstull ass, do kritt ee vill méi mat, wéi engem virdrun als Politiker eigentlech opgefall ass.

An et ass eeben esou, dass mer muss kucken als Politiker - an ech leeë jidderengem un d'Häerz, deen nach net mat hinnen um Tour war, ech mengen, et war den OGB-L-, dat eng Kéier ze testen. Gitt eng Kéier mat! Well Dir léiert bäi. Also, et kann een nëmme bäiléieren. An Dir gitt opmierksam gemaach.

An dat ass virun allem och wichteg fir d'Gemegepolitik. Well ech muss soen, bei eis am Gemege-rot war déi leschte Kéier en Architekt. De Mann huet och seng Aarbecht ganz gutt gemaach, mee mir sollten en neie Concertsraum kréien an do war awer näischt virgesi fir Rollstill. Do hu mir am Gemegerot dann du gesot, dass esou eppes muss virgesi sinn. Dat ass eeben dee Problem, deen ech virdrun erwänt hunn. Et ka jo net sinn, dass mer Architekten hunn, déi nach net drop sensibiliséiert

sinn, dass mer Leit mat enger Beanträchteung awer déi Méiglechkeet ginn, fir un engem kulturellen oder u soss aneren Eventer deelzehuelen. An herno steet e fonkelneit Gebai do vun esou ville Milliounen an da gouf dat leider vergiess. Do muss mer nach ganz vill Sensibilitätsaarbecht leeschten, virun allem och mat den Architekterebänn, well et ass net deen éischte Projet, wou mer zu Ouere komm ass, dass net un all Beanträchteung geduecht ginn ass, an dat geet vum Visuelle bis zum Héiere bis zu iwwerall.

Just als kleng Anekdot: Ech war jo mam OGB-L ënnerwee an do hat ech e Rollstull. Et war awer deen Dag Chance. Ech muss soen, a virdrun ass hei dat ugeschwat gi vum Personal, ech muss d'CFL-Personal luewen! Also, vu Péiteng an d'Stad, dat huet 1A geklappt, dat war wierklech gutt. Mee hätt ech mech zum Beispill deen Dag entscheet, fir déi blann Simulatioun ze maachen, hätt ech net gewosst, wéi eng Statioun, well mir hate leider en Zuch erwëscht, wou d'Uso kapott war. Esou Klenggekeeten heiansdo.

Oder et si Leit mat enger Beanträchteung, déi hu mer elo gezielt, dass se vun un, dass Corona ass, an der Pandemie, mam Busfuereen e Problem hunn, well se net méi bei de Chauffeur kommen. Fréier bei der Haltestell huet de Chauffeur d'Dier opgemaach an dann hu se einfach gefrot: „Wou fuert Dir hin?“ Elo stinn déi Leit bei der Bushaltestell, et kënn e Bus, mee wann een näischt gesäit, huet ee keng Méiglechkeet ze wëssen, wou dee Bus hifiert. Dat ass och sou eppes: Mir hunn zwar d'Busser ofgeséichert an der Pandemie, mee d'Leit wëssen herno net méi, wéi ee Bus se wierklech mussen huelen.

Dat sinn eeben déi kleng Detailer, wou mir als Politiker et heiansdo mat enger Moosnam wéi bei Corona wierklech gutt menge fir d'Allgemengheet, mee awer dann heiansdo d'Leit mat enger Beanträchteung mat esou Moosname leider vergiessen. Dofir muss mir vill méi sensibel ginn an natierlech och allegueren déi Leit, déi d'Politiker beroden.

Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, da maachen ech dat haut emol eng Kéier e bësse manner diskreet, wéi ech et normalerweis probéieren ze maachen, nämlech maachen ech d'Pult hei e bëssechen erof, fir dass et op menger Héicht ass. Wéi ech 2013 fir d'éischt an d'Chamber koum, do ass mer opgefall, dass d'Héicht vum Pult fir mech déi selwecht war wéi fir de Claude Haagen, de Gilles Baum oder aner Leit, déi e puer Zentimeter méi grouss si wéi ech. Wann dat Pult dann déi nammlecht Héicht huet fir ons allegueren, dann ass et entweder fir déi eng ze niddreg oder fir déi aner ze héich. An dofir war ech och immens frou, wéi de President vun der Chamber deemools dunn decidéiert huet, e Pult ze maachen, wat erop- an erofgeet.

Et war mer och opgefall, dass hei nach ëmmer eng Träppchen ass. Ech si frou ze héieren, Här President, dass Der eng Ramp hatt. Mee mir sollten allegueren, amplaz just deenen aneren ze soen, wéi se solle bauen an alles accessibel maachen, och emol ëmmer bei ons ufänken. An ech mengen, et ass och elo grad gesot ginn: Wann een enger Gemeng Responsabilitéiten huet oder och soss an Associatiounen, da soll een ëmmer un déi Leit denken, déi méi Schwiergekeeten hu mat der Accessibilitéit, fir dann och deenen d'Welt accessibel ze maachen.

Ech wëll net alles widerhuelen, wat haut scho gesot ginn ass. Ech géif fir d'éischt emol gären dem Rapporter villmools Merci soe fir den exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport. Ech géif och gären allegueren de Riedner de Mëtten hei villmools Merci soe fir all déi Beispiller, déi se ginn hunn. An ech wäert och elo gläich nach eng Kéier e bëssechen e Cas pratique weisen, fir ze weisen, wéi schwierig et heiansdo ass, wann een eng Behënnerung huet.

Da géif ech awer och gäre ganz speziell dem Sandy Zoller Merci soen an all deenen, déi un der Ausaarbechtung vun dësem Gesetz participéiert hunn, well et war, wéi gesot, e laange Prozess, a mir sinn nach net fäerdeg. Mir wäerten nach muss weider dru schaffen, fir eeben d'Welt fir ons allegueren méi accessibel ze maachen.

D'WHO schätzt, dass 15 % vun der Populatioun op der Welt eng Behënnerung hunn - 15%! Dëst entsprécht ongeféier enger Milliard Leit. Déi Zuel, déi geet iwwerengs konstant an d'Luucht, éischters emol well d'Populatioun wissst, zweetens och duerch de medezinesche Fortschritt an doduerch, dass mer natierlech allegueren méi al ginn.

A Länner, wou d'Liewenserwaardung iwwer 70 Joer ass, leeft am Duerchschnitt jiddereen ongeféier aacht Joer mat enger Behënnerung. An et gëtt geschat, dass 3 bis 5 % vun de Behënnerungen ugebuer sinn, déi aner entwéckele sech am Laf vun Liewen. Hei am Sall sinn deemno net vill Leit, déi ni, zumindest zäitweis, vun dësem Projet, deen haut da gestëmmt soll ginn, wäerte profitéieren.

Mir schwätze vu „Leit mat enger Behënnerung“. Den Här Schaaf huet gesot „Leit mat Handicap“. Dat Wuert ass wierklech net méi ganz zäitgeméiss an net méi ganz elegant. Mir schwätzen iwwer eeler Leit hei. Mir schwätzen iwwer - a mir hunn et schonn héieren - Eltere mat enger Kannerkutsch, wou d'Accessibilitéit net esou einfach ass. Mir schwätzen awer och vu Leit, déi temporär zum Beispill en Arm oder e Been am Gips hunn. A fir all déi Leit bedeit dëst Gesetz méi Autonomie, méi Spontanitéit, méi Méiglechkeeten, méi Chancëgläicheit, méi Participatiounsméiglechkeeten um alldeegleche Liewen a virun allem eng besser Inklusioun an eis Gesellschaft.

Vill vun eis hunn d'Chance ze decidéieren, plus ou moins spontan an de Weekend ze fuereen, an eng friem Stad, ze decidéieren, dann do an de Restaurant ze goen, vläicht och an de Kino, e Pullover an iergendengem Geschäft unzemoossen, e bëssechen ze trëppelen doruechter natierlech. Jo, dat kann ee spontan decidéieren. Awer wann een zum Beispill am Rollstull sëtzt, dann ass dat scho méi komplizéiert, mir hunn et de Mëtten héieren. Da muss ee kucken, wéi d'Trottoirshéichte sinn, ob déi Stad accessibel ass. Et muss een am Virauser vill plangen. Et muss ee kucken, wann ee wëllt an de Restaurant goen, ob dee Restaurant iwwerhaupt emol accessibel ass, ob keng Trape do sinn, wann een zum Beispill op d'Toilette muss goen. Am Kleederbuttek muss ee kucken, ob eng Kabinn do ass, déi grouss genuch ass, dass ee mam Rollstull kann eraufieren. Dann, do ass och driwwer geschwat ginn, am Kino, d'Keess, ass de Comptoir esou, dass ech och driwwer gesinn? Kann ech iwwerhaupt an de Musée goen, deen zum Beispill an engem historesche Gebai ass? Kann ech do d'Ausstellung kucke goen?

Wann ech dann awer blann sinn, da stelle sech natierlech aner Froen. Wéi ass et mat de Leitsystemer um Buedem? Fannen ech d'Busarrëten? Sinn am Kino Markéierungen um Bueden, déi mer ugin, wou eng Trap ass, fir dass ech net falen? Gëtt et am Lift vum Musée eng Annonce vocale zum Beispill? Mir hunn elo grad héieren: Wann déi futti ass, d'Annonce vocale, oder wa keng do ass, dann ass et schwéier ze wëssen, op wéi enger Statioun vum Zuch een ass oder op wéi engem Stack am Lift een ass. Onofhängeg vun der Accessibilitéit vum Gebai sinn ech als blann Persoun natierlech och drop ugewisen, dass am Kino e Film mat Autodescriptioun leeft an de Musée eventuell och taktill Modeller vun den Exponaten zur Verfügung stellt, fir dass ech mer d'Konschtwierker iwwert den Taaschtsënn virstelle kann. Mee dat ass eng aner Form vun Accessibilitéit, déi net elo iwwert dëst Gesetz ofgedeckt ass.

Wann ech faarweblann sinn, dann ass et wichteg fir mech, dass bei der Beschëlderung vun deene verschiddene Stäck an Deeler vun engem grouss Gebai, zum Beispill engem Spidol oder Akafszentrum, mat Faarwe geschafft gëtt, déi fir mech net allegueren d'selwecht ausgesinn.

A wann ech e geeschtegen Handicap hunn oder Orientéierungsschwiergekeeten, dann ass et wichteg, dass d'Beschëlderung kloer ass a mat Faarwen an eventuell och Piktogramme geschafft gëtt, fir dass ech och de Wee ka fannen. Wann d'Welt méi einfach ass, ass se fir eis allegueren iwwerengs méi einfach.

Fir Leit, déi schlecht héieren, do ass et natierlech wichteg, de Wäert op d'Akustik an engem Gebai ze leeën, zemoos am Accueil vun engem grouss Gebai. Fir eng Persoun, déi guer net héiert, jo, do ass et zum Beispill essenziell, wa se bei en Dokter wëllt goen, deen um drëtten Stack vun engem Appartementshaus ass, dass do e Visiophon ass, well et geet net duer, dass d'Sekretärin freet: „Wien ass do?“ Wann een net héiert an net äntwere kann, da geet d'Dier dee Moment net op. Dat nammlecht gëllt iwwerengs fir den Nuetschalter vun engem Spidol zum Beispill.

Et ass de Mëtten iwwert den Aménagement raisonnable geschwat ginn. Ech géif och do gären e Beispill ginn. Wann ech dräimol d'Woch zum Beispill a Reunionen op e Ministère muss goen, well ech do an engem wichtige Aarbechtsgrupp matschaffen, an ech muss allkéiers ee froen, fir mat op d'Toilette ze goen, well ech vu mengem Rollstull aus net un de Luuchteschalter kommen, fir d'Luucht kënnen selwer unzeemaachen, da kann een en Aménagement raisonnable ufroen, deen et eeben erlaabt, eleng op d'Toilette ze goen, ouni een ze froe fir matzegen.

Um Ministère muss dee Luuchteschalter dofir awer net onbedéngt op eng nei Héicht ubruecht ginn.

Dee Schalter ass warscheinlech gesetzeskonform. Mee do bitt sech dann eng Solution d'effet équivalent un, déi an dësem Fall dann awer en Aménagement raisonnable wier. An dësem Fall wier dat zum Beispill d'Installatioun vun engem Beweegungsmelder, ganz einfach.

Natierlech dierf, an dat ass och gesot ginn, esou en Aménagement raisonnable keng Charge disproportionnée fir de Proprietär duerstellen. Zu där Fro gëtt de Conseil consultatif de l'accessibilité dann och säin Avis of. A wann da festgestallt gëtt, dass d'Konditiounen, fir vun esou engem Aménagement raisonnable ze profitéieren, erfëllt sinn, ass de Refus, fir esou en Aménagement en place ze setzen, eng kloer Diskriminatioun a gëtt deementspreechend dann och bestrooft.

All Accessibilitéitsnormen an Exigenzen, déi an dësem Gesetz virgesi sinn, vereinfachen d'Liewe vu ganz, ganz ville Leit, vu ganz villen ënnerschiddleche Leit a warscheinlech och fir déi meeschte vun ons iergendwann zu engem Moment an eise Liewen.

Mir sinn immens frou, dass mer bei der Elaboratioun vum Gesetz an och elo, wat d'Organisatioun vun de Formatiounen an dem Ausschaffe vun de Fiches techniques ugeet, op d'Hëllef vun der ADAPTH, wat jo de Centre de compétence national pour l'accessibilité des bâtiments ass, an och vum OAI kënnen zielen.

Et ass hei geschwat ginn de Mëtten, ech mengen, vum Här Schaaf a vun der Madamm Cecchetti, vun de Formatiounen. Mir wäerten zesumme mat der ADAPTH, mam OAI an och mat Info-Handicap, wat de Voleit Sensibilisatioun ugeet, an den nächste Méint Formatiounen ubidden an déi néideg Informatiounen zur Verfügung stellen, fir dass an 18 Méint, wann d'Gesetz da bis a Kraaft trëtt, jidderee prett ass.

Wéi gesot, et geet virun allem mol drëms, dass eppes, wat nei gebaut gëtt, fir jiddereen accessibel ass. Et geet awer och drëms, d'Leit ze ënnerstëtzen, fir dat, wat et scho gëtt, accessibel ze maachen. Mir wäerten do natierlech och finanziell ënnerstëtzen, wann een dat relativ séier mécht. Et wäert och Best-Practice-Beispiller ginn, e Guide pratique, dee mer zesumme mat der ADAPTH an dem OAI wäerte maachen. Ech mengen, wann een nei Iddien huet, da sollen déi och kënnen vun anere kopéiert ginn.

D'ADAPTH krut iwwerengs d'lescht Joer scho Moyene bäi. Si soll och nach weider Moyene bäikréien.

Et ass och de Mëtteg vun de Sprooche geschwat ginn. Dat ass elo net Inhalt vun dësem Gesetz, mee natierlech, dat ass vläicht och e kleng Rappel: Denkt un d'„leichte Sprache“, wann Der Broschüre maacht, wann Der Internetsäite maacht. Denkt wanneghelift un d'„leichte Sprache“, fir dass all déi Internetsäiten da fir jiddereen accessibel sinn!

An da sinn ech nach eng lescht Äntwert schëlleg, dat ass d'Verpflichtung, accessibel ze bauen, vun där geschwat ginn ass. An Zukunft mussen 10 % vun de Logementer an Appartementshaiser, wou dräi Stäck sinn a fënnf Unitéiten, esou accessibel sinn. Ech géif och do gären eng Kéier e Beispill ginn. Mir schwätze jo dann awer vill vu Rollstill. D'Buedzëmmere muss grouss genuch sinn zum Beispill, mindestens fënnf Meterkaree. Mee et kann een einfach och scho virgesinn, dass een, wann eng Persoun, déi net héiert, eng Kéier an dat Appartement oder an dat Haus plënnert, net onbedéngt nees muss alles frësch ritzen, fir amplaz vun der Schell eng Luucht ze installéieren. Dat kann een am Fong vill méi einfach maachen, wann een dat vu virera virgesi säit. Da kascht dat och net vill méi deier oder iwwerhaupt net méi deier. Et muss einfach virgesi sinn. An da kann een dat herno amenagéiere fir déi Persoun, déi eraplënnert.

An deenen neie Residenze mussen iwwerengs d'Partie-communen allegueren accessibel sinn, ouni Ausnam. Dat heescht, och do gëtt et eng Verpflichtung, fir dat an Zukunft ze maachen, an ech mengen, dat kënn ons allegueren zegutt. Mir sollten allegueren vill méi accessibel denken, méi accessibel bauen an ech muss lech soen, dat heiten ass e barten Häerzensprojet, iwwert deen Der haut kënn ofstëmmen.

Ech sinn immens frou, dass et net nëmme mäin Häerzensprojet ass, mee dass et fir mech esou ausgesäit, wéi wann dat och Ären Häerzensprojet wär, vu jidderengem vun deene 60, déi hei sëtzen. An dofir soen ech lech am Numm vun all deenen, déi hei matgeschafft hunn, am Numm vun all deene Concernéierten, ob dat haut oder an der Zukunft ass, vill-, villmools Merci fir Är breet Zoustëmmung. Ech mengen, dass dat wierklech eng Häerzenssaach ass an dass et ganz wichteg ass, dass mer eebe weiderginn an eng méi accessibel Welt.

Villmools merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Familljeminstesch Corinne Cahen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7346. Den Text steet am Document parlementaire 7346¹⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7346 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Da komme mer elo bei de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

An dese Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Laurent Mosar), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7374 - Projet de loi portant

1° approbation de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, faite à New York, le 20 décembre 2006 ;

2° modification du Code civil ;

3° modification du Nouveau Code de procédure civile ;

4° modification du Code pénal ;

5° modification du Code de procédure pénale

Mir kommen elo zum Projet de loi 7374 iwwert déi international Konvention, déi d'Leit virum Verschwanneloosse schützt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an de Rapport, den honorabelen Här Charles Margue, ass prett fir säi Rapport. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

■ **M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur.-Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, et ass elo méi e schmärzleche Projet, deen ech lech presentéieren, iwwert d'Approbatoun vun der UNO-Konvention vum 20. Dezember 2006 zu New York, wou et ëm de Schutz vun alle Persounen geet am Kontext vun deem, wat mer als „disparitions forcées“ beschreiwene.

Lëtzebuerg huet dës Konvention schon den 6. Februar 2007 ënnerschriwwen a mir verflüchten eis als Staat, d'Praxis vum Verschwanneloosse vu Persounen ze verbidden an ënner Strof ze stellen. Zu Preventiounszwecker muss ënner anerem geheim Detentoun verbuede ginn, Fräiheitsentzuch dierf just an offiziellen an iwwerwaachte Strukturen geschéien, wou dann och all d'Insasse registréiert ginn an et méiglech ass, Informatiounen iwwer si ze kréien.

D'Konvention reegelt och d'Entféierung vu Kanner, wann hir Elteren Affär vun enger Disparition forcée goufen, grad wéi d'Fälschung vun hirer Identitéit an hir Adoptioun.

Dese Projet de loi gouf den 23. Oktober 2018 vum Aussen- an Europaminister deposéiert. De Staatsrot huet en den 25. Juni 2019 eng éischte Kéier aviséiert. D'Justizkommissioun huet sech den 17. Mäerz dëst Joer fir d'éischt domat befaasst, de Rapport bestëmmt, déi eenzel Artikelen analyséiert an och den éischten Avis vum Staatsrot. A mir hunn direkt eng Partie Amendements parlementaires ugeholl.

Den 31. Mäerz huet d'Kommissioun dunn awer decidéiert, selwer beim OKaJu en Avis unzefroen, an och vun den Autorités judiciaires. De 27. Oktober huet d'Kommissioun den Avis complémentaire vum Staatsrot analyséiert an duerno hu mer nach eng Partie Textupassung gemaach. Den 10. November hu mer dunn de Rapport och eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl.

Ëm wat geet et hei an deemem Projet? An dem Artikel 1 approuvéiere mer d'Konvention, déi d'Disparition forcée als e Crime géint d'Mënschlechkeet repriméiert an déi 2010 a Kraaft getrueden ass. Et war 2002 am Statut de Rome vum Internationale Strofgerichtshaff, dass d'Disparition forcée fir d'éischte Kéier als „crime contre l'humanité“ kodifizéiert gouf.

Interessant ass awer, wou déi Debatt iwwert d'Disparitions forcées hierkëent. Si huet hiren Ursprung an de Mënscherechtsbeweegung ronderëm déi „Verschwonnen“ a Mëttel- a Südamerika. Ënner deemem Sammelbegrëff kenne mer d'Affär vun de jeeweiligen Diktaturen, déi am Kader vun hirer „guerra sucia“, also dem knaschtege Krich, politesch Géigner oder onbequeem Persounen verschwanne gedoen hunn, u geheime Plaze festgehale, gefoltert an ermordet hunn. Nach haut ginn zu Buenos Aires all Woch op der Plaza de Mayo d'Mammen an d'Frae ronderëm, fir ëffentlech ze demonstréieren, dës Verbrieche ze denoncéieren a fir Opklärung ze verlaangen.

Ech erënnere drun, dass et ënner der argentinescher Diktatur Figere gouf mat Leit, déi festgeholl goufen an an d'Mier erausgeschmass gi sinn, an deenen hir Kanner duerno zur Adoptioun fräigelooos gi sinn oder vermëttelt gi si vum Staat.

D'Disparitions forcées sinn awer kee Phenomeen, wat op den amerikanesche Kontinent beschränkt ass. Fir an der Nokrichszäit ze bleiwen, kéint een och nach den Algeriekrich, de Vietnamkrich oder den Nordirlandkonflikt als Beispiller nennen, wou dës Praxis an den Asaz koum. A rezenter Vergaangenheet stounge China, Wäissrussland an d'USA am Fokus.

Op der Internetsäit vun Amnesty International kann ee quasi am Dagestakt noliesen, wéi op der ganzer Welt Mënsche verschwannen, zum Beispill an Eritrea, dem Sudan, der Tierkei oder och nach a Syrien.

Den Aarbechtsgrupp iwwert d'Disparitions forcées bei der UNO schreift a sengem Rapport vum August dës Joers, dass zanter senger Grënnung 1980 59.000 Fäll vun Disparitions forcées signaléiert goufen, an dat an 110 Staaten.

Eng Disparition forcée gëtt an der Konvention vun New York esou definéiert - ech zitieren op Franséisch - : « L'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'État ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'État, suivi du déni de la reconnaissance de la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, la soustrayant à la protection de la loi. » Op Lëtzebuergesch kuerz ausgedréckt: Et geet ëm Persounen, déi verschwannen a wou e Staat direkt oder indirekt dru bedeelegt ass a seng Roll och leegent, soudass déi betraffte Persoun kee gesetzleche Schutz hunn.

Mat der Ratifizéierung vun der Konvention vun New York si mer verflücht, d'Disparition forcée als eng penal Infraktioun ze qualifizéieren, ze definéieren, wat mer mat deemem Gesetz maachen. Mir setzen do eng Strof vun 20 bis 30 Joer Prisong drop.

Wéi ech schonn am Ufank gesot hunn, kënne mat deemem Gesetz am Einzelfall och adoptéiert Kanner betraff sinn. Esou passe mer de Code civil un a soen, dass eng Adoptioun, déi normalerweis definitiv ass, eng Adoption plénière, ka revoquéiert ginn, wa sech erausstellt, dass dat adoptéiert Kind en Affär vun enger Disparition forcée ass, respektiv seng Elteren also verschwanne gedoe gi sinn, fir et duerno ze adoptéieren oder adoptéieren ze loosse.

Dës Revokatioun kann ugefrot gi vun der betraffener Persoun selwer, wa se 15 Joer oder méi huet, vun der leiflecher Famill - wann déi dann erëm opdaucht, nach um Liewen ass - oder vun der Adoptivfamill, déi sech der Situatioun bewosst ginn ass oder driwwer informéiert ginn ass, oder de Ministère public kann och nach agräifen, wann dat betraffent Kand manner wéi 15 Joer huet.

Interessant a weesentlech ass: Wann d'Revokatioun gesprach gëtt, da ginn och retroaktiv all Effete vun der Adoptioun annulléiert. Ech gräifen aus den Avis Folgendes eraus - den OKaJu seet a sengem Avis vum 29. Juni dës Joers - : Wisou muss e betraffent Kand 15 Joer minimum hunn, fir selwer kënne d'Prozedur ze lancéieren, an net schonns éischer? Wisou ass net de Juge aux affaires familiales oder de Jugendrichter zoustänneg amplaz vum Juge vum État civil? Et geet schlussendlech net just ëm eng Émännerung am État civil. An deemem Sënn mécht den OKaJu generell en Appell, all d'Dispositiounen, déi d'Kanner betreffen an an eise Gesetzestexter verstreet sinn, an Zukunft méi systematesch zesummenzeféieren an d'Organisatioun vun der Kannergerichtsbarkeit an deem Liicht ze iwwerdenken.

Aus dem Staatsrot sengen zwee Avis géif ech dëst ervirhiewen: Am éischten Avis kritiséiert de Staatsrot schaarf d'Dispositioun, dass eng Disparition forcée quasi automatesch zur Revokatioun vun enger Adoptioun soll féieren a schwätzt sech do dergéint aus. Wéi gesot, mir hunn dunn Diskussiounen a Verhand-

lungen mam Staatsrot geféiert. De Richter soll nämlech kënnen entscheeden, wat am Interessu vum Kand ass, zum Beispill wann esou e Kand schonn als Puppelchen adoptéiert gouf a seng ganz Kandheet an der Adoptivfamill verbruecht huet. Eng Revokatioun soll also net ipso facto gesprach ginn, wann eng Disparition forcée virläit.

A sengem zweeten Avis ass de Staatsrot dann och averstane mat den Amendementer, déi mer an deem Sënn an der Kommissioun ugeholl hunn. Weider Avis krute mer vun den Autorités judiciaires eran, notament der Cour supérieure de justice, dem Parquet général an dem Parquet an dem Tribunal vun Dikrech. Dir fannst déi a mengem schrëftleche Rapport. Domadder schléissen ech de mëndleche Rapport of.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu sämtleche Fraktiounen, déi an der Kommissioun vertratt sinn. Mir hunn eis dorobber geeenegt.

■ Plusieurs voix. - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech soen dem Här Rapport Charles Margue villmools Merci fir säi prezisen a kloer Rapport. An esou wéi e gesot huet, kënne mer ouni Debat iwwert dese Projet de loi ofstëmmen.

Ech froe just d'Regierung, ob si eppes wëllt zum Projet de loi soen.

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7374. Den Text steet am Document parlementaire 7374⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7374 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Da komme mer zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7374 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Laurent Mosar), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7785 - Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale

Den zweeteschte Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7785, eng Rei Ofännerunge vum Strofrecht. A Rapport ass nach eng Kéier den honorabelen Här Charles Margue. Och hei ass et de Basismodell.

Rapport de la Commission de la Justice

■ **M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur.-Merci, Här President, nach eng Kéier. Elo kommen ech mat engem sougenanntem Omnibusgesetz. Ech presentéieren e Gesetzesprojekt iwwer eng Serie Ännerungen, déi mir am Code de procédure pénale maachen a wou déi eenzel Dispositiounen net onbedéngt e Lien eng mat där anerer hunn.

Et ass e Projet, dee mer eréischt den 9. Mäerz 2021 vun der Justizministesch deposéiert kruten, also ganz rezent. Den 10. Mäerz hu mer eis eng éischte Kéier an der Justizkommissioun domat befaasst. Den 21. Abrëll hu mer direkt eng Rei Amendementer ugeholl. Den 29. Juni huet de Staatsrot säin Avis ginn an d'Justizkommissioun huet deen de 27. Oktober analyséiert. Den 10. November gouf de Rapport an der Kommissioun ugeholl.

Wann een um Code de procédure pénale Ännerunge mécht, da reagéieren natierlech all d'Justizauto-

ritéite mat ausféierlechen Avisen. Si sinn am schrëftleche Rapport nozeliesen. Et sinn Avisen vun der Cour supérieure de justice, dem Parquet général an de Parqueten aus der Stad a vun Dikrech, de Bezirksgerichter aus der Stad a vun Dikrech, dem Untersuchungsrichter aus der Stad an dem Barreau aus der Stad.

Aus dem Exposé des motifs e puer Extraite fir ze beschreiwene, wéi eng Ännerunge gemaach ginn; et sinn e puer interessant a weesentlech Dispositiounen an et ass net just Kosmetik, déi mer hei maachen.

Éischte Punkt: Et geet ëm d'Ausweitung vun der „compétence territoriale“ op internationalem Niveau, déi mer an den Artikelen 5, 5-2, 7-1 a 7-3 vum Code de procédure pénale upassen. Mir iwwerhuelen an eis Gesetzgebung eng generaliséiert Kompetenz, déi am internationale Recht als „personnalité passive“ bekannt ass. Dat ass d'Méiglechkeet, dass de Pays d'origine vun engem Affär den Auteur vun enger Infraktioun, déi am Ausland geschitt ass, ka poursuivéieren.

Wisou ass dat néideg? Den Ausgangspunkt war e Mord un engem Lëtzebuurger am Oktober 2011 a Brasilien während senger Hochzäitsrees. Ausgeféiert gouf d'Dot vun engem Killer am Opdrag vu senger Fra an enger Komplizin, béid auslännesch Residenten hei zu Lëtzebuerg, wéi et sech erausgestallt huet. Et ass en tragescht Virkommen, mee wierklech e Krimi, wéi mer e soss kënne liesen. Déi zwou Damme ware méiglecherweis op d'Ierfschaft aus.

Stell lech vir, déi brasilianesch Autoritéite sinn dem Fall net nogaangen an hu keng Pursuitten ageleet! D'Fro huet sech du gestallt, ob déi lëtzebuergesch Autoritéite këinten aktiv ginn an deemem Mordfall, deen am Ausland passéiert war. Dat war keng einfach Ugeleeënheet. An dunn ass en Artifice juridique an d'Spill komm, deen et de Lëtzebuurger Autoritéiten erméiglecht huet, aktiv ze ginn, an zwar op Basis vum Fait, dass déi zwou Dammen de Mord zu Lëtzebuerg geplangt haten an esou eng Association de malfaiteurs virlooch hei am Land, an déi huet et erméiglecht, och kompetent ze sinn, fir de Mord a Brasilien ze jugéieren, well béid Infraktiounen an engem direkten Zesummenhang stoungen.

Et koum dunn och zu enger Verurteilung vun deenen zwou Dammen zu Lëtzebuerg, awer just, well d'Premeditatioun vum Mord konnt hei am Land etabliert ginn. Wier dat net gewiescht, hätt dee Mord wuel ni poursuivéiert kënne ginn!

Déi territorial international Kompetenz vun de Lëtzebuurger repressive Juridictiounen ass haaptsächlech baséiert um Kritär vun der Plaz, wou d'Infraktioun passéiert, notament wann et ëm Doutschlag oder Mord geet, ausser den Täter huet déi lëtzebuergesch Nationalitéit.

Mat den neien Dispositiounen maache mer et elo méiglech, dass déi Lëtzebuurger Autoritéite kënnen aktiv gi bei Delikter oder Crimmen, déi am Ausland passéieren a wou d'Affär entweder Lëtzebuurger sinn oder zu Lëtzebuerg residéieren, an dat och am Fall, wou déi auslännesch Autoritéite keen Interessu un enger Pursuite weisen. Well zu Lëtzebuerg esou vill Ausländer residéieren, huele mer déi Kategorie vu Leit och ausdrécklech mat eran. Dat fir déi éischt Dispositioun.

Zweet Dispositioun: Mir schafen d'Méiglechkeet, fir d'Garde à vue vu 24 Stonnen op 48 Stonnen ze verlängeren, dat awer natierlech nëmme ausnamswies an eng eenzeg Kéier. Motivéiert muss dës Verlängerung sinn: wa kloer Indicé virleie fir e Scholdverdacht vum Inculpéierte bei engem Crime oder engem Delikt; wann et besonnesch Émstänn ginn duerch d'Komplexitéit vun der Affär an eng gréisser Unzuel vu Verdächtegen. Den Delai vu 24 Stonnen leeft vum Moment un, wou d'Persoun verhaft gëtt.

Firwat schafe mer dës aussergewéinlech Méiglechkeet? Den Untersuchungsrichter stellt en Haftbefehl géint e Verdächtegen normalerweis aus, wa Fluchtgefahr besteet oder de Risiko, dass Beweiser kënne verschwanne, respektiv wann dee Verdächtegen net fräiwëlleg beim Richter erschéngt. De Verdächtege gëtt natierlech aus deene selwechte Grënn net am Virfeld vu senger Verhaftung informéiert, an oft gëtt et jo an engem Dossier méi Verdächtegen an déi mussen zäitgläich kënne verhaft ginn. D'Polizei geet dann op Uerder vum Untersuchungsrichter déi Persounen zur selwechter Zäit verhaften. Doropshi lafe vun deem Moment un eng Panoplie vu Prozeduren.

Mam Gesetz vum 8. Mäerz 2017, vun deem den Alex Bodry Rapporteur war, hu mer ënner anerem eng Rëtsch Rechter a Garantien zugonschte vun de Verdächtegen agefouert. Zanterhier leeft den Delai vu 24 Stonnen ab der Verhaftung an net wéi virun ab dem Transfert an de Prisong, dee jo eng Rei Stonne war, nodeem de Verdächtege vun der Polizei verhéiert gouf. Dat heescht, d'Reform vun 2017 huet zur paradoxaler Situatioun gefouert, dass mer d'Formalitéiten erhéicht hunn am Schutz vum an an de Garantii fir de Verdächtegen an dass mer de maximalen Delai vun der Privation de liberté verkierzt hunn.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés

Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :

brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :

Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA

Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

Dëse Projet de loi versicht, dës Schwierigkeeten ze klären, andeems den Delai vu 24 Stonne bestätegt gëtt an eng Méiglechkeet geschafte gëtt, eng eemoleg 24-Stonne-Verlängerung ze maachen, wéi gesot, ënner speziellen Ëmstänn. Zweek Beispiller, fir dat kënnen duerzeleeën, sinn eng Razzia, wou et drëms geet, Leit aus engem Reseau vu Mënschen-, Waff- oder Drogenhändler ze verhaften, a wann et ëm e Reseau vun Terroriste geet. Dat war déi zweet Dispositioun; déi nächst gi méi kuerz.

Déi drëtt dann: Mir hunn am Code de procédure pénale eng wichteg Dispositioun, an där et ëm d'Reiefolleg geet vun der Prise de parole bei de Sitzungen um Penal. Mir dréinen déi elo carrement ëm. No kriteschen Diskussiounen zur initialer Formulatioun an der Kommissioun ass zréckbehalde ginn, dass d'Defense an alle Fäll zum Schluss d'Wuert kritt. Och no enger Äntwert vun der Partie civile oder dem Ministère public kritt si nach eng Kéier d'Geleeënheet, d'Wuert ze ergräifen. Mir hunn eis u Frankräich inspiréiert. Dës Prezisioun hu mer elo op méi Plazen direkt an de Code drageschriwwen.

Aus der Direktiv 2011/93 iwwert den Abus sexuel, d'Exploitation sexuelle an d'Pedopornografie setze mer déi wichteg Dispositioun ëm, dass den Delai vun der Preskriptioun eréischt ufänkt, wann déi Person (veuillez lire: wann d'Affer) groussjäreg ass. Dëst war en Oubli, en onglécklechen Oubli, an der Ëmsetzung. Et ass jo mëttlerweil gewosst, dass Persounen, déi als Kanner Affer vun esou Delikter waren, oft eréischt laang Jore spéider fäeg sinn, doriwwer ze reflektéieren, a sech bewusst ginn, dass hir Schwierigkeeten, déi se am Liewen hunn, op esou Situatiounen vu Mëssbrauch zréckzeféiere sinn.

Ech erlaube mer, drop hinzeweisen, dass e Gesetzesprojet de Moment am Ministère ausgeschafft gëtt, wou mer wäerten op déi Fro vun de Preskriptiounen allgemeng zréckkommen.

■ Une voix.- Très bien!

■ **M. Charles Margue** (*déi gréng*), *rapporteur*.- Ënner anerem ass a Frankräich déi Diskussioun kierzlech geféiert ginn, fir déi Zäit vun der Preskriptioun konsequent eropesetzen, an och hei am Land.

Fënnefte Punkt: Den Artikel 10 féiert am Code de procédure pénale deen neien Titre „Du dossier électronique“ an, wou gesot gëtt, dass all Akten a Piëcen ënner numereschem Format kënnen ausgestellt ginn oder numeresch konvertéiert kënnen ginn. Déi elektronesch Ënnerschrëft ass och virgesinn an d'Transmissioun vum Dossier un den Affekot geschitt dann och elo via Courrier électronique. Erlaabt mer dann d'Bemierkung: Da muss also all Affekot seng offiziell E-Mail-Adress vum Barreau och benotzen.

Am Artikel 12 gëtt d'Méiglechkeet geschafen, fir an der Chambre correctionnelle zu dräi Riichter ze setzen an net just een eleng, an dat, wann et ëm komplex Situatiounen geet, wa vill Leit ugeklot sinn a vill Zeie muss gehéiert ginn. E Beispill ass en Homicide involontaire. D'Extensioun op dräi Riichter ka geschéien op Ufro vum Ugeklot, vum Affer, vum Parquet oder vum Riichter selwer. E Recours zu dëser Decisioun ass net méiglech.

Ech sinn op der leschter Säit ukomm, Här President, déi siwint Dispositioun, déi ech erläutere: Fir e gewëssene Parallelismus mat den erwiderte Kompetenzen van de Fridensgerichter hierzestellen, gëtt den Niveau vun den Amendes, déi via

Ordonnance pénale gesprach kënnen ginn, vun 2.500 op 15.000 Euro eropgehuewen.

Souwäit mäi mëndleche Rapport, weider Detailer am schréfftlechen. Merci un all d'Mataarbechter aus dem Ministère, un all déijéineg, déi interessant a wäertvoll Avisen zu dëser Reform vum Code de procédure pénale geschriwwen hunn. An ech erlaube mer, drop hinzeweisen, dass et e weidere Schrëtt ass, fir eis Justiz méi effikass a biergerfrëndlech opzestellen.

Ech soe Merci fir d'Noluschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

■ Une voix.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporteur Charles Margue villmools Merci.

An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Gilles Roth** (CSV).- Merci, Här President. Ech kann dat kuerz maachen, well d'Justizministesch, wéi mer gesot kritt hunn, ass krankheitshalber net à même, fir dëser Sitzung bäizewinnen. Duerfir wënsche mer hir all dat Bescht. Si war awer gëschter bäigeschalt an der Justizkommissioun.

Ech wëll duerfir och just am Numm vun der CSV-Fraktioun soen, dass mer keng Diskussioun vun dësem Projet op dëser Plaz an an dëser Stonn elo wëllen. Trotzdem wëll ech dem Rapporteur Merci soen, well et ass e wierklech wichtige Projet. En huet deen och gutt praktesch erkläert.

Ech kann och soen, zu enger weesentlecher Fro, déi opgeworf gouf vun der Madamm Hartmann, dat ass déi, ënner anerem, dass de Plumitif d'audience net soll vum Greffier eleng schréfftlech gehandhaabt ginn, mee dass eng Audience och sollt enregistriert ginn, dass mir als CSV do derhannerstinn an dass mer zweetens och der Meenung si betreffend déi physesche Plaz, déi en Zeien huet, deen an engem Strofprozess gehéiert gëtt, dass deen net eleng säi Gesicht vis-à-vis vum Riichter an dem Parquet soll dréien, mee esou dass e vun allen a virun allem och vun den Affekote vun der Defense ka gesi ginn.

En drëtten Punkt ass deen - an ech wëll dat och ganz kloer soen, quitte dass mir am Ufank, oder viru Joren, méi eng restriktiv Positioun dozou haten -, dass d'CSV derzou steet, dass d'Verjärungsfrist bei Sexualdelikten, besonnesch och bei Mannerjäregen, verlängert gëtt. De Moment ass dat ab dem 18. Liewensjoer während zéng Joer, dat heescht theoretesch bis 28 Joer. Mir hu kee Problem, wann dës Verjärungsfrist och änlech ëm an anere Länner - wéi a Frankräich, huet de Rapporteur gesot - verlängert gëtt. Also, do fannt Der bei eis oppen Oueren.

Ech mengen, de Rescht diskutéiere mer dann, wann d'Sam Tanson als Justizministesch och erëm kann an dësem Raum sinn. Merci, an ech gi selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Pim Knaff** (DP).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, deen Text, dee mer haut stëmmen, ass interessant, well en am Fong bei dräi Saachen eist Strofrecht verbesser, a fir d'éischt fir d'Extensioun vun der Compétence territoriale internationale vun eisen nationale Juridictionen. Bis ewell war et esou, dass eis national Geriichter och konnte Lëtzebuurger jugéiere fir Strofdoten, déi se am Ausland begaangen hunn a wou d'Affer Lëtzebuurger war. Dës Kompetenz gëtt elo an deem Sënn erwidert, dass d'Lëtzebuurger Geriichter och de Resident aus eise Land kënnen jugéieren, wann d'Victime vun engem Crime oder vun engem Delikt Lëtzebuurger ass oder seng Residence hei huet.

Dës Extensioun ass natierlech am Sënn vum Affer an ass ausdrécklech ze begrëssen, well se also elo dem Affer et erméiglecht, a sengem Land säi Recht anzekloen, wann den Auteur och hei am Land wunnt.

En zweete ganz wichtige Punkt an dësem Gesetz ass d'Extensioun vun dem Delai, während deem ee ka vun den Autoritéite festgehale ginn, ier een engem Riichter virgefouert gëtt. Wann deen Delai bis elo 24 Stonne war, da kann deen Delai elo op 48 Stonne verlängert ginn, wann d'Difficultéit vun der Affär oder d'Unzuel von de Beschëllegten dat justifiéiert. Dës Verlängerung muss awer natierlech scho vun engem Magistrat decidéiert ginn.

Ganz kloer gëtt et hei zu alle Säiten Intereten: Bei engem presuméierten Täter, dee festgehale gëtt, deen also domat seng Fräiheet verléiert, a bei den Autoritéiten, enger Police judiciaire oder engem Cabinet d'instruction, déi nëmme limitéiert Zäit hunn, fir Interrogatoiren ze féieren oder hir Enquêtes ze maachen. Ass den Delai de détention ze kuerz an der Zäit, leeft ee Gefor, dass méi oft op eng Unters-

chungshaft zréckgegraff gëtt, fir all Zort vun Obscurcissement des preuves oder awer vu Fluchtgefor ze evitéieren. Ech hat dës Remark och an der Kommissioun gemaach an ech si frou, dass mer do, wéi gesot, eis eens gi sinn, dass deen zousätzlechen Delai vu 24 Stonnen zu méi equilibrierten Decisiounen kéint féieren, wat finalement am Interêt vun all Mënsch ass, dem presuméierten Täter an natierlech awer och den Autoritéiten. Den Här Rapporteur hat dat och schonn a sengem Rapport erkläert.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als leschte Punkt géif ech op d'Artikelen 11 bis 15 vum Gesetz agoen, déi d'Reiefolleg vun der Plaidoirie reegelen. Fir den Avocat pénaliste ass dëst Gesetz e Meilsteen an Direktioun Egalité des armes a Présomption d'innocence.

Als jonken Affekot huet ee schonn net schlecht gestaunt, wann de Representant vun Ministère public zesumme mam Geriicht an de Sitzungssall komm ass, dat, nodeems eng erschreckend haart Schell gelaut huet, mee et huet ee sech och nach gewonnert, dass de Representant vum Parquet sech dann nach op deem selwechten Niveau wéi d'Riichtere gesat huet, alors que den Affekot konnt eng Etage méi déif Plaz huelen! Dat alles huet een net grad optimistesches gestëmmt.

Wann een dann awer nach gesinn huet, dass de Parquet, dee jo am Fong d'Charge de la preuve hat, konnt no der Defense seng Requisitionen huelen, da konnt ee sech natierlech verschidde Froe stellen. Verschidde Saache sinn entre-temps changéiert ginn, fir e bësse méi no bei de Prinzip vun der Egalité des armes ze kommen a vun der Présomption d'innocence: De Parquet kënn net méi mat de Riichteren eran an e geet och net méi mat de Riichteren aus dem Sitzungssall eraus - dat ass jo mol schonn e weesentleche gudder Punkt. An an esou munche Juridictionen ass et och esou, dass de Parquet net méi uewe bei de Riichtere sëtzt, mee dass en ënne sëtzt wéi d'Affekoten, op deem selwechten Niveau, wéi zum Beispill um Tribunal administratif oder an der Chambre du conseil.

Nach net iwwerall ass d'„erreur de menuiserie“, wéi se emol genannt ginn ass, opgehuewen, mee wéi gesot, kann ee jo nach hoffen an dreemen. Wat awer elo duerch dëst Gesetz changéiert gëtt, dat ass, dass endlech de Procureur muss seng Requisitionen huelen, ier d'Defense hir Defense presentéiert. Dat heescht, ier den Affekot plädéiert, muss de Parquet soen, wouop en da finalement soll plädéieren. An ech mengen, dass ass e Prinzip, deen awer weesentlech ass, well e wierklech an d'Direktioun geet vun der „burden of proof“, wie muss beweisen: D'Partie poursuivante, dass ass de Parquet, an dee muss uféieren, wat seng Elementer sinn, an do muss ee kënnen drop äntweren.

Dofir mengen ech, dass dat Gesetz hei ganz wichtig ass. Mir si ganz frou als Demokratescher Partei, mee ech mengen, mir haten och e ganz grouse Konsensus an der Kommissioun, dass déi Dispositioun elo hei geännert gëtt. Wéi gesot, ech gi ganz gären zu dësem Projet den Accord vun der Demokratescher Partei, awer net ouni dem Rapporteur, dem Charles Margue, villmools Merci ze soe fir säin exzellente schréfftlechen a mëndleche Rapport.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- An ech soen dem Här Pim Knaff villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Dan Biancalana** (LSAP).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert mech ganz kuerz halen. Dem Charles Margue merci fir säi schréfftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, dee Projet, Dir hutt et eraushéieren, dee mer haut hei stëmmen, schreift sech ganz kloer duerch déi Ännerungen, déi mer hei virhuelen, an d'Modernisatioun vun der Stroffjustiz a vum Code de procédure pénale an. D'Méiglechkeet, déi mer hei am Fong engem Untersuchungsriichter ginn, bei enger Expertis derbäi ze sinn iwwer Viseokonferenz, iwwert deen elektronesch Moyer do kënnen deelzehuelen, dat erliichtert him ganz kloer och d'Aarbecht, déi e mécht, an awer an engem Kader, wou och d'Confidentialitéit weider ka garantéiert ginn.

Wann den Untersuchungsriichter och d'Méiglechkeet huet, dass den Delai vu 24 Stonne verlängert gëtt, wou och natierlech d'Ordonnance vun engem Riichter muss motivéiert si fir 48 Stonnen, ech mengen, dann ass och dat keen onweesentleche Moment, well mer ganz kloer wëssen, dass een am Kader vun den Enquêtes, déi gefouert ginn à charge et à décharge - ech mengen, et ass dat d'Missioun, déi den Untersuchungsriichter jo huet -, ëmmer méi Dossierer huet, déi eng gewësse Komplexitéit hunn, an dass een natierlech och probéiert, qualitativ gutt Aarbecht ze leeschten. A wann een deen Delai, wéi gesot ënner bestëmmte Konditionen, verlängere kann, dann ass dat sécherlech net au détriment vun der Enquête, déi een deementsprechend och mécht.

De Pim Knaff ass effektiv och op den Ordre des plaidoiries hei agaangen. Do inspiréiere mer eis um

franséische Modell. An ech mengen, dass dat och eng Stärkung ass um Niveau vun de Rechter vun der Defense. An da mengen ech, en net onweesentleche Punkt sinn awer hei d'Konditionen, déi mer och ginn, fir d'Ordonnance pénale ze erweideren, well och dat reit sech an de Fonctionnement an an d'Effikassitéit vun der Justiz an. Et ass e wichtigen Outil an erméiglecht am Fong och, d'Dossieren an engem ganz rasonablen Delai ze evakuéieren, och dat, andeems d'Rechter vun der Defense garantéiert ginn. Et ka méi eng héich Amende geschwat ginn. Mee och dat, mengen ech, kann derzou bäidroen, dass och Dossiere méi schnell kënnen evakuéiert ginn.

Fir ofzeschléissen: Mir ginn also hei am Fong der Magistratur eng ganz Rei Outilen, déi hir Aarbecht am Alldag vereinfachen, a mir setzen awer och verstärkt op d'Digitalisatioun. Och déi setze mer hei deementsprechend an.

Dofir nach eng Kéier dem Rapporteur merci fir säi Rapport. An ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

■ Une voix.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt ufänken - ech hunn elo héieren, dass d'Madamm Tanson krank ass -, fir hir och an eise Numm a vun hei aus eng gutt Besserung ze wënschen. Vlächicht kuckt si eis no, da sinn déi Kommentaren, déi mer hei maachen, mengen ech, awer op jidde Fall zu engem wichtigen Deel un déi richtig Adress komm.

Vlächicht just zweek Kommentaren. Den Här Margue huet eis e ganz gudden a ganz komplette Rapport gemaach, dofir wéilt ech net op all Bemierkung agoen, déi hie gemaach huet, mee vlächicht op zweek Theemekomplexer.

Deen éischten ass dee vun der Preskriptioun: Deen ass ganz komplizéiert, et muss ee ganz gutt oppassen, well een och un de Kär vun der Rechtsstaatlechkeet eruecht. Déi Preskriptioun ass jo net vum Himmel gefall! Dat ass eng Entwécklung, déi sech am Laf vun der Entwécklung vun der Rechtsgeschicht etabléiert huet fir sécherzestellen, dass déi Zeienaussoen zum Beispill zouverlässeg sinn, fir dass mer do net herno an eng Situatioun erakommen, wou eng UKlo scho praktesch eng Verurteilung ass. An do muss mer ganz gutt oppassen.

Ech erënnere mech un e Prozess, deen nach ëmmer net ofgeschloss ass an eist Land während Jorzéngten weinst Evenement, déi an den 80er-Jore geschitt sinn, markéiert huet a wou mer exzellente Beispiller, déi kontradiktöresch an zum Deel farfelu Zeienaussoen, am Laf vun der Zäit hunn. A wat fir do géllt, géllt och fir aner Prozess. An et muss einfach opgepasst ginn, dass eng Rechtssécherheet besteet. An dat geet eeben nëmme, wann en Délai de prescription besteet, well dat mënschlecht Gediechtnes ass net zouverlässeg. Och déi mënschlech Charaktere sinn nun eemol net zouverlässeg an et muss een eeben oppassen. Den Délai de prescription ass en Acquis positif an eise Rechtswiesenen, dofir muss een oppassen, dass een deen net muttwéllig a Fro stellt. Et ass ganz wichtig, fir dat ze maachen.

Och mat de Beweiser ass et esou. Och Beweiser sinn zum Deel nëmme fir eng gewëssen Zäit gutt oder si schwéier ze kréien. Et muss een einfach do, wéi gesot, all déi Rechtssécherheeten an deem Sënn opstellen, dass eng Defense all hir Chancen huet. Et ass en Deel vun engem faire Prozess, dass och d'Defense an net nëmme d'Accusatioun à égalité d'armes ass an eng richtig Chance op Verdedegung awer nach besteet.

Eng zweet Consideratioun, déi ech wéilt hei maachen - dat ass e bëssen en Echo vun deem, wat den Här Knaff gesot huet -, ass déi Saach vum Fonctionnement vun eise Geriichter. Et geet net duer ... Ech mengen, et ass schéin, dass a verschiddene Geriichter déi „erreur de menuiserie“, wéi den Här Knaff dat ganz elegant genannt huet, redresséiert gëtt doduerch, dass Parquet a Riichter net méi zesammen aus dem Sall eran- oder erausginn an esou weider. Mee dat, esou schéin et ass - an et weist jo och, dass se sech där Problematik bewusst sinn, an an deem Sënn ass dat jo scho ganz gutt -, mee dat léist de Problem net!

A wann Der lech erënnert, Här Knaff - an dofir wollt ech awer dorobber zréckkommen -, eng vun deene Kriticken, déi mir hunn als ADR un der Verfassungsrevisioun, um Justizkapitel, ass jo, dass mer soen: Et ass eng verpasste Chance! Do si gutt Saache geholl ginn: d'Onofhängegkeet vun der Justiz. Mee eebe just déi Trennung vu Parquet a Magistrature assise, dat wär jo dat, wat mir eis gewënscht hätten a wat een elo hätt kënnen maachen, fir eeben net nëmme eng Reegelung ze hunn, wou se getrennt eran- an erausginn, mee wierklech fundamental d'Magistrature assise vun der Magistrature debutet ze trennen.

Dat wier de Progrès gewiescht! Dat wier eng Moderniséierung gewiescht! Dat wier eppes gewiescht. An ech gesinn, datt Dir an déi selwecht Richtung denkt. Da froen ech mech: Firwat ënnerstëtzt d'Demokratesch Partei d'ADR dann net bei dësem Uleies?! Wann Der jo selwer gesitt a beschreift hei, wéi wichteg dat wär!

(Brouhaha et interruptions)

Also mäin Appell un lech ass: Da sidd lech konsequent! Da sidd lech konsequent ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

... a maacht mat eis déi Kritik un der Verfassungsrevision an dréint se em an eng positiv Saach! Dann huele mer déi Saach nach eng Kéier op de Leescht a mir trennen, wat muss getrennt ginn am Interesse vum Fonctionnement vun der Justiz a vun enger besserer Qualitéit vun der Justiz hei am Land. Dann hätte mer eppes Positives gemaach.

Dat gesot, déi Ännerungen, déi den Här Margue eis haut hei proposéiert huet, déi ginn allgemeng an eng Richtung, déi mir begréissen. An dofir wäerte mer dat hei matstëmmen, allerdéngs, wéi gesot, mat de puer Bemierkunge vu Virsicht, déi mer awer gemaach hunn. Merci.

(Interruption)

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. De Moie war an der Kommissioun d'Informatioun jo nach vertraulich, mee an der Tëschzeit gouf e Pressecommuniqué geschriwwen: Dofir och vun eis Piraten der Ministesch eng gutt Besserung! A merci dem Charles Margue fir dee gudden Rapport. An och mir Piraten wäerten d'Zoustëmmung ginn.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Villmoos merci, Här President. Am Numm vun der Justizministesch géif ech da gären all de Riedner Merci soen, an natierlech virun allem dem Rapporteur villmoos merci fir säi geschriwwene Rapport an och deen, deen en haut virbruecht huet.

An ech géif lech och am Numm vun der Justizministesch wëlle Merci soen, dass dës Projet esou séier op den Ordre du jour konnt kommen. Dir verbessert domadder, wéi gesot, op en Neits de prozedurale Kader an eisem Strofrecht. Verschidden Dispositiounen erlaben et eise Geriichter, méi effikass a méi flexibel ze schaffen. Aner Dispositiounen droen dozou bäi, eise Code de procédure pénale ze moderniséieren an deem, wat sech schonns deels an der Praxis agebiergert huet, Rechnung ze droen.

Ech ginn dovunner aus, dass d'Justizministesch den Debat och verfollegt huet. Merci nach eng Kéier an hirem Numm a merci fir Äert Versteedsdemech.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7785. Den Text steet am Document parlementaire 7785°.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7785 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegoholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Laurent Mosar), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. Motion de M. Claude Wiseler relative à l'ouverture des centres de vaccination dans toutes les régions du pays

(Motion déposée en séance publique n° 15 du 30 novembre 2021 - à consulter en page 194 de ce compte rendu)

Mir kommen elo zur Motioun vum Här Claude Wiseler iwwert d'Ouverture vun Impfzentere an all Regioun vum Land. An ech géif direkt dem Auteur vun der Motioun, dem Här Claude Wiseler, d'Wuert ginn.

Exposé

■ **M. Claude Wiseler (CSV), auteur.** - Merci, Här President. Duerch déi Motioun, déi mer scho kuerz presentéiert haten de leschten Dënschden, wëlle mer am Fong eppes ganz einfaches zum Ausdrock bréngen. Dat Éischt, dat ass, datt mer selbstverständlech d'accord si mat all deem, wat d'Regierung mécht fir d'Impfungen ze ënnerstëtzen, fir datt mer esou schnell wéi méiglech der méi kréien.

Verschidden Saache si jo gemaach ginn, verschidden Impfungen. Mir hunn déi normal Impfungen, an haaptsächlech déi nei Moosnamen, déi elo anoncéiert ginn, wäerten och eng ganz Rei Leit derzou bréngen, sech awer impfen ze loosse. Zweetens hu mer déi Boosterimpfungen, déi och elo decidéiert gi sinn, ob se da mat Rendez-vous oder ouni Rendez-vous sinn, an dréitens den AstraZeneca, deen op véier Méint erofgesat ginn ass. Alles dat bréngt jo da méi Leit derzou, sech impfen ze loosse. An alles dat ass an eisen Aen absolutt evident positiv.

Mee wann een dat alles mécht, da muss et och natierlech um Terrain klappen. Da mussen och alleguer déi Leit, déi sech elo wëllen impfe loosse, schnell bäikommen an déi Offer vun Impfméiglechkeeten, déi do ass, soll dann och um ganzen Territoire verdeelt ginn, fir datt et einfach ass, sech impfen ze loosse. Dofir hu mer och dës Motioun erabrucht.

An da soen ech awer och hannendrun: Och d'Informatioun muss awer klappen! An do sinn awer an deene leschten Deeg och eng Rei Problemer gewiescht, an ech wär frou, wann d'Ministesch an hirer Stellungnam och nach eng Kéier kéint dorobber agoen.

Fir d'éischt ass gesot ginn, datt d'Leit kéinten ouni Rendez-vous dohinnegeen. Dunn ass erëm, well et iwwerlaf ginn ass, gesot ginn, et kéinten nëmme méi Leit mat Rendez-vous kommen. Alles dat bréngt e relativen Duercherneen. An d'Leit wëssen net méi, ob se dann elo kënnen oder ob se net kënnen goen. An dofir misst absolutt schnell Kloerheet geschaaft ginn.

Dann ass och déi Diskussioun em de Booster do gewiescht, wou dann an engem Moment gesot gëtt: Wann Der mat Pfizer zweemol geimpft gouft, kritt Der elo e Booster vu Moderna, a Moderna ass am Fong obligatoresch fir déi drëtt Impfung. An ech mengen, an ech hunn e wéineg nogekuckt, wat d'FDA (ndlr: U.S. Food and Drug Administration) doriwwer geschriwwen huet, dat schéngt mer och logesch ze sinn, datt dat mat esou Kräizimpfungen och sénnvoll ass.

Ech wëll just soen, wann een dobaussen dann héiert, wat d'Leit engem erziele kommen, da sinn awer eng ganz Rei Hesitatiounen, well Leit, déi da mat Pfizer geimpft gi sinn, déi wëssen net, firwat se dann elo obligatoresch Moderna kréien a firwat se och net kënnen Pfizer wielen, wa se dat schon zweemol hatten. Also, ech kann et medezinesch absolutt verstoen, wat d'Regierung mécht. Ech soen lech just, et wär natierlech gutt, wann déi Explikatiounen och géifen eriwuerkommen. Well wann d'Explikatiounen net eriwuerkommen, da kréien d'Leit, well se net wëssen, wat se sollen dovunner halen, deelweis Angscht do virun an hesitéieren, fir sech impfen ze loosse mat Moderna, well se da soen: „Ech géif léier op de Pfizer waarden. Dee kann ech elo net kréien, da waarden ech nach e wéineg.“ An dat ass einfach déi schlecht Reaktioun. An do, mengen ech, muss d'Kommunikatioun besser ginn.

En anert Beispill ass dat, wat mer an der Zeitung de Moie gelies hunn, déi ganz Geschicht ronderëm den Dokter, deen da seet, e misst elo, well e kee Moderna bestallt hat an eng Instruktioun vun der Regierung erauskomm wär, dass u sech awer déi drëtt Impfung Moderna misst sinn, an en elo jo net mat Pfizer impfe kéint, all seng Clienten ofbestellen, seng Patienten ofbestellen. Ech mengen, den Här Clement hat do eng Question parlementaire driwwer gestallt, e krut och schonn eng korrekt Äntwert vun der Regierung. Just de Problem ass, datt net jiddwereen déi korrekt Äntwert op dem Här Clement seng Question parlementaire liest. A wann dat dann net uerdentlech kommunizéiert gëtt, da gi sech erëm vill Froen gestallt an et gi vill Hesita-

tiounen, déi awer onnéideg sinn an déi net zur Situatioun bäidroen.

An dat Véiert, dat ass déi ganz Diskussioun - an elo weess ech net, ob dat richtig ass oder net, mee et ass wat mir gesot gëtt -, dass bei der Boosterimpfung, notament bei Moderna, dann nëmme eng hallef Dosis geholl gëtt a keng ganz Dosis, nëmme 50 %. Ech weess net, ob dat richtig ass oder net. Mee Dir kënt eis jo vläicht, Madamm Minister, duerno d'Explikatiounen ginn. Ech hunn dat och nogelies, och do seet d'FDA, datt dat absolutt sénnvoll wär immunologesch, fir nëmme eng hallef Dosis ze ginn. Et si vläicht Apdikteren heibannen, déi dat och nach kënnen explizéieren, datt dat sénnvoll wär, datt dat logesch wär, nëmme eng hallef Dosis ze ginn an datt dat och esou absolutt an der Rei wär.

Och do soen ech lech just dat, wat ech un Telefone respektiv als Maille kréien, do stellen d'Leit sech da Risefroen a soen: „Elo kréie mer nëmme eng hallef Dosis, well se net genuch Impfstoff hunn. Da waarde mer léiwer, bis es erëm genuch do ass, an dann huele mer dann eis ganz Dosis.“ Well dat ass jo da wëssenschaftlech net richtig! Mee ech mengen, all déi do Saache mussen - fir datt keng Rumeuren entstinn, fir datt keng Problemer entstinn, fir datt keng Hesitatiounen entstinn, fir datt keng Ängshten entstinn - einfach kloer an dättelech wëssenschaftlech kommunizéiert ginn an net einfach als Decisioun dohinnegestallt ginn, mee de Leit erkläert ginn, fir datt se adheréieren an eng Prozedur, wou et esou noutwendeg wier, datt se géifen adheréieren, a massiv dorunner adheréieren!

An do wollt ech nu wierklech och nach iwwert dës Motioun eraus d'Regierung opfuerderen, fir déi Kommunikatioun besser ze maachen, wéi se momentan amgaang ass se ze maachen. Merci.

Plusieurs voix - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Claude Wiseler. Wie wëllt dann nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

Da géif ech emol direkt der Madamm Ministesch d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Kommunikatioun ass effektiv wichteg. A wéi richtig ervirgehuewe ginn ass, hate mer schonn den Dënschdeg Geleeënheet, iwwert déi Motioun ze schwätzen. Jiddefalls hat ech dozou Stellung geholl. An ech denken, dass et an dësen Zäiten effektiv gutt ass, dat nach eng Kéier ze widderhuelen, wat ech gesot hunn.

Et ass richtig, d'Motioun geet drop hin, dass mer opgefuerdert ginn, d'Impfzentere allegueren nees opzemaachen. Dat ass sécherlech eng vun de Méiglechkeeten. A wéi ech lech et erkläert hat: Impfzentere hunn e grouse Käschtepunkt, et ass eng grouss Logistik. A mir sinn u sech beméit, zu all Moment - an all Dag kënt am Moment dee Grupp zesummen - déi Vaccinatiounen ze organiséieren. Mir sinn amgaangen, all Dag ze evaluéieren, wat Sënn mécht a wou mer eis Ressourcen am beschten asetzen. Et ass eng ganz schwéierfällg Logistik do hannendrun.

Wéi ech lech en Dënschdeg erkläert hat, muss mer ëmmer mat de Stöcke kucken, wat eis grad confirméiert ass deen Dag. Mir si jo net Meeschter iwwert déi Confirmatiounen. Mir sinn tributär dovunner, wat Dag fir Dag confirméiert gëtt a wat net. An a Fonctioun vun de Liwwerungen, déi mer kréien, a Fonctioun vun de Leit, déi disponibel sinn, organiséiere mer dat am beschten.

Dir wësst, dass eng Woch elo usteet, eng Impfwoch, wou mer extreem intensiv present si mat all eise mobilen Ekippen, do sinn d'Leit dermat amgaangen. An ech hat lech och en Dënschdeg gesot, dass mer selbstverständlech amgaange sinn ze evaluéieren, ab wéi engem Moment et Sënn mécht, en nächsten Impfzenter nees opzemaachen, genauso wéi mer déi ganzen Zäit iwwer evaluéiert hunn, wéini de Moment wär, fir een zouzemaachen. Well einfach deen Afflux, dee moosse mer all Dag, mir hunn all Dag e Rapport, wivill Leit wou waren, an do gëtt dann an där Reunions moies sech doriwwer beroden, ob dat esou ass, wéi mer et virausgesinn hunn, ob et nach Sënn mécht, dat bäizehalen oder net. Dat hu mer ëmmer gemaach an dat maache mer och elo ëmmer.

A wéi ech lech en Dënschdeg erkläert hat, muss mer dat eeben Dag fir Dag kucken, well vill Variable sinn. Et sinn d'Liwwerungen engersäits, et ass och d'Personal. Mir sinn am Wanter, d'Leit ginn och krank. Mir hunn Ausfäll bei Honnerte Leit, déi schaffen, an där Impfcampagne falen der natierlech och ewech all Dag, soudass een ëmmer erëm muss kucken, wat Sënn mécht, wat mer un d'Stoe kréien a wat net.

Ech hat lech och en Dënschdeg gesot, et géif mer schwéierfalen, mech ze engagéieren, wéini en Impfzenter opgeet, well mer et eeben Dag fir Dag evaluéieren. A Stand haut, do hu mer haut de Moie festgestallt, dass mer haut net déi Sécurité hätten, fir kënnen eng méi genau Ausso ze maache wéi ech dat en Dënschdeg gemaach hunn. Dofir hat ech u sech och de Kolleg Dan Kersch gefrot, op meng

Aussoen ze verweise vum Dag virun, well u sech keen neit Element do ass.

Mee ech gi mer awer Rechenschaft, dass et wichteg ass, d'Saachen ze widderhuelen. Och mat der Kommunikatioun hutt Der Recht. Mir hu bei engem System, wou mer alles opgemaach hate fir jiddwereen, gesinn, wéi mer de Rapport kritt hunn, wat fir eng Affluence do war, wat jo u sech och positiv ass. Ech mengen, kee vun eis hat warscheinlech domadder gerechent, dass esou Schlaange wiere vu bis zu dräi Stonnen. Dunn hu mer eis iwwerleucht, moies an eiser Reunions, wat mer kéinte maachen, fir ganz flexibel a schnell dorobber ze reagieren. An do si mer eeben op d'Solitioun komm, fir bei den Impfzentere just nach mat Rendez-vous ze fueren an déi aner Popup-Storen, déi mer am Moment um Niveau vun der Campagne lafen hunn, oppen accessibel ze maachen, fir do en Equilibre ze fannen. Et ass och deementsprechend e Communiqué direkt erausgaangen den Dag drop.

An och do wär ech ganz dankbar ... Ech mengen, mir sinn alleguerter professionell Politiker, mir si vill am Kontakt mat de Leit, an et ass ganz komplizéiert, déi Informatiounen ze suivéieren, et kënt all Dag Neies. Mir sinn natierlech alleguerter do gefuerdert. An ech sinn och op lech alleguerter ugewisen, déi Dir och Froen gestallt kritt, dass een déi offiziell Kommunikatiounen dann och esou weidergëtt.

Och am selwechte Sënn bei deem, wat geimpft gëtt. Ech hat et och den Dënschdeg gesot, Dir hat déi Fro gestallt, et hat lech déi mëndlech beäntwert: Den CSMI gëtt vir, dass d'Boosterimpfung mat engem mRNA-Vaccin gemaach gëtt. Dat ass Moderna oder Pfizer. Et ass also net obligatoresch Pfizer. Mee mir halen eis un dat, wat virginn ass. Mir probéieren, wann et nëmme iergendwéi geet, Moderna ze maachen. Mee mir stoppen awer och net d'Campagne, wann deen eng Kéier net disponibel ass.

Wéi gesot, mir hu ganz vill Liwwerungen ënnerwee. Mir mussen Dag fir Dag kucken: Wat kënt un? Wat kënt net un? Et kënt net esou flockeg, wéi wann ee sech an de Cactus, ech weess net, e Pak Miel kafe geet. Hei si grouss Variatiounen dran. An dofir passe mer dat ëmmer un, dass mer konform sinn zu deem, wat d'Experten eis virginn hunn.

De CSMI huet eng kloer Virgab ginn, wat mer wéi kënnen booster, an déi wéi enger Dosis. Do hale mer eis selbstverständlech drun. Dass dat komplizéiert Donnéeë sinn, dat ass mer scho bewosst. An et ass ganz schwéier, an där ganzer Pandemie hei esou komplex Informatiounen ronderëm d'Impfungen wierklech u jiddwereen erunzkréien.

Jiddefalls, och do hat Dir d'Fro gestallt, mee ech mengen, si war beäntwert. Ech hunn net méi den Iwwerbléck, mir haten dës Woch ganz vill Questionparlementairen. Ech liesen déi alleguerter, ech validéiere se och, déi erausginn. Ech muss lech awer éierlech soen, wann ech se elo net viru mer hunn, weess ech net méi genau ze soen, wéi eng beäntwert ass a wéi eng net. Ech mengen, Är Fro war direkt beäntwert ginn. Si missten all eraus sinn.

Och dat géif ech lech bidden, et sinn natierlech ëmmer wichteg Informatiounen - déi Froen, déi Der stellt, si pertinent an do kommen ëmmer erëm nei Informatiounen, déi natierlech och wichteg sinn am Kontext vu Froen, déi d'Leit un lech alleguerter hunn -, fir déi dann och esou weiderzeginn, wéi se kloergestallt ginn.

Also nach eng Kéier: Mir sinn zu all Moment beméit ze kucken, wéini et Sënn mécht, en Impfzenter opzemaachen. Et ass ganz kloer d'Intention vun der Regierung, eis Capacitéiten ze optimiséieren, an dat zu all Moment an esou flexibel wéi méiglech. Wéi gesot, méi wéi all Dag kënnen mer et net evaluéieren. Dat ass dat, wat mer maachen. Déi Rapporte kommen owes spéit, a moies fréi setzen d'Leit do an da kucke mer a mir decidéieren zesummen, wat am meeschte Sënn mécht. A mir sinn och beméit, dat esou schnell wéi méiglech ze kommunizéieren iwwert déi Kanäl, déi mer hunn.

Mir hunn och am Moment all Woch Live-Event, wou Froen kënnen gestallt ginn. Ech ginn dervun aus, dass Der dat och suivéiert. Do kommen och ganz interessant Informatiounen zesummen. Do gesäit een och d'Froen, déi d'Leit sech stellen. Do hu mer wierklech de Bols vun de Leit, wat hir Suerge sinn, wierklech am Wochentakt, a wou een och héiert, wat déi meeschtgestallte Froen sinn. Och dat sinn Indicateuren, déi bei eis afléissen, fir eis Kommunikatioun ze adaptéieren. Mir maachen u sech och ëmmer e Bilan vun de Froen, déi souwuel an de Live-Event wéi op den eenzelne Kanäl, déi mer hunn, Dag fir Dag gestallt ginn. An da gi mer eis eigentlech Méi, an deene Posten, déi erausginn, dat och geziilt esou opzesetzen, dass mer deene Froen entgéintwierken.

Och eis Experten - a mir hunn all Woch aner Experten, déi live disponibel sinn -, zousätzlech zu de Leit vun der Direktioun, kréien déi Froen matgedeelt. An hirer Preparatioun gehéiert dat derzou, dass se héieren a wëssen, wat d'Suerge si vun de Leit. A si gi sech eigentlech och scho Méi, an hiren Exposéen dat dann esou unzegoen. Ech si mer bewosst, dass mer dat net perfekt gemaach kréien. Ech loosse

mech do gäre beléieren. Eis Ekippe maachen hiert Besch, eis Experten och. Mir kucken och d'Kommunikatiounen an deenen anere Länner, fir eis ze inspiréieren. Mee an der Perfektioun beweege mer eis warscheinlech och hei zu Lëtzebuerg net. Ech weess net, ob d'Gras anerwärts méi gréng ass. Ech kann lech just assuréieren, wat ech lech den Dënschdeg assuréiert hunn: Mir maachen eist Besch, fir dat esou flexibel wéi méiglech an esou effikass wéi méiglech ze maachen!

Ech géif lech Merci soen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci der Madamm Gesondheeschministesch. Den Här Claude Wiseler freet nach d'Wuert.

■ **M. Claude Wiseler (CSV), auteur.** - Jo, ech soen och Merci fir d'Äntwerten. Ech wollt just awer nach froen, ob et méiglech wier, och trotzdeem eng Äntwert op déi lescht Fro ze kréie vun den hallwen Dosisse mam Booster.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Dat hat ech gesot.

■ **M. Claude Wiseler (CSV), auteur.** - Okay, dann hunn ech dat net matkritt. Pardon.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Madamm Ministesch nach eng kéier fir d'Prezisiounen.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Mengen Informatiounen no ... Ech hunn dat awer elo nëmme kuerz kënnen iwwer SMS verifiéieren, well dat net an där Motioun ass, zu där ech erageruff gi sinn de Mëtten. Hätt ech et gewosst - ech war jo elo dräimol kontaktéiert ginn am Nomëtte fir ze kommen -, dann hätt ech et méi genau nogefrot.

Mengen Informatiounen no ass d'Boosterimpfung mat Moderna mat hallwer Dosis. An dat ass da warscheinlech och d'Virgab, déi esou vum CSMI komm ass, fir dat ze maachen, ech ginn emol dovunner aus. Mee do musst Der mer erlaben, dat nach eng kéier ze réckverifiéieren. Dat ass déi Informatioun, déi ech hunn. Ech krut déi och elo iwwer SMS

bestätegt. Et wär mer léiwer gewiescht, ech hätt dat kënnen e bësse méi formell nofroen bei menge Leit, well mer hei live sinn. Mee wann dat net esou sollt sinn, da géif ech dat muer nach eng kéier kloerstellen.

■ **M. Claude Wiseler (CSV), auteur.** - Also meng Ausso ass och, datt, wann dat esou ass a mat enger normaler Infektiounsprozedur eng hallef Dosis als drétt Dosis normal ass, da soll dat einfach esou kommuniquéiert ginn, fir datt do keng Hesitatioun ass an d'Leit do net eng Interpretatioun maachen, déi erronéiert ass. Wann et medezinesch richtig ass, an ech ginn dovunner aus, dass et richtig ass, wann och d'FDA dat esou schreift, dann, mengen ech, wär et gutt, wann Der dat géift esou kommuniquéieren. Well do komme vill Froen, an da stellt een dat einfach kloer, dann ass dat absolut akzeptéiert.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Ech ginn och dovunner aus ... Dat ass en Dokter am Impfzentrum, e ass e Professionellen do, an ech géif och do bieden, dass d'Leit einfach Vertrauen hunn! Wa se an enger Urgence an d'Klinick ginn, hu se och Vertrauen an den Dokter, dass en dat richtig mécht. Ech géif wierklech nach eng kéier en Appell maachen un d'Leit, och do dat néidegt Vertrauen ze hunn. Ech mengen, do stinn ech wierklech riicht fir meng Leit. Also, ech sinn iwwerzeegt, dass dat, wat gemaach gëtt um Niveau vun den Impfungen, souwuel bei den Hausdoktere wéi och an eisen Impfzentren, korrekt a richtig ass an no deene Virgaben, déi se kritt hu vun de jeeweilegen Autoritéiten.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci der Madamm Gesondheeschministesch. Wie wëllt nach Stellung zur Motioun huelen?

(Brouhaha)

Da komme mer elo zum Vott vun der Motioun.

(Brouhaha)

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President! Här President! Kann ech nach Stellung huelen?

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Gelift?

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Kann ech nach Stellung huelen?

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Jo, wéi dacks muss ech froen, ier Dir lech iwwerleucht hutt, ob oder ob net? Mir hunn elo gesot, mir kéimen zum Vott vun der Motioun, ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Här President, et ass just op der Majoritéitsäit, wou Konfusioun war.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - ... nodeem datt ech dräimol nogefrot hat, Här Kartheiser.

(Brouhaha et interruptions)

D'Madamm Gesondheeschministesch wëllt awer nach eppes soen.

■ **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Jo, wann Der erlaabt, just fir prezis ze sinn: Ech kréie confirméiert, dass dat d'Virgab ass vum Avis vum CSMI par rapport zu Moderna. Dat sinn éffentlech Avisen, déi jo och kommuniquéiert ginn an och bekannt si bei de Medezinner. Et sinn technesch Informatiounen, déi mir elo u sech net onbedéngt esou un de Grand public ginn, mee et ass den offiziellen Avis vun dem CSMI, deen, wéi gesot, éffentlech ass.

■ **M. Claude Wiseler (CSV), auteur.** - Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci nach eng kéier der Madamm Ministesch fir déi Prezisioun.

De Vott ass elo ofgeschloss an dës Motioun ass bei 29 Jo-Stëmmen an 30 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 29 voix pour et 31 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Claude Wiseler), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

(Brouhaha)

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir de 7., 8. an 9. Dezember virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen. Ech wënschen lech all e schéinen Owend.

(La séance publique est levée à 18.49 heures.)

Sommaire des séances publiques n°s 15, 16 et 17

15^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 193
Communications.....	p. 193
Ordre du jour.....	p. 194
Dépôt d'une motion par M. Léon Gloden.....	p. 194
Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler et	
Question urgente n° 5312 de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen concernant le stock de vaccins contre la Covid-19	p. 194
7730 - Projet de loi portant modification de :	
1° la loi du 5 mai 2017 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs ;	
2° la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS	p. 194-195
7818 - Projet de loi portant modification du Code de la consommation aux fins de transposition de :	
1° la directive (UE) 2019/770 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques ;	
2° la directive (UE) 2019/771 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, modifiant le règlement (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE et abrogeant la directive 1999/44/CE.....	p. 195-197
Question urgente n° 5312 de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen concernant le stock de vaccins contre la Covid-19 (suite)	p. 197
Question élargie n° 113 de M. Jeff Engelen au sujet du transport public	p. 197-198
Ordre du jour (suite).....	p. 198
Motion de M. Jeff Engelen relative à la suppression de toute forme de discrimination liée à l'âge dans le Code de la route.....	p. 198-199
Motion de M. Jeff Engelen relative à l'introduction de la flèche verte dans le Code de la route	p. 199
7895 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État	p. 199-205
7822 - Projet de loi relative à l'émission de lettres de gage, et portant :	
1° transposition de la directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant les directives 2009/65/CE et 2014/59/UE ;	
2° mise en œuvre du règlement (UE) 2019/2160 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les expositions sous forme d'obligations garanties ; et	
3° modification de :	
a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;	
b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;	
c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de	
d) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement	p. 205-206
7423 - Projet de loi concernant le reclassement partiel de la voirie et la reprise par l'État d'une série de chemins vicinaux et portant modification de l'article 6bis de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création	

d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes	p. 206-207
7843 - Projet de loi relative à l'extension et à la rénovation des bâtiments de la Fondation Kräizbiereg à Dudelange.....	p. 207-208

16^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 208
Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du bien-être chez les enfants	p. 208-211
Dépôt d'une proposition de loi par Mme Françoise Hetto-Gaasch	p. 211
Interpellation de M. Serge Wilmes au sujet du bien-être chez les enfants (suite)	p. 211-222

17^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 223
7750 - Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession	p. 223-225
7809 - Projet de loi portant modification :	
1° de la loi modifiée du 19 mai 2003 modifiant :	
1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;	
2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;	
3) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État ;	
4) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État ;	
5) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois ;	
6) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration ; et portant création d'un commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire ;	
2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; et	
3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois	p. 225-226
7750 - Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession (suite).....	p. 226
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du chômage de longue durée	p. 226-230
Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Spautz	p. 230
Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar	p. 230
7346 - Projet de loi portant sur l'accessibilité à tous de lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs	p. 230-236
7374 - Projet de loi portant	
1° approbation de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, faite à New York, le 20 décembre 2006 ;	
2° modification du Code civil ;	
3° modification du Nouveau Code de procédure civile ;	
4° modification du Code pénal ;	
5° modification du Code de procédure pénale	p. 236
7785 - Projet de loi portant modification du Code de procédure pénale.....	p. 236-238
Motion de M. Claude Wiseler relative à l'ouverture des centres de vaccination dans toutes les régions du pays.....	p. 238-239

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
5514	Dan Biancalana	Données conservées par Europol
5559	André Bauler, Carole Hartmann	Prise en charge médicale des enfants
5606	Martine Hansen	Neutralité climatique des administrations et des institutions
5622	Max Hengel	Situation actuelle sanitaire dans les écoles de l'enseignement fondamental
5633	Carlo Weber	Rond-point sur la N18 respectivement N20
5653	Marc Goergen	Système « Plug & Charge »
5723	André Bauler	Problèmes avec les lignes de bus dans le nord du pays
5724	Martine Hansen	Parking du Lycée technique agricole à Gilsdorf
5789	Gusty Graas	Déclaration du séjour à l'étranger
5800	Chantal Gary	Centres d'accueil pour victimes de violence domestique
5803	Cécile Hemmen	Prix de l'électricité
5806	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Nombre de médecins
5817	Max Hahn	Subvention loyer
5818	Max Hahn	Terrains constructibles disponibles
5820	Simone Asselborn-Bintz	Pénurie dans le secteur socio-éducatif
5822	Laurent Mosar	Proposition de directive visant à rendre les monnaies et les services cryptographiques plus respectueux de l'environnement
5823	Djuna Bernard	Études d'art au Luxembourg
5825	Martine Hansen	Production de fruits et légumes
5826	Nathalie Oberweis	Engagement de la place financière en matière de droits humains
5827	Marc Goergen	Engagement de l'armée dans le cadre de la pandémie
5829	Sven Clement	Délégations du personnel dans les conseils d'administration des entreprises comportant une participation de l'État
5832	Fred Keup, Jeff Engelen	Locaux sanitaires publics sans obstacles
5834	Marc Hansen	Nitrites dans la charcuterie
5836	Fernand Kartheiser	Renouvellement de la carte d'identité
5837	Fernand Kartheiser	Nouvelle réglementation de l'Union européenne concernant les sociétés boîtes aux lettres
5838	Roy Reding	Simplification de la procédure d'obtention d'une autorisation de travail pour les réfugiés ukrainiens
5839	Roy Reding	Vaccin contre le pneumocoque des décès Covid
5840	Fred Keup, Fernand Kartheiser	Dons de livres
5841	Nathalie Oberweis	Personnes fuyant le conflit armé en Ukraine
5843	Marc Goergen	Ligne éditoriale pour les bulletins communaux
5846	Marc Goergen	Leasing d'un avion de German Airways par Luxair
5849	Marc Goergen	Promotion des ministères à l'aide des médias sociaux
5857	Jeff Engelen	Évaluation de la réforme du RGTR
5858	Jessie Thill, François Benoy	Fin de validité des dispositions transitoires du Pacte Logement en matière de PAP/PAG
5860	Fernand Kartheiser	Blocages des médias russes RT et Sputnik
5866	Sven Clement	Projet « Digital Skills »
5867	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Suspension de la chaîne « Russia Today »
5869	Simone Asselborn-Bintz, Dan Kersch	Recouvrement de pensions alimentaires
5871	Charles Margue	Actifs du FDC en Russie
5874	François Benoy, Jessie Thill	Sécurité des installations nucléaires en Ukraine
5877	Léon Gloden	Incendie au Centre pénitentiaire de Schrassig
5878	Fernand Kartheiser	Combattants irréguliers
5879	Diane Adehm	Paiement des pensions alimentaires
5884	Laurent Mosar, Diane Adehm	Aides à la presse
5886	Marc Lies	Finances communales
5887	Marc Goergen	Fourrière dans le sud du pays
5888	Gusty Graas	Sanctions à des journalistes et présentateurs de télévision russes
5899	Marc Lies	Distribution de comprimés d'iode
5900	Jessie Thill	Gestion des stocks communaux de comprimés d'iode de potassium du Plan d'urgence national « Accident nucléaire »
5951	Max Hengel, Martine Hansen	Bureau de soutien psychologique de l'Université du Luxembourg

Question 5514 (18.01.2022) de **M. Dan Biancalana (LSAP)** concernant les **données conservées par Europol** :

D'après un récent article intitulé « EU-Kommission stellt sich schützend vor Europol » paru dans la « Frankfurter Allgemeine Zeitung » le 12 janvier 2022, le Contrôleur européen de la protection des données ordonne à Europol d'effacer de grandes quantités de données. Il s'agit de données qui ne sont pas liées à des délits concrets. Jusqu'à présent, aucun délai n'a été fixé pour l'effacement de ces données. Le Contrôleur européen de la protection des données le fixe à six mois. Étant donné qu'Europol n'a pas de compétence en matière d'enquête, ces données sont mises à disposition par les États membres. Europol critique la décision d'effacer les données en arguant du fait que l'effacement nécessite souvent plus de temps que six mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- 1) Le Luxembourg partage-t-il la position du Contrôleur européen ? Dans l'affirmative, lesquelles ?
- 2) Le Grand-Duché de Luxembourg a-t-il transmis de telles données à Europol ?
- 3) Quelle est la position du Gouvernement face à la critique d'Europol ?

Réponse (18.02.2022) de **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure** :

ad 1) À l'instar des autres membres d'Europol, le Luxembourg a pris acte de la décision du Contrôleur européen de la protection des données (CEPD).
 ad 2) Les données transmises par la Police grand-ducale à Europol sont conformes au référentiel légal prévu par l'actuel mandat d'Europol. Il en va de même pour les échanges de l'Administration des douanes et accises ainsi que de la Cellule de renseignement financier avec ladite agence.
 ad 3) Il est à noter tout d'abord qu'Europol est un outil primordial pour le travail policier et un soutien important dans le cadre de certaines enquêtes. Ceci est notamment le cas pour un petit pays comme le Luxembourg qui ne dispose pas de suffisamment de ressources ne serait-ce que pour l'ana-

lyse de toutes les données à sa disposition dans ce contexte. Le Luxembourg prône depuis toujours dans les différents fora y dédiés qu'il est fondamental de trouver le bon équilibre entre les impératifs opérationnels et les droits fondamentaux ainsi que la protection des données à caractère personnel.

Question 5559 (24.01.2022) de **M. André Bauler et Mme Carole Hartmann (DP)** concernant la **prise en charge médicale des enfants** :

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, les hôpitaux du pays ont été autorisés à exploiter un service de pédiatrie de proximité, avec l'objectif d'assurer une meilleure prise en charge médicale des enfants et de désengorger le service des urgences de la Clinique Pédiatrique de la capitale.

Ainsi, les Hôpitaux Robert Schuman disposent d'un service d'urgences pédiatriques et d'une clinique pédiatrique à la Clinique Bohler. Une autre structure de prise en charge pédiatrique ambulatoire se trouve au Centre Hospitalier du Nord.

Cependant, il nous revient que quelques problèmes subsistent, dont, entre autres, de longs délais d'attente et de longs trajets pour les citoyens vivant dans le nord et dans l'est du pays.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Madame la Ministre peut-elle informer sur l'évolution des effectifs de personnel et du nombre de patients dans la Clinique Pédiatrique en précisant tout particulièrement le nombre de patients issus des cantons de la circonscription Nord et des cantons de Mersch et d'Echternach ?
- 2) Quels sont les services de la « Kannerklinik » les plus sollicités couramment ces dernières années ?
- 3) Comment la prise en charge pédiatrique est-elle actuellement organisée au niveau du Centre Hospitalier du Nord ?
- 4) Ne serait-il pas opportun de créer une sorte de maison médicale réservée aux jeunes patients, voire un service d'urgence spécifique afin de déles-

ter la « Kannerklinik » et de réduire les trajets des citoyens habitant le nord et certaines contrées de l'est du pays ?

5) Pour quelles raisons la prise en charge pédiatrique n'a-t-elle pu être améliorée ces dernières années pour les habitants du Nord et de certaines localités de l'Est durant les weekends et pendant respectivement la soirée et la nuit ?

Réponse (25.02.2022) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1) En ce qui concerne les effectifs en personnel, les effectifs médicaux ont évolué progressivement entre 2018 et 2021 en allant de 28,3 ETP à 34,6 ETP alors que les effectifs en professionnels oignants ont évolué de 137,6 à 154,8 ETP.

L'origine des patients admis à la Kannerklinik en fonction de leur canton de résidence a évolué comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Il faut distinguer entre les activités programmées et non programmées au sein de la Kannerklinik. Comme prévu par la loi hospitalière du 8 mars 2018 et suivant les autorisations de service émises en 2019, la Kannerklinik regroupe les activités de pédiatrie spécialisée. D'autres services nationaux dédiés à l'enfant et à l'adolescent y sont également localisés en raison de leur caractère national. Le contexte de relative pénurie de médecins spécialistes en pédiatrie au niveau européen et également national impose une centralisation des activités spécialisées.

En complément des activités spécialisées, la Kannerklinik assure le service national d'urgence pédiatrique.

Enfin, la Kannerklinik héberge depuis le 24 juillet 2015 la maison médicale pédiatrique pour les consultations de pédiatrie en dehors des heures d'ouverture des cabinets pédiatriques.

L'activité non programmée des urgences pédiatriques représente deux tiers de l'activité en termes de nombre de patients. La radiologie pédiatrique est fortement dépendante de cette activité non programmée.

L'activité programmée, quant à elle, se répartit principalement entre les services nationaux de pédiatrie spécialisée et de chirurgie pédiatrique.

ad 3) Une prise en charge non programmée est assurée au niveau du service d'urgence du CHdN pour les enfants et jeunes patients nécessitant une prise en charge urgente. En fonction de l'anamnèse et sur avis de l'urgentiste un renvoi vers un service spécialisé de la Kannerklinik peut s'imposer.

En complément à l'activité en semaine des cabinets médicaux pédiatriques, une plage horaire de 10.00-12.00 heures est assurée les weekends et jours fériés pour les consultations urgentes non programmées. Trois lits d'hospitalisation sont réservés pour accueillir des enfants pour de la chirurgie programmée.

ad 4) Au vu du manque de pédiatres disponibles, il n'est actuellement pas possible d'organiser de telles activités reposant sur des compétences pédiatriques dans une maison médicale régionale dédiée.

ad 5) Le temps d'accès n'est qu'un des facteurs qui impacte la qualité de la prise en charge médico-soignante ; afin de privilégier d'autres facteurs tels que la compétence pédiatrique, la sécurité, et l'efficacité de la prise en charge des jeunes patients, les ressources disponibles sont organisées de manière centralisée.

Comme indiqué dans la réponse à la question 3, une prise en charge complémentaire pour les consultations urgentes est assurée le week-end au CHdN. Cette disponibilité est assurée par les médecins spécialistes en pédiatrie en complément à leur activité dans leurs cabinets. Il n'est de ce fait pas possible d'assurer une disponibilité pédiatrique complémentaire décentralisée.

Question 5606 (28.01.2022) de **Mme Martine Hansen (CSV)** concernant la **neutralité climatique des administrations et des institutions** :

Virun engem Joer hat ech eng Question élargie un d'Madamm Ëmweltministesch zu dem Thema gestallt fir gewuer ze ginn, wat d'effentlech Hand ka maache fir senger Virbildroll, déi se am Klima-

schutz soll anhuelen, besser gerecht ze ginn. An dësem Kontext gouf och eng Motioun ugehall, déi d'Regierung opfuerdert, ons Verwaltung bis 2040 klimaneutral ze maachen.

An deem Kontext wéilt ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wat ass den aktuelle Stand a wéi gesäit den Zäitplang fir Zäregasneutral Administratiounen aus?

2. Wéi kommen d'Aarbechten zum ugekënnegte Leitfaden als Hëllef fir d'Verwaltung virun? Wéini soll dës publizéiert ginn?

3. Wéi huet sech de Fierpark an deem leschte Joer entwéckelt? Wéi vill Autoe mat Verbrennungsmotor, E-Motor, Hybrid a Plug-in Hybrid goufen an deem leschte Joer ausgeschriwwen a wéi huet sech dat par rapport zum virlieschte Joer entwéckelt? Wéi gesäit de Planning fir déi nächst Joren aus? Gëtt et méttlerweil en internt Reglement, dat de Kaf vun engem E-Auto favoriséiert?

4. Konnt den Energieverbrauch vun den öffentleche Gebaier an deem leschte Joer gedrosselt ginn? Wa jo, ëm wéi vill Prozent? Gëtt et e Renovéierungsplang fir déi öffentlech Gebaier? Wéi vill Staatsgebaier goufen am leschte Joer renovéiert? Wéi vill Gebaier (Prozentzuel) krute méttlerweil en EMAS-Zertifikat ausgestallt? Wéi vill Gebaier mussen nach renovéiert ginn, fir energiekonform ze ginn?

5. Op wéi villen öffentleche Gebaier kann eng Fotovoltaikanlag installéiert ginn? Wéi vill Gebaier goufen d'lescht Joer mat enger PV-Anlag ausgerëscht a wéi gesäit de konkrete Zäitplang bis 2025 aus?

6. Wéi huet sech den Energieverbrauch bei der Informatiouns- a Kommunikatiounstechnik vum Staat entwéckelt? Wéi wéll een zum Beispill staatlech Datenzentren an Zukunft klimaneutral kréien?

7. Bei wéi villen öffentleche Gebaier gouf eng Chargy-Station installéiert? Wéi gesäit hei den Zäitplang fir déi nächst Joren aus?

Réponse (22.03.2022) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** :

ad 1. + 2. De Staat ass weiderhi gewéilt seng Virbildroll Richtung Klimaneutralitéit ze iwwerhuelen. Dëst gouf och nach emol an der Klimalaangfriststrategie, déi d'Regierung am Oktober 2021 adoptéiert huet, ënnerstrach: „Dans le but de renforcer le rôle précurseur de l'État, une stratégie de décarbonisation sera élaborée en concertation avec tous les ministères, poursuivant l'objectif de la neutralité climatique de l'administration étatique dès 2040.“ De Leitfaden fir Zäregasneutral Administratiounen wäert am Joer 2022, zesumme mat alle conceréierten Acteuren, virbereet ginn.

ad 3. Den Tableau ënnendrénger schlësselt d'Immatriculatiounen vum Fierpark vun 2021 op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - recherche n° de la question).

Den Tableau ënnendrénger schlësselt d'Entwécklung vum Fierpark vum leschte Joer par rapport zum virlieschte Joer op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - recherche n° de la question).

Bei der leschter zentraler Acquisitioun vu Gefierer fir de Staat (2021) goufen 19 100 % Elektroautoen an 13 Plug-in Hybrid ausgeschriwwen. Fir 2022 ass et virgesinn, 44 100 % Elektroautoen a 14 Plug-in Hybrid iwwert déi zentral Acquisitioun anzekafen. Mat Ausnam vun den Asazgefierer fir d'Police grand-ducale an och de Gefierer mat Allrad fir Verwaltungen, wéi beispillsweis d'Naturverwaltung oder d'Waasserverwaltung, fir déi et momentan nach keng adequat elektresch Alternativen ginn, gi gréisstendeels nëmmen nach elektresch Autoe fir de Staat kaf.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3746 preziséiert, ginn all Joer an der Annex A vun der Budgetcirculaire d'Krittären en vue vun enger Dekarboniséierung vum Fierpark virgesinn a vu Joer zu Joer progressiv eropgesat. Esou ginn dëst Joer fir d'éischte Kéier elektresch Fourgonneten ausgeschriwwen. Ab 2023 wäert och all normalen Dénsgshtauto, deen net 100 % elektresch ass, mussen eng Derogatioun kréien. Aktuell ass dat nëmme fir Dénsgshtautoe mat engem thermesche Motor de Fall.

ad 4. D'Consumatiounen vun allen öffentleche Gebaier ginn de Moment nach net zentral erfaasst, dofir gëtt ee kee Chiffer, ëm wéi vill Prozent de Verbrauch gedrosselt konnt ginn.

D'Verwaltung fir öffentlech Bauten huet eng „Stratégie d'assainissement“, wou déi allgemeng Virgoensweis bei Sanéierung beschriwwen gëtt. Dës gouf 2014 an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert, 2020 gouf en Addendum zum Dokument presentéiert.

Säit 2010 sinn et 55 gréisser Projeten, wou Gebaier energieetes renovéiert ginn, fir de Verbrauch ze re-

duzieren. Dobäi kommen awer nach vill kleng Interventiounen, wou Gebaier zumindest punktuell renovéiert goufen a wou et dann och zu entsprechende Reduktiounen vum Energieverbrauch komm ass.

Den EMAS, also den Eco-Management and Audit Scheme, ass en Ëmweltmanagementsystem mat Zertifikatioun, dee kontinuéierlech Verbesserungen beim Impact op d'Ëmwelt beim Betrib vum Gebai férdert. Dorënner falen all méiglech Aspekter ewéi zum Beispill Offfallvermeidung, energiespuerend Nutzung oder och nach den Ëmweltschouenden Akaf vu Produiten an Dénsgschleeschungen. Eng EMAS-Zertifizéierung ass also e Prozess, dee vum Notzer vun engem Gebai applizéiert muss ginn. D'Verwaltung fir öffentlech Bauten huet keng Informatiounen dozou, wéi eng Notzer zurzäit den EMAS ëmgesat hunn.

Bei all Gebai, wou gréisser oder och punktuell Renovatiounen gemaach ginn, gëtt déi aktuell Gesetzgebung bezüglech der Energieeffizienz respektéiert.

ad 5. Fir de Moment ass et net méiglech, pauschal, ouni detailléiert Etüd ze soen, bei wéi vill Prozent vun de Gebaier Fotovoltaikanlage méiglech oder sënnavoll sinn, haaptsächlech aus folgende Grënn:

- Ongeféier 9 % vun de Gebaier sinn als „Monument national“ klasséiert oder um „Inventaire supplémentaire“ ageschriwwen, soudass et bei deenen net ouni Weideres méiglech ass, eng Fotovoltaikanlag ze installéieren. Doniewent ginn et awer och nach vill Gebaier, déi zwar net klasséiert sinn, mee historesch sensibel Gebaier sinn.

- Bei verschiddeenen Diech erlaabt d'Statik et net, fir nach en zousätzlech Gewiicht ze installéieren.

- Op verschiddeenen Diech stinn aner technesch Anlagen, wéi Klima- oder Lüftungsgeräte, soudass keng Plaz méi ass, fir zousätzlech nach Fotovoltaikanpaneauen ze installéieren.

- Verschiddeenen Diech eegnen sech net fir eng Fotovoltaikanlag, well se schlecht orientéiert sinn oder well d'Verschattung um Daach ze grouss ass respektiv se anescht benotzt ginn, wéi zum Beispill als Daachterrasse.

2021 huet d'Verwaltung fir öffentlech Baute siwe Fotovoltaikanlagen installéiert. An der Moyenne sollen déi nächst Jore jee weils zéng Anlagen derbäikommen. Bis 2025 probéiert een, déi Zuel Joer fir Joer ze erhéijen.

ad 6. D'Regierung setzt bei der Digitaliséierung konsequent op Energieeffizienz an erneierbar Energien. E konkret Beispill fir dës Strategie ass den Zenter fir Informatiounstechnologë vum Staat (CTIE), dee fir seng Datenzentren exklusiv 100 % erneierbar Energien notzt a säi Stromverbrauch zum Beispill doduerch optimiséiert, dass all déi staatlech Internetsitten op enger gemeinsamer Plattform lafen, déi vum CTIE bedriwwen gëtt.

ad 7. Ofhängeg dovun, wéi wäit de Fierpark un Dénsgshtween an engem Ministère oder an enger Administratioun schonn elektrifizéiert ass, goufen an de respektive Gebaier och entsprechend vill Bornen installéiert. Wat Bornen am „Chargy“-Reseau ueget, also Luedstatiounen, déi fir jidder Notzer vun engem Elektroauto sollen accessibel sinn, esou goufen där bis elo nëmme vereenzelt direkt bei d'öffentlech Gebaier gesat. Dëst, well et op de mannste Sitte vill Parkplaze fir Visiteure ginn an den Equipment vun öffentleche Parkplazen an der Proximitéit vun dese Gebaier an der Responsabilitéit vun de jee weilege Gemenge läit. Ee Projet, deen awer ervirgehuwe ka ginn, ass de Parking „Place de l'Europe“, wou 39 Parkplaze mat „ChargyOK“-Bornen equipéiert goufen an dës doduerch et fir d'Visiteure vun den öffentlechen Administratiounen an Institutiounen an der direkter Ëmgéigend zur Verfügung stinn.

D'Verwaltung fir öffentlech Bauten huet bis elo ongeféier 160 Luedpunkte fir Dénsgshtautoe bei iwwer 50 Gebaier installéiert. Den Zäitplang vun der Installatioun vu Luedstatiounen orientéiert sech un der Entwécklung vun den Aquisitiounen vun den elektreschen Dénsgshtautoen. Esou ass zum Beispill och bei der Renovatioun vum Parking Clairefontaine ee ganze Stack mat 40 Parkplaze fir Elektroautoe virgesinn a weider 20 Parkplaze gi schonns virequipéiert. D'Unzuel u Borne ka bei Bedarf och nach weider adaptéiert ginn.

Question 5622 (31.01.2022) de **M. Max Hengel (CSV)** concernant la **situation actuelle sanitaire dans les écoles de l'enseignement fondamental** :

Duerch déi aktuell Pandemie an déi héich Infektiounszele bei de Schoulkanner hu sech generell d'Aufgabe vum Léierpersonal a vun alle Leit, déi d'Kanner an de Schoulen an Accueil-Strukturen encadréieren, staark verännert a si mussen ganz vill administrativ Demarchen am Fall vun engem positive Schüler iwwerhuelen. Esou ass am Cycle 1 virgesinn, dass am Fall vun engem „cas contact“ d'Eltere während enger Woch moies doheem e Schnelltest maachen. Wann dës positiv ass, mussen d'Elteren

dat der Léierpersoun mellen. Dono muss dann d'Léierpersoun d'Santé, de Schoulcomité, d'Regionaldirektioun an all aner Elteren aus der Klass informéieren. Hei geet ganz vill Zäit verluer, an där d'Léierpersonal sech net ëm d'Kanner këmmere kann.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Meening, dass dës Demarchen dem Léierpersonal ze vill Zäit ewechhuelen, an där et sech net ëm den Encadrement vun de Kanner këmmere kann?

2. Wa jo, ass d'Regierung bereet, e Mailsystem oder eng App ze entwéckelen, bei deem all déi Concernéiert direkt informéiert ginn, soubal Eltere mellen, dass hiert Kand positiv ass?

3. Et kann ee feststellen, dass op der Homepage vum Educatiounsministère, op där sécherlech vill Eltere sech informéieren, niift de Mesuren, déi aktuell a Kraaft sinn, och nach eng ganz Rei Informatiounen stinn, déi net méi aktuell sinn an domat zur Konfusioun kënnen bäidroen. Ass d'Regierung bereet, kuerzfristeg d'Homepage esou ze gestalten, dass just nach déi aktuellst Mesuren ofzeruffe sinn?

Réponse (08.03.2022) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** :

ad 1. + 2. Bedéngt doduerch, dass d'Autoschnelltester am Cycle 1 virun der Schoul doheem an net wéi an de Cyclen 2-4 an der Schoul realiséiert ginn, kënn et zu enger ënnerschiddlecher Virgoensweis a puncto Deklaratioun vum Testresultat.

Vu dass d'Eltere vun de Schülerinnen a Schüler aus dem Cycle 1 am Fall vun enger Participatioun vun hirem Kand um Testdispositif, dee vusäit vun der Schoul proposéiert gëtt, d'Tester doheem realiséieren, läit et op der Hand, dass dës am Fall vun engem positive Resultat vun engem Schnellstesttest vun hirem Kand esouwuel d'Direktioun vun der Santé wéi och den Titulaire de classe heiriwwer informéieren.

Vu d'Upassung vum sanitären Dispositif an de Schoulen, muss den Titulaire de classe d'Elteren, déi um Testdispositif, deen an de Schoulen ugebuede gëtt, deelhuelen, eenzeg doriwwer informéieren, dass während enger Woch en Testing renforcé duerchgefouert gëtt an de Schüler déi néideg Unzuel u Schnellstesttester mat heem kritt.

Zousätzlech informéiert den Titulaire de classe d'Regionaldirektioun ausserhalb vun de Schoulstonen iwwert dee positive Fall a senger Klass. D'Informéiere vun den Elteren an d'Matheemgi vun de Schnellstesttester kann am Virfeld preparéiert ginn, esou dass keng negativ Repercussiounen op den Encadrement vun de Schülerinne a Schüler entstinn.

Vu den Artikel 16 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire, ass et un den Elteren, fir den Titulaire de classe iwwert d'Absence vum Kand ze informéieren an deemno kann dës Kommunikatioun net via een automatiséierte Mailingsystem assuréiert ginn.

ad 3. Déi zoustänneg Servicer aus mengem Ministère si beméit, d'Informatiounen op eisem Internetsite konstant à jour ze halen. Wann den Dispositif sanitaire adaptéiert gëtt oder aner Mesuren am Kontext vun der Covidkris geännert ginn, ginn d'Informatiounen um Site esou séier wéi méiglech aktualiséiert. Dobäi kann et an Ausnahmefäll virkommen, dass et zu engem kuerzen, zäitlechen Decalage kënn. Dat kann engersäits doduerch bedéngt sinn, dass nei Mesuren schonn annoncéiert ginn, déi aktuell Mesuren awer parallel nach en vigueur bleiwen, bis dat nei Gesetz a Kraaft trëtt.

Doriwwer eraus hëlt och d'Iwwersetzung vun de Frequently asked questions, déi um Site a fénnef Sproochen ugebuede ginn, eng gewëssen Zäit an Usproch, déi awer natierlech esou kuerz wéi méiglech gehale gëtt.

All Kommunikatiounen um Site si kloer datéiert, esou dass de Lieser se zäitlech areie kann.

Question 5633 (31.01.2022) de **M. Carlo Weber (LSAP)** concernant le **rond-point sur la N18 respectivement N20** :

Am Kanton Clief ginn et op d'mannst zwou Kräizungen, op deenen et schonn zu sëllegen, zum Deel dëdlechen, Accidenter komm ass. Riets ass vun de Kräizungen, wou engersäits d'N12 op d'N20 an anersäits d'N18 op den CR373a bei Lenzweiler treffen. Am Joer 2020 krut de Gemengerot vu Wëntger déi positiv Noriicht, dass déi zoustänneg Ämter sech der Saach géifen anhuelen, an op d'mannst de Kreesverkéier bei Lenzweiler a Richtung Industriezon an Eeselbuer (CR332) geplangt wier. Grad wann d'Transversale vu Clief (N7-CR340-N18) fäerdeg gëtt, wieren esou Kreesverkéier vu Notzen, fir dass de Verkéier op deene Plazen entlaascht an d'Gefor vun Accidenter erfogesat gëtt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

- Ginn et Pläng fir Kreesverkéier, déi dës Plazen laanscht d'N18 respektiv d'N20 betreffen?

- Wa jo, fir wéini ass mat den Aarbechten ze rechnen?

- Wann nee, sinn aner Mesurë virgesinn, fir de Verkéier op deene Plazen esou ze reegelen, fir dass manner Accidenter geschéien, respektiv e verbesserte Verkéiersfloss entsteet?

Réponse (09.03.2022) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

Als Äntwert op dem honorabelen Deputéierte seng Fro kann ech matdeelen, dass déi zwou Plaze bekannt sinn, an d'Stroosbauverwaltung Léisungen ausgeschafft huet, fir d'Sécherheet do ze erhéijen, Léisungen iwwert déi d'Gemeng Wëntger am Bild ass.

Op der Kräizung op der Féitsch (Allerbuer), wou d'N12 op d'N20 trëfft, gëtt e Kreesverkéier ugebuede. Nodeems den Avant-projet heifir de 24. August 2021 vum Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechte gutt geheescht gouf, ass de Projet elo am Stadium vum Soumissiounsdossier. Fir dës Projet gouf och schonn en Emprisen-Dossier erstellt, souwéi eng noutwendeg Ekobilanzéierung, déi am Kader vun der Ufro fir déi néideg Ëmweltgeeneemegung gebraucht gëtt.

Op der Kräizung zu Lenzweiler, wou d'N18 op den CR373a trëfft, gëtt och op e Kreesverkéier zeréckgegraff, fir sou d'Sécherheet do ze verbesseren. Nodeems den Avant-projet sommaire heifir de 17. Januar 2022 vum Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechte fir gutt befonnt ginn ass, gëtt elo vun der Dikrecher Stroossendivisioun DVD um Avant-projet détaillé geschafft.

Question 5653 (04.02.2022) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant le **système « Plug & Charge »** :

Dës System erméiglecht et, dass Besëtzer vun E-Autoen, no enger éischer Registréierung just nach brauchen de Stecker bei der Luedstatioun eran an erëm eraus ze stiechen. D'Bezuele leeft automatesch iwwert déi bei der Registréierung uginne Bezuelmethod of. Esou spuert een Zäit, an et brauch een net méi opzepasst, wéi eng d'Luedstatiounen, wéi eng Bezuelmethode fuerderen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi steet de Minister zum Plug & Charge-System?

2. Wéi vill Bornen zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen haut dës System?

3. Wéi steet de Minister zu enger EU-wäiter obligatorescher Aféierung vun esou engem System?

Réponse commune (08.03.2022) de **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie**, et de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

„Plug & Charge“ gëtt bei Elektroautoen d'Funktioon genannt, déi d'Lueden op enger Born direkt start, dëst esoubal d'Gefier an d'Born per Kabel matenee verbonne ginn. Viraussetzung heifir ass natierlech, dass den Auto dofir registréiert gouf, an eng Bezuelméiglechkeet hannerluecht ginn ass. Dëst bréngt de Virdeel mat sech, dass den Utilisateur de Luedvirgang net nach individuell muss autoriséieren, mee den Elektroauto dëst automatesch beim Luedpunkt mécht. All Funktioun, déi d'Elektromobilitéit a virun allem d'Lueden op öffentlech zougängleche Borne méi einfach a bequeem mécht, ass prinzipiell ze begrëssen.

D'ISO-Norm 15118 definéiert de Kommunikatiounsprotokoll tëschent engem Elektroauto an enger Luedstatioun, woubäi den zweeten Deel vun dëser Norm (15118-2) de „Plug & Charge“ mat ofdeckt. Een Nodeel vun der aktueller 15118-2-ISO-Norm ass, dass nëmmen eng Luedkaart kann hannerluecht ginn. Dat kann deelweis mat sech bréngen, dass den Auto zwar automatesch op enger Born luet, mee de Client net op een eventuell méi gönschtegen Tarif wiessele kann. Et sief awer dorobber verweisen, dass momentan déi benannten ISO-Norm iwwerschafft gëtt, esou dass een an Zukunft och manuell sollt kënnen en Tarif auswählen. Fir dass de „Plug & Charge“ funktionéiert, mussen allerdéngs d'Luedbornen an och den Elektroauto déi genannten ISO-Norm ënnerstëtzen. Dëst ass am Moment bei béiden net obligatoresch.

Zu Lëtzebuerg ënnerstëtzt den „Chargy“-Reseau aktuell de „Plug & Charge“ net. Dëst ass den uewe genannte Grënn a well et beim „Chargy“ eng ganz breet Auswiel aus Luedtariffer gëtt. Ausserdeem misst all Tariffbidder dann eng spezifesch „Plug & Charge“-Léisung fir „Chargy“ opsetzen. Do dernieft ginn et momentan net allze vill Modeller an Elektroautoen, déi d'ISO-Norm 15118 ënnerstëtzen. Zousätzlech ass nach ervirzehiewen, dass déi am

meescht verbreete „Plug & Charge“ Ëmsetzungen, notamment d'Luedstatioune vun Tesla, Fastned an EnBW, proprietär Protokoller benotzen, déi zwar eng vergläichbar Funktionalitéit wéi d'ISO-Norm 15118 hunn, awer net direkt dermat kompatibel sinn.

Aktuell ass um europäesche Plang net virgesinn, fir de „Plug & Charge“ obligatoresch anzeféieren. Hei läit, wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°4958 erkläert, de Fokus momentan éischer dorobber, eng eenheetlech Léisung fir de sougenannten „Ad hoc Charging“ europawäit ëmzesetzen.

Am „Sustainable Transport Forum“ vun der Europäescher Kommissioun, an deem de Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte vertrauden ass, gëtt et momentan een Aarbechtsgrupp iwwert d'Kommunikationsstandarde bei der Elektromobilitéit. An deem Aarbechtsgrupp gëtt och d'Thematik zu de Schnëttstellen tëschent den Elektroautoen an der Luedinfrastruktur behandelt. Et gëtt hei awer nach keng final Conclusioun, ob een an Zukunft bei de Gefierer an och de Borne sollt op d'ISO-Norm 15118 oder ee vergläichbare Protokoll verpflichtend zeréckgräfen.

Sollt eng Léisung fir allegueren déi nach bestoend technesch Problemer bei „Plug & Charge“ an Ausiicht stoen, da wäert Lëtzebuerg sech natierlech am Interessi vun der Elektromobilitéit dofir asetzen, datt d'ës obligatoresch gëtt.

Question 5723 (09.02.2022) de M. André Bauler (DP) concernant les problèmes avec les lignes de bus dans le nord du pays :

Als Reaktioun op d'parlamentaresch Fro N° 5711 vum 8. Februar 2022 hu sech etlech Leit bei mir gemellt, fir mer ze soen, datt et aktuell och an aneren Deeler vum Éislek Problemer gëtt.

Sou wier et och lo fir d'Schüler net méi méiglech, fir vu Géisdref direkt op Kautebaach op d'Gare mam Bus ze fueren. Si kréie recommandéiert, fir mam Bus op Wootz ze fueren oder op d'Giewelsmillen, wat awer méi Zäit kascht an ëmständlech ass.

Doriwwer eraus schéngen aner Linnen, wéi z. B. déi tëscht Baaschtnech a Maarnesch, déi ganz dacks den Dag iwwer fueren, däitlech ënnerbelaascht ze sinn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Fro stellen:

- Ass den Här Minister bereet, fir d'Buslinien am Éislek sou séier wéi méiglech enger allgemenger Iwwerpräiwung ze ënnerzéien, fir se de Bedürfnis vun de Leit, besonnesch awer vun deene Jonken, déi an d'Schoul fueren, unzepassen?

- Léisst de Ministère de Moment Zielungen duerchféieren, fir sech méi e geneet Bild iwwer d'Situatioun ze maachen?

- Ass den Här Minister gewëllt, fir de Schüler aus der Gemeng Géisdref entgéintekommen, déi virum Dezember 2021 direkt op Kautebaach mam Bus konnte fuere fir op Clierf oder an d'Nordstad an de Lycée ze kommen, an den Horaire an hirem Interesse punktuell unzepassen?"

Réponse (28.03.2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Den honorablen Deputéierte freet op d'Buslinien am Éislek géifen iwwerpräift ginn, fir se de Bedürfnis vun de Leit, a besonnesch deene Jonken, déi an d'Schoul fueren, unzepassen.

Meng Servicer sinn amgaangen zesumme mat de betroffene Gemengen eng adequat Léisung ze fannen, déi och mëttel- an laangfristeg Sënn mécht. An der Tëschenzäit hu mir scho verschidden Upassungen gemaach a schaffe weider drop hin, fir jidderengem schnellstméiglech entgéint ze kommen.

Wat Zielungen ugeet, sou mécht d'Verwaltung fir effentlechen Transport bei all Schoulentrée grouss Kontrollen, d'ës bei all Campus oder Lycée. Während dem Schouljoer gi punktuell Zielunge gemaach, d'ës op Ufro vum MENJE, vun Elteren/Schüler oder nach vu Busbetriber, déi eis a Kenntnis setzen, datt et e Problem gëtt.

Folgend Offere bidden sech de Schüler aus der Gemeng Géisdref un:

- Linn RGTR 608 bis op Kautebaach an dann op den Zuch ëmklammen fir an de Clierfer Lycée,
- Linn RGTR 610 bis op Giewelsmillen an dann op den Zuch ëmklammen bis an d'Nordstad.

Aner oder eventuell direkt Verbindunge missten nach iwwerpräift ginn, och wat d'Zuele vun de potenziellen Notzer ugeet.

Question 5724 (09.02.2022) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le parking du Lycée technique agricole à Gilsdorf :

Zum Zäitpunkt vun der Planung vum Lycée technique agricole zu Gilsdorf gouf vill iwwert

d'Méiglechkeet vu Parkplazen diskutéiert. Als Kompromëss gouf um Enn deen aktuelle Parking zeréckbehal, mat 100 Plaze fir d'Enseignanten, dat technescht an dat administratiivt Personal, d'Visiteuren an d'Fournisseure vun der Schoul.

Ëmsou méi misst dowéinst d'Ubanung vun der Akerbauschoul un den effentlechen Transport nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn. Grad well de Lycée technique agricole eng Schoul „à formation unique“ ass, misst deen eigentlech esou organiséiert sinn, dass d'Schüler - ganz egal, a wéi engem Deel vum Land se wunnen - mat engem akzeptablen Zäitopwand kéinten an den Unterrecht kommen.

Dat ass laut mengen Informatiounen awer net de Fall, an awer wëll d'Regierung keen adequate Parkraum fir d'Schüler vun der Akerbauschoul respektiv fir d'Leit, déi un de Weiderbildungscoursen deelhuelen, virgesinn. Dat geet ganz kloer aus der Äntwert op d'Question parlementaire Nummer 5256 ervir.

An deem Kontext wëllt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Baute stellen:

1. Kënnen déi Häre Ministere mir eng Iwwersiicht zoukomme loosse mat der Verdeelung vun de Wunnuerter vun de Schüler vun der Akerbauschoul, iwwert dat ganz Land gekuckt?

2. Hunn déi Häre Ministeren analyséiere gelooss, wéi eng Méiglechkeeten d'Schüler reell hunn, fir aus hirer Uertschaft mam effentlechen Transport an d'Schoul ze kommen?

- Wa jo, kënnen déi Häre Ministere mir déi Etüd zoukomme loosse?

- Wann net, firwat gouf de Schoulwee vun de Schüler net am Detail gekuckt?

3. Sinn déi Häre Ministere bereet, vun allen Optiméierungsméiglechkeeten ze profitéieren?

- Wa jo, wéi eng Optiméierungsméiglechkeete sinn identifizéiert ginn?

4. D'Akerbauschoul bitt ë. a. am Kader vum Agrargesetz eng Partie Weiderbildungen un. Wéi eng Méiglechkeete wëllen déi Häre Ministeren de Leit ginn, déi un d'ës Coursen deelhuelen, fir hiren Auto kënnen ze parken?

5. An hirer Äntwert op d'Question parlementaire Nummer 4848 hunn déi Häre Ministeren ë. a. Folgendes geäntwert: „Déi Lycéeën, déi eng spezial Formatioun ubidden, verfüge quasi alleguer iwwer een Internat. D'ës soll et de Schüler erlaben, direkt niewent hirer Schoul ze wunnen an d'Transportweeër op ee Minimum ze reduzéieren.“ D'Regierung huet allerdéngs decidéiert, dat um Site Gilsdref geplangten Internat net ze bauen.

- Wann een elo déi aktuell Situatioun kuckt, halen déi Häre Ministeren et net awer fir sënnvoll, een Internat um Site ze hunn?

- Kënnen déi Häre Ministere mech an deem Kontext iwwert de Fortgang vun de Planungen informéieren, wat dat bestoend „Internat Jacques Brocquart“ zu Dikrech ugeet, dat laut der Äntwert op d'Question parlementaire Nummer 4848 an Zukunft virum allem de Schüler aus der Akerbauschoul soll zur Verfügung stoen?"

Réponse commune (22.03.2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

ad 1. D'Schülerinnen an d'Schüler, déi am Schouljoer 2021/2022 an der Akerbauschoul ageschriwwen sinn, kommen aus folgender Gemengen (respektiv aus den Nopeschlänner):

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*).

ad 2. + 3. Virum all Schoulentrée gëtt opgrond vun den Aschreiwungen am Detail gekuckt, wéi eng Méiglechkeeten d'Schülerinnen an d'Schüler hunn, fir aus hirer Uertschaft mam effentlechen Transport an d'Schoul ze kommen. D'ës geschitt an enker Zesummenaarbecht tëscht de Servicer vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE), deene vum Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten (MMTP) an den eenzelne Lycéeën. Jee nodeem wéi d'Situatioun sech presentéiert, ginn Upassungen vun den Horaire vum effentlechen Transport realiséiert.

Esou ass och am Fall vun der Akerbauschoul (LTA) verfuert ginn. Dofir huet keng spezifesch Etüd misse gemaach ginn, mee wéinst der geografescher Proximitéit ass den Horaire vum LTA un deen Lycée classique vun Dikrech (LCD) ugepasst ginn. Op déi Manéier ka vun der besteeënder regionaler Transportoffer profitéiert ginn, ouni zousätzlechen Trafic fir d'Nordstad ze generéieren.

Donieft ass fir d'Schülerinnen an d'Schüler aus der Gemeng Miersch, Noumer an zum Deel Ärenzdzall eng nei Linn op Gilsdref/Dikrech agefouert ginn (Linn 549), an am November 2021 ass d'Navett vum LTA op Miersch (Linn 548) verstärkt ginn. Vun

Norde ginn et mëttlerweil Direktbusser iwwert d'N7 (Linne 553 a 554) op Dikrech/Gilsdref.

Bei ronn 600 Schülerinnen a Schüler aus dem ganze Land wier et net méiglech gewiescht, e separate Reseau mat Direktbusser opzebauen.

ad 4. D'Parkingsituatioun vum LTA ass momentan effektiv net ganz einfach; d'ës huet mat enger Rei vu Problemer ze dinn, déi awer am Laf vun der nächster Zäit wäerte kënnen geléist ginn. D'Barrières d'accès kënnen an Zukunft vum Lycée programmiert ginn. D'Programmation erméiglecht et, den Zougang ze limitéieren fir d'Enseignanten, déi ee Badge hunn, oder fir Visiteuren, respektiv Leit, déi während de Schoulzäiten u Weiderbildungen an der Akerbauschoul deelhuelen, déi sech iwwert de Parlophone kënnen umellen. Eng weider Méiglechkeet besteet doran, d'Barrière vum Parking esou ze programméieren, datt se zu bestëmmten Auerzäiten opstoe bleiwen, wéi zum Beispill owes während der Zäit, wou déi meescht Weiderbildungen an der Akerbauschoul ugebuede ginn.

Ausserdeem ass de Chantier nach net ganz ofgeschloss, wat bedeit, datt am Moment nach eng ganz Partie Gefierer vu Firmen um Site stinn. Och eng Rei Baucontainer stinn nach um Site; wann déi bis fort sinn an de Belag definitiv gemaach ass, kéinten eng weider 10 bis 20 Parkplazen agezeechent ginn.

ad 5. Zu Dikrech gëtt et d'Internat „Jos Schmit“, dat vun der Jacques Brocquart ASBL geréiert gëtt an dat zum Deel vu Schülerinnen a Schüler aus der École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg (EHTL) genotzt gëtt. D'EHTL kritt awer en eegent Internat fir hir Schülerinnen a Schüler, domat gi bis zu 50 Plaze fräi an deem Internat zu Dikrech, déi dee Moment vun de Schülerinnen a Schüler aus dem LTA kënnen besicht ginn. Des Weideren hu mir nach d'Internat „Sainte Anne“ zu Ettelbréck mat 120 Plazen, wat och vun der Jacques Brocquart ASBL bedriwwen gëtt. Dat ass aktuell zu 70 % besat, soudatt et eng zousätzlech Capacitéit fir Jonker aus der Akerbauschoul an der Regioun gëtt. An deenen zwou Strukturen kënnen och haut scho Schülerinnen a Schüler aus dem LTA opgeholl ginn.

Aus deene Grënn ass et am Moment net virgesinn, nach e weidert Internat um Site vum LTA ze bauen.

Question 5789 (22.02.2022) de M. Gusty Graas (DP) concernant la déclaration du séjour à l'étranger :

Lors d'un séjour temporaire ou prolongé à l'étranger, des situations problématiques peuvent toujours se produire. Des exemples actuels sont la propagation de la pandémie de Covid-19 en 2020, et plus récemment le conflit russo-ukrainien. Au début de la pandémie ainsi qu'au mi-février 2022 quand les tensions entre la Russie et l'Ukraine ont pris une tournure plus sérieuse, le Ministère des Affaires étrangères et européennes a émis des communications invitant les Luxembourgeois à retourner sur le territoire du Grand-Duché et à quitter les zones dangereuses.

Or, en cas de situation d'urgence ou de crise, tels les exemples susmentionnés, il peut s'avérer utile voire essentiel d'avoir fait au préalable une déclaration du séjour à l'étranger au Ministère des Affaires étrangères et européennes. Outre des contacts des missions diplomatiques et consulaires sur les lieux, cette déclaration non obligatoire et gratuite fournit également aux voyageurs des informations et conseils pratiques pour leur destination.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) À titre général, combien de ressortissants luxembourgeois ont opté pour la possibilité de déclarer leurs voyages et déplacements au Ministère des Affaires étrangères et européennes les cinq dernières années ?

2) Pour combien des séjours déclarés un recours à ces informations a-t-il dû être fait et quelles en étaient les raisons les plus courantes ?

3) Est-ce que des résidents non éligibles ont essayé de faire enregistrer leurs voyages au ministère luxembourgeois également ? Combien de ces cas ont été notifiés ?

4) Les données enregistrées étant effacées du système après deux semaines, existe-t-il un contrôle pour confirmer le retour indemne des voyageurs ? Dans la négative, Monsieur le Ministre considère-t-il qu'un tel contrôle est nécessaire pour le futur ?

Réponse (23.03.2022) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

ad 1) Depuis la création de la plateforme « Lëtzeburger am Ausland (LamA) » en mai 2018, 6.057 personnes (citoyens et résidents luxembourgeois) s'y sont inscrites pour y déclarer leur séjour à l'étranger. En y incluant les personnes accompagnantes, le nombre s'élève à 12.529 (données du 2 mars 2022).

ad 2) Chaque fois qu'un événement extraordinaire a lieu comme par exemple un désastre naturel, une attaque terroriste ou qu'une instabilité politique se fait ressentir, le Ministère des Affaires étrangères et européennes vérifie la présence des résidents et citoyens luxembourgeois ayant inscrit leur séjour dans un autre pays. De même, chaque fois que l'assistance consulaire est sollicitée dans des cas spécifiques, il est procédé à la vérification des données contenues dans la plateforme LamA pour les citoyens nécessitant l'aide consulaire.

ad 3) Tous les résidents enregistrés au Luxembourg sont éligibles et libres dans leur choix de déclarer leur voyage ou non auprès du Ministère des Affaires étrangères et européennes.

ad 4) Il n'existe pas de mécanisme de contrôle pour confirmer le retour indemne d'un voyageur, à moins que celui-ci ne le signale de sa propre initiative. Dans les cas où une assistance consulaire est requise, le ministère est bien évidemment au courant du dénouement.

Question 5800 (23.02.2022) de Mme Chantal Gary (déi gréng) concernant les centres d'accueil pour victimes de violence domestique :

Les centres d'accueil pour victimes de violence domestique tels que le Fraenhaus (Centre d'accueil pour femmes en détresse) sont confrontés à une très forte demande.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Quelle est actuellement la capacité d'accueil au sein des centres d'accueil pour victimes de violence domestique ? Comment cette capacité a-t-elle évolué au cours des cinq dernières années ?

2) L'offre de places est-elle suffisante par rapport à la demande existante ? Dans la négative, quels sont actuellement les besoins en termes de capacité ?

3) Quelles sont les conditions d'admission pour ces centres d'accueil ? Les conditions sont-elles les mêmes dans chaque centre d'accueil ?

Réponse (23.03.2022) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

Consciente du fait que la violence domestique reste une réalité quotidienne au Luxembourg, je suis persuadée que nous devons toutes et tous prendre nos responsabilités pour briser le tabou qui entoure le sujet, pour agir à son encontre et pour inciter un engagement sociétal visant l'élimination de toute forme de violence à l'égard des femmes, des hommes, des filles et des garçons. La lutte contre la violence domestique doit devenir une routine quotidienne de nous toutes et tous.

Porté par mon engagement que personne ne devra souffrir de violences domestiques, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA) intervient avec une approche multidimensionnelle. À côté de la prise en charge de victimes et auteurs de violences et de la sensibilisation du grand public, la mise à disposition de logements est un pilier essentiel de notre réponse.

Le Luxembourg dispose à cette fin d'un réseau de partenaires qui gèrent des structures d'accueil assurant l'hébergement et la prise en charge psychosociale de femmes ayant subi des violences domestiques. Actuellement, il existe sept centres d'accueil classiques pour femmes en détresse gérés par des gestionnaires du MEGA - le « Fraenhaus » et la « Macou » de Femmes en détresse ASBL, le « Foyer Sud » du Conseil national des femmes luxembourgeoises, le « Foyer pour femmes en détresse » de la Fondation Pro Familia ainsi que le « Eeschweiler Haus », le « Foyer Paula » et le « Foyer Sichern » de la Fondation Maison de la Porte Ouverte. Ces structures disposent d'un total de 166 lits. Le tableau ci-dessous renseigne sur l'évolution des capacités dans les centres d'accueil classiques gérés par nos gestionnaires :

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*).

En termes de capacités disponibles, il convient de soulever qu'en moyenne 48 femmes, en attente d'une place dans un centre d'accueil classique, figurent sur la liste d'attente commune gérée par les différents gestionnaires du MEGA. Je tiens toutefois à souligner que nos gestionnaires disposent d'un côté de chambres d'urgence et que mon ministère est, d'un autre côté, disposé à financer des chambres d'hôtel afin de loger temporairement des femmes ayant besoin d'une prise en charge urgente.

Outre à la prise en charge dans des centres d'accueil classiques, les gestionnaires du MEGA gèrent des logements de deuxième phase qui peuvent ac-

cueillir des usagères plus autonomes suite à leur départ d'un centre d'accueil. Ces structures permettent à la fois de désengorger les centres d'accueil et de préparer les femmes logées à une vie autonome. En raison de la pénurie de logements sociaux disponibles et malgré les efforts constants de nos gestionnaires d'élargir leur contingent de logements sociaux, les séjours dans nos structures deviennent plus longs, une évolution qui a aussi un impact sur la rotation dans nos structures. Consciente de cette situation, je soutiens les gestionnaires dans leur volonté de mettre à disposition de nouveaux logements, surtout des logements de deuxième phase, en coopération avec des propriétaires privés, des communes et des acteurs du secteur public.

Les conditions d'admission dans ces structures sont régies par le règlement grand-ducal modifié du 19 mars 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de « services œuvrant dans l'intérêt de l'égalité des hommes et des femmes » et sont par conséquent applicables dans tous les centres d'accueil classiques. Les modalités de la prise en charge de femmes victimes de violence domestique, dont les conditions d'admission, les prestations à fournir et les responsabilités du gestionnaire sont en outre détaillées dans des conventions annuelles telles que prévues par le règlement grand-ducal susmentionné.

Question 5803 (23.02.2022) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant le **prix de l'électricité** :

Les tempêtes violentes successives qui se sont essentiellement abattues sur le nord-ouest de l'Europe ces derniers jours ont eu des répercussions sur le marché électrique européen. En effet, sur le marché du jour d'avant EPEX SPOT, les tempêtes ont engendré une baisse temporaire du prix de l'électricité (exprimé en euros/mégawatt-heure) dans les pays qui misent sur l'énergie éolienne.

Ainsi, un mégawatt-heure d'électricité produit en Allemagne s'est échangé par moments autour de 35 euros sur le marché du jour d'avant alors qu'il frôlait aisément les 100 euros ces dernières semaines.

1) Étant donné que les importations d'énergie électrique du Grand-Duché proviennent majoritairement de l'Allemagne, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie si la baisse récente du prix de l'électricité allemande est susceptible d'orienter vers la baisse le prix de l'électricité payé par les consommateurs finaux luxembourgeois ?

2) De manière plus générale, Monsieur le Ministre est-il d'avis que le développement des énergies renouvelables en Allemagne - moins coûteuses que les énergies fossiles - puisse concourir à une baisse des prix de l'électricité au Luxembourg sur le long terme ?

Réponse (28.03.2022) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

ad 1) Le Luxembourg fait partie d'une zone de prix commune avec l'Allemagne. Des variations de prix ressenties sur les marchés de gros en Allemagne s'appliquent ainsi de la même manière pour les acteurs luxembourgeois. La baisse temporaire de prix, causée par une production particulièrement élevée d'installations de production éoliennes, à laquelle se réfère l'honorable Députée est un effet qui s'est senti uniquement sur les marchés journaliers et infra-journaliers.

Les fournisseurs d'électricité couvrent néanmoins en général la vaste majorité de leurs besoins sur les marchés à terme, donc plusieurs mois, voire années à l'avance, afin de limiter leur exposition à des fluctuations à court terme des prix. Une surproduction temporaire ponctuelle d'énergie éolienne, prévisible uniquement quelques jours à l'avance, n'est naturellement pas reflétée dans la formation de prix sur ces marchés à long terme. Une variation de prix sur les marchés à court terme n'impacte donc que marginalement les coûts d'achat des fournisseurs pour leurs clients résidentiels et petits clients professionnels, et n'a donc pas d'effet significatif sur le prix à payer par ces derniers. Cette stratégie d'achat à long terme explique néanmoins que les clients résidentiels ne ressentent que de manière limitée l'impact de la hausse des prix temporaire sur les marchés de gros. Les clients professionnels consommant de grandes quantités ont en général des contrats négociés qui peuvent en partie dépendre des prix sur les marchés journaliers et infra-journaliers. Dans ce cas, les impacts à court terme sur les prix se ressentiraient.

ad 2) Le développement des installations produisant de l'électricité sur base d'énergies renouvelables à moindre coûts marginaux est effectivement susceptible d'avoir un effet réducteur sur les prix de l'électricité.

Pour le Luxembourg, vu la zone de prix commune avec l'Allemagne, l'évolution du parc de production allemand, tout comme celle du parc luxembourgeois, a un effet particulièrement prononcé sur la

formation des prix. Étant donné que les marchés sont couplés au niveau européen, cet effet se ressentira également en fonction de l'évolution des énergies renouvelables en Europe.

L'effet long terme du déploiement des énergies renouvelables sur les prix est néanmoins difficile à quantifier, vu la complexité des interactions dans le système énergétique européen. Ces formes d'énergie permettent une plus forte indépendance d'importations de sources énergétiques telles que le pétrole, le gaz naturel et l'uranium, contribuant ainsi à éviter des chocs de prix tels que nous les connaissons actuellement, mais comme l'éolien et le solaire ont des coûts de production plus stables, le déploiement des énergies renouvelables devrait avoir un effet « pression vers le bas » des prix de l'électricité à moyen terme.

Question 5806 (23.02.2022) de **MM. Jeff Engelen** et **Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **nombre de médecins** :

D'Zeitung vum „Lëtzebuenger Vollek“ huet sech den 21. Dezember 2021 enger Statistik ugehall, déi eis virwëtzeg gemaach huet. D'Thema war d'Zuel vun den Dokteren op dausend Awunner, déi si fir Lëtzebuerg mat 2,98 uginn, wat wäit ënnert dem Welt-Duerchschnitt vun 3,22 an ënnert dem EU-Duerchschnitt vu 5 läit. Aus eegene Recherchen hu mir dës ongeféier Donnéeën (je no Quell an Erfassungsjoeer variéieren d'Zuelen) graff confirméiert. Duerfir hunn ech dës Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Wéi interpretéiert d'Regierung dës Zuelen? Ka si déi confirméieren? Wat bedeiten esou Zuelen am Hibleck besonnesch och op déi demographesch Entwécklung vum Land?

2. Wat mécht d'Regierung, fir de Medezinstudium méi unzéiend ze maachen?

3. Wat mécht d'Regierung fir Lëtzebuerg, fir Doktere méi attraktiv ze maachen?

4. Wéi vill Dokteren hei am Land hunn d'Lëtzebuenger Nationalitéit? Wéi vill Dokteren, déi hei am Land praktizéieren, kënnen Lëtzebuergesch gutt genuch schwätzen, fir e Patientegespréich an eiser Sprooch ze féieren? Wéi gött Lëtzebuergesch bei den Doktere promovéiert?

5. A wéi enge Spezialitéiten ass de Manktum un Dokteren am gréissten?

Réponse (28.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Säit der Publikation vum der Étude Lair „État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg“, déi de Gesondheitsministère an Opdrag ginn hat, ass gewosst, datt d'Evolution vum der Démographie médicale, iwwer déi nächst 10 bis 15 Joer gekuckt, net favorabel ass.

ad 2. Engersäits besteet säit Kkuerzem d'Méiglechkeet souwuel de Bachelor an der Medizin souwéi verschidde medizinesch Spezialitéiten, wéi d'Neurologie, d'Oncologie médicale an d'Médecine générale, op der Uni.lu ze maachen. Anerersäits kënnen d'„Médecins en voie de spécialisation“, déi hir Spécialisation am Ausland maachen, eng Aide financière beim Gesondheitsministère ufroen.

ad 3. De Gesondheitsministère schafft drop, fir den Doktere méi Mäiglechkeeten ze gi wat d'Form vun der Zesummenarbecht uegt. An deem Kontext kënnen d'Generalisten, déi sech an engem Cabinet de groupe zesummen dinn, eng Prime d'installation vun 10.000 € ufroen.

ad 4. Vun den 3.249 Dokteren (Generalisten, Spezialisten an Zännokteren), déi 2021 aktiv hire Beruff hei zu Lëtzebuerg ausgeübt hunn, haten der 1.410 d'Lëtzebuenger Nationalitéit. Wat d'lëtzebuergesch Sprooch betrëfft, huet de Gesondheitsministère keng weider Informatiounen, wat d'Dokteren schwätzen. Ier se hir Autorisation d'exercer kréien, ginn se an en Entretien bei de Collège médical oder vétérinaire, wou d'Sproochkenntnisser festgestallt ginn. Fir d'Autorisation d'exercer ze kréien, mussen si Franséisch oder Däitsch kënnen. Des Weideren engagéieren si hir disziplinäresch, zivill- a stroferechtlech Haltbarkeet, wann et an der Ausübung vun hirem Beruff duerch e Mangel u Sproochkenntnisser zu engem Feeler kënn.

ad 5. D'Madamm Lair ass an hirer Etude och op d'altersbedéngt Depart vum den Doktere bis an d'Joer 2034 agaangen. Hei als Beispill déi dräi Spezialitéiten, bei deenen de Prozentsaz deemools am héchste war: Neurologie (89,19 %), ORL (87,18 %), Médecine interne + oncologie (87,06 %).

Question 5817 (24.02.2022) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **subvention loyer** :

D'Zil vum Wunngeld (subvention loyer) ass et, virun allem Stéit mat niddregem Akommes beim Bezuele vun hirem Loyer ze ënnerstëtzen. Fakt ass awer,

dass laut Aussoe vum Här Wunnungsbauminister nëmme ronn 16 % vun den eligibele Stéit dës Hëllef och ufroen.

An deem Kader wollt ech dem Här Wunnungsbauminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Haiser a wéi vill Appartementer sinn aktuell zu Lëtzebuerg verlouert? Wéi hunn dës Chifferen iwwer déi lescht fënnf evoluéiert?

2. Zënter der Aféierung vum Wunnegeld, wéi vill Stéit hu pro Joer zu Lëtzebuerg eng Wunneng gelouert? Wéi vill dovou ware pro Joer eligibel, fir d'Wunnegeld unzefroen, a wéi vill dovunner hunn et effektiv ugefrot?

3. Wéi vill Demandé si refuséiert ginn? Wat waren déi heefegst Grënn fir e Refus?

4. Wat sinn dem Här Minister no d'Grënn, firwat sou weineg Leit d'Wunnegeld ufroen?

Réponse (01.04.2022) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

ad 1. Laut Schätzung vum Eurostat opgrond vum der Enquête EU-SILC (2020) gehéieren ongeféier 24,5 % vun den Awunner engem Stot un, dee seng Wunneng op dem private Marché lount. Heibäi sinn allerdéngs déi Stéit net matabegraff, déi hir Wunneng zu engem Präis lounen, deen ënnert dem Präis vum Marché ass (Locataire vu soziale Wunnengen, Stéit, déi duerch Famill oder Frënn ënnerbruecht sinn, oder Stéit, déi duerch hiren Employeur ënnerbruecht sinn etc.). 2020 waren also ongeféier 60.000 Haushalter Locataire um private Marché.

Den Taux vun de Leit, déi zu engem Stot gehéieren, dee seng Wunneng um private Marché lount, louch 2010 bei 27,6 %. Bis 2015 ass dës Taux bis op 21,7 % gefall, fir dono erëm op 24,5 % ze klammen. Dës Variatioun an de Resultater vun den Enquête kann zum Deel och op d'Spezifitéite vun der Enquête zrëckzeféiere sinn.

ad 2. Bei der Aféierung vun der Mietsubvention am Joer 2016 gouf, opgrond der Etüd PSELL-3/EU-SILC de 2013 (LISER, Statec), geschätzt, dat 18.600 Stéit eligibel wiere fir dës Hëllef.

Den 1. Januar 2018 goufen awer d'Parametere vun der Hëllef ugepasst an d'Zuel vun de potenzielle Beneficiairë gouf ausgedeeent op ronn 33.000 Stéit. Doduerch ass den Undeel vun de Locataire, déi potenziell eligibel si fir d'Mietsubvention, vu ronn 35 % op ronn 65 % geklommen.

Duerch d'Upassung, déi am Abrëll 2020 a Kraaft getrueden ass, sinn nach eng Kéier ronn 3.400 Stéit zousätzlech eligibel ginn.

No dëser Reform vun 2020 wieren ongeféier 63 % vun de Stéit, déi eligibel sinn, am éischte Quintil vum Liewensstandard, 34 % am zweete Quintil.

D'Zuel vun den effektive Beneficiairë huet folgendermoossen evoluéiert:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*).

Mëttlerweil hëlt also ronn 1 vu 5 potenzielle Beneficiairen d'Mietsubvention och tatsächlech an Usproch.

ad 3. (*Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*.)

ad 4. Den Observatoire de l'habitat krut vum Ministère den Opdrag, eng Studie ze maachen fir ze analyséieren, awéiwäit op d'Subvention vum Loyer zeréckgegraff gött, andeems e sech op Fuerschungsaarbechte vum LISER an der Uni Lëtzebuerg baséiert. Dës Studie steet um Aarbechtsprogramm vun 2022 vum Observatoire de l'habitat.

Et sief dobäi awer schon dorobber higewisen, datt de Phenomeen vum „non-recours“ op Hëllef, déi de Leit eigentlech zoustinn, net spezifesch ass fir d'Mietsubvention oder fir Lëtzebuerg. Esouguer bei der vill méi héijer Sozialhëllef vum Revenu d'intégration sociale an der Belsch ginn d'Schätzungen dovunner aus, datt bis zu 60 % vun de Leit dës Hëllef net ufroen, obwuel se Urecht dorobber hätten.¹

Question 5818 (24.02.2022) de **M. Max Hahn** (DP) concernant les **terrains constructibles disponibles** :

Laut den Analyse vum Observatoire de l'habitat an dem Observatoire du développement spatial gött et

¹ Les dossiers de la DREES n° 94 • mars 2022, Quantifier le non-recours aux minima sociaux en Europe, Un phénomène d'ampleur qui peine à susciter le débat, par Céline Marc, Mickaël Portela (DREES), Cyrine Hannafi, Rémi Le Gall (ERUDITE, université Paris-Est Créteil); DREES), Antoine Rode (ODENORE/PACTE, université Grenoble Alpes) et Stéphanie Laguërodie (CES, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/les-dossiers-de-ladrees/quantifier-le-non-recours-aux-minima>

5.018 Hektar onbebauten Terrain innerhalb vum Bauperimeter. Dovunner leien 3.750 Hektar an enger Zone d'habitation oder enger Zone mixte.

An deem Kader muss ënnerscheet ginn tëscht Terrainen, déi direkt bebaut kënnen ginn, an Terrainen, fir déi nach e PAP gestëmmt muss ginn - wëssend, dass dat, laut Acteure vum Terrain, an der Reegel am Duerchschnitt siwe bis aacht Joren dauere kann.

An deem Kader wollt ech dem Här Wunnungsbauminister an der Madamm Inneministesche follgend Froe stellen:

1. Fir wéi vill vun dësen 3.750 Hektar muss, ieren se bebaut kënnen ginn, e PAP gestëmmt ginn („nouveau quartier“)?

2. Wéi vill vun dësen 3.750 Hektar sinn aktuell an enger PAP-Prozedur? Fir wéi vill ass de PAP scho gestëmmt?

3. Fir wéi vill vun dësen 3.750 Hektar brauch kee PAP gestëmmt ze ginn („quartier existant“) a kéinten deemno no enger einfacher Baugeneemegung direkt bebaut ginn?

4. Wat ass déi duerchschnittlech Dauer vum Moment vun der Demande vun engem PAP bis dass e gestëmmt ass?

Réponse commune (24.03.2022) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement*, et de **Mme Taina Bofferdin**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1. Vun den 3.732 Hektar Bauland, déi an de Wunnzonen an an de gemischten Zonen zur Verfügung stinn, leien 2.816 Hektar an „nouveau quartier“-Zonen, fir déi e PAP muss gestëmmt ginn. Vun deenen 2.816 Hektar leien der 864 gläichzäitig an enger Zone d'aménagement différé. Et leien also 1.952 Hektar an „nouveau quartier“-Zonen, fir déi e PAP unni zousätzlech Ëmklasséierung um Niveau vum PAG kéint an d'Prozedur goen.

Heibäi handelt et sech ëm dat Bauland, dat an deenen 89 Gemenge läit, déi am Kader vun der Raum+Etüd analyséiert gi sinn. Zwielf Gemenge feelen nach, well se zum Zäitpunkt vun der Erhiewung nach keen neie PAG haten.

ad 2. Vun den 3.750 Hektar ass bei 526 Hektar e PAP akzeptéiert ginn. 397 Hektar dovunner leien an enger „nouveau quartier“-Zon, während déi aner 129 Hektar ausserhalb dovou leien.

De Staat huet keng Zuelen iwwert d'Unzuel vun Terrainen, déi momentan an der PAP-Prozedur sinn, respektiv vu PAPen, déi an der Ausaarbechtung sinn.

ad 3. 890 Hektar vun den 3.732 Hektar Bauland an de Wunnzonen a gemischten Zone leien an engem „quartier existant“, wou deemno no enger einfacher Baugeneemegung direkt ka bebaut ginn, soubal de PAG an och d'PAP „quartier existant“ a Kraaft sinn.

ad 4. D'ofgeännert Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain gesäit eng theoretesch Dauer vun 8,5 Méint fir eng PAP-Prozedur vir. De Staat huet awer keng statistesch Donnéeën iwwert déi duerchschnittlech Dauer vun enger PAP-Prozedur.

Question 5820 (25.02.2022) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) concernant la **pénurie dans le secteur socio-éducatif** :

D'Penurie am sozio-éducativem Beräich ass bekannt. Der Uni.lu kënn an deem Kontext eng zentral Roll zou. Mat adaptéierten a grouss ugeluechte Formationen soll si den Acteur an der Ausbildung an deem Beräich sinn. An enger Interpellation am Juli 2021 hat den Här Minister an deem Kontext vun Diskussiounen a Projete mat der Uni.lu bericht, fir de Panel u Formationen ze erweideren - dat esouwuel fir de Bachelor wéi och fir de Master.

An deem Zesammenhang wëll ech dem Här Minister fir Héichschoul dës Froe stellen:

- Sinn dës Diskussiounen mat der Uni.lu ofgeschloss an ass fir d'Rentrée 2022/2023 mat neie Formationen am sozio-éducativem Beräich op der Uni.lu ze rechnen? Wa jo, wéi eng sollen dat sinn?

- An engem rezenten Artikel am „Tageblatt“, weist sech déi Responsabel vum „Praxisbüro“ vun der Uni.lu enttäuscht, dass eng Collaboratioun mat der Chambre des Salariés, wat eng beruffsbegleedend Bachelorausbildung uegt, gestoppt gouf. Wéi steet den Här Minister zu dëser Decisioun? Gouf gekuckt, fir déi Interesséiert vun dëser Ausbildung, eleng 2021 eng 150 Persounen, an eng aner Formatiounsméiglechkeet am edukative Beräich ze integréieren? Huet den Här Minister en Iwwerbléck wéi vill Persounen sech an de leschte Jore fir eng beruffsbegleedend Ausbildung fir Enseignant ze ginn entschiet hunn?

- Huet den Här Minister Informatiounen op d'Integréierung vum BSSE-FCE an de BSSE-Studiegang e Succès war? Wéi vill aktiv Berufflecher fanne sech aktuell an där Formationen erëm?

- 2016 war e beruffsbegleedende Bachelor an den Erziéungswissenschaften lancéiert ginn, deen de bis dato Verantwortleche fir de Reliounsunterricht et sollt erméigleche weider Schoul kënnen ze halen. Wéi vill Prozent vun hinnen hu vun där Méiglechkeet profitéiert?

- Wéi wëll den Här Minister eng weider Penurie zur Rentrée 2022/2023 verhënnern?

- Huet den Här Minister en Iwwerbléck doriwwer, wéi vill national Studenten aktuell zu Lëtzebuerg awer och am Ausland op wéi engem sozio-educative Parcours ënnerwee sinn?

Réponse (24.03.2022) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche** :

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vun der honorable Deputéierter Simone Asselborn-Bintz sief fir d'éischt preziséiert, dass de Bachelor en Sciences sociales et éducatives (BSSE), wéi en zanter enger ganzer Rei vu Jore vun der Universitéit Lëtzebuerg proposéiert gëtt, als Objektiv huet, Generalisten am Beräich vun der sozialer Aarbecht auszebilden. Dës Studien erlaben et den Absolventen als Educateur gradué ze schaffen a ginn och Accès zum reglementéierte Beruff vum Assistent social. Doriwwer eraus bidden si Perspektive fir weiderféierend Studien um Masterniveau, sief et zu Lëtzebuerg oder am Ausland. De Contenu vun dësem Studieprogramm gouf 2021 iwwerschaaft a moderniséiert.

De beruffsbegleedende Bachelor an de Sozial- an Erziéungswissenschaften gouf no enger Lafzäit vun dräi Studiejoren ënnert dësem Format evaluéiert, an et gouf vun der Universitéit Lëtzebuerg dunn zréckbehalen, dëse Format an de reguläre Bachelorprogramm ze integréieren an domat alle Studenten en uniformiséierten, iwwerschaaft Contenu unzebidden.

Hei ass et wichtig, ze betounen, dass d'Studenten, déi an deem Beräich berufflech aktiv sinn, d'Méiglechkeet behalen, hir berufflech Erfahrung unerkennen ze loossen, an dat elo esouguer bis zu 90 ECTS, wat et hinnen nach ëmmer erméiglecht, de Programm am Prinzip an zwee Studiejore ze suivéieren.

Laut den Informatiounen vun der Universitéit Lëtzebuerg sinn zwëschen 2017 an 2019 souwuel d'Nofro no dem separaten, beruffsbegleedende Format erofgaangen (vun 80 op 45 Kandidaten), wéi och d'Unzuel u Studenten, déi an dësem Studiegang ugeholl goufen (vu 25 op 18). 2021/2022 louchen 20 Kandidature fir de beruffsbegleedende Format vir, wouvunner elo 10 Studenten dës Formatioun am Kader vum reguläre Bachelorprogramm suivéieren.

Et sief nach signaléiert, dass de beruffsbegleedende Programm en éischter limitéierten Impakt op de Secteur huet, vu dass déi Studente jo schonn an deem Beräich berufflech aktiv sinn. D'Zuel vun de Studenten, déi am reguläre Bachelorprogramm ageschriwwen sinn, ass par contre an de leschte Jore permanent an d'Luucht gaangen (vun 160 Studenten am akademesche Joer 2018/2019 op 219 am akademesche Joer 2021/2022), wat fir d'Situatioun um Aarbechtsmaart éischter positiv Auswierkung kann hunn.

D'Universitéit Lëtzebuerg wäert och an Zukunft beruffsbegleedend an deelzäit Studiefomater ubidden, a virun allem sech drop konzentréieren, weiderhin eng allgemeng Steigerung vun de Studentenzuelen an dësem Beräich ze favoriséieren. Gläichzäiteg wäert si eng Offer um Masterniveau entwéckelen, besonnesch fir d'Studenten, déi scho berufflech aktiv sinn, fir esou der Evolutioun wat d'Ufuerderungen an Terme vu Qualifikatioun ubelaangt, Rechnung ze droen.

Wéi aus der Datebank vun de Studiebäihëllefen ervirgeet, waren, wat d'Residentstudenten ubelaangt, 2020/2021 967 Studenten am Ausland an 184 Studenten zu Lëtzebuerg an engem sozio-educative Parcours ënnerwee. Fir 2021/2022 sinn de Moment 992 Residentstudenten am Ausland an esou enger Formatioun ënnerwee, an 182 Residentstudenten zu Lëtzebuerg, woubäi ee muss bemerken, dass aus verständleche Grënn d'Donnéee fir dat lafend akademescht Joer nach net komplett sinn. Et handelt sech heibäi méi prezis ëm d'Beräicher „Sciences sociales et du comportement“, „Services sociaux“, „Soins aux enfants et services pour la jeunesse“ a „Travail social et orientation“.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Beim beruffsbegleedende Bachelor an den Erziéungswissenschaften, deen 2016 op der Universitéit Lëtzebuerg lancéiert ginn ass, goufen insgesamt 37 Leit diploméiert. Dovunner waren 2 Persounen mat engem Hannergrond vu Reliounsunterricht a 35 Persounen mat engem Hannergrond vu Chargé(e) de cours am Enseignement fondamental.

Question 5822 (25.02.2022) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant la **proposition de directive visant à rendre les monnaies et les services cryptographiques plus respectueux de l'environnement** :

Plusieurs informations indiquent que la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen pourra initier en date du 28 février une proposition de directive visant à rendre les monnaies et les services cryptographiques plus respectueux de l'environnement. Il s'agit notamment d'interdire tout service cryptographique dont le mécanisme de consensus n'est pas assuré de respecter des conditions écologiques ce qui conduirait en pratique à l'interdiction de beaucoup de crypto-monnaies.

Dans ce contexte je souhaite poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Finances :

- Le Gouvernement est-il au courant du projet mentionné plus haut de la commission économique et monétaire du Parlement européen ?

- Dans l'affirmative, avez-vous plus d'informations sur le contenu de cette initiative ?

- Quel est le point de vue du Gouvernement luxembourgeois par rapport à initiative ?

- Le Gouvernement est-il d'avis qu'une telle législation européenne pourrait avoir des répercussions sur l'attractivité de la place financière luxembourgeoise ?

Réponse (24.03.2022) de **Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances** :

L'honorable Député fait référence à une proposition d'amendement du Parlement européen au projet de règlement européen sur les marchés de crypto-actifs (Regulation on Markets in Crypto Assets, ou MiCA) qui visait à interdire les crypto-actifs utilisant certains protocoles de consensus, tels que le proof-of-work, pour valider les transactions. Ces mécanismes sont notamment utilisés dans le cadre du minage des crypto-actifs les plus connus mondialement.

La proposition d'amendement a été finalement rejetée par la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen lors de son vote provisoire sur le règlement MiCA le 14 mars 2022.

La position arrêtée par le Conseil en matière de crypto-actifs en vue des négociations interinstitutionnelles avec le Parlement européen n'inclut pas de dispositions similaires.

La question sur la répercussion de la proposition d'amendement rejetée sur l'attractivité de la place financière luxembourgeoise ne se pose dès lors plus.

Question 5823 (25.02.2022) de **Mme Djuna Bernard (déi gréng)** concernant les **études d'art au Luxembourg** :

Dans une lettre ouverte datée du 28 décembre 2021 avec plusieurs douzaines de signataires, une initiative de jeunes artistes a revendiqué la création d'une école d'art luxembourgeoise capable de réunir toutes les formes et disciplines artistiques.

Dans son argumentaire, l'initiative cite la nécessité pour des étudiant-e-s résidant au Luxembourg de partir à l'étranger pour entreprendre différentes carrières artistiques, la possibilité d'une meilleure formation des artistes luxembourgeois ainsi que sa conviction qu'une école d'art luxembourgeoise permettrait d'attirer des artistes étrangers talentueux et d'accroître le rayonnement artistique et culturel du Grand-Duché.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Combien de résident-e-s luxembourgeois-es sont actuellement inscrit-e-s dans une formation artistique de l'enseignement supérieur à l'étranger ? Monsieur le Ministre peut-il ventiler le chiffre total par les différents types de formations et disciplines ?

2) La création d'une école d'art a-t-elle par le passé été envisagée au Luxembourg, où est-elle actuellement sous considération ?

Réponse (24.03.2022) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche** :

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Djuna Bernard concernant les études d'art au Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

Il ressort de la base de données des aides financières de l'État pour études supérieures que pendant l'année académique 2020-2021, 987 étudiants résidents ont suivi une formation de l'enseignement supérieur à l'étranger dans le domaine des beaux-arts et de l'audiovisuel. Pour 2021-2022, on compte actuellement 979 étudiants dans ces domaines, étant entendu que, pour des raisons évidentes, les chiffres de l'année académique en cours ne sont pas encore définitifs.

Dans ce contexte, il n'est pas sans intérêt de noter qu'au Luxembourg, 89 étudiants étaient inscrits, en 2020-2021, dans un programme de formation menant au brevet de technicien supérieur (BTS) relevant du domaine des arts appliqués, et 87 étudiants suivent actuellement un tel programme. Il s'agit en l'occurrence des programmes menant aux BTS Dessin d'animation, Cinéma et audiovisuel, Réalisateur graphique et Game Art and Game Design, offerts par le Lycée des Arts et Métiers.

La création d'une école d'art au Luxembourg n'est pas prévue par le programme gouvernemental 2018-2023.

Question 5825 (25.02.2022) de **Mme Martine Hansen (CSV)** concernant la **production de fruits et légumes** :

Lëtzebuerg baut bis elo nëmme ee Brochdeel vum Geméis an Uebst un, wat consomméiert gëtt, obwuel den Einzelhandel a Grousskichen ëmmer méi regional produzéiert Uebst a Geméis froen an och ëmmer méi Leit bereet sinn, regional a saisonal anzekafen. Beim Uebst läit d'Ergeversuerung bei 1-2 %, beim Geméis tëschent 3-5 %. Deemo gëtt et hei am Land e massive Produktionsdefizit a mir si gezwongen, de Gros vun dëse Liewensmëttel ze importéieren.

An de vergaangene Joren huet Politik eng sëlleg Ureizer an Ennerstëtzungsmoosname geschaf, fir d'Offer un Uebst a Geméis eropzeschrauwen. An awer bléiwe grouss Erausforderunge wéi zum Beispill de Waasserverbrauch an och um Niveau vun den Autorisatiounen. Sou scheie vill Baueren de Schrott an dës Filiären duerch zum Beispill eng ganz restriktiv Haltung vum Ëmweltministère am Bezuch op Geneemegunge fir Knëppelstengschutzneter, Iwwerdaachunge fir Kiischteplantagen, Folienhaiser oder Gewächshaiser. Dës Infrastrukture sinn awer am Geméis- an Uebstbau unabdingbar an am Ausland och selbstverständlech.

Wëssend, dass bei der Ergeversuerung nach ganz vill Spurt no uewen ass, géif ech gäre follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéi wëll den Här Minister d'Waasserproblematik am Beräich Geméis- an Uebstbau ugoen?

2. Wéi wëll den Här Minister d'Problematik vun den ueweganante Geneemegungsprozeduren ugoen?

3. Wat sinn d'Zukunftsperspektive fir d'Uebst- a Geméisbaueren?

Réponse commune (01.04.2022) de **M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**, de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**, et de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

ad 1. Et ass evident, dass den Uebst- a Geméisbau sech nëmme kënne weiderentwéckelen, wann do den Zougang zum Waasser laangfristeg ofgesécher ass.

Bedéngt duerch de Klimawandel engersäits an d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft anersäits, wäert d'Ressource Waasser an der Zukunft, besonnesch während der Vegetationsperiod, éischter méi rar ginn, wougéint gläichzäiteg d'Demande no Waasser insgesamt an d'Luucht geet.

Dofir schaffen de Landwirtschaftsministère an den Ëmweltministère mat hire Verwaltungen zesummen aktiv drun, fir Léisungen ze fannen, déi fir de Gaardebau accessibel sinn, an déi d'Ressource Waasser schouwen. Pisten heifir sinn de Stockage vu Waasser zu Momenter, wou kee Mangel ass, d'Notzung vum gesammelte Reewaasser oder de Recyclage vu genotzem Waasser.

Well de Geméis- an den Uebstbau net ouni Nätzen auskënn, gläichzäiteg awer och d'Verfügbarkeet vu Waasser grad an de Summerméint limitéiert ass, hunn d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an de Landwirtschaftsminister zesumme mam Secteur ee Waasserdësch gegrënnt. Hei goufen eng Rei Mesuren an d'Weeër geleet. Et gouf festgehalten, dass eng Etüd déi gesamt Problematik soll ugoen. No engem Appel d'offres opgrond vun engem Cahier de charges, dee vun den zwee Ministère, de jeeweiligen Verwaltungen an der Uebst- an Geméisbaufederatioun ausgeschafft gouf, goufen d'Universitéit Léck zesumme mat Agro Biotech vu Gembloux zréckbehalen, fir dës Aarbechten duerchezeféieren. Hei sollen all Aspekter a Betruecht gezunn ginn, vun deem ze erwaardende Méiverbrauch

duerch de Geméis- an Uebstbausector iwwer technesch Méiglechkeeten bis hin zur Disponibilitéit vun der Ressource an dem rechtlechen Kader. D'Käschte fir dës Etüd ginn zu 100 % vum Fonds pour la gestion de l'eau iwwerholl.

Doriwwer eraus gouf en Opruff lancéiert, fir innovativ Bewässerungskonzepter an der Form vun Pilotprojeten anzereechen. D'Auswiel vun de Projeten ass zurzäit nach um Lafen. Zil ass et, Verfairen ze identifizéieren, déi esouwuel ökonomesch wéi och ökologesch vertrieubar sinn a géeegeent sinn, fir méi breet kënnen am Secteur agesat ze ginn.

ad 2. Et ass kloer, dass am Gaardebau eng Rei vu Konstruktiounen mussen erlaabt sinn, fir verschidde Kulturen ze schützen. Hei gëtt op den Dialog an Austausch tëschent de Verwaltungen, an och mam Secteur, gesat, fir dat néidegt Verständnes fir technesch Noutwendegkeeten an awer och Froe vun Natur- an eventuell och Waasserschutz ënner een Hutt ze kréien.

Wat d'Waassergeneemegung ueget, esou gëlle fir déi genannte Structure virun allem Oplagen, wann se an Iwwerschwemmungsgebieder leien. Des Weideren ënnerläit all Prelèvement, sief et aus Grundwaasser oder aus Baachen a Flëss, enger Autorisatioun op Basis vum Waassergesetz. Dës Autorisatioun fixéiert ënner anerem déi maximal erlaabt Quantitéit, déi däerf erausgeholl ginn, an se ass och zäitlech limitéiert. Dëst ass néideg, fir eng Iwwernotzung vun eise Waasserkierper ze verhënnern an domadder esouwuel déi gutt Gewässerqualität wéi och d'Drénkwaasserversuerung ze garantéieren.

ad 3. De Gaardebau zu Lëtzebuerg wäert e Secteur mat villen Erausforderunge bliewen. Mee et ass awer och richtig, dass am Beräich vun der Uebst- a Geméisproduktioun nach vill Entwécklungspotenzial stécht. Dofir sinn am „Plan stratégique national“ (PSN) substanzuell nei Mesurë virgesinn, fir dëse Secteur weiderzebréngen.

Eng Zukunftsperspektiv kéint den Urban Farming ubidden. Esou innovativ Léisungen, déi op d'Kreislafwirtschaft an d'Digitaliséierung opbauen, si vun nationaler Bedeitung fir de Wirtschaftsministère. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5791 ugedeit, fält esou eng Form vu Primärerzeugnis tëschent d'Agrarwirtschaft an déi traditionell Wirtschaft. Dowéinst gouf 2021 een interministerielle Grupp „urban farming“ gegrënnt, ënnert der Begleitung vu Luxinnovation. Dëse Grupp beschäftigt sech mat verschidde Pilotprojeten a versicht, déi bestoend Limitatiounen ze identifizéieren an och méiglech Léisunge virzeschloen. Dës néi Technologie sollen zesumme mat den nationalen Acteuren zu Lëtzebuerg implementéiert ginn.

Question 5826 (25.02.2022) de **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** concernant l'**engagement de la place financière en matière de droits humains** :

Plus de dix ans après l'adoption des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, l'Action solidarité tiers monde (ASTM) a publié une étude intitulée « La place financière de Luxembourg et ses directives en matière de droits humains ». Scrutant les documents publiquement accessibles de 22 acteurs institutionnels de la place financière, les auteurs du rapport concluent que leur engagement en matière de protection des droits humains est insuffisant. Seuls 3 des 22 acteurs mentionneraient la protection des droits humains dans leurs statuts, rapports annuels ou actes de gouvernance en insistant néanmoins sur la nature volontaire des engagements et sans recommandation particulière. Les autres 19 acteurs institutionnels n'en feraient aucune mention.

Certaines pratiques commerciales citées dans l'étude susmentionnée ne semblent pas non plus être en cohérence avec la position du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) qui a confirmé que les banques ont des responsabilités en ce qui concerne l'impact des entreprises dans lesquelles elles détiennent des actions au nom de leurs clients.

Rappelant l'attachement du Luxembourg aux respect des droits humains dans le monde et son élection récente comme membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Finances :

1) Jugez-vous satisfaisant l'engagement des acteurs institutionnels de la place financière en matière de protection des droits humains ?

2) Quels efforts le Gouvernement a-t-il entrepris pour promouvoir les Principes directeurs auprès des acteurs institutionnels de la place financière ? Le Gouvernement entend-il intervenir auprès des différents acteurs pour promouvoir une meilleure prise en compte des questions relatives à la protection des droits humains ?

3) Dans le Plan d'action national pour la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme 2020-2022 est prévu de mettre en place des projets pilotes sur la diligence raisonnable dans les entreprises à participation majoritaire de l'État (p. 2) : est-ce que des projets pilotes ont été mis en place au niveau des acteurs financiers comme la BCEE ou les services financiers du groupe POST ? Dans la négative, est-ce que cela est toujours prévu ?

4) Jugez-vous souhaitable que les institutions étatiques ou semi-étatiques du secteur financier se dotent de moyens supplémentaires pour prendre en compte les questions liées au respect des droits humains ? Êtes-vous prête à soutenir de tels démarches ?

En réaction à l'étude susmentionnée, le CEO de Luxembourg for Finance est cité dans un article de Paperjam daté au 11 février 2022 avec les mots suivants : « Je ne veux pas exonérer le secteur financier de son devoir de vigilance envers les droits humains, mais il faut comprendre que le processus est lancé, avec un objectif fixé à 2050 pour l'ensemble des critères. Il faut du temps pour changer toutes les composantes d'une économie, d'autres instruments de contrôle suivront ». Rappelons dans ce contexte que Luxembourg for Finance a été créé en tant que partenariat public-privé avec des représentants du Gouvernement siégeant au conseil d'administration.

5) Pouvez-vous me dire à quels critères le CEO de Luxembourg for Finance fait référence en évoquant la date de 2050 ?

6) Partagez-vous l'opinion exprimée par le CEO de Luxembourg for Finance ? N'êtes-vous pas d'avis qu'il conviendrait d'accélérer le processus au niveau national étant donné l'importance de la thématique ?

Réponse (25.03.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances* :

L'honorable Députée Nathalie Oberweis s'enquiert de l'engagement de la place financière en matière de droits humains.

Le Gouvernement entreprend des efforts pour promouvoir les Principes directeurs des Nations Unies auprès des acteurs institutionnels de la place financière à travers la Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI), initiative créée en 2020, en partenariat avec le secteur financier (représenté par Luxembourg for Finance) et la société civile (représentée par le Conseil supérieur pour un développement durable), afin de mettre en œuvre la Feuille de route sur la finance durable que le Gouvernement a élaborée en 2018 en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement. La LSFI a publié une première version de sa « Luxembourg Sustainable Finance Strategy » en 2021, qui fait explicitement référence aux droits humains. La sensibilisation du secteur financier sur les questions de durabilité, tant sur le volet environnemental que social, y compris les questions liées aux droits humains, est d'ailleurs une des actions prioritaires de la LSFI.

Dans le même ordre d'idées, l'agence pour le développement de la place financière, Luxembourg for Finance (LFF), en collaboration avec l'Université de Genève et l'association « Finance & Human Rights » a publié en octobre 2020 un rapport sur la manière dont les aspects relatifs aux droits humains sont actuellement intégrés dans les activités des institutions financières. Le double objectif de ce rapport était de faire un état des lieux et de sensibiliser le secteur financier sur l'importance d'intégrer les questions ayant trait aux droits humains dans leurs processus et leurs stratégies de finance durable. Un deuxième rapport sur le secteur financier et les droits humains sera publié cette année afin de dresser un bilan et de continuer à sensibiliser le secteur sur cette problématique.

Il sert à rappeler que les défis liés au respect des droits humains font par ailleurs partie intégrante de la finance durable et des réglementations y afférentes. Plusieurs outils législatifs sont d'ores et déjà applicables au niveau national :

1) Le règlement « Taxonomie », établissant une liste d'activités économiques durables, exige des entreprises qu'elles mettent en œuvre des cadres relatifs aux affaires et aux droits humains pour être qualifiées d'écologiquement durables. Elle impose ainsi, l'alignement sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (les Principes directeurs de l'OCDE) et les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains (les Principes directeurs des Nations unies). En outre, l'UE est en cours de développer une taxonomie dédiée aux questions sociales avec un focus sur les droits humains. En février, la plateforme européenne sur la finance durable a publié un premier rapport sur la taxonomie sociale.

2) Le règlement « Sustainable Finance Disclosure Regulation » (SFDR), en vigueur depuis mars 2021, est un outil de transparence qui permet de savoir dans quelle mesure les produits financiers pré-

sentent des caractéristiques environnementales et/ou sociales, investissent dans des activités durables ou ont des objectifs durables. Cette législation inclut explicitement le respect des droits humains parmi les facteurs de durabilité sur lesquels les institutions financières doivent rapporter.

Deux autres propositions de directives, actuellement encore en cours d'élaboration, vont également jouer un rôle clef à l'avenir :

1) La « Corporate Sustainability Reporting Directive », i. e. la directive sur le rapport de durabilité des entreprises (CSRD), révision de la directive européenne sur le reporting extra-financier (NFRD) : elle exigera que les entreprises divulguent les risques de durabilité qui les concernent, ainsi que l'impact de leurs activités sur l'environnement et la société. La CSRD exigera également l'alignement des rapports sur les principes directeurs de l'OCDE et les principes directeurs des Nations unies.

2) La « Corporate Sustainability Due Diligence Directive » obligera les entreprises à recenser et, s'il y a lieu, de prévenir, de faire cesser ou d'atténuer les incidences négatives de leurs activités sur les droits humains.

Les directives précitées, ayant un champ d'application large, permettront, entre autres, aux entreprises du secteur financier d'accéder plus facilement aux informations sur la durabilité et l'impact sociétal et environnemental de leurs investissements, y compris en matière des droits humains, et les guider dans leurs stratégies d'investissement.

Il sert à rappeler que le Luxembourg soutient les efforts européens visant à améliorer le cadre réglementaire de manière continue. Il est évident que pour ce faire, la mitigation des risques et défis liés aux questions de durabilité et plus particulièrement ceux liés aux droits humains, ont besoin d'un cadre commun au niveau du marché unique. Une mosaïque de définitions et de règles nationales ne saurait remplacer une approche communautaire cohérente.

En ce qui concerne les propos évoqués du CEO de Luxembourg for Finance, auxquels fait référence l'honorable Députée, sur la date de 2050, ceux-ci avaient trait à la transition vers une économie à neutralité de carbone et non pas aux droits humains. Pour ces derniers, il avait indiqué que le règlement sur la transparence dit « SFDR » avait introduit des obligations de divulgations qui imposent d'ores et déjà un devoir de vigilance aux institutions financières en matière de respect des droits humains.

Le Gouvernement continuera à s'engager au niveau européen et de travailler avec les différentes parties prenantes de la place financière pour aider cette dernière à réaliser la transition vers une durabilité accrue, à sensibiliser le secteur aux différents sujets ayant trait à la durabilité, dont les droits humains, et à soutenir les initiatives qui contribuent à accélérer cette transition vers la finance durable.

Question 5827 (25.02.2022) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant l'engagement de l'armée dans le cadre de la pandémie :

Fir d'COVID-19-Pandemie kënnen ze gerieren, gouf hei zu Lëtzebuerg d'Armée erbäigegunn, wou si, ënner anerem, och d'Testzentren hei am Land lageschtesch a personell ënnerstëtzt huet.

An deem Zesammenhang wëilt ech de Ministere fir Verdeedegung a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi héich waren d'Ausgabe fir d'Material, dat fir d'Armée am Kader vun der Missioun TAR (= Test antigénique rapide) ugeschaaft ginn ass?

2. Op wéi vill Euro belafen sech d'Gesamtkäschte vun der Missioun TAR?

3. Wéi vill Tester sinn, opgeschlësseelt no Testzentrum, insgesamt an deene fënnf Testzentre gemaach ginn?

4. Wéi vill Tester goufen, opgeschlësseelt no Testzentrum, beim militäresche Personal duerchgefouert?

5. Wéi vill Tester hätten, laut initiale Berechnungen, sollen an deene fënnf Zentre gemaach ginn?

6. Wéi vill Persounen vun der Armée waren, opgeléicht no Mount, pro Testzenter affektéiert?

7. Wéi eng Kompanien a Servicer vun der Armée waren während der Missioun TAR an hirem Fonctionnement beanträchtegt oder komplett zou?

Réponse commune (23.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

D'Opstellen an d'Operéiere vun den Testzentren illustréiert déi villfälteg a permanent Asazfäegkeet, déi vun der Lëtzebuerg Armée erwaart gëtt.

D'Mandat dat d'Regierung der Armée ginn huet an déi enk Delaien hunn d'Armée virun eng grouss Erausforderung gestallt an no hir Personal-Limite bruecht. Dofir gouf och en Opruff an aner

Verwaltungs gemaach, fir Fräiwëlleger zur Verfügung ze stellen.

Nieft der Tatsaach, dass den Dispositif évolutif geplangt gi war an d'Effektiver, en fonction vun de Clienten an den Testzentren, au fur et à mesure réduziert konnte ginn, wëll ech op d'Flexibilitéit an de Voluntarismus vun de Bedeelegten hiweisen:

- eng ganz Rei vu Leit hunn drop verzicht, an där Period Congé oder Recuperatiounen ze huelen;

- d'Leit hunn d'Méiglechkeete vum Horaire mobile voll ausgeschöpft, andeems se reegelméisseg bis zu zéng Stonne pro Dag geschafft hunn;

- vill Fräiwëlleger si während hirer Fräizäit oder hirem Weekend agesprongen.

Doduerch war et méiglech 7 Deeg op 7 ze fonctionéieren, an dat an der Woch engagéiert Personal ze entlaaschten an esou de reiwungslose Betrib vun den Testzentren ze garantéieren.

Dofir e grouss Merci un all déi Bedeelegt, zivill an a Uniform, vun der Armée an aus anere Verwaltungen.

ad 1. D'Ausgaben op Säite vun der Armée belafen sech op 79.325 Euro. D'Santé huet 68.000 Schnelltester zur Verfügung gestallt à 1,35 Euro d'Stéck.

ad 2. Am Kontext vun der Missioun TAR si ganz verschiddearteg Käschten entstanen: Asetze vun engem informatéschen Umeldesystem, Iwwerwaache vun de Sitten, Formatioun vun Personal, Schutzmaterial (Masken, Kleedung, Händschen ...), Desinfektionsmaterial, Stroum asw. Dozou kommen och Personal- a Fonctionementskäschten.

Eng exhaustiv Käschtenopstellung, déi wäit iwwert d'Ressorte vum Verdeedegungsminister an der Santéministesch erausgeet, ass aktuell net verfügbar.

ad 3. Am Ganzen hate 26.869 Persounen ee Rendez-vous geholl, dovunner:

- 1.499 Persounen zu Jonglënster;
- 3.381 Persounen zu Dikrech um Fridhaff;
- 5.188 Persounen an der LuxExpo;
- 5.621 Persounen um P&R um Houwald;
- 11.180 Persounen um Parking Raemerich zu Esch/Belval.

Et ass net méiglech ze soen, wéi vill Tester effektiv gemaach gi sinn, well net déi ganzen Zäit gezielt gouf. E Sondage an der Mëtt vun der Missioun léisst awer drop schléissen, dass ongeféier 75 % vun de Leit, déi ee Rendez-vous geholl haten, sech och presentéiert hunn an och tatsächlech getest goufen.

ad 4. D'Armée huet sengem Personal, dat an den Testzentren engagéiert war, proposéiert, Tester ze maachen. Déi Tester waren awer op fräiwëlleger Basis a goufen net gezielt.

ad 5. D'Testzentren haten eng initial deeglech Kapazität vun:

- 10.080 Persounen vu méindes bis donneschdes;
- 6.480 Persounen um Freideg a Sonndeg;
- 2.880 Persounen um Samschdeg.

ad 6. Laut initialem Dispositif waren:

- vu méindes bis donneschdes 26 Persounen pro Dag pro Testzenter affektéiert;

- freides a sonndes 20 Persounen pro Dag pro Testzenter affektéiert;

- samschdes 14 Persounen pro Dag pro Testzenter affektéiert.

Unhand vun den Aschreiwungszuele gouf de Fonctionnement vun den Testzentren de 5. Februar eng éischte Kéier adaptéiert:

- déi fënnf Zentren si samschdes a sonndes moies zoubliwwen;

- déi zwee Zentre vu Jonglënster an Houwald si samschdes nomëttes zoubliwwen;

- d'Kapazität an den Zentre gouf vu méindes bis donneschdes hallwéiert.

Dëst huet mat sech bruecht, dass den Dispositif duerno konnt réduziert ginn:

- vu méindes bis freides ware 14 Persounen pro Dag pro Testzenter affektéiert;

- samschdes a sonndes ware 7 Persounen pro Dag pro Testzenter affektéiert;

- samschdes waren 0 Persounen pro Dag an den Testzentre vu Jonglënster an Houwald affektéiert.

Unhand vun den Aschreiwungszuele gouf de Fonctionnement vun den Testzentren de 15. Februar eng zweete Kéier adaptéiert:

- d'Testzentre Jonglënster an Houwald goufe komplett zougemaach;

- d'Zuel vu Persounen, déi op de verbliwene Testzentren affektéiert waren, gouf op zéng réduziert.

Déi Responsabel vun den Testzentren haten doriwwer eraus d'Fräiheet, hiren Dispositif deeglech en fonction vun den Dagesaschreiwungen adaptéieren

ren ze kënnen an esou d'Unzuel vum néidege Personal kënnen ze reduziéieren.

ad 7. All Kompanien a Servicer waren un der Missioun TAR bedeelegt. Dës breet Opstellung huet et erlaabt, de Fonctionnement vun den operationellen Unitéiten esou wéineg ewéi méiglech ze beanträchtegen. Esou konnt d'Preparatioun an den Training vun den EUTM Mali, MINUSMA an eFP-Detachement normal weiterlafen.

Um Niveau vum État-major koun et och zu eenzele Retarden, well ëmmer nees verschidde Leit gefeelt hunn, well se op den TARen engagéiert waren.

D'Militärmusek konnt während der Missioun net am Orchester prouwen, keng Concerte spillen. Esou huet ënner anerem och hir Participatioun op der Weltausstellung zu Dubai missen annulléiert ginn.

D'Éieregard beim Palais war vun Enn Dezember 2021 bis den 28. Februar 2022 net opgezunn.

Des Weidere koun et zu Retarden an der Preparatioun vun der Kontributioun fir d'VJTF 23.

Question 5829 (28.02.2022) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant les délégations du personnel dans les conseils d'administration des entreprises comportant une participation de l'État :

2019 hunn d'Ministere fir Finanzen an Aarbecht op meng parlamentaresch Fro (N° 0339) geäntwert, dass 17 vun den 22 privatretchleche Gesellschaften, an deenen de Lëtzebuerg Staat 25 oder méi Prozent vum Kapital hält, an déi de Statut vun enger S.A. hunn, géint d'Gesetz verstoussen, well si keng Membere vun Personal an hire Verwaltungsreite sëtzen hunn. Deemoools gouf ugekënnegt, de concernéierte Firmen e Bréif ze schécken, fir si ze invitéieren, sech zäitno dem Gesetz unzupassen.

An der Äntwert vum 18.06.2021 op d'Fro N° 4273 hu béid Ministeren erkläert, dass et am Joer 2021 ëmmer nach 16 vun 21 Gesellschaften gëtt, an deenen d'Personal net am Verwaltungsrot representéiert ass, an dass „[d]Courrieren, déi op déi geltend Bestëmmunge vun den Artikelen L. 426-1 bis L. 426-4 vum Code du Travail opmierksam maachen, [...] am Gaang [sinn], finaliséiert ze ginn“.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. A wéi ville Firmen hält de Staat aktuell 25 oder méi Prozent vum Kapital? Bei wéi villen dovunner ass e Vertrieeder vun der Personaldelegatioun am Verwaltungsrot? Bei wéi engen net?

2. Sinn dës Bréiwer méttlerweil finaliséiert a fortgeschéckt ginn?

Réponse (28.03.2022) de **M. Georges Engel**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1. Aktuell hält de Staat bei 27 Betriber mindestens 25 % vum Kapital. Bei 13 vun deenen 27 Betriber ass e Vertrieeder vun der Personaldelegatioun am Verwaltungsrot.

ad 2. D'Courriere sinn an der Tëschenzäit un déi concernéiert Betriber rausgeschéckt ginn.

Question 5832 (01.03.2022) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** (*ADR*) concernant les locaux sanitaires publics sans obstacles :

Behënnertgerecht Toilette fënnt een op ville Plazen am Land. Fir Mënsche mat komplexen oder schwéiere Behënnertungen (z. B. queeschschnittsgeläimt Mënschen oder Mënsche mat Multipler Sklerose), awer och fir vill eeler Mënschen, déi op Flegge ugewise sinn oder Demenz leiden, ginn dës „Standard“-Toiletten awer net duer, well si op speziell Hëllef ugewise sinn. Wann dës Mënsche mat hirer Famill, hire Frënn oder hire Fleggepersounen ënnerwee sinn, gëtt fir si d'Wiessle vun der Inkontinenzwëndel zur Erausforderung. D'Famill, hir Fleggepersoun oder hir Frënn müssen déi behënnert Persoun dann op de Buedem vun enger öffentlecher Toilette leeën. Dat ass fir all Bedeelegt oft ganz belaauschend, entwierdend an onhygienesch. De Buedem ass oft net propper, an a villen öffentlechen Toiletten ass net genuch Plaz dofir.

An anere Länner, wéi beispillsweis an England, wou Toilette mat Banquette a Personelifter scho bal Standard sinn, stellt ee fest, datt duerch dës Toiletten déi schwéierbehënnert Mënsche vill méi aktiv un öffentleche Liewen (z. B. Geschäfte, Kinoen, Verwaltungen, Sport, Muséeën) deel huelen.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un d'Madamm Banneminister an un d'Madamm Familienminister:

1. Gëtt et an der Regierung Iwwerleeungen, fir esou barriärfrei Toiletten, där et am Ablack just dräi am ganze Land gëtt, fir all Gemeng verpflichtend ze maachen, oder fir op d'mannst all déi Gemenge finanziell ze ënnerstëtzen, déi esou eng Toilette installéieren wëllen?

2. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'UN-Konventioun iwwert d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerung, déi och vu Lëtzebuerg ënnerschriwwen gouf an déi d'Länner dozou verflücht, alles ze ënnerhuelen, fir datt dës Mënschen - onofhängeg dovun, wéi schlëmm hir Behënnerung ass - gläichberechtigt um gesellschaftleche Liewe kënnen deelhuelen, den Zougank zu ugemossene Sanitärinstallatiounen als Mënscherecht implizéiert? Wa jo, wat schwätzt dann dergéint, fir esou Toilettë flächendeckend ze installéieren?

Réponse commune (31.03.2022) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Eis Gesellschaft, wéi och déi verschidden Aarte vun Handicap, ass villfälteg. Dës Diversitéit ass eng grouss Chance, déi eis och all Dag op en Neits virun eng Hellewull vun Erausforderungen stellt, déi mir awer ganz gär unhuelen.

Ee Wee, fir deen Challenge unzegoen, ass den „design for all“. De Familljeministère versicht, de Prinzip vum „design for all“ an all seng Projete mat-affléissen ze loosse. Den „design for all“ ass eng Aart a Weis, fir Produiten an eis baulech Ëmwelt sou ze gestalten, dass si vu méiglechste ville Mënsche kënnen genotzt ginn, an dat onofhängeg vum Alter a vun de Fäegkeete vum Einzelnen.

Eng opklappbar Sëtzbänk, déi net an der Héicht verstellt ka ginn, entsprécht leider net dem Prinzip vum „design for all“. Inkontinent Jugendlecher oder erwuesse Persounen, déi sech net unni d'Hëllef vun enger Drëttpersoun d'Wëndel wiessele kënnen, hu ganz oft e kierperlechen Handicap, deen et néideg mécht, dass si op d'Bänk gehuewe mussen ginn. Ouni Patientenneeher ass dëst oft onméiglech.

Sou riskéiert een och, dass d'Leit mat enger Behënnerung sech op e gewëssenen Ekipement verlossen, dee si dann awer net notze kënnen, wa si op der Plaz sinn. Et riskéiert een also, dass d'Leit unni hier üblecht Material op eng Plaz ginn an a Schwierregkeete geroden, wa si d'Wëndel vun enger Persoun wiessele mussen.

Am Accessibilitéitsgesetz vum 7. Januar 2022 ass ënner anerem virgesinn, dass all ëffentlech Toilettë bannent zéng Joer konform mussen sinn. Allerdéngs handelt et sech ëm „normal“ barriärfrei Toiletten; eng automatesch héichteverstellbar Banquette stellt eng gréisser Investitioun duer, zemeels wann déi op all ëffentlech Toilette gebaut sollt ginn. Op enger net iwwerwaachter Anlag ass de Risiko vu Vandalismus extreem héich.

D'Accessibilitéitsgesetz trëtt den 1. Juli 2023 a Kraaft. Säin Haaptzil ass et, e Moyer ze hunn, fir géint d'Diskriminatioun vu Leit mat enger Behënnerung unzegoen, wat hir Méiglechkeeten ueget, fir verschidde fundamental Rechte a Fräiheeten auszeüben. An dësem Fall schwätze mir vun hirem Recht, fir sech fräi ze beweegen. Méi konkret geet et drëm, fir ze vermeiden, dass behënnerter Leit zu Lëtzebuerg net kënnen vu verschiddene Services profitéieren, well d'Gebaihekeeten, an deene sech de Service befënnt, fir si net zougängelech sinn.

Am Kader vun dësem Gesetz ass och virgesinn, dass d'Leit nei Moyenen an d'Hand kréien, fir géint Diskriminéierung virzegoen: Vum 1. Juli 2023 u wäerte si zum Beispill d'Méiglechkeet kréien, fir eng Demande d'aménagement raisonnabel ze maachen, an et sinn och staatlech Subventiounen virgesinn, fir de Prozess vun der „mise en accessibilité“ vun de besteende Gebaier ze beschleunegen.

Wat d'Ëmsetzung vun der UN-Behënnerterrechtskonventioun ueget, muss ee wëssen, dass d'Konzept vum Aménagement raisonnabel, deen ni eng Charge disproportionnée duerstellen dierf, och sou an der UN-Behënnerterrechtskonventioun virgesinn ass.

Et bleift awer, dass et e Besoin fir behënnerterrecht Toilettë mat engem Wéckeldesch fir Erwuesener gëtt an dass et wichteg ass, e Wee ze fannen, fir d'Unzuel u sou Toiletten an d'Luucht ze setzen.

D'Adapth, den nationale Kompetenzzentrum fir d'Accessibilitéit vun ëffentleche Plazen a Gebaier, ee vum Familljeministère finanzéierte Service, bitt jidderengem, deen d'Méiglechkeet an d'Plaz huet, fir sou eng Toilette ze bauen oder ëmzebauen, eng kompetent Berodung un.

Sou huet d'Adapth zum Beispill och d'Stad Lëtzebuerg 2021 an hiren Demarchen an der Sich no géeege Plaze fir sou Toiletten ënnerstëtzt a beroden. Sait Januar 2022 huet d'Stad Lëtzebuerg e Wéckeldesch fir Jugendlecher an erwuesse Leit an hiren ëffentlechen Toiletten um Glacis. D'Spillplatz „Beim Pirateschéff“ an der Avenue Monterey gëtt momentan frëschgemaach. D'Stad Lëtzebuerg wëll dovun profitéieren, e Wéckeldesch an den ëffentlechen Toiletten vun der Spillplatz ze installéieren.

Question 5834 (01.03.2022) de **M. Marc Hansen** (*déi gréng*) concernant les **nitrites dans la charcuterie** :

En 2015, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a classé la charcuterie comme « cancérigène avéré pour l'homme » (Groupe 1) en s'appuyant sur des preuves suffisantes concernant le cancer colorectal. La cancérigénicité est notamment attribuée aux nitrites et nitrates ajoutés dans la charcuterie afin d'allonger leur durée de conservation et d'éviter l'oxydation.

En France les réflexions concernant une interdiction progressive d'ici à 2025 ont été lancées par un rapport parlementaire de l'Assemblée nationale du 13 janvier 2021.²

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 5668, Madame la Ministre de la Santé affirme ne pas vouloir mener des réflexions sur une interdiction des sels nitrités dans la charcuterie au niveau national et appliquer simplement les nouvelles limites maximales décidées au niveau européen.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants :

1) Comment Madame la Ministre de la Protection des consommateurs sensibilise-t-elle les consommateurs, et en particulier les parents d'enfants, sur les effets cancérigènes des sels nitrités ?

2) Par quels moyens Monsieur le Ministre des Classes moyennes prévoit-il de sensibiliser les entreprises alimentaires nationales qui utilisent des sels nitrités dans la fabrication de leurs charcuteries afin de promouvoir des alternatives non cancérigènes ?

Réponse (21.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Protection des consommateurs*, *Ministre de la Santé* :

L'honorable Député fait référence à un rapport publié en 2018 par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC)³ : « Les cancers attribuables au mode de vie et à l'environnement en France métropolitaine. »

Le but de cette étude était d'estimer la part et le nombre de nouveaux cas de cancer attribuables à des facteurs de risque liés au mode de vie ou à l'environnement, chez les adultes en France métropolitaine en 2015. Ainsi, 13 facteurs de risque classés cancérigènes certains ou probables par le CIRC ont été étudiés :

tabagisme (dont tabagisme passif), consommation de boissons alcoolisées, alimentation (consommation insuffisante de fruits, légumes, fibres, produits laitiers, consommation de viande rouge, de charcuterie), surpoids et obésité, activité physique insuffisante, utilisation d'hormones exogènes, durée insuffisante de l'allaitement maternel, infections, radiations ionisantes (radon et radiations provenant d'examens médicaux à visée diagnostique), pollution atmosphérique, rayonnement solaire (UV), expositions professionnelles et exposition aux substances chimiques en population générale (arsenic dans l'eau de boisson et benzène dans l'air intérieur).

Les résultats principaux de ce rapport pour la France sont :

- Parmi les 346.000 nouveaux cas de cancer diagnostiqués chez les adultes de 30 ans et plus en France en 2015, 142.000 seraient attribuables aux 13 facteurs de risque étudiés, soit 41 % de tous les nouveaux cas de cancer.

- Le tabac était responsable du plus grand nombre de cas (20 %, soit plus de 68.000 nouveaux cas attribuables au tabagisme). Venaient ensuite l'alcool (8 %), l'alimentation (5,4 %), et le surpoids et l'obésité (5,4 %).

À noter que ce rapport ne couvre pas l'aspect des sels nitrités dans les charcuteries mais la consommation de charcuterie et de viande rouge en tant que telle.

En consultant une autre monographie du CIRC⁴ sur les nitrates et nitrites dans l'alimentation et l'eau potable « IARC Monographs on the Evaluation of Carcinogenic Risks to Humans, VOLUME 94 Ingested Nitrate and Nitrite, and Cyanobacterial Peptide Toxins 2010 », on s'aperçoit que le pouvoir cancérigène des nitrites est surtout lié à leur transformation sous certaines conditions en nitrosamines. Ce processus est favorisé en présence de certaines substances aminées (produits carnés) et inhibé en présence de substances antioxydantes comme la vitamine C.

On se rend donc compte que l'alimentation joue un rôle important dans l'expression du pouvoir cancérigène de certaines substances chimiques. Ainsi, il y a des éléments qui favorisent l'expression du pouvoir cancérigène de certaines substances alors que d'autres la diminuent.

Les quantités relatives de certains aliments au sein d'un régime jouent également un rôle important.

C'est pourquoi la favorisation des principes d'une alimentation saine et variée est tellement importante dans la prévention des problèmes de santé en général.

ad 1) Le département de la protection des consommateurs n'a pas effectué à ce jour des campagnes ciblées pour informer les consommateurs sur des dangers liés à des substances singulières. Les explications préliminaires ci-avant montrent d'ailleurs que de telles informations ne doivent pas être effectuées dans le cadre de substances singulières mais bien en promouvant les principes d'une alimentation saine et équilibrée.

Or il faut savoir que la protection des intérêts et de la santé du consommateur fait partie intégrante du droit européen en matière de sécurité alimentaire qui est de la compétence du ministère de la Protection des consommateurs via le Commissariat alimentaire.

En effet, l'Union européenne dispose d'un système très élaboré pour l'évaluation des additifs autorisés dans les denrées alimentaires. Ce système se base sur les avis scientifiques de l'Autorité européenne de la sécurité alimentaire (EFSA) et sur un système d'autorisation communautaire de ces additifs dans des catégories de denrées alimentaires précises selon des conditions d'utilisation et souvent aussi en définissant des limites maximales admissibles. En plus, un processus de réévaluation est prévu pour la revue des autorisations existantes.

Pour expliquer au consommateur ce processus, le département de la protection des consommateurs avait élaboré au courant de l'année 2021 un film explicatif sur le processus d'évaluation scientifique et de gestion des risques liés aux additifs alimentaires en général dans l'Union européenne.

Le film relatif à cette campagne peut être consulté sur le portail de la sécurité alimentaire sous le lien suivant : <https://gd.lu/1lpJm0>

De l'autre côté, le département de la santé promeut depuis de longues années les principes d'une alimentation saine et équilibrée pour le maintien de la santé de la population. Dans ce contexte, des informations ont été élaborées à destination des différentes couches d'âge de la population luxembourgeoise.

Ces informations se trouvent sur le site Internet du « Gesond iessen, Méi beweegen (GIMB) »⁵.

Ainsi pour les enfants entre 12 et 36 mois, la consommation de charcuterie n'est pas recommandée.⁶

Pour les enfants de 3 à 12 ans, une consommation modérée est recommandée (une fois par semaine). Les explications suivantes sont à la base de cette recommandation :

« La charcuterie est souvent très salée et riche en graisses saturées (sauf le jambon ou les tranches de volaille), et donc la charcuterie n'a pas sa place dans l'alimentation routinière d'une famille. »⁷

Ces recommandations valent également pour la population des adolescents et des adultes.⁸

En respectant ces recommandations, le risque évoqué par l'honorable Député peut être maîtrisé dans les différentes classes d'âge de notre population.

Par ailleurs de multiples autres risques sanitaires peuvent également être prévenus de cette façon.

Pour le département de la protection des consommateurs, l'accès aux informations pour les consommateurs est un élément clé.

C'est pourquoi le ministère a activement promu la mise en place du logo Nutri-Score sur les denrées alimentaires via le règlement grand-ducal du 7 mai 2021 relatif à l'utilisation du logo Nutri-Score.⁹

En effet, de cette façon, le consommateur obtient en un clin d'œil une information sur les qualités nutritionnelles des denrées alimentaires.

D'ailleurs, la majorité des produits évoqués par l'honorable Député tombe dans les catégories D ou E du Nutri-Score.

Pour ces produits, la recommandation du GIMB est la suivante : « Consommez les produits gras, salés, sucrés et avec un Nutri-Score D et E avec modération. »

⁵ <https://gimb.public.lu/fr/gesund-iessen/besoins-nutritionnels.html>

⁶ <https://gimb.public.lu/dam-assets/publications/2013/Manger-et-bouger-entre-12-et-36-mois-2013.pdf>

⁷ <https://gimb.public.lu/dam-assets/publications/2013/Manger-et-bouger-entre-3-et-12-ans-2013.pdf>

⁸ <https://gimb.public.lu/fr/gesund-iessen/besoins-nutritionnels/adulte/extras-aliments.html>

⁹ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2021/05/07/a396/fo>

ad 2) De telles initiatives n'existent pas à notre connaissance.

Par contre, l'utilisation sûre des additifs fait partie des cycles de formation dans le cadre des métiers de la bouche et en particulier du brevet de maîtrise dans les métiers de la bouche.

En outre, elle est intégrée dans les guides de bonnes pratiques d'hygiène alimentaire des différents secteurs.¹⁰

Question 5836 (01.03.2022) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant le **renouvellement de la carte d'identité** :

Well d'Logementspräisser fir vill Leit hei am Land säit Joren ëmmer méi schwéier ze bezuele ginn, verleeën och tendenziell ëmmer méi Lëtzebuurger Staatsbürger hire Wunnsätz an d'Groussregioun. An deem Fall mussen si sech vun hirer leschter Wunnsätzgemeng ofmellen, si sinn awer, esou wéi sämtlech Lëtzebuurger, déi am Ausland wunnen, fir d'Erneuerung vun hirer Carte d'identité weiderhin op de Service vun enger Lëtzebuurger Gemeng ugewiesenen.

An deem Zusammenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

- U wéi eng zoustänneg Administratioun mussen d'Lëtzebuurger, déi am Ausland wunnen, sech adresséieren, wann si hir Carte d'identité wëllen erneieren? Wéi eng potenziell Zousazprozedur mussen si berücksichtigen?

Réponse commune (23.03.2022) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

Laut dem Artikel 15, Paragraf 1 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identificatioun vun de physische Persounen ass eng Identitéitskaart fakultativ fir Lëtzebuurger Staatsbürger, déi am Ausland wunnen.

D'Lëtzebuurger am Ausland, déi am Registre national des personnes physiques (RNPP) agedroe sinn, kënnen eng nei Identitéitskaart op engem Lëtzebuurger Konsulat ufroen. Et kommen awer nëmmen d'Konsulater op de Lëtzebuurger Ambassade respektiv Generalkonsulater duerch d'Welt a Fro, well d'Fangerofdréck vun all Persoun geholl an op eng gesécher Aart a Weis iwwerdroe mussen ginn. Dës Operatioun kann net op engem Honorarkonsulat gemaach ginn.

Wann eng Identitéitskaart fir eng mannerjäreg Persoun oder eng Persoun, déi ënnert Tutelle steet, ugefrot gëtt, da ka vun der Persoun, déi d'Demande mécht, eventuell verlaangt ginn, fir zousätzlech Pièc virzeleeën, déi beweisen, dass si déi néideg legal Autoritéit iwwert dës Persoun huet.

D'Lëtzebuurger am Ausland hunn och d'Méiglechkeet, fir sech beim Accueil vum Guichet.lu ze presentéieren, fir do hir nei Identitéitskaart unzefroen.

Weider Informatiounen dozou fënnt een op <https://guichet.public.lu/fr/citoyens/citoyennete/papiers-identite/carte-identite/nouv-carte-identite-adulte-non-resident.html>.

Question 5837 (01.03.2022) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant la **nouvelle réglementation de l'Union européenne concernant les sociétés boîtes aux lettres** :

Am Artikel „Briefkastenfirmen soll es an den Kragen gehen“, deen den 11. Februar am Lëtzebuurger Wort publizéiert gouf, heescht et, datt d'EU-Kommissioun plangt, eng Rei Moosname géint sougenannt Brëfkeschtefirmaen ze ergräifen, déi an engem bestëmmte Land iwwert eng legal ugemellten Néierloosung verfügen, awer soss kaum bis keng Geschäftsaktivitéit do ënnerhalen. Weider heescht et, datt d'Kommissioun an hirem aktuellen Entworf eng Beweisaaschtëmkéier virgesäit. Och d'Madamm Minister gëtt mat de Wieder zitéiert, datt de Virschlag „in der aktuellen Fassung über das Ziel hinausschießt“. Zu Lëtzebuerg kéinte bis zu 45.000 Firmae vun där geplangter Neiregelung betraff sinn.

An deem Zusammenhang géif ech der Madamm Finanzminister gär dës Fro stellen:

- Kann d'Madamm Minister dës Faite bestätegen? Wa jo, wéi reagéiert si dorop?

- Kann d'Madamm Minister elaboréieren, wéi si d'Gefor bewäert, datt d'Firmaen am Fall vun esou enger Neiregelung aus der EU a Richtung vun der Finanzplaz London ofwandere? Gesäit si an deem Sënn och d'Gefor, datt Firmaen, déi sech an Europa wëllen néierloossen, hire Sätz vun Ufank un éischerter a Groussbritannien wéi an engem EU-Memberstaat, notamment zu Lëtzebuerg etabléieren?

¹⁰ <https://securite-alimentaire.public.lu/fr/professionnel/Denrees-alimentaires/Guides-de-bonne-pratique.html>

- Kann d'Madamm Minister de potenziellen Impakt vun dëser Moosnam op de Staatsbudget chiffréieren?

- Kann d'Madamm Minister matdeelen, op wéi eng Manéier si hei d'Lëtzebuurger Interessen ze verdeede gedenkt, a besonnesch, ob si sech géint déi rechtstaatlech problematesch Beweislaaschtëmker wäert wieren?

Réponse (28.03.2022) de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances* :

A senger parlamentarescher Ufro referéiert sech den honorabelen Deputéierten op déi rezent Proposition vum der EU-Kommission vum 22. Dezember 2021, fir géint sougenannte „Bréifkëschtfirmen“ virzegeen.

Dës Proposition werft eng ganz Rei vu substanzuelle Froen op, notamment well den Uwendungsberäich vun dëser Proposition immens breet formuléiert ass, an doduerch riskéiert eng net negligeabel Zuel vu Gesellschaften zu Lëtzebuerg, awer och an aneren EU-Memberstaaten, ze impaktéieren. D'Proposition wäert elo an den nächste Wochen a Méint am Conseil vun der EU am Detail analyséiert a verhandelt ginn, an et bleift also ofzawaarden a wéi fern de Conseil een Accord op dësem Text fanne kann.

Betreffend déi zweet Fro vum honorabelen Deputéierten ass ze soen, dass d'Proposition effektiv gewësse Froen ënnert dem Aspekt vum Level Playing Field opwerft. Lëtzebuerg wäert sech dofir asetzen, dass dës Froen a Consideratioun geholl gi während den Negociatiounen.

De potenziellen Impakt vun dëser Proposition op de Staatsbudget ass am Moment net ze chiffréieren, schonns eleng doduerch, dass et nach keen definitiven Text gëtt, an déi eventuell Reaktiounen vun den Entrepreneuren op sou eng Moosnam net ofgeschätzt sinn. Wéi am rezenten Avis vum Conseil économique et social „Analyse des données fiscales au Luxembourg“ duergeluecht, contribuieren d'Entrepreneuren, déi am Code NACE „Soparfi“ klasséiert sinn, an enger grousser Proportion zu de Steuerrecetten, déi vun de Betriber bezuelt ginn. Och wann de potenziellen Impakt vun der Proposition net automatesch ka gläichgesat gi mat de Steuerrecetten, déi vun den Entrepreneuren mam Code NACE „Soparfi“ generéiert ginn, sou ass grouss Virsicht gebueden, fir den Impakt vun der Direktiv op dës Entrepreneuren, an doduerch och den eventuellen Impakt op de Staatsbudget, sou kleng wéi méiglech ze halen.

Et wäert an de kommenden Negociatiounen dorop ukommen, fir notamment den Uwendungsberäich vun dëser Direktiv ze limitéieren an och déi proposéiert Substanzkritäre sou ze präziséieren, dass keng Entrepreneuren mat reellen ekonomeschen Aktivitéiten dovunner negativ impaktéiert sinn.

Question 5838 (01.03.2022) de **M. Roy Reding** (*ADR*) concernant la **simplification de la procédure d'obtention d'une autorisation de travail pour les réfugiés ukrainiens** :

Et gëtt e groussen Engagement hei am Land, fir de Krichsflüchtlingen aus der Ukrain ze hëllefen.

Wann ech richtig verstane hunn, war et zu vereinfachen an onbürokratesche Prozedure komm, fir dës Leit hei am Land de Flüchtlingsstatut ze ginn, an dat ass richtig esou.

Vill Ukrainer hunn eng gutt Berufs- a Schoulausbildung, déi maachen, dass si och séier kéinten Aarbechtsplaze fannen, wat hiert Liewen enorm erliichtere géif.

Här Bausseminister, sidd Dir gewëllt, dës ukrainesch Krichsflüchtlinge vun der normaler Begrenzung duerch „priorité communautaire“ ze befreien an de Patronen et ze erlaben, si direkt an e Beschäftungsverhältnis ze huelen?

Réponse (01.04.2022) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

De Regierungsrat vum 9. März 2022 huet festgehalten, dass e Beneficiaire vun der temporäre en direkten Accès, ouni Test du Marché, op den Aarbechtsmaart kriit.

Question 5839 (01.03.2022) de **M. Roy Reding** (*ADR*) concernant le **vaccin contre le pneumocoque des décès Covid** :

Op de Stand vum 28. Februar sinn zu Lëtzebuerg 988 Persounen mat oder u Covid-19 gestuerwen.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Gesundheitsminister gär dës Fro stellen:

- Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi vill vun dësen 988 Leit géint Pneumocoquen geimpft waren a wéi se sech op déi eenzel Alterskategorie verdeelen?

Réponse (24.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

D'Direktioun vun der Santé huet keng Informatiounen iwwert den Impftaux géint Pneumocoquen bei Leit déi mat Covid-19 gestuerwen sinn.

Am Kader vun der zukünftiger Digitalisatioun vum Gesundheitssecteur wäert awer een digitalen Impfpass agefouert ginn, deen an Zukunft erlaben wäert, statistesch Analysen iwwer verschidden Impftauxen ze maachen. Dës Projet wäert ëmgesat ginn esou bal déi néideg legal Basis geschaf ass.

Question 5840 (01.03.2022) de **MM. Fred Keup** et **Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant les **dons de livres** :

Leit, déi iwwer eng wäertvoll Bichersammlung verfügen a virun hirem Doud oder aus engem anere Grund dës Sammlung enger Bibliothék als Don schenke wëllen, stoussen oft op Widderstänn a kréien eng Ofso, well et an de Bibliothéiken net genuch Personal oder einfach net genuch Plaz gëtt, fir dës Bichersammlungen ze stockéieren. Och kréie si gesot, eng gutt Bibliothék géif nëmme mat neie Bicher funktionéieren, soss wier et keng Bibliothék, mee ee „Bichermusée“ oder „Bicherkerfch“. D'Leit ginn dann oft u Bicherveräiner weisen, wéi zum Beispill d'Lëtzebuurger Bicherfrënn oder de Lënster Bicherclub Luxemburgensia. Mee och dës Veräiner stoussen séier un hir Grenzen, well se einfach net genuch Plaz fir d'Bicher hunn an doduerch och méi selektiv sinn, wéi dat nach fréier de Fall war. Oft ginn doduerch wäertvoll oder originell Bichersammlungen, déi duerch aus vum Patrimoine mobilier vum Land ze rechnen sinn, verluer oder an d'Ausland verschenkt. Verstärkt gëtt dës Trend doduerch, dass et zu Lëtzebuerg kaum modern Antiquariater, also Librairië mat moderne Second-hand-Bicher gëtt.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Wat gëtt staatlécheräits ënnerholl fir ze verhënneren, dass wäertvoll privat Bicherbestänn, déi als Don un effentlech Bibliothéike virgesi sinn, verluer ginn, well d'Bibliothéiken net genuch Personal oder Stockageméiglechkeeten hunn?

2. Gëtt et Iwwerleeungen an der Regierung, de Bicherveräiner ouni Gewinnzweck méi entgéintze kommen, sief et finanziell oder andeems de Staat hinne Raimlechkeete gratis zur Verfügung stellt?

3. Ass dru geduecht, fir Veranstaltungen wéi d'Walfer Bicherdeeg, d'Veiner Pabeier- a Bicherdeeg a generell all d'Bicherfléimäert hei am Land - méi, wéi dat bis elo de Fall war - ze ënnerstëtzen, sief et duerch Werbeprogrammen oder finanziell Bähëllef?

4. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, ee spezielle Förderprogramm anzeriichten, deen et bicherbegeescherte Mënsche méi liicht maache géif, modern Antiquariater (mat Gewinnzweck) ze grënnen?

5. Kann d'Regierung präziséieren, ob Luxemburgensia ganz allgemeng zum Patrimoine culturel mobilier vun eisem Land gehéieren, bzw. wéi eng Konditiounen si erfëlle mussen, fir dësem Patrimoine zougerechent kënnen ze ginn? Ass dru geduecht, eng Aart „Sammelstell“ ze grënnen, an där all dës Bicher, wa se an engem akzeptabelen Zoustand sinn, kënnen opgeholl a sou laang stockéiert ginn, bis se eng nei Adress fonnt hunn?

6. Wéi eng Méiglechkeeten huet de Staat, fir ze verhënneren, dass „livres anciens“, also Bicher vu virun 1800 mat héijem nationale Wäert, bzw. Privatbibliothéike mat esou Bicher, iwwert d'Grenze verschwannen?

7. Wéi eng Bicher vu Privatleit goufen an deene leschten zéng Joer vum Staat opkaaft? Wat ass mat dëse Bicher geschitt?

8. Ass dru geduecht, fir Privatleit, déi hir Bicher verschenke wëllen, d'Méiglechkeet ze ginn, hir Sammlung vun engem staatléche unerkannten Experte evaluéieren ze loossen a sech vun him beroden ze loossen, wat si mat hire Bicher maache kënnen?

Réponse (07.04.2022) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

ad 1. D'Autorités de tutelle vun den effentleche Bibliothéike si Gemengen oder ASBLen, soudatt de Staat net kann an de Prozess vun der Acquisitiounspolitik agräifen an et autonom Entscheldunge vun de jeeweilege Bibliothecairen an hiren Institutiounen sinn, iwwert d'Pertinenz vun enger Donatioun fir déi eege Kollektioun nozedenken. An effentleche Bibliothéike gëtt et eng gängeg Elagage-Politik, déi manner mat Stockageproblemer ze dinn huet, mee op d'Attraktivitéit vun de Bestänn duerch nei Publikatiounen zeréckzeféieren ass.

Et ass awer drun ze erënneren, dass et niewent effentleche Bibliothéiken, déi eng méi aktualitéitsgebonden Acquisitiounspolitik hunn, och patrimonial Bibliothéike gëtt, haaptsächlech déi vun de Kulturinstituter, déi nom Gesetz vum 25. Juni 2004

eng Sammlungsopgab hunn. D'Kulturinstituter si sech bewosst, dass e groussen a wichtege Deel vum Patrimoine culturel a Privatbesët ass. Dofir si si och a Kontakt mat Privatleit, fir de Patrimoine op eng nohaltege Aart a Weis ze conservéieren an an hire Bibliothéiken zougänglech ze maachen. D'Kulturinstituter leene prinzipiell keng Bicher aus Plaz- oder Personalmangel of, well et hir Aufgab ass, dofir ze suergen, dass kee Patrimoine verluer geet. D'Kulturinstituter ginn duerfir och reegelméisseg op Steeën, a sinn a Kontakt mat Antiquariater a Bicherveräiner an In- an Ausland, fir de kulturelle Patrimoine ze vervollstännegen.

Et ass awer esou, dass vill privat Bicherbestänn, déi op den éischte Bléck wäertvoll ausgesinn, am Kontext vum Lëtzebuurger kulturelle Patrimoine manner wäertvoll sinn. Eng Bibliothék kann och net en Depot fir onzieleg Exemplaire vum selwechte Buch sinn. Dofir gëtt all Bibliothék, déi ugebuede gëtt, vun de jeeweilege Servicer an de Kulturinstituter evaluéiert.

Et ass dem Kulturministère net bekannt, dass wäertvoll oder besonnesch Bichersammlunge vu patrimoniale Wäert an d'Ausland verschenkt gi wieren, woubäi et Privatleit fräisteet, hir Kollektiounen ze verschenken oder ze verkaufen, als Ganz oder an Deeler, zu Lëtzebuerg oder am Ausland.

ad 2. De Staat kënn elo scho Bicherveräiner ouni Gewinnzweck entgéint, déi e kulturelle Projet hunn. D'Lëtzebuurger Bicherfrënn kréie säit 1999 d'Paibeierscheier an den Annexe vum Schloss Buergelester gratis zur Verfügung gestallt, an den Erléis vum Verkauf vu Bicher kënn sozialen oder kulturellen Zwecker zegutt. É. a. ass d'Bourse Bicherfrënn ervirzehiewen, duerch déi all Joer e Schrëftsteller zu Lëtzebuerg mat 8.000 Euro ënnerstëtzt gëtt, fir eng Residence d'auteur am Literarisches Colloquium Berlin (LCB) zu Berlin ze maachen. De Centre national de littérature an de Kulturministère si bei dësem Projet associéiert.

ad 3. ASBLen oder Gemengen, déi e kulturelle Projet ronderëm d'Buch mat enger regionaler oder nationaler Envergure organiséieren, kënnen iwwer e Subsid vum Kulturministère ënnerstëtzt ginn, dëst op Presentatioun vun engem Dossier, deen vun enger interner Subsidekommission evaluéiert gëtt. Dat ass zum Beispill de Fall vun der Walfer Gemeng, déi 2021 e Subsid vun 30.000 Euro fir d'Organisatioun vun de Walfer Bicherdeeg 2021 krut, oder der Gemeng Conter, déi 2021 e Subsid vun 8.000 Euro fir d'Organisatioun vum Festival international de la bande dessinée krut.

ad 4. Eng staatléche Bähëllef spezifesch fir modern Antiquariater mat Gewinnzweck ass den Ament net ugeduecht, well och Librairiën deels dës Aufgab iwwerhuelen, ouni an de Genoss vun enger staatlécher Bähëllef ze kommen. E modernt Antiquariat huet iwwerengs och aner Aufgaben a bezitt seng Bicher meeschtens net aus Sammlunge vu Privatbibliothéiken, mee direkt iwwert d'Editeuren.

ad 5. Eng zentral Sammelstell ass net sënnvoll, well d'Kulturinstituter, déi zesammen de Patrimoine culturel versueren, Uspriechpartner jee no Schwéierpunkt sinn. Déi breetsten Definitioun vu Luxemburgensia huet d'Nationalbibliothék (BnL), déi iwwert d'Gesetz vum Dépôt légal all Imprimé versuert. An dësem Sënn ass d'BnL oft déi éischt Ulafstell vu Privatleit, déi hir Bicherbestänn wëlle verschenken oder verkaufen. De Service Acquisition vun der BnL koordinéiert déi Demanden a gëtt se un déi betreffen Divisioun vum Fonds luxembourgeois oder vum Fonds non luxembourgeois weider. Handelt et sech éischer ëm Luxemburgensia, gëtt am direkte Gespräch mat de Leit gekuckt, ob d'Bibliothék als Ganz oder an Deeler eng patrimoniale Valeur huet. Dat kann duerch Inventaire geschéien oder duerch eng Visitt sur place.

Den nationale Literaturzenter zu Miersch (CNL), deen ausschliisslech Bicher, déi a Relatioun mat der Literatur zu Lëtzebuerg stinn, sammelt, gëtt och reegelméisseg vu Privatpersounen ugeschwat, déi eenzel Bicher oder och ganz Bibliothéiken hunn. No engem éischte Gespräch, bei deem de CNL versicht, méi iwwert dës Bicher gewuer ze ginn, gëtt e RDV mat den Donateur gemaach, fir, wa méiglech sur place, d'Bibliothék ze evaluéieren. Op der Plaz gëtt dann en Tri gemaach an decidéiert, wat fir eng Bicher fir d'Sammlung vum CNL a Fro kommen. Dës Bicher kënnen dann als Schenkung oder no engem Kaf un de CNL goen. Si ginn am Réseau vun de Bibliothéiken opgeholl a sinn esou och fir de Public an d'Communauté de recherche zougänglech.

Doriwwer eraus sammelt de CNL vum Auteur signéiert Exemplairen, déi als Unikat betruucht ginn an en Abléck an d'Vernetzung vum Literaturfeld kënnen ginn. An och ganz Bibliothéike gi geleeentlech vun CNL opgeholl - ëmmer am Kontext vun engem literaturhistoreschen Erkenntniswäert. Sou huet de CNL zum Beispill d'Bibliothék vum Anise Koltz opgeholl, oder viru Kuerzem d'Bibliothék vum Jean Krier. Dës Bibliothéike sinn och fir d'Fuerschung zougänglech.

Et ass selbsterstëndlech, dass d'Kulturinstituter och zesummeschaffen, wa si Abléck an eng Bibliothék kréien, déi méi Sammelschwéierpunkten huet.

ad 6. Livres anciens vu virun 1800 hunn net per se e patrimoniale Wäert, mee just dann, wa se der Luxemburgensia zouzeuerne sinn. D'Spezialisten an de Kulturinstitutiounen sti meeschtens mat Privatsammler a Kontakt a wëssen ëm esou Kollektiounen. Schonns zu Liefzäite gi vertraulech Gesprécher gefouert, wat mat esou Bibliothéike passéiert. Dat ass zum Beispill de Fall fir Autorebibliothéiken, wou de CNL Kontakt mat den Auteuren ophëlt. Et ass och de Fall bei Geléiertebibliothéiken, wou d'BnL enk Kontakter huet. Dacks huelen nom Doud vu Kollektiounen och lere mat de Kulturinstitutiounen Kontakt op, wou déi jeeweileg Responsabel d'Kompetenz hunn anzuschätzen, wou eng Kollektioun als Ganz oder an Deeler besser versuert ka ginn. Et besteet och d'Méiglechkeet, iwwert de Focuna eng Donatioun u Kulturinstituter ze maachen, woubäi esou Donen och fiskalesch deductibel sinn. Aner Donen ginn iwwer en Testament oder en Acte notarial definéiert.

Datt patrimonial Dokumenter kënnen an d'Ausland verkaaft ginn, ass ni ganz ze verhënneren. Et ass awer esou, dass d'Kapitel 8 vum Archivgesetz virgesäit, dass Dokumenter kënnen klasséiert ginn, soudatt de Staat sech Moyenen a Prozedure ginn huet, e Verloscht vum Patrimoine ze miniméieren. Virun allem awer dat neit Denkmalschutzgesetz, insbesonnesch d'Kapitel 4, wou am Art. 44 Luxemburgensia ënnert dem Punkt (2) 2 subsuméiert ass, soll verhënneren, dass Dokumenter vu grousser patrimoniale Valeur net kéinte vun de Kulturinstituter versuert ginn.

ad 7. Et gëtt keng zentrale Fichier vu Bicher, déi an de leschten zéng Joer vum Staat opkaaft gi sinn, mee d'Kulturinstituter féieren allegeruents eenzel hir Lëscht vum Dokumenter, déi si kaaft hunn oder geschenkt kruten. No der Acquisitioun ginn déi Dokumenter no de jeeweilege Reegelsystemer a Conservatiounsreegele versuert an traitéiert.

Als Beispill kann een d'Bibliothék vum Max Goergen nennen, déi ganz vu Mataarbechter vum CNL déi lescht Joren opgeholl an analyséiert ginn ass. Zesumme mat der BnL sinn déi Bicher, déi wichteg fir de Patrimoine sinn, ausgesënnert ginn - dat waren der e puer Dausend - an en eng spezialiséiert Firma geschéckt ginn, déi d'Bicher, déi vu Schimmel befall waren, entschimmelt huet. Déi Aarbecht ass ofgeschloss, an d'Bibliothék Max Goergen ass elo en Deel vun den Auteursbibliothéike vum CNL. Aner Bicher sinn an de Bestand vun der BnL integréiert ginn.

ad 8. Et ass net Aufgab vum Staat, Privatleit beim Verkauf vu Bicher ze beroden a Präisser um Marché mat ze definéieren. Auktionshaiser an Antiquariater an der Groussregioun, awer och Experten a Commerçanten iwwerhuelen esou Aufgaben.

Question 5841 (01.03.2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (*déi Lénk*) concernant les **personnes fuyant le conflit armé en Ukraine** :

Les dernières données de l'UNHCR estiment déjà au cinquième jour du conflit armé en Ukraine à plus de 500.000 le nombre de personnes qui ont fui le conflit vers les pays voisins. L'ONU estime à 4 millions le nombre d'Ukrainiens ne.s qui pourraient chercher à se réfugier au sein de l'UE.

La France veut proposer l'activation de la directive 2001/55/CE qui porte sur la protection temporaire¹¹ et qui jusqu'à aujourd'hui n'a encore jamais été déclenchée. Elle prévoit un dispositif de protection et de répartition en cas d'afflux massif de personnes déplacées.

1) Comment le Luxembourg va-t-il se positionner sur cette question lors du Conseil des ministres européens de l'Intérieur et de la Justice ce jeudi 3 mars ?

La directive se réfère aux « personnes déplacées », c'est-à-dire « les ressortissants de pays tiers ou apatrides qui ont dû quitter leur pays ou région d'origine ou ont été évacués ». La question des personnes dont la région d'origine n'est pas l'Ukraine mais qui fuiraient aussi le conflit n'est pas claire.

2) Comment le Luxembourg se positionne-t-il sur l'accueil de ces personnes qui ne sont pas de nationalité ukrainienne, fuyant également vers les frontières de l'UE ? La question d'un élargissement de la définition est-elle prévue ?

Nous savons que déjà maintenant les structures d'accueil au Luxembourg sont saturées du fait de l'impossibilité pour les bénéficiaires d'une protection internationale d'accéder au marché du logement.

3) En termes d'accueil des demandeurs de protections qui fuient la guerre qui sévit en Ukraine, quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre ?

¹¹ Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil.

bien de ressortissants ukrainiens le Luxembourg s'engagera-t-il à accueillir au niveau européen ?

L'Ukraine est sur la liste des pays sûrs (règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 fixant une liste de pays d'origine sûrs au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection).

4) Est-il question de retirer l'Ukraine de la liste des pays sûrs ?

Réponse (01.04.2022) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) La décision d'exécution (UE)2022/382 du Conseil du 4 mars 2022 constatant l'existence d'un afflux massif de personnes déplacées en provenance d'Ukraine, au sens de l'article 5 de la directive 2001/55/CE, et ayant pour effet d'introduire une protection temporaire, a été adoptée avec le soutien du Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2) La décision d'exécution du Conseil du 4 mars 2022 précitée dispose que la protection temporaire s'applique également aux ressortissants de pays tiers autres que l'Ukraine, pour autant qu'ils peuvent établir qu'ils étaient en séjour régulier en Ukraine avant le 24 février 2022 sur la base d'un titre de séjour permanent en cours de validité, et qu'ils ne sont pas en mesure de rentrer dans leur pays d'origine dans des conditions sûres et durables. Dans ce contexte le Gouvernement luxembourgeois a pris, en date du 18 mars 2022, la décision d'étendre la protection temporaire également à d'autres personnes qui ne sont pas en mesure de rentrer dans leur pays d'origine dans des conditions sûres et durables, y inclus pour des personnes ayant séjourné temporairement en Ukraine.

ad 3) Étant donné que le réseau d'hébergement de l'Office national de l'accueil (ONA) - réseau ayant doublé sa capacité depuis 2015 - avait déjà atteint une quasi-saturation avec un taux d'occupation de 96 % avant l'afflux depuis l'Ukraine, l'ONA a mis en place, en collaboration avec maints acteurs un nombre important de nouvelles structures afin de pouvoir assurer l'accueil des personnes en provenance d'Ukraine. L'ONA dispose actuellement de 19 structures d'hébergement d'urgence (halls, hôtels, auberges de jeunesse) déjà opérationnelles qui ont été aménagées ces derniers jours et semaines pour les personnes fuyant la guerre en Ukraine. D'autres structures d'hébergement se trouvent en voie d'aménagement ou en prospection. L'ONA continue de recevoir et de gérer les offres de logement soumises notamment par les administrations communales, suite à l'appel des ministres Taina Bofferding et Jean Asselborn et du président du Syvicol, Emile Eicher, le 1^{er} mars 2022.

ad 4) Oui, il est prévu de retirer l'Ukraine de la liste de pays d'origine sûrs. Soulignons toutefois qu'au cours des dernières années, suite à l'annexion illégale de la Crimée par la Russie en 2014, ce concept n'est plus appliqué aux Ukrainiens comme base d'une procédure accélérée.

Question 5843 (01.03.2022) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **ligne éditoriale pour les bulletins communaux** :

D'Gemengesetz gesäit keng speziell Krittere fir d'Inhalter am Gemengebuet vir, mee den Editeur vum Gemengebuet ass dorunner gehalen, déi Kritterren ze respektéieren, déi fir all Medie gëllen. Dëst war een Deel vun der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 1969.

Mir ass zougedroe ginn, dass an enger Gemeng am Süde vum Land ee Gruppement vu Gemengeréit, déi sech an enger Biergerinitiativ zesummegegoen hunn, Problemer mat der Aart a Weis hunn, wéi de Schäfferot si am Gemengebuet duerstellt. Wéi een an enger Ausgab vum Gemengebuet noliese kann, gouf den Numm vun der Biergerinitiativ an enger eenzeiger Ausgab aachtmol ënnerschiddlech geschriwwen. No Kontestatioune vun de betroffene Gemengeréit steet elo, an enger zweeter Ausgab, nëmmen nach ee Kierzel ënnert den Interventioune am Buet, wat net de richtegen Numm ass, an och net esou vum Kollektiv gefrot gouf. D'Biergerinitiativ freet ganz kloer, dass hiren Numm esou opgefouert gëtt an net no Interpretatiounsdivergenze vum Schäfferot geännert gëtt. De Problem ass, dass esou d'Leit, déi de Buet liesen, domadder verwiert ginn, well si den Numm vun der Biergerinitiativ am Buet net méi erkennen.

Politik ass och Effentlechkeetsaarbecht, a grad kleng Initiativen, Bewegungen a Parteie sinn drop ugewisen, dass de Bierger kloer kann erkennen, fir wat hir Gemengeconseillere stinn a fir wat si sech setzen. De Gemengebuet ass fir vill Gemengeréit eng vun den eenzege Méiglechkeeten, fir dass de Bierger breetflächeg eppes vun hirer politescher Aarbecht gewuer gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

1. Mengt d'Ministesch net och, dass de Schäfferot, als Editeur vum Buet, hir politesch Oppositoun neutral a mam ganzen Numm nenne misst, falls dëst vun de betroffene Gemengeréit gefrot ass?

2. Weisen esou Fäll net drop hin, dass et speziell Reegele fir d'Editioun vu Gemengebueten bräicht, grad wann ee weess, dass dës Gemengebueten mat Steiergelder finanziert ginn?

Réponse (23.03.2022) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Ech wëll virausschécken, dass ech net weess, ëm wéi eng Gemeng et sech handelt, an dass déi besoten Editioun vum Gemengebuet mir net bekannt ass. Dem Deputéierte seng Ausféierunge sinn och esou vag, dass ech net an der Lag sinn, fundéiert a prezis ze äntweren.

Generell wëll ech awer betounen, dass Informatiounen a Kommunikatioune vun effentlecher Säit, also och vun de Gemengen, méiglechst komplett solle sinn, fir dass d'Biergerinnen a Bierger sech en akkurat Bild vun der Politik an hirer Gemeng maache kënnen. Dëst ass eng Grondvoraussetzung fir e gutt Funktionéiere vun der lokaler Demokratie.

Dofir hunn ech d'Fro vun engem eventuelle legalen Encadrement vum Gemengebuet am Kader vun der Refonte vum Gemengesetz scho gestallt, a mir denken iwwer eng sënnavoll Reegelung dovunner no.

Question 5846 (02.03.2022) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant le **leasing d'un avion de German Airways par Luxair** :

Traditionell bitt d'Luxair hiren Aarbechter gefestegt sozial Bedéngungen, bei deenen d'Gewerkschaften an hir Fuederunge mat engem ausgepräagte Mat-sproocherecht berecksiichtegt ginn. Dëst ass net bei alle Fluchgesellschaften eng Selbstverständlechkeet.

Wéi RTL den 23. Februar 2022 schreift, wäert d'Luxair bei der däitscher Airline „German Airways“, mat Sëtz zu Köln, eng Embraer 190 leasen. Am Kader vun dësem „wet lease“-Kontrakt wäert déi geleaste Maschinn mam Logo an an de Faarwe vun der Luxair fléien, mee d'Cockpit- a Kabincrew soll weider fir German Airways schaffen. Dës „Leasing-lwwergangsléisung“ soll Mëtt Mee ugoen a soulaang gëllen, bis d'Luxair nei Fligere keeft, fir hir eege Kapazitéiten opzestocken.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

1. Gëtt d'Cockpit- a Kabincrew, déi laut dem Artikel weider fir German Airways wäert schaffen, nom Luxair-Kollektivvertrag oder German-Airways-Bedéngunge bezuelt?

2. Ass an Zukunft geplangt, op weider Leasing- an Outsourcingoperatioune vu Fligieren zeréckzegräifen?

3. Gesäit de Minister bei dësem Virgoen net de Risiko, dass déi ausgepräagte sozial Grondrechter bannent der Luxair mat esou engem „wet lease“-Vertrag kéinten ëmgaange ginn?

Réponse (22.04.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

D'Luxair huet e Besoin identifizéiert fir méi Kapazitéit op verschidde Strecken am Summer 2022 an handelt hei a kommerzieller Autonomie.

E sougenannte „wet lease“ ass eng gängeg Praxis an der Aviatioun. Et handelt sech dobäi ëm e Locationskontrakt, bei deem eng Fluchgesellschaft e Fliger mam kompletten Equipage, Entretien an Assurance, enger anerer Fluchgesellschaft zur Verfügung stellt, déi dee Moment just de Carburant an d'Taxen (Fluchhafentaxen, Navigatiounstaxen etc.) bezilt.

Question 5849 (02.03.2022) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **promotion des ministères à l'aide des médias sociaux** :

D'Benotze vu Social Media zu Promotiounszwecker ass hautzudaags een essentiell Element vun all Publicitéit. Och an der Politik si Social Media Konten nëtzlech, fir am Austausch mat der Gesellschaft ze sinn. Ministeren an hier Verwaltung schalte reegelméisseg Annoncen a Publicitéiten op Social Media, fir d'Bevëlkerung op Projeten oder Ännerungen opmierksam ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister, Minister fir Kommunikatioun a Medien an dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Wéi héich ass de Budget insgesamt fir d'Profiler an d'Promotioun vun de Ministèren op Social Media?

2. Wéi ass dës Budget op déi verschidde perséinlech Profiller vun de Ministeren/Ministesch opgedeelt?

3. Wéi vill effentlech Gelder hunn déi eenzel Ministère säit Ufank 2014 fir Annoncen a Publicitéite fir hir Konten op Social Media ausginn (opgeléicht no Joer, Ministère an no Medium)?

4. Wéi vill effentlech Gelder hunn déi eenzel Ministeren a Ministesch säit Ufank 2014 fir Annoncen

a Publicitéite fir hir perséinlech Konten op Social Media ausginn (opgeléicht no Joer an no Medium)?

5. Wéi vill effentlech Gelder hunn déi eenzel Ministère säit Ufank 2014 fir extern Beroder a sougenannten „Content Creators“ hisichtlech dem Contenu op hire Konten op Social Media ausginn (opgeléicht no Joer, Ministère respektiv Minister an no Medium)?

Réponse commune (24.03.2022) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Yuriko Backes**, *Ministre des Finances* :

Et gëtt keen dedizéierte Budget fir d'Presenz vun de Ministèren op de sozialen Netzwerker. D'Ministèren hu jee weils ënnerschiddlech Budgetsinnen, duerch déi si hir Kommunikatioun kënnen finanzéieren. De Medium fir déi entspreichend Kommunikatioun gëtt en fonction vum Sujet a vum Zilpublikum flexibel festgeluecht. D'Ministère maache keng detailléiert Opschlësselung vun de Moyenen, déi an dësem Kontext gebraucht ginn.

Wann e Ministère fir Kommunikatiounsprojeten op extern Beroder zeréckgräift an dës Projeten Aktivitéit op de sozialen Netzwerker virgesinn, sou ass dës Aktivitéit en Deel vun der Gesamtoffer a gëtt an der Reegel net eenzel facturéiert.

Question 5857 (03.03.2022) de **M. Jeff Engelen** (*ADR*) concernant l'**évaluation de la réforme du RGTR** :

2021 gouf grouss Ännerungen am RGTR-Netz an Ugrëff geholl an och zum groussen Deel ëmgesat. Zil sollt sinn, den effentlechen Transport fir de Benotzer méi attraktiv ze maachen. Dëst schreift sech iwwerdeems och an d'Klimapolitik vun der Regierung an, déi d'Bierger ëmmer méi vum Individualtransport fortbeweege wëll a Richtung effentlechen Transport. Et ass allerdéngs esou - an dëst ass mir vu ganz ville Bierger zougedroe ginn -, datt grad am ländleche Raum eng Onmass u Busser ronderëm fueren, déi ganz dacks komplett eidel sinn.

Et muss een an deem Kontext jo och bedenken, datt d'Busser jo awer e relativ héijen CO₂-Ausstouss hunn an dëst jo contraire zu den Ustrengungen ass, den CO₂-Ausstouss ze reduzéieren.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Regierung sech der Problematik bewusst, datt grad am ländleche Raum eng Onmass u Busser ganz dacks eidel duerch d'Géigend fueren a soumat onnéideg CO₂ ausstoussen?

2. Huet d'Regierung bis dato Donnéeë respektiv Statistiken, wéi vill vun de Busser, besonnesch am ländleche Raum, eidel duerch d'Géigend fueren? Wa jo, wéi vill vun deene Busser transportéieren an der Majoritéit vun de Faarte guer keng Persounen, respektiv - opgeschlësselt no der Unzuel vun de Fuergäschter - just eng bis fënnf Persounen?

3. Huet d'Regierung bis dato eng Ënnersichung an/oder eng Ëmfro duerchgefouert, ob duerch d'Reform vum RGTR-Netz elo méi Bierger - opgeschlësselt no de jeeweilige Regiounen - op den effentlechen Transport zeréckgräifen? Wa jo, wat sinn d'Erkenntnisser vun där Ënnersichung an/oder Ëmfro? A wéi enge Regiounen huet sech an deem Kontext näischt zum Positive geännert, wat d'Unzuel vun den zefriddene Leit, déi op d'RGTR-Netz zeréckgräifen, ugeet?

4. Wann nee, gedenkt d'Regierung, esou eng Ënnersichung an/oder Ëmfro ze lancéieren, fir esou besser op Defiziter reagéieren ze kënnen?

Réponse (18.03.2022) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Als zoustänneg Minister sinn ech mer bewusst, dass am ländlechen Raum eng Rei Busser net gutt besat sinn. Et muss ee sech allerdéngs verschidde Facteure bewusst sinn: D'Reorganisatioun an d'Offer vum Réseau baséiert op de Studien an Zielungen, déi am Virfeld gemaach goufen, souwéi och op de Collaboratioune aus de Biergerversammlungen an den Aweise vun de Gemengen zum neie Réseau. De Réseau spigelt also d'Bedürfnisser an d'Revendicatioune vun der Bevëlkerung erëm.

Déi sanitär Situatioun hat en negativen Afloss op d'Benotzung vum effentlechen Transport, grad am ländleche Raum.

Aus betriibleche Grënn ass et oft méi sënnavoll, ee Bus als offiziell Course fueren ze loossen, d. h., dass also Leit kënnen eran- an erausklammen, och wann d'Demande un Retour net esou grouss ass. D'Alternativ wier, de Bus eidel (ouni datt en am Haire steet) op säin nächsten Depart fueren ze loossen, wat déi nammlecht Käschten an den nammlechten CO₂-Ausstouss mat sech bréngt, awer keng Plus-value fir de potentiellen Notzer vum effentlechen Transport.

Et sief och ze bemerken, dass geschwënn 50 % vum Réseau elektresch gefuer ginn an deemno den CO₂-Ausstouss staark reduzéiert gëtt.

ad 2. Säit der Aféierung vum neien RGTR-Réseau, déi jo an Etappe gemaach gëtt, hu meng Servicer nach keng komplett Zielunge gemaach, déi representativ kéinte sinn. Esoual den neien RGTR-Réseau och tatsächlech ganz ëmgesat ass (de 17. Juli 2022), wäerten déi éischt detailléiert Zielungen an Auswäertungen ugoen.

Aus Erfahrung muss eng nei respektiv eng reorganiséiert Linn weinstens eng Period vun zwoelf Méint fueren, fir kënnen eng objektiv Ausso ze maachen, ob d'Offer der Demande entsprécht oder net.

ad 3. Nee. Duerch de selwechte Grond mécht et de Moment och nach kee Sënn, eng Ëmfro ze maachen.

ad 4. Eng Auswäertung oder Ëmfro kann een eréischt maachen, esoual de kompletten RGTR-Réseau ëmgesat ass. Sollt sech bei dëser Analys erausstellen, dass d'Busser deelweis net gutt besat sinn, muss d'Offer, wann néideg, ugepasst ginn.

Question 5858 (03.03.2022) de **Mme Jessie Thill** et **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant la **fin de validité des dispositions transitoires du Pacte Logement en matière de PAP/PAG** :

L'article 14 de la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement avec les communes en vue d'augmenter l'offre de logements abordables a introduit des dispositions transitoires quant aux règles s'appliquant aux plans d'aménagement particulier « nouveau quartier » (PAP-NQ) dont la procédure d'adoption fut entamée dans les six mois suivant la publication de la loi susmentionnée, c'est-à-dire où le collège échevinal fut saisi jusqu'au 18 février 2022.

Dans ce contexte, le Ministère de l'Intérieur a également publié une circulaire sur la mise en œuvre du nouvel article 29bis (Circulaire 4107 du 11 février 2022) mentionnant que si un PAP-NQ introduit durant la période transitoire devait connaître « une modification à tel point substantielle qu'il est assimilable à un PAP-NQ entièrement refondu, voire un nouveau PAP-NQ, les dispositions du nouvel article 29bis ont vocation à s'appliquer ».

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Combien de demandes de PAP-NQ furent mis en procédure pendant les deux derniers mois de la période transitoire, c'est-à-dire depuis le 18 décembre 2021 ?

2) Combien d'unités de logements ces PAP contiennent-ils au total ? Combien de ces PAP contiennent entre 5 et 9 unités, combien contiennent entre 10 et 25 unités et combien contiennent plus de 25 unités ?

3) Combien de communes sont concernées par ces demandes et quelle est leur répartition géographique ? 4) Est-ce que Madame la Ministre peut fournir davantage d'informations quant à la définition d'une modification « à tel point substantielle d'un PAP-NQ qu'il est assimilable à un PAP-NQ entièrement refondu, voire à un nouveau PAP-NQ » ? Existe-t-il des critères précis tel qu'un ratio ou degré de modification de la surface totale du PAP-NQ assimilable à un PAP « entièrement refondu » voire « nouveau » ?

Réponse (23.03.2022) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Entre le 18 décembre 2021 et le 18 février 2022, la cellule d'évaluation a été saisie de 50 projets d'aménagement particulier « nouveau quartier » (PAP-NQ). Le Ministère de l'Intérieur ne dispose à l'heure actuelle pas encore d'un relevé complet des PAP-NQ introduits en procédure pendant cette période, étant donné que la cellule d'évaluation n'a pas encore été saisie par l'intégralité des PAP-NQ introduits auprès des communes avant le 18 février 2022.

Pris en leur totalité, les 50 projets prévoient 4.101 unités de logements, qui sont ventilées comme suit :

- 11 PAP-NQ contiennent entre 5 à 9 unités ;
- 15 PAP-NQ contiennent entre 10 à 25 unités ;
- 24 PAP-NQ contiennent plus de 25 unités.

En tout, ces PAP-NQ émanent de 35 communes différentes.

Les 50 PAP-NQ se répartissent géographiquement comme suit :

- Circonscription Centre : 20 ;
- Circonscription Nord : 8 ;
- Circonscription Sud : 9 ;
- Circonscription Est : 13.

Une modification substantielle d'un PAP-NQ est jugée assimilable à un PAP-NQ entièrement refondu lorsque ce dernier connaît une modification conséquente tant de la configuration des infrastructures de viabilisation que de l'aménagement et de la construction des terrains à bâtir nets y projetés.

En vue d'assister les acteurs concernés par l'appréciation du caractère substantiel d'une modification d'un PAP-NQ, les services compétents du Ministère de l'Intérieur se tiennent à disposition des communes, alors qu'il s'agit notamment d'une appréciation devant être effectuée au cas par cas.

Question 5860 (03.03.2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **blocages des médias russes RT et Sputnik** :

Am Kader vun der Ukrainkris hu POST an d'SES d'Ausstrahlung vun de russeschen Televisiounschainë Russia Today a Sputnik gestoppt. Och d'EU-Kommission schafft op eng Zensur hin, déi a sämtleche Memberstaate soll gëllen. E Schratt, dee vu „Reporter ohne Grenzen“ staark kritiséiert gëtt. Déi zoustänneg EU-Kommissäarin Věra Jourová gëtt am „Tageblatt“ vum 3. März mat de Wieder zitéiert, kee „Wahrheitsministerium“ a keng Zensur wëllen anzeféieren. Dës Decisioun géint RT a Sputnik schéngt géint den Artikel 24 vun der aktueller Lëtzebuurger Verfassung ze verstoussen: « La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. La censure ne pourra jamais être établie. »

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Op wéi enger rechtlicher Basis berout dat nationaal Virgoe vun der Regierung géint RT a Sputnik? Kann d'Regierung matdeelen, wéi d'Decisioun vu POST als éffentleche Betrib sech no hirer Opfaassung mat dem Artikel 24 vun eiser Verfassung verdréit? Gouf dës Decisioun am Virfeld op hir verfassungsméisseg Kompatibilitéit gepréift?

2. Kann d'Regierung matdeelen, wéi si op d'Kritik vu „Reporter ohne Grenzen“ an deem Kontext reagiert? Gesäit si net och d'Gefor, datt dës Schratt zu der Aféierung vun engem „Wouerechtsmonopol“ ka féieren (eng Zort „Wahrheitsministerium“, wéi am Roman 1984 ugeduecht), also enger Ofschaffung vun der fräier politescher Diskussioun zugonschte vun enger éffentlech diktiert oder dirigierter, virgeféierter Eenheitsmeinung? Bekennt d'Regierung sech nach zu Mediepluralismus a Meinungspluralismus?

3. Kann d'Regierung erklären, firwat si de Lëtzebuurger Bierger et net selwer iwwerléisst, fir kritesch mat ënnerschiddlechen Duerstellungen ëmzegoen a sech aus deene verschidde Siichtweisen op d'Ukrainkris eng eege Meinung ze bilden? Kann d'Regierung elaboréieren, ob a wéi wäit si hei eng Gefor fir déi fräi politesch Diskussioun an d'Meenungsfreiheet hei am Land allgemeng gesäit?

Réponse commune (01.04.2022) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

D'Europäesch Unioun huet den 2. März 2022 sougenannt restriktiv Moosnamen agefouert als Antwort op déi onprovocéiert an ongerechtferlegt militäresch Aggressioun vu Russland géint d'Ukrain. Duerch dës dréngend Moosnamen huet d'EU d'Diffusiounsaktivitéit vu Sputnik an RT/Russia Today (RT English, RT UK, RT Germany, RT France, an RT Spuenesch) an der EU suspendéiert, bis d'Aggressioun géint d'Ukrain en Enn féint.

Déi betreffen Organer sinn Deel vun enger konzerterter a breet ugeluechter Campagne vun Informatiounsmanipulatioun an Desinformatioun, mam klore Zil, d'Europäesch Unioun ze destabiliséieren. Si gi vum russesche Staatsapparat kontrolléiert a stelle keng redaktionell onofhängeg Medien duer.

Et handelt sech ëm aussergewéinlech, cibléiert a temporär Moosnamen am Kader vu Wirtschaftssanktiounen, déi an engem ganz spezifeschen an eemolege Kontext geholl gi sinn. D'EU huet esou eng Sanktiounen nach ni virdu benotzt an et wier ze hoffen, datt se an Zukunft net méi misste gebraucht ginn.

Question 5866 (04.03.2022) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **projet « Digital Skills »** :

Am PRR (Plan pour la reprise et la résilience) vun 2021 huet d'Regierung de Projet „Digital Skills“ virgestallt, ee Projet, bei deem all Persoun, déi tëscht dem 1. Januar 2021 an dem 31. März 2021 am Chômage partiel war, ee Bong vu 500 € krutt, fir digital Weiderbildungscoursen. Dofir kruten déi Betreffen ee Brëif mat engem Code, mat deem se sech iwwert Guichet.lu Coursen eraussiche konnten. Et soll hei drëms goen, dass dës Persoune kënnen „compétences numériques de base“ erléieren. Dës Course sollte bis Dezember 2021 ofgeschloss ginn. Laut PRR si 40.000 där Bréiwer eraus goen. D'Regierung huet sech als Zil gesat, dass 11.700 Persoune vun dëser Mesure profitéieren géifen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune hu Gebrauch vun dësem Bong gemaach?

2. Laut PRR si Persoune, déi matgemaach hunn, och no hire sozio-ekonomesche Krittere gefrot ginn, ewéi hiren Alter, Wunnuert, Aarbechtssecteur a Salaire.

Kann de Ministère d'Resultater vun dësem Questionnaire virleeen?

Wat fir Konklusiounen zitt de Minister aus dem Profil, deen sech bei dësem Questionnaire erginn huet?

3. Wat fir „compétences numériques de base“ hunn d'Persoune, déi vun dëser Offer profitéiert hunn, sech ugéegent? Wat war hei déi Kompetenz, déi un déi meeschte Persoune vermëttelt gouf?

4. Wat war de schlussendleche Käschtel vum Projet?

Réponse (25.03.2022) de **M. Georges Engel**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1. D'Zil vum Bong war et, fir all Salarié dee vun der Kuerzaarbecht betraff war, am Laf vum Joer 2021 Zougang zu enger digitaler Formatioun ze erméiglechen. Ofhängeg vu sengen digitale Kenntniser, konnt den Employé tëscht enger Basis- oder enger op sengem Wëssen opbauender Formatioun wielen, dëst mam Zil fir dem Mataarbechter den digitalen Iwwergang méi no ze bréngen. Cibléiert vum Projet war all Salarié, deen tëscht dem 1. Januar an dem 31. März 2021 a Kuerzaarbecht war. Den Zuele vun der ADEM no, waren 30.530 Persoune berechtigt fir Gebrauch vun engem Bong ze maachen. All Eenzele krut e personaliséierte Brëif mat engem OTP Code (One-Time Password) fir hire Bong ze aktivéieren. 546 Persoune hunn sech iwwert dës Wee fir eng Formatioun ugemellt.

ad 2. D'Informatiounen, déi erhuewe goufen, sinn d'Zivilitéit, d'Nationalitéit, den Alter, de Bildungsniveau an den Aktivitéitssecteur. Bedéngt duerch déi limitéiert Unzuel vun de Participanten, ass den Echantillon allerdéngs ze kleng fir aussokräfteg Conclusiounen fir déi jeeweileg Kategorien ze zéien.

a) Zivilitéit

Mat 53 % si knapp iwwer d'Halschecht vun de Salariéen, déi un dëser Sensibiliséierungsaktioun deelgeholl hunn, Fraen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

b) Nationalitéit

Den héchste Participatiounstaux hunn d'Salariéen aus den Nopeschlänner, spréich Frankräich, der Belsch an Däitschland. Dëst ënnersträicht den international- a multikulturelle Charakter vum Lëtzebuurger Aarbechtsmaart.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

c) Alter vun de Participanten

D'Majoritéit, déi um Projet deelgeholl huet, spigelt mat 53,3 % d'Alterstranche tëschent 20 a 39 Joer zeréck.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

d) Bildungsniveau

Mat 39,2 % waren et virun allem déi héichqualifiéiert Salariéen (Doktorat, Master, Bachelor) déi vum Projet profitéiert hunn, duerno d'Kategorie vun den Niddregqualifiéierten.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

e) Aktivitéitssecteur

Mat bal 25 % huet den Horeca-Secteur am meeschte vum Dispositif „Digital Skills“ Gebrauch gemaach.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Dëst si Basiskompetenzen, déi nom Referenzkader vum Conseil vun der Europäescher Unioun definéiert sinn: Informatioun, Kommunikatioun, Inhaltskreatioun, Sécherheet a Problemléisung.

Sämtlech e-learning-Formatiounen goufe vun agreéierten Instituter, déi vum Educatiounsministère als solch guttgeheesch gi sinn, ugebueden.

Bedéngt duerch de Formatiounstyp „e-learning“, war et dem Salarié méiglech op Distanz un der gewielter Formatioun Deel ze huelen.

D'Formatiounen missten op d'mannst eng vun de folgenden thematesche Kategorien ofdecken:

- Informatioun: Informatiounen sichen, regroupéieren, anuerdnen, analyséieren a klassifizéieren;

- Kommunikatioun: Benetzung vun elektronesche Kommunikatiounskanal, Deele vun Informatiounen an Inhalter, Zesammenaarbecht duerch digital Outilen, Vereinfachung vun Interaktiounen mat anere Benotzergruppen oder Fuerderung vun interkultureller Sensibilitéit;

- Inhaltskreatioun: digital Inhalter erstellen an ëmännere (Texter, Illustratiounen, Fotoen, Videoen asw.);

- Sécherheet: Privatsphär, Donnéeën an Identitéit schützen, Sécherheetsmoosnamen ëmsetzen, fir e securiséiert IT-Ëmfeld ze kreéieren;

- Problemléisung: digital Outilen effizient a kreativ benotzen, fir Problemer ze léisen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Déi provisoresch Gesamtausgabe belafen sech op 130.847,23 EUR. Nach net all Rechnung gouf receptionnéiert. Dës Chiffer enthält d'Formatiounskäschten, souwéi d'Ausgabe fir eng Sensibiliséierungscampagne.

Question 5867 (04.03.2022) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** (CSV) concernant la **suspension de la chaîne « Russia Today »** :

Als Reaktioun op déi russesch Invasioun vun der Ukrain hunn déi europäesch Staaten zesumme mat hire westlechen Alliéierten eng ganz Panoplie u Sanktiounen géint Russland beschloss, dorënner och en Ausstralungsverbuert vum russesche Sender Russia Today. Dës Sanktioun ass domadder begrënt, dass Russia Today a Vergaangenheet duerch eng pro-Kreml Berichterstattung opgefoll ass an d'Grenz zur Propaganda oft iwwerschratt ginn ass. Wann ee Russia Today elo op POST TV opruffe wëll, gëtt een informéiert, dass dat opgrond vun enger Decisioun vun der Europäescher Kommissioun net méiglech ass an de méi genee Kontext am Zesammenhang mam Krich an der Ukrain gëtt een net gewuer. Aus der Perspektiv vum Konsument vu POST TV gëtt een also just gewuer, dass d'Europäesch Kommissioun d'Iwwerdringung vum Sender verbueden huet an net, dass et sech heibäi ëm en héchst problemateschen a Kreml-noe russesche Sender handelt.

An deem Kontext géife mir gär follgend Froen un den Här Kommunikatiouns- a Medieminister stellen:

- Ass sech d'Regierung bewusst, dass d'Clientë vu POST TV net iwwert de méi genee Kontext vum Ausstralungsverbuert vu Russia Toda informéiert ginn?

- Gedenkt d'Regierung, eppes dogéint ze ënnerhuelen?

Réponse commune (08.04.2022) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

Op Nofro hi weist POST Lëtzebuerg dorobber hin, dass se hir Clienten am Kanal 171 informéiert, dass se de Sender RT - Russia Today aus der Offer u Programmen op POST TV rausgeholl huet.

(Capture d'écran à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

An deem Programmhiweis gëtt erkläert, datt déi Mesure, fir de Sender net méi op POST TV ze diffuséieren, op enger Decisioun vun der Europäescher Kommissioun baséiert an no Récksprouch mat den zoustännegen nationalen Autoritéite geholl gouf. Domadder sinn d'Clientë vu POST TV transparent an ausféierlech informéiert.

Question 5869 (04.03.2022) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** et **M. Dan Kersch** (LSAP) concernant le **recouvrement de pensions alimentaires** :

All Joer ginn zu Lëtzebuerg eng ganz Rei u Scheedung gesprach, déi iwwert d'Joren ëmmer méi zouhuelen. Ganz dacks ginn do och sougenannte „pensions alimentaires“ vun de Geriichter festgeluecht, respektiv am géigesäitegen Averstännnis ausgehandelt, mat deenen de Partner, bei deem d'Kanner net haaptsächlech liewen, sech um Ennerhalt an un de Käschte vun der Kannererzéiung bedeelegt, an dat am Interêt vum Kand oder de Kanner.

An de meeschte Fäll klappt dat ganz gutt. A ville Fäll awer ginn déi festgehalen Zommen net, nëmmen deelweis oder mat vill Verspéidung iwwerwisen; wat déi betraffe Beneficiären a ganz prekär Situatiounen ka féieren. Ausserdeem mussen déi

Betreffen dacks deier an ermiddend Prozeduren op de Geriichter iwwer sech ergoe loossen, bis se zu hirem an hire Kanner hirem Recht kommen.

A Frankräich funktionéiert zanter dem 1. März 2022 e System, wou d'ARIPA (Agence de recouvrement et d'intermédiation des pensions alimentaires) automatesch Intermediaire ass beim Ausbezuere vun enger Pension alimentaire am Interêt vum Kand - ausser déi zwee Partner hu virdrun decidéiert, dass si et anescht wëllen handhaben. Falls net bezuelt gëtt, dreift d'ARIPA d'Suen och bei deem an, dee se schëlleg ass.

Et ass gewosst, dass dës Prozedur zwar eng zousätzlech administrativ Charge fir d'Verwaltung bedeit, anerersäits awer e grouse Virdeel fir déi Betreffen ass an a ville Fäll och zu engem bessere Verständnis tëscht den Exparter bäidréit, wat dann net zulescht de gemeinsame Kanner zeguttkënn.

Zu Lëtzebuerg gesäit déi sougenannte Palim-Legislatioun¹² vir, dass de Fonds national de solidarité déi onbezuelt Pensions alimentaires kann iwwerhuelen a beim Debituer andreiwen - awer nëmmen, wann een als Elterendeel, deen d'Pension alimentaire zougesprach krut, all d'Voies de recours epueiséiert huet an enger ekonomesch schwieriger Situatioun ass. Dëst bedeit fir déi Betreffen dacks e groussen Opwand a laang an zäitopwändeg bürokraatesch Prozeduren, während deene keen Ennerhalt bezuelt gëtt an déi d'Bezéiung tëscht de getrennten Eltere staark belaauchten.

1. An deem Kontext wollte mer déi zwou Damme Ministreschen, d'Madamm Familljeministeschen an d'Madamm Justizministesch, froen, ob si sech kéinte virstellen, hei zu Lëtzebuerg eng identesch Prozedur anzeféiere wéi déi a Frankräich - eng Prozedur, bei där net mussen all gerichtlich Weeër ausgeschöpft sinn a keng Konditiounen gëllen, wat déi ekonomesch Situatioun vum Demandeur ugeet.

2. Ausserdeem wollte mir froen, ob et Statistike gëtt, déi engersäits feststellen, wéi héich d'Pension alimentaire am Duerchschnitt fir ee Kand ass an anerersäits, wat d'Geriichter als minimal a maximal Zomme festhalen.

Réponse commune (06.04.2022) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1. D'Avancen op eng „pension alimentaire“, déi opgrond vun modifizéierter Gesetz vum 26 Juli 1980 iwwert „d'avances et le recouvrement de pensions alimentaires“ ausbezuelt ginn, sollen et deene Leit erméiglechen, eng finanziell Hëllef ze kréien, déi all gerichtlich Weeër ausgeschöpft hunn. Dës Prozedur ass net geduecht, fir eng juristesche Prozedur ze ersetzen, et ass eng komplementar Prozedur.

Am Moment ass et net virgesinn, dës Legislatioun ze änneren.

ad 2. D'Regierung huet keng Statistiken iwwert d'Zomme vun de „pensions alimentaires“.

Et kënn seele vir, dass eng „pension alimentaire“ ouni aner Demandé viru Geriicht gefrot gëtt. D'„pensions alimentaires“ gi meeschtens als accessoire Demande bei enger Scheedung oder der Fixatioun vun der Residenz vum Kand gefrot. Dowéinst ass et net méiglech, d'Unzuel vun de gesprachene „pensions alimentaires“ oder hir Héicht exakt statistesch ze erfassen.

D'Héicht vun de „pensions alimentaires“ variéiert jee no der Unzuel vun de Kanner, hire Besoinen an der finanzieller Capacitéit vun den Elteren, zum Ennerhalt an der Erzéiung vum Kand bäizesteieren, a gëtt dowéinst an all Fall individuell ugepasst.

D'Stater Bezierrgeriicht schwätzt am Duerchschnitt „pensions alimentaires“ an enger Héicht tëscht 250 a 300 Euro. Déi klengste „pension alimentaire“, déi gesprach gouf, war zéng Euro an huet e peruanesche Papp vun dräi Kanner betraff, deen nëmme wéineg a Peru verdéngt huet. Déi héchste „pension alimentaire“, déi vum Stater Bezierrgeriicht gesprach gouf, war 1.500 Euro.

Question 5871 (04.03.2022) de **M. Charles Margue** (*déi gréng*) concernant les **actifs du FDC en Russie** :

Les sanctions financières prises contre la Russie en réaction à la guerre menée contre l'Ukraine depuis le 24 février, notamment son exclusion du système bancaire mondialisé Swift ainsi que les sanctions contre certaines firmes et individus, impactent aussi les actifs du Fonds de compensation luxembourgeois (FDC). Selon des chiffres circulants dans la presse, l'exposition du FDC serait relativement limitée, à savoir environ 40 millions d'euros, soit 0,18 % du volume total.

¹² Loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité / Règlement grand-ducal du 2 décembre 1983 fixant les modalités d'application de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité

Notons que parmi les investissements du FDC dans des entités russes figurent plusieurs entreprises dont les activités principales concernent l'extraction et la production d'énergies fossiles.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ce cas de figure illustre parfaitement la nécessité de désinvestir complètement des énergies fossiles à court terme et réorienter les investissements du FDC vers la neutralité carbone ?

2) Comment les actifs du FDC sont-ils impactés par les sanctions financières prises contre la Russie ?

3) Est-ce que le FDC compte se rallier à la politique d'autres fonds souverains, comme celui de la Norvège, et céder l'entière responsabilité de ses avoirs en Russie ?

4) Monsieur le Ministre soutient-il l'ajout des entreprises russes sanctionnées sur la liste d'exclusion du FDC ? Dans l'affirmative, est-il d'avis que ces entreprises devraient être exclues le plus vite possible et donc avant la prochaine revue de la liste d'exclusion programmée pour fin mai ou début juin 2022 ?

Réponse (23.03.2022) de **M. Claude Haagen**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) Le lien de causalité entre la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et les sanctions économiques prononcées et le secteur des énergies fossiles et la neutralité carbone n'est pas donné.

Alors qu'il est vrai que certains producteurs d'énergies fossiles figurent parmi les actifs russes du Fonds de compensation (FDC), le portefeuille russe total du FDC est principalement constitué d'obligations souveraines ainsi que d'actions et d'obligations de sociétés issues d'autres secteurs (p. ex. secteur financier, service des télécommunications, ...).

La législation de gestion de la réserve du régime général de pension prévoit que les placements du FDC doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques et, qu'à cette fin, les disponibilités doivent être réparties entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques.

ad 2) En ce qui concerne les sanctions de l'UE, le FDC détient :

- 1 obligation de sociétés sous sanction(s) ;
- 2 actions sous sanction(s).

Ces trois titres sont actuellement estimés de bonne foi avec une valeur résiduelle de zéro, étant donné qu'ils ne peuvent pas être échangés sur le marché.

En ce qui concerne les autres sanctions (sanctions des États-Unis, Royaume-Uni, etc.), le FDC détient :

- 3 obligations de sociétés sous sanction(s) ;
- 9 actions sous sanction(s).

Pareillement, ces douze titres sont également estimés de bonne foi avec une valeur résiduelle de zéro pour les mêmes raisons que celles des trois autres titres.

Au total, les titres sanctionnés représentaient environ 23 % du portefeuille russe total du FDC avant la mise à zéro de leur valeur résiduelle.

En conformité avec ses obligations légales, lesdits titres sanctionnés ont été reportés à la Cellule de renseignement financier du Ministère de la Justice. La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a aussi été informée. Dans ce contexte, instruction a été donnée par le FDC à ses gérants de portefeuille et à la banque dépositaire de bloquer, respectivement de geler, tous les titres sous sanction(s), comme le négoce sur titres sanctionnés n'est pas autorisé.

ad 3) Le FDC est certainement soumis aux mêmes restrictions de négoce et conditions de marché imposées par les sanctions économiques que le fonds souverain norvégien. Quasi la totalité des actifs russes du FDC ne sont donc pas négociables à l'heure actuelle.

Toutefois, il y a lieu de rendre attentif sur une particularité du mode opératoire du FDC en rappelant que seuls les titres inclus dans les indices de référence retenus par le FDC sont éligibles pour investissement. Ainsi, les fournisseurs d'indices du FDC ont annoncé qu'ils excluront les actions russes de leurs indices de référence.

Au moment où un titre est exclu des indices retenus par le FDC, il devient aussi inéligible pour le FDC et doit donc être vendu dans un certain délai par les gérants de portefeuille concernés, mais seulement si les conditions de négoce et de marché permettent à ce moment aussi une telle vente.

ad 4) La liste d'exclusion du FDC n'est pas un outil de matérialisation de contraintes légales ou réglementaires (anciennes ou nouvellement mises en place) lui applicable, mais un outil de sa politique d'investisseur responsable. Le but de cette liste est d'assurer que ses investissements soient conformes aux normes internationales telles qu'entérinées dans les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies couvrant les droits de l'homme, l'environnement, les normes internationales de travail ainsi que la lutte contre la corruption ou impliquées dans des activités liées aux armes controversées.

Dans ce contexte, la liste d'exclusion est périodiquement revue et mise à jour sur base d'un processus systématique en collaboration avec la société néerlandaise Sustainalytics, un prestataire de services externe spécialisé, reconnu et indépendant. Selon ce processus, la prochaine revue de la liste d'exclusion est planifiée pour fin mai/début juin au cours de laquelle le FDC se verra adresser un rapport de Sustainalytics sur toutes les sociétés jugées non conformes aux normes internationales telles qu'entérinées dans les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies.

Ni le processus de mise à jour de la liste d'exclusion ni la liste d'exclusion elle-même ne se prêtent comme un outil de gestion d'une situation exceptionnelle que nous vivons actuellement avec l'agression russe contre un pays autonome. Les sanctions économiques prises à l'encontre de la Russie et de certaines sociétés (et certains individus) russes, ayant comme conséquence un blocage de tout négoce des titres correspondants, doivent être considérées prioritairement par tout acteur financier, indépendamment de toute autre adaptation ou de toute volonté de désinvestissement.

Question 5874 (04.03.2022) de **M. François Benoy** et **Mme Jessie Thill** (*déi gréng*) concernant la **sécurité des installations nucléaires en Ukraine** :

No der Besetzung vun der Evakuationszon an der zerstörter Atomzentral vun Tschernobyl virun enger Woch, hunn ons elo dës Nuecht weider erschreckend Nouvelen zu Kämpf ronderëm ukrainesch Atomreakteren erreicht. Bei de Krichshandlung ronderëm d'Atomkraftwierk Saporischschja, dat gréisstent AKW an Europa, kumt et de Medieberichter no och zu Schëss vu Panzer an zu Bommenaschleie op Deeler vun dëser Zentral am Südoste vun der Ukrain. Den offiziellen Informatiounen no, gouf kee vun de 6 Reaktere selwer getraff, mee e Bürosareal an e Labo, wou et zu engem Brand kumt ass. Et wäeren awer keng Affer ze bekloen, d'Feier wär an der Tëschenzäit ënner Kontroll, et wär keng radioaktiv Strahlung ausgetraff an d'AKW wär elo ofgeschallt.

Souguer wann et sech net sollt em eng geziiltten Attack op dës Atomanlag handelen, mee „nëmmen“ em e militäresche Feeler, mécht dat d'Situatioun net manner beonrouegend an och net manner gefierlech. Schliisslech erënnt Lëtzebuerg sech nach gutt un déi bis dato schlimmsten Atomkatastroph am Abrëll 1986 zu Tschernobyl, an déi enorm radiologesch Konsequenze fir ganz Europa. Och en ofgeschallt AKW bleift nämlech gefierlech. Och ouni Produktioun muss d'Stroum- a Waasserversuergung garantéiert bliwen, fir d'Killung vun den aktiven a vun den ale Brennstief ze garantéieren, dat heescht souwuel vum Reaktorkär, wéi och vun den Ofkléngbecke mat den ale Brennstief, déi bautechnesch dacks manner gutt ofgeschéert sinn.

Dëse Virfall weist ganz däitlech, datt ee bei Atomanlagen uechtert d'Welt och ëmmer den direkte militäresche Risiko muss mat abezéien. Grad den Zenario vun enger militärescher Bedroung gëtt awer an den offizielle Risikoanalyse beim Bau vun AKW meeschtens ignoréiert. An esouguer wann dësen Zenario gekuckt gouf, sinn d'Conclusiounen an der Reegel - wéi a Frankräich - als „secret défense“ agestuift, also streng geheim. D'Attack op déi gréissten Atomzentral an Europa beweist elo méi wéi däitlech, datt a Krichszäiten d'Atomreakteren nach méi e grouse Problem sinn, an déi souwisou schonns dramatesch Auswierkung vum Krich am schlimmsten Fall nach kéinten europawäit multiplizéieren.

An dësem Zesammenhang wëllt mir gäre folgend Informatioun vum Här Kommunikatiouns- a Medie-minister kréien:

1. Wéi konkret ass d'Gefor? Sinn d'Stroum- an d'Waasserversuergung vum AKW Saporischschja weiderhi garantéiert?

2. Handelt et sech bei de 6 Reaktere vum AKW Saporischschja em en änelechen Anlagentyp wéi dee vun Tschernobyl?

3. Gëtt et an dëser Zentral och e Lager fir radioaktiv Offäll? Wéi vill radioaktivt Material wéi Brennstief (inklusive déi an den Ofkléngbecken) a radioaktiv Offäll befanne sech momentan an dëser Zentral?

4. Wéi eng ukrainesch Reakteren an eventuell aner Atomanlage sinn nach a Betrib a goufen et do eventuell och schonns änelech Virfäll?

5. Gëtt et am Krichsfall laut internationalem Recht besonnesch Obligatiounen fir d'Konfliktparteien, wat Atomanlage wéi Reakteren an End- oder Zwëscherlager fir radioaktiv Offäll ueegt ? A wa jo, wéi kann ee sécherstellen, datt d'Konfliktparteien déi och anhalen?

6. Wat gëtt op EU an op internationalem Niveau ennerholl, fir d'Sécherheet vun dësen Anlagen ze garantéieren? Kritt d'Ukrain Stroum aus den EU-Nopeschlänner? Wéi eng offiziell Befugnisser oder Méiglechkeeten huet an dësem Kontext d'International Atomenergiebehörd (IAEA)?

Réponse commune (11.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. Déi ukrainesch Autoritéit fir Atomopsicht setzt trotz de schwierigen aktuelle Konditiounen eng exemplaresch gutt Informatiounspolitik em, andeem se ganz regelméisseg d'international Communautéit iwwert den Informatiounsreseau vun der IAEA informéiert. Dëst hëlleft enorm, fir d'Geforelag anzuschätzen. Der Regierung hir Informatiounen zu dem Sujet baséieren op deene Rapporten.

Deene Informatiounen no, gëtt et de Moment am Fall vun der Zentral vu Saporischschja eng Rei vun Elementer, déi sech negativ op d'Sécherheet vun dëse 6 Reakteren auswirken. Et ass sou, datt déi ukrainesch Equipagen, déi d'Anlag bedriewen, dëst net enner normale Konditiounen kënnen maachen. Déi Equipagen, déi um Site sinn, müssen um Site bliwen a kënnen net wéi üblech rotéieren. Hir Méiglechkeeten no baussen ze kommunizéieren si beschränkt a si hu keen Zougang zu Material vu bausse wat se eventuell géife brauchen. A sou enger aussergewöhnlecher Situatioun besteet dofir och en erhéicht Risiko vu mënschleche Feeler.

Fir e méiglechen Accident ze verhënneren, muss séchergestallt ginn, datt souwuel déi 6 Reakteren, wéi och déi Installatioun, wou déi ofgebrannte Brennelementer lageren, gekillt ginn. D'Stroum- an d'Waasserversuergung ass dofir essentiell.

D'Waasserversuergung schéngt momentan assuréiert, allerdéngs ass d'Stroumversuergung méi fragill. Laut Informatiounen vun den ukraineschen Autoritéite wier just nach eng Héichspannungsleitung intakt, déi de Site mat Stroum ka versuergen. Zweek Reaktere liwweren de Moment och Stroum. Sollten déi Reakteren an och déi extern Stroumversuergung ausfalen, wiere just nach d'Noutfalldieselen, déi de Reakter kënnen an engem séchere Modus halen. Hei wier et dann awer wichteg, de Site och mat Diesel ze versuergen.

Wat déi militäresch Attacke betrëfft, schwätzen d'ukrainesch Autoritéite vu grësserem Schued an engem Verwaltungsgebai an och enger Galerie déi den Zougang zum Reakter 1 assuréiert. Sécherheetstechnesch relevant Installatiounen schéngen awer nach intakt ze sinn. Beispillsweis fonctiounéiert och de Miessreseau fir Radioaktivitéit nach.

ad 2. Et handelt sech hei em Drockwaasserreaktere vu russeschem Bautyp, wéi och op deenen aneren 3 Sitten an der Ukrain. Am Géigesaz dozou war de Reakter vun Tschernobyl ee Graphit-Reakter.

ad 3. Um Site vun dëser Zentral gëtt et zënter 2001 eng Installatioun fir de Stockage vun ofgebrannte Brennelementer. Dëst ass ee sougenannten „dry-storage“, deen net méi muss aktiv gekillt ginn. Laut Aussoe vun der ukrainescher Autoritéit schwätze mer hei vun der Quantitéit un Offall, deen an engem Zäitraum vun 20 Joer uegfall ass. All Reakter huet och en Ofkléngbecken, wou d'Brennelementer 3-7 Joer bliwen. Donieft gëtt et och verschidden Anlagen um Site fir d'Gestioun vun deenen anere radioaktiven Offäll.

ad 4. Et gëtt an der Ukrain nach 3 aner Atomzentralen, Rivne zu Varash mat 4 Reakteren, Khmelnytski zu Netishyn mat 2 Reakteren a Süd-Ukrain zu Yuzhnoukrainsk mat 3 Reakteren. Op dëse Sitte gouf et den aktuellen Informatiounen no nach keng Virfäll am Zesammenhang mam Krich.

Zu Tschernobyl sinn d'Reakteren tëscht 1986 an 2001 alleguer vum Netz geholl ginn a si lo am Réckbau. Fir den havarierte Reakter Nummer 4 gouf eng Schutzhüll gebaut. Duerch de Réckbau gëtt et op dësem Site och Anlage fir d'Gestioun vu radioaktivem Offall. Den aktuellen Informatiounen no hält d'russesch Arméi dëse Site zënter dem 24. Februar besat an hir Truppe sinn an der „zone d'exclusion“ rassembleiert. Wéi den 9. März gemellt gouf, gëtt et méttlerweil vusäite vun der IAEA och keen Zougang méi zu den lwwerwaachungsdate vun der Atomzentral.

De 6. März war eng nuklear Anlag am Fuerschungszentrum vun Kharkiv enner Beschoss. Et handelt sech hei em eng ennerkritesch Versuchs-anlag, déi als Neutronequell déngt. D'Gebai, wou dës Anlag ass, gouf dobäi beschiedegt a verschidden elektresch Accessoiré sinn zerstéiert ginn. Weiderhin ass och zu Kharkiv eng Sammelstell fir radioaktiv Sourcen. Op dësem Site gouf et verschidde Virfäll iwwert déi lescht Woch. Op béide Sitte konnt awer keen Austrétt vu Radioaktivitéit enregistreiert ginn.

ad 5. 2009 huet d'Generalkonferenz vun der Internationaler Atomenergie Agence (IAEA) eng Decisioun adoptéiert, datt all Zort vu gewaltsamer Attack op, oder Menace géint eng zivill nuklear Anlag eng Vio-

latioun géint d'Prinzipie vun der UN-Charta, dem internationale Recht an de Statute vun der IAEA duerstelt.

ad 6. De 4. März 2022 huet Lëtzebuerg op der UNEP-Émweltminister Konferenz zu Nairobi, zesumme mat den aneren europäesche Memberstaaten a weidere 16 Länner, d'Attacken op d'Atomzentralen an dat generell Virgoe vu Russland an der Ukrain däitlech kritiséiert.

Lëtzebuerg huet och um Niveau vun der IAEA eng Deklaratioun gemaach, wou dës Attack op d'Atomzentralen an der Ukrain op dat Schäerfst veruerteilt gëtt an d'IAEA opgefuerdert gëtt, dës nei Dimensioun vun nuklearem Risk iwwert militäresch Attacke mat a Betruecht ze huelen. Dës indisciplinéiert Attacke verdäitlechen nach eemol d'Gefor fir de Mënsch an d'Émwelt déi potenziell Schied un Atomkraftwierker duerstellen.

Op europäeschem Niveau ginn de Moment d'Be-méiungen zur Sécherheet vun dësen Anlagen duerch d'ENSREG koordinéiert. Lëtzebuerg gëtt an dësem europäesche Grupp vun den Atomopsichtsbehörden duerch d'Divisioun vun der Radioprotectioun vertrueden. Jeeweils sondes de 27. Februar a 6. März hat d'ENSREG Reunionen organiséiert, fir d'Situatioun ze analyséieren a fir do, wou et méiglech ass, selwer aktiv ze ginn. Un dëse Reunionen hunn och Vertrie-der aus der Ukrain a vun der IAEA deelgeholl. Dobäi ennerstézt d'ENSREG ausdrécklech d'Initiativ vum Generaldirekter vun der IAEA vum 4. März, fir en Arrangement tëscht der Ukrain a Russland auszuhandelen, dat et erlaabt d'Sécherheet vun den nuklearen Anlagen ze assuréieren. D'Deklaratiounen vun der ENSREG fuerderen donieft och d'Anhale vun den internationale Reegelen. Méi dozou fént een um Site: <https://www.ensreg.eu/document/ensregstatement-ukraine-6-march-2022-0>.

D'Stroumversuergung ass aktuell nach relativ stabil, allerdéngs stellt sech d'Fro, wéi sech dat an deenen nächsten Deeg a Woche weiterentwéckelt. Um Energieministère gëtt aktuell op zwee Volete geschafft:

Et geet em d'Bereetstelle vun Equipement fir d'Stroumversuergung op der Plaz. D'Lëtzebuurger Acteure vum Stroumsecteur hu bis ewell Zousoe ginn, fir 10 Noutstroumaggagater bereetstellen. D'Logistik fir den Transport vum Equipement an d'Ukrain gëtt de Moment organiséiert.

Op der anerer Säit gëtt aktuell gepréift, ob den ukrainesche Stroumreseau mam europäesche System kéint connectéiert ginn. Historesch ass et esou, dass de Reseau vun der Ukrain mam russesche Stroumreseau gekoppelt ass, et gëtt awer scho méi laang Pläng, dës Kopplung ze deconnectéieren, an am plaz den ukrainesche System mam europäeschen interconnectéierte Stroumreseau ze verbannen. D'Ukrain huet elo kuerzfristeg eng Demande gestallt, ob hire System mam europäesche System kéint connectéiert ginn.

Den techneschen Defi vun der Kopplung ass, dass nieft der physescher Kopplung mat Leitungen och gewëss Donnéeë muss kommunizéiert a Prozeduren agehale ginn. Et gëtt och e gewëssenen ekonomeschen Impakt, well Stroumflëss iwwer d'Interconnectioun natierlech och eng gewësse Valeur hunn, awer dat ass aktuell éischter sekundär. De gréissten Defi ass awer, dass et zu Instabilitéite ka kommen, z. B. doduerch, dass Anlagen an der Ukrain futti gemaach ginn, an esou Instabilitéiten sech och an engem System kënnen propagéieren.

Deem géigeniwwer steet de grouse Virdeel, dass duerch d'Connectioun d'Versuergungssécherheet an der Ukrain substanzuell géif verbessert ginn. Dat wier esouguer dann de Fall, wa kee groussen Echange op deene Leitunge wier, well Schwankungen am System iwwer d'Gréisst vun europäesche System gutt kéinten ofgefiedert ginn. Zousätzlech wier esou eng Mesure natierlech och e politescht Signal.

D'Demande gouf d'lescht Woch op dem extraordinären Energieconseil zu Bréissel diskutéiert, wou sech eisen Energieminister och grondsätzlech fir d'Mesuren agestuet huet. De Verband vun deenen europäeschen Netzbedreier mécht elo kuerzfristeg eng Analys vun der Situatioun, fir op där Basis eng Decisioun ze huelen.

Question 5877 (04.03.2022) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant l'**incendie au Centre pénitentiaire de Schragig** :

Mëtt Juni 2021 gouf e Feier am Prisong zu Schraasseg gemellt. Ee Prisonéier soll, laut Presseinformatiounen, Feier a senger Zell geluecht hunn.

Gëschter huet et op en Neits zu Schraasseg am Prisong gebrannt. Och an dësem Fall soll ee Prisonéier Feier geluecht hunn.

Aus dësem Grund wëllt ech folgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch mer matdeelen, wéi vill där Bränn sech déi lescht fënnf Joren am Prisong zu Schraasseg zougedroen hunn?

2. Kann d'Madamm Ministesch eis d'Ëmstänn vum rezente Brand erklären?

3. Nom Brand vu Juni 2021 huet et vusäite vun der Prisongsverwaltung geheescht, dass technesch Alternativen zu Briqueten a Sträichhölzer, déi d'Prisonnier bei sech droen, fir an der Zell ze fëmmen, géifen ënnersicht ginn. Wat huet dës Etüd erginn? Koum et schonn zu technesch Adaptatiounen? Wa jo, wéi eng?

4. Wat gouf zanter Juni 2021 méi allgemeng um Sécherheetsdispositiv vum Prisong zu Schraasseg an aneren zouene Strukturen geännert, fir op dës Virfall ze reagieren?

Réponse (31.03.2022) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice** :

ad 1. Am Tableau heidrënner ass d'Unzuel vun de Bränn am Prisong zu Schraasseg pro Joer opgëllsch.

Joer	Unzuel vun de Bränn
2018	0
2019	0
2020	2
2021	6
2022	1

ad 2. D'Ëmstänn vum rezente Brand si folgend:

De Gefaangenen ass den 2. März 2022 als Zougang fir eng Prisongsstraf an de Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) zu Schraasseg op de Bloc Echo komm. Neizougäng kommen am Kader vun der Covidquarantän fir d'éischt op dës Sektoren.

Den 3. März 2022 huet de Gefaangene Feier a senger Zell geluecht, andeems hie seng Matras ugefaangen huet. Et gouf am Virfeld keng Unzeeche fir dës Dot. Déi normal Prozedur ass agehale ginn, den Här ass virun der Dot vum Dokter souwéi vun der Psychiatrie gesi ginn. Den zoustänneg Psychiater huet der Prisongsverwaltung géigeniwwer och nach eng Kéier bestätegt, datt et guer keng Unzeeche goufen, déi op den Akt hätten hindeite kënnen. De Gefaangenen ass medezinesch ënnersicht ginn a krut seng Medikamenter a seng Substitutioun. Den Accueil vum Service psychosocial et socio-éducatif (SPSE) war zu deem Zäitpunkt nach net gemaach ginn.

De Gefaangene war scho fënnemol am CPL an ass ni weider opgefall. Kuerz éier de Gefaangenen d'Feier geluecht huet, hat hie säi Fernsee futti geschloen.

ad 3. D'Prisongsverwaltung huet d'Fro vun den Zigarettenanzünder analyséiert, nottamment am Kontext vun der Renovatioun vum Prisong, a sech iwwert de Reseau Europris iwwert d'Thème Fëmmen a Feier am Prisong informéiert.

Wichtig ass et ze bedenken, dass een och mat engem Zigarettenanzünder e Feier leeë kann. D'Zigarette kann ugefaange ginn a mat der Zigarette kann en zweete Géigestand, wéi zum Beispill Toilette-pabeier, ugefaange ginn. Donieft kann een de Pabeier och direkt an den Anzünder stiechen an ufänken. D'Installatioun vun Zigarettenanzünder ergëtt also just Sënn an enger zouener Psychiatrie oder op Plazen, wou d'Persoun während der ganzer Zäit, an där se un hirer Zigarette fëmmt, iwwerwaacht gëtt.

An der forenscher Psychiatrie ass et d'Reegel, datt den Infirmier zu bestëmmten Zäiten dem Patient d'Zigarette ufänkt, waart bis d'Zigarette ausgedrückt ginn ass an dann den Zigarettestomp an den Äschebecher mathëlt. Dëst ass awer am Prisong net de Fall. D'Installatioun vun Zigarettenanzünder ass also keng Moosnam, déi d'Feierleeën definitiv kéint verhënneren.

D'Zellen an de Prisonge si mat spezielle Matrasen, Rideauen a Bettgezei ausgestatt, déi internationale Brandschutznormen a feierfeste Krittären entsprechen.

Et sief och bemierkt, datt d'Zigarettenanzünder, déi an der Reegel net an den Zelle montéiert ginn, mee an den Häff oder definéierte Beräicher, wou d'Fëmmen erlaabt ass, pro Unitéit a mam Montage ronn 2.000 Euro d'Stéck kaschten.

Am Kader vun Ëmfroen iwwert de Reseau Europris goufen d'Sujete „Fire in Prisons and Smoking in Prisons“ 2018 an 2020 vun anere Prisongsverwaltungen opgegraff, nottamment fir ze sondéieren, wéi d'Politik an anere Länner ass. Zesummefassend kann ee soen, datt et folgend Reegelunge fir zoue Prisonge gëtt:

- Fëmmen ass an der eegener Zell erlaabt. (Bsp.: Frankräich, d'Belsch)
- Fëmmen ass an dofir dediéierten Zellen/Espacen erlaabt. (Bsp.: d'Slowakei, Kroatien)
- Fëmmen ass an de Banneräim vum ganze Prisong verbueden. (Bsp.: Dänemark)
- D'Prisonge si komplett smoke-free. (Bsp.: Schottland, England & Wales)

Aus engem direkten Echange, deen d'Prisongsverwaltung mat der franséischer Administration pénitentiaire an dem SPF Justice aus der Belsch hat, ass ervirgaangen, datt d'Fëmmen an den Zellen, déi als „espace individuel“ ugesi ginn, erlaabt ass. Doriwwer eraus gëtt et weider dediéiert Espacen, an deenen d'Fëmmen erlaabt ass (zum Beispill am Baussen-haff). Op de reguläre Sectioun gehéiere Briqueten a Fixfeier zu den autoriséierte Géigestänn.

An de Prisongen zu Lëtzebuerg dierfen d'Gefaangenen an den Zelle fëmmen, vu datt d'Zellen als de „substitut de domicile“ ugesi gëtt. Am Kader vun der Renovatioun vum CPL ass d'Problematik vun der Briquete an den Zellen amgaangen analyséiert ze ginn.

ad 4. D'Brandsécherheet op der Sectioun G1 gouf verbessert, déi Gainé vun den Zellen, wou et zum Gank hi gebrannt huet, hu missen zougemaach ginn. D'Fënsteren um G1 gi geännert, soudatt se am Fall vu Feier opgemaach kënnen ginn, fir den Dampf erauszeloossen. Am Moment ginn déi net op. Et ass och bei der Administration des bâtiments publics ugefrot ginn, fir Daachluken ze installéieren.

Weiderhi si souwéi d'office eng Rei Sécherheetsdispositiver en place, fir d'Sécherheet ze assurieren: d'Sprechanlag an den Zellen, schwéier entflammbar Materialien, Rauchmelder.

Et ginn och Formations continues fir d'Personal uegebueden. Doriwwer eraus ass et esou, datt d'Beamte sensibiliséiert gi sinn, fir beim geréngsten Doute d'Direktioun vun der Prisongsverwaltung doriwwer ze informéieren, wann e Gefaangenen eventuell eppes an déi Richtung ënnerhuele kéint. Och d'Psychiatrie dréit verstärkt zur Sécherheet bäi a verleet de Gefaangene beim geréngsten Doute ënner Vidéosurveillance.

Question 5878 (04.03.2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **combattants irréguliers** :

Déi russesch Regierung huet ugekënnegt, Persoune mat net ukrainescher Nationalitéit, déi sech opsäite vun der ukrainescher Regierung u Kampfhandlung bedeelegen, als irregulär Combattanten ze behandelen.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

- Huet d'Regierung Kenntnis doriwwer, ob Leit aus Lëtzebuerg sech wellen u Kampfhandlungen an der Ukrain bedeelegen? Falls jo, wéi gedenkt si, heiroop ze reagieren?

Réponse commune (14.03.2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense, et de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

D'Regierung huet momentan keng Kenntnis iwwert Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen an decidéiert hätten, an der Ukrain op der Säit vun den ukraineschen Truppen ze kämpfen.

Question 5879 (04.03.2022) de **Mme Diane Aدهm** (CSV) concernant le **paiement des pensions alimentaires** :

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 a créé en France un nouveau service public d'intermédiation financière des pensions alimentaires opérant suivant le principe suivant :

Le parent débiteur d'une pension alimentaire verse mensuellement le montant de la pension à l'Agence de recouvrement et d'intermédiation des pensions alimentaires (ARIPA), qui se charge ensuite de la reverser au parent créancier.

Tout manquement du parent débiteur à ses obligations fait l'objet de pénalités et entraîne, dès le premier impayé, le recouvrement de la pension par l'ARIPA et le déclenchement d'une allocation de soutien familial à titre d'avance au parent créancier par l'ARIPA (116 € par mois et par enfant) lorsque le parent créancier de la pension alimentaire est un parent isolé et en a fait la demande.

Depuis le 1^{er} mars 2022, l'intermédiation financière se met en place de manière automatique.

D'après la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement des pensions alimentaires le Fonds national de solidarité se charge de payer sur demande la pension alimentaire, aux conditions e. a. que celle-ci soit fixée par décision judiciaire exécutoire au Luxembourg et que le recouvrement total ou partiel ne puisse être obtenu par voie d'exécution de droit privé effectivement exercée.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Madame le Ministre de la Famille :

1) Alors que les autorités françaises tablaient sur des impayés totaux ou partiels des pensions alimentaires de 30 à 40 %, Mesdames les Ministres peuvent-elles me fournir des informations statistiques sur les impayés en matière de pension alimentaire au Luxembourg ?

2) Combien d'affaires d'abandon de famille ont dû être traitées en justice au cours des cinq dernières années ?

- Comment ces affaires sont de manière générale résolues (médiation pénale, jugement sur accord, etc. ?

- Combien de condamnations du débiteur d'aliments le juge pénal a-t-il été amené à prononcer au cours de cette période ?

3) Mesdames les Ministres ne considèrent-elles pas que le système d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires institué par la loi du 26 juillet 1980 est peu protecteur du créancier d'aliments ?

- De l'avis de Mesdames les Ministres, une réforme de cette loi ne s'impose-t-elle pas ?

- Mesdames les Ministres envisagent-elles de s'inspirer du système d'intermédiation financière français pour mieux protéger les créanciers d'aliments ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

Réponse commune (04.03.2022) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice :

ad 1) Le Gouvernement ne dispose pas de statistiques sur les impayés en matière de pension alimentaire au Luxembourg.

Pour recouvrir les arriérés de pensions alimentaires, les créanciers peuvent recourir à l'ensemble des voies d'exécution judiciaires et extrajudiciaires à leur disposition.

En ce qui concerne les procédures d'exécution judiciaire, il n'est pas possible de distinguer les affaires suivant la nature de la créance. Partant le Gouvernement n'est pas non plus en mesure de fournir des statistiques sur le recouvrement des impayés en matière de pension alimentaire.

ad 2) Entre 2017 et 2021, 318 nouvelles affaires d'abandon de famille ont été enregistrées.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Entre 2017 et 2021, 207 affaires d'abandon de famille ont été classées sans suites, 1 personne a été acquittée et 95 personnes ont été condamnées. Dans 2 affaires, il y a eu recours à la médiation pénale. Aucun jugement sur accord n'a été prononcé en matière d'abandon de famille dans cette même période.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Les avances sur pensions alimentaires versées en vertu de la loi modifiée du 26 juillet 1980 relative aux avances et au recouvrement de pensions alimentaires sont destinées à aider financièrement les personnes qui ont épuisé, sans succès, tous les moyens judiciaires. Cette procédure est complémentaire à la procédure judiciaire, mais elle ne la remplace pas. À l'heure actuelle, une révision de la loi en question n'est pas à l'ordre du jour.

Question 5884 (07.03.2022) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Diane Aدهm** (CSV) concernant les **aides à la presse** :

Rezent koum et wéinst der russescher Invasioun an der Ukrain zu engem europawäiten Ausstralungsverbuet vum russesche Sender „Russia Today“. Dat, well d'Grenz vun objektiver Berichterstattung zu ideologesch gesteierter pro-russescher Propaganda oft iwwerschritt ginn ass.

Eng änlech gelagert Berichterstattung, mat kloren Zich vu geziilter Desinformatioun, fällt engem och an der Mediellandschaft zu Lëtzebuerg op, wann een sech déi lescht Editioun vum enger bestëmmter Lëtzeburger Dageszeitung ukuckt.

Villen Observateure schéngt hei déi breet opgestallt inhaltlech Ausrichtung, déi noutwendeg ass, fir an de Genoss vu Pressehëllef zu Lëtzebuerg ze kommen, net méi ginn ze sinn.

An dësem Kontext géife mir gär folgend Froen un den Här Kommunikatiouns- a Medieminister stellen:

1. Ass sech den Här Minister bewusst, datt eng bestëmmt Lëtzeburger Dageszeitung an hire Bättrig zum russeschen Ugrëffskrich géint d'Ukrain sech kloer a Richtung vu pro-russescher Propaganda beweegt?

2. Kann den Här Minister eis informéieren, wéi vill déi genannten Zeitung u Pressehëllef kritt?

3. Ass den Här Minister net der Meenung, datt ee bei Publikatiounen, déi elo nach Russland als Agresseur ënnerstëtzen, d'Pressehëllefgesetz misst applizéieren an entsprechend d'Pressehëllef kieren oder strächen? Wa jo, vu wéini un? Wann nee, firwat net?

Réponse (31.03.2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias :

ad 1. Et ass net um Minister fir Kommunikatioun a Medien, fir de Contenu vu Publikatiounen ze bewäerten. Am Fall vun engem Androck vu falschen Informatiounen oder dem Netrespekt vun der journalistescher Deontologie oder dem Devoir de vérité, wéi en am Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Liberté d'expression dans les médias steet, besteet d'Méiglechkeet, och fir déi honorabel Deputéierten, sech un de Conseil de presse oder d'Gerichter ze adresséieren.

ad 2. D'Montante vun der Pressehëllef si public an hei disponibel: <https://data.public.lu/fr/datasets/montants-de-la-promotion-de-la-presse-ecrite-et-en-ligne/>

ad 3. De Minister verweist op déi nei Obligatioun vun Transparenz, déi mat der Reform vun der Pressehëllef agefouert ginn ass, déi d'Beneficiairen vun der Pressehëllef obligéiert, hir redaktionell Linn transparent oppenzeleeën, fir datt de Lieser d'Informatioun beschtens anuerdne kann.

De Minister ass net der Meenung, datt d'Pressehëllef soll un d'Konditioun vun enger bestëmmter politescher Meenung gebonne sinn, soulaang se am legale Kader bleift an d'Publikatioun weiderhin iwwer lëtzebuergesch Pressekaarte verfüügt.

Question 5886 (07.03.2022) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant les **finances communales** :

La loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes a introduit de nouveaux critères de redistribution en vue de la répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur :

- Madame le Ministre peut-elle fournir dans un tableau pour l'année 2021 le détail par commune de la répartition du Fonds de dotation globale des communes suivant les critères de péréquation tels que définies à l'article 3 paragraphe (2) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ?

- Madame le Ministre peut-elle fournir pour l'impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues en 2021 et le détail de leur redistribution aux communes du pays ?

- Madame le Ministre peut-elle fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au Fonds de l'emploi pour l'année 2021 ?

- Madame le Ministre peut-elle me mettre à disposition un tableau comparatif pour toutes les communes de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2019, 2020 et 2021 ?

Réponse (01.04.2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur :

La loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes introduit des critères de répartition des avoirs du FDGC qui regroupe une partie des recettes de l'ICC, à savoir :

- 1) une dotation forfaitaire ;
- 2) la population ajustée (82 % de la dotation) ;
- 3) les emplois salariés (3 %) ;
- 4) l'indice socio-économique (9-10 %) ;
- 5) les logements sociaux (0-1 %) ;
- 6) la superficie totale ajustée (5 %).

Je tiens à préciser que la révision du mécanisme de participation des communes à l'ICC ainsi qu'au Fonds de l'emploi a été également un élément de la réforme globale des finances communales. De ce fait, il est important de soulever que les dotations totales par habitant des communes ne se prêtent pas à une comparaison objective sans tenir compte de la participation par commune au Fonds de l'emploi.

Un tableau annexé à la présente reproduit les chiffres détaillés sur les finances communales des années 2019, 2020 et 2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5887 (07.03.2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant la **fourrière dans le sud du pays** :

A verschidde parlamentaresche Froen (N° 5481, 5329, 4773, 4483, 2675, 0676) gouf op den Ofstell-

problem vun immobiliséierten Autoen am Süde vum Land agaangen. Zënter Jore sicht d'Police no engem Site, op deem ofgeschleefte Autoe kënnen sécher deposéiert ginn.

Dat Ganzt schéngt awer net esou einfach ze sinn, well: „Eng temporaire Léisung fir déi ganz Regioun Sud-Quest vum Land ass schwéier ze fannen, well se grouss, ofgesécher, iwwerwaacht an no genuch beim concernéierte Service misst sinn.“ (Antwort op d'Fro N° 2675)

Esou muss ee feststellen, dass et mat den aktuelle Krittäre vu Gréisst, Sécherheet, Iwwerwaachung a Proximitéit bal onméiglech schéngt, fir kuerzfristeg eng effikass Léisung ze fannen. An eisem Nopeschland, der Belsch, huet een änlech Problemer. Hei schafft d'Police enk zesumme mat Ofschleefdängschter, déi d'Autoen ofschleefen an da bei hinnen op disponibele Plaze behalen, bis de Besëtzer vum Gefier et siche kënn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

- Gëtt d'Praxis, wéi se an der Belsch ze gesinn ass, och schonn zu Lëtzebuerg ugewannt?

Falls nee, ass et fir de Minister eng Optioun, fir d'Autoen op fräie Parkplaze vu Privatentreprisen (Garagisten, Concessionnaires, Ofschleefdängschter) ofzestellen, bis een definitive Standuert fir d'Fourrière disponibel ass?

Réponse (28.03.2022) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Dës Praxis gëtt zu Lëtzebuerg schonn ugewannt, zum Beispill am Fall, wou d'Fourrière judiciaire zou oder iwwerfällt ass, ginn d'Autoe beim Ofschleefdängscht ofgestallt. Dat ass awer just zäitlech begrenzt, bis dass an der Fourrière judiciaire rëm Platz ass.

An der Moyenne freet den Dépanneur fir esou eng Stellplatz 15-20 Euro den Dag. De Problem, dee sech stellt, sinn awer net déi Autoen, déi d'Propriétaires no 1 bis 2 Deeg siche kommen, mee éischer d'Epaven, déi kee méi siche kënn. Déi Autoe sti ronn 150 Deeg do, éiert d'Prozedur „véhicule délaissé“ aus dem Code de la route ofgeschloss ass. An dësem Fall kënnen Fraise vun 2.000 bis 3.000 € ufaalen, op deenen de Steierzueler sëtzebleift.

Question 5888 (07.03.2022) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **sanctions à des journalistes et présentateurs de télévision russes** :

Dans une interview parue récemment dans le « Luxemburger Wort », l'expert en communication Dr. Florian Töpfl a souligné le rôle clé que jouent les médias étatiques russes dans le cadre de la guerre contre l'Ukraine.

Les médias publics commandés par le Kremlin exerceraient notamment un contrôle quasi-total sur le discours politique et la perception de la population civile, de manière à exacerber la crise actuelle.

Ainsi le Dr. Töpfl supporte la demande d'imposer également des sanctions à des journalistes et présentateurs de télévision influents des médias étatiques russes, à l'instar des sanctions aux acteurs clés du régime de Poutine, tels que les oligarques proches du pouvoir.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant à la l'imposition de sanctions aux journalistes et présentateurs des médias étatiques russes ?

2) Selon Monsieur le Ministre, quels autres acteurs du régime de Poutine devraient être soumis à des sanctions économiques afin de maximiser la pression sur la Russie pour mettre fin à cette guerre au plus vite ?

Réponse (08.04.2022) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine est aussi une guerre d'information. Les journalistes et présentateurs des médias étatique russes ont contribué, de longue date, à propager les mensonges du Kremlin et à préparer ainsi l'opinion russe à ce qui est présenté comme la nécessité d'une intervention en Ukraine. Les événements dans le Donbass ont été présentés afin de consolider la version officielle des autorités russes selon laquelle le Gouvernement de Kiev, régulièrement qualifié de nazi, serait en train de perpétrer un génocide contre les habitants russophones des régions séparatistes. Ce faisant, ils se sont rendus complices de la propagande du Kremlin dont l'objectif final a été de justifier une guerre illégale contre l'Ukraine. Ces médias font partie intégrante de la machine de guerre russe et ont été, à ce titre, sanctionnés par l'Union européenne.

ad 2) Toute nouvelle sanction contre les acteurs politiques et économiques russes fait l'objet de discussions entre partenaires européens, avec l'objec-

tif de soutenir l'Ukraine et d'amener la Russie à mettre un terme à la guerre, immédiatement et sans condition.

Question 5899 (08.03.2022) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **distribution de comprimés d'iode** :

Duerch de Konflikt an der Ukrain an déi domat verbonne Bedroung duerch Russland maache vill Leit sech Suerge virun engem atomaren Ugrëff. Jodpëlle kënnen virun atomarer Stralung an der Schilddrüs schützen. An enger Circulaire zum Zenario vun engem méiglechen Atomaccident vum 29. September 2014 hat den deemolegen Inneminister d'Gemengen opgefuerdert, zu all Moment de Bierger Jodpëllen zur Verfügung ze stellen, wann déi se froen. Dës Deeg si vill Leit, déi op de Gemengen uechtert d'Land no esou Pëlle froen. Elo awer gëtt d'Santé de Message eraus, fir keng sou eng Pëllen ze verdeelen.

Virun dësem Hannergrond wéilt ech der Regierung folgend Froe stellen:

- Wéi ass déi aktuell Positioun vun der Regierung par rapport zum Verdeeel vum de Jodpëllen?

- Ass déi Circulaire vun 2014 nach en vigueur?

- Gedenkt d'Regierung, de Gemengen an enger Circulaire allgemeng gültig Informationen zu der Distributioun vun de Pëllen ze ginn? Wa jo, wéi sollen dës Recommendationen ausgesinn? Wann nee, firwat net?

Réponse commune (28.03.2022) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

2014 si Jodpëllen, géint Virlag vun engem Bong, vun de Gemengen an den Apdikten un d'Bevëlkerung verdeelt ginn. Zanterhier hu geleeëntlech Bierger no Jodpëlle gefrot, well déi se entweder verluer haten oder deemools net siche waren. An deene Fäll war et absolut vertriebar, fir pragmatéisch virzegoen an der betraffener Persoun Jodpëllen ze ginn.

An der aktueller Situatioun ass et awer sou, an dëst gesäit een och am Ausland, datt e regelrechte Rush op dës Pëlle stattfënn. Et besteet e grouss Risiko, datt dës Persounen déi Jodpëlle preventiv kéinten huelen, mat méiglechen Niewewierkungen, ouni awer den eigentlechen Zweck ze erfëllen. Aus deem Grund recommandéiert d'Santé, Jodpëllen net vireileg erauszeginn.

Déi Bestellungen, déi elo souwuel vu Privatleit wéi och vu Gemenge gemaach goufen, ginn awer traitéiert an an de kommende Wochen ausgelievert.

Et ass an dësem Zesummenhank wichteg ze verstoen, datt et am Fall vun engem Accident an enger Atomzentral an der Ukrain awer net wäert néideg sinn, hei zu Lëtzebuerg Jodpëllen ze huelen. Iwwert déi laang Distanz gëtt de radioaktive Jod an der Loft souwäit verdënn, datt d'Anhuele vu Jodpëllen net méi sénnvoll ass.

Wa Jodpëllen onnéideg agehall ginn, iwwerweien déi negativ gesondheetlech Folgen.

D'Circulären, déi 2014 un d'Gemenge verschéckt gi sinn¹³, sinn nach ëmmer en vigueur. D'Recommandatiounen sinn also nach ëmmer gültig.

D'Regierung wäert dës Recommendationen, a virun allem allgemeng Informationen zu der Verdeelung vu Jodpëllen, per Circulaire rappéléieren, notamment datt d'Gemengen deene Biergerinnen a Bierger, déi sech nei an der Gemeng umellen, Jodpëlle sollen offréieren an de Stock à jour halen, respektiv iwwert de Santéministère opfëllen.

Question 5900 (09.03.2022) de **Mme Jessie Thill** (déi gréng) concernant la **gestion des stocks communaux de comprimés d'iode de potassium du Plan d'urgence national « Accident nucléaire »** :

Le site étatique infocrise.lu présente entre autres le Plan d'urgence « Accident nucléaire ». Ce plan gouvernemental couvre l'ensemble des situations d'accident nucléaire ou radiologique envisageables, quelle que soit leur origine, au Luxembourg ou à l'étranger, et les administrations communales sont mentionnées comme partenaires privilégiés dans l'exécution du plan.

L'invasion de l'Ukraine, la prise de contrôle de la zone interdite de la centrale nucléaire de Tchernobyl, explosée il y a 36 ans, de l'attaque russe sur la plus grande centrale nucléaire d'Europe à Zaporijjia (Ukraine) et l'interruption d'un grand nombre de lignes de haute tensions ukrainiennes indispensables à l'approvisionnement électrique des centrales nucléaires en cas d'incident, démontrent que les centrales nucléaires ne posent non seulement un risque « résiduel » en temps de paix, mais surtout un

¹³ Circulaire N° 3182 vum 26. August 2014, Circulaire N° 3189 vum 29. September 2014, Circulaire N° 3193 vum 9. Oktober 2014

danger pour tout le continent en temps de guerre. En conséquence, les citoyens, mais aussi les communes luxembourgeoises se sont demandés où se trouvaient leurs comprimés d'iode de potassium pour le scénario d'une contamination radioactive jusqu'au Luxembourg. Or, tout comme les citoyens, de nombreux responsables communaux se sont rendus compte qu'ils ignoraient la localisation et l'état de certains de leurs stocks de comprimés devant servir à approvisionner leur population en cas de déclenchement du plan d'urgence susmentionné. Dans ce contexte, je voudrais avoir des informations concernant la gestion des comprimés d'iode de potassium :

1) Concernant le plan prévoyant une distribution préventive à tous les résidents du pays, est-ce que la grande campagne de distribution de 2014 fut déjà suivie par d'autres ?

2) Comment les plus de 70.000 nouveaux habitants depuis 2014, ainsi que les jeunes ayant entre-temps quitté le foyer familial, ont-ils reçu leurs comprimés ?

3) Est-ce que le Ministère, ou un autre service étatique, supervise les stocks de comprimés se trouvant sur le territoire du Luxembourg (lycées, communes, etc.) et connaît leurs emplacements et leur taille ?

4) Considérant les dangers liés à la guerre en Ukraine ne faudrait-il pas préventivement contrôler et actualiser rapidement les stocks nationaux et communaux face à l'évolution démographique ?

5) Ne faudrait-il pas communiquer plus activement et de manière multilingue sur la bonne utilisation de ces comprimés face aux soucis et aux doutes des citoyens voire aux informations parfois contradictoires concernant l'utilité, la disponibilité, la prise et les risques associés à la prise des comprimés d'iode de potassium ?

Réponse commune (28.03.2022) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

ad 1) La stratégie existante, en l'occurrence l'établissement de stocks de comprimés proche des populations dans les communes et écoles, avait été complétée en 2014 par une pré-distribution à la population. Cette complémentarité des programmes permet une couverture plus élevée comparée à une seule voie de distribution. Vu que les comprimés ont une date de conservation très longue, il n'est pas nécessaire de répéter la campagne de distribution.

ad 2) Il a également été défini en 2014 de proposer à chaque personne qui venait déclarer sa résidence auprès du bureau de la population de l'administration communale concernée de lui remettre un blister de comprimés d'iode de potassium ainsi qu'une brochure d'information.

Toutefois, en cas d'accident nucléaire et conformément au Plan d'urgence « Accident nucléaire », les personnes qui ne disposeraient pas de comprimés d'iode de potassium à leur portée conservent la possibilité d'en retirer aux points de distribution organisés par les administrations communales.

ad 3) La division de la radioprotection de la Direction de la santé dispose d'un fichier qui reprend l'emplacement et la taille du stock des établissements scolaires au moment de la livraison du stock.

ad 4) Il y a lieu de préciser qu'un comprimé d'iode de potassium n'est pas un antidote général contre les irradiations, mais protège exclusivement contre un cancer de la thyroïde dans des situations dans lesquelles il y aurait une concentration élevée d'iode radioactif dans l'air.

Afin que la prise de comprimés d'iode ait un effet bénéfique, il faut indispensablement évaluer les trois points suivants :

1) Le comprimé doit être administré au bon moment. L'iode du comprimé se fixe pendant plusieurs heures sur la thyroïde et assure pendant ce temps une excellente protection. Si on prend les comprimés trop tôt, l'effet bénéfique n'est plus assuré.

2) Un rejet radioactif n'est pas une composante de tout type d'accident. En raison d'une demi-vie de huit jours, l'iode radioactif diminue rapidement dès qu'un réacteur est arrêté. En conséquence, l'iode radioactif est surtout présent s'il y a un accident d'un réacteur nucléaire en fonctionnement.

3) La prise de comprimés d'iode est seulement indiquée à partir d'un certain niveau d'exposition défini dans le plan d'urgence. En cas d'une plus faible exposition à l'iode radioactif, les effets secondaires des comprimés d'iode l'emportent sur les risques radiologiques.

Pour ces raisons, il est essentiel de prendre les comprimés d'iode uniquement sur instruction des autorités. Un éventuel accident dans une centrale en Ukraine, en raison de la guerre, ne nécessiterait en aucun cas la prise d'iode au Luxembourg ! Les distances entre l'Ukraine et le Luxembourg sont trop importantes pour avoir des rejets d'iode radioactif à un niveau suffisamment élevé qui justi-

fieraient une prise d'iode au Luxembourg. Il n'est ainsi pas indiqué d'actualiser les stocks en urgence. Toutefois, il est fortement recommandé aux communes de veiller à une bonne gestion du stock de leurs comprimés d'iode afin de pouvoir en remettre aux nouveaux résident-e-s de la commune ou en cas de demande. À ce titre, il convient de rappeler que les circulaires n° 3182, n° 3189 et n° 3193, envoyées aux communes en 2014, sont toujours d'application.

ad 5) Depuis 2014, les informations et foires aux questions concernant les comprimés d'iode de potassium, les bénéfiques, les risques ainsi que leurs limites sont disponibles sur le site www.infocrise.lu en trois langues (français, allemand et anglais).

Un dépliant multilingue « utilisation des comprimés d'iode en cas d'accident nucléaire » accompagne toute boîte de comprimés d'iode de potassium distribuée dans le cadre du programme prophylaxie d'iode dans les maternités. Il est disponible en téléchargement dans la rubrique « Publications » du site www.infocrise.lu.

Question 5951 (16.03.2022) de **M. Max Hengel** et **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **Bureau de soutien psychologique de l'Université du Luxembourg** :

Fir Studenten, déi wéinst Problemer mat der mentaler Gesondheet op professionell Hëllef ugewise sinn, offrëiert d'Uni.lu hire Studenten an hirem Bureau de soutien psychologique professionnelle Bäistand. Dräi Psychologen an een Team-Leader sti bereet, fir betraffene Studenten éischt psychologesche Hëllef ze leschten a si ze beroden, wéi se weider solle virgoen am Fall vun enger Depression¹⁴. Allgemeng ass och gewosst, dass de Besoin fir esou Consultatiounen mat der Covid-19-Pandemie bäigeholl huet, wat verschidden Unien am Ausland och dozou beweegt huet, änlech Servicer ewéi de Bureau de soutien psychologique personnel massiv opzestocken.

An dësem Kontext géife mir gär folgend Froen un den Här Minister fir Fuerschung an Héichschoul stellen:

- Wann e Student dës Offer an Usproch huele wëllt, wéi laang muss hien ongefëier waarden, bis en un d'Rei kënn?

- Verfüügt de Ministère iwwer Zuelen iwwert d'Evolution vun de Consultatiounsstonnen iwwert déi lescht Joren?

- Ass de Minister der Meenung, dass déi aktuell personnel Opstellung vun dräi Psychologen an engem Team-Leader der aktueller Demande no psychologesche Consultatiounen gerecht gëtt, oder gedenkt den Här Minister, den Dialog mat de Responsabele vun der Uni.lu ze sichen, fir iwwer eng eventuell personnel Opstockung vum Bureau de soutien psychologique ze diskutéieren?

Réponse (06.04.2022) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

Ech reagéieren op den honorabelen Deputéierten hir Fro mat dëse Prezisiounen.

D'Équipe de soutien psychologique op der Universitéit Lëtzebuerg offrëiert eng gratis a vertraulech Berodung, fir de Studenten an dem Personal kuerzfristeg ze hëllef bei perséinlechen a psychologesche Problemer. Bei längerfristegen oder urgente Problemer orientéieren d'Psychologe vun der Universitéit d'Persounen a Richtung extern a spezialiséiert Servicer oder Institutionen.

D'Studenten an d'Personal kënnen e Rendez-vous bei engem Psycholog vun der Universitéit op verschidde Manéieren huelen, säit 2020 och iwwert d'Plattform „UMatter/KaraConnect“, déi wéinst der gréisserer Demande no psychologescher Hëllef am Kontext vum Covid-19 kreéiert gouf.

Den Delai fir e Rendez-vous läit zwëschen engem an zéng Deeg, jee no Situatioun. D'Équipe de soutien psychologique op der Universitéit Lëtzebuerg huet am Joer 2021 hir Servicer engen 1.442 Studenten a Mataarbechter zur Verfügung gestallt.

D'Universitéit Lëtzebuerg ass sech bewosst, dass de Bedarf u psychologescher Hëllef ugestigen ass, a sicht no Léisungen, fir dësem Bedarf gerecht ze ginn.

D'Équipe de soutien psychologique op der Universitéit Lëtzebuerg besteet momentan aus dräi Persounen, déi dat deelzäit maachen, an engem Team-Leader, deen dat ganzzäitlech mécht. Och wann d'Demande deels méi grouss ass wéi d'Kapazität vum Service, sicht d'Universitéit Lëtzebuerg no Léisungen, fir d'Waardezäit weider ze reduzéieren. Dofir soll an nächster Zäit en zousätzleche Poste fir e ganzzäitleche Psycholog geschaf ginn, fir esou d'Équipe de soutien psychologique vun der Universitéit Lëtzebuerg ze verstärken.

¹⁴ https://www.uni.lu/umatter/students/student_support/mental_health_wellbeing